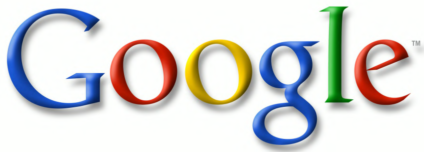
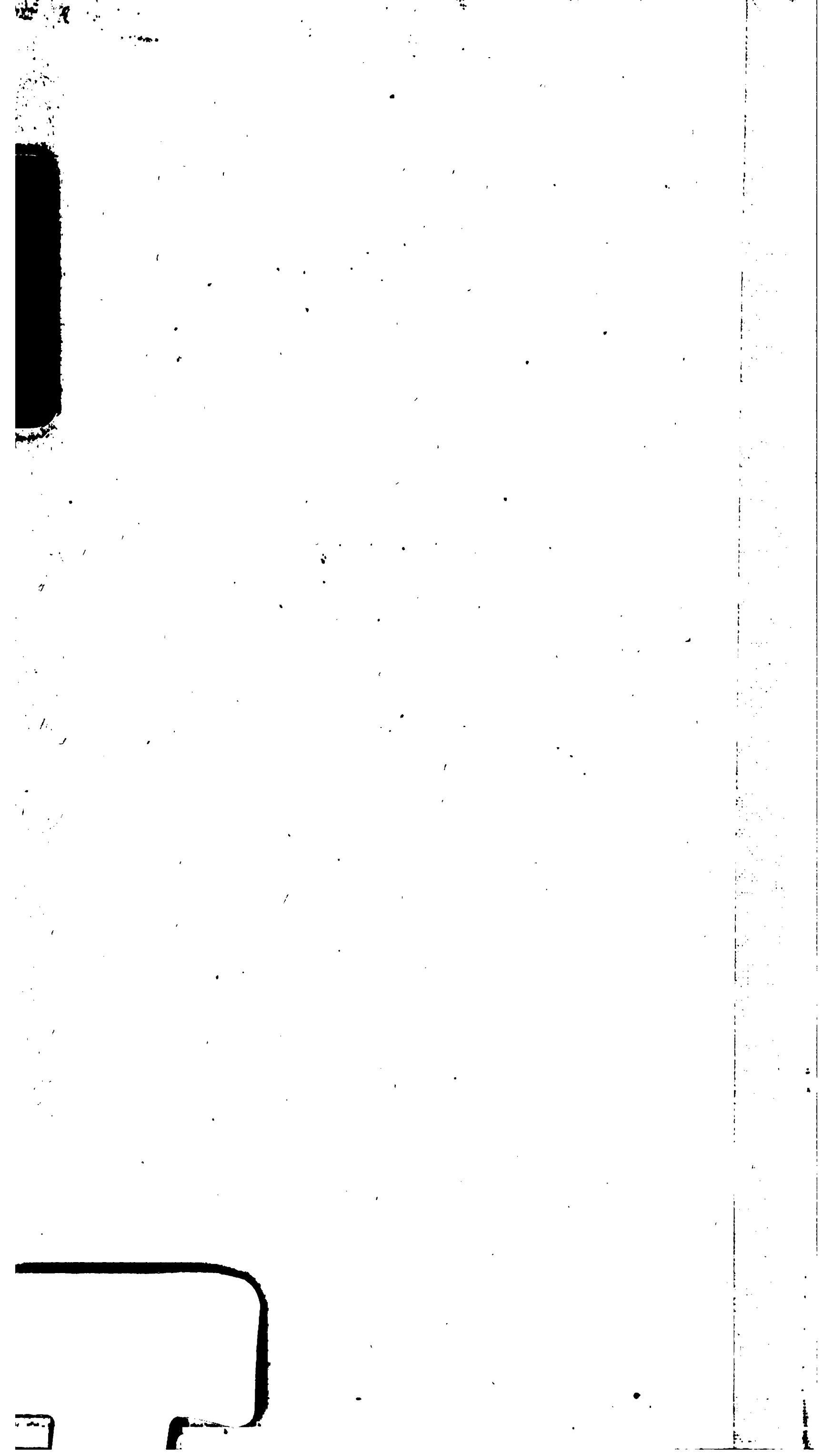






Jomini
DFP

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

De l'Imprimerie de DEMONVILLE, rue Christine, n° 2.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

NOUVELLE ÉDITION,

RÉDIGÉE SUR DE NOUVEAUX DOCUMENS, ET AUGMENTÉE D'UN GRAND NOMBRE DE CARTES ET DE PLANS;

PAR LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL JOMINI,

Aide-de-camp général de S. M. L'EMPEREUR DE RUSSIE, grand'croix de plusieurs ordres.

TOME QUATORZIÈME.

CAMPAGNES DE 1800 ET DE 1801.

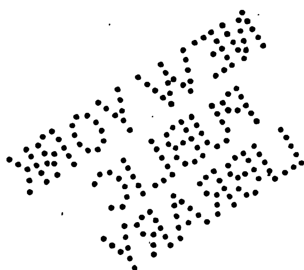
A PARIS,

CHEZ ANSELIN ET POCHARD,

SUCCESSEURS DE MAGIMEL,

LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE, RUE DAUPHINE, N° 9.

1824.



HISTOIRE
CRITIQUE ET MILITAIRE
DES
GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE XVII.

CAMPAGNE DE 1800. — SECONDE PÉRIODE.

SOMMAIRE.

Traité de subsides, conclu à Vienne, entre l'Autriche et l'Angleterre. L'Empereur envoie à Paris le comte de St.-Julien. Il y signe les préliminaires de paix qui ne sont pas ratifiés par sa cour.—Bonaparte, à cette nouvelle, dénonce la rupture de l'armistice de Parsdorf, et ordonne à la seconde armée de réserve d'entrer en Suisse. Cependant, sur les instances du comte de Lehrbach, les négociations doivent se renouer, et l'armistice est prolongé par la convention de Hohenlinden et celle de Castiglione. — Embarras et espérances de Thugut. — Armement des Napolitains sur la frontière des Etats Romains. — Organisation insurrectionnelle de la Toscane.

Affaires maritimes. — Négociations pour un armistice naval. — Préparatifs d'une expédition anglaise sous Pulteney. — Le premier consul ordonne le rassemblement d'un corps de réserve à Amiens, pour y faire face. — Les Anglais étendent de plus en plus leurs vexations contre les neutres : ils exigent même la vi-

site des bâtimens qui marchent sous convoi de vaisseaux de guerre; une frégate danoise qui s'y refuse est attaquée et enlevée. — L'empereur Paul propose aux puissances du Nord, une neutralité armée. — L'amiral Dickson passe le Sund, et se présente devant Copenhague. — Convention du 29 août avec le gouvernement danois, sur le droit de visite. — Les Etats-Unis envoient des députés à Paris pour aplanir les difficultés survenues depuis 1794 et 1796. Ils signent une convention à Morfontaine, le 30 septembre, qui définit les droits des neutres, et les franchises dont jouira le commerce français. — Expédition inutile de Pulteney sur le Férol. — Keith et Abercrombie échouent de même contre Cadix.

Pendant que les Alliés feignent de traiter à Lunéville, Bonaparte ne néglige rien pour se préparer à la guerre. — L'armée gallo-batave vient relever la gauche de Moreau sur le Mein. — Le général Macdonald, qui s'est dirigé dès le milieu de septembre avec la seconde armée de réserve, de Dijon par la Suisse sur Coire, est destiné à occuper le Tyrol. — L'armée d'Italie profite de l'armistice pour soumettre la Toscane, puis se rassemble sur le Mincio. — Projet de Bonaparte pour la porter par les Alpes-Noriques sur Vienne. — Le corps rassemblé à Amiens, sous les ordres de Murat, se met en marche vers l'Italie. — Ulm, Ingolstadt et Philipsbourg sont cédés aux Français. — Cobentzel ayant déclaré que l'Autriche ne pouvait point traiter séparément de l'Angleterre, l'armistice est dénoncé.

Plans d'opérations des deux partis. — Premiers combats de l'armée gallo-batave, qui s'empare de Wurtzbourg. — Moreau rassemble son armée entre Munich et les bois de Hohenlinden, l'avant-garde vers Haag. — Les Autrichiens veulent prendre l'offensive et font un mouvement général par leur droite, pour gagner la gauche de Moreau vers Dachau, en débouchant par Ratisbonne et Landshut. — L'archiduc Jean change de projet et revient par Ampfing sur les défilés de Hohenlinden.

Le général Moreau, secondé par Dessoles, réunit son corps de bataille au débouché d'Anzing, il laisse à Grenier le soin d'observer la droite des Autrichiens, et à Lecourbe celui de contenir leur gauche. Moreau lui-même attaque le centre engouffré

dans la forêt. — Richepanse, dirigé de St.-Christophe sur Matenpœt, coupe cette profonde colonne par le milieu, en même temps que Ney l'assaillit du côté de Burgrain : la tête entourée met bas les armes, comme Zach à Marengo. — L'archiduc Jean se retire derrière l'Inn, après avoir perdu 10 à 12 mille hommes. — Moreau qui le suit de près, passe l'Inn et la Salza ; il le bat encore à Lauffen, à Salzbourg et à Lambach. — L'archiduc Charles vient prendre le commandement de l'armée en déroute, et, pour sauver la monarchie, il signe l'armistice de Steyer avec l'engagement de faire une paix séparée. — Expédition de l'armée gallo-batave. — Affaire de Nuremberg. — Augereau est repoussé sur la Rednitz au moment où l'armistice met fin à la guerre.

Opérations en Italie. — Marche hardie et pénible de Macdonald par le Splugen sur la Valteline et le Tyrol. — Combats de Zernetz et du Tonal. — Brune passe le Mincio. — Bataille de Pozzolo et de Monzembano. — L'armée franchit l'Adige au-dessus de Vérone. — La droite des Autrichiens sous Wukassowich, pressée entre Macdonald et Brune, se retire par les gorges de la Brenta, et joint l'armée de Bellegarde à Vicence. — Armistice de Trévise, qui cède Vérone, Peschiera, Legnago et Ancône. — Bonaparte refuse de le ratifier ; on en conclut un nouveau à Lunéville, qui cède également Mantoue, à titre de garantie.

Irruption des Napolitains en Toscane. — Le comte de Damas est battu par le général Miollis à Sienne. — Le corps de Murat, arrivé à Parme, devenu disponible par l'armistice de Trévise, se dirige sur Florence et les Etats Romains. — La cour de Naples aux abois est sauvée par la médiation de Paul Ier, qui envoie son grand-veneur Levachoff, à Paris et en Italie. — Armistice de Foligno.

CHAPITRE CV.

Retour du premier Consul à Paris.— Traité de subsides de l'Autriche avec l'Angleterre. — L'Empereur envoie M. de St.-Julien à Paris. — Un traité préliminaire conclu par cet officier, n'est pas ratifié. — Prolongation de l'armistice. — Négociations avec l'Angleterre. — Débats du cabinet de St.-James avec les Neutres. — Confédération du Nord. — Les Anglais s'emparent de Malte; ils échouent au Férol et devant Cadix

État satisfaisant de la France.

La France ne tarda pas à jouir des heureux fruits de ses victoires; l'intérieur se calmait. Déjà les rapports de Bernadotte annonçaient les derniers soupirs de la chouannerie et de la Vendée, quand le général Maitland fit mine de débarquer un corps anglais vers Quiberon. Le mauvais succès de ses tentatives, déjouées par un mince détachement, prouva que les peuples de ces contrées, las d'être les instrumens et les victimes d'intérêts étrangers, ne demandaient que le repos. Le général Pulteney et l'amiral Waren n'avaient pas été plus heureux devant

Belle-Ile, où ils s'étaient présentés sans rien oser entreprendre.

L'ordre dans la comptabilité et les dépenses ramenait peu à peu la confiance dans les transactions ; les manufactures encouragées par une administration éclairée, renaissaient de toutes parts. Le commerce maritime encore alimenté par les neutres et la course, offrait des débouchés aux produits du sol et de l'industrie. L'unité dans les intérêts et les vues du gouvernement, imprimait un heureux élan à toutes les branches de la prospérité publique.

Cet état de choses réagissait à son tour sur les armées : déjà Brune, partant pour remplacer Masséna en Italie, laissait à Dijon une seconde armée de réserve aux ordres de Macdonald ; et, Augereau, qui commandait en Hollande, se préparait à conduire sur le Mein une armée gallo-batave, qui devait y fixer irrévocablement la supériorité sous les drapeaux républicains. Fières de leurs étonnans succès, les légions françaises ne demandaient que de nouvelles occasions de vaincre sur l'Inn comme sur le Mincio.

La situation politique de l'Europe, à la veille de subir un bouleversement complet, n'offrait pas encore, au moment où nous touchons, de variation remarquable : tout restait dans les positions indiquées au chapitre 99. Les secousses intérieures qui agitaient l'Helvétie, mé-

ritent à peine qu'on en fasse mention; la révolution du 7 août avait complété le triomphe des intrigues de Dolder sur le parti démocratique de Laharpe. Un corps législatif mutilé et remplacé par des commissions temporaires, un conseil exécutif de sept membres n'étaient que de pitoyables variantes, à des institutions essentiellement vicieuses. Cet état provisoire, contraire aux doctrines des deux partis qui divisaient l'Helvétie, ne promettait qu'une courte durée, et l'espérance renaissait à la fois dans les rangs des partisans de l'oligarchie et parmi les ultra-démocrates des petits cantons.

Nouvelles propositions de paix à l'Autriche.

Malgré les avantages que lui promettait son attitude victorieuse, Bonaparte bien convaincu qu'il avait des plaies à cicatriser, et que la paix ne lui serait pas moins utile qu'à l'Empereur, avait renouvelé du champ de bataille même de Marengo, l'offre de traiter aux conditions de Campo-Formio. Le général St.-Julien avait été porteur de ses propositions, auxquelles trois batailles récemment gagnées semblaient devoir donner un poids irrésistible. Le cabinet autrichien ne pensa pas de même : l'inflexible Thugut (1), persistait dans son système hostile; un

(1) Cet homme d'Etat célèbre, était né à Vienne en 1735, d'une famille plébéienne. Sa froideur flegmatique est passée en proverbe; rien ne pouvait l'émouvoir. Laborieux, dissimulé, il faisait presque

traité de subside venait d'être conclu depuis deux jours avec le cabinet de Londres, lorsque le général St.-Julien apportant la nouvelle du désastre de Marengo et de la convention d'Alexandrie, vint jeter l'effroi dans le conseil aulique.

Thugut persiste à pousser la guerre.

En vain représentait-on à Thugut, l'épuisement de la monarchie, les efforts inouïs faits depuis 1796, le découragement des troupes, la destruction des magasins, l'inutilité d'une lutte dont la prolongation n'offrait aucune chance heureuse, à moins que la Prusse ou la Russie n'intervinssent de nouveau dans la coalition. Ce ministre inébranlable, opposant les engagemens solennels et récens, pris avec l'Angleterre, penchait pour continuer la guerre, et l'arrivée de la reine de Naples à Vienne, lui donna un puissant auxiliaire pour déterminer François II à ne pas dévier de ses résolutions.

Ses espérances.

La chance des combats ne lui paraissait pas aussi désespérée qu'on le pensait généralement. Si Mélas avait évacué l'Italie, il revenait avec

---

tout par lui-même; et quand il avait recours à ses secrétaires, il leur distribuait le travail sans proférer un mot, et le recevait de même : il était généralement détesté à la cour, aussi bien qu'à la ville; mais on rendait justice à la supériorité de ses talens, qui eussent brillé avec plus d'éclat sans son engouement pour le système anglais.

des forces imposantes sous le canon de Mantoue, qui avait arrêté Bonaparte durant toute l'année 1796 : le ministre se flattait, à l'aide de quelques renforts, de pouvoir rentrer dans la Péninsule : Abercrombie joint aux Napolitains, aux corps Impériaux qui tenaient la Toscane et Ancône, aux Piémontais mécontens, devait faire une puissante diversion et occuper la moitié de l'armée victorieuse dans l'Apennin. On n'avait signé le traité de Campo-Formio qu'aux portes de Vienne, et l'on trouvait indigne d'en souscrire un plus onéreux dans des circonstances moins impérieuses ; car il s'agissait de reconnaître les républiques helvétique et ligurienne, élevées postérieurement sous l'influence de la France. Ces raisons n'étaient que spécieuses, puisque tout ce que l'Autriche pouvait se promettre de la continuation de la guerre, était de se maintenir, et non de reprendre ce qu'elle avait perdu : cependant elles parurent suffisantes pour motiver une résolution qui n'était plus qu'un dévouement chevaleresque aux engagemens pris avec l'Angleterre.

Système temporiseur du cabinet de Vienne.

Depuis Charles-Quint, qui avait marqué l'apogée de sa gloire, la maison d'Autriche avait eu pour axiome de se résigner prudemment dans les revers sans rien précipiter, d'opposer à propos de la constance, ou de céder avec dignité pour attendre le secours du temps : le cabinet

impérial s'était trop bien trouvé de ce système tout récemment encore sous Marie-Thérèse, pour en changer sous le règne orageux de son petit-fils.

Jamais l'application de ces maximes n'avait paru aussi urgente et aussi sage. Le ministère jugea donc indispensable de gagner le plus possible de ce temps sur lequel on fondait de si grandes espérances; à cet effet, il réexpédia aussitôt le général St.-Julien à Paris. Le but ostensible de sa mission était de traiter des divers arrangemens résultans de la convention d'Alexandrie, et de proposer un armistice; mais il était en outre porteur d'une lettre autographe de l'Empereur au premier consul, qui répondait aux propositions de paix. Cette démarche bien qu'elle pût cacher une arrière-pensée, n'avait rien de contraire aux usages de la diplomatie, puisque le cabinet de Vienne se réservait toujours de ne rien terminer sans le concert de lord Minto, ambassadeur d'Angleterre. Il renvoie le général St.-Julien à Paris.

Le comte de St.-Julien, arrivé le 21 juillet dans la capitale, hâta sans prudence le dénoûment de sa mission; car six jours après il avait déjà signé des préliminaires de paix avec le ministre Talleyrand, et il partit aussitôt pour Vienne, accompagné du général Duroc, aide-de-camp de Bonaparte. Ces préliminaires stipulaient, 1° que la paix serait établie sur les bases Celui-ci signe les préliminaires de paix.

arrêtées à Campo-Formio; 2° que les indemnités assurées à l'Autriche seraient prises en Italie et non en l'Allemagne; 3° que les armées resteraient dans leurs positions respectives jusqu'au traité définitif; 4° que les levées toscanes ne seraient point accrues, et qu'aucune troupe étrangère ne débarquerait dans la Péninsule.

L'Empereur refuse de les ratifier.

Cette négociation tout-à-fait intempestive, pour la marche que le cabinet de Vienne s'était tracée, fut accueillie comme on devait s'y attendre : Duroc, retenu à Braunau, ne put dépasser les avant-postes autrichiens, les préliminaires furent rejetés, et le négociateur, accusé d'avoir outrepassé ses pouvoirs, ne tarda pas à être relégué en Transylvanie.

Indignation du premier Consul à cette nouvelle.

Il était aisé de prévoir que cette nouvelle, arrivée à Paris le 23 août, produirait un grand effet sur l'esprit irascible de Bonaparte, car l'Autriche donnait ainsi lieu aux suppositions les plus fâcheuses : la lettre de l'Empereur au premier Consul, portait : *Vous ajouterez foi à tout ce que vous dira M. de St.-Julien, et je ratifierai tout ce qu'il fera.* Dès lors on se crut autorisé à considérer son refus comme un manque de foi. Cependant en y réfléchissant plus mûrement, il était facile de se convaincre que les phrases de cette lettre, rédigées dans la supposition que le négociateur se conformerait à l'esprit de son cabinet, ne renfermaient point

un engagement formel dès qu'il s'écartait de ses instructions. Il suffisait d'un désaveu pour annuler sa démarche, et l'empereur d'Autriche n'avait rien fait que de très-ordinaire en pareil cas. Toutefois on sentit la nécessité d'atténuer l'effet que produirait cette rétractation apparente, et le comte de Lehrbach l'accompagna de nouvelles propositions plus conformes au but du cabinet de Vienne, et qui n'étaient pas absolument à rejeter.

Il dénonce la rupture de l'armistice, et fait ses préparatifs.

Le premier Consul, cédant aux premières impulsions de son ressentiment n'en tint d'abord aucun compte, et dénonça l'armistice pour recommencer les hostilités le 10 septembre. La seconde armée de réserve, qui s'organisait à Dijon, reçut l'ordre d'entrer en Suisse le 5, et de se porter sans délai sur St.-Gall ou le Vorarlberg, pour agir de concert avec la droite de l'armée du Rhin, en occupant les Grisons et le Tyrol. En même temps le général Augereau, qui avait amené 18 mille Gallo-Bataves de Hollande, jusque sur la Lahn, dut relever l'aile gauche de Moreau vers Ratisbonne, et rendre disponible toute l'armée du Rhin, appelée probablement à soutenir les principaux efforts de l'Autriche, ou peut-être même à les attirer sur elle.

Outre ces divers préparatifs, un corps d'élite, composé de deux régimens de grenadiers de la

marine et autres compagnies de divers régimens restés en France, fut assemblé à Amiens, sous les ordres de Murat, afin de déjouer l'expédition anglaise du général Pulteney, dans le cas où elle eût été destinée pour les côtes de France ou des Pays-Bas; mais celui-ci ayant fait voile vers l'Espagne, le corps de Murat fut destiné à renforcer l'armée d'Italie.

Négociations avec l'Angleterre

Ces apprêts menaçans n'empêchèrent pas néanmoins que les négociations ne se prolongeassent; lord Minto avait déclaré à Thugut que l'Angleterre était prête à traiter de concert avec son allié, pour peu que le gouvernement français y parût disposé; en conséquence le ministre autrichien proposa de réunir les plénipotentiaires à Lunéville ou Schélestadt.

Le premier consul n'ignorait pas que l'Autriche attachait plus de prix à l'Italie qu'à la Belgique, et qu'il en était tout différemment de l'Angleterre. Or, comme il ne voulait ni céder Anvers aux Anglais, ni laisser Mantoue aux Impériaux, il lui convenait mieux de traiter séparément; mais attendu qu'il ne pourrait rejeter toutes leurs propositions sans faire retomber sur lui le blâme de la guerre, et qu'il espérait d'ailleurs traiter à de bonnes conditions ou profiter d'un armistice naval pour ravitailler Malte et l'Egypte, il en fit la demande, avant d'admettre le négociateur anglais.

Mesures du cabinet de Vienne, à la nouvelle de la rupture

D'un autre côté, la nouvelle de la dénonciation de l'armistice pour le 10 septembre, avait produit une grande sensation à Vienne. En apprenant la conclusion du traité préliminaire, tous les cœurs s'étaient ouverts au doux espoir du rétablissement de la paix, et cette brusque transition à une rupture imprévue n'en frappa que plus vivement les esprits les moins prévenus. Cependant, bien que cette démarche signalât le peu d'espoir qu'il y aurait à décider Bonaparte à des négociations collectives avec l'Angleterre, elle ne déconcerta pas Thugut. Il sentit la nécessité, d'un côté à prolonger autant que possible l'armistice continental, et de l'autre à redoubler d'énergie pour paraître en lice avec plus d'avantages. L'Archiduc palatin s'était rendu en Hongrie, pour y renouveler la levée en masse, dont on avait éprouvé de si bons effets en 1797. L'archiduc Charles qu'une injuste disgrâce privait de l'honneur de conduire les légions impériales à la victoire, pressait dans son gouvernement de Bohême, l'organisation d'un corps de 10 à 12 mille hommes, qui bientôt pourrait entrer en ligne contre la gauche de Moreau.

L'empereur François lui-même se rendit à son armée pour y raviver l'amour de la gloire et de la patrie, qui dans tous les cœurs biens nés doit redoubler à l'aspect des dangers dont elle est

menacée. Des retraites accordées aux généraux dont on se plaignait, et l'avancement de quelques chefs aimés du soldat, parurent suffisans pour atteindre ce résultat. On ne s'en tint néanmoins pas là; l'archiduc Charles fut promis à l'armée dont il avait excité l'enthousiasme, et emporté la confiance: on le nomma généralissime des forces autrichiennes, autant pour montrer un retour à des dispositions de paix, que pour satisfaire l'opinion publique; mais ce n'était qu'un leurre, car sous le prétexte de continuer les préparatifs de défense de la Bohême, on laissa ce prince à Prague; et Kray ayant quitté le commandement, on le confia à l'archiduc Jean, auquel on donna pour chef d'état-major, et pour mentor, le général Lauer, nommé grand-maître de l'artillerie.

Moreau, prêt à recommencer les hostilités, signe un second armistice à Hohenlinden.

De son côté, l'armée française rassemblée en avant de Munich, attendait avec impatience le signal des combats, qui ne devait être pour elle que le gage de nouvelles victoires, lorsque le général Moreau, instruit de l'arrivée de l'Empereur à son armée, et de l'envoi de nouvelles propositions à Paris par le comte de Lehrbach, prit sur lui de retarder la rupture de l'armistice jusqu'au terme indispensable pour le retour d'un courrier.

Les nouvelles propositions du comte de Lehrbach, ne satisfaisaient pas entièrement le pre-

mier Consul : cependant guidé par l'espoir d'obtenir un avantage notable, tout en paraissant faire une concession, il adressa à Moreau, par une dépêche télégraphique, l'ordre de rompre l'armistice, « *à moins qu'on ne ratifiât les préli-* » *minaires signés par St.-Julien, ou qu'on ne lui* » *cédât les trois places d'Ulm, Ingolstadt et* » *Philipsbourg, à titre de garantie.* »

L'armée française était victorieuse et beaucoup mieux disposée que ses adversaires; chaque jour de retard lui enlevait cet ascendant moral, fruit d'une longue suite de succès; il n'y avait donc rien que de juste dans cette prétention, et l'empereur d'Autriche n'était point encore en mesure de la refuser.

Une nouvelle convention conclue le 20 septembre à Hohenlinden, entre les généraux Lauer et Lahorie, stipula donc un armistice de 45 jours, qui se trouverait prolongé ensuite indéfiniment, en avertissant 15 jours d'avance.

Les deux partis en firent autant en Italie, où Brune avait succédé à Masséna. Une convention signée à Castiglione régla la démarcation des deux partis, et stipulait la suspension de tout armement en Toscane.

Rupture de la négociation avec l'Angleterre

Les négociations entamées avec l'Angleterre, dès la fin d'août, n'avaient pas eu le même résultat; confiées à l'habile Otto, qui se trouvait chargé à Londres de l'échange des prisonniers,

elles avaient pris dès le principe une tournure qui laissait peu d'espoir pour leur réussite. L'adresse du négociateur français devait échouer contre celle de lord Grenville, dès qu'il n'y avait de part et d'autre aucun accord sur le fond des intérêts en litige. Bien que le gouvernement anglais eût gardé cette fois le silence sur le rétablissement des Bourbons, qu'il n'avait mis en avant avec tant d'affectation, que pour armer leurs partisans en sa faveur, et compliquer les négociations entre les dépositaires actuels du pouvoir en France et les cabinets de l'Europe, on n'était pas beaucoup plus près de s'entendre pour cela. Ce que Pitt et Grenville voulaient avant tout, était la restitution de la Belgique et la clôture d'Anvers : et quel espoir, que Bonaparte couvert de lauriers, consentît à céder des provinces qui promettaient un si bel avenir à la France; tandis que l'Autriche, qui les avait perdues, et pour qui elles étaient bien moins importantes, avait fait tant de sacrifices avant d'y renoncer! L'Egypte n'offrait pas moins d'obstacles; l'Angleterre ne pouvait pas en laisser la paisible possession à la France, et n'avait aucun intérêt à traiter, lorsqu'à la veille de prendre Malte, elle savait bien qu'on ne rendrait ni cette île, ni Anvers, ni Alexandrie. Un nouvel incident vint accroître toutes ces difficultés : Bonaparte n'ignorant point que les pays réunis à la

France, deviendraient le prétexte d'une infinité de discussions, crut devoir trancher la question, et prononça la mise en activité des lois françaises dans les départemens de la Roër, l'Ourte, Rhin-et-Moselle et Mont-Tonnerre, (Mayence, Cologne et Juliers), déjà réunis par de précédens décrets; mais que par une sage réticence, on avait différé jusqu'alors d'assimiler entièrement à ceux de la Belgique.

Cependant le ministère anglais qui craignait de s'attirer le blâme public, en sacrifiant ses alliés, et refusant de faire un pas en faveur de la paix, feignit d'accorder quelques concessions. Lord Grenville déclina d'abord avec adresse les propositions d'un armistice naval, fondé sur ce qu'il n'en avait point été conclu lors de la négociation des traités précédens. Mais le premier Consul ayant démontré combien il était absurde de vouloir qu'il traitât collectivement avec deux puissances, en posant les armes avec celle sur laquelle il avait l'avantage, et restant en guerre avec l'autre, il déclara qu'il n'admettrait point de plénipotentiaire à Lunéville, sans armistice préalable, et qu'il refuserait cet arrangement s'il n'avait lieu avant le 11 septembre, jour de la reprise des hostilités sur l'Inn et l'Adige : lord Grenville crut devoir faire quelque sacrifice pour donner du temps à l'Autriche, et entra en explication avec M. Otto.

Celui-ci avait demandé, le 5 septembre, la libre navigation pour tous les vaisseaux de guerre ou de commerce, et l'admission des neutres en Egypte et à Malte. Ces clauses étaient trop générales pour être reçues quand on était encore si loin des questions fondamentales de la paix définitive. Le ministre anglais, après avoir fait proposer l'évacuation de l'Egypte, d'après les bases du traité d'El-Arisch, dont il avait si astucieusement refusé la ratification, sentit bien qu'une telle clause ne soutiendrait pas la discussion, et que s'il était possible d'en faire une condition de la paix, le cas ne serait pas le même pour une simple suspension d'armes. Il accorda donc, sans persister, la levée des croisières de Brest et de Toulon, ainsi que la libre navigation pour les bâtimens de commerce; mais il exigea que ceux de l'Etat ne pussent sortir des stations où ils se trouvaient; cette réserve avait le double but d'empêcher les Français de faire sortir des escadres pour porter des secours en Egypte ou aux Antilles, et de retenir à Brest la flotte espagnole, qui s'y trouvait sous les ordres de Gravina.

A ce prix, on consentit à ce que Malte et Alexandrie fussent ravitaillés en vivres pour 14 jours à la fois, moyennant qu'aucunes troupes, armes ou munitions, ne pussent y être introduites. Ces arrangemens qui établissaient une

parité complète entre ces postes maritimes et les places d'Ulm, d'Ingolstadt et de Philipsbourg, qui alors n'étaient pas encore cédées, furent rejetés par le premier Consul, à la grande satisfaction du cabinet de Londres.

Otto ne manqua pas de prétextes spécieux pour insister sur ses demandes, ni son antagoniste de raisonnemens pour prouver qu'il faisait des concessions raisonnables. Tout ce qu'on put obtenir de Bonaparte, fut que les vaisseaux de ligne resteraient dans les ports; mais que les frégates navigueraient librement, *et que six de ces bâtimens porteraient en Egypte des troupes, des munitions et des vivres.*

La griffe du lion paraissait trop à découvert, et le léopard sut mieux déguiser la proie qu'il convoitait. L'Angleterre ne voulant pas consentir à ces propositions, et l'Autriche ayant déjà obtenu par l'abandon de trois forteresses, le temps qu'on cherchait à lui procurer, la négociation se trouva ainsi rompue le 9 octobre. Le cabinet des Tuileries déclara qu'il ne traiterait avec les deux cours que séparément, et celui de Londres rejeta cette offre, motivé sur ses engagemens avec la cour de Vienne, dont il réclama à son tour la fidèle exécution. Les assurances d'usage sur les intentions pacifiques des deux partis, accompagnèrent naturellement des déclarations dont personne ne fut dupe. Bien des publicistes ont

trouvé que l'Angleterre montra plus d'habileté que le gouvernement français, en faisant échouer la négociation sur de simples accessoires, sans aborder le fond. C'était là, disent-ils, qu'il eût fallu attendre le cabinet de St.-James, et lui faire déclarer ses prétentions dans toute leur étendue. Cela serait fort bien si l'on n'eût attaché qu'un prix secondaire à la défense de l'Egypte. Mais comment conclure un armistice pour sept à huit mois, pendant lesquels l'armée française eût continué à se fondre peu à peu, et à consommer ses munitions et ses armes contre les naturels du pays, pour se trouver au dépourvu à la reprise des hostilités? Il n'était pas juste d'assimiler cette armée lointaine à une garnison; et, pour mettre tout sur un pied équitable, il eût fallu consentir au transport successif des renforts nécessaires en personnel et matériel, pour que l'armée se trouvât, à la fin de l'armistice, sur le même pied qu'au commencement. On objectera peut-être, qu'une colonie impossible à soutenir en cas de guerre, ne devait pas être un motif de rupture: mais on la possédait cette colonie, et si on désespérait de la conserver, du moins fallait-il en faire un objet de compensation, et sous ce rapport elle était d'un grand poids dans la balance.

Dès que la rupture avec l'Angleterre ne laissa plus d'espoir d'un prompt arrangement avec

l'Autriche, Bonaparte sentit qu'il ne devait pas accorder à celle-ci tout l'hiver pour achever ses préparatifs, et il résolut de dénoncer l'armistice. Berthier, qui venait de reprendre, le 8 octobre, le porte-feuille de la guerre des mains de Carnot, reçut l'ordre de redoubler d'activité, pour mettre les armées en état de rentrer incessamment en campagne.

Par un hasard assez particulier, le jour même où la négociation se rompit à Londres, un complot contre la vie de Bonaparte fut découvert à Paris. Les débris du jacobinisme s'agitaient dans l'ombre, d'obscurs conspirateurs cherchant des modèles dans l'histoire romaine, et se comparant follement aux Brutus ou aux Cassius, avaient résolu d'assassiner le nouveau César, non au sénat, mais à l'opéra. Bonaparte, prévenu à temps par Fouché, dont la police ne sommeillait jamais, ne s'en rendit pas moins au spectacle, en prenant toutefois les précautions nécessaires à sa sûreté. Cerachi et Demerville, les plus audacieux chefs de ce complot, furent arrêtés, et payèrent de leur tête une tentative qui eût replongé la France dans la plus horrible anarchie. Complot de Cerachi.

Thugut, trompé dans l'espoir de compliquer les négociations par le concours de l'Angleterre, réduit à souscrire l'abandon des trois places qui lui restaient en Allemagne, uniquement pour Thugut est remplacé au ministère.

gagner jusqu'au printemps, feignit de quitter le ministère. On crut que l'Empereur, mécontent de son opiniâtre attachement au système d'alliance anglaise, lui avait donné sa démission; il est plus probable que ce ministre voulut faciliter un rapprochement momentané par sa retraite simulée. On parla d'abord de le remplacer par le comte de Cobentzel, qui devait être à la fois agréable à la Russie et à la France, vu la part qu'il avait prise au traité de Campo-Formio et à l'alliance de St.-Pétersbourg. Mais ce ministre ayant été envoyé plus tard à Lunéville, au lieu du comte de Lehrbach, le dernier prit le porte-feuille, et ne fut en effet qu'un instrument de Thugut.

Le cabinet impérial persiste dans son système.

Aussi, malgré ce changement, le cabinet n'en suivit pas moins la marche tracée: il comptait, à la faveur de l'armistice, atteindre la saison des quartiers d'hiver, et se préparer dans l'intervalle à faire une bonne paix ou à pousser vigoureusement la guerre. Il ne s'en tint pas à cet effet aux préparatifs que nous avons indiqués, il eut recours à toutes les ressources de la diplomatie pour attirer la Prusse, puis la Russie dans ses intérêts.

Démarches des deux partis envers la Prusse.

Le moment n'était guère favorable, car si la cour de Berlin avait résisté aux sollicitations presque menaçantes des coalisés en 1799, il était peu probable qu'elle renonçât aujourd'hui à l'heureux système qu'elle suivait avec tant de

succès depuis six ans. D'ailleurs le premier Consul venait d'envoyer à Berlin, son frère Louis Bonaparte, autant pour prouver à cette puissance, la considération qu'elle lui inspirait, qu'afin d'ajouter à l'éclat qu'il s'efforçait de répandre sur tous les membres de sa famille.

Ces soins ne furent pas vains, l'attitude de la France était assez imposante pour rassurer Frédéric-Guillaume sur les suites de sa neutralité; elle n'était point encore assez formidable pour lui inspirer des craintes sur sa propre conservation. Ménager cet empire tant qu'il resterait dans les bornes fixées à Campo-Formio, et se rallier à la Russie contre les prétentions maritimes de l'Angleterre, étaient les rôles les plus sages que le prudent Haugwitz pût conseiller à son maître; car c'était maintenir à la fois un juste équilibre sur les mers et sur le continent. Si plus tard cette prudence dégénéra en faiblesse, et fit enfin place à une audacieuse levée de boucliers, il faut moins l'attribuer au Roi ou à ceux qui le conseillaient, qu'aux circonstances impérieuses qui se présentèrent. Sage conduite de Frédéric-Guillaume.

Les espérances de l'Autriche sur le cabinet de Pétersbourg, n'étaient pas moins hasardées: quoique Paul Ier fit rassembler en Pologne deux armées sous les ordres de Kutusoff et de Pahlen, il était peu présumable qu'elles intervinssent dans les affaires d'Occident, en faveur de la L'Autriche ne réussit pas mieux à Pétersbourg

maison d'Autriche, lorsque la mésintelligence, qui venait d'éclater entre la Russie et l'Angleterre, prenait un caractère de plus en plus sérieux. Le prince d'Auersperg, envoyé en qualité d'ambassadeur extraordinaire, pour renouer une coalition, ne fut pas même reçu; et Paul, exaspéré par la prise de Malte, ne tarda pas à se mettre à la tête de la neutralité armée du Nord, dont il est temps de retracer l'origine et le but.

Quoique ces importantes discussions ne soient guère du domaine d'un historien militaire, dont la tâche est de décrire des combats, on jugera qu'il était indispensable d'en donner un faible aperçu pour ramener le lecteur aux nouveaux chocs des armées, puisque toutes leurs opérations, à dater de la bataille de Marengo, furent constamment liées avec les combinaisons de la politique.

Prétentions maritimes de l'Angleterre envers les neutres.

Au milieu des désastres de tout genre qui avaient pesé sur les peuples, l'Angleterre seule avait su conserver et élargir les bases de sa prospérité. Le perfectionnement des arts mécaniques, multipliant les produits, et remplaçant la main insuffisante des hommes, permettait à cette nation industrieuse de fabriquer le décuple de ce qu'elle aurait pu faire d'après sa population; malgré les entraves mises à son commerce, elle inondait encore la moitié de l'Europe et de l'A-

mérique de ses produits, et de ceux de ses riches colonies. Mais cela ne lui paraissait pas suffisant, et la multiplication des produits réclamant la multiplication des débouchés, elle n'aspirait qu'à détruire le commerce de ses voisins, pour écarter toute concurrence. Comme ce monopole était le véritable but qui lui avait mis les armes à la main, il n'était pas survenu un événement en Europe, qui n'eût été pour elle un objet de spéculation. La crainte des principes révolutionnaires avait été, comme autrefois l'ambition de Louis XIV, l'épouvantail dont elle effraya les Souverains, pour dérober à leurs yeux le danger plus réel peut-être de ses empiétemens maritimes. Fière des nombreux vaisseaux dont elle couvrait les mers, elle voulait consolider et multiplier les élémens de sa puissance, en consacrant des maximes de droit public, qui n'étaient autre chose que l'abus de la force, coloré par d'adroits sophismes. Si l'on est forcé de la condamner en principes, on doit toutefois convenir qu'il était de son intérêt de profiter de ses immenses avantages pour renverser les barrières que les différens actes de neutralité maritime avaient élevées contre ses prétentions à l'empire universel des mers. Par une conséquence toute simple, il n'était pas moins naturel que les autres Etats fissent un dernier effort pour maintenir ce pacte conser-

vateur, et s'assurer la jouissance de droits imprescriptibles ; il est évident en effet que son système ne pouvait prévaloir qu'à l'aide des divisions continentales; aussi pendant le cours des guerres de la révolution, le cabinet de St.-James saisit avec ardeur toutes les occasions de faire reconnaître ses anciennes prétentions. Il déclina toutes les maximes reçues, foula aux pieds les droits de la neutralité, ne reconnut de lois que ses propres actes, et les imposa aux nations commerçantes comme le code de la navigation européenne.

Nous laissons aux publicistes le soin de discuter les principes sur lesquels la Grande-Bretagne a fondé son système anti-européen (1); c'est à eux qu'il appartient de tirer du passé d'utiles leçons pour l'avenir, et de préparer pour des temps plus favorables, les élémens d'une législation maritime en harmonie avec les intérêts des nations et avec les lois de la justice universelle. La discussion des théories compliquées qui se rattachent à cette matière importante, n'est

---

(1) Fort de l'alliance de Catherine, qui par son traité de Londres du 25 mars 1793, avait consenti à tout sacrifier pour empêcher les relations avec la France, le cabinet de Londres avait déclaré dès le 8 juin 1793 : « Que tous les bâtimens destinés pour des » ports bloqués seraient saisis quels que fussent leur cargaison et le » lieu de leur départ. » Or, il suffisait d'une déclaration du conseil britannique, pour constituer l'état de blocus d'un port.

point du ressort de cet ouvrage; il nous suffit d'avoir établi dans le premier volume les points de vue qui nous semblent devoir diriger la politique européenne à l'égard de l'Angleterre, et, quant à présent, d'énoncer succinctement les faits qui motivèrent à la fin de 1800 le renouvellement de la neutralité armée de 1780.

Mesures défensives des neutres.

Jamais époque ne fut plus favorable pour placer la navigation des neutres sous la sauve-garde des saines maximes du droit public. La paix se rétablissait sur le continent, et la guerre maritime durait encore. De la Manche au Bosphore; des bouches de la Dwina aux colonnes d'Hercule, il n'était pas une nation commerçante qui n'eût à venger quelqu'infraction à ses droits, quelqu'atteinte portée à l'honneur de son pavillon. Les ressentimens qui avaient déterminé Paul Ier à se séparer de la coalition, l'invitaient à faire revivre les principes professés par son illustre mère. Déjà par la convention de Copenhague, du 27 mars 1794, les cours de Suède et de Danemarck avaient contracté une étroite alliance pour assurer une protection réciproque à la navigation de leurs sujets. Renouvelant les dispositions de 1780, elles avaient déclaré la Baltique, mer fermée, armé chacune huit vaisseaux de ligne et un nombre proportionné de frégates, et stipulé la réunion de ces forces pour assurer l'exécution du traité.

Ces mesures vigoureuses, quelque temps exécutées, furent suffisantes pour faire respecter la clôture du Sund; mais dans l'Océan et dans la Méditerranée, le pavillon des neutres resta exposé sans défense aux avanies des puissances belligérantes. Les plaintes multipliées des armateurs danois et suédois, victimes des instructions violentes données par le ministère britannique à ses commandans maritimes, et des représailles du directoire; les pertes énormes que les lenteurs et la partialité de l'amirauté anglaise faisaient peser sur le commerce neutre, déterminèrent les deux cours scandinaves à maintenir par une protection efficace les droits de leur pavillon. Dans les mois d'avril et de juillet 1798, le commerce de Suède et celui de Danemarck, furent invités à placer les bâtimens frêtés pour la Méditerranée sous la protection des vaisseaux de guerre, qui devaient sortir des ports des deux royaumes à des époques déterminées, pour les convoyer.

L'efficacité de cette mesure semblait garantie par le principe que les navires neutres, marchant sous convoi de vaisseaux de guerre, ne sont point soumis à la visite de la part des bâtimens belligérans. Ce principe contre lequel la Grande-Bretagne elle-même n'avait jamais élevé de réclamations, était tellement réputé pour incontestable, que l'on n'avait pas jugé nécessaire

de le rappeler dans les conventions de 1780 (1), et s'il pouvait exister quelque incertitude sur les motifs du silence gardé sur ce point par les puissances contractantes, il suffit pour s'en éclaircir de lire la déclaration adressée par Catherine II au cabinet de Copenhague, le 10 août 1793, alors même qu'elle avait abandonné les principes de neutralité pour s'allier à l'Angleterre. En effet, saisir des propriétés d'une puissance belligérante sous le convoi d'un bâtiment de l'Etat, portant pavillon neutre, c'est comme si on violait sur le continent un territoire neutre pour y confisquer les propriétés d'un tiers avec lequel on serait en guerre. Il n'était jusque là venu à l'esprit de personne qu'un tel système pût prévaloir.

Tant que le cabinet de St.-James avait pu craindre une confédération générale des puissances maritimes, il avait éludé de s'expliquer catégoriquement sur des maximes reconnues

---

(1) Le principe de cette époque était que le pavillon couvrait la marchandise, à l'exception des armes et munitions de toute espèce, et des navires destinés pour les ports militaires en état de blocus : les Anglais apprirent que des navires hollandais, français ou espagnols, se servaient de pavillons neutres pour trafiquer, et arrêtèrent tous les vaisseaux marchands sans distinction. Mais les navires convoyés par des bâtimens d'un État neutre, n'étaient pas susceptibles de fraude; car un vaisseau de ligne suédois ne pouvait prendre sous son escorte que des navires vraiment nationaux, et partis avec lui des ports de la Suède. Ces garanties n'en furent plus une pour les Anglais, qui arrêtèrent tout sans distinction.

dans toute l'Europe; mais en 1798, il crut n'avoir plus de mesures à garder, et pouvoir déployer sans ménagement toute l'étendue de ses prétentions. Ses vaisseaux triomphans parcouraient les deux mers sans obstacles et sans rivaux : l'accession de Paul Ier à la seconde coalition privait les neutres de leur protecteur naturel, et les livrait sans défense aux coups de l'Angleterre. Le monopole du commerce universel, qui lui avait servi à alimenter la guerre, lui était nécessaire pour la continuer. Dans l'ivresse que donne la puissance, le cabinet anglais en vint bientôt à le considérer comme son incommutable propriété, et à voir une usurpation et un attentat à ses droits dans les efforts des deux cours scandinaves pour conserver à leurs sujets la part légitime que leur position et leur neutralité devaient leur garantir dans le commerce européen. Par suite de cette manière de voir, les instructions les plus violentes furent expédiées aux commandans des escadres britanniques.

Vexations exercées par les Anglais.

Le signal une fois donné, l'effet ne s'en fit pas attendre. Le 1er juillet 1798, un convoi suédois, escorté par la frégate *Froja*, est enlevé par une escadre anglaise, et conduit dans un port de la Grande-Bretagne. Le 26 août suivant, un autre convoi de la même nation, que convoyait la frégate *Ulla-Fersen*, subit le même sort. Aucune

nation neutre n'est à l'ábri de semblables vexations; une flotte génoise, richement chargée, se trouve dans la rade de Livourne au mois de novembre de la même année; le port de Livourne est neutre ; qu'importe ? L'amiral Nelson s'y présente, et s'empare des bâtimens génois.

Jusqu'alors les mesures défensives adoptées par les neutres n'avaient été suivies d'aucun effet. La marine suédoise intimidée, ou retenue par ses instructions, n'avait pas cru devoir protester par une honorable résistance contre les outrages que recevait son pavillon. L'exemple du courage et de la fermeté fut donné par le cabinet de Copenhague, qui dans cette circonstance comme en 1780, eut la gloire de se montrer le plus énergique défenseur de la liberté des mers. Le comte de Bernstorff, qui le dirigeait avec autant de dignité que de sagesse, prescrivit aux commandans des vaisseaux danois de repousser la force par la force, et de s'opposer de tous leurs moyens à la visite des bâtimens de commerce, marchant sous leur protection.

Au mois de décembre 1799, un convoi de cette nation se dirigeant sans escorte vers la Méditerranée, fut abordé dans les environs de Gibraltar par une petite escadre anglaise, dont le commandant voulut procéder à la visite. Le

Affaire de la frégate danoise *Harfruen.*

capitaine danois Van-Dockum, commandant la frégate *Harfruen*, repoussa avec vigueur cette prétention : quelques coups de canon furent échangés; enfin l'amiral Keith, commandant en chef les forces britanniques de la Méditerranée, ordonna que le convoi suivrait librement sa marche. Quelle dut être la surprise du ministère danois, lorsqu'au lieu des satisfactions qu'il était en droit de réclamer pour les entraves arbitraires apportées à une navigation licite, il reçut du chargé d'affaires anglais Merry des plaintes amères de la résistance du capitaine Van-Dockum, qui, suivant ce diplomate, devait être regardée comme un acte d'hostilité! Dans sa note du 10 avril 1800, il avait affecté de méconnaître la différence établie par le droit des gens entre les bâtimens non convoyés et ceux naviguant sous escorte : le comte de Bernstorff en reconnaissant dans sa réponse le droit de visite à l'égard des premiers, s'attacha à rétablir une distinction que la politique anglaise ne voulait point avouer, et que jusqu'alors elle avait néanmoins reconnue. Cette contestation n'était pas encore vidée, lorsqu'un événement plus grave vint exercer de nouveau la patience des neutres et la fermeté du cabinet de Copenhague.

Affaire de la *Freya*.

Le 25 juillet 1800, la frégate danoise *Freya*, escortant un convoi de six navires, rencontra à

l'entrée de la Manche une escadre de six vaisseaux anglais. Malgré la déclaration du capitaine Krabbe, que le convoi ne portait point de contrebande, et sur le refus qu'il fit de consentir à la visite des bâtimens qui le composaient, il fut attaqué par quatre frégates, et bientôt contraint, par la supériorité du feu, d'amener son pavillon après la plus honorable résistance. Les Anglais s'emparèrent de la *Freya* et du convoi, dont la visite confirma la déclaration du capitaine Krabbe; ils conduisirent ensuite en triomphe aux dunes, ces trophées d'une odieuse et facile victoire.

Discussion à ce sujet. Négociation armée de lord Withworth à Copenhague.

En recevant la nouvelle de cet attentat, le 29 juillet, le ministre de Danemack à Londres adressa les plaintes les plus vives au cabinet britannique : il demanda en termes énergiques la réparation d'une agression si violente, qui ne pourrait, disait-il, qu'avoir des conséquences très-funestes, s'il était possible de présumer que les instructions du gouvernement anglais eussent autorisé des extrémités si contraires à l'amitié qui régnait entre les deux cours. Il sollicita en même temps la mise en liberté de la *Freya* et de son convoi. Mais les projets de l'Angleterre étaient mûrs pour leur exécution. Le ministère n'eut garde d'abandonner au ressentiment légitime du gouvernement danois, des officiers qui n'étaient coupables que d'avoir fidèlement suivi

leurs instructions. Prenant à son tour le ton d'accusateur, lord Grenville dans sa réponse, témoigna son étonnement de voir demander satisfaction à ceux-là même qui, selon lui, avaient droit de l'exiger. Il se plaignit des infractions du Danemarck aux devoirs de la neutralité, sur lesquelles jusqu'alors le gouvernement britannique avait bien voulu fermer les yeux. Mais, ajoutait-il, l'agression ouverte et délibérée qu'il vient d'essuyer ne saurait être regardée avec la même indifférence. La vie de ses braves marins a été sacrifiée, l'honneur de son pavillon insulté presqu'à la vue de ses propres côtes; et l'on veut justifier ces procédés en mettant en discussion des droits incontestables, qui sont fondés sur les principes les plus clairs, et *dont l'exercice est nécessaire au maintien des intérêts les plus chers de son empire.*

Ainsi le ministère anglais ne voyait plus de péril dans la franchise. Si le droit du plus fort formait la base de sa législation, on ne saurait contester la validité des argumens qu'il avançait. Mais si les principes admis durant plusieurs siècles comme pierre fondamentale du droit public, devaient être respectés, il faut convenir que jamais prétention ne fut plus injuste et plus déplacée. Ce cabinet fut conséquent à des maximes si clairement proclamées, en refusant satisfaction au ministre danois sur les deux points contenus en sa demande. Il rompit brusquement

la discussion, et annonça le projet d'en transporter le siége à Copenhague. Là, il lui semblait facile d'imposer la loi au gouvernement danois, surpris au sein de la paix par des démonstrations militaires auxquelles il n'avait rien à opposer. L'amiral Dickson, à la tête de neuf vaisseaux de ligne et de sept bâtimens de moindre grandeur, fut chargé de passer le Sund, et de porter la terreur dans Copenhague. Cette mesure simplifiait beaucoup la mission de lord Withworth, envoyé dans cette capitale au commencement d'août, pour y faire reconnaître les maximes anglaises.

Déclaration de Paul I[er], pour une neutralité armée.

Cependant la cour de Danemarck, à peine instruite de la capture de la *Freya*, et de l'orage qui menaçait le royaume, cherchait dans le système fédératif, des moyens de suppléer à l'insuffisance de ses propres forces. Ses plaintes énergiques retentirent à Berlin, à Stockholm, à St.-Pétersbourg, et excitèrent partout la plus vive indignation : mais la Prusse et la Suède, habituées par Catherine II, à regarder la Russie comme l'arbitre de la mer Baltique, crurent devoir attendre l'impulsion de son cabinet.

Nous avons fait connaître au commencement de ce volume les motifs qui avaient déterminé Paul I[er] à se retirer brusquement de la coalition : quoique brouillé avec l'Angleterre, il avait cru de sa dignité de ne point traiter avec la

France, sans mettre en règle les intérêts des princes d'Italie et d'Allemagne, dont il était l'allié. Mais cette politique indécise, qui n'était ni la paix ni la guerre, ne pouvait convenir long-temps à un caractère ardent et inquiet comme le sien. Jaloux de la prépondérance maritime de l'Angleterre, il aurait voulu s'ériger en arbitre des mers, ou disputer au moins l'empire de la Baltique et de la Méditerranée, en terminant glorieusement l'ouvrage qui avait illustré le règne de sa mère. L'occasion lui parut favorable pour l'exécution de ces projets; les puissances neutres l'invoquaient comme leur vengeur et leur appui, il répondit dignement à leur attente par la déclaration du 28 août 1800. Après avoir rappelé dans ce manifeste les vues qui avaient dicté la neutralité armée de 1780, et les avantages qu'elle aurait procurés à l'Europe, sans la funeste diversion produite par la révolution française, l'Empereur appelait l'attention des puissances sur les insultes récemment dirigées contre le pavillon danois : il espérait que l'Angleterre n'hésiterait pas à désavouer la conduite de ses agens, mais n'en croyait pas moins indispensable, pour prévenir désormais de pareilles violences, de proclamer de nouveau les principes de la neutralité : il invitait spécialement les rois de Prusse, de Suède et de Danemarck à concourir avec lui aux mesures nécessaires pour

les faire respecter. L'escadre russe, qui avait transporté en 1799 le corps auxiliaire en Hollande, rappelée des ports d'Angleterre où elle avait séjourné depuis, venait de rentrer dans la Baltique. Paul ordonna de nouveaux armemens dans le port de Cronstadt. Il fit mettre en même temps un séquestre général sur les capitaux anglais, employés dans son Empire, pour répondre des pertes que le commerce russe pourrait éprouver, jusqu'à ce que l'Angleterre eût fait connaître le but de l'expédition de l'amiral Dickson. Mais cet ordre fut bientôt révoqué, lorsqu'on sut que l'entrée de la flotte anglaise dans le Sund n'avait d'autre objet que d'amener le Danemarck à des concessions, et que la négociation armée de lord Withworth venait déjà d'obtenir un plein succès.

Convention de Copenhague du 29 août 1800.

Ce diplomate avait donné, dès son arrivée à Copenhague, la mesure des prétentions de son cabinet. Loin de fournir des explications satisfaisantes sur les infractions au droit des gens que l'on reprochait à l'Angleterre, il avait présenté des argumens propres à le justifier. Il n'était pas venu, disait-il, pour faire des réparations, mais pour en exiger, prétendant que le droit de visite auquel le capitaine de la *Freya* avait tenté de soustraire son convoi, n'était soumis à aucune exception. Il justifiait la capture de la frégate danoise, en posant comme règle du droit des gens :

Que tout vaisseau neutre qui s'oppose à la visite en pareil cas, est confiscable et de bonne prise.

Le comte de Bernstorff ne pouvant opposer à cette diplomatie tranchante, que la discussion approfondie des questions de droit, eût voulu du moins arrêter son adversaire sur ce terrain où il avait tout l'avantage, et gagner assez de temps pour pouvoir connaître les dispositions de ses alliés. Il proposa dans ce but de s'en rapporter à la médiation de l'empereur de Russie; mais cette ouverture fut rejetée, et lord Withworth signifia le 21 août qu'il partirait de Copenhague dans huit jours, s'il ne recevait une réponse satisfaisante. On parut enfin s'entendre, et la convention du 29 août fut le résultat de concessions réciproques. On stipula que la *Freya* et son convoi seraient relâchés et poursuivraient librement leur route; mais le Danemarck s'engageait à suspendre ses convois, jusqu'à ce que la question de droit relative à la visite des neutres allant sous escorte, eût été résolue par un nouveau traité. La signature d'un arrangement si avantageux à l'Angleterre dut coûter un grand effort au comte de Bernstorff, dont la politique ferme et courageuse parut se démentir pour la première fois; mais dans la situation où se trouvait le Danemarck, c'était beaucoup d'avoir sauvé le principe, pour pouvoir appeler d'une concession momentanée, à des circonstances plus favorables.

Le général Pigot prend possession de Malte au nom de l'Angleterre

Après un si heureux essai de sa puissance, le ministère anglais crut pouvoir braver impunément les cours du Nord, et même la Russie, qu'il n'avait aucune raison de ménager depuis qu'elle avait abandonné la coalition. A l'époque de la négociation du traité d'alliance de 1798, il avait été convenu entre les deux cabinets, qu'après la reprise de Malte sur les Français, cette île serait remise aux chevaliers de l'ordre de St.-Jean, dont Paul I[er] s'était fait déclarer grand-maître. Ce prince avait envoyé une flotte russe pour concourir à la réduction de Malte, et veiller à l'exécution des stipulations de 1798; mais lorsqu'elle parut dans la Méditerranée, le général anglais Pigot avait déjà pris possession de l'île au nom de la Grande-Bretagne, comme on l'a vu au chapitre précédent. On se figure aisément quelle impression dut produire une telle démarche, sur l'esprit violent et irascible de Paul: toutefois avant de faire connaître les effets de son ressentiment, il convient de placer ici le détail des vexations nouvelles exercées par l'Angleterre envers les neutres, à la fin de l'année 1800.

Attentat de Barcelone.

Le 4 septembre, la galiote suédoise le *Hoffnung*, fut abordée dans les eaux de Barcelone par deux vaisseaux et une frégate anglaise. Le capitaine Rudbart qui la commandait, avait soumis à la visite ses papiers et son bâtiment,

qui ne portait point de contrebande; quand tout à coup les officiers anglais lui ordonnent, le pistolet sur la gorge, de garder le silence, s'emparent du gouvernail, chargent la galiote de marins anglais, et pénètrent à la faveur du pavillon neutre jusque dans la rade de Barcelone. Il s'y trouvait deux frégates de commerce espagnoles richement chargées : la nuit venue, les Anglais les surprennent, s'en emparent, et recueillent avec impunité le fruit d'un stratagème qu'on ne saurait qualifier. La conduite du capitaine Rudbart était irréprochable, et l'on ne pouvait s'en prendre à la Suède d'un attentat qui ne l'offensait pas moins que l'Espagne elle-même. Cependant, le chevalier d'Urquijo, jaloux de ménager l'Angleterre à tout événement, jugea plus expédient d'adresser sa réclamation à la cour de Stockholm : il exigea en termes peu mesurés qu'elle poursuivit auprès du cabinet anglais la punition des coupables et la restitution des frégates espagnoles. Ces demandes vivement appuyées par la Prusse, décidèrent la cour de Suède à faire entendre le langage qu'exigeait sa dignité; mais son ministre ne put obtenir aucune réparation.

Affaire de Cuxhaven.

Deux mois après cet événement, le *Triton*, navire prussien d'Embden, chargé pour Amsterdam, fut saisi à la hauteur du Texel par un vaisseau de guerre anglais. L'état de la mer ayant

contraint le capteur à se réfugier avec sa proie dans le port de Cuxhaven, dépendant de Hambourg, le magistrat de cette ville fut requis, au nom de la Prusse, de faire restituer le *Triton* à son propriétaire. Ces républicains marchands, soumis à l'influence anglaise, crurent éluder la sommation, en rachetant le navire capturé pour le rendre; mais cette réparation, qui laissait subsister un principe contraire aux droits de la neutralité, ne pouvait satisfaire le cabinet prussien. Instruit par l'impunité de l'attentat de Barcelone, il crut devoir se faire justice lui-même, et envoya quelques troupes prendre possession de Cuxhaven. Il publia en même temps une proclamation, pour annoncer que le but de cette occupation militaire était d'empêcher qu'il ne se commît à l'embouchure de l'Elbe des actes contraires à la neutralité du nord de l'Allemagne, dont il était protecteur.

Mesures prises en France en faveur des neutres.

Telle fut la série de violences qui donnèrent lieu à la confédération maritime du Nord, et par lesquelles l'Angleterre souleva contre elle de nombreux ressentimens, dont elle espérait triompher sans peine par ses armes et sa politique. Mettant jusqu'alors quelque réserve dans son langage, elle avait trouvé dans la nouveauté des circonstances un argument pour justifier la nouveauté de ses prétentions: elle s'était autorisée des mesures révolutionnaires de la France,

pour exercer envers les neutres des vexations inusitées. « On ne pouvait sans crime, disait» elle, entretenir des relations de commerce » avec un peuple qui s'était mis lui-même au » ban de l'Europe : c'était dans le propre inté» rêt des neutres qu'elle les écartait avec vio» lence des ports d'une nation, où la législation » maritime, l'ignorance et la partialité des tri» bunaux, ne leur offraient aucune garantie. » Mais ce prétexte même manquait au cabinet de St.-James, lorsqu'il dévoila sa politique impérieuse par un redoublement de vexations. En effet, les nations les plus intéressées à la liberté des mers ne pouvaient qu'applaudir aux principes proclamés par le gouvernement consulaire. Dès le 14 décembre 1799, la législation intermédiaire avait abrogé l'injuste loi du 18 janvier 1798, qui déclarait l'état d'un navire déterminé par sa cargaison, et ordonnait de saisir tous ceux qui seraient chargés de marchandises anglaises. Un arrêté des consuls, du 20 décembre suivant, avait rétabli les droits des pavillons neutres, d'après les principes libéraux posés par le règlement de 1778; et outre cela les bateaux pêcheurs avaient été déclarés à l'abri de la saisie. Les neutres, rassurés par des mesures qu'inspiraient la politique et l'équité, affluaient dans les ports de la république : ils applaudissaient à l'institution du conseil des prises qui, créé par

la loi du 17 mars 1800, se fit remarquer dès ses premiers actes, par l'impartiale équité de ses jugemens.

Convention de Paris, du 30 septembre 1800, entre la France et les Etats-Unis.

L'un des plus heureux résultats de ce retour à des principes dont on n'aurait jamais dû se départir, fut le rétablissement de la bonne harmonie entre la France et les Etats-Unis. Depuis l'événement de Pinckney dont nous avons rendu compte (chapitre 78), et qui avait tourné à la honte des agens prévaricateurs du directoire, les deux partis s'aigrirent de plus en plus : le directoire se plaignait de la partialité avec laquelle le gouvernement américain accordait à l'Angleterre des avantages réservés à la France, par les stipulations formelles du traité de 1778. Le président Adams, répondait à ces reproches en délivrant aux armateurs des lettres de marque pour courir sur les bâtimens français, et en faisant annuler par une loi, les traités qui unissaient l'Amérique à sa plus ancienne alliée. Cependant, comme aucune déclaration de guerre n'avait accompagné ces actes d'hostilité, le directoire se ravisa, et manifesta au mois de septembre 1798, le désir de rentrer dans les voies de conciliation. Ses ouvertures ayant été accueillies, le président des Etats-Unis envoya en France de nouveaux négociateurs, dont les efforts réussirent à opérer un rapprochement sur quelques-uns des points en litige. Après le

18 brumaire, la négociation soutenue de la part de la France par Joseph Bonaparte, Fleurieu et Rœderer, prit une direction de plus en plus favorable, et se termina enfin par la convention du 30 septembre 1800. Ce pacte rétablit, entre les deux républiques, des relations inviolables de paix et d'amitié : il leur assura les avantages d'un commerce réciproquement libre par l'article 5, dont les dispositions portaient en outre: que le commerce et la navigation des deux nations, ainsi que leurs vaisseaux, leurs corsaires et leurs prises, seraient traités dans les ports respectifs comme ceux de la nation la plus favorisée. Il en était de même, d'après l'article 11, à l'égard des droits d'entrée sur les marchandises.

La France s'engageait à rembourser ses prises faites sur le commerce américain, et on lui promit en échange la restitution des priviléges assurés par le traité de 1778. Toutefois ces deux points ne furent pas ratifiés.

Articles remarquables de la convention de Paris.

Mais ce que la convention de Paris offrait de plus remarquable, ce fut l'énonciation claire et précise des vrais principes de la législation maritime, dont l'abandon fait par les Etats-Unis, en faveur de l'Angleterre, avait été l'origine de leurs démêlés avec la France. La liberté de la navigation neutre y fut proclamée, sans autres restrictions que celles qui résultent du droit des

gens universel, à l'égard des ports effectivement bloqués, et des marchandises de contrebande, spécifiées dans l'article 13. Ceux qui suivaient énoncèrent le principe général *que le pavillon couvre la marchandise, et que les bâtimens sous convoi de vaisseaux de guerre sont à l'abri de la visite.* Ainsi, ces maximes tutélaires, triomphe d'une civilisation perfectionnée, étaient devenues à cette époque, le cri de ralliement de toutes les nations commerçantes; sanctionnées par un assentiment presque unanime, consacrées dans une foule de traités solennels, elles constituaient proprement le code maritime universel. L'Angleterre seule s'obstinait à les méconnaître, et les puissances du Nord préparaient, sous l'influence de Paul Ier, les mesures les plus vigoureuses pour triompher de ses injustes prétentions.

Entreprises des Anglais sur les ports d'Espagne et d'Amérique.

Pendant que la cité de Londres observait avec inquiétude les premiers symptômes de l'orage qui se formait contre la puissance britannique, et craignait de voir se développer au nord comme au midi de l'Europe, un système de prohibitions qui pouvait porter atteinte à son édifice commercial; le cabinet de St.-James, loin d'être intimidé par les circonstances nouvelles où il se trouvait, multipliait ses expéditions lointaines, et redoublait d'activité dans ses armemens. Jamais il n'en montra davantage qu'au moment

où l'on feignait de traiter d'un armistice naval.

Abercrombie fait voile de Minorque vers Cadix.

Le ministère voyant le corps d'Abercrombie inutile en Italie, par suite de la suspension d'armes entre les armées françaises et autrichiennes, résolut de l'employer à des entreprises plus importantes pour l'Angleterre, que ne l'étaient de misérables diversions sur le continent. Il est probable que, dès cette époque, une expédition avait été résolue contre l'Egypte; mais comme on voulait y faire coopérer une division de l'armée de l'Inde, et que les chances de succès doublaient d'ailleurs à mesure qu'on laissait fondre l'armée française par les maladies ou par ses combats contre les Turcs et les débris des Mameloucks, on crut pouvoir profiter de la réunion de ces forces pour frapper en attendant quelque grand coup, et Abercrombie cingla vers Cadix.

Tentative de Pulteney contre le Férol.

Dès le mois d'août, une seconde division forte de 10 mille hommes, commandée par sir James Pulteney, mit à la voile de Portsmouth sur l'escadre de l'amiral Warren; elle devait, après avoir fait la tentative de s'emparer de Belle-Isle, se rendre à Gibraltar pour faire partie de la même expédition. Arrivé à la hauteur du Férol, Pulteney, qui en avait sans doute l'ordre, effectua, le 25 août, une descente pour chercher à s'emparer de ce superbe établissement maritime. Deux colonnes mirent pied

à terre, l'une se dirigea sur les hauteurs de Brion, l'autre contre le fort St.-Philippe. Mais le général Moreno ayant fait mettre à terre 500 hommes de l'escadre, pour marcher au-devant des Anglais, donna le temps aux troupes de terre et de mer, de voler à la défense des postes menacés. Favorisés par une flottille nombreuse de canonnières, les Espagnols purent se maintenir, et la tentative sur le fort St.-Philippe ne réussit pas mieux.

Il va joindre Abercrombie devant Cadix.

Pulteney, instruit que la garnison renforcée récemment de deux bataillons; était disposée à le bien recevoir, reprit le chemin de ses vaisseaux, et fit voile pour Cadix, où il arriva le 18 septembre. Déjà depuis six jours Abercrombie se trouvait à Gibraltar, où Pulteney le joignit le lendemain. Le moment de la réunion de forces si considérables, semblait d'autant plus propice pour attaquer Cadix, que la fièvre jaune y exerçait d'horribles ravages : la moitié des habitans de cette cité, jadis si florissante, avait pris la fuite pour se soustraire à l'épidémie; un quart gissait dans les lazarets, ou séquestré dans les maisons : le reste attendait avec anxiété d'y être précipité à son tour.

Ils échouent dans leur projet.

La réunion de 25 mille Anglais à Gibraltar, donna l'alarme à toute l'Espagne, déjà inquiète de la présence d'Abercrombie : de toutes parts les troupes furent dirigées sur le camp de St.-

Roch et Cadix : l'entrée de ce port était barrée par sept vaisseaux toués dans le Pontal, couvrant par cet embossage les principaux chantiers.

L'impossibilité de pourvoir d'eau et de vivres une armée si considérable sur le rocher de Gibraltar, força les Anglais à perdre un temps précieux pour aller mouiller à Tétuan, et s'emparer de Ceuta sur la côte d'Afrique. Enfin le 6 octobre, la grande flotte de l'amiral Keith se présenta avec ces formidables moyens. Le général Morla, dont nous avons eu plus d'une occasion de parler (chapitre 41), commandait dans cette malheureuse ville. Il fit un appel à l'humanité de l'amiral, en lui présentant tout l'odieux dont il se couvrirait, s'il osait ajouter au désespoir des habitans qui avaient tant de droits à sa pitié. On lui répondit par la sommation de livrer tous les bâtimens de guerre; proposition indigne, à laquelle il répondit par les apprêts de la plus vigoureuse défense. Déjà Abercrombie avait donné l'ordre de débarquer 3 mille hommes à la pointe de Candor (entre Rota et San-Lucar), lorsque tout à coup un contre-ordre survint et mit un terme à une entreprise où les Anglais reconnurent plus d'une chance funeste, entre autres celle d'apporter sur leur flotte, l'horrible contagion qui désolait la ville.

L'amiral Keith fit voile pour Livourne, d'où

il seconda un instant les opérations des alliés en Toscane, et excita les Napolitains à reparaître sur le théâtre de la guerre.

La famine désole l'Angleterre.

Le peu de succès de ces expéditions ne fut pas le seul nuage qui obscurcit le tableau des prospérités britanniques ; une forte tempête survenue au milieu de novembre, jeta sur les côtes de France une immense quantité de bâtimens. Outre cela, plusieurs insurrections furent occasionées dans l'intérieur par l'excessive cherté des grains : la France semblait avoir renvoyé à ses implacables adversaires tous les fléaux de la famine qu'elle avait éprouvée en 1794 et 1795 : peu s'en fallût que l'on ne réduisît le peuple de Londres, à quelques onces d'un pain grossier, comme cela s'était pratiqué à Paris au fort de la terreur. L'Angleterre trouva dans le zèle de ses administrateurs et dans la cupidité de quelques employés français, au nombre desquels on assure que figurait Lucien Bonaparte lui-même, un faible soulagement aux maux de la disette. Ainsi, une nation qui avait mis au rang des crimes de haute-trahison, celui de porter des subsistances à la France républicaine, s'estima heureuse d'en recevoir des secours dans sa propre détresse.

Ces insurrections plus déplorables par leur cause que dangereuses pour leur résultat, furent trop promptement apaisées pour troubler

les transports d'allégresse causés à Londres par les rapports de l'amirauté, entr'autres celui du 29 août, annonçant que les croisières de la Jamaïque avaient capturé en moins de 15 jours six vaisseaux de guerre et 87 bâtimens marchands.

Expédition dans la mer du Sud.

Le gouvernement ne s'endormait pas au milieu de cette alternative de succès et de contrariétés; il venait de préparer une nouvelle expédition, dont sir Home Popham avait pris le commandement, pour épier l'occasion de tenter dans la mer du Sud quelque entreprise sur les riches colonies espagnoles du continent américain, tant convoitées depuis les heureuses courses de l'amiral Anson.

Toutefois les démonstrations hostiles de Paul Ier, firent oublier ces espérances lointaines, et appelèrent vers le Nord l'attention du ministère. Mais avant d'exposer les traités de la quadruple alliance et la guerre maritime à laquelle elle donna lieu, nous reviendrons sur nos pas, pour épuiser le récit des événemens politiques et militaires qui se rattachent à la période que nous venons de parcourir.

Négociations à Lunéville.

Pendant que la coalition du Nord se préparait, le comte de Cobentzel s'était rendu à Lunéville, d'où il avait même poussé jusqu'à Paris, pour conférer avec le premier Consul. Bonaparte désigna pour traiter, son frère Joseph, conjointement avec Auguste Laforest, l'un des diplo-

mates les plus versés dans les affaires d'Allemagne. Mais dès leur première entrevue, Cobentzel ayant déclaré qu'il ne pouvait rien terminer sans le concours de l'Angleterre, et la négociation d'un armistice naval avec celle-ci ayant échoué, il fallut de nouveau remettre au canon le soin de pacifier le continent, dont les puissances, si près de s'entendre, ne combattaient plus que pour des formes.

L'ordre de dénoncer l'armistice fut donc expédié à toutes les armées, et les négociateurs restèrent néanmoins à Lunéville, attendant que le sort des armes ou l'expiration des engagemens avec l'Angleterre, permissent de renouer leurs opérations.

Situation de la France, tracée par le gouvernement.

L'époque de la réunion périodique du corps législatif était arrivée; il s'était constitué le 26 novembre : le premier Consul crut devoir profiter de cette circonstance pour lui présenter un tableau brillant de la situation de la France, dans lequel il laissait encore entrevoir la probabilité d'un arrangement avec l'Autriche. Ce tableau, soumis au corps législatif par Gouvion-St.-Cyr, Regnier et Najac, avait le double but de rassurer la France, et d'apprendre à l'Europe que l'ordre, la confiance, la stabilité renaissaient dans cet empire : nous croyons devoir en offrir ici les traits les plus saillans, son étendue ne permettant pas de l'insérer tout entier.

« L'on se rappelle quelle était, à la fin de l'année précédente, la situation de la république. Les événemens du 18 brumaire avaient relevé les courages; mais les esprits flottaient toujours dans l'incertitude. Les départemens de l'Ouest étaient en proie à la guerre civile. Partout des administrations faibles, incertaines, sans unité de principes, sans uniformité de mesures; point d'énergie dans le commandement, point de ponctualité dans l'exécution; une police impuissante; des tribunaux sans activité; le désordre dans les caisses publiques; des réquisitions qui fatiguaient les citoyens et dévoraient nos revenus; le commerce et les manufactures dans la stagnation; les armées de l'Autriche du haut des Apennins et des Alpes, menaçant la Ligurie et la France; les pavillons neutres bannis de toutes les mers par la terreur de nos lois; l'Amérique, qui nous devait son indépendance, armée contre la nôtre; l'Espagne, la Batavie, l'Helvétie, la Ligurie, toujours fidèles à notre alliance, mais attendant avec une douloureuse inquiétude, ce que l'avenir prononcerait sur notre sort et sur le leur.

Démarches pour la paix.

» Ce fut dans ces circonstances et sous ces auspices, que commença l'an 8. La paix était le premier besoin et le vœu le plus ardent de la nation; la paix fut aussi la première pensée du gouvernement. Deux lettres écrites par le pre-

mier Consul à l'empereur d'Allemagne et au roi d'Angleterre, leur exprimèrent, sans faiblesse, mais sans détour, le vœu des Français et celui de l'humanité. Ce vœu fut repoussé par les ministres de l'Autriche et de la Grande-Bretagne.

. . . .

» Les Français virent dans la démarche de leur premier magistrat, le désir sincère de la paix; ils s'indignèrent contre l'ennemi qui la repoussait, et sentirent qu'ils ne devaient plus l'attendre que de leurs efforts et de leur courage.

. . . .

» Les orateurs du gouvernement ayant exposé ensuite l'heureuse pacification de l'Ouest et du Midi, font en ces termes l'apologie du système qu'il avait adopté pour le choix de ses employés et de ses agens.

» *Dans toute la république, il existe encore quelques hommes qui regrettent le passé, quelques consciences faibles qu'un reste de fanatisme tourmente; mais chaque jour les regrets diminuent, le fanatisme s'amortit et les sentimens se rapprochent. Vouloir que l'homme désavoue avec éclat aujourd'hui ce qu'il professait hier, qu'il baise sans murmurer le joug des lois qu'il bravait tout à l'heure, ce n'est point de l'autorité, c'est de la tyrannie. Laissons au temps achever son ouvrage. Le temps seul mûrit les institutions. Ce n'est qu'en vieillissant qu'elles parviennent à obtenir un respect absolu.* Réunion et oubli.

» Les administrateurs ont été choisis pour le peuple, et non pour l'intérêt de telle faction, de tel parti; le gouvernement n'a point demandé ce qu'un homme avait fait, ce qu'il avait dit dans telle circonstance et à telle époque; il a demandé s'il avait des vertus et des talens; s'il était inaccessible à la haine, à la vengeance, s'il saurait être toujours impartial et juste. La maxime du gouvernement est que les dénonciations qui attaquent des fonctionnaires publics, dans ces temps encore pleins du souvenir des anciennes divisions, doivent être pesées dans la balance de la justice, et vérifiées par un sévère examen.

» Les mêmes principes et les mêmes vues ont dirigé le choix des magistrats. Qu'ils jugent les affaires et non les opinions; qu'ils soient impassibles comme la loi; tel est le vœu, le seul vœu que doive former le gouvernement. La constitution leur garantit l'indépendance et la perpétuité de leurs fonctions. C'est à la nation et à leurs consciences qu'ils répondent de leurs jugemens. »

Après l'exposé de ces sages maximes qui sont une critique amère de ce qu'on voit de nos jours, les orateurs passaient en revue tout ce qui avait été fait de bien soit en faveur des émigrés, soit en faveur des acquéreurs de biens nationaux, soit pour l'instruction publique, les arts, les

manufactures, les routes et les canaux, puis ils ajoutaient :

« Les finances, base première et appui nécessaire de tous les projets qui peuvent être formés pour le bonheur et pour la gloire des États, ont été un des objets constans de la surveillance et de l'inquiétude du gouvernement. Il a dû s'appliquer à en connaître tous les élémens et à sonder toutes les causes qui peuvent en opérer la restauration ou la ruine. Finances.

» Ce n'était pas seulement les fonds qui manquaient à la république au 4 nivose de l'an 8, c'était l'activité dans la répartition et dans l'assiette des contributions directes, la régularité dans les perceptions, la surveillance dans les versemens, une comptabilité lumineuse dans le trésor public, une distribution bien entendue dans les différens canaux de la dépense. »

. . . .

Le rapport explique les mesures prises pour arrêter l'abus des délégations sur les caisses, qui étaient en proie au plus honteux agiotage ; il trace les avantages de l'excellente institution des obligations souscrites par les receveurs généraux. Enfin il développe les moyens pris pour réorganiser la marche du trésor, et fixer la répartition et l'assiette des contributions, mesures dont on ressent déjà les plus heureux effets.

« Une caisse d'amortissement a été créée. Caisse d'a-

mortissement et banque.

L'administration n'en est déjà plus onéreuse aux finances ; elle fournira un jour de grands moyens à la libération progressive de la dette publique, et un grand instrument de crédit. En attendant, elle fait avec succès la fonction importante de caisse de garantie pour les obligations des receveurs.

» Une banque a été fondée, faible encore, mais dont la faiblesse est en proportion avec les besoins actuels de la circulation. A la paix, elle prendra l'essor qu'exigera notre commerce agrandi par le retour de nos anciennes relations, et par les secousses même de la révolution. Le gouvernement qui en a favorisé la naissance de tout son pouvoir, la protègera toujours de son influence, et la regardera toujours comme un dépôt sacré qui doit être conservé par la puissance et la fidélité de la nation.

Améliorations encore projetées.

» D'autres améliorations seront offertes dans un rapport du ministre des finances. D'autres projets d'améliorations sont encore sous les yeux et dans la pensée du gouvernement. Une fois sorti du chaos des dilapidations, des abus et des injustices, chaque jour verra éclore des idées salutaires, et de nouveaux moyens de prospérité; les citoyens honnêtes, ceux qui ont des facultés et une réputation à conserver, prêteront leurs moyens et leur appui à une administration fidèle au plan que la loyauté et l'intérêt public lui ont tracé. Elle n'est déjà plus

assiégée par l'intrigue qui trafique de l'embarras des finances, ni par la cupidité qui vend chèrement pour des valeurs réelles mais lointaines, de misérables secours qui ne soulagent les besoins du moment, qu'en ajoutant aux besoins de l'avenir.

» Déjà des compagnies solides ont accepté des entreprises importantes à des prix modérés, et n'ont point exigé qu'on leur livrât d'avance, comme on faisait autrefois, des valeurs effectives, pour gage d'un service qu'elles n'avaient pas encore fait.

» Nos succès dans la guerre ont passé nos espérances. Quatre armées, toutes victorieuses, se tiennent par une chaîne non interrompue, depuis la ligne formée par la neutralité prussienne jusqu'au centre de l'Italie. Maîtresses des deux rives du Danube et du Pô, elles occupent, par leurs détachemens, les bords de l'Adriatique et la Toscane. Le génie de la France a sauvé l'armée d'Orient de l'exécution d'un traité qui l'aurait mise dans les fers de l'Angleterre. Malte a cédé, mais après deux années de la plus glorieuse résistance. Tout ce qui pouvait être tenté pour conserver cette importante possession, le gouvernement l'a tenté, et toujours inutilement. Guerre.

» L'organisation de l'armée, la discipline militaire, la recherche des dilapidations et des

abus, le rétablissement de l'ordre et de l'économie dans toutes les parties du service, ont été l'objet des travaux et des arrêtés des consuls. Un rapport du ministre de la guerre en présentera le résultat. La paix, la paix seule peut donner aux succès qu'ils ont obtenu leur complément et leur solidité.

Marine. » Il n'a pas été au pouvoir du gouvernement de réparer tout à coup les malheurs de notre marine, et de lui rendre son ancien lustre; mais il en a recueilli les débris, et il en prépare le rétablissement et la gloire. Des règlemens ont réformé des abus, assuré la régularité du service, établi dans les ports unité de pouvoirs et surveillance sévère : d'anciennes dilapidations ont été recherchées et atteintes, des contrats onéreux ont été résiliés, des marchés plus avantageux à la république ont été conclus, enfin bien des pas ont été faits vers l'ordre et l'économie; mais combien il en reste à faire! combien il faut encore de travaux et de temps pour remplir la tâche que le gouvernement s'est imposée, et que l'intérêt public exige de lui.

» Dans l'état où se trouvait la marine, il était impossible d'entretenir régulièrement avec nos colonies ces relations de correspondance et de pouvoirs qui appartiennent à la métropole. Le gouvernement a conservé avec soin des liens qui les attachaient à la France, et il prépare, dans

le silence, les moyens de les rendre au calme, à la culture et à la prospérité.

» Un conseil des prises, autorisé par une loi rendue dans la dernière session, a porté dans cette matière délicate un esprit de justice et d'impartialité qui a eu déjà une heureuse influence sur nos relations commerciales. Les pavillons neutres se sont rencontrés sur les mers et dans nos ports. Les puissances barbaresques ont repris leurs anciennes liaisons avec nous.

» S'il eût été possible de renouer plus tôt, Malte serait peut-être encore en notre pouvoir. Mais du moins elles assureront des subsistances à la Ligurie et à nos départemens méridionaux, et elles ne seront pas inutiles à l'armée d'Orient. »

. . . .

Plus loin les orateurs cherchent à exciter le Nord, et surtout Paul I[er] contre l'Angleterre, rappelant adroitement à la Russie que la France est un contre-poids nécessaire dans la balance maritime du monde : enfin ils annoncent en ces termes les dernières tentatives faites pour la paix :

« Le gouvernement avait offert la paix avant l'ouverture de la campagne ; il l'a offerte sur le champ de bataille et au sein de la victoire ; il l'a offerte digne de la grandeur, mais aussi de la modération du peuple français, et à des conditions qui devraient lui en garantir l'acceptation et la durée.

» Au plus léger espoir d'en rapprocher l'époque, il a suspendu les succès que nous assuraient la position de nos armées et l'ardeur de nos guerriers.

» Si nous n'en jouissons pas encore, il n'en faut accuser que cette puissance qui, étrangère aux désastres du continent, ne veut que cimenter, du sang des nations, son empire sur toutes les mers, et son monopole dans le monde entier.

» Enfin, un négociateur autrichien est à Lunéville, un homme qui a mérité l'estime de l'Europe. S'il a toute entière la confiance du Souverain qui l'envoie, il déploiera cette franchise qu'a droit d'attendre la franchise du gouvernement, et que promet son caractère personnel. L'Autriche cessera de sacrifier le repos et l'intérêt du continent à l'ambition des dominateurs des mers.

» Cependant, dans cette incertitude, la prudence commande à la France de ne pas se laisser amuser par un vain simulacre de négociations. Elle appuiera ses propositions de toute la force de ses armes.

» La conduite du gouvernement a démontré qu'il n'a ni exagéré les prétentions de la république, ni sacrifié au délire de l'ambition les intérêts de l'humanité.

» Les crimes de la guerre retomberont tous,

sur ceux qui en sont les véritables artisans, sur les gouvernemens assez faibles et assez aveugles pour s'asservir aux vues mercantiles d'un seul peuple, pour vendre à son or et à ses intrigues le sang et l'industrie des nations qui leur obéissent, et la liberté des mers qui est la propriété du genre humain.

» Tel est l'aperçu d'une administration dont les principes et les actes ont été franchement exposés aux regards de la France. Si elle n'a pas fait tout le bien qu'elle s'était promis; si elle n'a pas rempli toutes les espérances qu'on en avait conçues, elle se doit au moins le témoignage qu'elle a déployé tout ce qu'elle avait de force, de constance et de moyens. »

CHAPITRE CVI.

Plan d'opérations de Bonaparte pour cette seconde période de la campagne. — Instruction donnée à Macdonald, destiné à traverser le Tyrol, et à gagner le Haut-Adige. — Premiers mouvemens de l'armée gallo-batave. — Dispositions faites par les Autrichiens, pour prendre l'offensive en Allemagne. — L'archiduc Jean est nommé en remplacement de Kray. — Description de la formidable ligne de l'Inn. — L'Archiduc la quitte pour pénétrer dans le pays fourré de l'Issen. — Arrivé vers Landshut et Neumarck, il change de plan et se rabat sur Ampfing, d'où il suit Moreau jusqu'au défilé de Hohenlinden. — Belle manœuvre du général français. — Bataille mémorable de Hohenlinden, les Autrichiens sont refoulés derrière l'Inn avec perte de 12 mille hommes. — Passage de l'Inn et de la Salza. — Combats de Rosenheim, de Lauffen, de Salzbourg et de Lambach. — Moreau pousse vigoureusement son adversaire jusque sur l'Ips. — L'archiduc Charles, appelé trop tard pour sauver l'armée impériale, signe l'armistice de Steyer. — Derniers événemens sur la gauche du Danube.

Plan d'opérations pour cette campagne d'hiver.

CERTAIN de la reprise des hostilités, Bonaparte songea de bonne heure à adopter un plan d'opérations auquel on a cru trouver quelque analogie avec celui de Lahorie, pour la malheureuse campagne de 1799 (1). Tout porte à croire que le rôle de l'armée du Rhin n'y était qu'ébauché : soit que le premier Consul se souvînt encore du singulier accueil que Moreau avait fait à ses projets lors de l'ouverture de la campagne, soit qu'il s'exagérât les difficultés que ce général rencontrerait sur l'Inn, il trouva plus convenable de lui laisser le soin de diriger ses opérations selon les circonstances, et se borna à lui recommander de prendre l'offensive, et de pousser l'ennemi dans la vallée du Danube, avec toute la vigueur possible. Quant à l'armée d'Italie, son projet consistait à lui faire passer l'Adige au-dessus de Vérone, en même temps que le corps des Grisons sous Macdonald, déboucherait vers les sources de ce fleuve; on se flattait de forcer ainsi les Autrichiens à quitter le Tyrol, en les menaçant de les enfermer dans la vallée principale, où ils ne pourraient plus rester sans danger.

Malgré l'air de ressemblance que ce projet peut avoir avec celui du directoire, on

(1) Voyez chapitre 83, tome XI.

voit néanmoins qu'au fond ils différaient essentiellement : loin de faire comme dans la campagne précédente un accessoire de la vallée du Danube, ce point capital était occupé aujourd'hui par une armée de 100 mille hommes, aux ordres de Moreau. Le corps des Grisons sous Macdonald jouait aussi un rôle bien différent de celui de Masséna en 1799. Au lieu de constituer la partie essentielle, et d'agir indépendant des deux grandes armées, il devait par une marche concentrique se rallier à celle d'Italie, en former la gauche, garder l'embranchement des vallées de l'Adige et de la Drave, enfin couvrir la marche de l'armée de Brune, que Bonaparte voulait conduire en personne par les Alpes-Noriques sur Vienne, comme il l'avait fait en 1797.

Pour assurer l'exécution de cette entreprise, le premier Consul résolut d'y employer aussi le corps réuni au camp d'Amiens, sous les ordres de Murat, devenu disponible depuis le départ de l'expédition anglaise pour Cadix. Pendant que ces troupes fileraient vers l'Italie, Brune et Macdonald opèreraient leur jonction sur la Brenta ou la Piave, et l'armée reposée quelque temps dans ces positions, marcherait au mois de mars sur Vienne.

Ce plan d'opérations, dont l'audace surpassait peut-être l'habileté, avait l'inconvénient de ne

compter pour rien les distances et les difficultés du pays qu'il s'agissait de parcourir. La petite armée de Macdonald surtout, avait à franchir la masse entière des Alpes-Rhétiennes, dans une saison où les habitans même de ces âpres montagnes les abandonnent en foule, pour chercher dans les contrées voisines une subsistance et un abri qu'ils ne peuvent plus trouver au milieu d'immenses amas de neiges. Loin qu'il y eût une nécessité absolue à braver tant d'obstacles, on pourrait mettre en question, s'il n'eût pas été plus convenable de réunir les corps de Murat, d'Augereau et de Macdonald à l'armée de Moreau, et de marcher avec 180 mille hommes par la Bavière sur Vienne, en laissant à Brune la tâche d'opérer selon les circonstances sur le Mincio, et de s'avancer à hauteur de l'armée principale, dès que ses progrès auraient entraîné l'évacuation du Tyrol. C'eût été opérer d'après le système qui a dicté nos observations sur la campagne de 1796, et que Napoléon lui-même appliqua avec tant de succès en 1805.

Le premier Consul ne se dissimulait point l'avantage d'une telle opération, puisqu'il avait eu l'idée de la tenter dès le mois de mars : ses démêlés avec Moreau, qui l'y firent renoncer à cette époque, le déterminèrent selon toute apparence à donner de nouveau une autre direction

à ses efforts, et à porter les corps de Macdonald et de Murat sur l'Italie.

Le passage du St.-Bernard n'avait fait qu'accroître son mépris pour les difficultés; il ordonna donc celui du Splugen au mois de décembre, sans égard à la différence des localités et des saisons. Si les légions romaines avaient franchi au troisième siècle les Alpes-Valaisanes, pendant l'hiver : si Bernadotte et Delmas avaient traversé le Mont-Cenis au mois de janvier 1797; ces deux opérations exécutées sans matériel, par des troupes marchant à volonté dans l'intérieur de leur ligne, et pouvant à leur gré choisir le moment convenable au passage, n'étaient pas comparables à l'entreprise de Macdonald, formée à proximité de l'ennemi, avec des parcs d'artillerie, et dans des contrées beaucoup plus sauvages. Au surplus, l'invasion des États héréditaires par la Carinthie, qui motiva ce passage, ne fut exécutée qu'à moitié; les victoires rapides et décisives du général Moreau, de Hohenlinden à Steyer, en rendirent le dernier acte inutile, comme on le verra plus loin.

Premières instructions données à Macdonald.

Les premières instructions données à Macdonald, à l'instant où il se porta sur le Vorarlberg, lui assignaient la tâche de s'emparer du Tyrol, afin de lier l'armée du Rhin avec celle d'Italie, et de les seconder toutes deux. Ce général, ignorant encore les changemens projetés à cette

première destination, reçut vers la fin d'octobre, l'ordre de détacher dans la Valteline la division Baraguey-d'Hilliers, forte d'environ 3,700 hommes, et appelée à relever celle de Rochambeau, qui formait la gauche de l'armée d'Italie. On ignore la cause qui détermina Bonaparte à ce mouvement partiel, au lieu d'ordonner dès-lors la marche de toute l'armée de réserve, sans attendre que la saison des grandes neiges la rendît à peu près impossible. La crainte de démasquer trop tôt son projet, et de dégarnir la droite de Moreau dans un moment peu opportun, empêcha sans doute le premier Consul de détacher à cette époque tout le corps des Grisons sur la Valteline, où il eût été mieux à portée d'agir au premier signal.

Quoi qu'il en soit, Macdonald justement inquiet du double rôle auquel on le destinait avec un corps déjà inférieur à ceux de Hiller et de Wukassowich, et qu'on venait encore d'affaiblir de sa meilleure division, ne voyait pas approcher sans effroi l'instant où il se trouverait entouré par les neiges, dans les antres de l'Engadine et des Grisons, exposé à périr de faim pendant l'hiver, ou à être forcé de rétrograder sur l'Helvétie.

Embarras qu'il éprouve à s'y conformer.

Il était embarrassé d'ailleurs de choisir une direction qui remplît les vues du Consul. Toutes les reconnaissances s'accordaient à faire envisa-

ger une marche par les monts Septimer et Albula, sur l'Inn et Martinsbruck, comme très-scabreuse (1). Outre cela, ce chemin menant droit à l'armée du Rhin, aurait fait tourner le dos à celle d'Italie, avec laquelle on avait ordre d'entretenir la communication.

On pouvait aller au but de deux autres manières : 1° en s'emparant de ces mêmes chaînes de l'Albula, pour remonter par Zernetz vers le col de Tschirfs que Dessoles avait si heureusement franchi dans sa retraite en 1799, puis descendre par Glurns sur la vallée de l'Adige : 2° en remontant aux sources du Rhin vers Splugen, pour descendre en Valteline; ce qui eût séparé entièrement de l'armée du Rhin, et pouvait devenir impraticable d'un moment à l'autre par l'abondance des neiges.

La marche sur Glurns, plus centrale, était donc celle qui eût mieux rempli le double but assigné à Macdonald; mais il n'était guère possible d'y conduire un corps aussi considérable avec de l'artillerie, surtout en hiver. Les énormes masses du Mont-Gallo et du Braglio, étaient inaccessibles; d'ailleurs on eût donné au centre du Tyrol contre toutes les forces que les Autrichiens destinaient à la défense de cette vaste for-

---

(1) Voyez la carte en quatre feuilles, annoncée avec l'atlas.

teresse, et à une trop grande distance des deux armées qu'on était appelé à seconder, pour en attendre aucun appui.

Macdonald jugea indispensable de représenter au Consul tous les malheurs qu'il redoutait, et lui dépêcha à cet effet le général Mathieu Dumas, son chef d'état-major. Personne, mieux que lui, ne pouvait remplir cette mission délicate et importante; le Tite-Live français était capable de bien saisir les vues du chef de l'Etat, et de revenir ensuite contribuer à leur exécution. Il rendit un compte exact de la situation où l'armée des Grisons allait se trouver à la reprise des hostilités. Bien qu'il ne lui restât que 10 mille hommes, c'en était assez pour mourir de faim dans ce pays pauvre et épuisé; il ne lui paraissait pas moins impossible de former la moindre entreprise contre l'ennemi, à la tête des vallées de l'Inn et de l'Adige, que de se jeter en Italie, dont les glaciers du Rhin fermaient l'accès. Enfin, il sollicita des renforts promis, des secours indispensables, et de nouveaux ordres sur la double coopération qui lui était imposée.

Il envoie Mathieu Dumas au premier Consul.

Bonaparte, après avoir écouté attentivement l'exposé de cet officier, l'interrogea sur la force présumée et les positions du corps du général Hiller du côté de l'Allemagne, et des divisions Laudon, Dédowich et Wukassowich, qui cou-

Bonaparte lui dévoile son véritable projet.

vraient l'Italie. Embrassant ensuite d'un coup-d'œil cette masse des grandes Alpes entre le Rhin et l'Adige, le Consul analisa les différentes hypothèses que ce vaste théâtre présentait à ses combinaisons, puis il ajouta : « Nous enlèverons, » sans combattre, cette immense forteresse du » Tyrol; il faut manœuvrer sur les flancs des » Autrichiens, menacer leur dernier point de » retraite; ils évacueront sur-le-champ toutes les » hautes vallées. Je ne changerai rien à mes dis- » positions : retournez promptement, je vais » rompre l'armistice; *dites à Macdonald qu'une* » *armée passe toujours et en toute saison, partout* » *où deux hommes peuvent poser le pied.* Il faut » que, quinze jours après la reprise des hosti- » lités, l'armée des Grisons se trouve aux sour- » ces de l'Adda, de l'Oglio et de l'Adige; qu'elle » ait tiré des coups de fusil sur le Mont-Tonal, » qui les sépare; enfin qu'arrivant à Trente, » elle forme la gauche de l'armée d'Italie, et ma- » nœuvre de concert avec elle sur les derrières » de Bellegarde. Je saurai porter à temps des » renforts où ils seront nécessaires : ce n'est pas » sur la force numérique d'une armée, mais » bien sur le but et l'importance de l'opération, » que je mesure celle du commandement. »

Mesures du cabinet de Vienne. Pendant que Bonaparte méditait ainsi les moyens de dicter la paix à l'Autriche, celle-ci ne restait pas inactive. L'apparition de l'Empereur

à son armée de l'Inn, n'avait rempli que bien imparfaitement le but que ce prince s'était proposé. Des revues insignifiantes, et quelques déplacemens de généraux, en avaient été l'unique résultat. A quoi servait en effet d'éloigner du commandement, des officiers éprouvés, pour y substituer des hommes qui n'avaient acquis encore aucun titre à la confiance des troupes? Le chef que réclamaient également et l'armée et la voix publique, était l'archiduc Charles, que de basses jalousies tenaient éloigné du commandement. Le conseil aulique, sentant la nécessité de ménager l'opinion, tout en donnant des gages de ses dispositions pacifiques, lui avait conféré le titre pompeux de généralissime, et l'Impératrice venait de lui envoyer un casque d'une richesse qui contrastait autant avec la simplicité de ce prince, qu'avec ses vertus militaires. Mais on s'en tint là, le vainqueur de Stockach resta confiné à Prague, et son frère l'archiduc Jean eut la tâche difficile de sauver l'Empire.

Ce jeune prince, quoique très-instruit, n'avait pas la même expérience des combats que Kray, et ne le surpassait certes, ni en énergie ni en courage. Le général Chasteler, qui avait échangé la direction de l'état-major contre un commandement en Tyrol, ne voyait dans le général Lauer, qu'un successeur capable de le faire regretter. A la vérité le colonel Weyro-

ther, se retrouvait encore ici comme la principale cheville ouvrière, sur laquelle reposaient toutes les espérances des faiseurs de projets; il était revêtu du titre de quartier-maître-général.

Les Bavarois augmentent leur contingent à la solde anglaise.

Le séjour de 100 mille Français dans la Bavière, déjà épuisée par plusieurs campagnes, et à une époque où l'on prétendait tirer des ressources de la guerre, plutôt que de la considérer comme un sacrifice, avait répandu dans ce pays la désolation et la misère. Malgré les secours tirés de Souabe, il n'en était pas moins vrai que les charges imposées aux états de l'Electeur, semblaient insupportables, car la moitié occupée par les Autrichiens dans le Haut-Palatinat et l'Innviertel, n'était guère plus ménagée que la partie conquise.

Ainsi ce prince payait cher les faibles subsides reçus de l'Angleterre, en échange des 12 mille Bavarois qu'il sacrifiait aux intérêts les plus étrangers, et cette politique semblait difficile à expliquer, après le traité qui le liait à la Russie. Cependant loin de dévier du rôle auquel il s'était condamné, il venait encore de conclure une convention à Amberg, le 15 juillet, avec Wickam, pour mettre le reste de ses troupes à la solde anglaise, en comprenant le corps du Haut-Palatinat dans le premier traité du 16 mars.

A ce renfort de 5 mille hommes, il faut ajouter les 18 mille Autrichiens devenus disponibles par

la remise des places d'Ulm, Philipsbourg et Ingolstadt; plus, 12 à 15 mille recrues arrivées des dépôts, un corps de nageurs et un équipage de flottille organisés par le commissaire anglais, quelques Wurtembergeois, enfin le faible corps de Condé entré en ligne depuis l'armistice. D'un autre côté, il est vrai de dire que les fatigues, les maladies et la désertion, avaient occasioné des diminutions sensibles dans les régimens. Toutefois l'armée impériale, alors portée de 110 à 120 mille combattans, occupait les positions suivantes :

La droite, renforcée d'une partie des garnisons évacuées, tenait Ratisbonne et le Palatinat; on la comptait à 27 mille hommes avec les Palatins et les corps de Simbschen et de Klénau. Positions des Impériaux.

La gauche, ou le corps du Tyrol allemand, était de 18 mille, sous le général Hiller.

L'armée principale de 60 à 65 mille combattans, tenait la ligne de l'Inn, depuis Braunau à Rosenheim, outre 9 mille hommes de garnison à Braunau et dans les têtes de pont de Mühldorf, Wasserbourg et Rosenheim. Dans ces forces on ne comprend pas la légion des milices de Bohême, organisée par l'archiduc Charles, ni les chasseurs tyroliens dont le nombre, en cas d'invasion, s'élevait à plusieurs mille.

Si le conseil aulique se déterminait à garder la défensive, il n'existait pas de ligne plus heu- Description de la ligne de l'Inn.

reusement disposée pour appliquer ce système, que celle de l'Inn. Cette rivière qui ne le cède point au Rhin pour l'impétuosité ou le volume de ses eaux, coule jusqu'à Kufstein entre des rochers inabordables, et ce fort se trouvait en bon état. De là l'Inn roule ses flots jusqu'à Mühldorf, dans un lit assez profondément encaissé dont l'escarpe n'est accessible que sur un petit nombre de points bien connus, et qu'on avait armés de batteries retranchées. Cette formidable courtine, appuyant la droite à la place de Braunau, et la gauche au fort de Kufstein, se trouve flanquée par deux immenses bastions, également menaçans pour l'ennemi qui oserait s'engager de front dans le rentrant. L'un est le Tyrol, avec ses montagnes inaccessibles et sa population guerrière; l'autre est formé par la Bohême et la chaîne du Bohmer-Wald, qui longe le Danube de Linz à Straubing, puis contourne ensuite vers Egra.

Poursuivre vers cette courtine une armée déjà vaincue et mal disposée, serait une chose faisable; mais y assaillir une armée en position préparée depuis cinq mois, n'était pas de ces entreprises qu'on pût tenter impunément; il fallait qu'un succès complet en couronnât l'audace, ou s'attendre à de cruels revers. Si, pour en diminuer les chances funestes, on voulait agir contre les deux bastions, afin de dégager au préalable ses

flancs, c'était encore une opération pleine de difficultés et de dangers. On ne pénètre en Tyrol que par Kufstein, Reuty et Scharnitz, où des forts construits en maçonnerie barrent les routes; le passage de Leutasch, quoique secondaire, est également à l'abri. Dans la supposition même que l'un ou l'autre de ces points fût forcé, il y aurait eu encore de la témérité à porter une armée considérable sur Innsbruck, en laissant derrière soi la grande armée ennemie prête à déboucher de l'Inn, par ses trois têtes de pont.

La même difficulté existait pour agir contre la Bohême: bien que les défilés de Cham, de Waldmünchen ou de Hayd, ne fussent pas défendus par des ouvrages, il fallait y forcer 25 mille hommes, séparer à cet effet son armée en deux par le Danube, et en laisser la moitié exposée aux inconvéniens d'une attaque de la part de l'armée principale des Autrichiens.

Les Autrichiens se décident à prendre l'offensive.

Quelques-uns de leurs généraux, frappés de ces considérations, étaient d'avis d'attendre Moreau derrière la barrière de l'Inn, et de le contraindre à attaquer l'armée impériale avec cette foule de chances contre lui. D'autres alléguèrent les désavantages d'une défense entièrement passive, et demandaient à prévenir les Français. « Quelle que soit la force d'une ligne, disaient- » ils, l'ennemi parvient toujours à vous donner » le change, et en vous occupant partout il finit

» par trouver un point faible pour y frapper à
» l'improviste. Les succès des Français depuis
» huit ans, prouvaient de reste la justesse de
» ces assertions. »

Ce dernier avis prévalut donc, et il faut l'avouer, quoique l'expérience de Frédéric et de Napoléon ait démontré toute la supériorité de l'initiative, et l'ait même fait passer en principe, jamais circonstances n'avaient été plus fortes pour en dévier, que celles où se trouvait l'armée impériale. Les avantages défensifs qu'elle avait derrière l'Inn, lui eussent peut-être fait un devoir d'y attendre une attaque, jusqu'à ce qu'un premier succès, remporté sur l'ennemi, lui permît de changer de rôle, et de tomber sur lui à son tour.

Cependant si la tournure des événemens démontra qu'il ne suffit pas de prendre l'initiative pour vaincre, on ne saurait en conclure que les projets offensifs de l'état-major autrichien fussent dénués de mérite. Le plan primitif était bon; on en dévia dès la première marche, pour en substituer un autre dont les fautes d'exécution furent au-dessous de toute critique : or avant de condamner la résolution d'agir offensivement, il faudrait savoir ce qui serait résulté d'un plan d'agression mieux conduit.

Combinai- Pour apprécier celui dont nous allons rendre

compte, il est indispensable que nos lecteurs se retracent la nature du pays qui devait en être le théâtre. L'espace entre l'Iser et l'Inn, est coupé de monticules très-boisés, où l'on ne trouve qu'un petit nombre de chemins praticables et beaucoup de ruisseaux fangeux. Attaquer le front des Français, c'était s'exposer à une guerre de chicane sans résultats, pour déboucher en dernière analise des défilés sur un très-beau champ de bataille où l'ennemi bien préparé et orienté depuis quatre mois, assaillirait avec un énorme avantage une armée décousue.

sons du théâtre de la guerre.

Pour éviter ces inconvéniens, il ne restait qu'à opérer un grand mouvement sur une des extrémités, en choisissant la plus convenable; mais il fallait pour cela des routes latérales, ou parallèles à la ligne d'opérations. La chose était presque impossible contre la droite, tous les chemins allant vers le centre du Tyrol, et aucun ne longeant sa circonférence : il n'existait que la route de Rosenheim à Munich, qui conduisait sur le centre de l'armée française et non sur une de ses ailes.

La position des corps de Simbschen, de Klénau et de l'électeur de Bavière entre Ratisbonne et Amberg, conviait au contraire à tenter un effort contre la gauche des Français. L'armée principale, en opérant par sa droite, pouvait se lier vers Landshut avec ces corps nombreux,

et présenter 80 mille hommes sur l'extrême gauche et les communications de son adversaire. A la vérité, les contrées marécageuses de Freysing et de Mosburg s'étendant jusqu'à Munich, ne laissaient pas que d'offrir de grandes difficultés: toutefois ces marais pouvaient être tournés, et les hauteurs de Dachau qui en forment comme la clef du côté de la France, étant une fois gagnées, l'armée républicaine eût été elle-même fort embarrassée dans les marécages de l'Iser.

Si Moreau persistait à rester au débouché des forêts de Hohenlinden, l'armée autrichienne, une fois concentrée à Landshut, avait encore la faculté, ou de manœuvrer au loin sur Dachau, ou de se rabattre plus directement sur l'ennemi par Erding. Dans l'un et l'autre mouvement, elle laissait à découvert sa ligne de retraite directe sur l'Inn; mais quoiqu'il n'eût pas été absolument impossible de regagner Braunau en cas d'échec, l'abandon de cette ligne était sans inconvénient, puisqu'il restait celle de Ratisbonne et de la Bohême; et qu'en établissant une masse aussi considérable sur le flanc des Français, il ne leur eût guère été possible de passer l'Inn. A la vérité Napoléon en 1809, dans une situation pareille, ne fut pas arrêté par une telle position; mais l'armée de l'archiduc Charles, coupée en deux à Abensberg et Eckmühl, n'était pas dans l'attitude que nous

supposons à celle de l'archiduc Jean en 1800. Encore n'est-il pas bien avéré que, malgré les échecs essuyés sous Ratisbonne, le premier de ces princes n'eût pas été en état de manœuvrer sur les communications des Français, de manière à les faire repentir de leur course sur Vienne.

Premier projet de l'état-major autrichien.

L'état-major autrichien saisit assez bien ces diverses combinaisons; un premier projet décida que Klénau déboucherait de Ratisbonne avec le corps du Palatinat, tandis que Kienmayer, avec 20 mille hommes, se dirigerait sur Landshut pour se réunir à lui, et que l'armée principale marcherait en échelons par Erding vers Freising. Ces points atteints, la seconde partie du plan consistait à faire un changement de front total, pour gagner Dachau par la droite, en tenant la gauche refusée, et se bornant à des démonstrations vers Erding.

Ce projet, qui fut dit-on celui de Weyrother, était combiné sur de bons principes, puisqu'il portait l'effort sur l'extrémité de l'ennemi, qui offrait le plus de prise. On lui a reproché d'exposer l'armée impériale à la nécessité de combattre avec le Danube à dos; mais comme il s'agissait, avant de livrer bataille, de joindre Klénau à la hauteur de Landshut, il y avait loin de là au fleuve; et une bataille livrée dans cette

contrée n'avait rien de dangereux, dès qu'on avait la certitude d'une retraite sur Ratisbonne. Il ne fallait pour se promettre la réussite de ce plan, que l'exécuter avec vigueur et impétuosité, puis assurer les arrivages de subsistances de la Bohême par Ratisbonne; car on devait renoncer à l'idée de diriger des convois de Mühldorf et de Braunau sur Landshut, par de très-mauvais chemins, et en défilant parallèlement à la ligne de l'ennemi.

Moreau arrive de Paris à son armée.

Pendant que l'armée impériale se préparait ainsi à l'offensive, Moreau avait passé six semaines à Paris, où il venait de contracter un mariage dont l'influence se fit sentir sur tout le reste de sa vie. Il arriva à son quartier-général de Munich peu de jours avant le terme fixé pour la rupture. Son armée s'était reposée comme celle des Autrichiens; mais loin de son pays, elle n'avait pas été entièrement à l'abri de la pénurie dans des cantonnemens resserrés. Il la trouva très-bien disposée par le général Dessoles, et prête à tout événement. Les rassemblemens indiqués autour de Munich, permettaient de la porter sur l'Inn ou d'attendre l'ennemi sur des points bien reconnus. L'absence du général en chef et le repos de l'armistice n'avaient pas ralenti le zèle de son chef d'état-major. Dessoles avait eu tout le temps, durant ces quatre mois,

de calculer le petit nombre d'hypothèses que présentait la situation respective des deux partis. Eclairé par les renseignemens précieux d'un jeune ingénieur bavarois, il ne se dissimulait point tout ce que la position de l'Inn avait d'effrayant pour l'audacieux agresseur qui la heurterait de front. Dès lors la seule opération à entreprendre était de chercher à faire sortir l'ennemi de ce refuge inexpugnable, pour l'attirer dans le coupe-gorge de la forêt d'Ebersberg et des marécages de l'Iser, où on le combattrait avec de grandes chances de succès. Le chef d'état-major en fit la proposition au général en chef dès le jour de son arrivée; il l'engagea à tenter quelques démonstrations en s'avançant vers l'Inn, pour revenir ensuite sur ses pas, et encourager l'ennemi par cette feinte timidité, à venir combattre sur le point où l'on serait presque certain de le vaincre : ce plan était trop sage pour ne pas être goûté.

Dessoles lui propose un plan d'opérations

A cette époque l'armée française occupait les positions suivantes :

Positions de l'armée française.

Le général Ste.-Suzanne avec son corps de flanqueurs, cantonnait aux environs de Ratisbonne; la division Souham tenant cette ville, et observant les Autrichiens à Stadtamhof; les divisions Collaud et Laborde se trouvaient entre Ingolstadt et l'Iser. Le centre et les réserves se

rassemblèrent entre Munich et Haag (1). La droite sous Lecourbe, couvrait la route de Rosenheim avec deux de ses divisions : la troisième formant potence, observait les débouchés du Tyrol; cette tâche délicate pour la sûreté des communications, avait été jusques-là facilitée par la position du corps de Macdonald dans les Grisons et le Vorarlberg; mais la nouvelle destination qui l'appelait en Italie, allait laisser le général Molitor aux prises avec les forces supérieures des généraux Hiller, Auffemberg et Jellachich.

L'armée française n'avait reçu durant l'armistice qu'un petit nombre de renforts ou de recrues; mais dans la situation des affaires, du côté du Haut-Palatinat, il fut heureux pour elle que l'arrivée des divisions gallo-bataves sur le Mayn, dégageât son flanc gauche, menacé par le rassemblement considérable que l'ennemi y avait fait.

Cette petite armée dont nous avons déjà annoncé l'arrivée vers Aschaffenbourg, se compo-

(1) L'armée était toujours composée, à peu de chose près, comme on l'a vu au tableau annexé au chapitre 103.

Droite. Divisions Gudin et Montrichard; Molitor en flanqueurs.

Centre. Divisions Decaen, Richepanse, Grouchy ou Grandjean.

Gauche. Divisions Ney, Bastoul (commandée provisoirement par Hardi) et Legrand.

Souham et Collaud flanquaient la gauche vers Ratisbonne.

sait d'une division hollandaise, commandée par Dumonceau, et de deux faibles divisions françaises sous Duhesme et Barbou; le tout ne comptant pas plus de 16 à 18 mille hommes. Il était possible qu'elle eût affaire à toutes les forces de l'électeur de Bavière et des généraux Simbschen et Klénau, ou bien il pouvait arriver aussi que celles-ci fussent dirigées contre Moreau, et qu'Augereau ne trouvât devant lui que de faibles détachemens. Dans l'un et l'autre cas, il convenait que l'armée gallo-batave se rapprochât de la rive gauche du Danube, non-seulement pour priver l'ennemi de l'avantage de manœuvrer alternativement contre elle et contre Moreau, mais encore pour relever la gauche de ce dernier, et lui permettre de réunir ses forces lorsqu'il s'agirait de porter les grands coups.

L'armée gallo-batave s'avance sur Wurtzbourg.

Augereau ayant dénoncé l'armistice quatre jours plus tôt que ses collègues, se mit donc le premier en mouvement; il avait à franchir la forêt de Spessart, à occuper Wurtzbourg, et à gagner par Nuremberg la position de Ratisbonne, avant de se trouver en ligne avec Moreau. Cette marche, à peu près semblable à celle de Jourdan en 1796, différait néanmoins en plusieurs points essentiels. Dans cette première occasion, elle était exécutée par une armée entière, sur la réunion de laquelle reposait tout le succès de la campagne : en 1800, au contraire, elle n'était

qu'un accessoire; car 100 mille Français massés entre le Danube et le Tyrol, pouvaient agir indépendamment d'elle, et ce n'était, à bien parler, qu'une forte division de flanqueurs de l'armée du Rhin. On ne formait donc point une ligne d'opérations double, dont chaque partie, indépendante dans la direction générale, eût été néanmoins subordonnée aux succès de l'autre; ainsi le principe fondamental de la guerre ne fut point violé comme en 1796.

Le général Augereau n'éprouva qu'une faible résistance dans ses premiers pas offensifs, bien que les corps de Simbschen, de Szenkeresty et d'Albini fussent à peu près de force à lutter contre lui. A la vérité le dernier, pour en imposer à son avant-garde et se procurer à lui-même plus de sécurité pour ses positions, fit attaquer le 24 novembre le pont d'Aschaffenbourg; mais ses troupes, vigoureusement chargées par les hussards bataves, se replièrent sur Fulde.

L'armée ayant levé ses cantonnemens, les deux divisions françaises vinrent passer le Mayn à Triffenstein, et se dirigèrent sur Schweinfurth. Dumonceau conduisit les Bataves à Wurtzbourg, le général autrichien qui y commandait remit la ville par convention, et se réfugia dans le fort qui fut aussitôt investi.

Combat de Burg-Ebrach.

Duhesme et Barbou, maîtres de Schweinfurth, s'étant portés sur Closter et Bourg-Ebrach, ren-

contrèrent le 3 décembre le gros du corps de Simbschen sur les hauteurs de ce dernier endroit. Duhesme réussit à déloger les Autrichiens du bourg et de la première hauteur; mais ceux-ci, ralliés et renforcés sur la seconde, y bravaient tous ses efforts, sous la protection d'une batterie nombreuse et bien disposée. Augereau détacha quelques bataillons et trois escadrons pour tourner leur flanc gauche; Treillard dut porter sa cavalerie légère sur la route de Bamberg, en même temps que l'adjudant-général Deverine les assaillirait de front. Ce dernier, entraîné par sa valeur, se jeta avec un peu trop de précipitation sur les rangs ennemis, où il trouva la mort; mais les Autrichiens, ébranlés par son attaque et menacés sur leurs flancs, gagnèrent Pommersfeld en bon ordre, grâce à la supériorité de leurs escadrons.

La petite armée gallo-batave s'établit alors derrière la Regnitz, pour attendre la chute de la citadelle de Wurtzbourg et le retour de la division Dumonceau, qui avait commencé à l'assiéger en règle.

Opérations des grandes armées sur l'Inn.

Dans ces entrefaites, des opérations plus importantes avaient lieu sur les bords de la Vils et de l'Iser. L'armée impériale, empressée d'exécuter le projet de marche sur Landshut, dont nous avons parlé, s'était ébranlée à cet effet le 27 novembre, des bords de l'Inn. Les pluies

abondantes qui tombaient depuis plusieurs jours, avaient rendu déjà très-pénibles les marches préparatoires nécessaires pour tirer les troupes de leurs cantonnemens et les réunir aux différens points de départ.

L'aile droite sous Kienmayer, concentrée sur la route de Vilsbibourg, à la limite de la ligne de démarcation, devait la franchir le 28 au point du jour, et se jeter sans délais par ce bourg sur Landshut; elle avait ordre d'y forcer le passage de l'Iser, puis de se diriger à grandes marches sur Freysing et Munich, ou pour mieux dire sur les hauteurs de Dachau, objet principal qu'on se proposait d'atteindre. Le corps de bataille soutiendrait cette opération offensive, et se lierait immédiatement à la droite. Klénau débouchant de Ratisbonne, viendrait s'y rallier par Eckmühl.

Marche des Autrichiens sur la Vils et Landshut.

Le 28 et le 29 novembre, l'armée impériale marcha en effet sur Eggenfeld, Massing et Neumarck: l'avant-garde poussa jusqu'à Landshut; la pluie continuant à tomber par torrens, on s'aperçut un peu tard que les routes secondaires sur lesquelles on cheminait, étaient entièrement défoncées, et qu'il serait impossible de faire défiler de lourds magasins et de longs convois, en quelque sorte sous le canon d'une grande armée. L'archiduc Jean, informé d'ailleurs à Neumarck, que les Français s'avançaient par

Haag vers Ampfing et Mühldorf, craignit de continuer son opération offensive sur Dachau : ses conseillers déjà effrayés des suites d'un plan bien conçu, mais mal préparé, le décidèrent à y renoncer et à préférer les chances d'une bataille sur la route directe de Munich. On ne saurait dissimuler que la continuation d'une marche sur Landshut, en tournant pour ainsi dire le dos aux Français, n'offrît de grands inconvéniens dès que tout n'était pas prévu d'avance pour baser sur Ratisbonne la ligne future de retraite et d'approvisionnemens.

Ils changent de projets et reviennent sur leurs pas

Les généraux autrichiens reconnaissant enfin leur manque de prévoyance, crurent y remédier par un changement subit de direction : ils résolurent de se rabattre, le 30 novembre, sur leur gauche, vers Ampfing et Dorfen. Cette marche exécutée par de mauvais chemins vicinaux à travers des terrains difficiles, acheva d'abîmer l'armée avant d'avoir combattu.

Moreau se dispose à les bien recevoir.

Moreau, de son côté, avait été mieux avisé. Ses troupes disposées de bonne heure entre la forêt d'Ebersberg et Munich, y étaient reposées et prêtes à tous les assauts. Lecourbe dont la droite masquait toujours les issues du Tyrol, n'avait conservé avec lui que trois brigades qui couvraient, vers Helfendorf, la route de Rosenheim. La division Decaen, du centre, tenait Ebersberg et la route de Wasserbourg; celles de Richepanse

et de Grouchy étaient en réserve. Les trois divisions de la gauche, sous Grenier, s'étendaient entre le chemin de Hohenlinden et Harthof; Durosnel éclairait la route de Vilsbibourg. Enfin le corps de Ste.-Suzanne couvrait le débouché de Ratisbonne, contre celui de Klénau. La division Collaud en fut détachée à la nouvelle des mouvemens ennemis, du côté de Landshut, et Souham resta seul sur l'Altmühl (1).

Moreau s'avance vers l'Inn.

Moreau avait intérêt à s'avancer aussi près que possible de l'Inn, soit que les projets de ses adversaires fussent simplement défensifs, soit qu'ils voulussent entreprendre quelque chose contre lui. Maître des plateaux de Haag, il pourrait à son aise voir dessiner leurs mouvemens, leur disputer ensuite les défilés, et les attendre enfin dans la plaine d'Anzing.

Par un hasard extraordinaire, le général français n'avait rien appris du mouvement de l'armée ennemie vers Landshut, mais il avait la nouvelle vague, de quelques rassemblemens du côté de Mühldorf, ce qui le décida à pousser de fortes reconnaissances devant lui. Le 30, la droite fit occuper Rosenheim; Decaen s'avança à Aibling; Richepanse refoula les postes

(1) On peut suivre ces opérations sur la carte en quatre feuilles, et voir pour la bataille le plan spécial sous le n° 33.

autrichiens jusque dans la tête de pont de Wasserbourg; Grandjean s'établit à Haag. La gauche, sous Grenier, porta la division Ney vers Haun sur la route d'Ampfing, et celle de Legrand, de Dorfen sur Kirchbrunn, Hardy suivait en réserve avec la division Bastoul. D'après ce que nous venons de dire des mouvemens autrichiens, on voit que cette aile devait donner contre le gros de leurs forces, opérant alors la contre-marche dont nous avons parlé.

L'état des chemins, la nature des défilés et la résistance des Impériaux, ne permirent pas à Legrand de pousser au-delà de Werth, en sorte que Grenier, crainte d'en être séparé, dut faire entrer en ligne la division de réserve sous le général Hardy, pour la lier avec Ney.

Moreau qui se trouvait à la gauche, reconnut un camp d'environ 15 mille Autrichiens sur les hauteurs entre Haun et Ampfing; il ignorait que, dans le même instant, l'archiduc Jean fût en pleine marche de Neumarck sur Ampfing. Mais l'idée que son armée venait de Mühldorf où on la supposait, détermina le général en chef à appeler la division Grandjean sur la route de cette ville, pour être plus à même de soutenir Ney. Grenier, instruit dans la nuit de l'apparition d'un corps autrichien à Landshut, et de sa marche vers Dorfen, y renvoya en toute hâte une brigade de la division Legrand, pour couvrir le flanc gauche et la ligne de retraite.

Les Autrichiens attaquent sa gauche sous Ney.

Le 1er décembre, l'archiduc Jean parti d'Ampfing, s'avança effectivement sur trois colonnes pour enlever les hauteurs de Haun. La division Ney, disposée en trois échelons, n'était pas de force à se mesurer avec le gros d'une armée: tout ce que ce général avait d'énergie, de coup-d'œil et de courage, fut déployé pour soutenir ce choc inégal: il prit même un moment l'offensive, et refoula huit bataillons qui s'avançaient contre son front; mais de fortes colonnes filant sur la gauche des Français, en remontant la Vils vers Dorfen, et l'Archiduc se préparant à une attaque sérieuse, Moreau ordonna la retraite. Son projet ne pouvait être d'engager un combat partiel où il aurait sans doute le dessous, et il s'agissait de réunir son armée avant de livrer une bataille décisive. Néanmoins la réserve de Grenier dut se prolonger à gauche pour favoriser le mouvement de Ney, et Richepanse quittant Wasserbourg pour revenir sur Albachinq, eut ordre de rabattre la brigade Walther vers Haag, pour appuyer sa droite.

Ces dispositions concentriques étaient sages et furent heureusement exécutées. Toutefois Ney n'opéra pas sa retraite sans peine, la brigade Desperrières qui gardait Aschau se vit forcée, après avoir vaillamment disputé ce poste à la colonne de gauche des Impériaux: la crête du défilé par où Ney devait déboucher sur la route,

se trouvait déjà couronnée de tirailleurs ennemis, quand Grenier fit rebrousser chemin au 2e de dragons qui se précipita sur les plus audacieux, et les mena battant jusqu'au gros de leur colonne. Ney, qui disputait le terrain pied à pied aux forces considérables de la colonne du centre, eut ainsi la faculté de rallier sa division à la réserve de l'aile, et de continuer sa marche sur Saxenstetten. Ici la division Grandjean avait fait déployer une de ses brigades, dont les troupes fraîches arrêtèrent l'ennemi, et donnèrent le temps aux autres de filer dans les intervalles, et de se reformer. La retraite continua de concert, en échiquier, jusqu'à la hauteur de Ramsau et à l'embranchement du chemin de Wasserbourg, où Walther prit position à l'entrée de la nuit avec la droite de Richepanse. Ney occupa les hauteurs en avant de Haag, et Grandjean demeura entre Ramsau et Saxenstetten. Legrand, de son côté, avait eu à soutenir un combat des plus rudes sur les hauteurs de Schwindeck; il fallut tout son sang-froid pour empêcher l'ennemi, supérieur, de percer jusqu'à Dorfen.

Le mouvement rétrograde continua le 2 décembre, et l'armée reprit les positions indiquées entre Ebersberg et Harthof. (*Voyez Pl. XXXIII.*) La division Legrand appuyait à ce dernier village. Bastoul, qui avait repris le commandement de la division Hardy, tenait Halling et Preissen-

dorf. Ney en avant et à gauche de Hohenlinden, Grouchy avec la division Grandjean à droite de ce village, entre la chaussée et le chemin d'Albaching. Richepanse s'était replié par le chemin d'Ebersberg, et Decaen revenant de Grafing et de la vallée de la Glon, se dirigeait vers ce bourg pour l'y rejoindre : enfin Lecourbe laissant un détachement sur la route de Rosenheim, devait rabattre une de ses divisions sur le centre. L'avis tardif des mouvemens de l'ennemi dans la direction de Dorfen et de Landshut ayant inspiré quelques craintes pour l'extrême gauche, la division Collaud, tirée du corps de flanqueurs de Ste.-Suzanne, fut dirigée sur Landshut; mais, à la nouvelle de l'occupation de cette ville, on lui donna l'ordre de se porter en toute hâte à Freysing.

Les Autrichiens ne peuvent profiter du succès.

Jusque-là, les Autrichiens n'avaient point à se repentir du changement apporté à leur premier plan; la fortune semblait leur sourire, et il faut avouer que si l'excessive fatigue de leurs troupes eût permis de pousser un peu plus vivement Ney et Legrand, dans la journée du 1er, ils eussent pris un ascendant notable sur un adversaire, dont la droite et le centre se trouvaient hors de portée de soutenir l'aile engagée.

Ils combinent une attaque pour le 3 décembre.

Cependant le demi-succès qu'ils venaient d'obtenir, loin de leur en préparer de nouveaux, les mena à leur perte : ils employèrent la journée du

2, à faire serrer et reposer leurs colonnes un peu alongées par une marche pénible; l'Archiduc donna, pour le 3 décembre, des ordres dont la teneur prouve qu'il s'était exagéré ses avantages de la veille.

Dispositions arrêtées pour cette bataille.

L'armée devait être formée en quatre divisions principales, non compris l'avant-garde aux ordres du général Loppert, et deux corps détachés. Kienmayer à la droite, ayant quitté Landshut pour revenir à Dorfen, reçut l'ordre de déboucher avec 12 bataillons et 28 escadrons par Lendorf. La division Baillet-Latour l'appuierait en marchant par Issen et Weyer sur la plaine de Preissendorf. La colonne principale était composée d'une petite avant-garde de trois bataillons et dix escadrons, des huit bataillons de grenadiers autrichiens sous le général Kollowrath, d'une trentaine d'escadrons de réserve aux ordres du prince de Lichtenstein, et en outre du corps auxiliaire bavarois. Elle devait s'enfoncer dans la grande forêt que traverse la chaussée, et gagner par Hohenlinden la plaine d'Anzing, où était le rendez-vous de l'armée. Enfin la colonne de Riesch, d'une force à peu près égale aux deux premières, et destinée à former la gauche, se porterait par Albaching à St.-Christophe, d'où elle s'avancerait sur Anzing ou Ebersberg, selon l'événement.

Pour favoriser l'attaque principale, toujours

combinée par la droite contre la gauche de Moreau, le général Meczeri dut pousser un gros détachement sur Erding et Schwaben, tandis que Klénau continuerait à filer de Ratisbonne vers Schierling et Landshut. A l'extrémité opposée, le prince de Condé demeura chargé de couvrir Rosenheim avec 5 à 6 mille hommes; une force à peu près pareille occupa les retranchemens de Wasserbourg, Mühldorf et Braunau.

Vices de cette entreprise.

Il est nécessaire, pour juger les inconvéniens de cette entreprise, de bien se pénétrer des accidens du terrain sur lequel les armées allaient s'entrechoquer; la meilleure description que nous essaierons d'en faire, ne vaudrait pas le simple examen de la planche XXXIII.

Quatre longues colonnes, engouffrées dans une immense forêt, où elles n'avaient pour ainsi dire aucune communication entre elles, forcées de s'engager isolément contre un ennemi qui pouvait mouvoir ses masses à volonté sur un terrain reconnu de longue date, devaient être perdues dès que le moindre incident viendrait rompre l'ensemble de leur mise en action.

Sages dispositions de Moreau.

Moreau, soit par une habile préméditation, soit par hasard, prenait dans l'instant même les mesures les plus propres à amener cet incident. Il avait employé de son côté la journée du 2 décembre, à faire des dispositions pour resserrer sa ligne, en prescrivant à Lecourbe de se rappro-

cher de la route d'Ebersberg par un mouvement à gauche, et d'y relever le général Decaen, qui, à son tour appuierait Richepanse. Celui-ci reçut l'ordre de se diriger le 3, de bonne heure, de St.-Christophe sur Matenpoett, afin de se saisir de la chaussée de Munich à Haag, de tomber ainsi perpendiculairement sur le flanc de la colonne autrichienne qui suivrait cette grande route, et de la couper en deux (1).

Pour assurer la ruine de cette colonne, Grouchy qui avait pris le commandement de la division Grandjean, dut se porter au-devant d'elle à l'issue de la forêt, à droite de la chaussée; tandis que Ney, parti de Hohenlinden, longerait la gauche de cette grande route et la lisière du bois de Krainacker. Bastoul, formé à gauche de celui-ci, eut la tâche de défendre l'issue du défilé qui mène de Weyer sur Preissendorf. Enfin Legrand,

(1) Quelques personnes ont mis en doute que le mouvement de Richepanse eût été prémédité, tel qu'il fut exécuté : « Moreau, » disent ces critiques, ne pouvait pas manœuvrer sur le flanc d'une » colonne qui n'était point encore engagée dans le défilé, et ce » qui en a été dit dans ses rapports, fut imaginé après coup. » Il est vrai que Moreau ne pouvait savoir le 2, comment l'armée autrichienne marcherait le 3. Mais la chaussée étant la seule route praticable du terrain où l'on avait laissé l'ennemi le 2 au matin, il était bien certain que sa gauche ou son centre suivrait cette route; et sans pouvoir préciser les forces qu'on y trouverait, on manœuvrait bien en tombant sur leur flanc.

secondé de la réserve de cavalerie, fut chargé de défendre Harthof et les avenues de Puch. La brigade d'Espagne, poussée en flanqueurs sur Erding, devait empêcher les Impériaux de prendre la ligne à revers, jusqu'à ce que l'arrivée de Collaud, attendu de Freysing, dégageât entièrement ce point de leur présence importune.

Il était évident que si rien n'arrêtait l'effet de ces mesures, le corps de bataille conduit par le général Kollowrath, se trouverait assailli de front par Ney et Grouchy, pris à revers par Richepanse, et entouré dans un coupe-gorge où il ne pouvait se mouvoir; dès-lors sa destruction était inévitable.

L'armée autrichienne débouche sans ensemble.

Le 3, le jour commence à poindre; à la pluie battante des jours précédens, succède tout à coup une neige qui tombe à gros flocons; et, comme à la célèbre bataille d'Eylau, l'horizon en est tellement obscurci qu'on se distingue à peine à quelques pas. Les colonnes autrichiennes s'ébranlent à la fois, malgré ces sinistres présages. Meczeri gagne Freysing; Kienmayer s'achemine sur Erding, Lendorf et Puch; Baillet sur Harthof et Preisendorf. A la gauche, Riesch dépasse Albaching, et enfile le chemin de St.-Christophe. Les mauvaises communications suivies par ces trois colonnes, étant défoncées par les pluies, détrempées ensuite par une neige fondante, permettent à peine d'y traîner quelques

pièces légères; les troupes même ont peine à s'en tirer, hommes et chevaux y enfoncent jusqu'aux genoux. La grande colonne de Kollowrath qui suit la chaussée de Munich, quoique partie en même temps que les autres, les devance de beaucoup par la facilité que lui donne cette belle route. Ce général, à la tête de son infanterie, arrive à la sortie du défilé, près de Hohenlinden, vers neuf heures.

Le corps de bataille, arrivé le 1er, est refoulé dans le défilé

La division Grouchy (brigades Grandjean et Boyer), disposée comme on l'a vue à cette issue, fut bientôt engagée : la 108e déployée, soutint avec vigueur le choc; les 46e et 57e en colonnes d'attaque, la secondèrent à propos; la dernière s'élança sur l'ennemi, qui s'efforçait de tourner le flanc droit en longeant le bois, et de gagner du terrain sur le front pour s'y former. Le général Grandjean se distingua dans cette lutte, dont les suites étaient importantes pour le succès de la bataille.

Richepanse le tourne par Matenpœtt.

Au même instant Richepanse, parti d'Eberberg, dépassait St.-Christophe, et s'acheminait vers Matenpœtt. Sa division un peu alongée à cause du mauvais chemin qu'elle suivait, se trouva croisée vers le centre par la tête de colonne du général Riesch, qui venait d'Albaching. Richepanse avait passé avec les brigades Walther et Sahuc, et approchait de Matenpœtt, lorsqu'il sut que le général Drouet, séparé par l'at-

taque des Autrichiens, n'avait pu le suivre. On voit ainsi qu'il s'en fallut d'une demi-heure qu'il ne rencontrât à St.-Christophe la colonne de Riesch venant d'Albaching, et tout le résultat de la bataille dépendit de cette circonstance impossible à prévoir.

Belle résolution de ce général

La situation était bizarre et critique; Richepanse venait d'éprouver lui-même, au milieu de sa colonne, ce qu'il devait faire essuyer à la grande colonne ennemie sur la chaussée. Bien qu'il ignorât la force précise et l'emplacement des masses impériales, il était évident qu'il se trouvait enveloppé. Ce brave et habile général n'hésita pas une minute : il comprit que son mouvement, calculé par Moreau, devait avoir une influence notable sur le succès de la bataille; et s'il devait être pris, il valait autant qu'il le fût sur la chaussée au milieu de la grande colonne ennemie, qu'entre le centre et la gauche. D'ailleurs il était probable que la division Decaen dégagerait Drouet, et viendrait bientôt le secourir lui-même. Richepanse fit donc dire à ce dernier de se maintenir à outrance vers St.-Christophe, jusqu'à l'arrivée de Decaen, et continua son mouvement pour gagner Matenpœtt, sans s'inquiéter du sort dont il était menacé.

Il chasse les Autrichiens de Matenpœtt.

Sa colonne donna ici fort à l'improviste sur une partie de la cavalerie de Lichtenstein, qui avait mis pied à terre, et se reposait tranquille-

ment jusqu'à ce que les grands parcs d'artillerie et les colonnes de Kollowrath eussent dépassé le défilé. On peut juger quelle fût la surprise des Autrichiens, qui, rassurés de ce côté par la marche de Riesch, ne comptaient guère d'y être assaillis de la sorte : ils ne purent défendre longtemps le village, et leurs escadrons repoussés au-delà de la chaussée, se formèrent vers Strassmaier, où ils engagèrent une vive canonnade.

C'était peu pour Richepanse d'avoir ainsi rempli une partie de sa mission, dans une situation presque désespérée; il jugea encore qu'il importait d'opérer plus efficacement contre la colonne engagée avec Grouchy, et que pour cela il fallait se rabattre sur elle. Laissant donc au général Walther la tâche de contenir la cavalerie ennemie, il fit tête de colonne à gauche, et se jeta dans le défilé de la chaussée, avec la 48e seulement et quelques escadrons. Richepanse se présente audacieusement dans le défilé.

L'alarme avait été bientôt propagée dans l'immense colonne des parcs qui cheminaient vers la maison de chasse ou Ober-Berka; et la canonnade qui se faisait entendre vers Matenpoett, redoublait la terreur : une brigade de réserve bavaroise, fut dirigée en toute hâte au point du danger; mais empêchée dans sa marche par des troupeaux de fuyards, des canons renversés, des chevaux tués, elle ne pouvait arriver sur les braves grenadiers de la 48e Déroute des réserves autrichiennes.

que par pelotons; et dans la disposition morale où le spectacle d'une telle déroute devait placer ces troupes, il était naturel qu'elles combattissent mollement. Elles se jetèrent à la droite de la chaussée dans l'espoir d'entrer en communication avec la colonne de Riesch; mais elles y furent culbutées et dispersées. Deux bataillons de grenadiers autrichiens, revenus sur leurs pas pour dégager l'artillerie, avaient eu le même sort.

Kollowrath ainsi attaqué à revers, fit quelques tentatives par sa droite pour gagner la lisière du bois, dans l'espoir de se lier avec la colonne de Baillet; malheureusement pour lui, celui-ci était encore bien loin, et dans le même instant Moreau prescrivait à Ney et à Grouchy une attaque combinée sur le même point.

Ney opère sa jonction avec Richepanse.

Ney, toujours le premier quand il s'agit de fondre sur l'ennemi, le fait avec tant d'impétuosité qu'il culbute en un clin-d'œil tout ce qui se présente devant lui, enlève dix pièces de canon, et fait mille prisonniers. Grouchy de son côté accable la gauche de Kollowrath, et s'empare de la lisière du bois qui flanque la route. Dès-lors le désordre devint général dans cette colonne, chaque peloton chercha une issue pour se sauver: les Bavarois, pressés de toutes parts, ne purent y réussir, une bonne partie de leurs troupes, après avoir fait d'inutiles efforts pour percer, fut prise partiellement, et plusieurs ba-

taillons autrichiens n'eurent pas un meilleur sort. Quelques-uns parvinrent à s'évader à travers la forêt, dans un désordre facile à imaginer.

Richepanse continuant sa marche au milieu du parc ennemi abandonné, rencontra enfin les tirailleurs de Ney et de Grouchy. Les vainqueurs purent alors se féliciter de la victoire, et juger leurs trophées, 97 pièces de canon, et 7 à 8 mille prisonniers, étaient restés dans le gouffre où l'imprudence de leurs chefs les avait engagés.

Nous quitterons un moment cette scène de désastre, pour voir ce qui se passait sur le reste de la ligne.

Opérations de Grenier contre Baillet et Kienmayer.

Le général Grenier, après avoir défendu par de petites avant-gardes les approches de sa position, afin de retarder la marche de l'ennemi, commençait à être pressé par des forces supérieures. La division Legrand tenait tête aux colonnes de Kienmayer, en avant de Harthof; assailli par une masse d'infanterie du côté d'Eyperting, et chargé en même temps sur sa droite par un gros de cavalerie, il lui fallut toute sa bravoure pour se maintenir. Au même instant la division Bastoul, attaquée par Baillet-Latour, défendit avec vigueur les avenues de Preissendorf. Une partie de la division Ney la secondait à droite dans les bois de Krainacker, et la réserve de cette dernière division, dirigée par

Grenier lui-même, appuyant à propos les efforts de la droite de Bastoul, réussit à arrêter l'ennemi. La gauche de cette dernière division, et la droite de celle de Legrand, avaient essuyé d'aussi rudes assauts entre Harthof et Datting. Cependant la brigade Bonnet culbuta une colonne autrichienne sur Isen, et lui fit bon nombre de prisonniers. Cet événement arriva fort à propos, car Baillet-Latour, maître des hauteurs de Datting, et redoublant ses efforts contre le centre de Bastoul, était au moment de l'enfoncer. A la vérité Grenier venait aussi de le faire soutenir par les grenadiers réunis de Ney et la cavalerie de d'Haupoult. Tant d'ensemble décida du succès, Bonnet se rabattant à droite, tomba sur le flanc de Baillet, tandis que la brigade Joba, demeurée jusque-là en réserve, se portait contre sa gauche. Cet effort eut d'autant plus de succès que les Autrichiens venaient de recevoir l'ordre de la retraite. Ainsi menacés, ils regagnèrent en toute hâte les défilés de Weyer et de Lendorf, en abandonnant des canons et des prisonniers.

On a blâmé l'archiduc Jean, d'avoir donné l'ordre de cette retraite, au lieu de prescrire à Kienmayer et à Baillet de redoubler de vigueur, pour se venger sur la gauche de Moreau, de la perte qu'il venait d'essuyer à son corps de bataille. Cette opération, quoique très-convenable, étant exécutée trop tard, ne pouvait plus réta-

blir les affaires; car si l'on réfléchit que Moreau ayant alors sous la main les troupes de Ney et de Grouchy, pouvait les rabattre sur Krainacker, on se persuadera qu'il eût été difficile au général autrichien d'entamer sérieusement Grenier.

Decaen attaque Riesch à St.-Christophe.

A la droite des Français, nous avons laissé le général Drouet coupé de la division Richepanse, et luttant seul contre les colonnes de Riesch sur la hauteur de St.-Christophe. Ce village avait été cédé aux Autrichiens, qui s'étendirent par leur gauche vers la route de Tulling, et par leur droite, jusqu'au petit hameau de Altmansberg. Les affaires en étaient là quand le général Decaen, après avoir laissé 1,500 hommes vers Steinhoring, à l'effet d'y attendre les colonnes de Lecourbe qui devaient venir de Pframering, s'était mis en marche avec le reste de ses troupes pour soutenir l'entreprise de Richepanse. Arrivée près de St.-Christophe, la division Decaen trouva Drouet engagé dans un combat inégal, dont elle eut bientôt fait tourner les chances; Baillet privé de sa gauche qui cheminait vers Tulling, et menacé sur sa droite par des forces doubles, regagna Albaching. Decaen continua alors sa marche sur Matenpœtt, la brigade Durutte fut inquiétée dans ce mouvement par un corps de 8 à 900 hommes, coupé de Hohenlinden par suite de l'attaque de Grouchy, et qui cherchait à percer sur Wasserbourg. Ce détachement assailli et

sommé à son tour, fut forcé de mettre bas les armes.

Decaen ayant rencontré Grouchy à la hauteur de Matenpœtt, apprit de lui les succès obtenus dans le défilé : il fit alors rétrograder la légion polonaise de Kniasewicz vers St.-Christophe, où la gauche de Riesch venait de se remontrer dans l'espoir d'y trouver encore le gros de la colonne : la brigade Durutte se dirigea en même temps sur Albaching, pour inquiéter la retraite de l'ennemi, et favoriser Kniasewicz. Ces mesures furent couronnées d'un succès complet. A la vérité Kniasewicz essuya un choc assez rude de la part d'un ennemi supérieur; mais la marche de Durutte ne tarda pas à le dégager, et les Impériaux regagnèrent enfin de ce côté le chemin de Wasserbourg.

Walther contient la réserve autrichienne vers Matenpœtt.

La difficulté de suivre tant de corps divisés sur un terrain entrecoupé, qui empêchait toute liaison dans leurs mouvemens, nous a forcé de laisser un moment la brigade Walther, aux prises avec les Autrichiens du côté de Matenpœtt, tandis que Richepanse se rabattait dans la forêt. Si Walther n'avait pas tous les talens de son chef, il ne lui cédait ni en coup-d'œil ni en bravoure: il avait eu à soutenir plusieurs charges de la cavalerie de Lichtenstein qui, revenue de son premier étonnement, et voyant que ce petit corps était abandonné à lui-même, essaya de l'enta-

mer. Walther dut un moment céder au nombre, et fut même blessé dans un choc; mais Richepanse, certain de la jonction avec Ney, étant revenu en toute hâte sur ses pas, repoussa bientôt l'ennemi sur la route de Haag, Grouchy ne tarda pas à l'y suivre et à y rencontrer Decaen.

Retraite générale des Impériaux.

La réunion de ces quatre divisions à Matenpœtt, ne laissa plus la moindre incertitude sur la destruction de tout ce qui avait été engagé entre elles. L'archiduc Jean, revenu à Haun, profita de la nuit pour ramener derrière l'Inn ses colonnes diminuées de 12 à 15 mille hommes: Riesch au lieu de se retirer à Wasserbourg, se rabattit vers Ampfing, afin de se rallier aux débris de Kollowrath; Baillet et Kienmayer reprirent également la route de Mühldorf.

Les Français de leur côté bivouaquèrent entre Isen et Haag à l'issue de la forêt; le centre entre Albaching et Strassmaier; la gauche entre ce village et Isen. Le général Lecourbe qui avait achevé son mouvement de droite à gauche, occupa la route de Steinhœring à Wasserbourg; il n'avait pris, comme on l'a vu, aucune part à l'engagement.

Observations sur cette bataille

Ainsi se termina cette bataille qui, après celle de Rivoli, est incontestablement la plus extraordinaire de toutes celles qui furent livrées dans les deux premières guerres de la révolution. Des savans, aveuglés par de trompeuses théories,

l'ont comparée à celle de Cannes, avec laquelle néanmoins elle n'a aucune ressemblance. En effet, toute l'armée romaine, entassée dans un centre concave, fut accablée par les ailes et enveloppée. Ici ce fut le corps de bataille seul qui se trouva isolé de ses ailes et accablé séparément, ce qui offre une distribution de masses absolument opposée à celles d'Annibal et de Varron. Les mêmes auteurs en ont pris occasion de déclamer contre toute attaque sur le centre; tandis que Moreau réussit précisément pour avoir assailli et rompu le centre des Autrichiens par l'effort combiné de Ney, de Grouchy et de Richepanse. Tel est l'art de la guerre, il repose sur un petit nombre de principes, et n'admet exclusivement aucune ordonnance de combat. Des six ordres de bataille connus, tous sont bons, excepté le parallèle; c'est le rapport de chacun de ces ordres avec l'emplacement des forces ennemies qui décide les circonstances où il serait convenable de l'employer de préférence. Il est au reste superflu de nous étendre davantage sur cette vérité, dont on trouve la démonstration dans l'ouvrage que nous avons consacré au développement de ces principes (1).

Moreau réussit, parce que l'emploi de ses

(1) *Voyez* Traité des grandes Opérations militaires, *dernier chapitre.*

masses fut sagement calculé, et que la fortune le servit à souhait. On a beaucoup exagéré la part que le hasard eut aux succès de Bonaparte; mais si l'on en excepte la journée de Marengo, il ne fut jamais mieux servi par le destin que Moreau à Hohenlinden. On eût dit que tout ce qui se passait dans l'armée ennemie, fût combiné pour lui assurer une victoire éclatante. La direction des colonnes impériales, le changement inopiné de leur plan d'opération, le défaut de réflexion de Lauer et de Weyrother, qui oublièrent que le centre ayant une superbe route, déboucherait bien avant le reste de l'armée, furent autant de causes de ce succès; et Moreau qui ignorait ces circonstances, ne put rien prévoir dans ses calculs pour en profiter. Si ce centre avait marché moins vite, ou si Riesch avec l'aile gauche était arrivé, selon la disposition autrichienne, une demi-heure plus tôt à St.-Christophe, Richepanse eût donné sur sa colonne, et la déroute dans le défilé de Matenpoett n'aurait point eu lieu. Peut-être les Autrichiens n'en eussent-ils pas moins été vaincus; mais la bataille livrée en ordre parallèle, n'aurait donné que des résultats insignifians, les Français n'en eussent recueilli aucun trophée. Toutefois si Moreau ne pouvait point compter sur des incidens aussi favorables, ses dispositions n'en étaient pas moins excellentes dans

l'état où il devait supposer les forces ennemies.

Position de l'armée autrichienne derrière l'Inn.

Malgré la sanglante catastrophe que l'armée autrichienne venait d'essuyer, la ligne de l'Inn offrait de si grands avantages, qu'on pouvait s'attendre à ce qu'elle y tiendrait encore longtemps. Elle en fit effectivement le simulacre; la division Kienmayer prit la tâche de défendre Braunau, Mühldorf et Kraybourg; les débris du corps de Kollowrath furent placés sur l'Alzbach pour observer la rive droite du Bas-Inn; l'avant-garde du général Loppert fut dissoute et réunie à ce corps de réserve; la brigade Meczeri dût rester à la rive gauche de l'Inn vers Braunau. La division Baillet prit poste à Ondingen entre Wasserbourg et Altenmarckt; celle de Riesch s'établit à Hartmanshoff, à cheval sur la route de Rosenheim à Séebruck. Le corps de Condé demeura dispersé en observation depuis Kufstein à Wasserbourg.

Ces dispositions annonçaient autant le projet de continuer la retraite sur Salzbourg, que de défendre avec vigueur le passage de l'Inn.

Dans le fait, toute ligne de 40 lieues de développement, quelle que soit la difficulté du terrain, est d'une défense pénible, par l'incertitude qui règne sur le point où l'ennemi portera ses efforts. Celle de l'Inn forme de Mühldorf jusqu'à Passau, un grand rentrant qui permettait aux Français de manœuvrer par leur gau-

che, et de venir passer au-dessous de Braunau pour gagner la chaussée d'Altheim, couper la communication directe des Autrichiens avec Vienne, et les refouler sur les montagnes de Salzbourg. Sans doute il était téméraire de s'avancer ainsi entre le Danube et le gros de l'armée ennemie qui, par des mesures vigoureuses et un changement de front exécuté à propos, aurait pu placer les républicains dans une position critique. Toutefois après une victoire comme celle de Hohenlinden, il était peu probable que les Français dussent craindre ce résultat, et au pis-aller ils auraient eu plus d'un chemin pour regagner l'Iser à Landshut ou Landau.

Le centre de la ligne de l'Inn, depuis Braunau à Wasserbourg, se trouvant couvert par une forteresse et cinq têtes de pont, il était contre toute vraisemblance que Moreau osât s'y engager au mépris des règles de la guerre. Comment supposer en effet qu'il fût assez simple pour laisser derrière lui cinq débouchés fortifiés au pouvoir de l'ennemi, qui au moindre échec pourrait l'assaillir à revers, et le contraindre dans tous les cas à détacher la moitié de son armée pour les masquer ?

Enfin l'extrême gauche entre Wasserbourg et Kufstein, offre si peu de points de passage, que la surveillance en semblait facile. Toutefois c'était trop exiger du prince de Condé, que de s'at-

tendue qu'il pût s'opposer à une tentative sérieuse des Français, avec 5 mille hommes dispersés sur une étendue de huit lieues.

Les conseillers de l'archiduc Jean ne méconnurent point l'embarras de leur situation; l'emplacement de Kienmayer et de Kollowrath prouve qu'ils apprécièrent tout le danger auquel ils seraient exposés, si Moreau manœuvrait par sa gauche pour franchir d'un même coup l'Inn, l'Alza et la Salza, en tournant Braunau et s'emparant à revers du poste important de Burghausen. Ils n'encoururent selon nous qu'un reproche, celui d'avoir retiré le corps de Riesch, trop loin pour défendre efficacement le débouché de Rosenheim de concert avec le prince de Condé.

Moreau se décide à passer le Haut-Inn.

Moreau de son côté étant arrivé sur l'Inn, n'hésita pas à préférer un passage par la droite. Il ne put se dissimuler aucun des inconvénients attachés à ce parti; un simple aperçu de la carte lui montrait qu'il aurait à franchir trois rivières pour une; que la nature du pays et la place de Salzbourg lui opposeraient mille difficultés. La crainte de fatiguer ses troupes dans une mauvaise saison pour se prolonger à gauche par une longue marche de flanc; celle plus forte encore des suites qu'entraînerait un revers dans le rentrant du Bas-Inn; enfin la probabilité que les Autrichiens l'attendaient de pied-ferme autour de Mühldorf et de Braunau, tandis qu'ils

paraissaient avoir entièrement négligé le Haut-Inn, le décida à passer au-dessus de Rosenheim. Peut-être aussi y fut-il entraîné par le désir de couper le corps ennemi du Tyrol, et de s'ouvrir par là une communication avec l'armée d'Italie. En pesant mûrement ces diverses chances, il serait donc ridicule de reprocher au général français d'avoir abandonné le point stratégique le plus avantageux, pour donner la préférence au point tactique qui offrait le plus de facilités pour le passage local.

Retraite désordonnée des Autrichiens.

La retraite des Autrichiens du champ de bataille de Hohenlinden, s'était opérée dans la nuit du 3 au 4 décembre, avec une grande confusion. La division Riesch, qui de St.-Christophe, n'aurait eu qu'à gagner Wasserbourg, s'était ralliée au reste vers Ampfing, et avait passé l'Inn à Mühldorf, pour remonter ensuite à la hauteur de Rosenheim, où elle arriva exténuée par cet inutile détour. A peine y était-elle établie que les Français effectuèrent le passage.

L'armée de Moreau s'était mise en marche dès le 4 au matin, pour suivre l'ennemi, le centre s'avança entre Wasserbourg et Kraybourg; l'aile gauche entre Mühldorf et Neumarck. La division Collaud, arrivée à Erding, poussa jusqu'à Taufkirchen et Schwindeck, afin de se lier à celle de Legrand. Cette poursuite en ordre parallèle, avait l'avantage d'inquiéter l'ennemi sur toute

sa ligne, et particulièrement sur la chaussée de Mühldorf; toutefois le général en chef était déjà déterminé à opérer par sa droite.

La droite des Français s'avance sur Rosenheim.

Cette aile s'était portée pour la seconde fois le 5 à Rosenheim; sa marche exigeait de grandes précautions du côté du Tyrol, d'où le corps de Hiller cherchait à déboucher; la première brigade de Gudin, poussée en flanqueurs dans la direction du Tegern-Sée, y fut assaillie par une colonne supérieure, et eut quelque peine à se maintenir. Conformément aux instructions qu'il avait reçues, le général Lecourbe se hâta d'adresser à Moreau la reconnaissance du cours de l'Inn dans l'étendue qu'il occupait; il signalait le point de Neu-Peurn comme le plus favorable à la construction d'un pont, et promettait de terminer tous les préparatifs nécessaires pour le 9 au matin.

Le centre se rabat sur la même direction.

D'après ces avis les trois divisions du centre ayant réussi à fixer l'attention de l'ennemi du côté de Mühldorf et de Wasserbourg, durent rétrograder sur Haag et Ebersberg, puis se rabattre à droite de manière à arriver le 7 au soir à Aibling. Moreau, pour mieux donner le change aux Autrichiens, ordonna de rassembler tous les bateaux de l'Iser à Munich, et de les conduire par des chevaux de réquisition à Erding; certain que le bruit ne manquerait pas de s'en répandre, et ferait croire que son projet était de passer par sa gauche.

Passage de l'Inn à Neu-Peurn.

Le 9 décembre, à six heures du matin, la division Montrichard se serra en masse vers Kirchdorf; une batterie de 28 pièces fut établie pour protéger les travaux : les pontonniers dirigés par les colonels Nègre et Galbois, se jetèrent dans les premières barques avec quelques compagnies de tirailleurs. Les travaux commencèrent aussitôt, et on les poussa avec tant d'activité, qu'en moins de trois heures le pont fut achevé. Dans l'intervalle on avait continué à débarquer successivement quelques bataillons pour assurer la protection des travailleurs et doubler les probabilités du succès.

Les faibles pelotons ennemis qui surveillaient ce point, hors d'état de résister au feu violent de l'artillerie et à des forces supérieures, se retirèrent sur Stephanskirch.

En même temps que ceci se passait, Lecourbe avait fait placer une batterie en face de Rosenheim, non-seulement pour faire diversion à l'attaque, mais encore pour empêcher l'ennemi d'incendier les piles de ce pont, afin que les trois divisions du centre pussent franchir l'Inn sans faire le long détour de Neu-Peurn. Ces précautions devinrent inutiles; les restes du pont ayant été réduits en cendre, les divisions Grouchy et Decaen furent obligées de suivre celle de Montrichard; Richepanse seul resta devant Rosenheim pour masquer ce passage et rétablir le pont.

Cependant les Impériaux, avertis par le bruit du canon et par le rapport de leurs postes, avaient eu le temps de renforcer le cordon de l'Inn, et de rassembler 4 à 5 mille hommes. Mais Riesch au lieu d'y courir avec toute sa division, se contenta de détacher six bataillons sous Giulay, qui occupa les hauteurs de Stephanskirch, et poussa une avant-garde jusqu'à Rohrdorf. La brigade Schinner attaqua sa droite le long de l'Inn, tandis que celle de Roussel assaillit la gauche par les hauteurs de Gecking. Si les Français avaient eu le temps de traîner du canon avec eux, le combat n'aurait pas été douteux; il se prolongea faute de pouvoir opposer de l'artillerie à celle de l'ennemi : après une fusillade assez longue, l'arrivée d'un bataillon avec deux pièces légères décida les Autrichiens et les émigrés à la retraite; on les suivit derrière la Sinzbach d'où ils furent également culbutés. Leur perte, qui s'éleva à 300 hommes, eût été plus considérable, si la brigade Puthod qui devait les tourner par Endorf, pour leur couper la route de Séebruck, avait pu arriver à sa destination.

Le général Riesch se retira derrière l'Aich. Les Français bivouaquèrent entre Rosenheim et Endorf: ils jetèrent dans la nuit un second pont de bateaux près de Rosenheim, pour faire passer Richepanse, et rouvrir la communication par la grande route. On travailla aussitôt avec activité à rétablir l'ancien pont de bois.

Ainsi une des lignes militaires les plus formidables de l'Europe, avait été franchie en quelques heures sans perdre un homme, et Moreau, encouragé par des succès si faciles, conçut l'espoir de renverser les deux seules barrières que l'Autriche eût à lui opposer. L'état dans lequel se trouvait l'armée impériale lui en facilitait les moyens; Baillet s'était retiré par Waging sur Lauffen, derrière la Salza; Riesch quitta Séebruck et Traunstein pour l'y joindre, de même que le corps de réserve venu de Hohenwart par Dittmaning. Kienmayer se mit en marche sur Burghausen.

Les Autrichiens se retirent derrière la Sálza.

Moreau, jugeant l'effet que le passage de l'Inn avait dû produire dans l'armée ennemie, résolut de la poursuivre sans lui laisser le temps de respirer. Lecourbe reçut l'ordre de s'avancer le 10 par Séebruck au-dessus du lac de Chiem-Sée, et de gagner ensuite Traunstein, ce qu'il exécuta non sans éprouver de grands obstacles, ayant à franchir l'Achen et la Traun (1). Au centre, les divisions Richepanse et Decaen, remontèrent vers la chaussée de Wasserbourg, pour ouvrir

L'armée française les y poursuit.

(1) Il y a deux Traun, celle-ci est la moins considérable, et va se jeter dans l'Atz à Altenmarkt. L'autre, qui prend sa source vers Aussée entre Salzbourg et la Carinthie, est une rivière assez considérable qui traverse la grande route de Vienne à Ebersberg, et se jette dans le Danube. C'est une bonne ligne militaire, mais plus longue que celle de l'Ens.

aux colonnes de Grenier le passage de cette ville; enfin Ney dût passer à Mühldorf dès que le mouvement de l'armée aurait dégagé ce point.

Les Autrichiens concentrent leurs forces devant Salzbourg.

Le 12, les Autrichiens laissant un détachement à Lauffen, avaient réuni environ 30 mille fantassins et 10 mille chevaux en avant de Salzbourg, sur le plateau situé au confluent de la Saal et de la Salza. Cette position dont la gauche appuyait à des rochers inabordables, et la droite à une triple rivière, avait son front couvert par la Saal, dont le cours rapide et souvent profond, formait un obstacle majeur. D'un autre côté, il faut convenir que la position présentait aussi de graves inconvéniens. Si elle venait à être forcée par la gauche, l'armée adossée à Salzbourg et à la Salza, coupée peut-être de la place, eût été acculée aux deux seuls ponts de bateaux jetés pour lui servir de communications. Mais un danger plus grand encore la menaçait dans le cas où l'ennemi parvenant à l'amuser par des démonstrations, exécuterait un passage sérieux vers Lauffen, et réussirait à la prévenir ainsi à Straswalchen ou Neumark.

Lecourbe les y suit.

Le 13, Lecourbe se présenta devant le gros de l'armée impériale; la division Gudin prit à droite la direction d'Alstetten à Feldkirch sur la Saal, qu'elle devait redescendre jusqu'à son confluent dans la Salza. Montrichard gagna à gauche la route de Salzbourg à Lauffen. La cavalerie fut placée au centre dans la plaine, et la division

Grouchy dont on avait renforcé la droite, se forma en réserve.

Gudin enleva Salzburghoffen avec sa valeur ordinaire, et fit 5 à 600 prisonniers. Montrichard se trouva un moment débordé, mais la bonne contenance de la 109ᵉ, et une charge de ses deux régimens de hussards, fit bientôt pencher la victoire de son côté, et l'ennemi fut culbuté dans la Salza. Le centre continua sa marche par Waging sur la chaussée de Munich à Salzbourg.

Moreau passe la Salza à Lauffen.

Moreau s'attendait à éprouver de grandes difficultés au passage de la Salza; la fortune le servit mieux qu'il n'osait l'espérer. Son projet était de la franchir entre Lauffen et Salzbourg, pour forcer les Autrichiens à l'évacuation de cette ville. A cet effet la division Decaen dût s'approcher de Lauffen et pousser des reconnaissances le long de cette rivière qui, moins large que l'Inn, ne laisse pas cependant d'être considérable et impétueuse. La division Richepanse bivouaqua entre Waging et Schonwang en colonnes par bataillon; les deux divisions Legrand et Collaud s'avancèrent sur Trosburg, prêtes à se diriger sur le point où les reconnaissances détermineraient le passage. Ney avec la troisième observa Burghausen et Braunau.

Le général Decaen s'étant avancé vers Lauffen, avait trouvé trois arches du pont coupées, et

plusieurs bataillons autrichiens disposés à en défendre les restes. Quelques chasseurs de la 14e légère, apercevant loin de là une nacelle amarrée à la rive opposée, se jettent à la nage, malgré le froid et la violence du courant, et vont l'enlever. Decaen ordonne aussitôt au général Durutte de jeter 400 hommes sur la droite de la Salza, et de les diriger sur la culée du pont, tandis qu'il détournera l'attention de l'ennemi par une vive canonnade et des simulacres d'attaque. L'opération réussit à merveille : les Autrichiens tout occupés des démonstrations de Decaen, assaillis à l'improviste sur la rive droite, se replient en abandonnant plusieurs barques, au moyen desquelles on passe encore 800 hommes avant la nuit ; un pont volant est aussitôt construit pour passer quelques pièces au point du jour. En même temps on se hâte de rétablir le pont brûlé.

Moreau, instruit à Waging du premier succès de Decaen, dirigea sans perdre une minute la division Richepanse sur Lauffen, s'y rendit en personne, et donna à Grenier l'ordre d'y marcher avec les divisions Legrand et Bastoul ; la réserve de d'Hauppoult se porta à Teissendorf.

Lecourbe tombe sur le gros des Autrichiens devant Salzbourg.

Dans ces entrefaites, Lecourbe s'était rapproché de son côté des positions ennemies devant Salzbourg, et sa droite avait passé le 13 la Saal à gué, nonobstant une vive canonnade. Il reçut l'ordre de tenir en échec le gros des Autrichiens,

et de renvoyer la division Grouchy sur Lauffen, à l'exception de la brigade Boyer, qui resterait au confluent de la Saal et de la Salza. A cet effet, Lecourbe toujours pressé de combattre, s'avança le 14 au matin contre l'ennemi. Gudin dut s'emparer à droite du village de Gols, tandis que le gros de sa division s'appuya au bois qui coupe la plaine de Wals. Du côté opposé, Montrichard longerait les bois jusqu'à l'embouchure de la Saal, et se réunirait à la brigade Boyer, qui venait de trouver un gué sur cette rivière. Ils s'empareraient ensuite de concert, du pont de la Saal, coupé par les Autrichiens. Toute la cavalerie et l'artillerie eurent ordre de se réunir dans la plaine de Wals.

Un brouillard épais couvrait l'horizon. La cavalerie de Lecourbe poursuivant avec vivacité quelques tirailleurs ennemis, tomba sous le feu de son arrière-garde, et la chargea sans hésiter; mais le brouillard venant à se dissiper entièrement, laissa apercevoir deux lignes considérables de cavalerie, soutenues de 30 pièces qui jouèrent aussitôt sur les Français. La première ligne des Autrichiens, forte de 2 mille chevaux, s'ébranle et ramène les 7e et 9e de hussards: alors les 11e de dragons et 23e de cavalerie accourent pour soutenir ces régimens, et parviennent à arrêter les progrès de l'ennemi: leur infériorité ne permettant pas d'en attendre davantage, on dut se contenter de ce résultat, et le combat se ter-

Il est ramené

mina par un échange de coups de canon. Cette échauffourée qui coûta quelques centaines de braves, aurait pu avoir des suites, si l'infanterie autrichienne eût été en mesure de soutenir ses escadrons.

La droite de Gudin avait occupé Gols, et la gauche de Montrichard s'avança d'abord heureusement vers le point qui lui était assigné. Mais la 109e arrivant enfin à la jonction des routes de Reichenhall et de Lauffen à Salzbourg, donna ici sur le corps de bataille autrichien qui la repoussa vertement. Le général Schinner, accouru avec un bataillon de la 84e, fut grièvement blessé; et les Français, après avoir sacrifié 7 à 800 hommes dans ces tentatives infructueuses, voyant que l'ennemi occupait en trop grandes forces toutes les avenues de Salzbourg, durent attendre le succès du centre du côté de Lauffen.

Le centre passe à Lauffen.

La division Decaen qui avait achevé d'y passer dès le 14 décembre au matin, se dirigea aussitôt sur le chemin de Pergham, faisant feu de toute son artillerie pour effrayer l'ennemi; les batteries placées à la gauche de la Salza, la secondaient dans le même but, et la division Richepanse commençait à défiler sur ses traces.

Le prince Jean de Lichtenstein s'efforce en vain de l'arrêter.

Les Impériaux, instruits confusément de ce qui se passait, et trompés par les attaques réitérées que Lecourbe exécutait au même instant contre leur front, crurent qu'il suffirait de déta-

cher le prince de Lichtenstein avec le corps de réserve pour se débarrasser des Français, dont ils appréciaient mal la force. Ce brave et habile officier ne tarda pas à être détrompé, et à juger tout le danger qui menaçait les siens. Il exécuta néanmoins quelques charges entre Pergham et Lauffen, prit ensuite de bonnes positions pour arrêter les Français, et donna ainsi le temps à l'armée impériale, de repasser la Salza et de s'acheminer sur la route de Neumark; ce qu'elle exécuta encore avec plus de bonheur qu'on n'aurait pu l'espérer. En effet, cette route remontant presque droit au Nord, dans une direction à peu près parallèle à celle de Lauffen, d'où venait le centre de Moreau, on pouvait craindre à chaque pas de voir déboucher une colonne de son infanterie par Séekirchen et le Wallersée sur Neumarck. Cependant il n'en fut rien, Moreau n'ayant point prémédité ce passage à Lauffen, ses divisions ne se trouvèrent pas en mesure de prévenir l'ennemi à Neumark, que l'Archiduc atteignit dans la nuit ou pour mieux dire le 15 décembre au matin.

On a reproché aux conseillers de ce prince, et ce n'est pas sans de justes motifs, d'avoir inutilement entassé tous leurs moyens en avant d'une ville de guerre, où ils étaient hors d'état de se mouvoir. Il eût été bien plus sage d'appuyer la gauche à Salzbourg, et la droite à Lauf-

fen, où l'on aurait eu 12 à 15 mille hommes pour s'opposer au passage de Moreau, qui dès-lors eût été très-difficile.

Retraite des Autrichiens.

Le 15 décembre, la retraite des Autrichiens continua sur Frankenmarkt; la division Riesch resta à Steindorf, près de Straswalchen, pour soutenir l'arrière-garde : celle-ci demeura à Neumark, serrée de près par les troupes du centre, qui avaient franchi le pays coupé séparant Lauffen de la route de Salzbourg à Lambach. L'armée impériale se retira par la grande route de Lambach, et le corps de Condé seul fut jeté sur celle de Styrie.

Dispositions de Moreau pour les suivre.

Enhardi par la promptitude inespérée du passage de la Salza, Moreau résolut de ne pas donner à son adversaire, le temps de reprendre haleine. Sans s'inquiéter du corps du Tyrol qui pouvait descendre en Bavière et gêner un moment ses communications, il pensa que ce corps menacé d'un côté par la marche de Macdonald, et inquiet lui-même des progrès rapides de l'armée du Rhin, chercherait plutôt à se remettre en ligne avec l'archiduc Jean, qu'à prendre l'offensive; d'ailleurs Molitor lui en imposait toujours avec sa division.

A l'extrême gauche, Ste.-Suzanne fut chargé de contenir Klénau, et de rappeler son attention sur le Danube, pour dégager l'armée gallo-batave, contre laquelle il s'était dirigé. A cet

effet la division Souham dut s'emparer de Ratisbonne, et celle de Colland occuper Passau. En attendant l'arrivée de la dernière, Grenier fit bloquer Braunau par la brigade Joba, et porta le reste de l'aile gauche sur la route de Ried.

Le centre, en tête duquel marchait l'audacieux Richepanse, se mit à la poursuite du corps de bataille autrichien, sur la route de Vocklabruck à Lambach; cette division fut soutenue par celles de Decaen et Grouchy.

Lecourbe, aussitôt que l'ennemi eut évacué Salzbourg, prit le chemin de Mond-Sée, afin de suivre le long des lacs et des montagnes sur Gmünden. Les cartes imparfaites qu'on avait de ce pays, et le défaut de bons renseignemens, motiva sans doute cette marche pénible dont on ne pénètre pas trop la nécessité.

Combat de Steindorf ou Straswalchen.

Le 16 décembre, la division Richepanse, après avoir fait 12 lieues la veille pour atteindre Herdorf, attaqua au point du jour l'arrière-garde autrichienne, en avant de Neumark. La brigade Drouet culbuta la droite avec tant d'impétuosité que tout prit en désordre la route de Frankenmarckt. Les brigades Sahuc et Lorcet n'eurent pas même le temps d'atteindre l'ennemi. La division Baillet, placée à Steindorf au soutien de cette arrière-garde, éprouva bientôt le même sort; abordée par la brigade Sahuc, et menacée sur ses flancs par les deux autres, elle

se retira en toute hâte sur Milham, en abandonnant un millier d'hommes épars qui n'eurent pas le temps de se rallier à elle.

Le lendemain, Richepanse se jeta de nouveau sur l'arrière-garde ennemie, et la mena battant, depuis Untermilham jusqu'au-delà de Frankenmarckt : recueillie ici par la division Kienmayer, elle combattit jusque bien avant dans la nuit, puis se replia de concert avec elle à Vocklabrück.

Combat de Vocklabrück.

Le 18, l'armée impériale continua sa retraite, le corps de réserve et la division Kienmayer, furent d'abord destinés à prendre position près de Schwanstadt, tandis que la division Baillet se placerait à la droite de la Traun, et que Riesch, laissant sa cavalerie dans la plaine de Regau sur la droite de l'Atter (ou Ager), porterait son infanterie dans les bois à gauche de cette petite rivière.

√ L'infatigable Richepanse ne laissa pas le temps d'achever ces dispositions. A peine les escadrons autrichiens qui fermaient la marche, étaient-ils en route, qu'il les assaillit avec son impétuosité ordinaire, les mena battant jusqu'à Vocklabrück, après avoir enlevé le général Loppert et 300 hussards. L'infanterie qui s'était postée près de Vocklabrück, ne fut pas plus heureuse : elle avait jeté deux ou trois bataillons dans le bois, à gauche de la route, dans l'espoir d'arrêter la

poursuite par cette attaque de flanc. Richepanse loin de se laisser intimider d'une telle menace, juge que ces bataillons seront autant de prisonniers, s'il continue à être victorieux sur la chaussée : il se décide en un clin-d'œil, culbute tout ce qui se présente devant lui, et pousse droit vers Schwanstadt, en laissant aux troupes qui le suivaient, le soin de ramasser les prisonniers. L'infanterie de l'arrière-garde autrichienne, victime d'une manœuvre imprudente, tomba ainsi presqu'en entier dans les mains des Français. Manœuvre hardie de Richepanse.

Cet événement eut des conséquences graves. Les troupes restées à la gauche de l'Atter, pour soutenir l'arrière-garde, ne la voyant pas paraître, et apercevant au contraire les colonnes de Richepanse, qui s'approchaient avec la confiance que donne la victoire, furent saisies d'une terreur panique. Après quelques volées de canon, elles prirent en désordre la route de Schwanstadt, et se jetèrent sur la queue des colonnes du corps de bataille, qui défilaient encore pour se rendre aux positions indiquées. L'effroi dont elles étaient saisies se répandant de proche en proche dans toute l'armée, celle-ci se crut serrée de trop près pour avoir le temps de prendre position, et décampa jusqu'à Lambach, en laissant toutefois une forte arrière-garde à la hauteur de Schwanstadt, afin de gagner le temps de passer la Traun sans y être culbutée. Déroute des Autrichiens.

Combat de Schwanstadt

Richepanse, après avoir détruit l'arrière-garde ennemie, avait en effet continué son mouvement avec une nouvelle vigueur. A son arrivée vers Schwanstadt, il découvrit près de 3 mille chevaux dans la grande plaine située à droite de cette ville : son parti fut bientôt pris; renouvelant ici la manœuvre qui lui avait si bien réussi le matin, il forme deux bataillons et le 1er de chasseurs sur la route, pour enlever Schwanstadt, tandis que la 48e s'avance dans la plaine avec trois régimens de troupes à cheval contre le centre des ennemis. Arrivé à 300 pas de la première ligne des Autrichiens, ceux-ci font mine de le charger; mais la 48e s'avance fièrement à leur rencontre, flanquée par la brigade de cavalerie Marigni (1). Les escadrons impériaux qui ont commis la faute de s'engager le long du ravin de l'Ager, font demi-tour à droite pour enfiler la route de Lambach, mais ceux des Français ne leur en laissent pas le temps, et fondent sur eux avec tant d'à-propos qu'ils les rompent entièrement. En même temps les deux bataillons qui suivent la chaussée, pénètrent dans Schwanstadt, traversent vivement la foule qui se presse au défilé de l'Ager, et augmentent la confusion et les pertes : plus de 1,200 prison-

(1) 5e de hussards et 20e de chasseurs.

niers, dont la moitié de belle cavalerie, et un grand nombre d'équipages furent les trophées de cette glorieuse journée, dans laquelle le corps de Kienmayer essuya la plus grande perte.

La division Decaen qui avait reçu l'ordre de concourir à l'attaque de Vocklabrück, avait poussé sur Ober-Regau, et lancé des reconnaissances dans la direction de Gmünden, où elle se mit en communication avec les coureurs de Lecourbe. L'aile gauche sous Grenier, retardée par la difficulté du passage de Burghausen, par une contremarche, et la nécessité de faire observer Braunau, ne s'était avancée ce jour-là que jusqu'à Ried.

Combat et déroute de Lambach.

La journée du 19 offrit une nouvelle scène semblable à celle de la veille, Richepanse dont rien ne ralentissait l'ardeur, s'était mis, selon sa coutume, aux trousses de l'ennemi. Le corps de Meczeri, qui se retirait par la route de Ried, avait fait sa jonction près de Lambach, et devait former ce jour-là l'arrière-garde. La brigade Drouet le rencontrant à l'embranchement des deux routes de Braunau et de Salzbourg, engagea aussitôt le combat.

Les troupes de Meczeri firent d'abord assez bonne contenance, mais les brigades Sahuc et Sarrut étant venues seconder la gauche de Drouet, ces forces réunies fondirent sur l'ennemi, percèrent sa ligne et pénétrèrent jusqu'au pont de la Traun, que les grenadiers de la 27e et les

chasseurs de la 14ᵉ légère eurent la présence d'esprit de barricader en renversant plusieurs voitures d'équipages. La moitié de la colonne autrichienne qui n'avait point encore passé, fut prise ou tuée, quelques détachemens parvinrent seuls à se sauver sur Wels. Le général Meczeri et le colonel prince de Lichtenstein furent du nombre des prisonniers, dont la quantité s'éleva à un millier d'hommes, la plupart élite de cavalerie. L'ardeur des républicains était si grande, que la 27ᵉ ne donna pas aux Autrichiens le temps d'incendier le pont de Lambach, garni de matières combustibles; elle les poursuivit au-delà de la Traun, et chargea les manteaux-rouges qu'elle culbuta jusque sur les hauteurs de Wimsbach.

Marche de Lecourbe par Gmünden.

Dans ces entrefaites, Lecourbe suivant avec beaucoup de difficultés la route de Gmünden par le pied des montagnes, avait été forcé de faire rétrograder son artillerie pour prendre la grande route de Vocklabrück. Il commençait néanmoins à se rapprocher du centre vers Kircheim et Forchdorf : Decaen descendit alors vers Guntzkirch, pour se lier à la gauche; Grouchy vint le remplacer comme soutien de Richepanse.

L'archiduc Charles arrive à l'armée autrichienne.

Le même jour l'armée impériale, dont le gros était en marche dans les bois de Wirth-im-Holz sur la route de Krems-Münster, apprit l'arrivée

de l'archiduc Charles, après laquelle elle avait tant soupiré. L'espoir sembla renaître un instant dans tous les cœurs. « Ce prince, disait-on, » amène sans doute avec lui les bataillons de » milices levés par ses soins en Bohême et en » Moravie. Il est suivi de 20 mille hommes » d'insurrection hongroise, des volontaires de » Vienne et de l'Autriche intérieure; ainsi l'ar- » mée pourvue de vêtemens et de chaussure, va » après quelques jours de repos, reprendre une » vigoureuse offensive. » Ce songe fut de courte durée, le conseil aulique n'avait rien préparé. Dans son anxiété, il avait eu recours à l'archiduc Charles comme à une ancre de salut, mais à part quelques faibles détachemens, ce prince n'a-mena aucun secours capable de remettre et de renforcer son armée. Au lieu de ces vieilles bandes qu'il avait si souvent menées à la victoire, il retrouva des troupes couvertes de haillons et de vermine, exténuées de fatigue et de faim, maudissant les chefs qui les avaient conduites à leur perte, et levant à peine un regard douloureux sur le prince qui leur eût épargné tant de revers, si l'intrigue ne l'avait pas privé du commandement.

La continuation de la retraite achève de la démoraliser

L'ordre de continuer la retraite le 20 sur la route de Steyer, acheva d'abattre les esprits et de rompre les derniers liens de discipline qui existaient encore. A cette nouvelle, l'insubordi-

nation gagna jusqu'aux officiers : « l'archiduc » Charles, disent-ils, n'est qu'une victime de » plus qu'on envoie à sa perte : si, loin de sauver » l'armée et de la ramener à la victoire, ce » prince continue une retraite ruineuse, et ne » donne aucune espérance d'un retour de for- » tune ; de qui pourrait-on désormais attendre » des succès ? » Comme chacun trouvait ces rai- sonnemens sans réplique, la plus morne cons- ternation succéda bientôt à une faible lueur d'espoir.

Moreau passe la Traun à Ebersberg et Lambach.

Moreau, que les brillans succès d'une seule de ses divisions devaient encourager de plus en plus, s'attendait néanmoins à un dernier effort des Autrichiens pour couvrir leur capitale. C'é- tait un motif d'attaquer l'Archiduc avant qu'il pût se reconnaître, et le passage de la Traun fut ordonné sans délai. La gauche, après avoir oc- cupé Linz, dut faire rétablir le pont d'Ebersberg, et y effectuer son passage. Decaen se porta sur Wels. La division Richepanse prit le chemin de Krems-Münster, soutenue par celle de Grouchy. L'aile droite, sous Lecourbe, se porta sur le même point par Forchdorf et Bettenbach.

Nouvelle déroute de Krems-Münster.

L'arrière-garde autrichienne, que l'Archiduc avait fait renforcer par sa réserve, ne put tenir long-temps à Wirth-im-Holz : attaquée à la fois de front et sur sa gauche, par des forces si con- sidérables, elle fut culbutée sur l'armée, au mo-

ment où celle-ci franchissait encore le défilé de Krems-Münster, vers lequel les éclaireurs de Lecourbe et de Richepanse se précipitèrent presqu'en même temps. On se figure aisément le désordre qu'occasiona cette double attaque; tout fuit pour gagner la route de Steyer, abandonnant quantité de canons, de bagages et de prisonniers.

L'Archiduc propose un armistice.

L'archiduc Charles navré d'un tel désordre, cherchait en vain autour de lui ses soldats de Wurtzbourg, de Stockach, de Zurich, et demeura convaincu que la paix seule était capable de sauver la monarchie. Il envoya donc M. de Meerfeld à Moreau, demander un armistice. Le général français était trop sage, pour perdre par une halte intempestive, le fruit de tant de fatigues et de marches forcées. Il consentit à ne pas commettre d'actes hostiles pendant 48 heures, pourvu qu'on lui laissât continuer sa marche sans obstacle. L'Archiduc adhéra à ses propositions, et tandis qu'un courrier volait à Vienne, l'armée impériale se repliait en toute hâte sur St.-Poelten. Moreau après avoir passé l'Enz, s'avança entre Waidhofen et Ips, recueillant dans cette marche rapide 3 ou 4 mille traînards, 22 canons, 115 caissons et 3 ou 4 mille chariots d'équipages et de vivres, qui lui eussent échappé s'il se fût arrêté.

Opérations

A l'instant où l'armée du Rhin obtenait ces

de Simbschen et de Klénau contre l'armée gallo-batave.

brillans succès, un événement survenu sur la rive gauche du Danube, fit un moment diversion en faveur des Impériaux.

Klénau, séparé de l'armée principale depuis la bataille de Hohenlinden, ne voyait après le passage de l'Inn aucune entreprise qui pût le rattacher aux opérations de cette armée. Hors d'état de communiquer avec elle, à moins de faire le grand tour de la Bohême pour descendre sur Linz, il n'avait qu'un moyen d'utiliser son corps, c'était de le réunir à celui de Simbschen, et d'opérer une diversion importante, en repoussant la petite armée d'Augereau sur Wurtzbourg. L'archiduc Charles, qui commandait en Bohême, lui en donna, dit-on, l'ordre (1).

On se rappelle que les divisions Barbou et Duhesme étaient restées en position derrière la Regnitz, couvrant le siége de la citadelle de Wurtzbourg formé par Dumonceau, et occupant Nuremberg par leur droite, et Forcheim par la gauche.

Augereau, instruit des progrès de Moreau, du passage de l'Inn, et des démonstrations des flanqueurs de gauche sur Ratisbonne, ordonna à la division Barbou de pousser des reconnaissances pour se mettre en relation avec eux, et fit appuyer sa droite vers Furth.

(1) Ainsi l'affirme du moins le général Mathieu Dumas.

Cette petite armée d'observation, suffisante pour tenir tête aux corps de Simbschen et du baron d'Albini, même aux renforts qu'aurait pu leur donner l'électeur de Bavière, n'était plus de force à se mesurer contre eux lorsqu'ils seraient joints par les 10 mille hommes qu'on supposait à Klénau.

Augereau, instruit le 15 décembre de la marche de ce corps pour se joindre à celui de Simbschen, ne douta plus qu'ils n'eussent l'intention de former de concert quelque entreprise contre lui. Il prit donc la résolution assez singulière de se rendre à Wurtzbourg, de convertir le siége en blocus, et d'en tirer tout ce qu'il pourrait, pour renforcer sa ligne; puis il ordonna à Duhesme et Barbou de pousser des reconnaissances sur les routes de Neumarck, d'Altorf, d'Amberg et de Pegnitz. Le moment de quitter son armée semblait peu opportun, et on pense que le général en chef aurait pu tout aussi bien prescrire à Dumonceau les mesures qu'il avait à prendre à Wurtzbourg. Sa bravoure bien connue le met à l'abri de tout soupçon de faiblesse; mais cette absence n'en paraît pas moins aussi déplacée que les reconnaissances poussées au loin dans des directions si divergentes.

A peine en effet revenait-il le 18, à son corps d'armée, qu'une canonnade violente se fit entendre. Pour en juger la cause, il faut se retracer

les environs de Nuremberg. La ville est entourée au Nord, au Sud et à l'Est par une forêt immense, coupée en deux par le beau vallon de la Pegnitz que suit la route d'Amberg et de Lauf. Dans la partie du Sud-Est, on trouve les trois routes d'Altorf, de Neumarck et de Beilengries, que la division Barbou était chargée de surveiller. Dans la partie du Nord se trouvent les routes d'Amberg, de Rothenfeld et de Graffenberg sur Bareith : elles étaient confiées à la division Duhesme. Vouloir garder ce rayon de 20 lieues, par une série de détachemens placés en éventail, était une sottise : il fallait rassembler ses forces et tomber sur l'un des corps autrichiens, ou bien se replier concentriquement sous Nuremberg, et y attendre le premier qui se présenterait.

Klénau attaque Barbou autour de Nuremberg.

D'après les ordres d'Augereau, pour éclairer toutes ces directions, l'avant-garde de Barbou, conduite par Wathier, s'était divisée sur les routes de Feucht et de Fischbach. Klénau, parti d'Altorf avec 4 mille fantassins et 2 mille chevaux, avait pris la première avec le gros de ses forces, et poussé une colonne moins nombreuse sur la seconde. Fischbach est situé au milieu de la forêt méridionale qui porte le nom de St.-Laurent; ce village offre une position passable pour un poste avancé. Wathier s'y défendit d'abord avec succès; mais le bataillon qu'il avait porté sur Feucht, étant ramené par des forces

quintuples jusqu'à l'embranchement des deux chemins près de Duzendteich, à une lieue de Nuremberg, il se trouva lui-même coupé.

Le général Barbou le fit d'abord soutenir par Fuzier, puis s'avança avec la brigade Pacthod dans l'intention de lui faire jour. Klénau, attaqué ainsi de front et à revers, dut replier un peu sa droite, afin de ne pas être à son tour pris entre deux feux; Wathiez en profita pour percer de son côté et joindre le reste de la division. Klénau se replia alors vers Fischbach.

Simbschen déborde Duhesme par Graffenberg

Duhesme appelé à garder une position non moins étendue que son collègue, pour couvrir la partie Nord-Est de la forêt, entre la Pegnitz et Forcheim, eut à essuyer un triple assaut de la part du corps de Simbschen sur les routes de Lauff, de Rotenfels et de Graffenberg. Son avant-garde, refoulée sur Neuhoff et Eschenau, n'y fut pas inquiétée; mais la brigade Treilhard, poussée à Neukirch, essuya plusieurs attaques, et s'y maintint, grâces à l'arrivée du général Duhesme et de sa réserve. La gauche ne fut pas si heureuse, une forte colonne la rejeta de Graffenberg sur Emereuth, dans la direction de Forcheim, et nécessita ainsi la retraite du reste de l'armée, qui se trouvait trop étendue, pour conserver un pareil rayon devant un ennemi supérieur en forces.

Augereau se

Barbou commença ce mouvement rétrograde,

retire derrière la Regnitz.

en se repliant entre Nuremberg et Furth : Duhesme dut se concentrer à Neukirchen (1) : le quartier-général et la réserve restèrent à Herzogen-Aurach. Cette position était encore trop décousue pour y attendre l'ennemi de pied-ferme, et si les Autrichiens avaient su en profiter, ils eussent accablé l'une ou l'autre des divisions; mais ils manœuvraient plus loin encore sur les deux flancs, ce qui n'était pas un moyen d'obtenir un succès marquant.

Simbschen déloge Duhesme de Neukirchen.

Cependant ils se ravisèrent, et Klénau fit renforcer Simbschen de quelques troupes, afin d'assaillir de nouveau Duhesme dans la journée du 21 décembre. On dirigea le principal effort contre son centre, où Neukirchen fut pris et repris plusieurs fois. Deux autres colonnes menacèrent les flancs, l'une à droite sur le chemin d'Erlang, l'autre à gauche vers Ebersbach. Duhesme délogé se replia en bon ordre à Bayersdorf, et de là à Forcheim. Barbou se retira de son côté sur Vach, où il passa la Rednitz. Wathier, laissé trop long-temps à Nuremberg, fut obligé de s'ouvrir un chemin l'épée à la main pour rejoindre la division.

Les Autrichiens suivirent les républicains près

(1) Tout porte à croire que le Neukirch, dont il est ici question, est Neukirchen-am-Brand, entre Forcheim et Eschenau, et non celui qui est sur la route de Lauff.

de cette nouvelle ligne, en cherchant à menacer leur droite; mais ils le firent partiellement et sans résultat, jusqu'au 24 décembre.

L'attaque de Souham sur Ratisbonne décide Klénau à la retraite.

Le général Moreau ayant prescrit à Ste.-Suzanne de chercher à reprendre Ratisbonne, la division Souham s'était aisément emparée de cette importante clef du Danube, où Klénau n'avait laissé que des partis, et dont elle prit possession le 26.

Dès que le général autrichien reçut cette nouvelle, il résolut de se replier sur la Naab, et de regagner ensuite la frontière de Bohême. Augereau se porta alors en avant, et cherchait à combiner une attaque, de concert avec Souham, lorsque la nouvelle de l'armistice vint mettre un terme à ces opérations secondaires, qui ne pouvaient avoir aucune influence notable sur le sort de l'armée autrichienne.

Le comte de Grune signe l'armistice de Steyer.

En effet, la réponse du cabinet de Vienne aux pressantes sollicitations de l'archiduc Charles, ne s'était pas fait attendre : le comte de Grune se présenta le 23 décembre au quartier-général de Moreau à Steyer, et conclut avec lui un armistice par lequel l'Empereur promettait de traiter séparément de la paix.

Ainsi, l'armée républicaine, après avoir fait 90 lieues en 15 jours, franchi trois rivières considérables, pris 20 mille hommes à l'ennemi, mis autant hors de combat, et enlevé 150 pièces

de canon, 400 caissons et 6 mille voitures, se trouva à 20 lieues des portes de Vienne, couverte de lauriers, et contraignant enfin la maison d'Autriche à déposer les armes. Un tel résultat dispense de tout éloge; ce que nous pourrions en dire, ne pourrait que l'affaiblir.

Les annales de la guerre n'offrent qu'un seul exemple d'une poursuite plus extraordinaire peut-être, mais non plus habilement conduite (1). Elle prouve que l'ordre dans les retraites dépend moins de celui qui se retire, que de la vigueur de celui qui poursuit. Elle fit à Richepanse une réputation qui ne s'est pas assez répandue, parce que la mort moissonna ce guerrier trois ans après, à la Guadeloupe, beaucoup trop tôt pour la France et pour sa gloire.

Pressés d'arriver aux opérations simultanées de la petite armée des Grisons sous Macdonald, et de celle de Brune sur le Mincio, nous quittons Moreau au terme de ses triomphes.

Le vol rapide de son armée qui, en dix jours, s'était élancée du cœur de la Bavière jusqu'aux portes de la capitale de l'empire autrichien, ne nous a pas même laissé le loisir de présenter à nos lecteurs quelques observations sur ces évé-

(1) Celle des Prussiens dans la nuit qui suivit la bataille de Waterloo.

nemens glorieux. Mais chacun aura saisi comme nous, l'heureux à propos avec lequel Moreau manœuvra sur l'Inn par sa droite, et la sagesse avec laquelle il changea de système en opérant au contraire par sa gauche sur la Salza. Dans l'une et l'autre circonstance, il prit l'armée autrichienne pour ainsi dire au défaut de la cuirasse : s'il avait eu soin de combiner de prime-abord le passage de la Salza à Lauffen, et la marche de deux divisions d'infanterie par les montagnes sur Neumarck, il eût alors atteint la perfection, et n'aurait rien pu imaginer de plus convenable, lors même qu'il eût assisté aux conseils de l'ennemi, et connu ses moindres dispositions.

Si la campagne de ce général en 1796 ne justifia pas entièrement aux yeux des gens de l'art la réputation exagérée qu'on avait voulu lui faire, il faut avouer qu'il opéra en 1800, avec un aplomb et un ensemble, dignes des plus grands éloges.

Le général Dessoles eut sans doute quelque part à ce perfectionnement, du moins est-ce l'opinion de bien des témoins oculaires : quoi qu'il en soit, Moreau se plaça dans ces quinze jours de campagne d'hiver au rang des meilleurs généraux de ce siècle.

CHAPITRE CVII.

État de l'Italie durant l'armistice. — Armemens des Toscans et des Napolitains. — Expédition du général Dupont sur Florence, Livourne et Arezzo. — Plan de Bonaparte, tendant à porter la guerre en Autriche par les Alpes-Noriques; il ordonne à Macdonald de marcher en Valteline. — Passage mémorable du Splugen, et combats du Tonal. — Le général Brune passe le Mincio à Pozzolo et Monzembano. — Le comte de Bellegarde, forcé sur l'Adige par les Français, se replie derrière Vicence et Bassano. — Les corps de Wukassowich et de Laudon, pressés entre Macdonald et la gauche de Brune, se retirent heureusement par les gorges de la Brenta. — Armistice de Trévise. — Convention de Lunéville. — Fin des hostilités.

État intérieur de l'Italie.

L'ARMÉE d'Italie goûtait depuis quatre mois, dans les riches cantonnemens de la Lombardie, les douceurs du repos que lui assurait la convention d'Alexandrie, indéfiniment prolongée par celle de Castiglione. Le général Masséna auquel les Lombards reprochaient cet amour de l'ar-

gent qui ternit la gloire de Marlborough, avait été remplacé par Brune. Les principes démocratiques bien connus de cet officier, déterminèrent, dit-on, le choix du premier Consul, qui, cherchant à relever le parti républicain en Lombardie, et voulant commander lui-même plus tard sur le théâtre de ses premiers succès, avait plus besoin d'un lieutenant populaire et agréable à la multitude, que d'un général habile.

La république cisalpine reprenait autant de consistance qu'on pouvait l'espérer d'un pays écrasé sous les charges de la guerre. Par une sage prévoyance, Bonaparte s'était borné à lui donner une administration provisoire, se réservant de lui octroyer, après la paix, les institutions qui devaient la régir définitivement.

Le Piémont, gouverné de même provisoirement, donnait quelques signes d'agitation par suite de la réunion peut-être prématurée du Novarais à la Cisalpine. Cette mesure qui mécontentait le parti républicain, autant que celui de Charles-Emmanuel, était pour tous deux un triste présage de l'avenir du Piémont, bien que dans le fait, elle ne fut point incompatible avec son indépendance. Déjà Bonaparte avait conçu l'idée d'ouvrir par le Simplon une communication directe entre la France et l'Italie, et l'exécution de ce plan, dont il devait résulter tant d'avantages pour les deux pays, eût dépendu du

bon plaisir du roi de Sardaigne, s'il venait à rentrer à la paix dans la possession de ses états. La cession du Novarrais et celle du Valais que l'on convoitait de même, eussent levé toutes les entraves, en rendant le territoire cisalpin contigu à la France; et au besoin il n'eût pas été difficile d'indemniser le Piémont. Mais le peuple, pour qui le motif de ces démembremens était un mystère, en murmura, et le général Jourdan eut besoin de toute son influence pour calmer l'agitation des esprits.

Préparatifs des Alliés pour assembler une armée en Toscane.

Cependant la non-ratification des préliminaires de Paris, avait laissé chez les Français comme chez les Autrichiens des dispositions hostiles, dont chacun se prévalait pour faire des empiétemens, ou pour interpréter à son gré les dispositions de l'armistice. Les Impériaux avaient profité de la conservation d'Ancône et de Ferrare, pour s'étendre jusqu'aux portes de Bologne.

Le grand-duc de Toscane, que sa soumission en 1796, n'avait pas mis à l'abri d'une spoliation en 1799, ne crut pas devoir s'exposer, après la bataille de Marengo, au rançonnement des vainqueurs. Il confia la régence de ses états au marquis de Sommariva, qui commandait la division autrichienne d'Ancône. Ce général excité par le conseil aulique, redoubla de zèle et d'activité, pour organiser, de concert avec le général Spannocchi, environ 12 mille hommes de milices

toscanes, en même temps qu'il fomentait l'insurrection d'Arezzo. On se promettait de tirer d'autant meilleur parti de ces levées à la reprise des hostilités, qu'elles devaient être soutenues par le corps napolitain rassemblé sur le Tronto, et par celui qui se trouvait aux environs de Rome, sous les ordres du comte de Damas. L'escadre qui portait le corps d'Abercrombie si longtemps oisif à Minorque, venait de faire voile pour Cadix, où après avoir échoué dans ses tentatives, elle revint devant Livourne, menacer de mettre ses troupes à terre.

Tous ces apprêts tendant à réunir 40 mille hommes sur l'Apennin, en quelque sorte derrière l'armée française, exigeaient des combinaisons différentes de celles auxquelles on s'était arrêté dans les campagnes de 1796 et de 1799. Ils obligèrent les républicains à conserver des forces imposantes vers Reggio, Parme et Bologne; car ils indiquaient visiblement l'intention du conseil aulique de reporter, à la faveur de Mantoue, de Venise, de Ferrare et d'Ancône, le théâtre de la guerre sur la rive droite du Pô, et de soulever de nouveau la majeure partie de l'Italie contre les vainqueurs.

Mesures prises par les Français pour les déjouer.

Le premier Consul à qui ce danger n'avait point échappé, ne manqua pas de stipuler dans les préliminaires signés par St.-Julien, le désarmement des troupes toscanes. Ce traité n'ayant pas été sanctionné, et les Impériaux donnant

tous les jours l'exemple des infractions aux articles convenus à Alexandrie ou à Castiglione, Brune fut autorisé à disperser ces milices, et à occuper le grand-duché, en profitant de l'armistice pour y diriger sa droite aux ordres du général Dupont.

Expédition de Dupont contre ce pays.

Cette expédition, conduite avec vigueur et sagesse, ne pouvait pas être d'un succès douteux. Le général Pino y avait préludé, en chassant les insurgés Arétins et Romagnais de Faenza, de Lugo et de Ravenne. Brune ayant vainement requis Sommariva, de dissoudre les troupes levées par ses soins, le général Dupont, bien qu'il fût autorisé à employer la force, voulut néanmoins essayer des voies conciliatrices; mais loin d'obtenir plus de satisfaction, il ne tarda pas à apprendre que les insurgés, excités par le ministre d'Angleterre, se préparaient de toutes parts au combat. Il fallait s'exposer à perdre l'Italie ou ne pas hésiter. Trois colonnes françaises pénétrèrent dans les premiers jours d'octobre en Toscane; le général Spannochi tenta inutilement d'arrêter la principale près de Barberino, il fut mis dans une déroute complète le 10 octobre; Dupont entra cinq jours après à Florence, et dès le lendemain une de ses brigades occupa heureusement Livourne.

Occupation de Florence et Livourne.

La troisième colonne, sous les ordres de Monnier, éprouva plus de difficultés devant Arezzo. Les habitans de cette ville, que la correction de

Macdonald en 1799, n'avait point effrayés, opposèrent une résistance qu'on eût à peine attendue de troupes aguerries : se croyant invincibles dans leur mauvaise citadelle, ils y bravèrent toutes les menaces et les sommations des généraux républicains. Monnier, après avoir chassé les insurgés et deux bataillons toscans des bords de la Chiana, se présenta enfin devant Arezzo. Une canonnade très-vive fut dirigée sur la ville, en même temps qu'une poignée de braves entourait la porte de fascines, et cherchait vainement à y mettre le feu. L'inutilité de ce premier essai enflant le courage de ces furieux, Monnier fut contraint d'avoir recours à l'assaut. Le 19 octobre, quelques bataillons munis d'échelles, escaladent les remparts, et soutenus par des réserves, ils pénètrent dans la ville. Les habitans poursuivis de rue en rue s'y défendent avec tant d'opiniâtreté, que les Français exaspérés font main-basse sur tous ceux qu'ils rencontrent, sans distinction d'âge ni de sexe. Cependant, revenus de ce premier mouvement, les républicains cèdent à la voix de leurs chefs, et font quartier à ceux qui ont échappé au carnage. La citadelle capitula aussitôt après, et fut rasée. Quelques détachemens autrichiens compromis dans cette échauffourée, furent renvoyés au marquis de Sommariva, qui jugea prudent de se replier sur Ancône; sans en venir à des représail-

Attaque d'Arezzo.

les qui eussent rompu l'armistice. La soumission de la Toscane entière, la clôture de Livourne aux flottes britanniques et aux troupes d'Abercrombie, la confiscation d'une cinquantaine de bâtimens richement chargés, des captures importantes en grains et munitions, des contributions de toute espèce; enfin l'anéantissement d'un ennemi qui, peu redoutable en ligne, pouvait devenir dangereux au moment où la guerre éclaterait, furent les fruits d'une résolution suffisamment autorisée par le droit de la guerre. La rupture de l'armistice, dénoncée six semaines après, fit d'autant mieux apprécier l'importance de cette courte expédition.

L'armée des Grisons se prépare à descendre en Italie.

Le moment approchait où la partie du plan d'opérations arrêté par Bonaparte pour l'armée d'Italie, allait recevoir son exécution, et l'honneur de donner le signal de la victoire était réservé au corps des Grisons. Le général Macdonald en recevant par Mathieu Dumas l'ordre de franchir le Splugen, et les instructions dont nous avons parlé au chapitre précédent, ne se dissimula pas que le rôle secondaire qui lui était réservé, offrait d'immenses difficultés, des périls sans éclat, et peu de chances de succès; il se mit néanmoins aussitôt en devoir de remplir la tâche qui lui était imposée. Ses troupes se réunirent entre Coire et Rheineck, où il avait établi une tête de pont, pour communiquer avec Feld-

kirch. Un détachement de Lecourbe vint le relever dans ce poste important, et tandis qu'il poussait plusieurs reconnaissances dans les vallées de Montafun et de Lanquart, pour donner le change à l'ennemi, et lui faire croire qu'il voulait pénétrer vers Landeck et Nauders, ses quatre divisions se rabattirent par Zollbrück sur Coire.

La division Morlot la couvre en poussant Auffemberg dans l'Engadine.

Le secret était une condition indispensable pour la réussite; et on ne pouvait l'obtenir qu'en éloignant les postes autrichiens, qui par leurs relations avec les Salis, eussent aisément appris ce qui se passait dans le chef-lieu des Grisons. D'ailleurs on ne pouvait s'enfourner dans les défilés du Splugen sans contenir les troupes du corps de Hiller, dont une division sous les ordres d'Auffemberg couvrait l'Engadine. Le général Morlot remonta à cet effet le Bretigau vers Zum-Kloster et Laret, en même temps que la brigade Vaux se dirigeait sur Davos et Lenz, éclairant le Mont-Scaletta et l'Albula.

Le général Bachmann, qui commandait le corps d'émigrés suisses, réclama contre cette violation du territoire neutralisé par l'armistice; mais à la veille de recommencer les hostilités, les Français ne pouvaient laisser à l'ennemi un point si favorable, d'où l'on eût signalé le moindre de leurs mouvemens. D'ailleurs, il est généralement admis qu'aussitôt après la dénonciation

de l'armistice, les avant-postes des deux partis peuvent entrer sur le territoire indivis, et y rester en présence, au point où ils se rencontrent, jusqu'à l'heure fixée pour les hostilités : ainsi les plaintes du général Bachmann n'eussent été fondées que dans le cas où les Français auraient réellement attaqué ses troupes.

L'armée s'achemine vers le Splugen.

Quoi qu'il en soit, la petite armée de Macdonald, couverte par les positions de Morlot, se dirigea dans les derniers jours de novembre vers le Splugen. Ce passage que Baraguey-d'Hilliers n'avait franchi qu'avec de grandes difficultés, un mois auparavant, se trouvait alors encombré par les neiges.

Tout ce qu'on avait pu réunir de vivres, consistait en cinq rations de biscuit, et l'on osait à peine se flatter de rassembler quelques bestiaux dans ces misérables contrées, ravagées depuis deux ans. Les bords rians, mais peu fertiles du lac de Como, offraient peu de ressources au débouché des montagnes, et à moins d'y faire transporter des subsistances de la Lombardie, l'armée après le passage des Alpes risquait encore de mourir de faim : ainsi le moindre accident, un jour de retard dans la combinaison des marches ou la présence de l'ennemi, pouvaient réduire des milliers de braves à périr de misère au milieu de ces déserts couverts de neige.

Frédéric avait raison de placer l'intendant de

l'armée de pair avec ses plus habiles généraux. L'art de faire vivre les armées est encore peu connu, parce que peu d'administrateurs s'en sont occupés avec succès, et que le vulgaire ne voit que les résultats sans s'inquiéter des moyens. Loin de faire des progrès dans les guerres de la révolution, il a plutôt rétrogradé; car si l'un des partis attacha trop de prix aux magasins, l'autre encourut trop souvent le reproche d'imprévoyance. La combinaison parfaite des opérations avec la marche des magasins, n'est pas un problème qui puisse se résoudre d'une manière absolue : les saisons, la nature des contrées, leur population, leurs productions, l'esprit des habitans, enfin la force de l'armée, sont autant de données qui exigent des calculs différens.

Macdonald avait toutes ces chances contre lui, et ne pouvait se sauver que par des prodiges d'activité. Il avait formé quatre minces divisions, autant pour en imposer à l'ennemi sur sa force véritable, que pour employer les généraux qu'on lui avait assignés; il les achemina par échelons vers ce redoutable passage. Dispositions pour le passage.

La cavalerie sous Laboissière, accompagnée des sapeurs, devait ouvrir la marche, suivie de l'avant-garde, commandée par Vandamme, de la division Pully, et de la réserve, conduite par Rey. La première division sous Baraguey-d'Hilliers, reçut l'ordre de conserver ses posi-

tions dans la Valteline, en poussant un détachement au-delà de Bormio, pour inquiéter l'ennemi ou éclairer sa marche s'il voulait déboucher de Glurns ou de l'Engadine.

La division Morlot dut rester cantonnée dans les environs de Coire, pour garder les postes déjà indiqués, afin de couvrir le mouvement du reste de l'armée par la Via-Mala, dans la vallée du Rhin postérieur.

Les tentatives de trois compagnies de sapeurs, pour élargir la route au-delà de Tusis, n'ayant pas eu de succès, il fallut démonter entièrement l'artillerie, et la répartir sur des traîneaux du pays, attelés par des bœufs. Les gargousses furent placées sur des mulets, et les munitions d'infanterie distribuées aux soldats, qui, déjà surchargés du poids de leurs vivres, de leur équipement et de leurs armes, portèrent en outre huit ou dix livres de cartouches; c'est avec ce fardeau qu'ils gravirent des sentiers de glace et des montagnes, que les voyageurs montent avec peine dans la belle saison.

Si nous n'avons pas voulu lutter avec le général Mathieu Dumas, dans la narration intéressante du passage du St.-Bernard, nous nous garderons à plus forte raison de le faire pour celui du Splugen, où acteur principal, il se trouve appelé, comme Xénophon, à décrire ses propres exploits; il suffit donc d'en offrir les traits principaux.

De Coire à Tusis, on suit pendant sept lieues, un chemin assez bon qui longe le Rhin postérieur. A Tusis, le pays se découvre par la jonction de la vallée d'Albula; mais on continue à suivre celle du Rhin, qui se rétrécissant au fur et à mesure qu'on approche des sources, forme la Via-Mala, ou voie étroite; chemin non moins horrible que la vallée du Gondo au Simplon. « On traverse fréquemment sur des arches » de pierre, le fleuve si fameux, qui n'est ici » qu'un torrent impétueux, roulant avec fracas » à travers les débris de roches écroulées. Ces » ponts, quelquefois élevés à 300 pieds au-dessus » du torrent, les blindages construits pour » se préserver des fréquentes avalanches qui encombreraient » le sentier, les passages taillés » dans le roc, les cascades tombant à travers » le torrent d'où les glaces pendent en longs » festons; enfin l'obscurité de cette combe » étroite, augmentée par les sapins qui couronnent » les cimes, font de la Via-Mala l'un des » sites les plus pittoresques, l'une des plus » belles horreurs du chaos des grandes Alpes. » Description des difficultés qu'il présente.

Après avoir ainsi alternativement monté et descendu, pendant sept lieues, des pentes plus ou moins abruptes, on arrive au village de Splugen. On passe finalement à la gauche du Rhin dont on longe néanmoins encore le lit jusqu'au col qui termine la vallée. Ici les difficultés redou-

blent; on grimpe à ce col en une heure et demie par des rampes dont la roideur n'est guère au-dessous de 45 degrés. Arrivé entre les deux glaciers, au point de séparation des eaux, on redescend vers l'hospice situé sur le plateau principal, mais déjà au versant méridional. Ce plateau de 600 toises, près duquel on se croirait au terme de l'entreprise, en est peut-être le point le plus dangereux. Les vents les moins forts en plaine, causent ici, par leur croisement dans les gorges, des tourmentes terribles; dans la belle saison elles sont plus effrayantes que dangereuses; mais lorsque des flots de neige, soulevés par les vents, s'amoncèlent sur un point avec la rapidité de l'éclair, on est engouffré en un clin-d'œil, ou jeté par le tourbillon dans des précipices que l'on n'aperçoit plus. Mais laissons parler Mathieu Dumas lui-même, dont les descriptions sont à la fois si élégantes et si lucides.

« En été, lorsque le sentier est bien frayé,
» on peut aller en trois heures du village de
» Splugen à l'hospice; mais quand les neiges
» nouvelles ont effacé toutes les traces dans ces
» hautes régions où il n'y a plus de végétation
» d'arbres ni d'arbustes; quand les avalanches
» et la violence des vents ont enseveli ou em-
» porté les balises qui jalonnaient le sentier, et
» changé même la configuration du terrain, on
» ne peut avancer que pas à pas : il faut s'assu-

» rer, la sonde à la main, comme en mer au
» milieu des écueils, si l'on est sur le sentier où
» sur l'abîme : les guides les plus exercés hési-
» tent aux endroits où la direction doit changer,
» car ils ne trouvent quelque faible point de re-
» marque qu'à l'horizon borné par les cimes des
» glaciers, encore faut-il que le temps soit se-
» rein.

» On voit quels travaux exige, pendant l'hi-
» ver, l'ouverture de ce passage. Il faut, sur une
» étendue de cinq lieues, depuis le village de
» Splugen jusqu'à celui d'Isola, au pied des der-
» nières rampes du Cardinel, ou déblayer les
» neiges pour retrouver le sol, ou les surmon-
» ter en les foulant; et ces travaux et le courage
» le plus constant à braver tant d'obstacles, ne
» peuvent garantir le succès de l'entreprise. Les
» variations de l'atmosphère, les vapeurs qui
» s'élèvent du fond des gouffres, la terrible tour-
» mente toujours soudaine, dérobent tout à
» coup les objets, et détruisent en un instant
» les résultats des plus grands efforts. »

La descente offre des horreurs d'une autre espèce; le sentier s'élargit, mais longe durant une heure, un précipice de 5 à 600 pieds à pic. Les zigzags tracés pour adoucir les pentes les plus roides, et les longues traînées de glaces qui se forment par les dégels momentanés en plein midi, rendent ce passage périlleux. On quitte

enfin ce précipice pour passer vingt fois, sur de frêles ponts de bois, le lit profond du torrent de Lira, qui s'élargit en arrivant à la petite plaine d'Isola. De ce village jusqu'à Campo-Dolcino, la pente est moins rapide et se perd insensiblement vers San-Giacomo. Ici la végétation et les vignobles forment un contraste remarquable avec la partie du nord, on se croit transporté du Tartare aux Champs-Elysécns.

L'armée française se met en marche.

Aucune force ennemie ne disputant le passage, l'armée se mit en marche par divisions, pour éviter l'encombrement. Le général Laboissière avec la première et une partie des traîneaux de l'artillerie, arrivée le 26 novembre à Splugen, commença son passage le 27. Les guides du pays jalonnaient le sentier, suivis des travailleurs qui le déblayaient avec des peines inouïes; après huit heures d'un travail dont il serait difficile de se faire une idée, ils avaient à peine gravi la moitié de la montée, lorsque tout à coup un vent d'est impétueux, vint soulever des nuées de neige et de glace pulvérisée, contre lesquelles les guides et les travailleurs luttèrent vainement: une énorme avalanche, partie des cimes du glacier, roulant avec fracas, emporte au même instant 30 dragons de la tête de colonne : ils sont, ainsi que leurs chevaux, précipités dans le torrent, ou fracassés contre les rochers. La colonne, arrêtée dans sa marche, prit le parti

Mauvais succès de la première tentative.

de rétrograder jusqu'au village. Le général Laboissière qui se trouvait en tête, séparé de sa troupe, avec un petit nombre d'hommes, n'eut d'autre moyen de salut que d'atteindre le sommet de la montagne, à l'aide de quelques paysans vigoureux qui le portèrent à l'hospice.

Cette malheureuse tentative, loin de ralentir l'ardeur des Français, ne fit qu'exciter leur courage : dès qu'il fut question de braver un danger, chacun voulut en avoir l'honneur; la même compagnie de dragons qui avait été si maltraitée, demanda à ouvrir de nouveau la marche; mais l'ouragan s'étant prolongé durant trois jours, les avalanches se succédèrent avec tant de violence, que le sentier en était presqu'entièrement comblé. Les guides déclaraient qu'on ne pourrait rouvrir le passage avant quinze jours, et même pour l'infanterie seulement.

Le calcul de ces bons paysans ne pouvait être celui de Macdonald, pour qui les chances de mort n'étaient pas un motif de retarder l'entreprise. Il savait à quel homme il avait affaire, et sentait que le succès de la campagne en Italie, dépendrait probablement de son arrivée. D'ailleurs, à part la raison militaire, l'encombrement des troupes dans la haute vallée, pouvait les faire périr de faim et de misère; et il n'y avait pas une minute à perdre. Il persista donc à se remettre en marche, et une belle gelée

Macdonald persiste.

qui suivit la tempête, permit heureusement de reprendre les travaux, que le général Mathieu Dumas dirigea le 1er décembre, de la manière suivante :

Seconde tentative.

Quatre bœufs des plus forts, conduits par les meilleurs guides, foulaient les neiges, où on les voyait presque disparaître ; ils étaient suivis par 40 travailleurs du pays, qui déblayaient le sentier. Une compagnie de sapeurs les soutenait pour perfectionner la tranchée : deux compagnies d'infanterie marchant par files, achevaient d'aplanir et battre la neige. Cette première colonne arriva après des travaux pénibles à Campo-Dolcino, sans autre perte que celle de quelques hommes et plusieurs chevaux.

Deux autres colonnes, composées d'une brigade avec des détachemens de cavalerie et d'artillerie, passèrent les jours suivans par un beau temps ; mais le froid excessif coûta la vie à plusieurs braves.

Macdonald ne fut pas si heureux le 5 décembre, avec la quatrième colonne que conduisait Vandamme ; la neige tombait en si grande quantité, que les tranchées en furent de nouveau comblées, les passages les plus dangereux obstrués et les jalons emportés.

Le général en chef, qui n'était pas d'un caractère à reculer, employant tour à tour la persuasion ou la force, se remit en route avec les

travailleurs et les guides du pays, secondés des sapeurs et des grenadiers. Après six heures des plus rudes fatigues, ils parvinrent jusqu'au sommet; mais le plateau entre les deux glaciers était encombré à une si grande hauteur, que tous les travailleurs s'enfuirent, en criant qu'il n'y avait pas moyen de passer. La tourmente vint accroître l'effroi, il était à craindre même en rétrogradant, de ne pas rencontrer de moindres difficultés, car la neige, tombant en abondance, ou amoncelée par les vents, encombrait la route à mesure que la colonne y avait passé, de même que les flots de la mer, sillonnés par un vaisseau de haut-bord, se referment sur ses traces. Macdonald vola à la tête de la colonne, et ralliant les grenadiers, les travailleurs et les guides, il leur montra l'exemple du courage et du dévouement, en sondant lui-même ces immenses murailles de neiges, où plusieurs restèrent ensevelis. La tourmente devint affreuse dès qu'on redescendit vers l'hospice; la 104e demi-brigade, entièrement dispersée, ne put être ralliée que quelques jours après, et les troupes de Vandamme, coupées de celles du général Rey, trouvaient avec la même peine le chemin que celles-ci venaient de parcourir. Plus de 100 hommes et autant de mulets furent ensevelis dans les neiges.

Enfin le 6 décembre, la presque totalité des L'armée est

enfin réunie à Chiavena.

troupes fut réunie à Chiavenna, après une marche que l'histoire placera sans doute au rang des faits les plus glorieux, et dont le succès fut principalement dû à l'activité et à la persévérance du général en chef.

Le général Hiller marche contre elle; mais est retenu par la nouvelle de la bataille de Hohenlinden.

Des dangers d'une autre nature l'attendaient dans la Valteline, car le général Hiller n'eut pas plutôt reçu avis de cette expédition, qu'il se prépara à remonter l'Inn, et à tomber par le Brégel sur les colonnes de son adversaire. Mais la nouvelle de la bataille de Hohenlinden, répandue au même instant, fit juger au général autrichien qu'il ne pourrait sans danger rester dans l'Engadine, lorsque les Français, maîtres de Rosenheim, menaceraient Kufstein et les avenues d'Inspruck. Il renonça donc à son projet pour se borner à la défense de Nauders et de Glurns, tandis que par sa droite, il ferait face à l'armée de Moreau. Cependant le général Bachmann, qui commandait une partie de la division d'Auffemberg à Zernetz, profitant de la connaissance des lieux, fit enlever le 8 décembre, un bataillon de hussards à pied de la division Morlot, qui gardait avec négligence les postes de Zutz et de Scamp, sur la gauche de l'Inn, au pied du Mont-Scaleta.

Macdonald s'étend dans la haute vallée de

Sur ces entrefaites, Macdonald ne trouvant aucune subsistance à Riva, et forcé d'attendre de Milan, celles qui lui étaient nécessaires pour

se maintenir en Valteline, poussa l'avant-garde de Vandamme par le col d'Apriga, sur Edolo et les sources de l'Oglio. Les divisions Pully et Rey, après avoir cantonné quelques jours aux environs du lac de Como, s'échelonnèrent de Tirano à Sondrio. Baraguey-d'Hilliers se resserra à gauche sur Bormio, poussant une de ses brigades par le val Livino, jusqu'aux retranchemens de Zernetz, où il se liait avec les troupes de Morlot, qui avaient repris le poste de Zutz. l'Adda, et dans celle de l'Oglio.

Ce passage du col d'Apriga, bien qu'il ne traverse qu'une montagne du second ordre, et soit moins dangereux que celui du Splugen, était peut-être plus pénible par l'aspérité des masses rocailleuses sur lesquelles il est pratiqué; on y perdit quantité de mulets et de chevaux de bât.

Ce fut dans ces positions que Macdonald reçut l'ordre inattendu de subordonner ses opérations à celles de Brune, dont il formerait désormais l'aile gauche. C'était méconnaître le prix du service qu'il venait de rendre, et il ne montra pas moins de dévouement que de patriotisme en conservant le rôle secondaire qu'il aurait eu quelque droit de refuser, ayant commandé en chef avant son compétiteur. Il est mis aux ordres de Brune.

Guidé néanmoins par le désir naturel de donner plus d'importance à son commandement, il dépêcha son chef d'état-major à Brune, pour lui proposer de le renforcer des deux divisions de Projet qu'il lui propose.

l'aile gauche de l'armée d'Italie. A l'aide de ces forces qui eussent porté son corps à 24 mille hommes, il avait le dessein de marcher sur Trente, et de tourner, par les gorges de la Brenta, la droite de toutes les positions autrichiennes sur l'Adige.

Ses défauts. Ce projet était spécieux et sans être exempt de danger. En effet, le comte de Bellegarde, dont les manœuvres annonçaient l'intention de porter le théâtre de la guerre sur le Bas-Pô, pour se lier avec les divisions d'Ancône et de Toscane, n'eût pas manqué de tomber sur Brune, aussitôt qu'il aurait appris le départ de sa gauche. Si l'armée d'Italie, affaiblie par ce détachement, avait essuyé un échec notable dans les plaines de l'Oglio, on ne sait trop quel eût été le sort du corps de Macdonald, dans les vallées inhospitalières du Tyrol. Sans doute une telle résolution exigeait de la part du général autrichien autant d'activité que de vigueur, qualités dont il n'avait point encore fait preuve; mais comme l'on n'avait aucun motif de l'en croire dénué, Brune préféra avec raison de réunir toutes ses forces pour passer le Mincio.

Ces observations, auxquelles nos lecteurs ne reconnaîtront peut-être pas les principes de stratégie souvent émis dans cet ouvrage, y sont pourtant plus conformes qu'on ne le pense. Si la population du Tyrol n'eût pas été prête à se lever en masse pour les Autrichiens aussitôt

qu'on pénètrerait dans ce pays; si l'armée impériale n'avait pas été appuyée par Peschiera, Mantoue, Legnago, Ferrare et Ancône; enfin si ce mouvement eût été conçu au quartier-général de l'armée d'Italie, et en harmonie avec ses combinaisons sur le Mincio, nul doute qu'on eût pu se promettre des avantages en opérant un effort sur l'extrémité de la ligne opposée à la mer Adriatique. Mais il s'agissait d'établir deux masses isolées, sous des chefs qui avaient les mêmes droits au commandement, et qui pouvaient finir par ne pas s'entendre : la plus forte de ces masses devait rester inactive, tandis que celle destinée à porter les coups, allait s'enfoncer dans des gorges arides, où le matériel d'un petit corps d'armée n'eût jamais pu passer. Dans de telles conjonctures on nous permettra de croire que la résolution de Brune était préférable au projet de son collègue. Toutefois, bien qu'il fût décidé à le rejeter, il détacha de sa gauche la brigade Lecchi, avec ordre de remonter l'Oglio, pour lier les deux armées, et renforcer celle des Grisons.

Macdonald, piqué de ce refus, ne s'en montra que plus pressé de déboucher dans la vallée de l'Adige, afin de prouver par des faits l'excellence de sa proposition. Il ordonna donc au général Vandamme de faire attaquer le Mont-Tonal, et celui-ci confia à la brigade du général

Macdonald fait attaquer le Tonal.

Vaux cette tâche difficile. Le col était garni d'un double retranchement palissadé, avec réduit, et on ne pouvait y arriver qu'en défilant, homme par homme, sur un immense glacier. La brigade, partie de Ponte-di-Legno, le 22 décembre, après avoir gravi ces labyrinthes de glaces, emporta une première coupure, et se présenta jusqu'aux palissades du premier retranchement; effort audacieux qui ne réussit pas, et qu'il ne renouvela que pour être ramené avec plus de perte.

Il descend sur Breno.

Après cet échec, l'armée continua à descendre de la vallée de l'Adda dans celle de l'Oglio, et Macdonald transféra son quartier-général à Breno, le 31 décembre. Stimulé plus que jamais par la nouvelle des succès que Brune venait de remporter sur le Mincio, il attendait avec impatience le résultat d'un nouvel essai tenté le même jour contre le poste du Tonal. Il ne fut pas plus heureux que le premier; Vandamme fit attaquer en plein jour ces ouvrages que les Autrichiens avaient perfectionnés: mais le courage des assaillans ne pouvait rien dans cette saison contre des difficultés insurmontables, et l'opiniâtreté de Vandamme, quoique motivée en quelque sorte par la prise de deux redoutes extérieures, se brisa au pied des retranchemens.

Sa gauche enlève l'Engadine, et se dirige sur Glurns.

La gauche de Macdonald fut plus heureuse vers les sources de l'Adige: Baraguey-d'Hilliers et Morlot, puissamment secondés par les succès de Moreau, qui attiraient toute l'attention des

Autrichiens sur le Bas-Inn, enlevèrent Zernetz au colonel Salis, et poussèrent Auffemberg sur Martinsbruck, en même temps qu'une colonne menaçait sa retraite, en se portant par la vallée de Munster sur Glurns. Mais laissons l'armée des Grisons, courir par détachemens, depuis Nauders jusqu'au lac d'Iséo; ses exploits sans être moins glorieux n'ont plus la même importance, et il convient de reprendre le fil des opérations de l'armée d'Italie, qui venait de frapper sur le Mincio, un coup plus décisif.

La reprise des hostilités ayant été fixée au 5 décembre, les armées commencèrent dès le milieu de novembre à se rassembler. Celle des Français s'établit entre l'Oglio et la Chiese. Lapoype commandait l'intérieur de la Cisalpine, qui ne présentait aucune apparence de trouble. État des affaires en Italie.

Soult, retenu par sa blessure, gardait le Piémont, où son expérience et sa fermeté étaient nécessaires pour neutraliser les efforts des agens des Impériaux et du roi de Sardaigne, qui ne désespéraient pas d'exciter une insurrection générale sur les derrières, à la première nouvelle d'un revers. Tous les dépôts de l'armée, quatre bataillons piémontais, trois régimens de cavalerie, étaient ses seules forces disponibles. Un faible détachement fut chargé, de concert avec les troupes de la république ligurienne, de couvrir le golfe de la Spezzia, contre toute ten-

dentes, et semblable à celle de l'armée du Rhin. Deux ailes, un centre et une forte réserve, composés chacun de deux divisions, et commandés par des lieutenans-généraux; des divisions de grosse cavalerie et de dragons réunis; enfin un parc de réserve de 60 pièces, non compris 100 bouches à feu distribuées aux divisions, remplacèrent le système moins centralisé qui existait depuis la révolution (1).

Delmas commandait l'avant-garde, Dupont l'aile droite, Suchet le centre, Moncey la gauche, et Michaud la réserve; le tableau ci-joint donnera une idée de cette composition.

Force et positions des Autrichiens

On évaluait l'armée impériale à 80 mille combattans; toutefois comme les corps du Tyrol, opposés à l'armée de Macdonald, sont compris dans cette évaluation, et que probablement celui de Sommariva y figure de même, on peut à

(1) Il ne manquait à cette organisation, pour être parfaite, que trois divisions par aile, au lieu de deux; ce nombre de trois est le plus convenable pour toute organisation militaire, car il donne moyen de mettre deux de ces unités en ligne, et la troisième en réserve. Si le corps entier se trouve en bataille, on rencontre aussi dans ce nombre de trois, l'avantage d'avoir un centre et des ailes tout organisés, tandis que dans le nombre deux, le centre se trouve être un intervalle, un point dégarni. Une division qui a deux brigades, en engage une, et tient l'autre en réserve; si elle en a trois, elle peut en engager deux, ce qui fait une énorme différence. L'armée russe qui, après avoir beaucoup emprunté à ses voisins, peut aujourd'hui servir de modèle dans presque tous les genres, est organisée d'après ces principes.

OIS DE DÉCEMBRE 1800,

F BRUNE.

ORCE DE			BOUCHES à FEU.	OBSERVATIONS
e.	Cavalerie.	Artillerie.		
	» 430 850	160	12	
	»	»	»	
	»	»	»	
	12,580	7,850	354	A ce nombre il faut ajouter 27 mille hommes aux hôpitaux.
95,200				

peine la compter égale en nombre sur le Mincio. Mais elle y tenait une ligne hérissée de redoutes et de retranchemens sous la protection de 100 pièces de canon, et de trois places fortes; sa gauche appuyant à Mantoue et au Pô, sa droite au lac de Garda, couvert d'une flottille de 27 bâtimens, dont trois étaient armés de 12 pièces, les autres de 2 jusqu'à 6, le tout monté par 600 marins. Pour protéger leurs croisières, les Autrichiens firent fortifier l'île de Sermione, ce qui donnait en outre l'avantage d'intercepter la grande communication de Dezenzano à Peschiera, et de faire des descentes sur la droite du lac. Les places de Mantoue et de Peschiera, la tête de pont de Borghetto et le poste de Goïto, assuraient aux Impériaux des débouchés inappréciables pour l'offensive sur les deux rives du Mincio.

Le général Wukassowich, ayant sous lui les divisions Laudon et Dédovich, tenait depuis Riva jusqu'au Tonal, couvrant par sa droite les sources de l'Adige vers Glurns, où il se liait au corps du Tyrol septentrional, qui relevait de l'armée d'Allemagne. Sa tâche primitive était d'empêcher les Français de pénétrer sur Trente par le nord du lac, ou par la Valteline; il pouvait même tourner la gauche de Moncey, en descendant par l'Oglio sur Iséo ou Bergame.

Le corps de bataille campait ou cantonnait

entre le Mincio et l'Adige. L'avant-garde sous le comte de Hohenzollern, forte de 15 mille hommes, était retranchée sur la droite du Mincio, et poussait ses avant-postes depuis Dezenzano jusqu'à Borgo-Forte.

Brune fait occuper Lonato et Salo.

La convention de Castiglione, interdisait aux Autrichiens d'établir aucun retranchement ou poste fixe sur la droite du Mincio, et à l'armée française d'en tenir en arrière de la Chiese et du Bas-Oglio. Mais comme les premiers avaient violé le traité en retranchant l'île de Sermione, et en fortifiant Borghetto et la Volta, Brune fit occuper en représailles les hauteurs de Lonato par Delmas, et ordonna à Moncey de s'emparer de l'anse de Salo : le premier de ces postes procurait une excellente position défensive, le second privait les Autrichiens d'un port assuré, et donnait la facilité de construire une flottille capable de lutter avec la leur.

Les deux partis hésitent à prendre l'offensive.

Les deux armées étaient donc également en mesure de reprendre l'offensive sur le Mincio, aussitôt que la trêve serait expirée. Mais elles n'y avaient pas un égal intérêt; Brune cherchait à ne rien brusquer avant que le corps de Macdonald fût en état de le seconder, ce qui ne devait guère avoir lieu avant le 20 décembre. Bellegarde, de son côté, attendait que l'arrivée des Napolitains en Toscane, déterminât son adversaire à porter de forts détachemens sur sa

droite, afin de l'attaquer alors sur la Chiese avec plus de succès. D'ailleurs les pluies abondantes dégoûtaient les deux partis de guerroyer dans les rizières du Mantouan, avant qu'il n'y eût de part ou d'autre un motif plus pressant d'agir. Peut-être aussi que le général autrichien, ignorant à cette époque la destination de Macdonald, ne jugeait pas assez la chance qu'il courait en retardant ses opérations.

En attendant, pour donner plus de poids à la diversion de Toscane, Bellegarde porta le corps de Sommariva sur Imola, à l'effet de menacer Bologne, que le général Schusteck, sorti de Ferrare, et qui s'était déjà emparé de Cento et de Bondeno, inquiétait de son côté. La bonne contenance de la garde nationale bolonaise, et l'arrivée de Jablonowsky, avec un renfort de deux bataillons, permirent à Petitot de déjouer ces tentatives dont l'armée républicaine ne fut nullement inquiétée.

La nouvelle de la descente des Français par le Splugen, ne put parvenir au quartier-général autrichien, avant le 10 décembre. Un tel événement exigeait des remèdes prompts, vigoureux, proportionnés en un mot à l'imminence du danger. Il semble que si Bellegarde avait alors tous ses moyens sous la main, il lui eût importé de frapper sans délais, et de prendre l'initiative pour attaquer Brune par sa gauche. Mais la po-

La nouvelle du passage du Splugen embarrasse Bellegarde.

sition de l'aile droite impériale, qui s'étendait déjà jusqu'au Tonal, ne permettant de la mettre en action que sur la haute vallée de l'Oglio, on devait moins compter sur sa coopération que craindre de la voir elle-même incessamment aux prises avec Macdonald. Bellegarde à qui les décisions énergiques et soudaines n'étaient d'ailleurs point familières, se contenta donc de pousser une forte reconnaissance sur la ligne de son adversaire, particulièrement vers cette gauche qu'il aurait dû attaquer; et loin de faire descendre sa droite dans les plaines du Bresciau, il lui envoya des renforts dans les montagnes.

Brune se décide à l'offensive.

Cependant les nouvelles de la victoire éclatante de Hohenlinden, et de l'approche de Macdonald, électrisant de plus en plus l'armée républicaine, elle demandait à grands cris d'être menée à l'ennemi. Brune jugea dès-lors qu'il ne fallait pas perdre un instant pour prévenir les Autrichiens; et la reconnaissance forcée que ceux-ci venaient de faire, signalant des intentions hostiles, il résolut d'aller à leur rencontre.

Premiers combats d'avant-garde.

Le général Lecchi fut porté dans les montagnes du Bergamasc, pour assurer la jonction avec Macdonald. La division Rochambeau demeura à Salo pour observer et inquiéter à la fois le corps autrichien du Tyrol. Delmas porta l'avant-garde à Castel-Venzago, observant Peschiera : la gau-

che s'avança le 20, de Lonado sur Solferino et Cavriana : le centre marcha par Castiglione à Guirdizolo, et les réserves se réunirent à Montechiaro : la droite, dont la première division avait repoussé quelques jours auparavant les tentatives de la garnison de Mantoue sur Marcaria, chassa l'ennemi de Gazoldo, et se resserra vers Goïto.

Tous ces mouvemens donnèrent lieu à de légers combats qu'il serait superflu de rapporter. Le lendemain Delmas dut marcher sur Pozzolengo et Ponti; Moncey eut la mission d'emporter Mozambano à la tête de la division Boudet; tandis que Suchet enlèverait les redoutes de Volta, et que Dupont inquièterait la gauche des Autrichiens vers Goïto et Castellucchio. Les réserves marchèrent à Castiglione (1).

Affaire d'Olsino à la gauche.

Delmas refoula sans peine de simples avant-postes, mais Moncey trouva les troupes de Hohenzollern en forces sur les hauteurs entre Olsino et Castellaro : Brune aurait dû s'y attendre, et faire soutenir sa gauche par sa réserve, puisque la jonction des routes et le principal passage des Autrichiens, se trouvaient également sur ce point. Moncey quoique isolé n'hésita pas à ordonner l'attaque de ces hauteurs, qui furent

(1) Voyez la pl. XXII; et pour l'ensemble la pl. XXIII.

vivement disputées. Les Autrichiens, abordés de front par la brigade Seriziat, et tournés à droite par les deux autres, défendirent ce poste avec une opiniâtreté sur laquelle on ne comptait guère, puisqu'on leur supposait le projet de repasser le Mincio. Cependant Seriziat, soutenu par un bataillon de grenadiers sous la conduite de l'adjudant-général Foy, chargea si à propos, de concert avec la brigade Merle, que l'ennemi fut successivement délogé de deux positions formidables. L'apparition d'une colonne de Delmas sur les derrières de Castellaro, ne contribua pas peu à ce succès, et détermina l'ennemi à se retirer sur Borghetto avec perte de 7 à 800 hommes.

Le centre s'empare de la Volta.

Suchet obtint autant d'avantages avec moins de peine ; après avoir délogé l'avant-garde ennemie de Foresto, il dirigea Loison sur le village de la Volta, tandis que Gazan enlevait les retranchemens à la droite. Le comte de Hohenzollern, que deux ou trois redoutes isolées ne mettaient pas à même de lutter contre toute l'armée française, après avoir sacrifié inutilement 1,000 à 1,200 hommes, pour retarder leur perte de quelques heures, s'étant retiré sur Valeggio, elles tombèrent au pouvoir des républicains.

La droite rejette l'ennemi dans Goïto.

Le même résultat avait eu lieu à la droite où Watrin rejeta la brigade d'Aspres dans Goïto, et lui fit repasser le Mincio. Ces combats livrés en

ordre parallèle sur toute la ligne, firent honneur à la bravoure des deux partis, et au coup-d'œil des généraux secondaires; mais on y chercherait vainement les traces d'une grande conception.

Brune attire sa droite à lui.

Brune, décidé à passer le Mincio, sentit la nécessité de rapprocher un peu plus sa droite, qui ne pouvait sans inconvénient passer trop près de Mantoue, et qui d'ailleurs soutiendrait mieux le reste de l'armée en se liant de plus près au centre. Dupont reçut donc l'ordre de ne laisser que des flanqueurs vers Goïto et Castelluccio, et de venir remplacer Suchet à Volta. Celui-ci laissant son équipage de pont à son collègue, et une brigade pour masquer la tête de pont de Borghetto, dut venir avec les quatre autres se joindre à la gauche près de Mozambano.

Description de la ligne du Mincio.

Bien que le Mincio soit une petite rivière en proportion de l'immense lac de Garda dont il sort, il n'est jamais guéable pour une armée quand on ferme le canal de Sallionze : lors même qu'il reste ouvert, les gués dans les plus basses eaux se trouvent en petit nombre et sont tous à l'avantage de la rive gauche, qui domine constamment la droite, excepté aux rentrans de Mozambano et Molino près Pozzolo, lesquels ont sur la gauche un commandement décidé.

Le général autrichien ne pouvant reconnaître les avantages de ces deux points, sentit principalement la nécessité de surveiller le premier;

à cet effet, il avait construit des redoutes dans la petite plaine, vis-à-vis de Mozambano, fermée naturellement à droite par Sallionze, et à gauche par Valleggio. Il lui importait d'en interdire l'accès aux Français, attendu que s'ils parvenaient à s'en emparer, ils auraient toute facilité de s'établir sur les hauteurs qui se lient au camp retranché de Castel-Novo, point central des plus avantageux entre le Mincio et l'Adige, d'où ils n'auraient qu'un pas à faire pour intercepter la route du Tyrol.

Bellegarde n'avait pas autant de chances contraires à redouter du côté de Molino; la facilité d'assaillir la droite des Français depuis Goïto et Mantoue; la proximité de cette place qui permettait d'employer en ligne 7 à 8 mille hommes de sa garnison; enfin les difficultés d'un terrain bas, peu favorable à l'artillerie et aux mouvemens d'une armée, devaient lui faire désirer que Brune s'y engageât et attaquât sa gauche. Il lui eût été facile de refuser cette aile, en n'y laissant que la division de Mantoue, afin de se jeter en forces par Borghetto sur l'extrémité de la ligne française (1).

De son côté, Brune ne se dissimulait pas tout ce que des points d'appui et des débouchés tels

(1) C'eût été faire à Brune, en sens inverse, ce que le prince Eugène, vice-roi d'Italie, fit à Bellegarde lui-même en 1814.

que Peschiera, Borghetto et Mantoue permettaient à son adversaire d'entreprendre contre lui; mais il appréciait trop les avantages de l'initiative, pour ne pas être convaincu que le moyen de l'en empêcher, était de porter vivement le théâtre de la guerre au-delà de l'Adige.

Dispositions de Brune pour le passer.

Son intention était de faire exécuter une fausse attaque vers Pozzolo par le corps de Dupont, tandis que lui-même, sous la protection de 40 bouches à feu, dirigées par Marmont, passerait avec le gros de l'armée à Mozambano, où il porta l'avant-garde, la gauche, le centre et toutes les réserves.

Ce projet, quoique hardi, ne manquait point d'habileté : un effort par la gauche était conforme aux instructions du premier Consul, et au projet de se lier avec Macdonald, en isolant Bellegarde de sa droite; un incident faillit en déranger l'exécution.

Contre-temps survenus à la gauche.

Quoiqu'on se fût flatté d'avoir apporté toute la précision possible dans l'expédition des ordres, on avait mal calculé les distances à parcourir, ou les obstacles que les chemins dégradés et la saison, apporteraient aux mouvemens des troupes. La marche de l'artillerie et des pontons surtout, entrava l'arrivée des colonnes, et en mit plusieurs dans l'impossibilité d'être réunies à l'heure indiquée.

Ce contre-temps détermina Brune à remettre

le passage au lendemain, en laissant toutefois subsister l'ordre pour l'établissement du pont à Molino-de-la-Volta, près Pozzolo. Il imagina que cette opération produirait une diversion plus efficace, si elle avait lieu vingt-quatre heures avant la véritable attaque par Mozambano. Ce calcul déviait de tous les principes de la guerre; car il était à craindre que Dupont ne fût écrasé, dès que l'ennemi verrait que ce corps passait isolément; or, pour obtenir tout l'effet de sa fausse attaque, sans compromettre 10 mille hommes, il suffisait qu'elle précédât la véritable d'une heure ou deux.

La droite passe à Molino.

Le général français fut plus heureux que sage; un brouillard épais qui couvrait depuis plusieurs jours l'horizon, dérobait les mouvemens préparatoires, et forçait l'ennemi incertain à se concentrer sur les hauteurs de Valleggio, clef de toute sa ligne, en sorte que le passage pouvait être surpris partout ailleurs.

Le général Dupont, établi près de la Volta, depuis le 24 au soir, et qui n'avait guère qu'une forte lieue à parcourir dans un pays dénué d'obstacle, se trouva à la pointe du jour sur les bords du Mincio, vis-à-vis de Pozzolo. Les chefs de l'artillerie et des sapeurs ayant réussi à faire lancer à l'eau plusieurs barques, sous la protection de deux batteries et du feu de mousqueterie de la division Watrin, le brave Maçon s'y précipita

à la tête des tirailleurs, et prit pied sur la rive droite, dont il débusqua les faibles postes ennemis. Il s'appliqua ensuite à choisir une position avantageuse pour protéger l'établissement du pont, qui fut construit en moins de deux heures, malgré le feu continuel de quelques pièces autrichiennes, et d'environ 1,200 hommes qui firent de vains efforts pour s'y opposer. La division Watrin se hâta alors d'achever son passage, et tandis que la 22e observait le chemin de Borghetto par la rive gauche, le reste de la division poussait sur Pozzolo le détachement autrichien qui ne pouvait lui résister.

Elle apprend le contre-ordre donné à la gauche.

Dans cet instant, le général en chef envoya l'ordre de n'engager aucune action sérieuse sur la gauche du Mincio, et de se borner à protéger par le feu des batteries, le pont qui venait d'être jeté à Molino. Les troupes de Watrin ayant déjà gagné du terrain, le général Dupont jugea peu convenable de les retirer, et proposa de poursuivre ses succès. Suchet, instruit de son côté que Dupont, engagé seul, courait risque de succomber sous les efforts des masses autrichiennes, résolut de marcher à son soutien avec la division Gazan. En prévenant le général en chef de cette détermination, il l'engagea à faire relever les troupes du centre, qui masquaient Borghetto, et prescrivit à la division Loison de le suivre au plus tôt.

Suchet se décide à la soutenir.

Irrésolution de Brune à cet avis.

Brune était informé que les Autrichiens avaient réuni près de 40 mille hommes sous Villa-Franca, y compris la garnison de Mantoue, dont la proximité leur permettait de disposer : on savait qu'ils y avaient entre autres le gros de leur cavalerie, et 18 bataillons de grenadiers. Dès-lors il lui parut essentiel de tromper le comte de Bellegarde, en le menaçant d'une attaque sérieuse à Pozzolo, afin de lui faire négliger les positions importantes de Monzambano, où l'on avait projeté de l'assaillir le lendemain à l'aube du jour. Le succès de l'entreprise devait être immanquable, si l'on déterminait ainsi l'ennemi à diriger le gros de ses forces sur un autre point que celui où l'on voulait frapper. Mais il était à craindre aussi que le général autrichien, feignant de donner dans le piége, n'excitât par de légers succès les premières colonnes qui auraient passé, à le poursuivre jusque dans sa position, pour les culbuter ensuite dans le Mincio.

Brune fut embarrassé par les propositions de ses lieutenans, bien qu'il n'eût à choisir qu'entre deux partis; porter sur-le-champ Suchet au secours de Dupont, et le suivre à l'instant même avec le gros de son armée; ou persister dans le projet de passage par sa gauche, en laissant sa droite en prise.

Le premier parti semblait plus conforme aux

règles de la guerre; mais Brune s'exagérant le danger d'être inquiété sur ses flancs par la garnison de Peschiera, adopta le second. Les motifs de sa détermination étaient spécieux : n'ayant qu'un pont de bateaux à Molino, et celui de chevalets ne pouvant être terminé que très-tard; il craignit que le centre ne fût hors d'état de déboucher avant la nuit, et que l'armée, après avoir abandonné ses positions du haut Mincio, n'arrivât précisément pour être témoin de la défaite de l'aile droite.

Il persiste à vouloir passer par sa gauche.

Cependant lorsqu'il fut instruit que Suchet avait déjà marché sur Pozzolo, il prescrivit à Boudet de relever ses troupes à Borghetto, mais persista à garder l'aile gauche et les réserves vers Monzambano, pour y passer le Mincio le lendemain; laissant à la prudence de Dupont la liberté de profiter de ses avantages, sans trop s'écarter des retranchemens naturels de Molino, dont le feu de l'artillerie établie sur le plateau rehaussait encore la valeur.

Premiers succès de Watrin à Pozzolo; il est soutenu par Monnier

Dans cet intervalle, la division Watrin, à la faveur des batteries placées sur la rive droite du Mincio, avait balayé la plaine, et enlevé Pozzolo. Son général, non moins prudent que brave, disposa aussitôt les troupes le long de la digue, depuis ce village jusqu'aux moulins de la Volta, et s'y tint sur la défensive comme dans une tête de pont.

Cependant le comte de Bellegarde, instruit par le bruit du canon et par le rapport de ses avant-postes du passage des Français, chargea la division Kaim de les assaillir dans Pozzolo, tandis que celle du général Vogelsang, tomberait sur leur gauche. Déjà ces troupes se mettaient en devoir d'attaquer à gauche de Pozzolo, lorsque vers midi la division Monnier (1) déboucha après une marche pénible, occupa ce village, et donna la facilité à Watrin de resserrer sa ligne à la hauteur de Molino, en face de Pasini. (*Pl. XXII.*)

Suchet revient sur ses pas à Volta.

Au même instant, Suchet revenant avec sa première division aux environs de Volta, reconnut par lui-même l'occasion que la fortune offrait à l'armée, et sentit que le secours de ses troupes assurerait le succès de l'entreprise; il prit donc sur lui de soutenir l'aile droite.

L'artillerie du centre fut aussitôt réunie sur le plateau qui commande la rive gauche, où la division Gazan se déploya, autant pour en imposer à l'ennemi que pour encourager les troupes engagées.

Grands efforts des Autrichiens sur Pozzolo.

Tandis que Watrin opérait son mouvement à gauche, les deux divisions autrichiennes avaient tout disposé pour leur attaque, et, secondées

(1) Elle n'était alors composée que des 24e légère et 58e de ligne, une de ses brigades étant restée vers Goïto.

par une nombreuse artillerie, elles tombèrent avec fureur sur les 6e légère, 28e et 40e de ligne. Ces trois demi-brigades soutinrent seules ce choc terrible pendant plus d'une heure avec un sang-froid et une bravoure admirables : à la vérité, le feu du canon français, attirant celui de l'ennemi, opéra en leur faveur une diversion sans laquelle elles eussent été probablement écrasées.

Impatiens de voir que leur infanterie ne pouvait déloger la division Watrin des retranchemens naturels qui la couvraient, les escadrons autrichiens s'élancèrent sur elle et la chargèrent en flanc. La bonne contenance du 11e régiment d'hussards, secondée par le feu de 20 pièces placées sur la berge semi-circulaire de la rive droite du Mincio, déjoua ces tentatives: l'artillerie républicaine portant le ravage dans les rangs des Impériaux, les força à rebrousser chemin, et à diriger tous leurs efforts contre la droite de Dupont à Pozzolo, que le général Kaim attaqua avec fureur.

Monnier lutta vainement contre une telle supériorité; le dévouement des deux demi-brigades qu'il commandait, ne put lui conserver ce village où une colonne hongroise pénétra la baïonnette croisée. Monnier en est chassé.

Suchet, témoin des efforts de l'aile droite, sentit qu'il lui serait impossible de tenir tête avec 8 mille hommes à une armée entière, qui Suchet le secourt à propos.

avait la faculté de renouveler à chaque instant les attaques avec des troupes fraîches. Il résolut donc de faire passer le Mincio à une partie de son corps; mais, enchaîné sans doute par les dispositions du général en chef, qui ne voulait pas l'engager sur ce point, au lieu d'y marcher avec ses deux divisions, il se contenta de faire passer le Mincio à une brigade, pour former réserve. Il était temps : à peine le général Clauzel l'eut-il déployée à quelque distance de la rive gauche, que Dupont, pressé par Kaim et Vogelsang, se vit contraint de la porter en avant pour amortir le choc de l'ennemi. Mais ce renfort était insuffisant; la brigade, enfoncée par une charge impétueuse, fut ramenée comme les bataillons de Monnier jusqu'à la rivière. Leur situation eût été très-critique, si les troupes du centre, déployées sur le plateau de la rive droite, ne s'étaient heureusement trouvées à même de prendre part à l'action : quoique séparées par le Mincio, elles commencèrent un feu si vif de mousqueterie et de canon à mitraille, qu'elles arrêtèrent tout à coup les colonnes ennemies.

Combat sanglant autour de Pozzolo.

Les Autrichiens foudroyés perdaient considérablement de monde, sans oser frapper un dernier coup, ni vouloir rétrograder; ce moment d'hésitation répara tout. Les généraux français en profitent pour rallier leurs troupes. Watrin, de son côté, prend une résolution décisive; il

Belle attaque de Watrin en plaine.

sort des retranchemens à la tête de ses trois demi-brigades, et se précipite sur le flanc droit de l'ennemi. Dupont, voyant l'urgence de le seconder, ordonne le même effort sur toute la ligne; le 11e de hussards, et une partie du 3e de chasseurs, soutenus par l'artillerie à cheval, fondent sur les bataillons impériaux : partout ceux-ci plient, et perdent en un instant le terrain qu'ils venaient de gagner au prix de tant de sang; la division Watrin leur enlève 7 à 800 prisonniers, un drapeau et cinq pièces de canon: Monnier rentre dans Pozzolo.

Les Autrichiens enlèvent une seconde fois Pozzolo.

L'ardeur des troupes républicaines, les avait emportées loin des ponts, sans y laisser de réserve. Suchet, craignant qu'il n'en résultât quelque malheur, fit aussitôt passer le Mincio au reste de la division Gazan. A peine celle-ci était-elle réunie sur la rive gauche, que les Impériaux, renforcés par Bellegarde, dirigèrent une nouvelle attaque contre Pozzolo, et réussirent à l'arracher aux troupes de Monnier, épuisées de fatigue par les efforts réitérés qu'elles venaient de soutenir.

Watrin se trouvait alors à une lieue en plaine, entraîné par l'ardeur qu'il mettait à poursuivre ses avantages. Ce général s'apercevant de l'échec essuyé par son collègue, dans la crainte d'être tourné lui-même, prit le parti de se replier en bon ordre, et de venir se mettre sous la pro-

tection des batteries de la rive droite. Monnier mieux appuyé, et renforcé d'un bataillon frais de Gazan, parvint à réoccuper Pozzolo.

Une lutte longue et pénible s'y engage jusqu'à la nuit.

Ce village devint, durant six heures, le théâtre d'une lutte aussi sanglante qu'opiniâtre; Kaim et Vogelsang y rentrèrent plusieurs fois : le premier y fut mortellement blessé; mais les Français, soutenus d'abord par le reste des troupes de Gazan, puis par les brigades Lesuire et Colli de la division Loison, et enfin par une partie de la réserve de dragons, conduite par Davoust, repoussèrent ces deux corps autrichiens et les renforts successifs que leur envoya Bellegarde. L'arrivée de chacune de ces colonnes fut pour chaque parti un retour de fortune momentané, qui prolongeait le combat sans rien décider. La nuit même ne mit pas un terme à la fureur des combattans: Dupont et Suchet, maîtres du champ de bataille, croyaient l'ennemi en pleine retraite; le général Watrin, crainte de surprise, venait de faire rentrer vers six heures ses troupes derrière les épaulemens qu'elles avaient occupé au commencement de l'action; lorsque Bellegarde, profitant de l'obscurité de la nuit, les fit attaquer par une partie de la réserve de grenadiers récemment arrivée de Valleggio.

Attaque des Autrichiens contre Watrin, au clair de lune.

Tout à coup une grêle de projectiles et de balles vint pleuvoir sur la division Watrin. La lune, dont une faible lueur perçait par intervalles les nua-

ges, laissa apercevoir deux masses de grenadiers, qui marchaient avec intrépidité contre la digue, et n'en étaient plus éloignées de vingt-cinq pas : les Français, convaincus que dans cette situation il fallait vaincre ou être culbutés dans la rivière, exécutèrent avec calme des feux si bien nourris, qu'ils contraignirent ces colonnes d'élite à se retirer en désordre : l'obscurité était trop grande pour qu'il fût prudent de les poursuivre.

Les Autrichiens, repoussés sur la gauche, tournèrent pour la cinquième fois leurs efforts contre le village de Pozzolo, et les appuyèrent par une canonnade des plus vives; mais Colli et Monnier surent rendre ces entreprises infructueuses : le feu cessa enfin vers neuf heures du soir (1).

Résultats de cette journée.

Cette journée qui fit beaucoup d'honneur aux troupes républicaines, atteste que les Impériaux y déployèrent de la vigueur et de la persévérance : elle coûta cher aux deux partis, mais elle influa sur le moral des troupes allemandes pour tout le reste de la campagne. Leur perte fut évaluée à environ 5 mille tués, blessés ou prisonniers.

Observations.

Quelques militaires partisans des entreprises

(1) Bellegarde dit que le village resta aux Autrichiens, le rapport d'Oudinot affirme le contraire.

hardies, ont pensé que le comte de Bellegarde eût fort embarrassé le général Brune, si au lieu de diriger 20 mille hommes contre Dupont, et de laisser le reste dans l'inaction, il eût massé ses 40 mille combattans à Valeggio, et débouché vigoureusement de Borghetto sur Olsino d'un côté et sur Réale de l'autre. (*Pl. XXII.*) On ne saurait nier que l'armée française, ainsi coupée en deux, eût été compromise : Delmas et Moncey, pressés entre Peschiera et des forces considérables, se fussent repliés; et Dupont aventuré à Pozzolo, n'aurait rien eu de mieux à faire qu'à se retirer en toute hâte. A la vérité, il eût été possible que celui-ci marchant au contraire sur le pont des Autrichiens à Borghetto, plaçât Bellegarde dans le même embarras où il aurait voulu mettre les Français. Toutefois cela était peu probable; une telle résolution eût exigé une connaissance parfaite de la situation des deux armées, et ce n'est pas au milieu du tumulte d'un combat qu'on obtient à la minute même de tels renseignemens. L'entreprise de Bellegarde eût été en pleine exécution avant que Dupont n'en fût instruit; dès-lors si Monzambano avait été emporté par des forces supérieures, et Delmas en retraite, l'armée impériale aurait pu accabler ce dernier en toute sécurité pour se rabattre ensuite sur Volta : la perte même du pont de Borghetto ne l'en eût pas empêchée, puisqu'elle avait

à Peschiera un moyen infaillible de repasser le Mincio.

Mais en admettant que cette manœuvre parût trop hasardeuse, il est certain du moins que le général autrichien aurait dû aborder vers midi, avec tous ses moyens réunis, les troupes françaises compromises à Pozzolo. Dans les passages de fleuve, toute hésitation est dangereuse; et dès que la construction d'un pont indique le point du danger, c'est là qu'il faut concentrer tous ses moyens. On peut sans doute se tromper quelquefois sur le choix du point de passage; mais l'indécision est encore pire qu'une résolution prématurée. D'ailleurs, il est rare qu'une armée construise des ponts où elle ne veut pas réellement passer, sinon en totalité, du moins une de ses ailes; et dans ce cas mieux vaut se jeter de suite contre sa droite ou sa gauche, que de rester long-temps dans le doute. Abandonnons au reste ces observations tardives à la méditation des militaires intéressés à les développer, et reprenons le fil des événemens.

Suchet va rejoindre la gauche.

Une lutte non moins extraordinaire se préparait pour le lendemain. Suchet ayant fait repasser le Mincio pendant la nuit aux troupes du centre, plaça une de ses brigades en observation devant Borghetto, et vint avec les quatre autres rejoindre la colonne destinée à le fran-

chir vers Monzambano. Il fut prescrit au général Dupont de garder la défensive sur la rive gauche, sous la protection de ses batteries, jusqu'à ce qu'il entendît l'armée s'engager, et d'agir alors selon les circonstances, pour se rapprocher de Valeggio.

Passage à Monzambano.

Le 26, dès cinq heures du matin, 40 bouches à feu furent mises en batterie sur la rive droite à Monzambano, pour protéger l'établissement des ponts. Un brouillard épais favorisa cette opération, dont l'ennemi n'eut pas le moindre soupçon. Cette circonstance où l'on serait tenté de reconnaître les faveurs de la fortune, exerça une grande influence sur les résultats de la journée.

A sept heures du matin, six compagnies de carabiniers passèrent le Mincio en bateaux, et protégèrent la construction des ponts. Le premier ayant été achevé à neuf heures, le corps d'avant-garde se hâta de le franchir. Dès que Delmas eut formé ses troupes dans la plaine, il ordonna aussitôt l'attaque. Quatre colonnes bravant le feu de l'avant-garde autrichienne, et celui de la brigade Rousseau qui, des hauteurs retranchées de Salionze, écharpait leur flanc gauche, s'avancèrent l'arme au bras et au pas redoublé sur la ligne ennemie. Les Impériaux trop faibles sur ce point, furent menés battant jusqu'auprès de Valeggio, par les colonnes que dirigeaient les

généraux Cassagne et Bisson. La brigade Lapisse, et les dragons du général Beaumont, se portèrent à gauche pour contenir les troupes de Rousseau réunies sous leurs retranchemens. Le gros canon dont ils étaient garnis, incommodant ces deux brigades, on fit avancer quatre pièces d'artillerie légère à portée de mitraille de la première redoute; cette manœuvre hardie attira leur feu, et procura un peu de repos aux colonnes républicaines; mais le 9e de dragons qui s'était placé pour soutenir cette batterie à la lisière d'un petit bois, fut tellement harcelé par les tirailleurs autrichiens, que le colonel Sébastiani fit mettre pied à terre à un escadron, et lui ordonna de pénétrer dans le taillis au moment où lui-même chargeait en plaine avec deux autres, et forçait l'ennemi à regagner ses retranchemens.

La brigade Lapisse enleva de son côté plusieurs positions que les troupes de Rousseau défendirent avec bravoure : la cavalerie impériale tenta de l'entamer, elle fut accueillie de manière à n'y pas revenir.

Bellegarde y envoie ses grenadiers et le corps de Hohenzollern.

Jusque-là un brouillard épais avait dérobé au comte de Bellegarde la connaissance de ce qui se passait. L'attaque de la veille lui faisait craindre une nouvelle entreprise du côté de Pozzolo : il était peu probable, en effet, que l'armée française, maîtresse de deux ponts sur le Mincio, et

d'un excellent débouché, voulût en construire deux autres à quatre lieues de là, pour courir les chances d'une opération scabreuse. Le général autrichien, instruit enfin du passage de Monzambano, sans connaître la force du corps qui l'avait exécuté, se contenta d'abord d'y envoyer son frère avec sa division de grenadiers. Mais ayant appris plus tard que le gros de l'armée française débouchait de ce côté, il ordonna au comte de Hohenzollern d'y marcher avec la première ligne du corps de bataille.

Delmas est attaqué par Bellegarde.

Dans cet intervalle, les généraux Cassagne et Bisson, avaient pris position sur les hauteurs du côté de Valeggio, où ils ne tardèrent pas à être assaillis par les grenadiers de Bellegarde, formés en trois colonnes. Les Français, guidés par le chef d'état-major Oudinot, résistèrent plus d'une heure aux chocs réitérés de ces troupes d'élite. Ils commençaient pourtant à plier, lorsque la division Boudet, conduite par Moncey, filant sur la droite, atteignit les hauteurs. A la vue de ces renforts le pas de charge bat sur toute la ligne, les soldats républicains électrisés culbutent Bellegarde, et lui font un millier de prisonniers.

Les Autrichiens sont poussés sur Valeggio

Ce mouvement entraîna une partie de l'avant-garde sur Valeggio, où Brune la fit promptement soutenir par la brigade de réserve du général Séras. L'ennemi opposa sur ce point une

résistance des plus opiniâtres; le bourg fut pris et repris plusieurs fois. Enfin les grenadiers réunis de la division Boudet, conduits par les adjudans-généraux Dalton et Devaux, secondèrent avec efficacité les efforts de la 52e, et décidèrent la victoire; l'ennemi se maintint pourtant dans le château de Valeggio, jusqu'à la nuit, pour protéger sa retraite et l'évacuation de Borghetto, devant lequel Suchet avait laissé la brigade Lesuire.

L'arrivée du corps de Hohenzollern sur les lieux, semblait devoir faire de nouveau pencher la balance en faveur des Impériaux. Mais il eut d'abord assez à faire pour soutenir la gauche; et les colonnes de Suchet débouchant de leur côté pour joindre l'armée française, les Autrichiens se replièrent à l'entrée de la nuit, en bon ordre sur Vérone.

Hohenzollern n'arrive que pour couvrir la retraite.

Rousseau laissant une petite garnison dans les redoutes de Salionze, gagna Montebaldo; l'avant-garde resta vers Villa-Franca, et l'armée impériale fila jusqu'à San-Martino.

La garnison de Borghetto n'avait pas attendu son départ pour capituler. Au premier coup de canon tiré sur Valeggio par les troupes de Delmas, le général Lesuire marcha à la tête de la 72e contre les redoutes palissadées de Borghetto: une première tentative ne fut pas heureuse, 200 braves furent sacrifiés pour emporter un

poste dont la chute serait certaine, dès que l'ennemi abandonnerait la rive gauche. C'est ce qui arriva en effet aussitôt que Valeggio eût été évacué, la garnison de Borghetto voyant que la retraite était impossible, demanda à capituler; elle déposa les armes au nombre de 7 à 800 hommes.

A la faveur de ces succès, le reste de l'armée française avait continué son passage, et s'était formée entre Valeggio et Salionze. Le 27, le général Delmas se disposait à enlever les redoutes, lorsque l'ennemi les rendit à discrétion.

Résultats de cette affaire.

Ces deux journées coûtèrent aux Autrichiens 7 à 8 mille hommes, dont plus de moitié prisonniers, et 40 pièces de canon. Ils se retirèrent à St.-Michel et Caldiero. (*Pl. XXIII.*)

La retraite de l'armée impériale, livrant Mantoue et Peschiera à leurs propres forces, la garnison de la première évacua Goïto; on la fit observer par les détachemens de Jablonowsky, Quesnel et Petitot. La légion polonaise de Dombrowsky, fut chargée d'investir Peschiera, qu'on résolut d'assiéger avant de songer à réduire Mantoue, qui demandait des préparatifs plus sérieux. Le général Chasseloup conduisit ce siége, qui n'offrit d'ailleurs rien de remarquable.

L'armée française se disposa aussitôt à passer l'Adige. Il était urgent de le faire au-dessus de Vérone, pour se lier avec le corps de Macdo-

nald, qui devait forcer le Tonal et marcher sur Trente : toutefois il était scabreux de franchir ce fleuve entre les gorges du Tyrol, en laissant sur sa droite une armée presque égale en forces, et maîtresse encore de Mantoue, Vérone, Legnago et Peschiera (1).

Brune s'avança donc avec mesure, Delmas porta l'avant-garde à Pastrengo. Un petit corps observa le général Rousseau sur les hauteurs de Rivoli; Moncey dirigea la gauche vers Berlichino; Suchet marcha avec ses deux divisions sur les hauteurs entre Sonna et Palazzuolo. La division Monnier eut un engagement à Ste.-Lucie avec l'arrière-garde autrichienne, qui couvrait l'approche du camp retranché de Vérone; l'arrivée de la réserve sous Gardane, força l'ennemi à une prompte retraite. Boudet vint s'appuyer à cette division d'un côté, et à l'Adige de l'autre. La réserve de cavalerie, portée à l'aile droite, observa Isola-Scala, et tout l'espace compris entre Mantoue et Legnago. Brune s'avance sur l'Adige.

L'armée dut attendre pour passer l'Adige, que les pontons employés sur le Mincio fussent Projet pour le passer.

(1) Bellegarde, forcé de jeter garnison dans Vérone, Peschiera, Legnago et Mantoue, n'avait pas 40 mille hommes, sans compter sa droite sous Wukassowich; mais Brune, forcé de laisser aussi des détachemens devant ces places, et d'opposer Rochambeau au corps du Tyrol, n'en avait guère plus.

arrivés à Bussolengo, ce que les mauvais chemins et le manque de chevaux retarda jusqu'au 31 décembre. On fit, en attendant, mine de bombarder Vérone, et des démonstrations pour fixer l'attention de Bellegarde du côté de Zevio.

Le passage de l'Adige est matériellement bien plus difficile que celui du Mincio, à cause de la vélocité de son cours et de la largeur de son lit; mais l'armée ennemie ébranlée, paraissait moins disposée à en disputer les bords qu'à se replier derrière la Brenta, où elle comptait se réunir aux 20 mille hommes détachés dans le Tyrol sous Wukassowich et Laudon. Cette jonction faisait l'unique espérance du comte de Bellegarde, et bien qu'elle pût encore s'effectuer le long de l'Adige, par la grande route de Trente à Vérone, il lui sembla trop hasardeux d'y compter sous le canon des Français qui marchaient déjà sur Rivoli. Il était donc décidé à gagner quelques jours sous la protection de Vérone, mais à éviter tout engagement sérieux.

Delmas le franchit à Bussolengo.

Le passage devait s'opérer au-dessus de Bussolengo, et la division Gardanne fut chargée d'un simulacre vers Chievo. Tous les préparatifs ayant été faits dans la nuit, le 1er janvier au point du jour, 60 bouches à feu placées à une demi-lieue au-dessus de Bussolengo, commencèrent un feu violent sous la protection duquel les carabiniers

réunis furent jetés sur la rive gauche, et couvrirent la construction du pont qui s'acheva avec une grande célérité et sans le moindre empêchement de la part des Autrichiens.

Delmas ayant aussitôt passé à la tête de l'avant-garde, se dirigea par Pescantina à Barona, poussant devant lui l'ennemi auquel il enleva plusieurs centaines de prisonniers. Le centre le suivit immédiatement. Dupont, renforcé de la réserve de cavalerie, inutile dans les vignes de la Policella, masqua Vérone sur la rive droite. Michaud, avec la division Gardanne, dut jeter un pont de radeaux vers Chievo, autant pour attirer l'attention de l'ennemi, que pour lier plus étroitement le centre à la droite. La gauche fut destinée à agir dans le Tyrol; Moncey, après avoir franchi les ponts avec deux brigades de la division Boudet, remonta la grande route de Roveredo, jusqu'à la Chiusa : la troisième, aux ordres du général Schilt, manœuvra sur Rivoli, pour favoriser le passage de ce célèbre défilé, et la jonction avec la division Rochambeau, qui, partant de Salo, devait déboucher au nord du lac de Garda sur Riva et Condino, entrer en communication avec Macdonald, puis se réunir à Roveredo avec l'aile de Moncey dont elle faisait partie.

Dispositions pour porter Moncey sur le Tyrol.

Ces opérations, quoique un peu compliquées, ne pouvaient manquer de réussir, dès que l'ennemi, décidé d'avance à la retraite, attendait

Bellegarde évacue Vérone, et se replie sur Caldiero.

partout à poste fixe les coups qu'on lui portait. Michaud n'ayant pu jeter son pont de radeaux, vint passer à Bussolengo : les Autrichiens profitèrent de son départ pour sortir de Vérone avec 2 mille chevaux, et assaillir la réserve de Kellermann; échauffourée qui procura l'occasion au 1er régiment de cavalerie de se couvrir de gloire.

L'approche de Suchet qui s'empara des hauteurs de Parona, n'en décida pas moins Bellegarde à évacuer la ville de Vérone, en laissant le général Riese avec 1,700 hommes dans les châteaux; l'armée impériale se replia sur les belles positions de Caldiero. Brune la suivit en laissant à la faible division Monnier le soin de bloquer ces forts.

Opérations de Moncey dans la vallée de l'Adige.

Dans les entrefaites, Moncey avait réussi à s'emparer de la Chiusa, les chasseurs républicains gravissant les roches escarpées du mont Pastello, tournèrent le fortin, dont Boudet fit enfoncer la porte à coups de canon : l'ennemi se voyant assailli par la route et fusillé des cimes rocailleuses qu'il croyait inaccessibles, se retira sur Dolce.

La droite de Rousseau n'avait pas tenu longtemps à Rivoli contre la colonne de Schilt, elle s'était repliée partie sur Rivalta, partie sur la Corona, qu'elle imagina, on ne sait trop pourquoi, de défendre. Ce poste, entouré de préci-

pices, n'est formidable que contre une colonne venant du Tyrol, parce que dans ce cas l'ennemi doit les escalader (*Voyez pl. XXVI*); mais en voulant y tenir contre un adversaire qui vient de Rivoli, on a ces mêmes principes à dos. Le sort du centre d'Alvinzi, à la fameuse bataille de Rivoli, ne détourna pas les Autrichiens de la résolution d'y combattre. Schilt, instruit de cette faute, résolut d'attaquer au milieu de la nuit un ennemi si imprudent. A dix heures du soir, il assaillit le poste autrichien, et le culbuta dans le ravin de Fereyra, où il laissa 4 à 500 prisonniers. Boudet, de son côté, poussa l'ennemi au-delà de Dolce sur Peri.

Le 3 janvier, la brigade Merle rencontra le corps de Rousseau sur les hauteurs d'Alla (*Pl. XXIII*), où il voulait tenir, pour attendre des renforts du général Laudon, qui, placé vers Mori, comptait faire face à Rochambeau du côté de Riva, et à Moncey par la vallée de l'Adige. Les Autrichiens défendirent avec valeur le bourg d'Alla, où la 102e pénétra en colonnes serrées, sans pouvoir s'y maintenir : heureusement la 60e arriva sur le flanc de l'ennemi, et l'obligea à battre en retraite, en abandonnant 5 à 600 prisonniers. Combat d'Alla.

La division autrichienne qui tenait San-Marco, avait reconnu à loisir les avantages de ce poste, difficile à attaquer de front. Boudet résolut de 4 janvier.

tourner ses flancs; un bataillon de la 60e grimpa sur les rochers qui couvraient la gauche, et d'où les chasseurs tyroliens firent vainement pleuvoir une grêle de balles et de blocs de pierre. En même temps la 12e légère s'avançait vers Mori, et Boudet se préparait dans la vallée à tomber sur le retranchement de San-Marco. Laudon crut d'autant moins devoir faire tête à l'orage, qu'il était instruit des succès et de la marche du général Rochambeau; il évacua Roveredo, et se replia sur le poste de Calliano, déjà célèbre par tant de combats.

Opérations de Rochambeau à l'ouest du lac de Garda

R hambeau, en effet, avait rempli sa tâche avec autant d'activité que de précision. La brigade Digonnet ayant tourné les contreforts des monts Corvo et Tremalzo, chassa les postes autrichiens de Riva, d'Arco et de Torbole : Rochambeau conduisant celle du général Brunet, le long du lac d'Idro, poussa par la Rocca-d'Anfo sur Caffaro, et culbuta la droite de Laudon.

Il se réunit à Macdonald vers Condino, et se dirige sur Riva.

A l'instant même Macdonald, parti de Breno, gravissait les revers du Val-Trompia par Pisogno, et remontait aux sources de la Mella vers Colio, pour redescendre dans la vallée de la Chiese. La jonction de l'armée des Grisons et de celle d'Italie, ayant été opérée par la légion de Lecchi et l'avant-garde de Rochambeau, ce dernier se rabattit aussitôt par Storo sur Riva, où il rejoignit là colonne de Digonnet.

Situation générale.

Afin de ne pas rompre l'enchaînement des opérations dans le Tyrol, laissons un instant Brune suivre Bellegarde du côté de Caldiero; tandis que le général Lapoype rassemble les corps épars en Lombardie pour bloquer Mantoue, que Chasseloup assiége Peschiera avec la légion de Dombrowsky, que Monnier investit les forts de Vérone, et que Moncey réunit les deux divisions Boudet et Rochambeau à Roveredo. Nous reprendrons à la faveur de cette pose les mouvemens pénibles de Macdonald, appelé à traverser, nonobstant tous les obstacles imaginables, l'immense profondeur de la chaîne des Alpes, depuis Coire par Chiavenna et Brenno à Trente.

Marche de Macdonald par Pisogne, et le Val-Trompia.

Après les héroïques, mais inutiles efforts de son avant-garde contre le Tonal, Macdonald avait pris, comme nous l'avons dit, le parti de se rabattre sur sa droite avec les divisions, ou pour mieux dire avec les faibles brigades Pully, Rey et Laboissière, laissant à Vandamme le soin de contenir Wukassowich : il résolut donc de descendre l'Oglio, jusqu'à Pisogne, puis de gravir le col de San-Zeno. Ces montagnes âpres et rocailleuses, offrirent encore assez de difficultés, pour rebuter des hommes qui venaient d'escalader le Splugen, le col d'Apriga et les glaciers du Tonal; l'armée, après avoir taillé un chemin dans la glace vive, arriva enfin harassée dans la vallée de Storo : le peu d'artillerie qu'elle traînait,

ainsi que ses équipages, furent forcés de descendre par Iséo, jusqu'à Brescia, pour remonter ensuite tout le cours de la Chiese. Sa gauche, sous le général Baraguey-d'Hilliers, avait pris comme on se le rappelle, la direction divergente de Nauders, à 30 lieues de là, d'où elle devait fondre par les sources de l'Adige sur Meran.

Embarras de Wukassowich.

Wukassowich, ainsi pressé sur son front et ses flancs par 25 mille hommes, avait peine à tenir tête à un ennemi aussi actif qu'entreprenant. Le moyen de réussir dans la défensive, est de tomber tour à tour sur les colonnes qui donnent prise; mais dans ces pays de hautes montagnes, les mouvemens latéraux indispensables pour cette manœuvre, sont ou dangereux, ou impossibles. Le général autrichien, accouru à son centre menacé vers le Tonal, apprit en même temps que son avant-garde sous Dédovich était forcée dans la vallée de la Chiese, que Laudon était appelé à San-Marco au secours de Rousseau, et que son extrême droite un peu dégarnie, cédait aux attaques de Baraguey-d'Hilliers et de Morlot vers Meran.

Ces événemens combinés avec la nouvelle de la bataille du Mincio, et du passage de l'Adige, ne laissèrent à Wukassowich aucun doute sur la nécessité de renoncer à la défense d'une vallée où il allait être enfermé de deux côtés. Sa position devenait en effet des plus embarrassantes:

s'il remontait vers Botzen pour tomber sur Baraguey-d'Hilliers, il laissait accabler Laudon, et s'exposait à perdre sa communication directe par les gorges de la Brenta : descendait-il au contraire vers Roveredo, pour secourir Laudon? il abandonnait alors les avenues de Trente à Macdonald, et c'était tout ce qui pouvait lui arriver de pire, puisqu'il perdait ainsi sa double communication avec l'armée et avec l'Autriche. Il n'était pas moins dangereux de rester divisé et de faire face en même temps à Moncey et à Macdonald, car c'eût été un moyen d'être engagé partout contre des forces supérieures, et pourtant ce parti était le seul qui lui restât. Il retira donc en toute hâte sa droite de la vallée de la Noss sur Trente, prescrivit aux troupes qui défendaient la Sarca de couvrir les avenues de cette ville, en même temps que Laudon concentrait ses détachemens à Calliano, pour défendre la Piétra jusqu'à la dernière extrémité.

Ordre de se réunir à Bellegarde.

Les ordres du comte de Bellegarde le dispensèrent d'attendre des attaques sérieuses sur ce point; il ne s'agissait plus désormais que de réunir la droite de l'armée impériale au corps de bataille, en la faisant déboucher des gorges de la Brenta. Etait-il toutefois indispensable de bien prendre ses mesures pour faire arriver à point nommé les différens détachemens à l'entrée de ce défilé du côté de l'Adige, de crainte

que les Français ne prévinssent l'une ou l'autre des divisions à la gorge de Levico.

Macdonald, entouré entre à Trente.

Le 7 janvier, les troupes de Moncey réunies la veille à la division Rochambeau, se disposaient à attaquer Laudon à la Piétra. Macdonald de son côté ayant débouché le même jour par une marche forcée du col de Vezzano sur Trente, passa l'Adige de vive force; Lecchi formant l'avant-garde, d'abord repoussé par Dédovich, ne put l'empêcher de brûler le pont; mais soutenu ensuite par Pully, ils réussirent tous deux à jeter un pont de radeaux, et à pénétrer dans la ville, où bientôt se réunit la réserve de Rey et le détachement de Vandamme, qui avait descendu le Tonal par la vallée de la Noss. Les Autrichiens furent poursuivis jusqu'à Pergine, sur la route de Levico.

Laudon, entouré à Calliano, s'en tire par un stratagème.

Dès-lors la situation de Laudon que nous avons laissé devant Moncey à Calliano, devenait presque désespérée; il ne lui restait d'autre issue qu'un mauvais sentier conduisant à Caldonazzo, et il était peu probable qu'il pût le suivre, pressé des deux côtés par Macdonald et Moncey; encore fallait-il arriver à la naissance du défilé avant que les troupes du premier ne l'y prévinssent de Pergine. Laudon s'en tira par un de ces stratagèmes qu'on emploie si souvent, et dont on ne devrait plus être dupe; il fit dire à Moncey qu'un armistice pareil à celui de l'armée du Rhin ve-

nant d'être conclu pour l'Italie, il lui proposait d'arrêter une plus longue effusion de sang, désormais sans utilité pour les deux partis. Moncey, loin de soupçonner le piége, consentit à s'arrêter, sous la condition toutefois qu'on lui remettrait le fort de la Piétra et la ville de Trente; Laudon trop heureux de s'en tirer à ce prix, fila dans la nuit sur la vallée de la Brenta, où il forma l'arrière-garde de Wukassowich, qui se dirigea en toute hâte sur Bassano. Moncey se porta aussitôt à Trente, où il fut bien surpris de trouver Macdonald. Alors seulement il vit à quel danger son adversaire venait d'échapper.

Opérations de Brune dans la plaine.

Sur ces entrefaites, Brune avait continué à pousser devant lui le corps de bataille de Bellegarde : les hauteurs presque inexpugnables de Caldiero, n'avaient pu même décider le général autrichien à recevoir un engagement qu'il envisageait comme inutile et téméraire, tant qu'il n'aurait pas été joint par son aile droite. Cependant les détachemens de Moncey, de Monnier et de Dombrowsky avaient réduit l'armée de Brune à 35 mille hommes, et il faut croire que les chances étaient assez égales pour combattre avec succès.

Système de retraite de Bellegarde.

La retraite des Impériaux se fit au reste en bon ordre : disposés sur trois échelons qui se soutenaient à une lieue de distance, ils opposaient chaque jour aux têtes de colonnes de Brune, des troupes bien placées et prêtes à les arrêter.

Faibles combats auxquels elle donne lieu.

Ce système, le seul convenable aux retraites, donnait lieu à des combats journaliers dans lesquels la fortune, balancée un moment, finissait toujours par se déclarer pour l'armée qui marchait en avant, et recevait des renforts à mesure que le combat se prolongeait. L'arrière-garde autrichienne sous le comte de Hohenzollern, suivie à gauche par Suchet, et à droite par Delmas et Dupont, leur disputa avec aplomb la plaine de San-Martin, jusqu'à ce que, menacée par les hauteurs de Colognola, elle vit la nécessité de se replier sur le corps de bataille. Le 7 janvier, un nouvel engagement eut lieu vers Montebello; le général Delmas poussant avec vivacité les Impériaux sur la route de Vicence, jusqu'à l'Aldego, passa ce torrent après avoir fait rétablir le pont. Les brigades Beaumont et Lapisse les culbutèrent derrière le ruisseau de Gua, tandis que Suchet cherchait à tourner leur droite par les montagnes de Montecchio, dont il s'empara après une attaque assez vive.

Cette double poursuite dans la plaine et sur les hauteurs semblait exposer à perdre inutilement des braves; car une poursuite parallèle sur tous les chemins par où une armée se retire, a quelque chose de contraire aux règles de la stratégie. Il est reconnu que si le point principal de retraite est une fois menacé, tous les corps que l'ennemi conserverait sur son front courraient

risque d'être enlevés ou fortement entamés : dès-lors il paraît préférable de pousser l'ennemi en retraite avec vigueur sur un seul point, en cherchant même à l'attirer sur les autres, et en thèse générale ce point ne doit jamais être sur la queue des colonnes.

Du reste, ces petits combats corps à corps, entre des têtes et des queues de colonnes, quoique propres à former d'excellens officiers, n'ont rien que l'histoire doive recueillir. Celui d'Armeola, livré le 9 janvier, et glorieux pour la division Delmas, ne fait pas exception à cette règle.

Dispositions pour le passage de la Brenta, et la jonction avec Moncey.

Brune, arrivé devant la Brenta, avait un puissant motif de ne pas laisser l'ennemi paisible derrière cette rivière; car si Moncey débouchait du Val-Sugana sur Bassano, comme il en avait l'ordre, il devenait urgent de le seconder pour qu'il ne tombât pas seul au milieu de toute l'armée ennemie. Les dispositions furent donc faites dès le 10 janvier, pour passer la Brenta le 11 : l'effort principal fut dirigé par Suchet et Michaud sur Citadella, tandis que Loison et Watrin marcheraient à droite par Camisano sur Curtarolo, et que Gazan ferait une démonstration du côté de Bassano, autant pour se lier à Moncey que pour partager l'attention de l'ennemi, et l'empêcher de réunir toutes ses forces devant Citadella.

La retraite

Ces mesures qui avaient le défaut de porter

de l'ennemi les rend superflues.

trop de forces sur Camisano, tandis que le point important était celui de Bassano, furent d'ailleurs à peu près inutiles : Bellegarde, peu disposé à recevoir un engagement sérieux, sachant les deux divisions de Moncey établies sur son flanc droit, prit le parti de concentrer son armée dans les plaines de Castelfranco; dès-lors rien ne s'opposa à la jonction de Moncey et de Gazan; le corps de bataille n'eut pas de peine non plus à exécuter son passage vers Fonteniva, l'arrière-garde ennemie ne s'y étant opposée que faiblement.

Bellegarde se replie derrière Trévise.

Brune ayant poussé le 12 dans les plaines de Castelfranco, y reçut la nouvelle certaine de la jonction des trois divisions autrichiennes du Tyrol, avec le comte de Bellegarde. Cet événement, auquel il était naturel de s'attendre, n'était qu'un motif de plus pour tâcher de le prévenir et de profiter de l'ascendant qu'on avait sur lui; aussi les dispositions furent-elles prises pour l'attaquer le 13; mais le général autrichien, fidèle à son système de temporisation, ne présenta qu'une forte arrière-garde, et se retira sur Trévise.

Projet de Brune pour l'attaquer.

Tout portait à croire qu'il se déciderait enfin à recevoir là une bataille, et Brune fit pour l'attaquer le 14, des dispositions qui ne manquaient point de mérite. Il résolut de pousser sa gauche au pied du groupe de hauteurs boisées, connues sous le nom de Bosco-di-Mantello, qui se

trouvent en avant de la Piave entre les routes de Vidor et de Cornegliano. L'avant-garde et le centre se porteraient sur Lovadino, et la droite à Fontone. Cette demi-conversion ou plutôt ce saillant formé sur le centre de l'ennemi, donnait l'espoir d'enlever toutes les troupes qu'il persisterait à tenir sur sa gauche autour de Trévise et en avant de la Piave. L'arrivée du comte de Hohenzollern, envoyé en parlementaire par le général Bellegarde, pour traiter d'un armistice, rendit ce projet superflu en arrêtant l'armée française en pleine marche.

Cependant Sébastiani avait déjà occupé Trévise, et poussait l'ennemi devant lui, tandis que le général en chef arrivait à Villa-Orba avec le centre. Un escadron autrichien cherchant à regagner la Piave, donna sur quelques officiers de son état-major près de St.-Gratien; mais sommé par les aides-de-camp Laharpe, Petiet et le colonel Mosel, il se crut réellement coupé, et mit bas les armes.

Armistice de Trévise.

Brune, malgré son attitude victorieuse, consentit à un armistice, et chargea Sébastiani et Marmont de le conclure; la longueur de sa ligne d'opérations, que le voisinage des places de Mantoue, Vérone et Peschiera, encore occupées par les Impériaux, rendait précaire; la difficulté des vivres dans un pays, épuisé par le long séjour des deux armées, lui fit préférer le solide au bril-

lant. Il se rappelait les pâques véronaises, et si l'insurrection avait menacé l'armée de Bonaparte en 1797, alors qu'il était maître de toutes les places, elle lui parut bien plus à craindre aujourd'hui, que tous les postes sur ses derrières étaient encore dans les mains des Impériaux.

L'arrivée du corps de Murat et les ordres du ministre auraient dû l'empêcher.

Il faut avouer néanmoins que l'arrivée de Murat en Lombardie, à la tête des divisions Tharreau et Mathieu, fortes ensemble de 8,500 hommes, rendait pour l'instant ces craintes exagérées; mais la manière dont on avait informé Brune de sa marche, était si vague, qu'il n'apprit sa descente en Italie qu'au moment où il venait de conclure l'armistice, et encore voyait-il bien qu'il ne pouvait pas disposer de ces deux divisions.

Brune se contenta de la remise de Peschiera, des forts de Vérone, de Legnago, d'Ancône et de Ferrare, dont l'occupation lui permettrait de reprendre les hostilités avec toutes ses forces, et une base d'opérations mieux assise. A la vérité les châteaux de Vérone se rendaient à l'instant même du traité; et Peschiera, pressé par Chasseloup, ne devait pas tarder à en faire autant, en sorte que l'armée française n'acquit par cette convention que des postes secondaires qui la gênaient peu. Ces différentes considérations, et plus encore l'arrivée de Murat, motivèrent le blâme que Brune encourut pour avoir

déposé les armes au moment où il n'avait plus qu'un coup à frapper pour obtenir Mantoue.

Quoi qu'il en soit, Macdonald déjà contrarié de la négociation qui avait fait échapper le corps de Laudon, ne dissimula pas son mécontentement d'une trêve qui lui faisait tomber les armes des mains, avant d'avoir remporté le moindre trophée de sa pénible et audacieuse marche. A l'instant où il en reçut la nouvelle, il venait de diriger la division Pully sur Botzen, pour attaquer cette ville de concert avec Baraguay-d'Hilliers, qui avait poussé successivement la division Auffemberg de Laas et de Meran. Le motif de Macdonald, pour ne pas arrêter sa marche, était plausible : il voulait s'emparer de Brixen et du grand embranchement des vallées de l'Eysach et de Prunecken, qui le rendrait maître des deux routes d'Inspruck sur Botzen, et de la Drave sur Clagenfurth. Mais apprenant d'un autre côté, par un officier d'état-major du général Moreau, que la ligne de démarcation tracée à Steyer, interdisait l'occupation de cette partie du Tyrol, Macdonald consentit à rester paisible à Trente, à condition que les Impériaux livreraient passage aux troupes de Baraguey-d'Hilliers pour venir le rejoindre.

Macdonald continue l'attaque de Botzen.

Le premier Consul fut d'autant plus fâché de l'armistice de Trévise, que cinq jours avant sa conclusion, il avait recommandé à Brune de ne

Bonaparte désapprouve l'armistice.

traiter qu'en obtenant la remise de Mantoue; le courrier se croisa en route avec l'officier porteur de cette nouvelle. Bonaparte témoigna vivement son improbation au général en chef: des ordres furent aussitôt donnés pour dénoncer la reprise des hostilités. Mais M. de Cobentzel et Joseph Bonaparte, restés comme on sait à Lunéville pour y continuer les négociations, stipulèrent que Mantoue serait remis aux Français à titre de garantie. Cet événement mit fin à la guerre de la seconde coalition; l'Autriche attendit au prix de ces sacrifices l'expiration de ses engagemens avec l'Angleterre, et signa peu de jours après le fameux traité de Lunéville, sur lequel nous aurons occasion de revenir.

Cobentzel signe la remise de Mantoue.

Troubles en Piémont.

Au moment où ce double armistice consolidait la position de l'armée d'Italie, et que Murat franchissait les Alpes, une insurrection préparée de longue main éclatait dans le Piémont. Le bruit de la réunion de ce pays, joint aux ravages de la guerre, et aux charges d'une triple ligne d'étape qui traversait le St.-Bernard, le Mont-Cenis et l'Argentière, avait augmenté le nombre des mécontens: le clergé, la noblesse, les patriotes eux-mêmes étaient exaspérés, par des motifs opposés, il est vrai, mais dont le résultat était le même. La vallée d'Aoste donna le signal; quelques milliers de paysans réunis à d'anciens

douaniers et soldats, rassemblés par le tocsin, firent main-basse sur plusieurs détachemens français épars dans cette contrée, et investirent les dépôts restés dans Ivrée. L'explosion devait avoir lieu le même jour à Turin; mais Soult, prévenu à temps, fit cerner le faubourg du Pô, et arrêter les coupables, par les bataillons piémontais qui en formaient la garnison. L'apparition inopinée des colonnes de Murat, contribua sans doute puissamment à étouffer ce mouvement insurrectionnel, d'autant plus dangereux, que peu de jours après cette levée de boucliers, les Napolitains se décidèrent à envahir la Toscane.

Le canon de Marengo avait ébranlé de nouveau le trône de Ferdinand IV; la sanglante réaction dont il avait souillé son retour à Naples, bien qu'elle eût comprimé les esprits, avait allumé dans tous les cœurs la soif de la vengeance; et sur les revers brûlans du Vésuve, on savait assez à quelles extrémités le parti opprimé se porterait, si jamais les enseignes républicaines venaient à franchir une seconde fois le Tibre. Démarches de la cour de Naples.

Cédant aux sollicitations des Anglais, les conseillers de Ferdinand avaient paru persuadés que le meilleur moyen d'éviter une invasion, serait de concourir avec l'Autriche à la défense de la Toscane et de la Romagne; mais la reine Elle se réunit à l'Autriche, et implore l'appui de Paul Ier.

ne se fiant pas plus au courage de ses bataillons qu'à l'habileté de ses diplomates, résolut d'aller elle-même à Pétersbourg, implorer l'appui de Paul Ier, à la puissante coopération duquel elle était en partie redevable de la première réintégration du roi son époux. C'était prendre ce prince par son faible, car l'idée de soutenir un trône chancelant, flattait à la fois son esprit et son cœur. Il chargea son grand-veneur Lewaschoff, de porter au premier Consul de pressantes recommandations pour la cour des Deux-Siciles, et au moment où Paul se plaçait chevaleresquement à la tête de la ligue du Nord contre l'Angleterre, ce n'était pas le cas de lui refuser ce qu'il désirait.

Ses troupes entrent en Toscane.

Pendant que le sénateur russe, comblé d'égards à Paris, quittait cette capitale pour s'acheminer vers l'Italie, la petite armée napolitaine avait tenté la fortune des armes, en s'avançant sur Sienne, dans l'espoir de soulever et reprendre la Toscane, de concert avec le corps de Sommariva. Cette expédition, concertée dans l'idée qu'on n'aurait affaire qu'au faible détachement de Miollis, semblait devoir obtenir un succès immanquable.

La Toscane obérée, ruinée par les réquisitions de toute espèce, alors même que la clôture de ses ports desséchait une des principales sources de sa prospérité, n'attendait qu'un si-

gnal pour se soulever. Les Arétins, plus exaspérés qu'abattus par les rigoureuses exécutions des colonnes mobiles de Monnier, ne tardèrent pas à donner l'exemple; dès que les troupes de Dupont quittèrent la contrée pour se rapprocher du Mincio, ils volèrent aux armes. Mais, malgré toutes ces brillantes apparences, la cour de Naples s'aperçut bientôt que, par un aveuglement funeste, elle courait à une perte certaine dans le moment le moins opportun.

Le marquis de Sommariva avait poussé, comme on sait, à la fin de décembre, des partis vers Bologne, de concert avec la division de Ferrare; en même temps qu'il portait une partie de son corps vers les sources du Métauro, pour seconder l'insurrection d'Arezzo, et menacer la Toscane. Miollis s'étant dirigé vers cette ville, le général autrichien, instruit des revers de Bellegarde sur le Mincio, ne crut pas devoir engager d'affaire sérieuse, et fit replier son détachement sous Ancône. A cette nouvelle, les Arétins se dispersèrent et mirent bas les armes, de peur de voir renouveler les scènes dont ils n'avaient point encore perdu le souvenir.

Position critique de Miollis.

Cependant le général Sommariva, instruit vers le 10 janvier de l'approche des Napolitains, résolut de son côté de marcher de nouveau vers la Toscane, et de rallier dans les environs

d'Urbin et d'Arezzo, tous les insurgés qu'il pourrait : ainsi les Alliés se flattaient de réunir 12 à 13 mille hommes, pour reconquérir le grand-duché.

L'éloignement de Brune, alors occupé sur la Brenta, et la nécessité de concentrer tous les moyens disponibles pour observer Mantoue, Ferrare et Ancône, laissaient peu d'espoir au général Miollis de conjurer cet orage, surtout si les Anglais tentaient le moindre débarquement, pour donner plus de consistance à ces petits corps de différentes nations.

Il se décide à se jeter sur les Napolitains.

Lorsqu'on se trouve dans une position critique, le moyen d'en sortir est de ne pas se laisser abattre, et d'enchaîner au contraire la fortune par des résolutions hardies; si l'on est vaincu, on succombe du moins avec honneur. Tel fut sans doute le raisonnement de Miollis, car il n'eut pas plutôt vent de l'approche des Napolitains, qu'il résolut de leur épargner la moitié du chemin, et de voler à leur rencontre.

On ne pourrait le blâmer que dans le cas où, prévenu de la marche de Murat, il eût voulu par un sentiment d'orgueil se priver de sa coopération; mais dans l'état d'isolement où il se croyait réduit, il fit bien d'abandonner Livourne et de se tourner contre le comte de Damas, dont il espérait avoir bon marché, pour ensuite

concentrer tous ses moyens, défendre Livourne ou contenir Sommariva. Le plus heureux succès couronna cette entreprise.

Le général Pino, en cédant Sienne au comte de Damas, s'était replié avec les Cisalpins à San-Donato. Miollis l'ayant rejoint avec deux bataillons français et quelques hussards piémontais, ils se mirent en marche le 14 janvier pour attaquer l'ennemi : l'avant-garde napolitaine, assaillie à l'improviste, avec une vigueur à laquelle elle ne s'attendait guère, décampa à vau-de-route, et s'en fut jeter l'alarme dans le camp de Sienne. Les troupes qui le composaient, formées vainement en carrés, furent enfoncées par les colonnes de Pino et de Palombini, secondées d'un escadron piémontais et de trois compagnies de grenadiers français, que Miollis suivait en réserve. Ce dernier n'eut pas la peine de combattre, et Pino recueillit seul l'honneur de cette affaire. Les Napolitains rejetés dans Sienne, et voyant les portes enfoncées, prirent en désordre le chemin de Rome. Le comte de Damas fut néanmoins assez heureux pour réunir quelques escadrons, et, sous la protection de son artillerie, il fit encore assez bonne contenance pour en imposer aux républicains.

Le comte de Damas est chassé de Sienne.

Sommariva, instruit de cet événement et de la marche de Murat sur Parme, jugea prudent de regagner Ancône. Il lui eût été difficile, en effet,

Sommariva se retire sur Ancône, qu'il remet aux Français

de tenir tête seul à des forces si supérieures. Il ne tarda pas à apprendre l'armistice de Trévise, conclu le même jour, et qui stipulant la rémise des places confiées à sa garde, le dispensa de prendre part aux événemens ultérieurs.

Embarras des Napolitains.

Si la faible armée de Ferdinand avait disparu devant 2 ou 3 mille Français et Cisalpins, son sort n'était pas difficile à prévoir, lorsque Murat, renforcé de deux divisions de l'armée de Brune, marcherait contre Naples avec 25 mille hommes, secondés d'un parti plus puissant que jamais. Toutefois le temps était passé où la France prétendait propager la démocratie à coups de canon. Bonaparte s'inquiétait moins des formes intérieures du gouvernement des Deux-Siciles, que d'arracher ce beau royaume à l'influence de ses ennemis. Murat reçut l'ordre de se porter par la Toscane sur les Etats Romains, de *rendre* au général Lewaschoff des honneurs supérieurs même à ceux que l'usage accorde aux représentans des plus grands Souverains, de se concerter avec lui pour promettre toute sûreté au roi de Naples, mais d'exiger que ce prince fermât ses ports aux Anglais, et consentît à laisser occuper jusqu'à la paix ses rades les plus importantes.

Quelque dures que parussent ces conditions, elles entraient trop dans le système maritime que Paul Ier venait d'adopter, pour que son ministre n'insistât pas auprès du cabinet napolitain, sur la nécessité d'y accéder. Lewaschoff accueilli à

Florence avec la plus haute distinction, y vécut dans la meilleure harmonie avec Murat, et acheva, à la satisfaction de tous, la tâche dont il s'était chargé. Dès que le trône était garanti à Ferdinand et à Caroline, peu leur importait de passer de l'influence anglo-autrichienne sous l'influence française. A la vérité leur amour-propre était blessé, le commerce maritime d'un pays qui a 500 lieues de côtes devait en souffrir; mais la couronne, raffermie un moment sur leur tête, était le résultat qui les frappait le plus, et les négociations ne furent ni longues ni douteuses.

Murat après avoir pris possession d'Ancône, par suite de l'armistice, avait dirigé 9 mille hommes aux ordres de Soult, sur le Tronto (1);

(1) Son armée, après les renforts reçus de Brune, était organisée comme il suit :

Division Soult. .	Carra-St.-Cyr, Chabert, Milet, Dulauloy.	9,100
Monnier	Jablonowsky, Musnier, Milhaud.	4,000
Watrin.	Wouillemont, Blondeau.	3,700
Tharreau. . . . . en Toscane.	Polonais, Lecchy, Thulié, Séwéroli.	6,400
Mathieu. . . . . . Réserve.	Paulet, Broussier, Rivaud.	3,500
	Total. . .	26,700

lui-même avec sa droite s'était rabattu vers Florence et Livourne. Cette dernière ville, traitée jusque-là avec des ménagemens que la faiblesse de Miollis avait rendus nécessaires, fut livrée à toutes les rigueurs du système de représailles. Les propriétés des Anglais et de leurs Alliés furent saisies, les marchandises anglaises confisquées, et les négocians de cette nation établis en Toscane, expulsés.

Négociations avec le comte de Damas.

Après avoir rassuré le cardinal Gonsalvi, ministre de Pie VII, sur les motifs de sa marche, Murat entra en pourparlers avec le comte de Damas, qui avait réclamé de la part de son gouvernement les bénéfices de la suspension d'armes, et demandé la paix. Sans parler des anciens griefs de 1793, dont le prince Pignatelli avait donné satisfaction par le traité de Paris en 1796, il suffisait d'un peu de mémoire pour rappeler au gouvernement napolitain, la conduite qu'il avait tenue après la bataille d'Aboukir; l'attaque de Mack sur l'armée de Championnet en 1799; les indignes traitemens qu'on avait fait essuyer à tous les Français, et entre autres au savant Dolomieu et à d'autres employés qu'un sort contraire avait jetés sur les côtes de Naples, en revenant d'Egypte; enfin l'agression récente contre le corps de Miollis.

« La France généreuse, disait Murat, oubliera toutes ces insultes. Evacuez les Etats du

» Pape et le château de St.-Ange; cessez de ré» clamer le bénéfice de l'armistice de Trévise, » où il n'est point question de vous, et de » compter sur l'influence d'une puissance qui » ne doit plus vous protéger.

» Le seul prince qui puisse aujourd'hui pro» téger votre Roi, par la considération person» nelle et particulière qu'a pour lui le premier » Consul, est l'empereur de toutes les Russies. » Que votre gouvernement mérite donc, Mon» sieur, la continuation des bontés de ce prince; » ce qui ne peut se faire qu'en fermant les » ports de la Sicile et du royaume de Naples » aux Anglais, et en mettant un embargo sur » tous les bâtimens de cette nation, qu'il est » temps enfin d'expulser de tous les points du » continent. Cet embargo servira d'équivalent à » celui que le roi d'Angleterre vient de faire » mettre si injustement sur tous les bâtimens » danois, suédois et russes. Faites-moi certifier » par l'ambassadeur de Russie, près de votre » Cour, que ces préliminaires sont remplis, et » sur-le-champ j'arrête ma marche, et je con» clus avec vous un armistice, précurseur d'une » paix juste et équitable. »

Armistice de Foligno.

L'armistice de Foligno fut le résultat de cette correspondance. Murat, docile aux ordres qu'il avait reçus du premier Consul, stipula le 9 février, avec le comte de Damas, que les troupes

napolitaines évacueraient le territoire de l'Eglise, et que les troupes françaises conserveraient leurs positions sur la Néra jusqu'à l'embouchure de cette rivière dans le Tibre. L'embargo ne fut pas mis, mais on convint que tous les ports du royaume de Naples et de la Sicile, seraient fermés aux vaisseaux de guerre, ainsi qu'aux bâtimens de commerce anglais ou turcs, jusqu'à la paix définitive avec ces deux puissances. Ceux qui s'y trouveraient en sortiraient vingt-quatre heures après la signification de l'armistice. L'extraction des grains, vivres ou munitions de la Sicile et de Naples, *serait* interdite aux Anglais et aux Turcs, jusqu'à la paix générale. Le savant Dolomieu, les généraux Damas et Monsecours, ainsi que tous les Français arrêtés à leur retour d'Egypte, durent être remis en liberté sur-le-champ. Enfin on fixa la durée de l'armistice à trente jours, et que les hostilités ne seraient reprises qu'après un avertissement de dix jours.

Murat se rend seul à Rome, pour y rassurer le Pape.

A peine les derniers bataillons napolitains eurent-ils quitté Rome, que le cardinal Gonsalvi fit inviter, de la part du Pape, le général Murat à y venir. Pour mieux s'assurer de l'exécution de l'armistice, et tranquilliser le Saint-Père sur les projets de la politique consulaire, Murat se rendit seul à Rome, et eut tout lieu de s'applaudir de cette démarche; Pie VII l'accueillit avec

dignité, et le peuple avec l'enthousiasme qu'inspirait à ces têtes mobiles, l'espoir d'un rapprochement. La paix de Lunéville, dont il y reçut la nouvelle, mit un terme à sa mission et à la seconde coalition contre la France.

Observations sur ces événemens.

Nous nous sommes abstenus de toute critique sur les opérations que nous venons de rapporter, les résultats en furent trop glorieux pour ne pas glisser sur quelques fautes. La marche pénible et dangereuse de Macdonald, a trouvé plus d'un censeur : outre ce que nous avons dit au chapitre précédent, de la convenance de porter cette petite armée vers Moreau dans la vallée du Danube, on a cru aussi que dans la seconde partie de sa marche, on eût mieux atteint le but en réunissant tout simplement le corps des Grisons à la gauche de Brune, et en frappant de concert des coups plus vigoureux sur le gros de l'armée de Bellegarde. Le Tyrol eût été aussi bien contenu et même soumis en y remontant après le passage de l'Adige à Vérone, comme Joubert l'avait fait en 1797. On prit le taureau par les cornes, et il fallut la constance et le courage de Macdonald pour surmonter tant d'obstacles qu'il était si facile d'éviter.

Si le plan de cette marche n'était pas de lui, on a trouvé qu'il avait fourni matière à plus d'un reproche dans la manière dont il l'avait exécuté.

Laisser Morlot vers Zernetz, et Baraguey-d'Hilliers à Bormio, tandis qu'il descendait lui-même le col d'Apriga, c'était disperser ses forces sans motif plausible; ces corps eussent tout aussi bien surveillé les troupes d'Auffemberg en restant liés de plus près au gros de l'armée des Grisons, dont ils auraient pu mieux seconder les entreprises ou être soutenus à leur tour. En un mot, il eût paru plus convenable de déboucher avec eux vers Glurns et Méran, ou de les rabattre sur le Tonal pour se porter de concert à Trente. Si l'armée des Grisons et la division Rochambeau eussent débouché ensemble contre cette ville, on aurait pu se dispenser de détacher Moncey de l'armée de Brune, car il devenait inutile de chasser Laudon et Rousseau de Roveredo, où ils eussent été entièrement coupés. La crainte d'être resserré dans des vallées étroites, mais plus encore l'embarras de faire vivre ses troupes concentrées dans un pays peu fertile, sont des motifs atténuans : nous ne nous permettrons donc pas de prononcer sur des reproches que nous admettrions sans hésiter, s'ils s'appliquaient à d'autres contrées. C'est, au reste, trop s'appesantir sur des opérations secondaires; quittons ces provinces ultramontaines où la tranquillité paraît rétablie, pour revenir au nord où s'est transporté le théâtre des grands événemens.

LIVRE XVIII.

CAMPAGNE DE 1801.

SOMMAIRE.

État général de l'Europe. — Complot de la machine infernale contre le premier Consul. — Louis XVIII quitte Mittau pour se rendre à Varsovie. — Ouverture du parlement impérial britannique, formé de la réunion des députés de l'Irlande avec ceux des deux autres royaumes.

Débats survenus entre l'Angleterre et le Nord, par suite de la quadruple alliance formée pour soutenir la neutralité maritime. — Embargo mis de part et d'autre sur tous les bâtimens. — L'Autriche signe la paix à Lunéville, et l'Angleterre perdant les restes de son influence sur le continent au moment de sa querelle avec le Nord, se voit un moment dans l'embarras. — La question de l'émancipation promise aux Catholiques, complique la position de son ministère. — Pitt, persistant à refuser la paix, juge toutefois qu'elle peut devenir indispensable, et préfère se retirer. Il demande sa démission, mais conserve toujours une grande part aux affaires. Il est remplacé par Addington; Grenville par Hawkesbury, et Dundas par le chevalier York. — Débats du parlement à cette occasion.

Expédition ordonnée contre le Nord. — L'amiral Parker, secondé de Nelson, force le passage du Sund, attaque Copenhague, et contraint, après une affaire sanglante, le Danemarck à reconnaître les prétentions du cabinet de St.-James. — Mort de Paul Ier. — Avènement d'Alexandre au trône de Russie, il se hâte de rétablir la paix avec l'Angleterre. — Les Prussiens qui ont fait oc-

cuper Hanovre et Bremen, ne pouvant lutter seuls pour les intérêts des neutres, évacuent ces provinces.

Le midi de l'Europe devient à son tour l'objet de toute la sollicitude de Bonaparte. — Le premier Consul rassemble une armée d'observation à Bordeaux, et fait solliciter successivement par Berthier et Lucien la cour de Madrid à envahir le Portugal, afin de l'arracher à la domination anglaise; en même temps Soult occupe la belle rade de Tarente. — Traité de St.-Ildephonse. — Cession de la Louisiane. — La Toscane est assurée à l'infant duc de Parme. — Urquijo est remplacé par Cevallos. — Les Espagnols entrent en Portugal; mais des circonstances particulières les décident à conclure la paix à Badajoz. — Bonaparte improuve ce traité, contraire aux engagemens pris avec lui. Il se décide plus tard à signer la paix à Madrid entre le Portugal et la France. — Le prince de Parme est élu roi d'Étrurie. — Projet de Lucien pour faire épouser une princesse espagnole à Bonaparte.

Dans ces entrefaites, une expédition partie de Portugal, de Gibraltar et de Mahon, sous les ordres d'Abercrombie, pour reconquérir l'Égypte, débarque à Alexandrie. — Menou, par ses fausses dispositions, se fait battre près de cette ville. — Abercrombie tué est remplacé par Hutchinson, qui s'empare du Caire et soumet l'Égypte. — Convention signée par les Français pour l'évacuation de cette province. — L'amiral Gantheaume, après trois apparitions sur les côtes d'Égypte, pour y jeter un renfort de 5 mille hommes, rentre définitivement à Toulon. — Autre expédition maritime projetée à Cadix. — Combat d'Algésiras et du Détroit. — Siége de Porto-Ferrajo.

Le ministère anglais qui a succédé, dès le milieu de mars, à Pitt et à Grenville, entre en négociations avec la France; les premières propositions faites réciproquement sont rejetées. La question des pêcheurs est sur le point de faire partir Otto de Londres. — Expéditions de Nelson contre Boulogne, où il est deux fois repoussé. — L'Angleterre fait de nouvelles propositions. — Les succès de Hutchinson en Egypte, et des Français en Portugal, aplanissent les difficultés, et les préliminaires sont signés à Londres le 8 octobre.

Coup-d'œil général sur la situation des affaires à la fin de 1801. —

Concordat avec le Pape. — Articles réglémentaires du nouveau système religieux. — La Russie signe la paix définitive avec l'Espagne et la France. — Paix avec la Porte. — Changemens de constitution dans les républiques batave et helvétique. — Troubles de la Suisse, où les fédéralistes, encouragés par les termes du traité de Lunéville, s'efforcent d'opérer une réaction. — Etat de l'Italie. — Consulta de Lyon. — Bonaparte est nommé président de la république italienne.

Evénemens des Colonies; le premier Consul protège les noirs et rappelle Rigaud. — Toussaint prend possession de la partie espagnole de St.-Domingue. — Il se fait déclarer président à vie de cette île, et se met en scission ouverte avec la métropole. — Une expédition formidable part sous les ordres du général Leclerc pour le soumettre.

État de la Guadeloupe après le départ de Victor Hugues. L'amiral Lacrosse, envoyé par les Consuls y excite le mécontentement de tous les partis. Sa conduite imprudente envers Pelage excite une insurrection; il est rembarqué de force et se retire à la Dominique. Malgré la soumission de Pelage à la métropole, elle ordonne également une expédition contre lui.

CHAPITRE CVIII.

Intérieur. — Machine infernale. — Louis XVIII quitte Mittau. — Situation générale des affaires. — Traité de Lunéville. — Fin de la contestation des Neutres. — Quadruple alliance pour la neutralité maritime. — Débats du parlement d'Angleterre. Pitt et Grenville quittent le ministère et sont remplacés par Addington et Hawkesbury. — Au même instant une escadre anglaise, déjà préparée depuis un mois, fait voile vers le Nord. — Parker et Nelson forcent le passage du Sund. — Bataille navale de Copenhague. — Convention avec le Danemarck. — Les Prussiens occupent le Hanovre, et les Danois entrent à Hambourg et Lubeck. — Mort de Paul Ier. — Alexandre monte sur le trône. — Dispositions pacifiques de ce prince. — Nelson, après une démonstration inutile devant Revel, retourne sur les côtes du Danemarck. — Convention de Pétersbourg, qui met un terme à la quadruple alliance maritime. — Les Prussiens évacuent le Hanovre et les Danois Hambourg.

SEMBLABLE au nautonnier qui parcourt des mers inconnues, l'historien qui cherche à tracer le

tableau d'événemens contemporains est arrêté à chaque instant. Le moindre incident le force à des combinaisons nouvelles, et la plupart des fils qui s'y rattachent, étant encore enveloppés d'une ombre mystérieuse, il est sans cesse exposé à s'égarer. En vain la connaissance des intérêts généraux des Etats sert de boussole; elle peut devenir insuffisante, car les passions et la faiblesse des hommes, sont autant d'écueils que le plus habile pilote ne saurait éviter. L'époque que nous retraçons abonde en événemens fortuits, dont l'importance devait influer long-temps sur les destinées de l'Europe.

L'année 1801 ouvrait, avec un nouveau siècle, une ère en quelque sorte nouvelle, du moins pour l'Angleterre, la France et la Russie. Leur situation différait tellement de celle de la fin de 1799, qu'en les comparant on serait tenté d'ajouter foi à la fiction du sommeil d'Epiménides.

L'Autriche avait éprouvé toutes les vicissitudes de la fortune, sans que sa situation fût aussi changée que celle de ses voisins. Si sa prépondérance générale avait diminué, sa force réelle n'avait subi que peu d'altération depuis 1792, car les pertes matérielles qu'elle avait faites, se trouvaient balancées par de précieuses acquisitions. Mais comme en politique, c'est déchoir que de ne pas prospérer à proportion de ses voisins et de ses rivaux, la cam- *Position de l'Autriche.*

pagne malheureuse qu'elle venait de terminer, menaçait de l'ébranler plus sérieusement. Le cabinet de Vienne, voyant l'armée de Moreau à ses portes, celle de l'archiduc Jean, réduite de plus de moitié, et dans un état pitoyable, l'armée de Bellegarde, hors d'état de tenir tête plus long-temps en Italie, à un ennemi victorieux, sentit enfin la nécessité de traiter. Thugut ne voyait pas sans anxiété approcher le terme fatal, où, dégagé de ses liens avec l'Angleterre, l'Empereur pourrait céder sans contrainte à son penchant pour la paix. N'attendant plus rien de la Russie et de la Prusse, dans l'impossibilité de réorganiser ses armées assez tôt, pour sauver sa capitale, François II se soumit aux arrêts du destin, et Cobentzel, qui était resté comme on sait à Lunéville, termina bien vite sa négociation.

Paix de Lunéville.

Les bases furent à peu près les mêmes qu'à Campo-Formio; circonstance digne de remarque, puisque les victoires de Marengo, d'Engen, de Hohenlinden et du Mincio, ne changèrent rien aux dispositions manifestées par le premier Consul, avant la reprise des hostilités.

Voici les clauses principales du traité: 1° l'Empereur stipulant, tant en qualité d'empereur d'Autriche, qu'au nom de l'Empire germanique, cède la Belgique et toute la rive gauche du Rhin; 2° Il renonce à la Lombardie, pour en former un

état indépendant; 3° l'Autriche conservera en échange les états de Venise, jusqu'à l'Adige, dont le Thalweg, depuis la sortie du Tyrol, jusqu'à la mer, formera la démarcation; 4° le duc de Modène, reçoit le Brisgau en échange de son duché annexé à la république cisalpine; 5° le grand-duc de Toscane, renonce à ses Etats et à sa part de l'île d'Elbe, qui seront possédés par l'infant duc de Parme; il recevra une indemnité pleine et entière en Allemagne; 6° la France remet Kehl, Cassel et Ehrenbreitstein, à condition que ces forts resteront dans l'état où ils seront remis; 7° les princes dépossédés par la cession de la rive gauche du Rhin, auront une indemnité prise en Allemagne dans le sein de l'Empire; 8° les républiques batave, helvétique, cisalpine et ligurienne, étant reconnues indépendantes par l'article 11, leurs peuples auront la faculté d'adopter la forme de gouvernement qui leur conviendra.

Cet article, quoique conforme aux principes du droit public et naturel, était un germe inévitable de discorde, et l'on eut bientôt occasion de s'en assurer.

Le reste des stipulations portait sur des articles de détail; mais il est à remarquer, comme l'a fait judicieusement un auteur dont nous nous garderons bien d'adopter les préventions personnelles, *que le traité, pour être complet, aurait dû*

stipuler la renonciation de l'empire d'Allemagne, à toute suzeraineté sur le Piémont, Plaisance, Parme, Guastalla; anciennes redevances de l'empire Romain, sous les Othons, et leurs successeurs.

La ratification par la diète de l'Empire, amena quelques débats de formalités; la Prusse voulut y mettre des restrictions, et l'on contesta à l'Empereur le principe d'après lequel il avait pris sur lui de stipuler au nom de la confédération; mais cela n'empêcha pas que le traité ne fût sanctionné, et la diète nomma une députation pour procéder à l'exécution des arrangemens qui concernaient l'Empire, notamment au projet d'indemnités; transaction pénible, sur laquelle nous serons forcé de revenir.

Les clauses du traité de Lunéville paraissaient de nature à en assurer la durée; une série de victoires avait amené la France au point qu'il lui eût été permis de surhausser ses prétentions, et cependant elle se montra modérée. D'un autre côté, les belles limites qu'elle venait d'acquérir la plaçant au premier rang des puissances continentales, il fallait bien de l'ambition pour ne pas s'en contenter. Toutefois la facilité que la possession du Rhin et des Alpes lui donnaient pour accroître son influence en Allemagne et en Italie; la nécessité même où elle se trouvait de chercher à étendre cette influence, ne fût-ce que pour éviter de la voir passer aux mains de

l'Autriche, devaient nécessairement appeler l'attention du premier Consul : et il n'en fallait pas davantage pour le porter à des démarches qui provoqueraient tôt ou tard une nouvelle rupture.

La situation de l'Angleterre au milieu de ses triomphes maritimes et des progrès de son industrie, n'était pas aussi brillante qu'on le croyait généralement. L'ouverture du parlement impérial britannique, titre qu'avait pris le parlement anglais après la fusion de celui d'Irlande, était le premier fruit d'une réunion importante, mais non encore complète, car la question de l'existence politique des catholiques restait à résoudre. Aussi sa première session fut-elle marquée par de violens débats. Angleterre.

Le développement de la force intérieure devenait de jour en jour plus considérable dans la Grande-Bretagne, mais sa situation relative n'en était pas plus rassurante : l'envie qu'excite la prospérité, la haine qu'enfante l'injustice, la violence qui blesse la juste fierté des nations, avaient fait courir aux armes tous les peuples du Nord.

Le cabinet de St.-James, qui depuis la guerre de la succession d'Espagne, avait tenu pour ainsi dire la balance de l'Europe, s'y trouvait après le traité de Lunéville, sans influence, sans alliés, et en butte même à l'animadversion universelle.

Pour la première fois, depuis les Stuarts, l'Angleterre voyait sa politique extérieure complètement déjouée. Si Guillaume et la reine Anne n'avaient pu disposer à leur gré de l'héritage de Charles d'Espagne, du moins en avaient-ils sauvé l'indépendance. Dès-lors Georges II avait soutenu la monarchie de Frédéric-le-Grand, et humilié Louis XV en Hanovre comme sur les mers: Pitt lui-même avait concouru à arrêter sur le Bosphore l'élan des aigles de Catherine II; mais il s'en fallait de beaucoup que ce ministre, avec tout son génie, eût réussi dans ses entreprises contre la grande nation qu'il avait voulu humilier. Tous ses rapports de politique extérieure, venaient d'être brisés par le contre-coup des victoires des armées françaises. La Porte et le Portugal seuls, restaient momentanément dans les liens de l'Angleterre, encore l'action de la Porte se bornait-elle à la reprise de l'Egypte, et le Portugal allait être bientôt forcé à renoncer aux chaînes dont il s'était fait une habitude, et peut-être même à passer dans les rangs ennemis.

France. La France, naguère sur le point d'être envahie, présentait un spectacle bien différent; son territoire se trouvait agrandi par d'importantes réunions, et sa puissance fédérative accrue par des alliances qui lui rattachaient en quelque sorte toutes les puissances du continent. En parfaite intelligence avec Paul Ier; étroitement unie à la

Prusse et à l'Espagne; dominant en Italie, en Hollande, en Suisse; se ménageant avec art les moyens d'en faire autant dans l'Empire; influençant le Danemarck ainsi que la Suède; réconciliée avec l'Autriche; en un mot, arbitre souveraine depuis le golfe de Tarente jusqu'au Texel, elle offrait un tableau aussi différent de celui de 1799, que pourrait l'être celui des dernières années du règne de Louis XIV, de l'époque brillante où cet heureux monarque parlait en maître à tous les potentats étonnés.

Un changement si subit dans les relations extérieures de la république, réagit au dedans; l'esprit de parti se calma. Tous les bons Français ralliés sous les bannières d'un gouvernement juste et ferme, oublièrent leurs dissentimens politiques pour ne s'occuper que des moyens de réparer les brèches faites à leur fortune pendant les derniers troubles: le commerce et l'industrie prenaient un nouvel essor. Tous les citoyens se croyaient enfin appelés à recueillir le fruit de leurs sacrifices. Quelques fanatiques seulement s'agitaient dans l'ombre pour renverser un gouvernement, qui, concentré dans la personne d'un seul homme, paraissait plus facile à ébranler qu'à l'époque, où il reposait sur la masse entière du parti républicain.

A peine les Jacobins avaient-ils échoué le 10 octobre à l'Opéra, qu'un complot, non moins

odieux, se trama par des hommes du parti contraire pour attenter à la vie du chef de la république. Bonaparte se rendant au même spectacle le 24 décembre (3 nivose), faillit sauter avec toute son escorte, par l'explosion d'une machine terrible qui ébranla toute la rue St.-Nicaise, et endommagea plusieurs maisons. St.-Régent et Carbon, anciens chefs de chouans, arrêtés par suite de cette conspiration, furent condamnés à mort ainsi que les deux instrumens obscurs de leur machination. Un voile impénétrable a caché jusqu'à ce jour les véritables auteurs de ce complot. Les efforts de Georges Cadoudal et de Mercier en Bretagne, combinés avec ce projet, ne firent jaillir que des étincelles dans cette province : fatigués d'entreprises auxquelles la haine présidait bien plus que l'intérêt de la monarchie, les habitans de cette partie de la France ne répondirent pas à l'appel de ces chefs, et pour garantir la tranquillité publique, il suffit aux Consuls de provoquer l'établissement de tribunaux criminels spéciaux dans les contrées menacées de troubles, ce qui fut sanctionné par la loi du 5 février.

Pendant que quelques insensés prétendaient ainsi servir, par un crime, les intérêts d'un trône que la main de la Providence pouvait seule relever pur et sans tache, Louis XVIII, étranger pour ainsi dire à l'Europe, quittait le 23 janvier

la ville de Mittau, où il ne pouvait plus résider après les liaisons qui venaient de s'établir entre Paul Ier et la France. Ce prince se retira d'abord à Kœnigsberg, puis à Varsovie.

La Russie dégagée des entraves que la Pologne mettait dans ses relations avec l'Occident, paraissait déjà sur ce théâtre. Limitrophe de la Prusse et de l'Autriche, depuis le partage de 1794, elle ne devait désormais rester étrangère à aucune des querelles du continent; et les armées moscovites, dont à peine les ministres de Louis XIV, soupçonnaient l'existence, allaient incessamment imprimer un nouveau caractère à la politique européenne. Russie.

Les fautes même de Paul Ier en avaient accéléré l'essor. Ce prince, jaloux de la gloire dont Catherine avait entouré son trône, saisissait avidement toutes les occasions qui lui paraissaient propres à l'étendre. Ce motif l'avait précipité, trop légèrement peut-être, dans une guerre que le directoire avait d'ailleurs provoquée. Mais trompé dans ses espérances, l'Empereur se jeta avec la même violence dans un extrême contraire; il faut néanmoins le dire, à sa justification, les vexations maritimes des Anglais, ne semblaient pas moins intolérables que la manie de propagande de Rewbel et de Merlin. On a vu au chapitre 105, l'origine de la querelle des neutres, et du mécontentement de

Paul, contre les procédés de l'Angleterre. Si l'apparition de l'escadre de Dickson devant Copenhague, à la fin d'août, avait ajourné l'explosion, il est certain que cet événement n'était pas de nature à affaiblir les griefs; aussi les négociations pour former une ligue maritime avaient-elles continué.

Paul reprend ses projets de neutralité maritime.

La prise de possession de Malte au nom de l'Angleterre, ajouta encore au ressentiment de l'irascible Paul. Les traités étaient positifs, l'île devait être remise à l'Ordre, dont les débris venaient de choisir l'Empereur pour grand-maître, avec quelques restrictions relatives à son administration intérieure. A peine Paul eut-il reçu cette nouvelle, qu'il frappa d'un embargo général tous les bâtimens anglais qui se trouvaient dans les ports de son empire, et envoya leurs équipages prisonniers dans l'intérieur : une escadre de 20 vaisseaux de ligne, se prépara à mettre à la voile de Revel et de Cronstadt : en même temps de grands rassemblemens de troupes furent ordonnés en Lithuanie et en Wolhinie, et les cabinets de Stockholm et de Copenhague furent invités à concerter avec celui de Russie pour arriver au but indiqué par sa déclaration du 28 août. Si un traité formel ne l'avait pas encore uni à la France, il venait d'y envoyer le comte Kalitchef pour entamer des négociations préalables, et régler avant tout le sort des rois de Naples et de Sardaigne, dont Paul avait été allié.

Traité de quadruple alliance.

Le roi de Suède, Gustave IV, adhéra le premier au plan proposé par la Russie. Il fit lui-même le voyage de Pétersbourg pour convenir avec l'Empereur des bases de la confédération maritime. Elles furent promptement arrêtées, et du 16 au 18 décembre, la Suède, le Danemarck et la Prusse, conclurent avec la Russie des traités, qui, fortifiés chacun par l'accession réciproque des trois Cours, constituèrent une véritable quadruple alliance. Les règles de la législation maritime proclamées en 1780, furent énoncées dans ces conventions avec plus de précision et d'étendue : voici les principales maximes qu'on y consacra :

Tout bâtiment neutre, peut naviguer librement d'un port à l'autre et sur les côtes des puissances belligérantes.

Le pavillon couvre la marchandise.

Pour que l'entrée d'un port bloqué soit interdite aux neutres, il faut que le blocus soit effectif, en sorte qu'on ne puisse y pénétrer sans un danger évident.

Les bâtimens neutres ne peuvent être arrêtés que par de justes causes, sur lesquelles il doit être statué sans retard.

Les vaisseaux marchands neutres, convoyés par des bâtimens de guerre, ne sont points sujets à la visite, si le commandant de l'escorte déclare que son convoi ne porte point de contrebande.

Pour le maintien de ces principes, les parties contractantes convinrent d'équiper un nombre suffisant de vaisseaux de guerre et de frégates: elles s'engagèrent à faire cause commune pour cet objet pendant la guerre maritime actuelle et toutes celles qui pourraient éclater à l'avenir. Un pareil traité devait montrer à l'Europe que l'Angleterre ne règnerait plus sur les mers, et c'était pour y régner exclusivement que Pitt avait fait la guerre.

Préparatifs de la Grande-Bretagne.

Aussi le cabinet de St.-James ne dissimula-t-il pas qu'il était résolu d'employer la force, pour détruire l'effet de cette neutralité armée, et il n'en eut pas plutôt connaissance, qu'il se mit en devoir de réaliser ses menaces. Malgré l'étendue de sa puissance navale, il n'en sentait pas moins l'urgence de prévenir la jonction des flottes du Nord, qui réunies, pouvaient devenir redoutables dans un moment où l'Angleterre luttait avec peine contre les autres Etats maritimes. Les circonstances devenaient de plus en plus impérieuses; l'interdiction de son pavillon suspendait les entreprises commerciales, et causait une consternation d'autant plus grande dans la cité, qu'à cette époque, l'Amérique espagnole encore soumise à la métropole, n'offrait aucune compensation à l'exclusion des marchés européens. D'ailleurs une disette désolait l'Angleterre, et la clôture des ports de la Baltique ne permet-

tait plus de compter sur les grains du Nord qui étaient l'unique remède à la détresse publique.

Cependant en reculant d'un pas, on s'exposait à perdre le fruit d'un siècle de persévérance et d'habiles combinaisons; Pitt et Grenville le sentirent, et se montrèrent supérieurs aux événemens.

Embargo mis en Angleterre sur les vaisseaux russes, suédois et danois.

Le ministère fit mettre le 14 janvier un embargo sur tous les vaisseaux russes, suédois et danois, mouillés dans les ports d'Angleterre, en représailles de celui qui avait été frappé par Paul Ier sur les vaisseaux anglais. Des instructions furent données à l'amirauté pour presser de nouveaux armemens. L'amiral Parker fut destiné à soutenir la suprématie anglaise dans le Nord, et lord Duckworth avec une escadre moins forte, reçut l'ordre de se préparer à saisir les établissemens de ces puissances dans les Indes occidentales.

Dès le lendemain de l'embargo, lord Grenville communiqua cette mesure aux ambassadeurs de Suède et de Danemarck, en leur reprochant avec plus d'adresse que de fondement, leur accession à un pacte qu'ils avaient trop tardé à conclure pour l'intérêt de leur pavillon. Il se targuait de ce que Catherine avait armé en 1793, contre les principes que son fils voulait faire revivre en 1800. Toutefois sa politique dé-

cevante, ne put s'empêcher de faire l'apologie de ces principes, en les déclarant diamétralement opposés à la grandeur britannique, c'est-à-dire au monopole et au despotisme des mers. Enfin, rejetant sur les plus faibles les reproches que ceux-ci lui adressaient avec plus de raison, il déclarait que leurs prétentions ne tendaient à rien moins qu'à ébranler la force et la sécurité de l'Empire britannique, et que le Roi trahirait les intérêts de ses peuples et la dignité de sa couronne, s'il ne se mettait promptement en mesure de combattre un pareil système.

Bien que cette longue déclaration ne pût soutenir l'analyse, d'après les maximes du droit public, elle était trop conforme aux intérêts de l'Angleterre pour mériter absolument le blâme. Toute la logique du cabinet de St.-James, pouvait se réduire aux expressions suivantes: « Nous » sommes les plus forts, et pour rester tels, il » faut que nous abusions de notre puissance, » sous peine de déchoir un jour. La justice » peut-elle être invoquée quand il s'agit de con» server la suprématie que la fortune a mise en » nos mains? »

S'il est permis à un homme d'état de penser de la sorte, il est rare qu'il veuille en convenir, et toutes les subtilités de la diplomatie anglaise furent mises en jeu pour déguiser ces intentions sous des formes moins exclusives.

Les ambassadeurs des cours du Nord n'avaient pas besoin de préparation pour répondre à cette note. Il suffisait de contester la validité des raisons de la Grande-Bretagne, et de démontrer combien ses argumens étaient peu fondés *en droit*. Des représailles contre la Russie, données comme principal motif, n'avaient rien de commun avec le gouvernement danois, que des démêlés relatifs à Malte ne concernaient point. Ce fut le parti que prit le comte de Wedel-Jarlsberg ; il ajouta que la résolution du conseil privé aurait été considérée comme une agression préméditée, si lord Grenville ne l'eût atténuée par l'assurance de dispositions pacifiques. Il démontrait au reste qu'il ne fallait point confondre la convention des neutres avec les différends survenus entre la Russie et l'Angleterre, pendant cette négociation. Le système des cours du Nord avait été invariable, et si la Russie, qui prit part à la guerre, en avait suspendu momentanément l'exercice de ses droits, ce n'était point un motif pour l'empêcher d'y revenir, dès que l'expérience lui en démontrait la justice et la nécessité. Le roi de Danemarck avait donc remis en vigueur des engagemens temporairement neutralisés, mais qui n'avaient jamais cessé d'exister.

La réponse du baron d'Ehrensward, ambassadeur de Suède, fut plus ferme encore, elle dé-

truisait des griefs imaginaires, par une série de faits positifs, et demandait dans les termes les plus forts, qu'en conformité des stipulations du traité de 1661, l'embargo fût levé. Il ajoutait que le maintien de cette mesure serait considéré comme une déclaration de guerre, surtout en la combinant avec la détention du convoi suédois, et la conduite répréhensible que les équipages de quelques vaisseaux anglais avaient tenue dans le port de Barcelone. Il terminait sa réponse en témoignant des regrets de ce que la cour de Londres avait agi d'une manière aussi diamétralement opposée aux maximes qu'elle professait.

Note de lord Clarysfort à la cour de Berlin.

La conduite à tenir envers la Prusse était plus délicate. Bien que son accession au traité ne fût point un mystère, on crut devoir user de ménagement à cause de la facilité qu'elle avait d'envahir le Hanovre, si l'on commettait la moindre hostilité contre son pavillon. On craignait en outre de la jeter entièrement entre les bras de la France, pour qui elle avait montré depuis cinq ans des égards commandés par sa position et ses intérêts les plus chers.

Lord Clarysfort, alors envoyé à la cour de Berlin, eut donc ordre de lui transmettre une copie de la note adressée aux ambassadeurs de Suède et de Danemarck. Lord Grenville alla même jusqu'à feindre, de croire que la Prusse

désapprouvait les mesures qui donnaient lieu à ces représailles. Il combattait avec les mêmes armes les prétentions des neutres, qui disait-il, *voulaient dicter des lois à la Grande-Bretagne*, en renouvelant un système non-seulement abandonné par la Russie, mais que, par un traité encore subsistant, elle s'était engagée à combattre. Il citait les arrangemens imposés en dernier lieu au Danemarck, comme si cet abus de la force changeait les droits de cette puissance. Par une de ces subtilités de logique, malheureusement si communes dans les pièces diplomatiques, il faisait néanmoins une distinction de la position de la Prusse, qui, n'ayant avec l'Angleterre aucun traité de commerce ou de navigation, pouvait, disait-il, se régler uniquement sur le droit des gens, et qui pourtant, selon lui, n'hésiterait pas à reconnaître la légitimité des prétentions de la Grande-Bretagne.

Ferme réplique du comte de Haugwitz.

La réponse du comte de Haugwitz, ne fut point telle qu'on s'y attendait. Après avoir déclaré que le roi de Prusse ne devait compte à personne des alliances qu'il contractait dans l'intérêt de ses peuples, il signifiait sans détour son adhésion formelle à la convention de neutralité, dont il défendait les stipulations purement défensives, et fondées sur les droits imprescriptibles des nations. « L'Angleterre, disait-il, avait » usurpé la souveraineté des mers, plus encore

» dans cette guerre que dans toute autre. En
» mettant à exécution un code naval arbitraire,
» et opposé aux principes les plus simples du
» droit des gens, elle exerçait sur toutes les
» puissances neutres une juridiction forcée,
» qu'elle prétendait à tort avoir été sanction-
» née par tous les tribunaux de l'Europe. Mais
» les puissances européennes n'avaient jamais
» cédé à la Grande-Bretagne le droit de citer
» leurs sujets à ses tribunaux, ni de les soumet-
» tre à ses lois, dans les cas, malheureusement
» trop fréquens, où la force l'emportait sur la
» justice. Les états neutres avaient vainement
» adressé à la cour de Londres les réclamations
» les plus fortes. Il n'y avait donc pas lieu d'être
» surpris qu'ayant à se plaindre de tant d'actes
» d'oppression, elles eussent résolu de s'en pré-
» server désormais par une convention qui fixât
» leurs droits. Sa Majesté prussienne déclarait
» qu'elle avait reconnu dans le traité de confé-
» dération maritime, les principes qu'elle pro-
» fessait elle-même, qu'elle en connaissait l'im-
» portance et l'utilité, et qu'elle avait résolu
» d'y accéder formellement. En qualité de partie
» contractante, elle s'était engagée non-seule-
» ment à faire cause commune avec les puis-
» sances neutres, mais à prendre toutes les me-
» sures que les circonstances exigeraient. Quant
» à la contestation élevée entre les cours de

» St.-Pétersbourg et de Londres, Sa Majesté ne » se croyait pas autorisée à répondre; et même » elle ne s'était formée aucune opinion à ce » sujet. Mais elle devait employer tous les moyens » que la Providence avait mis en son pouvoir, » à soutenir des stipulations qui étaient de na- » ture à ne blesser personne, et dont le main- » tien importait aux intérêts de ses sujets. Quelles » que fussent les extrémités auxquelles s'était » portée l'Angleterre, elle espérait que cette » puissance montrerait bientôt des dispositions » pacifiques et conciliatrices. Ce n'était qu'en » levant l'embargo, que les choses pouvaient » être remises dans leur premier état; et de » cette mesure dépendraient les notifications » que les cours alliées s'étaient proposées de » faire à la Grande-Bretagne. »

Représentations du Danemarck.

De nouvelles représentations de la cour de Copenhague, ne portèrent pas plus le cabinet de Londres à dévier de son système, que les fermes notifications du ministre prussien. L'ambassadeur danois démontrait toutefois combien il serait insidieux de prêter des vues hostiles à une négociation entamée avant la nouvelle de la prise de Malte, ou du moins avant la nouvelle de l'effet qu'elle produirait sur le cabinet de St.-Pétersbourg. Il invitait le ministère britannique à peser mûrement les réflexions d'un de ses an-

ciens et fidèles alliés; car si, loin de lever l'embargo, il persistait dans sa résolution, le roi de Danemarck se verrait dans la nécessité de soutenir avec les armes sa dignité, et les intérêts de ses peuples.

La Suède imite son exemple.

Il était aisé de prévoir que la Suède employerait les mêmes argumens, et la note du baron d'Ehrensward ne contenait en effet rien qui n'eût été dit; seulement il témoigna quelque surprise, qu'on regardât en 1800, comme une hostilité, ce qui n'avait excité en 1780 ou en 1794, aucune réclamation.

L'Angleterre prépare une expédition.

Le cabinet anglais, décidé à en venir à toutes les extrémités, mais convaincu que la surprise et la terreur étaient les plus sûrs moyens de réussir, prit le parti de transporter le théâtre de la discussion à Copenhague. Lord Hawkesbury, qui avait succédé à Grenville, répondit donc, que la cour de Londres ferait communiquer sa résolution au gouvernement danois, par son chargé d'affaires à Copenhague. Aussitôt une flotte de 20 vaisseaux de ligne, 10 frégates ou corvettes, et plus de 20 bombardes, rassemblées à Yarmouth, mit à la voile le 12 mars, pour la mer Baltique, sous le commandement de l'amiral Parker. M. Vansittart fut désigné pour imposer le joug au gouvernement danois, ou lui déclarer la guerre.

Débats du

Avant de rendre compte de ses opérations, il

faut jeter un coup-d'œil sur ce qui se passait dans le parlement britannique.

parlement anglais relatifs aux neutres.

La discussion de semblables intérêts avait ouvert une vaste carrière aux efforts de l'opposition : si tout ce qui tend à augmenter la grandeur nationale ne prévaut pas sur les principes généraux, et si les représentans d'une nation ont droit de se plaindre qu'on ait trop osé pour étendre sa puissance et sa gloire, il faut convenir que jamais opposition ne fut mieux fondée. Outre les argumens qu'elle trouvait dans les principes du droit des gens, elle s'armait encore de toute la force de l'opinion publique.

En effet, Pitt inébranlable dans ses projets, et lisant assez loin dans l'avenir pour être certain de les voir réalisés avec le temps, désirait la continuation de la guerre, sans redouter même la ligue du Nord; mais l'opinion des Anglais était divisée sur ce point, et la majorité entraînée par le tableau de la famine, par les troubles intérieurs, et les dangers du dehors, penchait pour la paix. La stagnation du commerce était, du moins pour l'instant, une suite inévitable de la situation de l'Europe, et frappait la cité, au moment où l'on exigeait d'elle de nouveaux sacrifices, et où sa prospérité courait de grands dangers. Les prétextes de la guerre avaient cessé, car l'anarchie ne déchirait plus la France, et des écrits éloquens répandus dans

toute l'Europe, et surtout à Londres, prouvaient que le gouvernement consulaire offrait toutes les garanties nécessaires pour traiter (1). Ainsi la guerre, devenue impopulaire, n'avait plus d'autres motifs que ceux d'une insatiable ambition, ou une prévoyance trop éloignée pour être à la portée du vulgaire.

Pitt demande sa démission.

La question de l'émancipation des catholiques, reproduite après la réunion des deux peuples, fournit à Pitt, un prétexte pour se retirer. Il avait fait des concessions à l'opposition, pour obtenir le vote de la réunion de l'Irlande, et le moment de réaliser ses promesses était venu. Georges III, dont l'aliénation mentale ne recommença que peu de temps après, demeura ferme dans la résolution de rester fidèle aux sermens faits à son avènement au trône. Ministre d'un roi dont les prédécesseurs avaient juré de maintenir l'église anglicane dans toutes ses prérogatives, et de ne rien changer à ces lois fondamentales de l'Etat, Pitt crut, dit-on, devoir rendre le porte-feuille, afin de mieux soutenir la discussion importante qui allait s'agiter. Il donna sa démission le 10 février, Grenville et

(1) Un ouvrage publié à Londres, et intitulé : *Coup-d'œil sur le Continent*, mérite surtout d'être cité, comme un des écrits les plus remarquables de ce genre; on l'attribue, et ce n'est pas sans fondement, à un employé français.

Dundas suivirent son exemple. Addington succéda au chancelier de l'échiquier, Hawkesbury fut porté au ministère des affaires étrangères, lord St.-Vincent devint président de l'amirauté, et sir Charles Yorck prit le département de l'armée de terre.

Ces nouveaux ministres n'entrèrent en fonction que le 14 mars, et leurs relations intimes avec les anciens, a fait croire que ceux-ci conservèrent toute leur influence dans les affaires, et que cette retraite ne fut qu'un simulacre pour lever les scrupules du premier ministre, satisfaire à la fois l'opinion publique, le parti qui voulait la paix, et les catholiques d'Irlande.

Cependant on ne peut se dissimuler que cette démission au milieu du plus grand embarras où l'Angleterre se fût jamais trouvée, est un mystère que le temps seul pourra dévoiler. La crainte ne parut entrer pour rien dans les calculs de Pitt, puisqu'à l'instant où il abandonna le timon des affaires, on préparait l'expédition contre le Nord, que celle contre l'Egypte était en pleine exécution, et qu'aucun point de la domination anglaise, ne courait de danger imminent.

La supériorité maritime de l'Angleterre n'était que trop constatée par ses prétentions et sa conduite envers la ligue des neutres. La situation générale pouvait à la vérité commander la paix; mais les stipulations en devaient être toujours

assez avantageuses et assez honorables pour que le fils de Chatam n'en eût rien à redouter; le discours dans lequel il cherche à réfuter les objections de ses antagonistes, prouve assez qu'il ne désespérait pas de la situation de son pays. Si dans ce discours, il ne rougit pas de comparer la quadruple alliance du Nord, aux propagandes de Jacobins qui se proposaient de bouleverser l'Europe, il faut avouer que le reste de ses assertions, donne la mesure de la profondeur de ses vues.

Discussion qu'elle amène dans les deux chambres.

Le changement du ministère n'eût calmé l'opposition qu'autant que le nouveau eût adopté un autre système; mais le caractère personnel des nouveaux ministres, et leurs premières mesures, ne tardèrent pas à prouver que ce changement de ministère n'était qu'une nouvelle déception imaginée par Pitt, pour la maîtriser plus aisément. Aussi la tribune des deux chambres, retentit de violentes déclamations contre l'administration passée. Lord Darnley proposa même à celle des pairs, une enquête sur la conduite des ministres. Ce fut à la même occasion que lord Holland s'écria : « Je trouve » quelque chose de grand dans la compáraison » de la Grande-Bretagne avec l'ancienne Rome; » mais la comparaison avec Carthage serait plus » juste : n'en agissons-nous pas avec les puis» sances du Nord, comme les Carthaginois qui

» ne voulaient pas qu'un Romain pût laver ses » mains dans les eaux de Sicile? Qu'en résulta- » t-il? une guerre d'acharnement, et Carthage » fut détruite. Je n'examine point jusqu'où doi- » vent s'étendre les droits maritimes que nous » revendiquons; mais je sais que nous en avons » usé impolitiquement, puisque la plupart de » nos alliés sont devenus nos ennemis. » Discours plein de vérité, peut-être, mais qu'on est surpris d'entendre de la bouche d'un Anglais, pour qui le sacrifice des principes devait être peu de chose, quand il s'agissait de la prospérité de son pays.

Forces anglaises votées par le budget.

Toutes ces attaques demeurèrent au reste infructueuses, et dans l'intervalle qui s'écoula entre sa démission et son remplacement, Pitt eut encore la satisfaction de s'assurer que les énormes subsides qu'il demandait, seraient accordés à ses successeurs. Le budget s'élevant à un milliard, exigea un nouvel emprunt de 600 millions, mais en échange de ce sacrifice, il procura à l'Angleterre un état militaire et maritime de

135,000 hommes, pour le service de la flotte.
193,000 de troupes régulières.
78,000 de milices actives en Angleterre et Irlande.
32,000 fencibles.

en tout de 438,000 hommes, tandis qu'en 1792, il n'allait pas à 120 mille, ainsi qu'on peut s'en

convaincre par ce que nous en avons dit au chapitre 4. Le matériel de la marine, non moins formidable, se composait de 205 vaisseaux de ligne, non compris 36 en construction; 27 de 50 canons; 257 frégates; 312 bricks, sloops et autres petits bâtimens.

La flotte fait voile pour le Danemarck. Tranquilisé sur les efforts de l'opposition, par le tableau de ces forces et l'adoption du budget, le nouveau ministère attendit avec calme le résultat de son expédition contre la ligue des cours du Nord.

La flotte, sortie le 14 mars de Yarmouth, étant arrivée dans le Categat, y attendit le résultat de la mission de M. Vansittart, qui se détacha aussitôt à bord d'une frégate. Ce temps précieux dont l'impatient Nelson déplorait avec raison la perte, donnait aux Danois et aux Suédois le temps de mettre la dernière main à leurs préparatifs, et les premiers surtout ne le laissèrent pas échapper.

Ultimatum remis par Drummond. Cependant l'envoyé Drummond avait remis officiellement, le 20 mars, au comte de Bernstorff, l'ultimatum de son cabinet : celui-ci exigeait que le Danemarck livrât le passage du Sund, renonçât à faire convoyer ses navires, et se retirât de la confédération du Nord. Le caractère déployé jusqu'à ce jour, par M. de Bernstorff, indiquait assez l'accueil qu'il ferait à ces humi-

liantes propositions. Sir Drummond quitta Copenhague le même jour, poussant la haine jusqu'à vouloir que tous les négocians anglais établis dans cette ville le suivissent.

Vansittart alla rejoindre l'escadre le 24, et apprit bientôt à l'amiral, l'inutilité de sa mission. Parker fit alors demander au commandant de Kronenbourg, le passage du Sund, et sur son refus, lui notifia qu'il le considérait comme une déclaration de guerre.

Le 30, un vent frais de nord-est, s'étant élevé, la flotte anglaise appareilla au point du jour. Une forte avant-garde fut confiée à Nelson, à qui Parker, bien avisé, laissa tout le périlleux de l'entreprise; il se réserva le commandement du centre, et donna l'arrière-garde à l'amiral Graves. Passage du Sund.

L'opération eût été plus difficile, si la Suède avait imité l'exemple du Danemarck, dans la célérité de ses préparatifs pour mettre Helsinborg en état de défense. Mais, soit jalousie contre les priviléges du Danemarck, qui percevait seul les droits de péage, soit crainte de se compromettre par des hostilités ouvertes contre les Anglais, les Suédois ne s'étaient point mis en mesure; et, malgré la présence de Gustave IV dans cette ville, ils furent simples spectateurs de la canonnade qui s'engagea entre les Anglais et les Danois. Nelson, qui ne comptait pas sur une circonstance si favorable, avait d'abord tenu le milieu

du canal, sous la protection d'une ligne de galiotes à bombes et de canonnières qui ripostaient au feu des 100 pièces, du château de Cronenbourg; mais aussitôt qu'il fût assuré de l'immobilité des Suédois, il serra la côte à gauche, de manière à éviter les batteries danoises, et vint jeter l'ancre entre l'île d'Amack et la rade de Copenhague, sans avoir éprouvé la moindre avarie dans ce trajet.

Quoique la conduite des Suédois eût beaucoup facilité ce passage, il est certain que, dans la supposition contraire, Parker ne l'aurait pas moins forcé en s'exposant à quelques pertes; car la distance la plus rapprochée étant d'une lieue, la flotte anglaise avec un bon vent eût aisément passé à 1,200 toises des batteries.

La flotte anglaise entre dans la passe de Copenhague

Après avoir passé le Sund, il s'agit encore, avant d'entrer dans la Baltique, de franchir le détroit formé par l'île de Saltholm. Cette masse de rochers jetée au milieu du golfe de Copenhague, est séparée de la Suède par une passe assez large. Celle au couchant du côté du Danemarck, est moins considérable, et se trouve encore coupée en deux par le grand banc du Mittelground; l'un de ces bras est nommé la Grande-Passe, et l'autre le Kingsdiep ou Passe-Royale, qui conduit à Copenhague par un chenal: c'est dans cette dernière que les Danois avaient concentré leurs moyens de défense. Rien ne se

serait donc opposé à ce que Parker pénétrât par la Grande-Passe de Saltholm dans la Baltique; mais il y eût croisé sans abri sûr et sans but, puisque les glaces ne lui permettaient pas encore de former d'entreprise contre les ports russes; tandis qu'en frappant un coup vigoureux contre les Danois, il portait une atteinte mortelle à la fédération du Nord. L'attaque de Copenhague fut donc résolue.

Cette ville a une enceinte de 25 bastions, et une bonne citadelle de forme pentagonale, avec des ouvrages extérieurs, qui dominent le port. Du côté opposé se trouve au sud l'île d'Amack, qui contribue à la sûreté du mouillage; mais quoique séparée par un bas-fond de l'enceinte de Copenhague, on peut s'en servir pour bombarder la place. Au milieu de la baie entre l'île d'Amack et la citadelle, mais plus à l'est, se trouve le banc de Mittelground, qui forme les deux Passes indiquées plus haut. Description de cette ville.

La flotte anglaise n'ayant que mille hommes de débarquement, ne donnait d'inquiétude que du côté de la mer. La ville s'élevant en plan légèrement incliné, se découvre en entier de la rade, et ne saurait être à l'abri d'un bombardement par mer qu'au moyen d'une ligne d'embossage. L'île d'Amack était munie de fortes batteries, dix vaisseaux de ligne en bon état se trouvaient à cette époque dans le port : on se déter-

mina donc à employer les vieilles carcasses à former la ligne de défense extérieure.

Préparatifs du prince royal pour une vigoureuse résistance.

Le prince royal, dont l'administration avait été pour le Danemarck un véritable âge d'or, fort de l'assentiment de ses peuples et de leur dévouement dans la lutte qu'il engageait, se mit lui-même à la tête des troupes de ligne et de la milice urbaine de Copenhague. Excitant le courage des uns, et louant le zèle des autres, il passait jour et nuit à inspecter les travaux et les préparatifs de défense, sans négliger les précautions contre l'incendie.

La batterie des Trois-Couronnes, établie à la pointe où le chenal débouche dans la Passe-Royale, à une demi-lieue nord-est de la citadelle, fut armée de 70 pièces de canon ou mortiers. Indépendamment de cela, deux forts avaient été construits sur pilotis, et armés l'un de 56, et l'autre de 36 bouches à feu du plus gros calibre. L'entrée du chenal qui va au port, fut barrée par quatre vaisseaux, dont deux entièrement équipés : la grande ligne d'embossage appuyait sa gauche à la batterie des Trois-Couronnes, et se prolongeait au sud-est dans la Passe-Royale sur une étendue de 3 mille toises; elle se composait de sept vaisseaux de 60 à 74 canons, de six frégates ou bricks, et d'un bon nombre de canonnières; mais si la gauche semblait inat-

taquable sous la protection de cette immense batterie, la droite n'avait pas le même appui, et c'était un grand malheur.

L'amiral Parker ayant reconnu cette ligne, à bord d'un lougre, avec ses principaux officiers, tint conseil pour décider si l'attaque n'offrait pas trop de chances contraires. Mais Nelson proposant de se charger de l'entreprise avec dix vaisseaux de ligne et toutes les petites embarcations de l'escadre, on lui en laissa le soin, en lui donnant néanmoins deux bâtimens de plus qu'il n'en demandait.

Les Anglais se décident à l'attaque.

Le courage et la tactique navale, ne suffisaient pas pour décider du gain de la bataille, il fallait encore pouvoir arriver sur la ligne ennemie, et les difficultés des approches du Kingsdiep, augmentées par l'enlèvement de toutes les bouées, pouvaient faire échouer l'entreprise. Ce canal étant peu connu de la plupart des pilotes, Nelson ne voulut s'en rapporter qu'à lui-même, du soin de le sonder à bord de son canot, et de rétablir les bouées.

Ce travail pénible et minutieux achevé, l'attaque fut arrêtée pour le 2 avril, à dix heures. Parker avec l'escadre de réserve, se chargea de tenir en échec les quatre vaisseaux placés dans le chenal, et d'appuyer l'avant-garde. A huit heures du matin, au signal donné, la plupart des pilotes furent embarrassés de conduire leurs

Dispositions faites par Nelson.

bâtimens dans la Passe-Royale; on se décida à suivre celui de *la Bellone*, qui avait le plus d'expérience de ces passages, et cependant trois vaisseaux échouèrent sur des bancs de sable, l'un d'eux fut mis hors d'état de marcher, et les autres plus ou moins endommagés.

Sans s'arrêter à cet accident qui lui enlevait une partie de ses forces, Nelson n'en poursuivit pas moins sa marche, s'efforçant de gagner par le sud du Mittelground, la droite de la ligne ennemie, qu'il cherchait en même temps à couper au centre. Pour favoriser cette manœuvre décisive, la droite de Nelson conduite par le commodore Riou devait attaquer la batterie des Trois-Couronnes, secondée par la moitié des troupes de débarquement aux ordres du capitaine Freemantel. Les vaisseaux de ligne n'ayant pu approcher de ce poste, on y employa six frégates dont les efforts furent déjoués par la bonne contenance des Danois.

Bataille navale de Copenhague.

A onze heures, toute la ligne de Nelson, se trouvait engagée; plus de 800 bouches à feu vomirent sur ses vaisseaux une grêle de projectiles durant deux heures, et il leur répondit avec un nombre plus considérable encore. Les Danois déployèrent un courage vraiment héroïque; mais leur position d'embossage leur interdisant toute faculté de manœuvrer, ils n'avaient de ressource que dans la violence et la bonne direction de leur feu.

L'amiral Parker, ébranlé par cette effroyable canonnade, inquiet de la position hasardée dans laquelle s'était placé son lieutenant, et ne voyant que des victimes sans espoir de succès, donna le signal de la retraite. Nelson, hors de lui, défendit de le répéter à son escadre, en s'écriant : « *Que ce signal soit maudit, et que celui de com-* » *battre soit cloué à mon grand mât !* » L'amiral Graves, qui était venu se mettre en ligne avec l'arrière-garde, ne répéta pas non plus l'ordre de cesser le combat, soit qu'il ne l'eût pas aperçu, soit, comme Nelson, qu'il ne désespérât pas encore de vaincre. Le détachement de Riou seul, abîmé par la batterie des *Trois-Couronnes* et par les vaisseaux du chenal, obéit à ce signal, et son chef, coupé en deux par un boulet au moment de l'exécuter, n'eut pas la douleur d'encourir le blâme de son illustre ami.

Le Prince royal, placé à une des batteries principales, était témoin du combat et de la glorieuse résistance des siens. Vers deux heures et demi le feu des Danois se ralentit, et plusieurs bâtimens allaient en dérive ; mais les Anglais trop prompts à les considérer comme des prises, furent accueillis par une forte canonnade, dès qu'ils voulurent en approcher. Le *Dannbrog* avait perdu deux capitaines et les trois quarts de son équipage, qu'il foudroyait encore le vaisseau de Nelson : enfin le feu s'y

mit, et le reste des braves qui le montaient se précipita dans les flots, pour échapper à une mort inévitable : peu après, l'incendie gagna les poudres, et *le Dannbrog* sauta en l'air avec un horrible fracas. Les autres bâtimens dérivés, exposés aux bombes de leurs propres batteries et au canon anglais, présentaient un spectacle effrayant. Ils avaient baissé pavillon, mais leurs ennemis, exposés eux-mêmes au feu des batteries et à celui de la gauche de la ligne, se trouvaient hors d'état de les amarrer. Nelson alliant la finesse à un courage extraordinaire, saisit ce prétexte pour envoyer un parlementaire au Prince royal : Il lui disait que les Danois et les Anglais devaient être amis, qu'il avait l'ordre de ménager le Danemarck, que la moitié de la ligne d'embossage ayant baissé pavillon, si l'on continuait le feu, ne pouvant amener les bâtimens, il les ferait sauter tout en déplorant la perte de leurs braves équipages.

Nelson envoie un parlementaire.

Un armistice est conclu.

Le Prince royal ne pénétrant pas le motif de ce message (1), envoya son aide-de-camp Lindholm à l'amiral anglais; l'on entra en pourparlers, et bientôt une trève fut conclue; le feu

(1) On a dit que le prince de Danemarck avait reçu durant l'affaire la nouvelle de la mort de Paul Ier; cela n'est pas impossible, puisque l'événement eut lieu le 24 mars; et si le fait est vrai, cela explique la suspension d'armes.

cessa, les Danois firent transporter leurs blessés à terre avec deux autres, et Nelson dont le propre vaisseau venait de toucher sur le banc, au lieu d'un désastre inévitable, compta encore cette journée au nombre de ses plus glorieuses.

Les Anglais profitèrent de la trève pour relever des bâtimens qui eussent été perdus, si le feu des Danois avait duré jusqu'à la nuit. Nelson descendit à terre le lendemain, traversa Copenhague au milieu d'un peuple profondément ulcéré. Après deux ou trois conférences avec le Prince, ils stipulèrent un armistice de trois mois et demi. Il fut convenu en outre que l'escadre anglaise n'approcherait pas à une lieue de Copenhague ni des côtes jusqu'au Sund; que l'armistice ne s'étendrait pas à l'expédition qui devait avoir lieu contre Gluckstadt; les choses restaient d'ailleurs dans le *statu quo*, et les Danois conservaient leurs garnisons à Hambourg et Lubeck. Les Anglais firent brûler les bâtimens qu'ils ne purent emmener, et furent jeter l'ancre dans la baie de Kiogge.

La Prusse occupe le Hanovre.

Le jour même où Nelson forçait le passage du Sund (30 mars), le comte de Schullembourg, envoyé de Prusse, remettait à la régence de Hanovre une déclaration qui lui rappelait tous ses griefs contre l'Angleterre, et lui signifiait que l'embargo mis sur tous les navires, et l'apparition d'une escadre anglaise dans le Cattégat, le forçait à des représailles. Il requérait : 1° le licenciement

d'une partie de l'armée hanovrienne; 2° le cantonnement du reste dans un district assigné; 3° la remise des places aux Prussiens; 4° l'occupation de l'électorat, jusqu'à ce que les difficultés fussent aplanies.

La régence ne croyant pouvoir résister aux Prussiens avec les 20 mille hommes commandés par le prince Adolphe, préféra cet arrangement à une résistance plus honorable, mais inutile; elle accepta ces propositions, et les Prussiens maîtres de Hameln, de Hanovre, de Bremen et des autres places, se saisirent de toutes les caisses publiques et administrèrent l'électorat.

Les Danois occupent Hambourg et Lubeck.

Les Danois, de leur côté, avaient envoyé une division sous les princes Charles et Frédéric de Hesse, pour mettre garnison à Hambourg, Lubeck et Trawemunde, afin de fermer ces précieux entrepôts au commerce britannique. La première de ces villes surtout, avait considérablement prospéré dans les premières années de la guerre, puisqu'elle était devenue le seul point de contact de la France et de la Hollande avec le Nord, et la factorerie du commerce anglais avec l'Allemagne.

Suites de la bataille de Copenhague.

La victoire de Copenhague qui coûta mille hommes aux Anglais et près du double aux Danois, était pourtant encore bien loin d'assurer le triomphe de l'Angleterre: rien n'était décidé. La flotte russe à Revel et Cronstadt, renforcée de celle des Suédois à Carlscroon, pouvait livrer une

bataille, après avoir effectué la jonction : si l'expérience et la tactique étaient du côté des Anglais, la supériorité du nombre, le sang-froid et la valeur des Russes et de leurs alliés, pouvaient rendre la lutte égale en engageant le plus de vaisseaux possible dans l'action.

Nelson sentait combien il importait de prévenir cette réunion et de profiter même du premier moment propice pour paraître devant Revel, afin d'empêcher cette partie de la marine russe de gagner Cronstadt. Les glaces qui tiennent assez tard dans le golfe de Finlande, lui donnaient la faculté d'atteindre Revel avant que Cronstadt en fût entièrement dégagé.

L'amiral Parker ayant reçu un renfort de quelques vaisseaux et frégates, plus convenables à la navigation dans ces parages, fit donc voile pour Revel; mais il apprit en route la catastrophe terrible qui changeait entièrement la nature de sa mission. Un coup de foudre avait terrassé dans la nuit du 23 au 24 mars, l'hydre qui menaçait l'Angleterre, et rempli l'Europe d'étonnement et d'effroi; le gouvernement consulaire en informa la France par l'article suivant : *Paul Ier est mort dans la nuit du 23 au 24 mars ! L'escadre anglaise a passé le Sund le 30 ! L'histoire nous apprendra les rapports qui peuvent exister entre ces deux événemens !*

Mort de Paul Ier.

Quoique Paul eût atteint l'âge de 46 ans, il n'y

Erreurs de sa politique.

en avait que quatre qu'il régnait, et nous ne saurions rien ajouter à ce qui a été dit sur les événemens qui marquèrent son court passage sur le trône de Russie. Réduit à être l'allié des Turcs contre le Directoire français, puis l'allié de la France contre l'Angleterre, il eût peut-être mieux fait de renoncer à l'une et à l'autre alliance. L'intérêt de la Russie, du moins celui de cette époque, semblait lui commander de garder la neutralité, ou de faire une guerre nationale en Orient, tandis que toute l'Europe était assez occupée dans le Midi, et que la Porte avait à combattre un adversaire redoutable en Egypte. L'invasion de la Suisse, la révolution de Gênes, la prise de Malte, et la cession de Corfou à la France, furent probablement les motifs qui firent dévier sa politique de cette direction, et l'histoire cite une infinité de guerres déclarées et entreprises sans excuses aussi spécieuses. Des motifs en apparence aussi puissans justifièrent son changement subit de système, sans le ramener sur la véritable ligne tracée par les intérêts nationaux.

Paul qu'aucune considération n'arrêtait, et dont le caractère de fer voulait tout faire plier devant les aberrations de sa politique, sentait chaque jour accroître sa haine contre le cabinet de Londres. Le bombardement de Copenhague, n'eût fait qu'irriter un esprit aussi violent

qu'altier. On assure que le soir même de sa mort, ce prince qui ignorait encore le départ de l'escadre aux ordres des amiraux Nelson et Parker, refusait d'écouter aucune explication, renvoyait les dépêches sans les ouvrir, et méditait le projet, de concert avec la Prusse et la France, de fermer tous les ports du continent.

D'un côté le grand caractère et l'activité du premier Consul, de l'autre l'impétuosité et la force de volonté de l'empereur Paul, l'intérêt plus évident encore de la Suède d'accord avec la bizarrerie de son jeune Souverain, le ressentiment du Danemarck, enfin les avantages que se promettait la Prusse de la liberté de son pavillon et de l'occupation du Hanovre, semblaient assurer à cette coalition formidable, une durée qui devait être menaçante pour l'Angleterre. Peut-être eût-elle vainement prodigué les dépouilles de l'Inde, et les trésors entassés par son industrie, pour conjurer une tempête aussi violente. L'accord de tous les sentimens généreux avec les anciennes jalousies et de justes ressentimens, inspiraient des résolutions énergiques aux plus faibles. Comme le disait un pair anglais : « on armait dans » tous les chantiers, et bientôt les escadres de » la Grande-Bretagne, insuffisantes sans doute » pour combattre tant d'ennemis, et prévenir » leur réunion, ne l'eussent certainement pas

» été pour protéger son commerce contre des ar-
» memens si multipliés. »

Effet de sa mort sur les affaires de l'Europe.

Si l'accession de Paul Ier à la coalition, et l'apparition des aigles de Suwaroff sur l'Apennin, n'avaient pas signalé les progrès que la Russie venait de faire en Europe; on aurait pu s'en convaincre, par la commotion extraordinaire que le changement de sa politique produisit dans la situation des puissances belligérantes. Les projets de Bonaparte surtout en reçurent une vive atteinte : les plus audacieux n'étaient pas capables d'arrêter son imagination ardente, et tout porte à croire qu'il se flatta sérieusement de réaliser ses vues sur l'Inde, à l'aide des secours de Paul. Il était probable que l'intervention de ce prince détacherait la Porte de la cause anglaise, ou donnerait trop d'occupation au Divan sur le Danube, pour qu'il pût agir avec efficacité contre l'Egypte. Dès-lors on pouvait espérer que les Anglais seuls, ne réussiraient pas à en chasser l'armée française. D'un autre côté, un corps russe assemblé à Orenbourg, inquiétant la compagnie des Indes, à une époque où les Marattes étaient encore maîtres de l'Indostan, on pouvait calculer que Wellesley aurait assez à faire sur l'Indus ou le Gange, pour ne prendre aucune part aux événemens sur le Nil. Qui sait même, si la commotion occasionée par ces derniers, ne se serait pas fait ressentir jusque sur les ruines de Serin-

gapatnam ou dans le palais des successeurs d'Aurengzeb !

L'avénement d'Alexandre au trône, devait apporter des changemens notables dans l'état des affaires. Il signale effectivement une de ces époques qui servent de jalons aux historiens pour sortir du labyrinthe des siècles. Il ouvrit à la Russie une ère non moins remarquable, peut-être, que celle de Pierre-le-Grand. S'il dérangea tous les calculs de la politique consulaire, renversa les espérances des neutres, donna des regrets aux peuples méridionaux, la postérité répondra que la Providence ne confiant au nouveau Souverain que la destinée du peuple russe, ne lui demandera point compte de celle des autres Etats. Politique de son successeur.

Quoique le Nord eût couru aux armes pour la défense de principes généraux chers à toutes les nations, cependant le dévouement chevaleresque de Paul n'intéressait ses peuples que dans un avenir fort éloigné; tous les sacrifices étaient pour la génération présente. Exposée à une lutte maritime, qui lui eût fermé pendant plusieurs années le commerce de la Baltique, et peut-être celui de la mer Noire, la Russie voyait sa prospérité intérieure compromise dans ses deux sources essentielles, l'agriculture et le commerce, sans que l'Empire en retirât aucun avantage immédiat. Les deux plus grands marchés des produits

de son sol étaient à Londres ou en Hollande; la guerre maritime les lui avait fermés. La justice de la cause des neutres, le droit imprescriptible des nations, des embarras lointains préparés à l'Angleterre, telles étaient les indemnités incertaines de ce sacrifice : on y a ajouté les chances d'une expédition dans l'Inde; mais cette entreprise, loin d'être mûre, n'était encore qu'une diversion inquiétante pour l'Angleterre, dont on ne pouvait apprécier au juste le résultat. Le clergé russe était mécontent des atteintes portées à l'administration de ses biens : la noblesse, si jalouse de ses priviléges que Paul n'avait pas toujours respectés, et menacée de la perte de ses immenses revenus territoriaux, préférait encore, pour obtenir le libre parcours des mers, consentir au droit de visite qui cachait le despotisme anglais sous un masque de réciprocité, plutôt que de voir dessécher les sources de toutes les fortunes particulières. Les négocians des différentes guildes (1) obéissaient à la même impulsion, car la privation du commerce maritime ruinait le marchand de Pétersbourg comme celui de Riga.

Alexandre en ceignant la couronne, sentait donc le besoin de cicatriser les plaies faites à l'Etat, par son prédécesseur; et le plus sûr moyen

(1) Les commerçans sont divisés en trois classes ou guildes, selon l'importance de leur négoce et la quotité de leur imposition.

d'y parvenir, était de capter les suffrages des différens dicastères qui s'inquiétaient beaucoup plus du mal présent et réel d'une guerre maritime, que d'une prospérité future et incertaine, fondée sur la décadence de l'Angleterre. Dans de telles circonstances, il eût fallu qu'une haine personnelle vînt ajouter aux griefs généraux pour continuer la guerre, et ce n'était point le cas.

Alexandre préférant les avantages bien plus prochains de la paix, ne laissa pas l'Europe dans l'attente, sur le système de sa politique; il en notifia les principes dès le lendemain de son avénement au trône, par une proclamation où l'on remarque cette phrase: « Nous prenons l'engagement de gouverner le peuple que Dieu nous » a confié, conformément aux lois, et d'après » l'esprit de notre glorieuse grand'mère, la magnanime impératrice Catherine-la-Grande, qui » repose en Dieu, et dont la mémoire nous sera » chère à jamais, à nous et à toute la patrie. »....

La population de Pétersbourg répondit par des acclamations de joie à ces pronostics de paix. L'Empereur écrivit en effet aussitôt, de sa main, au roi d'Angleterre, pour lui manifester ses intentions pacifiques; et la nation anglaise ne montra pas moins de transports à cette nouvelle, que le peuple russe même.

Portrait d'Alexandre

Aucun prince n'était plus fait qu'Alexandre pour gouverner un grand empire; sa taille ma-

jestueuse, l'expression gracieuse de ses traits, caractérisés surtout par un grand air de bonté, lui conciliaient au premier abord tous les cœurs; son esprit cultivé, la force et la précision de ses raisonnemens dans toutes les discussions de politique et d'administration, lui avaient déjà fait une haute réputation de sagesse. A ces précieuses qualités, il réunissait une âme généreuse, et la philantropie d'Antonin (1).

Il justifia les espérances qu'on s'était plu à mettre en lui, par une prudence au-dessus de son âge; il répara lentement et sans secousse les torts qu'avaient fait éprouver, soit à des individus, soit à des corps entiers, la trop grande sévérité, l'humeur chagrine et les caprices de son père. Dans une séance du Sénat dirigeant, qu'il présida lui-même le 14 avril 1801, il promulgua plusieurs ukases remarquables; il rendit les droits, priviléges et prérogatives à la noblesse, tels qu'ils avaient été fixés par les statuts de Catherine II. Il rétablit les autorités municipales, abolit la procédure secrète, accorda une amnistie générale, et fit annuler les procédures commencées. Jaloux de réunir tous les suffrages, il rendit au clergé la gestion de ses domaines, au

(1) Ce portrait paraîtra peut-être exagéré, tracé par la plume d'un de ses officiers; mais l'auteur, Suisse de nation, et citoyen d'un pays libre, ennemi de la flatterie et méprisant les hochets de l'ambition, peint l'empereur de Russie comme il l'a vu.

commerce et aux propriétaires fonciers des débouchés, dont la fermeture occasionait tant d'alarmes.

D'un autre côté, il montra beaucoup de mesure dans ses négociations avec l'Angleterre. Outre les démarches faites directement près du cabinet de Londres, le ministre de Russie à Copenhague, remit à l'amiral Parker une déclaration portant : « Que Sa Majesté adhérait à la pro-
» position faite par la Grande-Bretagne à son
» prédécesseur, de terminer à l'amiable les diffé-
» rens qui avaient allumé la guerre dans le nord
» de l'Europe. L'Empereur était prêt à signer à
» cet effet une nouvelle convention : mais fidèle
» néanmoins aux engagemens contractés avec
» les cours de Stockholm, de Berlin et de Co-
» penhague, il était fermement décidé à agir de
» concert avec ses alliés, en tout ce qui serait
» relatif aux intérêts des puissances neutres.
» Sa Majesté ne devait pas s'attendre que la
» Grande-Bretagne commençât les hostilités pré-
» cisément au moment même où l'ambassadeur
» de cette puissance à la cour de Berlin, avait
» reçu de nouvelles instructions pour conférer
» avec le ministre russe qui résidait en cette capi-
» tale. L'Empereur déclarant que ses mesures
» n'avaient été que les effets de son désir de
» maintenir la paix, de prévenir une funeste
» rupture, reconnaissait que les hostilités entre-

» prises contre le Danemarck, et l'envoi d'une » flotte ennemie, eussent opposé de grands » obstacles à la paix, si les dispositions pacifi» ques de la Russie avaient pu être précédem» ment connues de la cour de Londres. Mais » comme la flotte anglaise avait fait voile pour le » Sund avant que Sa Majesté impériale fût mon» tée sur le trône, on attendrait, pour connaître » les véritables dispositions du cabinet britanni» que, que celui-ci eût reçu les propositions qui » lui étaient adressées. L'amiral Parker était donc » requis de suspendre toute hostilité contre le » pavillon des puissances confédérées, jusqu'à » ce qu'il reçût des ordres ultérieurs de sa cour; » et on le rendait personnellement responsable » des suites qui pourraient résulter de la conti» nuation de la guerre. » L'Empereur terminait sa déclaration en annonçant : « Que quoique dis» posé à repousser la force par la force, il per» sisterait dans ses intentions pacifiques, si la » justice et la modération de la cour de Londres » lui permettaient de concilier l'humanité avec » ce qu'il devait à la dignité de sa couronne et » aux intérêts de ses alliés. »

Retraite de la flotte anglaise.

Dès que l'amiral Parker eut reçu l'avis des changemens survenus à la cour de St.-Pétersbourg, il se hâta de céder aux désirs de l'Empereur, en revenant mouiller, malgré les instances du fougueux Nelson, dans la baie de

Kiogge sur les côtes de Zélande. Mais des dépêches de l'amirauté l'ayant rappelé le 5 mai, en lui prescrivant de remettre le commandement à son habile collègue, celui-ci mit aussitôt à la voile pour tenter une opération dont le succès lui paraissait aussi sûr que glorieux.

Au bout de quatre jours de la plus heureuse navigation, Nelson se présenta devant Revel où il apprit que pendant le séjour de la flotte anglaise à Kiogge, l'escadre russe, heureusement dégagée des glaces, était partie le 3 mai, pour se réunir à celle de Cronstadt. Il se décida alors à solliciter une audience de l'Empereur, et à demander à son ministère la levée préalable de l'embargo mis sur les bâtimens anglais. Alexandre qui avait déjà dépêché l'amiral Tschichagoff auprès de Parker, qu'il croyait encore à la tête de la flotte ennemie, refusa l'audience demandée, et fit entendre qu'il ne lèverait pas l'embargo tant que les forces britanniques seraient devant ses ports. Nelson n'entrevoyant plus de capture à faire, prit le parti de revenir dans les parages occidentaux de la Baltique; il rencontra dans sa traversée Tschichagoff avec lequel il arrêta bientôt les bases préliminaires d'un rapprochement.

Les choses en restèrent là jusqu'au milieu de juin. Le cabinet de Londres envoya lord St.-Helens en Russie, pour y achever l'œuvre de la

Négociations et traité de St.-Pétersbourg

pacification. Ce diplomate d'abord débarqué à Copenhague, essaya vainement d'amener le Danemarck à une paix définitive séparée; il continua sa route pour Pétersbourg, où il signa, le 17 juin, une convention qui aplanit tous les démêlés.

Les parties contractantes s'engagèrent réciproquement à observer les règlemens relatifs à la défense du commerce de contrebande avec les ennemis de celle des deux puissances qui serait en guerre. Elles convinrent que les vaisseaux de ligne seuls auraient le droit de visiter les neutres; que ceux-ci pourraient ensuite naviguer vers les ports des puissances belligérantes; *qu'à l'exception des articles de contrebande et des propriétés ennemies, les effets qu'ils auraient embarqués ne seraient point saisis; qu'il en serait de même des marchandises en nature ou manufacturées, provenant des pays en guerre, et achetées par des sujets de la puissance neutre, lorsque ceux-ci les feraient exporter pour leur propre compte.*

Pour prévenir les méprises et interprétations arbitraires sur ce qu'on nommerait contrebande, les puissances invoquèrent l'article 2 du traité de commerce de 1797. Les marchandises qui s'y trouvaient désignées devaient seules être considérées comme munitions de guerre ou navales, et saisissables comme celles qui seraient

la propriété de l'ennemi. D'ailleurs le traité prit toutes les précautions pour empêcher les recherches vexatoires et les dommages qui pourraient résulter de détention arbitraire.

La marine marchande de la Russie, encore dans l'enfance, souffrait peu des concessions faites à l'Angleterre par ce traité; mais la Suède et le Danemarck sentaient le préjudice qui en résulterait pour eux, et tardèrent long-temps à y accéder. La privation de tout commerce et la prise de leurs colonies de St.-Thomas, Barthélemi et Ste.-Croix par l'amiral Duckworth, les firent passer sur un mal inévitable, pour en éviter un plus grand; la restitution des îles perdues, celle des bâtimens séquestrés dédommagèrent en quelque sorte ces braves et faibles nations d'une humiliation dont il fallait remettre la vengeance à de meilleurs temps.

Ainsi l'importante question des neutres fut malheureusement tranchée d'une manière qui devait laisser de longs regrets aux autres puissances de l'Europe. Toutes durent renoncer aux bienfaits de la liberté des mers; celles du Nord rentrer dans une neutralité passive; la France renoncer à conserver l'Egypte, et à dicter une paix désavantageuse à la superbe Albion.

Les contre-coups de ce traité, furent rapides; la Prusse sans marine, ne pouvait rien faire seule pour la cause générale; cédant à son tour, elle

dut consentir sous la médiation de la Russie, à évacuer le Hanovre. Lubeck, Hambourg et les bouches de l'Elbe, le furent également par les Danois.

Dès-lors le Nord ne fut troublé qu'un instant jusqu'à la guerre de 1806; laissons-le jouir de ce repos, pour voir ce qui se passait à la même époque dans le midi de l'Europe.

CHAPITRE CIX.

Au moment où le Nord combattait pour la neutralité maritime, Bonaparte fait occuper la presqu'île de Tarente, et fermer les ports du royaume de Naples aux Anglais. — Paix définitive de la France avec les Deux-Siciles. — Expédition dirigée contre le Portugal; le prince de la Paix y entre avec une armée par la gauche du Tage. — Le général Leclerc en conduit une autre vers Almeyda. — Traité de Badajos, qui n'est pas ratifié par la France. — Paix de Madrid entre la France et le Portugal. — Projet de mariage de Bonaparte avec l'infante Isabelle d'Espagne.

Efforts de Bonaparte pour combattre l'Angleterre.

CERTAIN que les victoires de Hohenlinden et du Mincio le mettraient incessamment à même de dicter la paix à l'Autriche, Bonaparte n'attendit pas l'issue de la négociation de Lunéville pour chercher à humilier l'Angleterre. La réponse déplacée de lord Grenville à ses propositions de paix, les personnalités que se permettaient journellement contre lui les feuilles publiques, et même les membres du parlement dévoués au mi-

nistère, avaient jeté dans le cœur du premier Consul les germes d'un ressentiment assez naturel contre ce cabinet. A ces causes d'inimitié personnelles, qui ne sont jamais tout-à-fait étrangères aux grands événemens de la politique, se réunissait l'ancienne rivalité des deux nations, qui devait rendre leur lutte plus acharnée. Toutefois elles ne pouvaient plus se heurter, faute d'élémens, plus encore que de champ de bataille : la France, sans escadres, se trouvait dans l'impossibilité de rien tenter sur l'Océan, du moins de long-temps; et l'Angleterre, qui avait défait toutes les flottes et paralysé toutes les colonies de la France, désormais sans troupes de terre ou sans coalition, se voyait réduite à la même impuissance sur le continent. Isoler entièrement les superbes insulaires du reste de l'Europe, en leur faisant rompre leurs anciennes relations; interdire tous les ports au pavillon du monopole et du despotisme; fermer tous les débouchés possibles au commerce de l'Angleterre, afin de la contraindre à une paix indispensable; tel était le système à suivre. Le Nord entier ayant adopté cette politique, il ne restait plus qu'à la dicter aux faibles puissances du Midi.

Situation des affaires de Naples.

La cour des Deux-Siciles, dont la destinée semble être de courir aux armes quand il faudrait les poser, et de les poser lorsqu'il faudrait les prendre, profita de l'armistice de Foligno pour intéresser

les grandes puissances en sa faveur. Ne pouvant plus se dissimuler que la dernière levée de boucliers, plus intempestive encore que celle de 1799, ne lui attirât un châtiment, elle comptait que ses alliés en amortiraient du moins la rigueur.

Murat qui, à l'invitation du Pape, s'était rendu à Rome, comme nous l'avons déjà dit, avait fait garnir par douze mille hommes la frontière occidentale du royaume de Naples, tandis que Soult occupait avec dix mille autres la ligne du Tronto et le littoral de l'Adriatique.

Le général en chef jouissait, dans l'ancienne capitale du monde, de l'accueil le plus flatteur, lorsqu'il y reçut la nouvelle de la paix de Lunéville, qui répandit parmi le peuple romain, la même allégresse que dans le reste de l'Europe. On prévit bien qu'un arrangement définitif avec Naples ne tarderait pas à être conclu; mais le traité de Lunéville, ne stipulant rien en faveur de Ferdinand, ce prince sentit qu'il fallait subir la loi du vainqueur, et s'en rapporter uniquement à la médiation du ministre russe Lewaschoff. Le Roi eut donc recours aux talens du duc de Gallo, pour lequel le premier Consul avait conservé des sentimens d'estime depuis la paix de Campo-Formio : ce ministre fut dépêché à Paris en même temps que des négociations s'ouvraient à Florence, entre le chevalier de Micheroux et l'ambassadeur Alquier.

Système du premier Consul envers elle.

Quelque disposé que fût Bonaparte, à bien accueillir M. de Gallo, il n'était pas homme à lui sacrifier des intérêts étroitement liés à l'exécution de ses projets. La lutte contre l'Angleterre l'occupait tout entier; il espérait, en faisant occuper la belle rade de Tarente, pouvoir porter avec plus de facilité des secours à l'armée d'Egypte, ressaisir une partie de son influence dans le Levant, et tenir en même temps en respect la cour de Naples, dont les dispositions peu favorables n'étaient pas un mystère : en un mot, cette occupation offrait à la fois un avantage maritime important, et un gage de la stricte exécution des traités. Les ordres que le premier Consul donna à ce sujet au ministre de la guerre et à Murat, attestent toute sa prévoyance (1).

(1) Voici un extrait de deux de ces ordres :

« Le général Murat préviendra le comte de Damas, que les hostilités recommenceront le 11 mars, à moins que le duc de Gallo, envoyé à Paris, ne souscrive aux arrangemens qui lui seront proposés. Cependant il pourra prolonger l'armistice en ajoutant les conditions suivantes à celles déjà arrêtées à Foligno.

» Une division de 12 mille hommes prendra possession de Tarente et de toute la partie de la presqu'île, depuis l'embouchure de la rivière de Loffante jusqu'à Minervino, et de là suivant la ligne par Gravina, et le cours de la Bradano jusqu'à son embouchure dans la mer. Les forteresses de Tarente, de Gallipoli, de Brindisi, d'Otrante, et en général toutes celles qui sont situées dans cette presqu'île, seront remises, avec leur artillerie, au pouvoir de l'armée française.

» Une autre division occupera Chietti et Aquila : sur la commu-

Malgré la haine de Caroline pour les Français, peu importait après tout de renoncer à l'alliance de l'Angleterre pour se rapprocher de la répu- Paix définitive signée à Florence.

---

nication d'Aquila à Tarente, il ne pourra être tenu aucun corps d'armée napolitaine, hormis quelques postes d'infanterie ou de cavalerie, pour la police du pays et la sûreté des routes. Il ne pourra être démoli aucune place, vu que cette occupation n'est que pour rendre plus facile la communication de l'armée d'Egypte avec la France.

» Le roi de Naples fera payer 500 mille francs par mois, à la caisse de cette division, pour sa subsistance et sa solde, indépendamment du blé nécessaire pour sa nourriture.

» Si les Napolitains consentent à ces conditions, le général Murat enverra le général Soult, avec 7 mille hommes d'infanterie, mille de cavalerie et 400 sapeurs. Il y enverra également un général du génie et le nombre d'officiers nécessaires, avec l'ordre d'armer le golfe de Tarente, de manière à défendre les ports et protéger les vaisseaux français qui arriveraient dans la rade. A Aquila et à Terni, il mettra une garnison de 3 à 4 mille hommes.

» Si, au contraire, les Napolitains ne veulent pas de ces conditions, le général Murat marchera sur eux par Aquila, sans passer par Rome, à moins de nécessité absolue.

» Vous recommanderez au général Murat de faire partir, chaque décade, d'Ancône, de Tarente et autres ports, un bâtiment pour l'Égypte.

» Vous lui recommanderez également d'écrire à Ali-Pacha de Janina, pour lui faire connaître que j'ai conservé de l'amitié pour lui; le général Murat doit lui témoigner qu'il désire entrer en correspondance directe avec lui.

» Il doit envoyer en Egypte des journaux par toutes les occasions, et surtout des boulets, des fusils et du kina.

» Le général Murat doit recommander au général Soult : 1° de maintenir une sévère discipline ; 2° de ne se mêler d'aucune révolution; 3° de comprimer tous les partis; 4° de faire connaître,

blique, pourvu que son trône fût à l'abri des révolutions; d'ailleurs, on n'était pas en mesure d'opter. La négociation prit donc une marche rapide, et le traité définitif, signé à Florence le 28 mars, différa peu des intentions de Bonaparte. Il portait en substance:

1° La cession à la France de la ville de Porto-Longone dans l'île d'Elbe, des présides de Toscane, et de la principauté de Piombino; 2° la fermeture des ports des Deux-Siciles aux Anglais, moyennant quoi la France s'engageait à fournir, en cas de nécessité, pour la défense de la Sicile, un corps auxiliaire, équivalent à celui que fournirait la Russie; 3° le paiement de cinq cent mille francs, pour être répartis entre les Français, victimes des désordres arrivés à Naples, à Viterbe, et autres lieux; 4° la permission à tous les Napolitains poursuivis, bannis ou forcés de s'expatrier, pour des faits relatifs au séjour des Français dans

---

ainsi que ses officiers, que nous ne voulons point révolutionner Naples, et que nous sommes aujourd'hui sincèrement réconciliés avec le Roi.

» Mon intention est que le général Soult et son état-major, aillent à la messe les jours de fête, avec la musique; qu'ils vivent bien avec les prêtres et avec les officiers du roi de Naples. »

J'attends aujourd'hui que toute l'activité du général Murat se portera à occuper l'île d'Elbe. Il peut écrire en Corse pour que le commandant prépare, à Bastia ou à Santo-Pelegrino, une expédition d'un bon bataillon de la 23ᵉ, pour entrer dans cette île, qui nous offre un port très-considérable pour nos escadres.

le royaume de Naples, de rentrer dans leur patrie, avec promesse de les réintégrer dans leurs biens ; 5° la mise en liberté de toutes les personnes détenues pour opinions politiques ; 6° la restitution des statues, tableaux et autres objets d'arts, enlevés à Rome par les troupes napolitaines ; 7° la reconnaissance des républiques Cisalpine, Batave et Ligurienne ; 8° enfin, par des articles secrets, Sa Majesté Sicilienne accordait aux Français la permission d'occuper, jusqu'à la paix définitive, plusieurs places fortes sur les côtes de la mer Adriatique.

Soult occupe la côte orientale du royaume de Naples.

Conformément à ces clauses, le général Soult fit occuper Pescara, puis traversa les Abbruzzes et la Pouille, à la tête de dix mille hommes, pour aller occuper Tarente, dans la presqu'île d'Otrante. Des travaux considérables furent aussitôt commencés pour la mettre en état de défense : cette ville célèbre sembla renaître, pour un moment, de ses ruines, et, en attendant l'exécution des projets qui devaient lui rendre toute son antique splendeur, de nombreuses batteries, armées de quatre-vingts bouches à feu, défendirent sa superbe rade.

Les Anglais n'en restent pas moins maîtres de la Méditerranée.

Ainsi, par un rapprochement qui n'aura pas échappé à nos lecteurs, les Français espéraient faire un point de départ pour agir contre l'Afrique, de cette même rade qui avait été si avantageuse aux Carthaginois pour opérer en Italie,

dans la seconde guerre punique. Dès-lors, depuis les bouches de l'Adige jusqu'au golfe de Tarente, et de là en remontant vers Gênes, tous les états de la Péninsule se trouvèrent directement ou indirectement dominés par la France, et le pavillon britannique, exclu de tous leurs ports, n'osait plus se montrer qu'à Malte, à Minorque et à l'île d'Elbe. Toutefois ces stations, quoique de peu d'étendue, n'en étaient pas moins les clefs de la Méditerranée; leur possession assurait à l'Angleterre les moyens de dominer dans le Levant, de menacer à la fois le littoral de l'Espagne et celui de l'Italie. Elle bravait même sur les rochers de l'île d'Elbe, avec un millier d'hommes, toute la puissance du colosse continental, et Bonaparte, indigné qu'un point si voisin de la Toscane osât ainsi insulter à cette puissance, ordonna d'y jeter des forces suffisantes pour commencer le siége de Porto-Feraïo.

État des relations avec l'Espagne.

Tandis que ces événemens se passaient en Italie, les efforts du gouvernement consulaire n'avaient pas été moins heureux à Madrid et à Lisbonne. Les glorieux succès des armées françaises, pendant la campagne de 1800, avaient resserré de plus en plus les nœuds de l'Espagne et de la France. Aux intérêts réciproques des deux nations, se joignait l'admiration personnelle de Charles IV pour le premier Consul. Le

général, qui avait étouffé l'hydre de l'anarchie, pacifié la France, et changé en peu de mois la face de l'Europe, lui paraissait envoyé pour fermer le gouffre des révolutions et raffermir les trônes. Ce monarque, plein de confiance dans la sagesse et la fortune de son allié, suivait docilement tous les conseils de sa politique. La stagnation du commerce espagnol, le peu de succès des efforts maritimes concertés jusque-là, tempéraient parfois, il est vrai, les bonnes dispositions du roi, et donnaient des inquiétudes au prince de la Paix, en dépit duquel Urquijo, qui inclinait en secret en faveur de l'Angleterre, exerçait encore quelque empire dans le conseil.

Vues de Bonaparte sur le Portugal.

Bonaparte était trop habile pour ne pas profiter de ces heureuses dispositions et les faire tourner à l'accomplissement de ses vues sur le Portugal. Placé sur le bord du grand Océan, à l'extrémité occidentale de l'Europe, qui offre les points de départ les plus avantageux pour la navigation sur les côtes d'Afrique et d'Amérique, jouissant de tous les bienfaits du climat et du sol, étranger, par sa position éloignée, à tous les débats qui ont ensanglanté et dévasté tour à tour les contrées les plus florissantes de l'Europe; ce royaume, qui pourrait contenir cinq à six millions d'habitans, en comptait à peine la moitié. Malgré les avantages de sa situation pour le commerce, malgré les conquêtes aussi glorieuses qu'utiles

des Gama et des Albuquerque, le Portugal, réduit pour ainsi dire depuis un siècle à la condition de colonie anglaise, voyait languir son agriculture et son industrie. Les vertus guerrières qui avaient jadis distingué la nation étaient assoupies, et l'état militaire, déconsidéré, mettait l'armée portugaise au rang des plus médiocres de l'Europe. L'institution des milices existait, mais avec tant de vices, qu'on les comptait à peine alors au nombre des moyens de défense. Si le Portugal offre depuis quelques années un spectacle tout différent, il ne faut pas confondre les époques, mais bien se rappeler ce qu'il était en 1800.

Il importait à la réussite du système de Bonaparte de fermer aux Anglais les ports d'Oporto et de Lisbonne, où ils s'approvisionnent des produits méridionaux, et surtout de vins, en échange desquels ils versent à pleines mains des articles de leurs manufactures, qui se répandent ensuite, soit sur le continent américain, soit en Portugal, et en Espagne même. En effet, quand les marchandises anglaises sont prohibées à Cadix et à la Corogne, il n'est guère possible d'éviter que, débarquées en Portugal, elles ne pénètrent en contrebande dans l'Estramadure, la Galice et l'Andalousie. Il ne l'était pas moins à cette époque d'empêcher que, sous pavillon portugais, elles n'allassent de Lisbonne à Rio-Janeiro et Buenos-

Ayres, pour pénétrer ensuite sur tous les points de l'Amérique méridionale. Lisbonne était donc, pour le commerce anglais, ce que Gibraltar est pour la marine militaire; c'est de là qu'il inondait tout le Midi et le Levant de ses marchandises.

Fermer au commerce ennemi ces précieux débouchés, et se renforcer de tous les moyens d'une puissance jadis maîtresse des mers, n'était pas le seul résultat qu'on se promit, en occupant ce royaume. Au jour de la paix, il devait encore, avec la presqu'île d'Otrante, servir de compensation aux conquêtes faites par l'Angleterre dans les Indes Occidentales.

Le moyen le plus sûr d'atteindre ce but était d'y faire concourir l'Espagne : afin de l'enchaîner d'une manière irrévocable à son alliance, Bonaparte érigea le grand-duché de Toscane en royaume, pour le donner à l'infant Louis de Parme, en échange du duché de Parme et Plaisance, que son père, déjà avancé en âge, céderait à la république. Cet acte d'une sage politique, qui d'un même coup enlevait ce pays à l'influence autrichienne, et engageait l'Espagne à faire cause commune avec la France dans toutes les guerres d'Italie, devait plaire à la famille régnante autant qu'à la nation espagnole, fière du rôle qu'elle avait joué dans la presqu'île italique sous le règne de Ferdinand-le-Catholique et de Charles-Quint.

Ses soins pour y intéresser l'Espagne.

Cette érection stipulée à ce qu'il paraît par une transaction secrète, signée à St.-Ildefonse le 1er octobre 1800, fut cependant assez chèrement payée par le don de six vaisseaux de ligne, et la rétrocession de la Louisiane à la France, qui l'avait abandonnée à l'Espagne par la malheureuse paix de 1763.

Lucien est envoyé à la cour de Madrid.

Sur ces entrefaites, Lucien Bonaparte avait quitté le ministère de l'intérieur, par suite de l'opposition constante et tracassière qu'il affectait contre tous les projets du Consul (1). L'ambassade de Madrid lui fut offerte autant pour déguiser sa disgrâce, que pour resserrer les liens particuliers de sa famille avec le gouvernement espagnol, en témoignant à Charles IV, par l'envoi de son plus proche parent, tout le prix que le Consul mettait à ses relations. Le Roi, en effet, ne se montra pas insensible à cette attention; car aucun ministre de France ne jouit à

(1) Le désintéressement philosophique qu'il a montré dans les disputes relatives à son mariage, n'exclut pas l'ambition. Peu jaloux de titres, Lucien l'était de places et de pouvoir. Les Mémoires publiés par un de ses affidés, prouvent qu'il avait imaginé que Napoléon, trop heureux de partager l'autorité avec lui, se contenterait de diriger la guerre et l'extérieur, et lui laisserait toutes les affaires intérieures de France. Réduit au rôle d'instrument, il ne put se plier à une obéissance passive, et lutta sans cesse contre le chef du gouvernement, qui finit par s'en lasser, car Lucien poussa, dit-on, la hardiesse jusqu'à menacer le Consul de le renverser, comme il prétendait l'avoir élevé.

Madrid de plus de considération et de crédit.

Le renvoi d'Urquijo, qui passait pour le seul membre du cabinet attaché au système de neutralité avec l'Angleterre, ne tarda pas à donner une supériorité décidée au parti français, et fut un véritable triomphe pour le prince de la Paix. Mesurant déjà la distance qui le séparait du trône, le favori en monta hardiment la première marche. Non content du titre de généralissime, qui mettait toutes les forces de terre et de mer à sa disposition, il se fit conférer la dignité de conseiller-général, par lequel il réunit les pouvoirs du Monarque même, et rattacha à sa personne les moindres fils de l'administration. Véritable maire du palais, il ne lui manqua que les talens et le caractère d'un Charles-Martel, pour faire oublier à la fierté castillane, l'origine honteuse de son élévation. Cet homme dont les malheurs n'ont pu faire oublier les fautes, n'avait aucune des qualités nécessaires pour jouer un pareil rôle : non moins vain qu'ambitieux, il ne fit de cas de ses nouveaux pouvoirs, que parce qu'ils lui donnaient les moyens de fasciner les yeux du vulgaire, et non parce qu'ils lui fournissaient l'occasion de signaler sa faveur par quelque entreprise utile ou glorieuse à la nation. Godoï triomphe d'Urquijo. Portrait de ce favori.

Après avoir exprimé aussi librement notre opinion sur ce personnage trop célèbre, d'après le témoignage des hommes qui l'ont approché Observations sur la politique qu'il suivit.

de plus près, nous devons cependant dire que son système d'union à la France, n'était pas si blâmable qu'on l'a prétendu dans l'étranger; et qu'il ne dépendît même pas entièrement de lui, de donner à cette alliance les dehors d'une honorable indépendance. Tous les motifs qui avaient attaché l'Espagne à la France, depuis Philippe V, existaient avec plus de force que jamais. Ne pouvant renoncer à ses immenses possessions d'outre-mer, qu'elle considérait comme les véritables sources de sa prospérité, et n'ignorant pas à quel point l'Angleterre les convoitait, puisque dès le règne de Georges Ier, un de ses ministres n'avait pas craint d'en faire l'aveu formel, l'Espagne n'était en état de les conserver qu'avec une marine : or quel autre moyen aurait-elle eu de réussir si ce n'est de s'allier à la seule puissance capable de balancer les forces navales de l'Angleterre? Qu'eût donc pu faire de mieux Godoï, que de se jeter dans les bras de la France victorieuse? Rester neutre, comme on l'avait si malheureusement fait dans la guerre de 1756 à 1762, n'était-ce pas donner à l'Angleterre la facilité d'anéantir jusqu'aux derniers vestiges de la marine française, pour assaillir ensuite l'Espagne désarmée et réduite à ses propres moyens? Si la neutralité du cabinet de Madrid, déterminant celui de St.-James à modérer ses prétentions, eût produit une paix durable, et donné le temps

de rétablir la marine des deux nations, on aurait alors quelque sujet de censurer la politique du favori de Charles IV. Mais l'intérêt britannique s'alliait trop mal avec la prospérité de l'Espagne, pour laisser le moindre espoir de faire prendre le change au ministère anglais; il fallait dès-lors, ou le combattre ou lui laisser jeter sans obstacle les fondemens de l'empire universel des mers, qui amènerait tôt ou tard l'émancipation de l'Amérique.

Loin d'imiter les écrivains qui jugent après l'événement, et de répéter les reproches dont ils ont accablé le prince de la Paix, nous lui ferions volontiers le reproche contraire; c'est-à-dire, d'avoir lourdement traîné sa politique à la suite des circonstances, et voulu changer de système en 1806, lorsqu'après le désastre de Trafalgar, il vit peser sur l'Espagne tous les maux d'une guerre maritime mal conduite. Placez un Mazarin, un Ximénès, au poste de Godoï; il n'eût pas manqué de s'allier aussi étroitement que lui à la France; mais il eût combiné avec elle des efforts dignes d'une grande nation; il eût fait à l'Angleterre une guerre à outrance. Imprimant au peuple espagnol toute l'énergie dont il est susceptible, il eût tendu les moindres ressorts de l'administration intérieure vers la restauration de la marine : l'influence du clergé, l'orgueil national, l'intérêt du commerce, eus-

sent été les leviers dont il se serait servi pour tirer la nation de son apathie, et lui donner une secousse salutaire. Un tel ministre eût inondé les Antilles d'armemens redoutables, non-seulement pour reconquérir les colonies enlevées si facilement par les Anglais, mais encore menacer la propre sûreté de la Jamaïque. Les hommes et l'argent ne manquaient pas au Mexique ni à la Havane, et on avait assez de vaisseaux pour multiplier des coups de main. Au lieu de redoubler les armemens, d'encourager la marine par tous les moyens, on laissa dépérir les institutions de Charles III; les arsenaux restèrent dans la langueur, on arma de vieilles carcasses de vaisseaux, on les fit sortir de mauvaise grâce et toujours pour se faire battre. Le quart des sacrifices que la nation espagnole fit de 1808 à 1812, eût suffi, au temps dont nous parlons, pour ébranler la puissance anglaise aux Indes occidentales, et assurer long-temps le continent américain à l'Espagne.

Mais terminons une digression qui sort de notre plan, et revenons à ce qui se passait à cette époque dans la Péninsule.

L'Espagne, pressée, s'engage contre le Portugal.

Le prince de la Paix, en reconnaissance de l'appui que la France lui avait prêté pour arriver au but où son ambition aspirait, seconda ses vues. Les démarches de Berthier et de Lucien Bonaparte, pour déterminer le cabinet de Ma-

drid à la guerre contre le Portugal, rencontraient de grands obstacles, d'un côté dans les sentimens de Charles IV et de la reine pour leur fille, épouse du Prince Régent; et de l'autre dans les représentations d'Urquijo. Ils furent bientôt levés par Godoï, qui promit néanmoins à son maître de se borner à un simulacre de guerre, et ne cessa d'entretenir avec le cabinet de Lisbonne des relations clandestines.

Toutefois la nouvelle de la victoire de Hohenlinden, et peu de jours après le décret d'organisation d'une armée d'observation de 20 mille hommes sur la Gironde, ne laissèrent pas d'autre alternative au cabinet de Madrid, que de se brouiller avec Bonaparte, ou de seconder ses desseins. Le Portugal fut de nouveau sommé de fermer ses ports aux Anglais, et menacé d'une invasion par les forces combinées des deux puissances.

Dispositions du Prince Régent et des Anglais.

Cependant, le Prince Régent ne céda pas aux premières menaces. Loin d'obtempérer à la demande de fermer ses ports aux Anglais, il fit quelques préparatifs de défense, et négocia avec eux relativement aux secours qu'il en attendait.

Pitt n'avait rien négligé pour retenir cet ancien et fidèle allié : il avait offert d'entretenir un corps considérable, moyennant que les forces combinées fussent subordonnées à un général anglais, et par là même aux ordres de son ca-

binet. Les descendans d'Albuquerque, trop fiers pour souscrire à ces conditions, consentirent néanmoins à recevoir un ministre ou commissaire anglais, qui dirigerait les opérations de la guerre, pourvu que le secours montât à 25 mille hommes. Ces stipulations parurent plus honorables, en ce qu'elles conservaient du moins une ombre d'indépendance aux troupes portugaises; mais le cabinet de St.-James qui méditait l'expédition d'Egypte, ne voulut pas contracter un engagement dont l'avantage n'équivalait point aux sacrifices qu'il nécessiterait. L'armée d'Abercrombie réunie comme on se le rappelle au mois d'octobre 1800, à Gibraltar, et destinée à l'expédition d'Egypte, avait fait voile pour Malte; mais la division Pulteney en avait été séparée pour servir en Portugal, ou contribuer à la garde des différentes stations de la Méditerranée, et c'était tout ce dont le gouvernement anglais pouvait disposer pour l'instant, ayant d'ailleurs assez affaire dans la Baltique.

Le comte de Lima auquel le Prince Régent avait jusqu'alors confié le soin de diriger la politique, vint à mourir dans ces entrefaites. Ce diplomate avait toujours passé pour le plus ferme appui de l'Angleterre. On se flatta vainement que son successeur adopterait un autre système, le prince persista à suivre les mêmes erremens.

La paix avec l'Autriche décide Bonaparte à une expédition.

La paix de Lunéville acheva de lever toutes les incertitudes : laissant au premier Consul la disposition de forces imposantes, il se hâta de faire refluer de la Lombardie vers la Gironde, quelques-uns de ces régimens d'élite qui venaient d'ébranler la monarchie autrichienne. Dès-lors, Bonaparte était fondé à croire que le Prince Régent n'attendrait pas une attaque dont le résultat était de nature à le précipiter du trône.

Préparatifs de l'Espagne

Dans cet état de choses, l'Espagne ne pouvant plus reculer, céda aux sollicitations pressantes et itératives du ministre de France, et signa enfin le 21 mars 1801, un traité qui confirmait les clauses secrètes de celui du 1er octobre précédent, rappelait l'érection du royaume d'Etrurie, stipulait les cessions qui devaient en être le prix, et la part que le cabinet de Madrid prendrait aux entreprises contre le Portugal.

Dès ce moment les préparatifs se poussèrent avec plus d'activité. L'armée espagnole devait être portée à 40 mille hommes; mais l'argent manquait aux possesseurs de toutes les mines du nouveau monde; et d'ailleurs les cadres des régimens, réduits au tiers, rendaient la chose difficile. Le prince de la Paix ordonna la levée de quelques milices provinciales pour y suppléer, et le désir qu'il avait de commencer les opérations avant l'arrivée des Français, lui fit

hâter les armemens avec une précipitation plus nuisible qu'utile.

Plan d'opérations.

Bonaparte ne voulant pas néanmoins lui abandonner le soin de tracer un plan d'opérations, en arrêta lui-même les principales dispositions. Le commandement de l'armée française fut confié au général St.-Cyr, dont nos lecteurs auront plus d'une fois apprécié la prudence et les talens : elle devait opérer par la rive droite du Tage, pour s'emparer d'Oporto et de Lisbonne; occupations dont dépendait tout le succès de l'entreprise.

Le corps espagnol, déjà à proximité des lieux, devait naturellement avoir la tâche de balayer la rive gauche du Tage, et de soumettre les provinces méridionales de l'Alentéjo et des Algarves. Soit que le prince de la Paix fût piqué de ne jouer ainsi qu'un rôle secondaire, soit qu'il voulût faire preuve d'empressement à servir les Français, ou se rendre enfin l'arbitre des conditions de la paix, il ouvrit la campagne avant leur arrivée. A peine les colonnes de St.-Cyr avaient-elles franchi les Pyrénées et débouché sur Vittoria, que les Espagnols entrèrent dans l'Alentéjo.

Proclamations du Prince Régent.

Le Prince Régent qui s'était probablement flatté que son beau-père s'en tiendrait à des démonstrations, et que la France prodiguait les menaces dans le seul but d'amener plutôt l'An-

gleterre à la paix, avait montré plus de fermeté dans ses réponses, que d'activité dans ses préparatifs réels de défense.

Le secours tant promis par l'Angleterre, manquait tout à coup, ou se réduisait à quelques cadres insignifians, car Abercrombie déjà débarqué en Egypte, appelait à lui tous les renforts possibles. Le Prince eut donc recours aux proclamations, toujours peu efficaces quand elles ne sont pas soutenues d'une armée respectable. Par une adresse publiée le 26 avril, il engageait le clergé, la noblesse et le peuple, à rivaliser de zèle. « L'Espagne, disait-il, oubliant
» que nous l'avons secourue en 1793, nous at-
» taque pour être restés fidèles à nos traités;
» elle prétend que ceux qui furent jurés en
» présence de Dieu et des hommes, soient rom-
» pus tout à coup. Cela seul suffirait pour exci-
» ter votre patriotisme. Mais d'autres puissans
» motifs doivent vous guider : on ose vous dé-
» grader, vous avilir en vous réduisant à n'être
» plus que de simples courtiers de votre com-
» merce : l'Espagne exige que nos ports soient
» gardés par ses troupes, pour avoir une ga-
» rantie de notre fidélité. Une nation qui sut ré-
» sister aux Romains, conquérir l'Asie, ensei-
» gner une route sur les mers, secouer lors-
» qu'elle était encore faible, le joug hérédi-
» taire d'un sceptre étranger, recouvrer et main-

Cette érection stipulée à ce qu'il paraît par une transaction secrète, signée à St.-Ildefonse le 1er octobre 1800, fut cependant assez chèrement payée par le don de six vaisseaux de ligne, et la rétrocession de la Louisiane à la France, qui l'avait abandonnée à l'Espagne par la malheureuse paix de 1763.

Lucien est envoyé à la cour de Madrid.

Sur ces entrefaites, Lucien Bonaparte avait quitté le ministère de l'intérieur, par suite de l'opposition constante et tracassière qu'il affectait contre tous les projets du Consul (1). L'ambassade de Madrid lui fut offerte autant pour déguiser sa disgrâce, que pour resserrer les liens particuliers de sa famille avec le gouvernement espagnol, en témoignant à Charles IV, par l'envoi de son plus proche parent, tout le prix que le Consul mettait à ses relations. Le Roi, en effet, ne se montra pas insensible à cette attention; car aucun ministre de France ne jouit à

(1) Le désintéressement philosophique qu'il a montré dans les disputes relatives à son mariage, n'exclut pas l'ambition. Peu jaloux de titrés, Lucien l'était de places et de pouvoir. Les Mémoires publiés par un de ses affidés, prouvent qu'il avait imaginé que Napoléon, trop heureux de partager l'autorité avec lui, se contenterait de diriger la guerre et l'extérieur, et lui laisserait toutes les affaires intérieures de France. Réduit au rôle d'instrument, il ne put se plier à une obéissance passive, et lutta sans cesse contre le chef du gouvernement, qui finit par s'en lasser, car Lucien poussa, dit-on, la hardiesse jusqu'à menacer le Consul de le renverser, comme il prétendait l'avoir élevé.

Madrid de plus de considération et de crédit.

Le renvoi d'Urquijo, qui passait pour le seul membre du cabinet attaché au système de neutralité avec l'Angleterre, ne tarda pas à donner une supériorité décidée au parti français, et fut un véritable triomphe pour le prince de la Paix. Mesurant déjà la distance qui le séparait du trône, le favori en monta hardiment la première marche. Non content du titre de généralissime, qui mettait toutes les forces de terre et de mer à sa disposition, il se fit conférer la dignité de conseiller-général, par lequel il réunit les pouvoirs du Monarque même, et rattacha à sa personne les moindres fils de l'administration. Véritable maire du palais, il ne lui manqua que les talens et le caractère d'un Charles-Martel, pour faire oublier à la fierté castillane, l'origine honteuse de son élévation. Cet homme dont les malheurs n'ont pu faire oublier les fautes, n'avait aucune des qualités nécessaires pour jouer un pareil rôle : non moins vain qu'ambitieux, il ne fit de cas de ses nouveaux pouvoirs, que parce qu'ils lui donnaient les moyens de fasciner les yeux du vulgaire, et non parce qu'ils lui fournissaient l'occasion de signaler sa faveur par quelque entreprise utile ou glorieuse à la nation.

Godoï triomphe d'Urquijo. Portrait de ce favori.

Après avoir exprimé aussi librement notre opinion sur ce personnage trop célèbre, d'après le témoignage des hommes qui l'ont approché

Observations sur la politique qu'il suivit.

de plus près, nous devons cependant dire que son système d'union à la France, n'était pas si blâmable qu'on l'a prétendu dans l'étranger; et qu'il ne dépendît même pas entièrement de lui, de donner à cette alliance les dehors d'une honorable indépendance. Tous les motifs qui avaient attaché l'Espagne à la France, depuis Philippe V, existaient avec plus de force que jamais. Ne pouvant renoncer à ses immenses possessions d'outre-mer, qu'elle considérait comme les véritables sources de sa prospérité, et n'ignorant pas à quel point l'Angleterre les convoîtait, puisque dès le règne de Georges Ier, un de ses ministres n'avait pas craint d'en faire l'aveu formel, l'Espagne n'était en état de les conserver qu'avec une marine : or quel autre moyen aurait-elle eu de réussir si ce n'est de s'allier à la seule puissance capable de balancer les forces navales de l'Angleterre? Qu'eût donc pu faire de mieux Godoï, que de se jeter dans les bras de la France victorieuse? Rester neutre, comme on l'avait si malheureusement fait dans la guerre de 1756 à 1762, n'était-ce pas donner à l'Angleterre la facilité d'anéantir jusqu'aux derniers vestiges de la marine française, pour assaillir ensuite l'Espagne désarmée et réduite à ses propres moyens? Si la neutralité du cabinet de Madrid, déterminant celui de St.-James à modérer ses prétentions, eût produit une paix durable, et donné le temps

de rétablir la marine des deux nations, on aurait alors quelque sujet de censurer la politique du favori de Charles IV. Mais l'intérêt britannique s'alliait trop mal avec la prospérité de l'Espagne, pour laisser le moindre espoir de faire prendre le change au ministère anglais; il fallait dès-lors, ou le combattre ou lui laisser jeter sans obstacle les fondemens de l'empire universel des mers, qui amènerait tôt ou tard l'émancipation de l'Amérique.

Loin d'imiter les écrivains qui jugent après l'événement, et de répéter les reproches dont ils ont accablé le prince de la Paix, nous lui ferions volontiers le reproche contraire; c'est-à-dire, d'avoir lourdement traîné sa politique à la suite des circonstances, et voulu changer de système en 1806, lorsqu'après le désastre de Trafalgar, il vit peser sur l'Espagne tous les maux d'une guerre maritime mal conduite. Placez un Mazarin, un Ximénès, au poste de Godoï; il n'eût pas manqué de s'allier aussi étroitement que lui à la France; mais il eût combiné avec elle des efforts dignes d'une grande nation; il eût fait à l'Angleterre une guerre à outrance. Imprimant au peuple espagnol toute l'énergie dont il est susceptible, il eût tendu les moindres ressorts de l'administration intérieure vers la restauration de la marine : l'influence du clergé, l'orgueil national, l'intérêt du commerce, eus-

sent été les leviers dont il se serait servi pour tirer la nation de son apathie, et lui donner une secousse salutaire. Un tel ministre eût inondé les Antilles d'armemens redoutables, non-seulement pour reconquérir les colonies enlevées si facilement par les Anglais, mais encore menacer la propre sûreté de la Jamaïque. Les hommes et l'argent ne manquaient pas au Mexique ni à la Havane, et on avait assez de vaisseaux pour multiplier des coups de main. Au lieu de redoubler les armemens, d'encourager la marine par tous les moyens, on laissa dépérir les institutions de Charles III; les arsenaux restèrent dans la langueur, on arma de vieilles carcasses de vaisseaux, on les fit sortir de mauvaise grâce et toujours pour se faire battre. Le quart des sacrifices que la nation espagnole fit de 1808 à 1812, eût suffi, au temps dont nous parlons, pour ébranler la puissance anglaise aux Indes occidentales, et assurer long-temps le continent américain à l'Espagne.

Mais terminons une digression qui sort de notre plan, et revenons à ce qui se passait à cette époque dans la Péninsule.

L'Espagne, pressée, s'engage contre le Portugal.

Le prince de la Paix, en reconnaissance de l'appui que la France lui avait prêté pour arriver au but où son ambition aspirait, seconda ses vues. Les démarches de Berthier et de Lucien Bonaparte, pour déterminer le cabinet de Ma-

drid à la guerre contre le Portugal, rencontraient de grands obstacles, d'un côté dans les sentimens de Charles IV et de la reine pour leur fille, épouse du Prince Régent; et de l'autre dans les représentations d'Urquijo. Ils furent bientôt levés par Godoï, qui promit néanmoins à son maître de se borner à un simulacre de guerre, et ne cessa d'entretenir avec le cabinet de Lisbonne des relations clandestines.

Toutefois la nouvelle de la victoire de Hohenlinden, et peu de jours après le décret d'organisation d'une armée d'observation de 20 mille hommes sur la Gironde, ne laissèrent pas d'autre alternative au cabinet de Madrid, que de se brouiller avec Bonaparte, ou de seconder ses desseins. Le Portugal fut de nouveau sommé de fermer ses ports aux Anglais, et menacé d'une invasion par les forces combinées des deux puissances.

Cependant, le Prince Régent ne céda pas aux premières menaces. Loin d'obtempérer à la demande de fermer ses ports aux Anglais, il fit quelques préparatifs de défense, et négocia avec eux relativement aux secours qu'il en attendait. Dispositions du Prince Régent et des Anglais.

Pitt n'avait rien négligé pour retenir cet ancien et fidèle allié : il avait offert d'entretenir un corps considérable, moyennant que les forces combinées fussent subordonnées à un général anglais, et par là même aux ordres de son ca-

Cette érection stipulée à ce qu'il paraît par une transaction secrète, signée à St.-Ildefonse le 1[er] octobre 1800, fut cependant assez chèrement payée par le don de six vaisseaux de ligne, et la rétrocession de la Louisiane à la France, qui l'avait abandonnée à l'Espagne par la malheureuse paix de 1763.

Lucien est envoyé à la cour de Madrid.

Sur ces entrefaites, Lucien Bonaparte avait quitté le ministère de l'intérieur, par suite de l'opposition constante et tracassière qu'il affectait contre tous les projets du Consul (1). L'ambassade de Madrid lui fut offerte autant pour déguiser sa disgrâce, que pour resserrer les liens particuliers de sa famille avec le gouvernement espagnol, en témoignant à Charles IV, par l'envoi de son plus proche parent, tout le prix que le Consul mettait à ses relations. Le Roi, en effet, ne se montra pas insensible à cette attention; car aucun ministre de France ne jouit à

(1) Le désintéressement philosophique qu'il a montré dans les disputes relatives à son mariage, n'exclut pas l'ambition. Peu jaloux de titres, Lucien l'était de places et de pouvoir. Les Mémoires publiés par un de ses affidés, prouvent qu'il avait imaginé que Napoléon, trop heureux de partager l'autorité avec lui, se contenterait de diriger la guerre et l'extérieur, et lui laisserait toutes les affaires intérieures de France. Réduit au rôle d'instrument, il ne put se plier à une obéissance passive, et lutta sans cesse contre le chef du gouvernement, qui finit par s'en lasser, car Lucien poussa, dit-on, la hardiesse jusqu'à menacer le Consul de le renverser, comme il prétendait l'avoir élevé.

Madrid de plus de considération et de crédit.

Le renvoi d'Urquijo, qui passait pour le seul membre du cabinet attaché au système de neutralité avec l'Angleterre, ne tarda pas à donner une supériorité décidée au parti français, et fut un véritable triomphe pour le prince de la Paix. Mesurant déjà la distance qui le séparait du trône, le favori en monta hardiment la première marche. Non content du titre de généralissime, qui mettait toutes les forces de terre et de mer à sa disposition, il se fit conférer la dignité de conseiller-général, par lequel il réunit les pouvoirs du Monarque même, et rattacha à sa personne les moindres fils de l'administration. Véritable maire du palais, il ne lui manqua que les talens et le caractère d'un Charles-Martel, pour faire oublier à la fierté castillane, l'origine honteuse de son élévation. Cet homme dont les malheurs n'ont pu faire oublier les fautes, n'avait aucune des qualités nécessaires pour jouer un pareil rôle : non moins vain qu'ambitieux, il ne fit de cas de ses nouveaux pouvoirs, que parce qu'ils lui donnaient les moyens de fasciner les yeux du vulgaire, et non parce qu'ils lui fournissaient l'occasion de signaler sa faveur par quelque entreprise utile ou glorieuse à la nation. Godoï triomphe d'Urquijo. Portrait de ce favori.

Après avoir exprimé aussi librement notre opinion sur ce personnage trop célèbre, d'après le témoignage des hommes qui l'ont approché Observations sur la politique qu'il suivit.

de plus près, nous devons cependant dire que son système d'union à la France, n'était pas si blâmable qu'on l'a prétendu dans l'étranger; et qu'il ne dépendît même pas entièrement de lui, de donner à cette alliance les dehors d'une honorable indépendance. Tous les motifs qui avaient attaché l'Espagne à la France, depuis Philippe V, existaient avec plus de force que jamais. Ne pouvant renoncer à ses immenses possessions d'outre-mer, qu'elle considérait comme les véritables sources de sa prospérité, et n'ignorant pas à quel point l'Angleterre les convoitait, puisque dès le règne de Georges I[er], un de ses ministres n'avait pas craint d'en faire l'aveu formel, l'Espagne n'était en état de les conserver qu'avec une marine : or quel autre moyen aurait-elle eu de réussir si ce n'est de s'allier à la seule puissance capable de balancer les forces navales de l'Angleterre? Qu'eût donc pu faire de mieux Godoï, que de se jeter dans les bras de la France victorieuse? Rester neutre, comme on l'avait si malheureusement fait dans la guerre de 1756 à 1762, n'était-ce pas donner à l'Angleterre la facilité d'anéantir jusqu'aux derniers vestiges de la marine française, pour assaillir ensuite l'Espagne désarmée et réduite à ses propres moyens? Si la neutralité du cabinet de Madrid, déterminant celui de St.-James à modérer ses prétentions, eût produit une paix durable, et donné le temps

de rétablir la marine des deux nations, on aurait alors quelque sujet de censurer la politique du favori de Charles IV. Mais l'intérêt britannique s'alliait trop mal avec la prospérité de l'Espagne, pour laisser le moindre espoir de faire prendre le change au ministère anglais; il fallait dès-lors, ou le combattre ou lui laisser jeter sans obstacle les fondemens de l'empire universel des mers, qui amènerait tôt ou tard l'émancipation de l'Amérique.

Loin d'imiter les écrivains qui jugent après l'événement, et de répéter les reproches dont ils ont accablé le prince de la Paix, nous lui ferions volontiers le reproche contraire; c'est-à-dire, d'avoir lourdement traîné sa politique à la suite des circonstances, et voulu changer de système en 1806, lorsqu'après le désastre de Trafalgar, il vit peser sur l'Espagne tous les maux d'une guerre maritime mal conduite. Placez un Mazarin, un Ximénès, au poste de Godoï; il n'eût pas manqué de s'allier aussi étroitement que lui à la France; mais il eût combiné avec elle des efforts dignes d'une grande nation; il eût fait à l'Angleterre une guerre à outrance. Imprimant au peuple espagnol toute l'énergie dont il est susceptible, il eût tendu les moindres ressorts de l'administration intérieure vers la restauration de la marine : l'influence du clergé, l'orgueil national, l'intérêt du commerce, eus-

sent été les leviers dont il se serait servi pour tirer la nation de son apathie, et lui donner une secousse salutaire. Un tel ministre eût inondé les Antilles d'armemens redoutables, non-seulement pour reconquérir les colonies enlevées si facilement par les Anglais, mais encore menacer la propre sûreté de la Jamaïque. Les hommes et l'argent ne manquaient pas au Mexique ni à la Havane, et on avait assez de vaisseaux pour multiplier des coups de main. Au lieu de redoubler les armemens, d'encourager la marine par tous les moyens, on laissa dépérir les institutions de Charles III; les arsenaux restèrent dans la langueur, on arma de vieilles carcasses de vaisseaux, on les fit sortir de mauvaise grâce et toujours pour se faire battre. Le quart des sacrifices que la nation espagnole fit de 1808 à 1812, eût suffi, au temps dont nous parlons, pour ébranler la puissance anglaise aux Indes occidentales, et assurer long-temps le continent américain à l'Espagne.

Mais terminons une digression qui sort de notre plan, et revenons à ce qui se passait à cette époque dans la Péninsule.

L'Espagne, pressée, s'engage contre le Portugal.

Le prince de la Paix, en reconnaissance de l'appui que la France lui avait prêté pour arriver au but où son ambition aspirait, seconda ses vues. Les démarches de Berthier et de Lucien Bonaparte, pour déterminer le cabinet de Ma-

drid à la guerre contre le Portugal, rencontraient de grands obstacles, d'un côté dans les sentimens de Charles IV et de la reine pour leur fille, épouse du Prince Régent; et de l'autre dans les représentations d'Urquijo. Ils furent bientôt levés par Godoï, qui promit néanmoins à son maître de se borner à un simulacre de guerre, et ne cessa d'entretenir avec le cabinet de Lisbonne des relations clandestines.

Toutefois la nouvelle de la victoire de Hohenlinden, et peu de jours après le décret d'organisation d'une armée d'observation de 20 mille hommes sur la Gironde, ne laissèrent pas d'autre alternative au cabinet de Madrid, que de se brouiller avec Bonaparte, ou de seconder ses desseins. Le Portugal fut de nouveau sommé de fermer ses ports aux Anglais, et menacé d'une invasion par les forces combinées des deux puissances.

Cependant, le Prince Régent ne céda pas aux premières menaces. Loin d'obtempérer à la demande de fermer ses ports aux Anglais, il fit quelques préparatifs de défense, et négocia avec eux relativement aux secours qu'il en attendait. Dispositions du Prince Régent et des Anglais.

Pitt n'avait rien négligé pour retenir cet ancien et fidèle allié : il avait offert d'entretenir un corps considérable, moyennant que les forces combinées fussent subordonnées à un général anglais, et par là même aux ordres de son ca-

corps levés pour le service particulier en Europe. La flotte désorganisée par ce détachement subit, ne put faire voile que par division vers Minorque, d'où elle cingla ensuite vers Malte, désigné par lord Keith comme rendez-vous général de l'expédition.

D'un autre côté, l'armée ottomane rassemblée dans les premiers jours de février aux environs de Jaffa, ayant été attaquée de la peste, les opérations furent suspendues indéfiniment, en sorte que les Français auraient eu tout le temps de préparer leurs moyens de défense.

État de l'armée française sous Menou.

Mais, après la mort de Kléber, le commandement de l'armée française était tombé provisoirement par les lois de la hiérarchie militaire entre les mains de Menou. Ce général, le premier de son grade par l'ancienneté, le dernier par la capacité, autrefois marquis de l'ancienne noblesse, puis membre exalté de l'Assemblée constituante, ensuite général insignifiant dans les armées républicaines, venait de couronner ses métamorphoses politiques par embrasser l'islamisme à Rosette. Doué d'une imagination vive et d'une élocution facile et séduisante dans le conseil, mais calculant les plus grands événemens sur les plus petites données, il étonnait par le décousu de ses actions, résultat naturel de la mobilité de ses idées. Du reste, administrateur médiocre et infatué de ses systèmes, complète-

ment dépourvu de talens militaires, presqu'inconnu à l'armée dont il ne partageait plus depuis long-temps les travaux, orgueilleux et vain, tracassier et turbulent; tel était l'homme chargé de tenir tête à l'orage qui s'amoncelait sur l'Egypte; on peut juger s'il en était capable.

Ce n'est pas qu'il fallût désormais un génie extraordinaire pour conserver cette conquête à la république, car l'état de l'armée française s'était beaucoup amélioré, et il ne lui fallait que quelques renforts. Grâces aux établissemens sanitaires, la peste, qui les années précédentes avait exercé de si cruels ravages, se laissait à peine apercevoir : plus de troubles dans l'intérieur, tout était soumis et tranquille; Mourad-Bey était devenu l'allié des Français. A la vérité il était dû encore quelques mois de solde à l'armée, et une partie des avances à l'administration; mais il existait en caisse de quoi satisfaire à la dette publique, l'habillement des troupes était dans le meilleur état, la cavalerie parfaitement montée, l'artillerie bien attelée, le corps des dromadaires au complet, les hôpitaux organisés sur le meilleur pied ne renfermaient que très-peu de malades; les subsistances de l'armée mobile étaient assurées, les places fortes approvisionnées, les transports assurés par un parc de réserve de 500 chameaux. Le génie et l'artillerie exécutaient de grands travaux pour le per-

fectionnement des places et l'approvisionnement des arsenaux; enfin on voyait déjà s'élever au milieu du Caire, d'Alexandrie et de Rosette des fabriques d'objets de première nécessité.

Menou bouleverse tout le système de son prédécesseur.

Tel était l'état de l'Egypte lorsque Menou prit le commandement de l'armée. Pendant les premiers mois de son commandement, il feignit de vouloir suivre la marche tracée par son prédécesseur. Quelques dispositions tendantes à améliorer le sort du soldat, l'exactitude du paiement de la solde, l'affabilité hypocrite de ses formes, accoutumèrent peu à peu les esprits à son autorité. Mais lorsqu'il la vit solidement établie, il cessa de se contraindre : le système des finances, les lois sur les douanes, celles sur les successions, les anciens règlemens du pays, tout fut bouleversé; et ces innovations loin de produire quelque bien, redoublèrent les entraves du commerce, augmentèrent les charges du trésor, diminuèrent les recettes et firent murmurer le peuple et l'armée. Si le nouveau général en chef ne prenait aucune mesure utile au bien-être de l'armée, et au maintien de la discipline; en vrai courtisan, il ne négligea pas les moyens de complaire au chef du gouvernement français: par son ordre le Divan, assemblé au Caire, fut requis d'écrire à Bonaparte une lettre de félicitations sur l'heureux événement qui venait de le porter à la tête des affaires.

Kléber, en prenant la résolution de fixer les Français en Egypte par des liens indissolubles, s'était bien gardé de la laisser transpirer. Il se proposait au contraire de saisir toutes les occasions d'entamer des négociations directes avec la Porte sans l'intervention des Anglais, dans le dessein de la faire consentir à rester neutre jusqu'à la paix générale; époque où la politique conciliatrice du premier Consul, appuyée par des victoires, eût probablement déterminé le Sultan à la cession définitive de l'Egypte. L'esprit étroit de Menou ne sut point apprécier la sagesse d'une telle conduite; et sans attendre les ordres du gouvernement, il déclara de son chef l'Egypte colonie, en prenant l'engagement formel de ne jamais l'évacuer.

Il déclare l'Egypte colonie.

Dès cet instant commencèrent les discussions qui perdirent l'armée. Les meilleurs divisionnaires se réunirent pour adresser à Menou des représentations sur les inconvéniens que pourrait avoir cette déclaration prématurée, sur les vices de plusieurs dispositions relatives à l'impôt, sur le devoir que devait s'imposer le général en chef d'observer les règlemens administratifs, etc. Ces représentations furent mal accueillies, et Menou dans un ordre du jour, accusa une faction désorganisatrice de vouloir perdre l'armée. Plusieurs généraux se crurent inculpés et se plaignirent. Le général Belliard

Opposition qui se forme contre lui.

demanda même par écrit à Menou une explication franche et loyale. Celui-ci n'eût garde d'y répondre. Quelques bons esprits firent de vains efforts pour ramener l'harmonie entre les chefs, Menou fut intraitable : défiant envers tous ses camarades, il s'entoura d'hommes nuls, et correspondit directement avec les généraux de brigade, contre tous les usages militaires. Ce dernier trait acheva de le déconsidérer aux yeux des généraux partisans de la discipline; dès-lors on vit que l'armée serait menée comme un club, et que l'intrigue seule obtiendrait la considération et les récompenses qui devaient être réservées au mérite et à la valeur.

Démarche du capitan-pacha pour renouer les négociations.

Sur ces entrefaites, le capitan-pacha chercha à plusieurs reprises à renouer les négociations. Menou au lieu de profiter de ces ouvertures pour envoyer un officier à Constantinople, s'obstina toujours dans ses refus, répondant à l'amiral turc qu'il devait s'adresser à Paris.

Au reste, ces mesures impolitiques ne furent pas les seules qui démontrèrent à l'armée la nullité absolue de son nouveau chef. Loin de profiter du temps qu'il avait devant lui pour augmenter ses moyens de défense, Menou fit cesser les travaux ordonnés par Kléber, négligea de former des approvisionnemens, rappela les troupes campées près de Rahmanieh, et diminua le nombre de celles qui gardaient les côtes

d'Alexandrie à Damiette. (*Voyez la carte d'Egypte.*)

Bonaparte confirme Menou dans le commandement.

Si le premier Consul eût nommé un autre général, tout pouvait facilement se réparer. Mais dans les premiers jours de novembre, cet espoir fut déçu, et Menou reçut de Paris la confirmation de son autorité. On est encore à comprendre comment Bonaparte, qui savait si bien apprécier les hommes, put se résoudre à conférer les brillantes destinées de l'armée d'Orient à de si débiles mains. Desaix était parti pour expliquer le traité d'évacuation, et avait trouvé la mort à Marengo; mais il restait Reynier et Lanusse, deux hommes également capables, le premier par son excellente instruction militaire, le second par son instinct de la guerre. La crainte que Reynier ne manquât d'énergie et d'habitude du commandement, et la faiblesse de respecter le droit d'ancienneté, là où il n'y avait pas de prééminence bien marquée, furent sans doute les motifs qui le déterminèrent.

Nouvelles fautes qu'il commet en repoussant Mourad.

Cependant l'année 1801 venait de commencer, et tout indiquait que l'Egypte allait être l'objet d'une attaque combinée. L'aveugle général français s'obstinait seul à ne rien voir, et croyant n'avoir à redouter que l'armée du Visir, il se bornait à faire surveiller la frontière de Syrie. Ce n'est pas que Mourad-Bey, instruit par ses émissaires de tout ce qui se passait dans les

camps ennemis, ne l'eût averti de l'approche de la crise, en lui envoyant le plan de campagne des coalisés, et la situation exacte des troupes qui seraient employées à l'expédition; il lui communiquait en même temps les dispositions du Grand-Visir à en venir à un accommodement: mais au lieu de profiter de ces avis salutaires auxquels la loyauté bien connue de Mourad devait faire ajouter foi, Menou congédia durement son envoyé, sans daigner même accepter les services des Mamelucks dans le cas où la guerre viendrait à recommencer.

Position de l'armée.

A cette époque, l'armée française présentait un effectif de plus de 25 mille hommes. (*Voyez le Tableau ci-joint*); mais sur ce nombre, 15 mille seulement, dont 1,700 de cavalerie étaient en état d'entrer en campagne. Six mille sept cents ne pouvaient faire que le service des garnisons, et le reste se composait des malades aux hôpitaux, des officiers sans troupes et des employés des diverses administrations. Cette masse était ainsi répartie : 8,500 hommes occupaient Gizeh, Boulac et le Caire, dont la citadelle et les forts étaient gardés par 2,600 hommes des dépôts. Le général Friant avec 5,200 hommes, dont seulement 2,400 de troupes mobiles, défendait Alexandrie, Aboukir, Rosette et Bourlos; 8 à 900 cantonnaient à Rahmanieh et aux environs; 1,800 hommes tenaient garnison à

ÉTAT DE SIT , à l'époque du mois

CORPS.		ORCE.		OBSERVATIONS.
		.	Cavalerie	
Aile droite. REYNIER.	Da	o	»	
	Fr	o	»	
		o	»	
Centre. RAMPON.		o	»	
		o.	»	
		o	»	
		o	»	
		o	»	
		o	»	
		o	»	
		o	»	
Aile gauche. LANUSSE.		o	»	
		o	»	
		o	»	

Mitkramr, Mansoura, Damiette, Lesbeh et Om-Faredje; un détachement d'environ mille hommes éclairait la frontière de Syrie, et gardait le port de Suez. La brigade du général Donzelot, à peine forte de 1,700 hommes, occupait Beni-souef et les forts de la Haute-Egypte.

Ses défauts.

Quelque disproportionnées que fussent ces forces à l'immensité du terrain qu'elles avaient à défendre, elles eussent néanmoins suffi à un général moins ignorant. La véritable force à la guerre ne consiste pas tant dans le nombre des troupes que dans l'emploi qu'on sait en faire, et ici la simple inspection de la carte suffit pour démontrer le vice de la distribution de l'armée française. Le plan des Anglo-Turcs n'était plus un secret; tout le monde savait qu'il était convenu que le Visir franchirait le désert pour marcher sur le Caire, pendant que l'armée anglaise débarquerait entre Alexandrie et Damiette, et qu'un corps venu de l'Inde entrerait en Egypte par l'un des ports de la mer Rouge. Cet avis donné officiellement par le loyal Mourad-Bey, venait encore d'être confirmé par une dépêche récente du gouvernement français, qui prévenait Menou qu'il allait être attaqué incessamment. Il fallait donc faire rentrer tous les détachemens, compléter les garnisons et l'approvisionnement des forts et places de guerre, puis au lieu d'entasser sans utilité les troupes autour

du Caire, en former trois corps mobiles, dont l'un de 5 mille hommes aurait campé dans les environs d'Alexandrie, le second de même force à Rahmanieh, et le troisième de 4 mille au Caire; mille hommes aidés des Mameloucks auraient défendu le port de Kosseïr, la vallée de Keneh et le reste de la Haute-Egypte. Quelque brillant que fût en apparence le plan de l'ennemi, il était presque impossible qu'à de si grandes distances, il y eût un concert parfait dans l'exécution. Si les Anglais se présentaient les premiers, la division d'Alexandrie, soutenue par celle de Rahmanieh, suffisait pour empêcher le débarquement, et cette dernière, de sa position centrale, pouvait non-seulement se porter sur tous les points de la côte menacés, mais encore faire filer promptement des secours sur le Caire, s'il en était besoin. Dans tous les cas, il était probable que le Visir ne passerait le désert qu'après avoir acquis la certitude de la réussite des Anglais : ainsi loin de rien craindre de ce côté, la division du Caire pouvait encore, à la première apparition de la flotte ennemie, partir à marches forcées pour rejoindre les deux autres sur le bord de la mer. La Haute-Egypte ne courait aucun danger, car il était évident qu'après son débarquement, le corps de l'Inde ne se hasarderait pas à pénétrer dans l'intérieur de l'Egypte, avant d'être assuré que les masses principales y fussent solidement établies.

Les principaux chefs de l'armée sollicitèrent vainement le général Menou d'adopter ces mesures, il fut sourd à leurs représentations. Séduit par l'arrivée de la frégate *la Régénérée* et d'un autre bâtiment qui, en lui amenant 7 à 800 hommes, lui annoncèrent la présence de l'amiral Gantheaume dans la Méditerranée, avec 4 à 5 mille hommes de renfort, il se crut assez de moyens pour braver tous ses ennemis, et poussa l'impéritie jusqu'à négliger les plus simples règles de la prudence. Ainsi à la fin de février la seule citadelle du Caire était pourvue de vivres pour trois mois, tous les autres forts n'avaient que le tiers ou le quart de leur approvisionnement; les dépenses surpassant constamment les recettes, les caisses étaient vides, les économies de Kléber dissipées, et tel était le vice du mode de perception des impositions en nature, que l'armée n'avait ses subsistances assurées que pour vingt jours. Nous arrivons au funeste résultat de toutes ces fautes.

Après avoir passé la majeure partie du mois de décembre à Malte, pour y réunir tous les moyens nécessaires, l'expédition ayant enfin obtenu l'agrément de la Porte, Keith et Abercrombie en sortirent le 22 décembre, et firent voile pour la côte de Natolie, en face de l'île de Rhodes.

L'expédition part de Malte pour la Natolie.

Ils jetèrent l'ancre dans la superbe rade de

Marmorice au fond de la baie de Macri, où l'armée débarqua et campa pour se remettre des fatigues de la mer, recevoir des renforts de Lisbonne ou de Gibraltar, et surtout attendre le retour du général Moore, chef d'état-major, envoyé en Syrie près du Visir, à l'effet d'y concerter les opérations. Tout le mois de janvier fut mis à profit pour instruire les troupes à débarquer avec ordre et célérité, et à soutenir en carrés les charges de cavalerie, précaution d'autant plus utile qu'on n'avait pu embarquer que de très-faibles détachemens de cette arme : on s'appliqua aussi à confectionner un bon nombre de fascines et de gabions que la flotte transporterait au besoin pour le siége d'Alexandrie.

Elle arrive à Aboukir.

Le général Moore étant revenu de sa mission le 23 janvier avec peu d'espoir d'assistance de la part des Turcs, dont l'armée était retenue à El-Arisch par la peste, Abercrombie attendit jusqu'à la fin de février, et mit enfin à la voile le 22, se dirigeant vers la rade d'Aboukir; son armée était alors de 17 mille hommes répartis en huit brigades. (*Voyez le Tableau.*)

La flotte anglaise qui transportait le corps d'Europe, était commandée par Keith, et se composait de quatre vaisseaux de 80, trois de 74, de cinq frégates, d'une douzaine de corvettes ou bricks, de quarante gros bâtimens ar-

ÉTAT DE SITIQUES (Mars 1801.)

ARMÉE ANGLAISE VEIAIS VENU DE L'INDE.

Général en chef, Shef, major-général BAIRD;
Lieutenant-Généra|s le major-général STEWART.

			Infant.	Cavalerie.
Major-gén. Ludlow.	Garde			
		1r régiment.	1,000	»
Major-gén. Coote. .	Royal	rég. Cipayes du Bengale.	2,000	»
		2 rég. Cipayes de Bombay	3,000	»
Major-gén. Kraddok.	8e, 18e			
	3	Total . . .	6,000	»
Major-gén. Cavan. .	50e et			
	4	N-PACHA.		
Brigad.-gén. Doyle.	La Rei 89e			
	5	. . . .	6,000	»

més en flûte, et de plus de quatre-vingts navires marchands. Elle eut à souffrir du mauvais temps dans sa navigation, et un coup de vent sépara du convoi dix-huit chaloupes canonnières turques qui s'y étaient jointes. Enfin elle mouilla le 1er mars dans la rade d'Aboukir.

Dispositions de Friant.

Le général Friant, tout en expédiant un courrier au Caire pour annoncer la présence de l'escadre anglaise, fit à la hâte ses dispositions de défense; incertain du point où l'ennemi opèrerait son débarquement, il laissa les marins et les invalides dans Alexandrie, plaça quelques troupes à Rosette, à Edko et à la Maison-Carrée, et se porta lui-même à Aboukir avec environ 1,600 hommes d'infanterie, deux escadrons de dragons et dix pièces d'artillerie.

Descente des Anglais.

Les vents changèrent tout à coup, et la mer devint si forte que les chaloupes anglaises ne purent approcher de la côte : ce ne fut que le 8 mars, que le temps redevenu calme permit aux Anglais d'effectuer leur débarquement. Cette opération fut dirigée par le capitaine Cochrane, qui réunit sur deux lignes, en avant de la flotte, une centaine de chaloupes à fond plat portant chacune 50 hommes de troupes, et les dirigea vers le rivage sous la protection du feu de la flotte et des chaloupes canonnières. Pour assurer le succès de la première descente, on y employa la brigade des gardes

de Ludlow, la réserve sous les généraux Moore et Oakes; enfin la première brigade du général Coote. On espérait d'autant plus réussir qu'on savait par un prisonnier que les Français n'avaient guère que 2 mille hommes dans les environs du point de débarquement.

Friant avait disposé sa faible division derrière des dunes de sable sur la digue du lac de Madieh; sa gauche appuyée au fort d'Aboukir. Une ligne de défense aussi étendue pour si peu de troupes, ne pouvait présenter à l'ennemi un front bien redoutable, d'ailleurs les Anglais ayant réuni leurs forces, et débarqué seulement du côté d'Aboukir, au point qu'avaient choisi les Turcs l'année précédente, les troupes de la garnison de Rosette et celles d'Edko, placées au-delà du lac, demeurèrent spectatrices inutiles du combat.

Les Anglais s'emparent de la hauteur des Puits, négligée par Menou.

Le choc n'en fut cependant pas moins chaud; lorsque les chaloupes s'approchèrent du rivage, l'artillerie française commença un feu très-vif, qui en coula plusieurs, et mit du désordre parmi les autres. Aussitôt que les troupes furent débarquées, le 23e formant la droite sous les ordres de Moore, précédé par quatre compagnies d'éclaireurs, se porta sur la hauteur des Puits que défendaient deux compagnies de grenadiers de la 61e. Ce mamelon que Bonaparte avait recommandé de couronner par un fort, et que Menou

avait négligé on ne sait pourquoi, aurait rendu le débarquement sur ce point presqu'impossible, s'il eût été fortifié : l'infanterie anglaise l'enleva avec une grande valeur, et Sidney-Smith y fit aussitôt traîner par ses matelots quelques pièces de canon qui assurèrent la possession de ce poste important.

Retraite de Friant.

La gauche, conduite par les généraux Coote et Ludlow, fut d'abord mise en désordre par les dragons français, et ne gagna le haut des dunes qu'à l'aide de renforts. Enfin, après une fusillade assez vive, le général Friant donna l'ordre de la retraite. Elle se fit avec aplomb, et les troupes prirent position près de l'embarcadère, dans un étranglement de la presqu'île entre le lac Mahadieh et la mer, couvrant Alexandrie. Elles furent renforcées pendant la nuit par les détachemens d'Edko et de la Maison-Carrée ; 150 hommes seulement restèrent à Rosette et au fort Julien.

Dès que les Anglais virent les républicains en retraite, ils se portèrent en avant, soutenus par la deuxième division, qui venait de débarquer; des chaloupes armées pénétrèrent dans le lac Mahadieh, après avoir enlevé celle qui en défendait l'entrée, et l'on forma un dépôt de munitions sur le rivage. A la nuit, Abercrombie forma les troupes débarquées sur quatre lignes

entre la mer et le lac Mahadieh; les brigades Stuart et Doyle bloquèrent le fort d'Aboukir.

Menou n'oppose que des mesures fautives.

Cependant Menou avait appris dans la journée du 4 mars, l'arrivée des Anglais. Comme on n'avait encore aucune inquiétude du côté de la Syrie, rien ne l'empêchait de se mettre en route sur-le-champ avec toutes les troupes rassemblées au Caire. En forçant de marche, il pouvait arriver le 9 à Aboukir, et faire subir au corps débarqué le sort de l'armée de Mustapha. Nul doute que les Anglais qui n'avaient pas encore eu le temps de se retrancher, n'eussent été jetés à la mer ou forcés de se rendre à discrétion. Au lieu d'adopter cette mesure salutaire, qui pouvait encore réparer toutes ses fautes, et que lui conseillaient les généraux de l'armée, Menou resta de sa personne au Caire. Reynier avec deux demi-brigades fut envoyé à Belbeis; Morand avec 500 hommes à Damiette; Lanusse dut attendre des ordres à Rahmanieh, et détacher une seule demi-brigade à Alexandrie. Mais ce dernier ayant entendu une forte canonnade, et ne recevant aucune nouvelle, courut au feu avec ses grenadiers, et se fit suivre par le reste de sa division. De son côté le général Bron se dirigea avec trois escadrons de chasseurs sur Aboukir, par un mal-entendu qui n'avait rien que de très-heureux. Ainsi, malgré les fausses dispositions du général en chef, 3,850 hommes de pied, 520

chevaux et 21 bouches à feu, allaient se réunir pour tenir en échec les Anglais.

Sir Ralph Abercrombie ne put profiter de ces fautes pour s'avancer sur Alexandrie, à cause des vents contraires qui empêchèrent le débarquement du reste de son armée. Ce ne fut que le 10, que les Anglais s'avancèrent dans la presqu'île d'Aboukir, ne laissant qu'un régiment d'infanterie et 400 dragons démontés pour bloquer le fort; ils élevèrent à la hâte des retranchemens pour donner à la flotte le temps de mettre le reste du matériel à terre. Le lac Mahadieh formé en 1778 par une irruption de la mer, avec laquelle il communique au moyen d'une bonne passe, étant praticable pour les petits bâtimens, permit à l'escadre d'envoyer par là tout le matériel et les approvisionnemens en munitions, vivres ou fourrages; il procura en outre une grande quantité de poissons pour suppléer à la viande. Ce lac offrant de plus un bon mouillage aux canonnières, les Anglais en firent armer quelques-unes pour protéger leur flanc gauche.

Les Anglais, retenus par les vents, achèvent enfin leur débarquement.

Pendant qu'ils fortifiaient ainsi leur position, les généraux français pénétrés de l'importance des digues du lac Mahadieh et du canal d'Alexandrie, qui forment dans la mauvaise saison la meilleure communication d'Alexandrie avec le reste de l'Egypte, résolurent, malgré la fai-

Position des Français pour défendre les digues du lac Mahadieh et le canal d'Alexandrie.

blesse de leurs moyens, de tenir ferme en avant de ces digues, pour donner à Menou le temps d'arriver. En conséquence, après avoir confié la garde d'Alexandrie aux marins et aux dépôts, le général Lanusse alla se placer sur les hauteurs en avant du camp des Romains. De son côté, Friant couronna avec les 25ᵉ et 75ᵉ une hauteur qui commande la plaine jusqu'au canal et au lac Mahadieh. La cavalerie fut placée entre les deux divisions, et la 61ᵉ forma réserve sur la droite vers le canal.

Abercrombie de son côté, s'était mis en marche le 12, pour s'emparer de cette position; mais trouvant que les Français l'avaient prévenu, il n'osa brusquer l'attaque, et après quelques escarmouches, la remit au lendemain. Ses troupes passèrent la nuit sous les armes, comme s'il eût craint lui-même d'être attaqué.

Combat du camp des Romains.

Le lendemain à la pointe du jour, son armée, forte de 15 mille hommes, se mit en mouvement sur trois colonnes, dans l'intention de tourner la droite française. Les colonnes cheminaient dans le plus profond silence et en bon ordre, malgré une vive canonnade; Lanusse n'apercevant pas celle du centre, et se persuadant que la droite était trop éloignée de la gauche pour lui donner aucun appui, descendit des hauteurs, afin de se jeter sur elle et de la culbuter dans le lac. Au moment où il allait la

charger, la division anglaise du centre paraît sur la colline, et menace le flanc des Français : Lanusse sans hésiter ordonne à la 69e de s'avancer sur la hauteur au bord de la mer, pour contenir la droite des Anglais, laisse un bataillon de la 18e en réserve devant le camp des Romains, et un de la 4e légère pour garder deux bouches à feu, puis se dispose avec quatre bataillons de la 4e légère et de la 18e, et les chasseurs du 22e, à commencer son mouvement. Mais dans cet instant toute l'armée anglaise s'était mise en ligne : Friant qui était en mésintelligence avec Lanusse ne seconda pas assez tôt son opération, et le mouvement s'en ressentit. En vain la 4e fit plier la droite de la première ligne, en vain le 22e de chasseurs chargea avec une rare intrépidité deux bataillons du 90e anglais qu'il entama; le général Friant s'étant avancé trop tard avec les 25e et 75e, les chasseurs furent repoussés et obligés d'abandonner leurs prisonniers. Les généraux français hors d'état d'arrêter plus longtemps les Anglais, ordonnèrent la retraite, qui s'exécuta dans un ordre parfait. Une forte avant-garde resta sur les hauteurs de Nicopolis, pour masquer le mouvement, l'infanterie rentra dans Alexandrie, et la cavalerie fut dirigée sur Ramanieh, pour aller à la rencontre de l'armée.

Après cet engagement où la perte des Anglais ne monta pas à moins de 1,300 hommes, c'est- Abercrombie manque l'occasion

d'enlever le camp retranché.

à-dire au double de leurs adversaires, Abercrombie prit position dans la plaine, sa droite appuyée à la mer vers le camp des Romains, et sa gauche au canal. Un général vigoureux, profitant de l'ardeur de ses troupes, et de l'ascendant qu'il avait pris sur le petit nombre d'hommes qui lui était opposé, aurait de suite attaqué la position sous Alexandrie; mais Abercrombie ayant reconnu que les forts Cafarelli et Crétin dominaient la chaîne de hauteurs qu'occupaient les Français, hésita quelque temps à le faire, ce ne fut que vers trois heures qu'il ordonna aux brigades Cavan et Doyle de tâter la droite. Cette tentative contre laquelle on avait eu le temps de se préparer, échoua complètement, et les colonnes d'attaque se retirèrent avec une perte sensible.

Cette réception détermina le général anglais à retourner sur ses pas pour prendre position sur les collines abandonnées le matin par les Français. Dès-lors il se borna à faire le siége du fort, et à hérisser le front de son armée de retranchemens.

Menou perd un temps précieux, au lieu de réunir ses forces.

Menou avait reçu le 11 mars la nouvelle du débarquement des Anglais, et du combat du 8: quoique l'on sût déjà au Caire, que le Visir faisait ses préparatifs pour entrer en Egypte, il devenait plus urgent que jamais, de réunir tous les moyens de l'armée pour écraser l'ennemi le

plus dangereux; car si l'on fût parvenu à battre les Anglais et à les forcer à se rembarquer, il est hors de doute que les vainqueurs eussent eu bon marché des Osmanlis. Il fallait donc évacuer entièrement la Haute-Egypte et le Delta, ne laisser garnison que dans les forts du Caire, et ceux qui défendaient les bouches du Nil, afin de marcher avec tout le reste sur Alexandrie, où l'on eût ainsi réuni 15 mille hommes. Menou ne voulut pas comprendre l'importance de cette mesure, et s'obstina à laisser éparpillées des troupes qui pouvaient décider la lutte : 850 hommes arrivés de Benisouef, quatre bataillons de la garnison du Caire, et toute la cavalerie, partirent le 12 pour Rahmanieh; les généraux Rampon et Reynier, qui commandaient à Damiette et à Belbeis, prirent le même chemin avec environ 800 hommes chacun; 900 hommes restèrent dans la Haute-Egypte avec le général Donzelot; deux demi-brigades aux ordres de Belliard, gardèrent Salahieh, Belbeis et le Caire conjointement avec les troupes de garnison; une autre demi-brigade et deux escadrons restèrent à Damiette et dans les forts de la côte.

Il gagne le camp d'Alexandrie.

Cependant la position prise par les Anglais, rendait déjà bien difficile la jonction des corps de l'armée française. Il fallait découvrir un chemin praticable à l'artillerie à travers le lac Maréotis, que les ennemis pouvaient d'un moment

à l'autre inonder complètement en faisant une coupure à la digue du lac Mahadieh; sinon il eût été nécessaire de tourner le lac Maréotis par une marche de six jours dans le désert. Heureusement ce chemin se trouva; on défila par Agazi et Mariouth, et l'on gagna le Marabou.

Le général en chef n'arriva avec ces renforts que le 19 au soir au camp d'Alexandrie, le fort d'Aboukir avait capitulé la veille, et l'ennemi maître de toute la presqu'île avait profité de ce délai pour doubler la force de sa position. Le lac Mahadieh, et les bords de la mer, étaient garnis d'une multitude de canonnières, qui assuraient ses flancs. Sa gauche, déjà protégée par des étangs, fut couverte par une redoute armée de 12 pièces de gros calibre; on couvrit la droite appuyée aux ruines du camp des Romains par une redoute armée de deux pièces de 24; le centre, placé également sur des hauteurs, fut couvert de petits redans pour faciliter les feux de mousqueterie; telle était l'imposante position où les Anglais, avec 16 mille hommes, 200 chevaux et 42 pièces de canon attendaient l'armée française, Si celle-ci l'eût attaquée à force égale, comme il eût été possible de le faire, la valeur des troupes républicaines jointe à l'initiative, eussent compensé le désavantage du champ de bataille; mais le général Menou, après sa jonction avec les corps d'Alexandrie, n'avait

qu'environ 10 mille hommes, dont 1,400 de cavalerie avec 46 bouches à feu. Malgré cette disproportion, la confiance que témoignaient les troupes, lui faisait un devoir de livrer promptement bataille : la victoire eût assuré l'Egypte à Menou, en lui donnant le moyen de se porter à la rencontre du Visir et du corps anglais de l'Inde, avant qu'ils eussent fait de grands progrès : la perte de la bataille ne le mettait pas dans une position beaucoup plus fâcheuse que si l'on eût temporisé et donné le temps au Visir de se réunir à ce corps du général Baird, de s'emparer de Damiette, de Salahieh et des petits forts de la côte, de soulever le pays et d'insurger le Caire.

Dispositions pour la bataille.

L'embarras était de faire prendre de bonnes dispositions par un général en chef sourd à tout conseil. Enfin Lanusse trouva le moyen de lui faire tenir indirectement un projet d'attaque qu'il adopta et expédia en forme d'ordre du jour à dix heures du soir à ses généraux. D'après ce plan, la division Lanusse, formant la gauche, devait enlever les redoutes du camp des Romains, et déborder la droite anglaise; la deuxième division aux ordres de Rampon était chargée d'attaquer le centre aussitôt que la précédente obtiendrait quelques succès; Rampon devait être soutenu par Reynier, qui commandait à droite la plus forte division : celui-ci

dut tenir toujours en échec la gauche de l'ennemi, et envoyer un détachement entre les lacs Maréotis et Mahadieh, pour fermer le chemin d'Alexandrie; ce détachement fut fortifié de 300 chevaux, commandés par le général Bron. La réserve de cavalerie, sous Roize, resta en deuxième ligne, derrière le centre. Cette disposition fondée sans doute sur ce que la droite anglaise formant un saillant, pouvait être enfoncée, séparée du centre et culbutée à la mer, donnait cependant prise à la critique; d'abord c'était une faute grave de vouloir la déborder en longeant la mer; ensuite cette droite appuyée au rivage, flanquée par de nombreuses chaloupes canonnières, avait un refuge avantageux dans l'ancien camp Romain, et tenait ainsi un bastion difficile à emporter. Pour y réussir, il eût fallu y destiner la moitié de l'armée, tandis que par une subversion des premières règles de la guerre, l'aile de Reynier qui devait d'abord être refusée, était la plus forte. Si l'attaque de Lanusse n'avait d'autre but que d'attirer le gros de l'ennemi sur elle, et de faciliter ainsi l'opération de Reynier, alors on l'engageait trop pour un accessoire, puisque les coups les plus rudes y furent portés.

Bataille d'Alexandrie ou de Canope.

Quoi qu'il en soit, le lendemain 21 mars, le combat s'engagea à la pointe du jour, par le régiment des Dromadaires qui, passant par Bedah, surprit une redoute, y fit quelques prison-

niers, et attira de ce côté l'attention de l'ennemi. A ce signal toutes les divisions s'ébranlèrent; Lanusse, emporté par son ardeur, dirigea la brigade Silly sur la grande redoute, et celle du général Valentin le long de la mer, sans se ménager de deuxième ligne ni de réserve. Déjà la première avait emporté un redan; mais elle fut bientôt arrêtée par le feu de la redoute. Les 23e et 58e régimens anglais, qui défendaient les ruines du vieux fort, firent éprouver une perte notable à la brigade Valentin, qui persistait à forcer le passage entre la redoute et le vieux fort, quoique battue en écharpe par le canon de 24, dont la première était armée. Lanusse voulant tirer cette colonne d'embarras, la faisait obliquer à gauche, lorsqu'il reçut une blessure mortelle. Ce funeste événement porta le découragement dans la division qui, ne pouvant d'ailleurs être soutenue, fut écrasée par les feux croisés des Anglais, et obligée à se retirer en désordre derrière les mamelons.

Dans cet instant les 2 mille hommes commandés par Rampon, s'avançaient sur quatre colonnes; sa gauche se mêla dans l'obscurité avec la brigade Silly qui, rebutée de ses vains efforts pour franchir le fossé de la grande redoute, essayait de la tourner par la droite. Cet incident causa quelque désordre, néanmoins le général Destaing, à la tête de la 21e, laissant la redoute

à sa gauche, voulut se porter sur le vieux fort; mais arrêté bientôt par le 42e anglais et la garnison de ce poste, il fut forcé de se retirer en laissant presqu'un bataillon prisonnier. A sa droite la faible brigade Eppler fut constamment tenue à distance respectueuse par l'artillerie et la mousqueterie des gardes anglaises.

Cependant le général Reynier, qui attendait pour attaquer l'issue des mouvemens de la gauche et du centre, instruit de l'échec de ces deux divisions, résolut de marcher à leur secours avec toutes ses troupes, à l'exception de la 13e, qu'il laissa entre les étangs. Son dessein était de faire une nouvelle tentative sur le centre et la grande redoute : quoique Abercrombie, averti par sa marche, eût aussi fait filer des renforts sur ce point, cette attaque, exécutée par des troupes fraîches, eût peut-être ramené la victoire sous les drapeaux français, si l'ignorance du général en chef ne fût venue compléter les malheurs de la journée.

Menou, qui jusqu'à ce moment était resté spectateur passif des événemens, ordonne tout à coup au général Roize de charger avec la cavalerie; vainement celui-ci représente que privé du soutien de l'infanterie, il n'a aucune chance de succès; Menou renouvelle impérativement son ordre, et il faut obéir. La première ligne, composée des 3e et 14e régimens de dra

gons, commandés par le général Boussard, tourne la redoute et les fossés du camp, enfonce le 42e régiment anglais, et parvient jusque dans le camp. Mais forcés de se désunir à cause des piquets d'un ancien campement et des trous de bivouacs, ces braves dragons sont assaillis d'une grêle de balles que fait pleuvoir sur eux le régiment de Minorque, accouru pour prendre poste entre la redoute et les gardes; ils sont obligés de faire volte-face. Aussitôt Roize s'apprête à soutenir leur retraite avec les 450 braves qui lui restent; la charge sonne; les Anglais sentent qu'ils n'ont pas de baïonnettes capables de résister au choc, ils ouvrent leurs rangs pour laisser passer les dragons français en pleine carrière, puis avec un admirable sang-froid, les referment, font demi-tour, et dirigent contre eux une décharge terrible. Les dragons furieux reviennent sur leurs pas, et cherchent à s'ouvrir une issue en passant sur le ventre de leurs ennemis; mais ils succombent presque tous, après des prodiges de valeur qui font payer cher la victoire. Abercrombie lui-même fut blessé mortellement dans cette rencontre.

La déroute de la cavalerie française ne permit pas à Reynier d'achever le mouvement projeté. Ses troupes arrêtées au pied des retranchemens, attendirent sous un feu terrible, l'ordre de la retraite, que Menou toujours indécis n'envoya

qu'à dix heures. Alors l'armée, affaiblie de 1,500 hommes, regrettant la perte du brave Roize, des généraux Lanusse et Beaudot, alla enfin prendre position sur les hauteurs de Nicopolis.

L'armée anglaise diminuée d'une perte à peu près égale, et consternée de la mort du général en chef, et de la mise hors de combat des officiers généraux les plus distingués, passa la nuit sous les armes, crainte d'une nouvelle attaque.

Telle fut dans son ensemble la journée du camp de César ou d'Alexandrie, premier succès important que les Anglais eussent remporté sur le continent depuis la révolution. Menou attribua sa défaite à l'inaction de la droite, et s'il fit lui-même la faute de refuser cette aile renforcée, on doit aussi avouer que Reynier tarda un peu de la conduire à l'attaque de la gauche ennemie. Il voulut la mener au point décisif de la grande redoute, lorsqu'il n'en était plus temps, et cette résolution secondaire est en elle-même une amère critique de la disposition primitive. En effet, on refuse une aile pour la conserver disponible au point où l'on veut diriger son effort, et non pour la rendre inactive toute la journée, tandis que l'ennemi accable l'aile opposée. L'importance de cette affaire ne doit pas être mesurée sur le nombre des combattans qui y assistèrent, puisqu'il y avait à peine 12 mille Anglais et 10 mille Français, ni sur les trophées que les

vainqueurs recueillirent, puisque à peine purent-ils se flatter d'avoir pris 2 à 300 hommes, un drapeau et deux pièces de canon; mais elle exalta le moral de l'armée anglaise, en lui donnant l'espoir de se mesurer avec avantage sur un plus vaste théâtre; et en effet les corps de l'armée d'Egypte reparurent plus tard avec éclat dans le royaume de Naples et en Espagne.

Mesures proposées par Reynier.

Dans l'état où se trouvaient les Français, il n'y avait plus qu'un parti à prendre, c'était de ne laisser que les dépôts en garnison au Caire et dans les places les plus importantes des côtes, d'évacuer la Haute-Egypte, et de marcher avec toutes les forces actives sur un point du Delta, d'où l'on pût à volonté tomber sur l'armée du Visir, ou sur celle des Anglais, lorsqu'elle quitterait son camp pour opérer dans l'intérieur. Cette sage résolution, conseillée par Reynier, fut encore rejetée par Menou, qui se méfiait moins de l'ennemi que de ceux qui l'entouraient. Il persista à rester devant Alexandrie, se bornant à prescrire au général Donzelot de descendre de la Haute-Egypte sur le Caire, à rappeler quelques postes peu importans, et à enjoindre aux généraux Belliard et Morand de tirer de leurs garnisons 1,100 hommes pour les diriger sur Rahmanieh.

Hutchinson succède à Abercrom-

Pendant les premiers jours qui suivirent la bataille du 21, il ne se passa rien d'important;

bie, est renforcé par une division turque.

l'armée anglaise était consternée de la mort de son chef, et le général Hutchinson qui l'avait remplacé, flottait dans une indécision que l'arrivée du capitan-pacha vint enfin terminer. Cet amiral amenait un renfort de 6 mille Albanais d'élite qui débarquèrent le 30 à la Maison-Carrée. Alors Hutchinson résolut de faire attaquer Rosette, pour ouvrir la navigation du Nil, et se procurer des vivres qui commençaient à lui manquer; de là il espérait manœuvrer sur les communications de son adversaire. En conséquence, il détacha un millier d'Anglais avec 4 mille Turcs sous le colonel Spencer, par Edko sur cette ville, où il entra le 8 avril : les 400 Français qui en formaient la garnison, l'évacuèrent à l'approche de l'ennemi, et se retirèrent sur la rive droite du Nil, laissant 150 invalides dans le fort Julien. Spencer campa son corps sur les hauteurs d'Aboumandour, et commença aussitôt le siége du fort qui succomba le 19, après avoir été vaillamment défendu.

Il s'empare de Rosette.

Travaux ordonnés pour fortifier ses positions.

Avant de se déterminer à prendre l'offensive, Hutchinson crut devoir renforcer sa position, en conduisant les eaux du lac d'Aboukir, dans le lit desséché du lac Maréotis, afin de pouvoir y faire circuler des cannonières; ce travail se fit en coupant en plusieurs endroits la digue qui sépare le lac Maréotis du lac Mahadieh, et engloutit les terres de 30 villages.

Ces événemens qui auraient dû tirer Menou de sa funeste sécurité, ne l'engagèrent point à prendre un parti vigoureux. Loin de concentrer ses forces à Rahmanieh, pour déjouer le projet des Anglais, il se borna à envoyer contre Rosette le général Valentin avec 1,200 hommes d'infanterie et 340 chevaux. Trois jours après il fit encore filer sur Rahmanieh une demi-brigade et un régiment de cavalerie sous les ordres de Lagrange. Ces deux détachemens réunis aux troupes que le général Morand avait amenées de Damiette, s'avancèrent alors sur El-Aft le 19 avril; mais il était trop tard, Hutchinson avait encore détaché deux régimens anglais sur Rosette, et Lagrange qui commandait à peine 4 mille hommes, s'arrêta devant El-Aft, où il se retrancha en attendant les mouvemens ultérieurs des ennemis.

Le général anglais marche enfin sur Rahmanieh.

Malgré sa grande supériorité numérique, Hutchinson craignit de se compromettre, et son excès de circonspection eût pu être mis à profit par un adversaire plus habile. Le corps de Rosette resta plus de vingt jours campé à El-Hamed sans oser marcher en avant, et ce ne fut que le 9 mai, que Hutchinson à qui il venait d'arriver d'Europe un renfort de 3 mille hommes, prit la résolution d'avancer sur Rahmanieh. Il ne le fit encore qu'en tâtonnant, et laissa 6 mille hommes dans le camp d'Alexandrie sous les ordres du

général Coote. Le corps turc du capitan-pacha côtoya la rive orientale du lac d'Edko, et toutes les troupes anglaises du camp d'El-Hamed, marchèrent sur El-Aft par les deux rives du Nil. Ce poste n'étant pas tenable, Lagrange se replia sur Rahmanieh. Les Anglo-Turcs y arrivèrent en même temps que lui; secondés par leur nombreuse flottille qui avait remonté le Nil, ils se préparaient à attaquer le lendemain; mais Lagrange désespérant de résister à une masse aussi considérable, opéra dans la nuit sa retraite sur le Caire, abandonnant sa flottille avec les vivres et munitions qu'elle portait.

Menou fait embarquer de force le général Reynier.

La perte de soixante-dix djermes, chargées d'effets d'habillement, de munitions de guerre et de bouche, et celle de 100 mille francs en numéraire, enlevés trois jours après dans le canal de Menouef, jetèrent la consternation dans Alexandrie, et toute l'armée éclata en murmures contre son chef. Ces symptômes de mécontentement faisant craindre que les soldats ne lui arrachassent le commandement pour le déférer à Reynier, qui, par suite de diverses tracasseries, s'était retiré à Alexandrie comme un simple particulier, Menou le fit arrêter ainsi que le général Damas, et les renvoya en France sur le brick le *Lody*; abus d'autorité qui ne remédiait à rien.

Fourrage

Comme les troupes allaient manquer de vi-

vres, Menou chargea le chef de brigade Cavalier d'aller faire un approvisionnement dans le Bahyré; cet officier partit d'Alexandrie le 14 mai, avec 600 chameaux et 430 hommes, tant infanterie que cavalerie. Ne trouvant rien dans les villages, et trompé par les rapports des Fellahs qui lui assuraient que les Anglais n'avaient pas quitté Rahmanieh, il résolut d'aller jusqu'au Caire, et de revenir ensuite par le désert; mais à hauteur de Terraneh, il se trouva au milieu de l'ennemi qui lança à sa poursuite toute la cavalerie et la brigade Doyle. Vainement Cavalier tenta d'échapper en gagnant le désert; il fut bientôt atteint, et trop faible pour engager le combat, il accepta la proposition que lui fit le général Doyle d'être embarqué pour la France avec armes et bagages.

intercepté par les Anglais.

Le Grand-Visir passe le désert et marche à Corain.

Sur ces entrefaites, la peste ayant diminué ses ravages dans l'armée ottomane, et Djezzar-Pacha lui ayant envoyé un léger renfort, le visir Jussuf réunit de nouveau 12 à 15 mille combattans, à la tête desquels il passa le désert en trois colonnes successives, et déboucha sur Katieh du 7 au 23 avril.

A l'approche des deux premières divisions conduites par Tahir et Méhémed-Pacha, les garnisons de Salahieh et de Belbeis se retirèrent sur le Caire. Le 30, le Visir arrivé à Salahieh, détacha Ibrahim, pacha d'Alep, avec 2 mille

hommes contre Damiette et Lesbeh, qui étaient évacués par les Français, puis il alla camper à Coraïn, pour donner une espèce d'organisation à son armée que les Arabes et Mameloucks s'empressaient de joindre dans l'espoir du pillage.

Mesures du général Belliard à son approche.

Sur l'avis de son arrivée, Belliard fit aussitôt revenir 600 hommes qui, d'après l'ordre du général Menou, descendaient à Rahmanieh; il rappela Donzelot, et alla s'établir entre Boulack et le Caire, avec environ 2,500 hommes. Quelque temps auparavant, il avait aussi invité Mourad à venir le joindre; mais ce Bey, indigné de la réception que Menou avait fait à son envoyé, exécuta son mouvement avec une excessive lenteur, et fut emporté par la peste le 22 avril à Benisouef; Osman-Bey-Tambourgi, son successeur, prévoyant le triomphe des Anglo-Turcs, alla rejoindre le Capitan-Pacha.

Cependant Lagrange étant arrivé le 13 mai au Caire, Belliard qui avait alors dans la main près de 9 mille hommes, résolut de faire une grande reconnaissance de l'armée turque, de l'attaquer s'il en trouvait l'occasion, et de la rejeter dans le désert. L'extrême timidité du général Hutchinson eût favorisé ce mouvement; car il était encore à deux journées de Rahmanieh. Cette résolution était conforme aux premières règles de la guerre; mais pour être efficace, il eût fallu opérer avec toutes ses forces,

certain que la possession du Caire appartiendrait toujours au vainqueur. Belliard n'osant prendre sur lui l'abandon de cette capitale, y laissa une partie de son monde, et se mit en marche le 15 avec 5,500 hommes seulement, dont 900 de cavalerie et 24 pièces de canon.

Les manœuvres du Visir le font rentrer au Caire.

Le Visir, prévenu de son mouvement, et voulant lui arracher l'initiative, envoya au-devant de lui Tahir-Pacha avec 2 mille chevaux, et partit de Belbeis avec son armée. La rencontre des deux partis eut lieu dans un bois de dattiers; après l'échange de quelques coups de canon, Belliard forma de son infanterie deux carrés entre lesquels il plaça sa cavalerie; les dragons français chargèrent l'ennemi, le culbutèrent et lui prirent deux pièces de canon. Ce début n'eût pas d'autre suite : Jussuf s'avançant avec mesure, contre la coutume des Turcs, eut l'air de manœuvrer, et en imposa aux républicains dont il menaçait les communications avec le Caire. Cette manœuvre plus habile qu'on ne s'y serait attendu de la part d'un barbare, décida le général français à rentrer dans la capitale le 17, et ce fut un grand malheur, car on perdit pour jamais l'occasion de battre l'ennemi.

Mesures des Alliés pour réunir leurs forces.

Enhardis par les mauvaises dispositions de Menou, les généraux alliés suivaient avec persévérance le plan qu'ils s'étaient tracé. Regardant l'armée française comme une proie qui ne

pouvait leur échapper, ils attendaient pour frapper les grands coups, l'arrivée des Mameloucks, et du corps qui venait de l'Inde, sous les ordres du général Baird.

Osman-Bey effectua sa jonction avec environ 1,200 Mameloucks le 1[er] juin, aux environs de Terraneh, et ce renfort de superbe cavalerie était important pour les Anglais qui en manquaient.

Hutchinson se décide à attaquer le Caire.

Quoiqu'arrivé à Suez vers le milieu d'avril, le corps de l'Inde n'ayant pas trouvé de chameaux pour ses transports, et craignant d'attirer sur lui tous les efforts de Belliard, se rembarqua pour aller descendre à Kosséïr, et n'entra à Keneh que le 8 juin. La peste et le manque de vivres retardant encore sa marche, Hutchinson se décida enfin à agir sans lui, en attirant du camp d'Alexandrie deux régimens d'infanterie, une centaine de canonniers et 60 dragons pour commencer le siége du Caire. L'armée anglaise partit d'Ouardan le 18 juin, et prit position le 20, en avant d'Embabeh, pendant que le Visir investissait le Caire par la rive droite du Nil. Un pont de bateaux fut jeté à hauteur de Chobra pour faciliter les communications entre les deux armées.

Position délicate de Belliard.

La position de Belliard devenait difficile. Le Caire qui, avant la bataille d'Héliopolis, n'était contenu que par la citadelle et plusieurs mé-

chans petits forts, n'avait été entouré depuis, par ordre de Kléber, que d'une enceinte susceptible d'arrêter les incursions de la cavalerie. Elle consistait en un mur de dix-huit pouces d'épaisseur et de dix à douze pieds de hauteur, entre le Nil et la citadelle. De là à la porte des Victoires, régnait un autre mur de terre élevé à la hâte, appuyé sur le fort Dupuy, et flanqué de quelques petites tours. Ces deux fronts ne pouvaient résister qu'à un coup de main tenté par des troupes turques dépourvues d'artillerie; mais depuis la porte des Victoires jusqu'au canal, un ancien rempart rétabli par les Français offrait quelques moyens de résistance. Dans aucun cas cependant le Caire n'aurait pu résister à l'attaque des troupes européennes; les pièces du plus petit calibre eussent fait écrouler ses murailles. Ajoutez à cela la difficulté de défendre une aussi vaste enceinte avec si peu de moyens et les dispositions nécessairement hostiles de ses habitans.

Entourée par plus de 30 mille hommes, obligée de conserver une ligne de 12 à 13 mille toises, manquant de vivres, de fourrages et de munitions, quelle résistance pouvait opposer une division de 8 mille combattans? il était impossible de se retirer dans la Haute-Egypte où la peste étendait alors ses ravages, ni dans le Delta que l'ennemi occupait en forces. Si les 5 mille

hommes amenés par Gautheaume, eussent débarqué à cette époque, et fait lever le blocus d'Alexandrie, il eût été possible de se concerter avec Menou, pour tenter une attaque contre Hutchinson; mais ce débarquement n'ayant pas été effectué, le seul parti peut-être qui restait à prendre était de tâcher de rejoindre le corps d'Alexandrie, en longeant le désert. Ce mouvement n'était pas sans dangers, bien que la bravoure des troupes françaises, et leur supériorité dans les marches, permissent de croire qu'on pût en gagner une ou deux sur l'armée alliée. A la vérité il eût fallu dans ce cas que Menou vînt à la rencontre de son lieutenant, et cherchât à tenir la campagne ou du moins à faire entrer des approvisionnemens dans Alexandrie. Cependant en définitive, il aurait toujours fallu capituler, et le général Reynier, dans l'excellent ouvrage qu'il nous a laissé sur cette campagne, assure qu'il ne restait à Belliard d'autres ressources qu'une convention honorable pour éviter l'entière destruction de son corps.

Sans nouvelles de Menou, il signe un traité d'évacuation.

Quoi qu'il en soit, ce général déterminé à tout, pour soutenir l'honneur du nom français, envoya un de ses aides-de-camp au général en chef, afin de l'informer de sa triste position, et de lui demander ses ordres, soit pour aller le joindre, soit pour tenter toute autre opération; mais Menou garda cet officier neuf jours sans

donner aucune réponse. Alors une suspension d'armes fut conclue le 22 juin, et suivie de conférences qui faillirent se rompre plusieurs fois, bien que le principe d'évacuation eût été adopté comme base. Néanmoins l'attitude ferme de Belliard, les nouvelles dispositions qu'il faisait pour sa défense, rendirent enfin Hutchinson et le Visir plus coulans; et, le 27, le traité définitif fut signé. Ses conditions furent absolument semblables à celui d'El-Arisch. Douze jours après la ratification, la division française escortée par l'armée de Hutchinson, celle du Visir, les Mameloucks et le corps du Capitan-Pacha, se mit en marche pour Aboukir, où elle s'embarqua avec armes, artillerie, caissons, chevaux et équipages, emportant avec elle les dépouilles mortelles de Kléber.

Menou se décide à défendre Alexandrie.

Ainsi de toute l'Egypte et de la brillante armée d'Orient, il ne restait aux républicains que la seule place d'Alexandrie, et le corps de 4,500 hommes, campé sur les hauteurs de Nicopolis, qui, pressé par une armée décuple, ne devait pas tarder à succomber. Une clause du traité du Caire le rendait commun à la garnison d'Alexandrie, si le général Menou le jugeait convenable; mais celui-ci qui s'attendait à recevoir de prochains renforts, répondit négativement à la communication qui lui en fut faite le 7 juillet. L'espoir du général en chef se fondait sur l'arri-

vée de l'escadre de Gantheaume. Cet amiral, parti de Brest vers la mi-janvier, avec sept vaisseaux de ligne et plusieurs frégates, portant environ 5 mille hommes, des armes et des munitions, avait paru deux fois dans les mers de Libye, sans oser pousser jusqu'au terme de sa course, ainsi que nous le dirons plus loin. Le brick le *Lodi*, ayant seul pénétré la première fois dans Alexandrie, donna avis de cette expédition sur le succès de laquelle on attendit vainement. Enfin Gantheaume avait fait mine de descendre à Bengazi; il eût été temps alors, puisque Belliard tenait encore au Caire quinze jours après, et que la division Coote n'eût pas pu s'y opposer; mais voyant les Arabes disposés à se défendre, et instruit par les vigies que l'escadre anglaise se portait sur lui, l'amiral reprit pour la troisième fois le chemin de Toulon.

Position des affaires autour de cette place.

Tant que l'armée anglo-turque opéra dans l'intérieur, il ne se passa rien d'important dans les environs d'Alexandrie. Bien que le corps du général Coote, eût été porté jusqu'à 9 mille hommes, par l'arrivée successive de renforts envoyés d'Europe (1), les Anglais restaient immobiles dans leurs lignes, et Menou consumait son temps à réparer les fortifications d'A-

(1) Les 25e, 36e, 24e, 20e; les chasseurs de Lovenstein, dragons du 22e et autres recrues pour les régimens.

lexandrie, et à hérisser de retranchemens inutiles les hauteurs de Nicopolis.

Hutchinson se décide à l'attaquer.

Dans les premiers jours d'août, lorsque les troupes du général Belliard furent embarquées, Hutchinson qui venait d'être renforcé par deux régimens arrivés tout récemment d'Europe, résolut de procéder à l'attaque de vive force des positions de Menou. A cet effet le corps de l'Inde, étant parvenu à franchir le désert, et à se rassembler à Keneh dès les premiers jours d'août, reçut l'ordre de venir joindre l'armée sous Alexandrie. Pour achever l'investissement de la place, et enlever en même temps aux Français leur communication avec les Arabes Ouadalis, qui seuls leur apportaient des vivres, il ne fallait que s'emparer de la langue de terre où est situé le fort de Marabou. En conséquence le général anglais fit équiper une flottille de près de 400 bâtimens de toute espèce sur le lac Maréotis, et y fit embarquer 4 mille hommes aux ordres du général Coote; le lendemain 17 août, celui-ci se dirigea entre le Marabou et l'île Mariout, pendant que Hutchinson, à la tête de la majeure partie de ses troupes, faisait une fausse attaque sur les retranchemens de Nicopolis.

Nouvelle faute de Menou.

Tous les généraux représentèrent alors à Menou l'urgence de rentrer dans la place, pour diriger la totalité des forces disponibles contre la colonne de Coote. Si cette manœuvre ne pou-

vait que retarder la chute, elle eût du moins illustré et prolongé la défense. Mais le général en chef n'envoya sur le Marabou que 5 à 600 hommes commandés par le général Eppler, détachement trop faible pour empêcher le débarquement : aussi, craignant d'être coupés, les Français prirent-ils position au canal Kibotos, après avoir détruit les bâtimens qu'ils avaient sur le lac.

Coote ayant donc opéré sa descente sans opposition, fit aussitôt le siége du Marabou; ce petit fort capitula le 21, et la ligne anglaise, renforçée de 2 mille Turcs, aux ordres du Capitan-Pacha, chassa Eppler du poste qu'il occupait, pendant que le capitaine Cochrane pénétrait dans la vieille rade d'Alexandrie, avec sept sloops de guerre, et se plaçait fièrement en bataille devant les frégates françaises.

Tentatives des Anglais contre Alexandrie.

Cette entreprise ne suffit pas encore à Menou pour lui faire sentir le besoin de concentrer ses moyens de défense; il persista à conserver le camp de Nicopolis, et n'en tira que quelques troupes qui, jointes au détachement d'Eppler, prirent position, la droite au fort Leturcq, et la gauche à la colonne de Pompée.

Tant d'impéritie devait avoir un funeste résultat. Le général Coote qui ne s'occupait depuis trois jours qu'à bombarder le fort Leturcq, s'apercevant enfin de la faiblesse des postes qu'il

avait devant lui, tenta un coup de main sur la place. Son corps s'ébranla dans la nuit du 25 au 26 sur trois colonnes ; les deux premières, formées par les gardes sous la conduite de lord Cavan, longèrent le lac Maréotis ; la troisième, consistant dans la brigade Ludlow, marcha sur le fort Leturcq en côtoyant à gauche le bord de la mer. Ces trois colonnes avaient pour réserve la brigade Finch, qui suivait à quelque distance la deuxième ; leur marche était de plus protégée par le feu des canonnières qui manœuvraient sur leurs flancs à hauteur des têtes de colonne. Les avant-postes français furent surpris, et un bataillon de la 18e, presqu'entièrement détruit. Si l'attaque de gauche eût été poussée avec vigueur, cette nuit décidait du sort d'Alexandrie ; toutefois les troupes campées près du fort ayant repoussé celles de Ludlow, les Anglais ne retirèrent d'autre fruit de cette expédition nocturne, que la possession de quelques monticules près de la mer où ils établirent de l'artillerie pour battre le fort en brèche.

Attaque régulière du fort Leturcq

Les jours suivans Coote ayant été renforcé par la brigade Blake, que lui amena le colonel Spencer, et par 600 Turcs détachés du corps du Capitan-Pacha, le général anglais voyant d'ailleurs son flanc gauche couvert par une douzaine de bâtimens de guerre, ne songea plus qu'à établir des batteries contre le fort Leturcq. Dès le

24, il avait démasqué une batterie de quatre pièces de 24, et une de quatre mortiers, et le 26, quatre autres jouèrent contre le camp retranché à l'est de la ville, et eurent bientôt forcé au silence les batteries françaises.

Les Français pressent Menou de traiter.

Cependant les vivres de la place approchaient de leur fin, les hôpitaux manquant des choses les plus nécessaires, étaient encombrés de plus de 2 mille malades ou blessés, et l'on pouvait à peine réunir 3 mille hommes en état de se battre. Dans cette extrémité, les officiers généraux, prévoyant qu'il faudrait toujours en venir à une capitulation, et qu'une plus longue défense ne servirait qu'à rendre les conditions plus dures, se réunirent pour faire sentir à Menou la nécessité d'entamer des négociations. Bien qu'il eût pris l'engagement formel de s'enterrer sous les ruines d'Alexandrie, par la forfanterie avec laquelle il avait reçu peu de jours auparavant les stipulations de Belliard au Caire, et en déclarant par écrit (1), que le mot de capitulation était rayé de son vocabulaire, cette fois il fut plus traitable. Il ne se fit point prier pour écrire au général Hutchinson, et

(1) « Vaincre ou mourir, telle est ma devise, général ; point de » capitulation, ce mot est rayé de mon dictionnaire. » Telle est la réponse qu'il fit au général Belliard, en lui renvoyant son aide-de-camp, lorsqu'il apprit la capitulation du Caire.

demander une suspension d'armes de trois jours à l'effet de traiter de la reddition de la place.

Capitulation d'Alexandrie.

Cette proposition fut accueillie avec empressement; et, après quelques débats, la capitulation définitive fut signée de part et d'autre le 31 août. On convint que l'armée française serait transportée en France avec armes, bagages, et dix pièces de canon seulement. Menou fut même si coulant, qu'il stipula (chose inouïe pour un homme juste et protecteur des arts, comme il avait toujours affecté de l'être) que les collections particulières, les plans, dessins et manuscrits de la commission des arts, resteraient au pouvoir de l'état-major anglais. Mais les Savans refusèrent l'exécution de cette clause, et mirent tant d'énergie dans leurs réclamations que le général Hutchinson consentit à l'annuler.

Le 2 septembre, les forts et retranchemens extérieurs furent remis aux Anglo-Turcs. La veille le corps du général Baird débarqua, des djermes sur lesquelles il était monté, au Caire, et alla camper près de la tour d'Aboumandour; le 20, la garnison française commença à s'embarquer, et dans les derniers jours du mois, tous les républicains voguaient vers la France.

Résumé de l'expédition

Ainsi se termina cette expédition commencée sous de si brillans auspices, et sur laquelle on a cherché à répandre également à tort le merveilleux et le ridicule; des êtres superficiels

l'ont présentée comme une folie, une équipée romanesque, tandis que d'autres l'ont élevée trop haut. Les hommes accoutumés à ne pas toujours juger une opération d'après son résultat, ne désapprouveront au contraire que le choix de l'époque à laquelle elle se fit, ou plutôt encore la politique tracassière du Directoire, qui lui suscita une foule d'ennemis, au moment où il avait tant d'intérêt à se ménager des alliés et des ressources, pour mener à bien une si vaste entreprise. Sous le point de vue militaire comme sous le point de vue maritime et commercial, l'expédition d'Egypte était excellente. Nulle colonie ne pouvait valoir à la France ce qu'en peu d'années eût rapporté l'Egypte. Les rapports des généraux en chef, les faits qui ont eu lieu durant l'occupation, prouvent que les ressources de cette province, suffisantes en temps de guerre à l'entretien d'une armée, en auraient offert un surplus considérable dans les temps ordinaires. On peut remarquer en effet que malgré le défaut de communications assurées avec la France, l'armée républicaine n'a point souffert essentiellement.

Entreprise dans tout autre temps, l'expédition eût certainement réussi; et même sans les fautes de Menou et de Gantheaume, eût-il été possible qu'elle obtînt ce résultat.

En résumant les positions des deux partis aux

principales époques de cette courte campagne, on découvre en un clin-d'œil le seul système qui eût pu sauver l'Egypte, et les fautes que le général français commit.

Sept à 8 mille Anglais débarquèrent le 8 mars; un nombre égal ne put descendre que le 10. Ces forces restèrent seules sur la presqu'île d'Aboukir, jusqu'au commencement d'avril, que 6 mille Turcs descendirent vers Rosette. Enfin ce ne fut qu'à la fin du même mois, que 15 mille Turcs se dirigèrent par le désert sur Salahieh et Belbeis.

Ainsi en réunissant vivement tout ce qu'il y avait de mobile dans l'armée française, pour tomber sur les premiers débarqués, on pouvait se flatter avec des chances favorables de les culbuter : tout autre parti pouvait prolonger la lutte et donner des succès partiels, mais n'aurait point sauvé l'armée.

Quand les Anglais firent le détachement sur Rosette, il fallait ne laisser à Alexandrie que la garnison, et jeter 10 mille hommes sur ce corps aventuré. Si on était parvenu à le détruire, on aurait eu plus tard bon marché de l'armée du Visir; ne l'ayant pas fait, on ne pouvait prendre que des demi-mesures, lorsque celle-ci déboucha. A la vérité il n'eût pas été impossible de la battre en employant tout ce qui pouvait tenir la campagne; mais alors les Anglais réunis au Ca-

pitan-Pacha, étaient déjà trop solidement établis pour ne pas réparer un échec partiel : ce n'eût été qu'un laurier stérile ajouté à la couronne de l'armée d'Orient; elle n'en eût pas moins été contrainte à signer un traité d'évacuation, dès qu'elle n'avait pas agi à temps contre les Anglais; et c'était dans les huit premiers jours qu'il fallait sauver l'Egypte. Si l'on parvenait à faire rembarquer les Anglais, et à débarquer Gantheaume, un an de repos et de paix eût suffi pour mettre ce pays à l'abri de leurs attaques, et donner le temps de s'entendre avec la Porte. Les démonstrations de Paul Ier contre l'Orient, le rassemblement d'une armée russe en Podolie, pouvaient décider le Divan à un arrangement. Dès-lors il eût été facile de s'attacher les habitans du pays, de manière à s'y soutenir, malgré toutes les croisières britanniques.

Considérée comme colonie agricole, il était possible que l'Egypte remplaçât St.-Domingue, et fournît à la France les sucres et les cafés dont le climat permettait de naturaliser la culture: en tout cas, elle fournirait des grains aux provinces méridionales dans les mauvaises récoltes. Sous le rapport du commerce, elle procurerait un échange immense de ses produits avec ceux de l'industrie française; elle ramènerait peut-être le commerce direct de la presqu'île du Gange, par Alexandrie à Marseille, comme du

temps des Phéniciens. Mais en admettant même que le commerce préférât encore la route du cap de Bonne-Espérance, ce n'en était pas moins la source d'un trafic considérable entre la France et le Levant. Sous le rapport politique et militaire, c'était le point d'appui, et le levier pour ébranler ou détruire avec le temps, la puissance anglaise dans l'Orient. Et si l'expédition fut une faute grave à l'époque où on l'entreprit, les regrets sur sa mauvaise issue, n'en restent pas moins les mêmes.

Efforts maritimes de la France.

Avant que les succès d'Abercrombie et de Hutchinson, eussent relevé sur les bords africains l'honneur des armes britanniques, un peu terni par les revers que le duc de Yorck avait essuyés dans les campagnes de 1794 et de 1799; la France s'efforçait de son côté, de contre-balancer les funestes résultats de la perte de sa marine.

Les alliances ne suffisaient pas pour atteindre ce but, et tout en préparant la décadence lointaine de l'Angleterre, par la clôture des ports du continent, il fallait songer à la restauration de la marine française. La fuite des plus anciens officiers, l'oubli de tous les principes de la tactique navale, la ruine des arsenaux et du matériel de la flotte, diminuée depuis le commencement de la guerre de 60 vaisseaux et du double de frégates, la destruction plus sensible encore

des équipages, n'étaient pas de ces pertes qu'on rétablit par un décret, ni par aucune force de volonté; il faut pour cela du temps, un système bien suivi, des circonstances heureuses et de l'argent. La flotte hollandaise n'existait plus, celle des Espagnols, bloquée dans Brest et Cadix, tremblait d'en sortir, certaine de tomber au pouvoir de l'ennemi, si elle hasardait un pas. Celle de France, réduite à une trentaine de vaisseaux capables de tenir la mer, n'était guère plus présentable à l'ennemi.

Succès des Anglais dans la mer des Antilles.

Aussi depuis deux ans, la guerre maritime n'offrait-elle plus qu'une froide et déplorable nomenclature d'établissemens tombés au pouvoir de l'Angleterre. Peu jaloux de disputer St.-Domingue à la fièvre jaune et à la puissante armée de Toussaint, le cabinet de St.-James employa ses moyens à s'ouvrir l'accès du continent américain, en occupant le 21 août 1799, Surinam et Démérary, qui se rendirent sans résistance, autant pour éviter la ruine inévitable qu'entraînerait un blocus rigoureux, que par suite de la division qui régnait entre deux partis dans les colonies hollandaises, comme dans la métropole. L'île de Curaçao subit le même sort au milieu de 1800. Saint-Eustache, ce théâtre de la gloire du marquis de Bouillé, ne tarda que quelques mois.

Il semblait qu'il ne manquât au gouvernement

anglais que des garnisons suffisantes pour prendre possession de la moitié du globe. La perte de ces colonies réagissait sur la politique des Etats européens, comme sur leur marine; en privant les peuples du commerce de long cours, elle leur enlevait les premiers élémens d'une marine militaire, et les mettait ainsi hors d'état de soutenir leur système colonial.

Expédition pour porter des secours en Égypte.

Aussitôt que le Consul fut rassuré sur les affaires du continent, il porta tous ses soins et ses efforts vers cette branche importante de l'administration, et ses premiers regards se tournèrent vers l'Egypte, où il avait laissé tant de braves compagnons d'armes avec la promesse de s'occuper de leur sort.

Rien ne fut épargné pour engager les armateurs à y porter partiellement des armes et des munitions, plusieurs bâtimens légers partirent de différens points de la Méditerranée et même de l'Océan; mais la plupart arrêtés par les croisières sur la côte d'Egypte, où les attérages sont peu nombreux, n'arrivèrent pas à leur destination.

Un armement plus sérieux, se préparait en silence dans le port de Brest, l'amiral Gantheaume, qui avait captivé toute la bienveillance de Bonaparte, par la double traversée qu'il avait faite si heureusement, et à la dernière desquelles celui-ci était redevable de son retour

en France, fut chargé de le diriger. Après avoir employé toutes les petites ruses d'usage pour tromper l'attention de l'ennemi, il appareilla le 7 janvier de Brest, avec sept vaisseaux de ligne, trois frégates et 6 mille hommes d'infanterie, répartis à bord des bâtimens; mais n'ayant pu dérober sa marche par le Raz, il fut contraint d'attendre que les mauvais temps éloignassent la croisière, et il repartit le 23 janvier, en donnant à ses vaisseaux l'ordre de se rallier au cap Gates, entre Carthagène et Gibraltar.

Gantheaume sort heureusement de Brest.

L'opération fut des plus heureuses, et l'escadre échappa à la flotte de la Manche; l'amiral Harwey eut le premier avis de la sortie par une frégate qui rencontra un des bâtimens français à la pointe du Finistère. Ne pouvant croire qu'on sortit de Brest pour l'Egypte, Harwey se persuada que l'expédition était destinée pour les Antilles, où Toussaint commençait à se mettre en opposition formelle avec la métropole, et il détacha sans délai l'amiral Calder avec sept vaisseaux, afin de la poursuivre dans cette direction. Mais ce n'était rien que d'échapper ainsi à ce premier danger, il s'agissait de doubler Cadix et de franchir le détroit de Gibraltar à l'entrée duquel stationnait l'escadre de Warren; puis il fallait ensuite échapper à la grande flotte de lord Keith, enfin à l'escadre de Bickerton, croisant dans les mers de Libye.

La navigation de Gantheaume surpassa toutes les espérances; après avoir rallié son convoi, et s'être emparé d'une frégate et d'un brick, en cheminant sur la côte d'Afrique, il apprit que le général Abercrombie, arrêté quelque temps sur la côte de Natolie, pour rassembler et reposer ses troupes, en était reparti sous l'escorte de l'amiral Keith dans l'intention de débarquer vers Aboukir, où se trouvait déjà la croisière de Bickerton. Gantheaume, trop effrayé par ces renseignemens, ne crut pas devoir continuer sa route au milieu de forces si supérieures, et se dirigea vers Toulon, où il arriva sans obstacle, vu l'absence des forces ennemies.

Il rentre trop légèrement à Toulon.

On lui a reproché avec raison ce défaut de résolution, en observant que la frégate la *Régénérée*, sortie de Rochefort en février, était arrivée le 1er mars à Alexandrie, et que rien ne se fût opposé à ce qu'il en fît autant, puisqu'il avait passé le détroit avant elle. La mission de l'amiral était de sauver l'Egypte, et non de ramener son convoi sain et sauf, et dans de telles circonstances, il n'y a pas à balancer.

Expédition de Rochefort.

Une autre expédition de quelques frégates était en effet partie de Rochefort le 13 février, sous le capitaine Saulnier, portant 1,500 hommes, commandés par le général Défourneaux; mais elle fut dispersée, et la frégate l'*Africaine*, montée par ces deux chefs, après avoir réussi à

passer le détroit, fut attaquée dans sa marche par un bâtiment d'égale force. La frégate française, encombrée de fantassins et d'effets, ne pouvait manœuvrer que pour l'abordage, et les Anglais l'évitant avec soin ne ripostaient que par le feu meurtrier de leurs batteries. Les troupes de terre conservant l'espoir d'aborder, chacun se disputait l'honneur d'arriver le premier. Les soldats, sourds à la voix de leurs chefs, encombraient les gaillards et le tillac, de manière à entraver toute la manœuvre : en vain les boulets ennemis balayaient le pont, personne ne voulait le quitter. Le capitaine Saulnier y perdit la vie, le général et le colonel commandant les troupes, furent blessés. Plus de 300 tués ou blessés attestaient l'héroïque démence de ces braves. Mais les canons de la frégate étaient démontés sans avoir causé grand mal à l'ennemi, elle était de plus désemparée, et menaçait de couler bas, quand elle amena son pavillon. Cet événement d'autant plus déplorable qu'il avait quelque chose d'humiliant, prouva uniquement que dans un combat naval, la bravoure peut moins que l'expérience et le calme, et que la supériorité des manœuvres du bâtiment et du feu de l'artillerie y décident tout.

Bonaparte fait repartir Gantheaume

Bonaparte, instruit du retour de Gantheaume, en conçut un vif dépit; la certitude que l'ennemi aurait déjà effectué son débarquement,

redoublait l'importance de cette mission; il ordonna donc à l'amiral de cingler de nouveau vers les bouches du Nil. L'escadre de Warren avait suivi Gantheaume devant Toulon; mais l'amirauté toujours persuadée que celui-ci était allé en Amérique, avait prescrit à Warren de se rapprocher des côtes de Naples, à l'effet de seconder Ferdinand IV contre les entreprises de Murat; Gantheaume eut ainsi le champ libre, et fit voile le 20 mars pour l'Egypte. L'amiral anglais ayant appris en entrant dans le golfe de Naples la paix conclue par la cour des Deux-Siciles, voulut trop tard reprendre sa croisière dans le golfe de Lyon; mais, instruit du départ de son adversaire, il se dirigea sans hésiter vers Alexandrie, où il arriva dès le 23 avril.

Gantheaume n'avait pas mieux réussi que la première fois : ayant rencontré l'escadre de Warren sur les côtes de Sardaigne, il évita le combat, et parvint à lui échapper en faisant fausse route dans la nuit. Warren continua la sienne vers Alexandrie, où il joignit lord Keith. Gantheaume, découragé, n'osa pas se diriger vers l'Egypte, quoiqu'il eût l'ordre, s'il trouvait des forces supérieures devant Alexandrie, de jeter ses troupes à terre entre Tripoli et la tour des Arabes, en leur fournissant l'eau et le biscuit nécessaires pour traverser le désert jusqu'à cette tour; il revint à Toulon sans avoir

Il revient une seconde fois sans succès.

osé entreprendre une opération si délicate, de crainte de causer à la fois, la perte de cette division et celle de l'escadre.

Ce contre-temps était funeste, Bonaparte loin de se rebuter, voulut faire partir l'expédition une troisième fois; mais les troupes attaquées de maladie, demandaient d'être en partie renouvelées, ainsi que les approvisionnemens.

Il reçoit l'ordre impératif de retourner et de débarquer.

Cependant, après avoir pourvu à ce qui lui manquait, Gantheaume reçut l'ordre de faire une dernière tentative pour débarquer à Damiette, en serrant la côte de Syrie, ou à El-Baretoun, en attérant celle d'Afrique. Le Consul se flattait qu'en débarquant ce corps de 5 mille hommes avec des vivres pour deux mois, des outres et de l'argent, il gagnerait aisément Alexandrie en cinq ou six marches, et pourrait rétablir les affaires en Egypte.

Gantheaume repartit donc de Toulon vers la fin de mai, cinglant vers Brindisi où il devait être joint par trois frégates et des nouvelles troupes; la maladie qui régnait à bord, le força de renvoyer à la hauteur de Livourne trois vaisseaux et une frégate, dont l'amiral Linois prit le commandement. Avec le reste de son escadre, il marcha à sa destination, et découvrit le 8 juin, la côte d'Egypte. Le peu d'espoir qu'il avait de pénétrer à Alexandrie, et la crainte d'éveiller l'attention de l'ennemi, s'il

y envoyait une reconnaissance, le détermina à reconnaître sans délai un point de débarquement à l'ouest, et il fit les apprêts nécessaires pour descendre à Bengazi. Un nouvel incident le détourna bientôt de cette résolution : la vue de quelques naturels du pays armés, et plus encore le signal de l'apparition d'un certain nombre de bâtimens ennemis, le décida à renoncer à son entreprise et à reprendre le chemin de Toulon, après avoir capturé en route une corvette et le *Swiftshure* de 74 canons; mais après avoir perdu trois fois l'occasion de sauver l'Egypte. En effet, quoiqu'il fût déjà bien tard, s'il avait encore débarqué à cette époque, il eût été possible de dégager Menou à Alexandrie, et de marcher ensuite au Caire pour joindre Belliard. La fortune contraire, ayant déjoué tous ces efforts, il fallut se soumettre à ses arrêts, et attendre avec calme l'évacuation de la colonie, dans laquelle Bonaparte avait placé toutes ses espérances.

Projet pour réunir une escadre à Cadix.

Tant de contrariétés ne faisaient qu'exciter Bonaparte, peu habitué à reculer devant les obstacles, et il ne s'en appliquait pas moins à préparer de nouvelles expéditions. Le gouvernement espagnol ayant cédé six vaisseaux à la France, l'amiral Dumanoir s'était rendu à Cadix pour les organiser et en diriger l'emploi, aussitôt que les équipages attendus de Brest par terre seraient arrivés. D'un autre côté, Linois ayant

recomplété le détachement renvoyé de Livourne, était reparti de Toulon pour joindre cette escadre dans l'Océan.

L'amiral Saumarès cherche à empêcher Linois d'y entrer.

Sur ces entrefaites, le gouvernement anglais mieux instruit de la marche de Gantheaume, avait fait remplacer en toute hâte l'escadre de Warren devant Cadix, par six vaisseaux et quatre frégates, sous l'amiral Saumarès. Linois, arrivant à l'entrée du détroit, chassé par des bâtimens de Warren, apprit que Cadix était de nouveau étroitement bloqué; la crainte d'être ainsi enveloppé le porta à se jeter dans la baie d'Algésiras, où il comptait sur l'appui des batteries de terre pour se défendre.

Combat d'Algésiras.

L'amiral Saumarès bientôt instruit de son approche, s'était avancé à sa rencontre le 6 juillet. Après avoir reconnu sa ligne qui était à 500 toises de la côte, il résolut de l'enlever par une manœuvre toute pareille à celle de Nelson à Aboukir. Tandis que trois vaisseaux de l'arrière-garde contiendraient ceux de Linois de front, les trois de l'avant-garde, débordant sa gauche, doubleraient la ligne et le prendraient ainsi entre deux feux. La droite des Français appuyait à une batterie de sept pièces de 24, placée sur une île rocailleuse, nommée l'île Verte, et la gauche se trouvait dans la direction d'une autre batterie qui portait le nom de *St.-Jacques;* mais dont elle se trouvait assez éloignée pour rendre possible la manœuvre du général anglais.

Linois, qui s'était placé lui-même à cette extrémité de sa ligne, ne balança pas un moment pour la replier obliquement, en faisant échouer ses vaisseaux entre les deux batteries; et, afin de mieux assurer ce flanc gauche, huit chaloupes canonnières espagnoles furent disposées au nord de la batterie de St.-Jacques.

Ses adversaires se présentèrent au combat avec l'assurance que leur donnait une supériorité de plus du double. Linois les reçut avec la même résolution. Le parti qu'il venait de prendre avait mis l'avant-garde ennemie dans l'impossibilité de le doubler, l'*Annibal*, qui en formait la tête, tombé sous le triple feu des canonnières espagnoles, du *Formidable*, que montait Linois, et de la batterie de St.-Jacques, servie par le général Devaux, avec des troupes de terre françaises, fut démâté et mis hors de combat; le vaisseau qui suivait, presqu'aussi maltraité, dut se faire remorquer par une frégate.

A l'aile opposée, le vaisseau anglais le *Pompée*, ne fut pas plus heureux, l'*Indomptable* l'accueillit par un feu aussi vif que bien dirigé, et la batterie de l'île Verte le seconda d'abord de son mieux. Cependant les Espagnols se relâchant de leur zèle, et les Anglais ayant paru vouloir enlever l'île, la frégate le *Muiron* fit débarquer les troupes qu'elle avait à bord, et ces braves fantassins servirent la batterie avec tant

de vivacité, que le vaisseau anglais foudroyé de tous côtés, perdit ses mâts, et tomba en dérive. Saumarès fit cesser le combat, et se replia sur Gibraltar avec les quatre vaisseaux qui lui restaient. Ce succès très-glorieux pour la marine française, et particulièrement pour Linois, coûta la vie aux capitaines des deux vaisseaux qui y avaient pris le plus de part; les Anglais y souffrirent davantage encore, malgré la supériorité du nombre.

L'amiral Moreno sort de Cadix pour remorquer Linois.

Cependant la position de Linois n'en était pas moins critique, ses vaisseaux embossés manquaient de tout, et ceux de Saumarès trouvaient amplement à Gibraltar de quoi se refaire; d'ailleurs les Anglais au premier bon vent, pouvaient incendier sa petite escadre. Linois pressa donc les amiraux Massaredo et Dumanoir, de venir de Cadix à sa rencontre: deux jours après, six vaisseaux dont la moitié à trois ponts, sortirent à cet effet sous les ordres de Moreno.

Combat remarquable du détroit.

Saumarès avait eu le temps de regréer ses cinq vaisseaux, et avait reparu devant Algésiras; il fallut donc remorquer les bâtimens français en sa présence, et l'opération exécutée le 12 juillet, se fit d'abord avec succès. L'escadre combinée entra dans le détroit où elle naviguait en colonne de marche; le *Real-Carlos* et la *Ste.-Herménégilde*, vaisseaux espagnols de 112 canons, formaient l'arrière-garde. Saumarès qui l'avait

suivie au vent, jusqu'à la chute du jour, donna à dix heures du soir le signal de forcer de voiles pour l'attaquer. La supériorité de sa marche permit au *César* qu'il montait lui-même, de gagner le centre de la colonne, tandis que le *Superbe*, attaquant les deux vaisseaux espagnols de l'arrière-garde, passait au milieu d'eux en lâchant ses deux bordées, et s'en fut tomber sur le *St.-Antoine* déjà aux prises avec le *César*.

Deux gros vaisseaux espagnols se font sauter réciproquement

La fortune couronna cette manœuvre audacieuse du plus heureux succès. Le *Real-Carlos* fit riposter vigoureusement au *Superbe*, mais le vaisseau anglais ayant promptement filé, tout ce feu tomba sur l'*Herménégilde*, qui, trompé de même par l'obscurité, crut à son tour avoir affaire à l'ennemi, et lâcha plusieurs bordées à son voisin. La fumée et les ombres de la nuit prolongeant cette cruelle erreur, on vit ces deux vaisseaux espagnols se foudroyer réciproquement à bout portant, et en venir même à l'abordage, au moment où le feu prenait au *Real-Carlos*. L'incendie se communiqua bientôt à l'autre, et cette horrible catastrophe, dont les victimes ne se reconnurent qu'au moment où il n'y avait plus de ressources, se termina par l'explosion des deux vaisseaux. Elle fut si terrible que la terre même s'en trouva ébranlée au loin : plus de 1,500 hommes périrent dans cette malheureuse rencontre, 300 hommes sauvés comme

par miracle à bord du *St.-Antoine*, tombèrent avec ce vaisseau au pouvoir du *César* et du *Superbe*, qui l'avaient entouré et démâté.

L'amiral Moreno, monté avec Linois sur la frégate la *Sabine*, ne put rien opposer à ce cruel coup de la fortune, dont il ignorait même les particularités. Dès que le jour vint lui dévoiler ses pertes, il rallia le reste de l'escadre, et chercha à regagner Cadix.

Belle défense du *Formidable*

Le *Formidable* seul n'avait pu suivre la marche, à cause du mauvais état où se trouvait sa mâture depuis le combat d'Algésiras. Il se vit engagé dès le point du jour contre le *Vénérable* et la *Tamise*; mais le vaillant capitaine Troude, sans se déconcerter, se prépara à la plus vigoureuse défense, serra le *Vénérable* à bout portant, le couvrit de boulets, et lui brisa ses principaux mâts. Saumarès, à peine débarrassé de Moreno, accourut bientôt au lieu de l'engagement avec le *César*, il fut si bien reçu à son tour, qu'il dut abandonner la partie pour se rallier au *Vénérable*: celui-ci démâté encore d'un quatrième mât, et entraîné par les courans, alla s'échouer près de l'île de St.-Léon. Le *Superbe* revenant aussi sur ses pas, ne fit pas même mine d'attaquer, et fila hors de portée, afin de se réunir aux deux autres bâtimens. Saumarès, satisfait d'avoir relevé l'honneur du combat d'Algésiras, et très-endommagé lui-même par cette

triple lutte, renonça à l'espoir de s'emparer d'un vaisseau si habilement et si vaillamment défendu, et fit voile vers le détroit : l'intrépide Troude entra avec le *Formidable* tout désemparé dans Cadix, aux acclamations des habitans. La flotte combinée y était arrivée de son côté dans la même soirée (13 juillet), et ne tarda pas à être bloquée.

Résultats de ces événemens.

L'honneur fut partagé dans cette courte campagne, mais la plus grande part en revient incontestablement aux Français. Quant aux résultats, ils furent tous à l'avantage de l'Angleterre, car la perte si déplorable des deux plus beaux vaisseaux de la marine espagnole, jeta l'effroi dans le royaume, et augmenta la répugnance que la jeunesse castillane avait déjà, de se vouer au service de la marine militaire. L'influence de ce désastre sur la nation, le commerce et le cabinet, fut la même; on trembla de plus en plus de se mesurer contre les Anglais, qui, même à forces inférieures, sortaient victorieux de toutes leurs entreprises, tantôt par les caprices de la fortune, tantôt par la supériorité de leur discipline et de leur tactique navale.

Siége de Porto-Ferrajo.

Les Français n'avaient pas mieux réussi dans leurs efforts contre Porto-Ferrajo, où un bataillon anglais et 800 Toscans bravaient toute la puissance du vainqueur de Marengo. Cette capitale de l'île d'Elbe, devenue si célèbre dès-lors,

devait être occupée par suite du traité de Lunéville, comme Porto-Longone, en vertu du traité de Florence avec les Napolitains. Bonaparte attachait moins de prix à mettre le nouveau roi d'Etrurie, en possession de ce port intéressant, qu'à l'arracher à la puissance anglaise. Il ordonna donc à Murat de charger le général Tharreau d'y débarquer avec la 60e demi-brigade, en même temps qu'un détachement polonais parti de Bastia, sous le colonel Marioti, viendrait descendre sur la plage de Porto-Longone. La 60e au moment de s'embarquer s'insurgea et menaça son chef; Murat, indigné, ordonna de dissoudre une partie de ce corps, de le priver de ses drapeaux, et de livrer les plus coupables à toute la rigueur des lois. Cependant Tharreau n'en descendit pas moins le 2 mai, et dès la veille le détachement parti de Corse avait mis à terre de son côté.

Les Napolitains exécutèrent sans difficulté la remise de leur territoire; mais les Toscans, excités par le colonel Airey, et soutenus par 400 Anglais et un pareil nombre de Corses soldés, se préparèrent à défendre Porto-Ferrajo de tout leur pouvoir. L'apparition de l'escadre de Gantheaume changea d'autant moins cette détermination, qu'au bout de deux jours elle disparut pour aller à sa destination sur la côte d'Egypte, et laissa les Anglais dans l'idée que son départ signalait l'approche de leurs secours.

Tharreau, renforcé jusqu'à 2,500 hommes, ne pouvait, sans aucun moyen de siége, réduire une place telle que Porto-Ferrajo. Après un simulacre de blocus d'un mois, il n'était guère plus avancé que le premier jour, lorsque Bonaparte envoya à la fin de juillet le général Watrin et 5 mille hommes qui descendirent dans l'île avec l'artillerie et les troupes du génie nécessaires pour une attaque régulière.

Jusque-là trois frégates françaises avaient concouru à cette entreprise, grâces à l'absence de l'escadre de Warren, dont on se rappelle la double course vers Naples et l'Egypte. Cet amiral ayant reparu dans les eaux de Toscane, se hâta de secourir la garnison réduite aux abois. Les frégates françaises se réfugièrent prudemment à Livourne et Orbitello; mais ayant voulu plus tard tenter de porter des secours, elles furent prises ou forcées de s'échouer sur la côte. Malgré ces contrariétés, le canal de Piombino qui sépare l'île d'Elbe du continent, est si étroit qu'il était difficile dans les mauvais temps d'empêcher quelques barques de porter des vivres et munitions à Watrin qui resserrait de plus en plus la place, et avait élevé des batteries considérables pour interdire l'entrée du port aux bâtimens anglais qui voudraient la ravitailler.

L'amiral Warren résolut alors de prendre des troupes à Minorque, et de faire un essai pour

délivrer la place par terre. Le régiment suisse de Watteville et deux bataillons anglais furent chargés de cette commission en débarquant à la pointe de Bagnaja, de concert avec une sortie de la garnison de Porto-Ferrajo, et une attaque de canonnières et de frégates du côté de la rade. Watrin attendit les troupes débarquées dans une position choisie d'avance, où il avait réuni une bonne partie de son corps : dès qu'il vit les assaillans désunis par le terrain, il fonça sur eux baïonnettes croisées, et les mena battant jusqu'à leurs vaisseaux qu'ils ne regagnèrent pas sans peine, après avoir sacrifié 7 à 800 tués ou prisonniers. La 60ᵉ, jalouse d'expier sa conduite criminelle, s'illustra dans cette journée. La garnison n'avait pas été plus heureuse que les troupes de secours, elle fut également ramenée jusqu'au pied des remparts, et les frégates à peine arrivées dans la rade y furent vigoureusement canonnées par les batteries de terre, et forcées à s'éloigner. Malgré cet échec la place avait reçu quelques secours qui lui permirent de prolonger sa résistance jusqu'au moment des préliminaires de Londres, époque à laquelle le colonel Airey l'évacua, après s'y être couvert de gloire.

La guerre maritime n'offrit pas d'autres événemens remarquables. On se rappelle seulement que l'amiral Duckworth avait été chargé de soumettre les îles de St.-Thomas, St.-Barthélemi et

Ste.-Croix, appartenant à la Suède et au Danemarck, dans la mer des Carribes. L'occupation facile et passagère de ces petites colonies, mérite à peine une place dans le tableau d'une campagne si féconde en événemens. La paix signée avec les puissances du Nord, rendit bientôt ces îles à leurs premiers maîtres.

CHAPITRE CXI.

Négociations secrètes entamées à Londres, après la retraite de Pitt du ministère. — Premières propositions de lord Hawkesbury, rejetées avec raison par Bonaparte. —Démonstrations d'une descente en Angleterre par les Français. — Mesures défensives des Anglais. — Nelson tente de détruire la flottille de Boulogne; mais il échoue dans ce projet. — Signature des préliminaires de paix entre l'Angleterre et la France. — Situation de l'intérieur. — Concordat avec le Pape. — Traités de Paris avec la Russie et la Porte. — Nouvelle constitution de la république batave. — La Suisse en rédige une qui est repoussée, et provoque différens coups d'état. — Germes d'une contre-révolution dans ce pays. — Consulta de Lyon : elle érige une république italienne, dont elle confère la présidence à vie à Bonaparte.

Six mois s'étaient déjà écoulés depuis la sortie de Pitt du ministère, et l'Europe qui avait entrevu dans cet événement l'espoir d'une paix prochaine, était encore dans l'attente d'une né-

gociation. Ce rapprochement tant désiré ne semblait guère plus facile qu'au commencement de 1800, car la France et l'Angleterre avaient trop de concessions à se faire, trop de prétentions à soutenir.

La première annonçait hautement l'intention d'ajouter le Piémont aux agrandissemens qu'elle avait déjà obtenus en Belgique, sur le Rhin et dans les Alpes maritimes : il était difficile néanmoins qu'elle conservât toutes ces possessions, et prétendît enlever à sa rivale, celles qu'elle avait conquises dans les quatre parties du Monde, et que nulle puissance n'était en état de lui ravir.

La France pouvait alléguer à la vérité que les états prépondérans du continent, s'étaient accrus en proportion des conquêtes de la république, et que le système d'équilibre de 1792, n'était pas beaucoup changé en sa faveur. Sous le rapport maritime, elle gagnait, il est vrai Anvers, et l'influence sur la Hollande, réduite en quelque sorte à une préfecture française; mais elle perdait son ascendant dans les Antilles, ses alliés dans l'Inde, et presque tout moyen de soutenir dans les deux hémisphères la concurrence avec le commerce anglais, surtout en temps de guerre. L'Angleterre au contraire, maîtresse de l'Egypte, de Malte, de Minorque, de Porto-Ferrajo, de Gibraltar, du cap de Bonne-Espérance, de Ceylan, de la Martinique, de la

Trinité, de Tabago, de Surinam, de Berbice, de St.-Eustache, de Curaçao et de la majeure partie des états de Tippoo, devait en bonne justice consentir à la restitution de plusieurs postes importans.

Ouvertures faites par le nouveau ministère anglais à Otto.

La force des circonstances triompha néanmoins de tous ces obstacles. Soit que le gouvernement anglais n'eût besoin que d'une trève, ou que décidé à renouveler bientôt la guerre, il lui coûtât peu d'évacuer quelques postes, et d'en promettre d'autres, il se décida aussitôt après la retraite de Pitt, à faire des ouvertures à Otto. Depuis ses inutiles démarches pour l'armistice naval, ce négociateur était resté à Londres, afin de traiter de l'échange des prisonniers et des intérêts des pêcheurs, sur lesquels les Anglais, contre tous les usages reçus, avaient étendu leurs vexations.

Lord Hawkesbury lui fit connaître dès le 21 mars, qu'il était disposé à renouer les négociations, trois fois entamées et toujours si malheureusement interrompues. Le gouvernement français se trouvait dans une attitude trop favorable pour ne pas accueillir cette proposition; toutefois la descente d'Abercrombie en Egypte, et le départ de Nelson pour Copenhague, effectués vers le même temps, contrastaient si fort avec ces ouvertures qu'on craignit en France qu'elles ne couvrissent un piége. Comme de son côté Bo-

naparte allait envahir le Portugal, et occuper le royaume de Naples, tandis que les Prussiens séquestreraient le Hanovre, il sentit qu'au milieu de ces apprêts respectifs, un armistice serait illusoire, et qu'une négociation solennelle placerait à chaque pas les plénipotentiaires des deux puissances dans une position pénible, par les incidens qui pouvaient survenir dans l'un ou l'autre hémisphère. Le premier Consul fit donc répondre par Otto, qu'il était prêt à traiter d'un armistice général, ou à entamer une négociation préliminaire secrète, afin de poser les bases sur lesquelles on traiterait sans arrêter le cours des opérations militaires. Ce dernier moyen parut avec raison préférable, et fut accepté par le cabinet de Londres le 2 avril.

Propositions exagérées qu'il lui fait.

Mais les premiers succès d'Abercrombie, joints aux événemens du Nord, et surtout au changement de système survenu depuis la mort de Paul Ier dans le cabinet russe, rendirent celui de St.-James plus exigeant : dans ses premières ouvertures, lord Hawkesbury demandait : 1° Que les Français évacuassent l'Egypte; 2° que l'Angleterre conservât Malte en Europe; la Martinique; la Trinité, Démérary, Essequebo, Berbice, Tabago en Amérique; Ceylan et ses conquêtes du Mysore en Asie. Il ne parlait pas de l'évacuation de Porto-Ferrajo, ce qui met en droit de conclure qu'il voulait aussi le garder;

3° il exigeait que le cap de Bonne-Espérance fût déclaré port franc.

Enfin comme si ces propositions exagérées ne lui paraissaient pas suffisantes, le gouvernement anglais prétendait que, si dans le cours de la négociation, les républicains étaient obligés d'évacuer l'Egypte par la force de ses armes, il serait admis à demander des concessions équivalentes à la conquête de ce pays.

La réponse du Consul à de telles prétentions ne se fit pas attendre. Otto signifia qu'une négociation entamée sous ces auspices ne pouvait être qu'un leurre, et que si l'on ne proposait pas de bases plus compatibles avec l'honneur de la France et l'équilibre maritime de l'Europe, elle romprait encore une fois.

Préparatifs contre l'Angleterre ordonnés à Boulogne.

Sur ces entrefaites, Bonaparte voulant par tous les moyens contraindre son implacable ennemi à en venir à un arrangement, feignait d'avoir le projet d'exécuter une descente en Angleterre. Des préparatifs avaient été ordonnés à Boulogne avec une ostentation qui, loin de leur nuire, en centupla l'effet; les bateaux plats et les canonnières construits depuis trois ans, furent réunis en flottille, et on en augmenta le nombre par de nouvelles constructions et par tous les transports qu'on put rassembler.

Quelle que soit l'opinion des gens de l'art sur la possibilité d'une tentative sérieuse contre une

nation aussi puissante sur mer, que redoutable chez elle par son patriotisme et son esprit belliqueux, il n'en est pas moins certain que les simulacres d'une descente obligeaient l'Angleterre à des préparatifs de défense ruineux, à une activité fatigante pour ses milices, ennuyeuse pour la nation, et décourageante pour son commerce.

La France au contraire, gagnait à réunir ses troupes dans des camps, où l'émulation, la discipline et l'esprit guerrier, s'entretiennent mieux que dans les garnisons. Le surcroît de dépense que ces rassemblemens lui coûtaient, était bien faible en proportion de celui auquel ils forçaient ses ennemis.

Une flottille de bâtimens légers fut donc organisée à Boulogne et dans les trois ports les plus voisins par les soins de l'amiral Latouche; elle se composait de neuf divisions. Plusieurs demi-brigades tirées de l'armée du Rhin et de la Hollande, s'exercèrent à des simulacres d'embarquement et de débarquement. Toutes les voix de la renommée répandirent au loin le bruit de ces préparatifs, et se plurent à en exagérer l'importance.

Quoique le danger parût encore bien éloigné, l'Angleterre n'eut garde de se reposer sur ses forces navales; elle fit hérisser de batteries les points accessibles de la côte; toutes les milices perfectionnèrent leur instruction, et furent sou-

mises à un service plus actif: on acheva l'organisation des fencibles, et il fut même question d'ordonner une levée en masse; en un mot, rien ne fut négligé pour disposer la nation à tout événement.

Ces démonstrations réciproques eurent une faible influence sur les négociations, car elles traînèrent jusqu'au milieu de juillet, sans qu'on en entrevît les résultats. Les Anglais ne se pressaient pas, parce qu'ils apprenaient de jour en jour les succès d'Abercrombie en Egypte; mais d'un autre côté la presqu'île de Tarente était occupée, Naples subjugué, le Portugal menacé d'une invasion; enfin la paix continentale se consolidait de jour en jour, et il fallait que l'incertitude eût un terme. Otto signifia donc le 14 juillet, au cabinet anglais, que le premier Consul refusait de ratifier le traité de Badajos entre l'Espagne et le Portugal, et qu'il insistait sur l'occupation de ce dernier royaume, uniquement, afin de se ménager un moyen de compensation pour les colonies espagnoles que l'on prétendait garder. Cette déclaration en amena réciproquement plusieurs autres, qui donnèrent une marche plus rapide à la négociation, dont Malte avait été jusque-là le point difficile. Dans une note du 27 juillet, Otto s'expliquait en ces termes:

Note « Le gouvernement français ne veut rien ou-

» blier de ce qui peut mener à la paix générale, importante du ministre Otto.
» parce qu'elle est à la fois dans l'intérêt de
» l'humanité et dans celui des alliés.

» C'est au roi d'Angleterre à calculer si elle
» est également dans l'intérêt de sa politique,
» de son commerce et de sa nation; et si cela
» est, une île éloignée de plus ou de moins ne
» peut être une raison suffisante pour prolonger
» les malheurs du monde.

» Le soussigné a fait connaître par la dernière
» note, combien le premier Consul avait été
» affligé de la marche rétrograde qu'avait prise
» la négociation; mais lord Hawkesbury con-
» testant ce fait dans sa note du 20 juillet, on
» va récapituler l'état de la question avec la
» franchise et la précision que méritent des af-
» faires de cette importance.

» La question se divise en trois points:

» La Méditerranée, les Indes, l'Amérique.

» L'Égypte sera restituée à la Porte. La répu-
» blique des Sept-Iles est reconnue. Tous les
» ports de l'Adriatique et de la Méditerranée qui
» seraient occupés par les troupes françaises,
» seront restitués au roi de Naples et au Pape.
» Mahon sera rendu à l'Espagne. Malte sera res-
» tituée à l'Ordre; et si le roi d'Angleterre juge
» conforme à ses intérêts, comme puissance
» prépondérante sur les mers, d'en raser les
» fortifications, cette clause sera admise.

» Aux Indes, l'Angleterre gardera Ceylan, et » par là deviendra maîtresse inexpugnable de » ces immenses et riches contrées. Les autres » établissemens seront restitués aux alliés, y » compris le cap de Bonne-Espérance.

» En Amérique, tout sera restitué aux an» ciens possesseurs. Le roi d'Angleterre est déjà » si puissant dans cette partie du monde, qu'exi» ger davantage, c'est, maître absolu de l'Inde, » vouloir l'être encore de l'Amérique.

» Le Portugal sera conservé dans toute son » intégrité.

» Voilà les conditions que le gouvernement » français est prêt à signer.

» Les avantages que retire le gouvernement » britannique sont immenses : en prétendre de » plus grands, ce n'est pas vouloir une paix » juste et réciproquement honorable.

» La Martinique n'ayant pas été conquise par » les armes anglaises, mais déposée par les ha» bitans dans les mains des Anglais jusqu'à ce » que la France eût un gouvernement, ne peut » pas être censée possession anglaise : jamais la » France n'y renoncera.

» Il ne reste plus actuellement au cabinet bri» tannique qu'à faire connaître le parti qu'il » veut prendre ; et si ces conditions ne peuvent » le satisfaire, il sera du moins prouvé à la face » du monde, que le premier Consul n'a rien

» négligé, et s'est montré disposé à faire toute » espèce de sacrifices, pour rétablir la paix, et » épargner à l'humanité les larmes et le sang, » résultats inévitables d'une nouvelle campa» gne. »

Projets des Anglais contre Boulogne.

Ce résumé fit d'autant plus de sensation qu'il arriva à peu près à l'époque du revers qu'essuya Nelson devant Boulogne. En effet, le cabinet de St.-James ne s'en était pas tenu à des mesures de défense passive. Soit qu'il crût ôter pour toujours au gouvernement français l'envie de renouveler ses menaces, soit qu'il pensât que la ruine des flottilles ennemies pût influer sur les conditions de la paix, ou enfin qu'il y trouvât une plus grande garantie pour sa propre sûreté, il méditait depuis long-temps l'attaque de ce même port de Boulogne d'où l'on croyait déjà voir sortir l'armée d'invasion.

Nul ne pouvait mieux s'acquitter de cette tâche que Nelson, dont l'audace connue était déjà un présage de succès. Il prit le commandement d'une escadre destinée à cette expédition, à laquelle furent attachés des brûlots et machines incendiaires, préparés dans le plus grand secret au Nôre et à Sherness.

Le gouvernement français, instruit de ces apprêts, en informa Latouche, et lui prescrivit de redoubler de surveillance. Nelson sorti de Déal le 1er août avec quarante voiles, dont trois

vaisseaux, quatre frégates, et le reste de brûlots, bombardes et canonnières, trouva ainsi à son arrivée devant Boulogne, tout préparé pour le recevoir. Une ligne d'embossage de six bricks, deux schooners et vingt canonnières, défendait la rade, que protégeaient encore onze batteries de côte.

Première tentative de Nelson repoussée.

Nelson, monté sur la *Méduse*, plaça lui-même le 4, sa ligne de bombardes obliquement à la ligne française, en partant à peu près du centre jusqu'à l'extrême droite; mais à une distance de 2000 toises, où le feu ne faisait de part et d'autre que peu d'effet. A la suite d'une canonnade de quelques heures, qui coûta aux Français deux barques seulement, l'amiral anglais retourna à Déal, assez mécontent d'une équipée qui n'avait répondu, ni à l'attente du gouvernement, ni à celle du peuple; le seul résultat qu'il en obtint fut de s'assurer des moyens réels de défense que présentait Boulogne.

Seconde attaque plus sérieuse, également inutile.

Soit que cette première tentative ne fût qu'un essai, soit que Nelson honteux, voulût venger cet affront, il remit à la voile au bout de quelques jours, avec un renfort de 30 bâtimens et de 3 à 4 mille soldats de marine, destinés à enlever la flottille à l'abordage ou à l'incendier. Après une démonstration contre Flessingue, il se rabattit de nouveau vers Boulogne, et vint jeter l'ancre hors de portée de l'avant-garde française,

bien résolu de surprendre la flottille dans la nuit même. Quatre divisions de péniches commandées par des capitaines de vaisseaux, devaient assaillir en même temps différentes fractions de la ligne, et une cinquième, munie d'obusiers, devait servir à la fois de réserve et brûler ce que les premières ne pourraient enlever.

L'obscurité et les courans jetèrent le désordre dans cette attaque de nuit. La division du capitaine Parker, engagée la première, fut vivement reçue par la canonnière l'*Etna*; la mitraille et surtout le feu de l'infanterie placée à bord des bâtimens français, tua ou blessa en peu de minutes, la moitié des soldats qui montaient les péniches anglaises, et le capitaine Parker lui-même, fut blessé à mort. Le combat devenu général, offrit partout le même résultat; la division de réserve tenta vainement de se glisser entre la ligne et la terre : elle fut accablée sous le feu des batteries de côte, et contrainte à s'éloigner promptement. A la pointe du jour, c'est-à-dire vers quatre heures, le combat cessa, et Nelson donna le signal de la retraite, après avoir perdu 200 hommes d'élite. Il crut pouvoir laver cet affront sur la côte de Hollande; mais trouvant Dewinter aussi bien en mesure que Latouche, et ayant reconnu lui-même le bon état de Flessingue, il renonça à ce projet. Nelson est repoussé avec perte.

Cet échec, joint à la note remise par Otto le L'Angle-

terre cède sur une partie de ses prétentions.

27 juillet, porta le gouvernement anglais à se désister de ses prétentions sur Malte et la Martinique. Mais il fallait que Bonaparte de son côté se décidât, ou à céder la Trinité aux dépens de l'Espagne, et Tabago à ceux de la France, ou bien à voir tout le poids de la guerre tomber sur la Hollande, qu'on voulait dépouiller de ses établissemens sur la côte de Guyane. Ce résultat eût été doublement fâcheux, en ce qu'il eût procuré à l'Angleterre des comptoirs importans sur le continent de l'Amérique méridionale, dont on avait tant d'intérêt à l'éloigner; et on eût mécontenté sans motif un allié fidèle, auquel on avait imposé d'ailleurs de si grands sacrifices. Ces motifs engagèrent Bonaparte à faire transmettre par le ministre des relations extérieures, l'explication suivante (11 septembre 1801) :

Dernière note du ministre des affaires étrangères.

« Le contre-projet remis par lord Hawkes- » bury, et le procès-verbal de la conférence qui » a eu lieu entre lui et vous, ayant été placés » sous les yeux du gouvernement français, ont » fait naître des observations importantes qu'il » est nécessaire de communiquer.

» Dans le cours des négociations, il a été éta- » bli que les discussions qui avaient lieu entre » les deux puissances, se divisaient sous le triple » rapport de la Méditerranée, des Indes orien- » tales et de l'Amérique.

» Relativement à la Méditerranée, la question

» se réduisait à l'Egypte, et aux positions occu-
» pées par l'armée française sur les côtes du
» royaume de Naples; de plus, à Malte et à Mahon.
» Il avait été entendu que tous ces pays seraient
» restitués aux souverains qui les possédaient
» avant la guerre. Le souverain de Malte était
» l'Ordre de St.-Jean de Jérusalem. Cet Ordre,
» par son institution, se trouve, de temps im-
» mémorial, sous la protection et la discipline
» immédiate du Pape. Si donc il était vrai que
» l'Ordre, dans son état actuel, se trouvât livré
» à des dissensions dangereuses, et à ce que le
» ministère anglais appelle un schisme, ce se-
» rait à l'intervention et à l'influence du Saint-
» Siége qu'il serait naturel de recourir pour les
» faire cesser. Lors même qu'il a été question
» que l'île de Malte serait restituée à l'Ordre sous
» la garantie d'une grande puissance, il n'a pu
» être entendu que cette puissance entretien-
» drait des troupes dans la forteresse de Malte,
» puisque cette île est suffisamment reconnue
» pour être en état de se défendre, et que toute
» occupation matérielle par une puissance étran-
» gère serait attentatoire à la souveraineté même
» de l'Ordre.

» Comment peut-on d'ailleurs subordonner
» en quelque façon le rétablissement de la paix
» entre la France et l'Angleterre, à une condi-
» tion qui se trouverait dépendre d'une tierce

» puissance? Le plus convenable serait incon-
» testablement de stipuler la restitution pure et
» simple de l'île à l'Ordre de St.-Jean, sans ga-
» rantie, sans protection étrangère. S'il en faut
» absolument une, et que celle de la Russie soit
» admise, cette garantie ne doit entraîner au-
» cune occupation militaire, et aucune autre
» protection que celle qui résulte du traité
» même, ainsi que cela a toujours lieu dans le
» système politique de l'Europe; et si, en ré-
» sultat, il y avait encore quelques points à dé-
» cider à l'égard de Malte, la discussion devrait
» en être remise aux négociations pour le traité
» définitif; et sans doute alors il sera parfaite-
» ment reconnu que l'évacuation de Malte par
» les forces anglaises ne peut, sous aucun rap-
» port, être différée au-delà du mois convenu
» pour les évacuations en Europe, sans com-
» promettre la valeur même de la paix rétablie,
» et sans annoncer des prétentions essentielle-
» ment opposées à tout ce qui a été convenu
» jusqu'ici.

» Par rapport aux Indes orientales, on recon-
» naît que les deux parties contractantes pa-
» raissent d'accord sur ce qui est à restituer, et
» qu'il n'y aura plus qu'à s'entendre, lors du
» traité définitif, sur les relations à établir dans
» l'Inde entre les diverses nations européennes.

» Mais, pour ce qui concerne l'Amérique,

» on était persuadé que S. M. britannique se
» trouvait assez puissante dans cette contrée
» pour ne pas chercher à y accroître ses pos-
» sessions.

» On ne pouvait croire que, dominant sans
» rivalité dans les mers d'Asie, elle voulût ac-
» quérir la même prépondérance exclusive dans
» les mers d'Amérique; et cependant le pre-
» mier Consul avait déclaré qu'il ne s'arrêterait
» pas à une île du second ordre, s'il n'y avait
» que cet obstacle qui retardât la fin des mal-
» heurs de la guerre. Le premier Consul n'a
» point varié dans ses dispositions à cet égard.
» Mais aujourd'hui ce n'est plus une île du se-
» cond ordre que le gouvernement anglais de-
» mande, exige; ce sont deux îles : c'est à la fois
» Tabago et la Trinité, cette colonie si impor-
» tante par sa position, par ses richesses, par
» ses rapports avec le continent de l'Amérique
» méridionale : et cette immense acquisition ne
» lui suffit pas encore; pour en étendre les avan-
» tages, il veut que Démérary, Berbice, Essé-
» quibo, et les principaux débouchés du com-
» merce de l'Amérique méridionale, soient et
» demeurent ouverts à ses vaisseaux; espèce de
» franchise qu'il propose de rendre commune,
» mais dont l'Angleterre seule aura tout le profit.

» On doit dire qu'il avait été impossible de
» s'attendre à de pareilles propositions; et que,

» si elles étaient soutenues, elles détruiraient » tout ce que les dispositions annoncées du » cabinet britannique avaient donné d'espé- » rance, de voir l'œuvre salutaire de la paix in- » cessamment terminée. Car enfin, ce n'est pas » quand il a cédé tout ce qui est compatible » avec la conservation de son honneur, qu'un » gouvernement peut se laisser arracher encore » de nouveaux sacrifices; et le premier Consul, » traitant au nom du Peuple français, ne sous- » crira jamais à des conditions qui compromet- » traient l'honneur de la nation. Il vous est pres- » crit, citoyen, d'en donner la formelle assu- » rance. »

Signature des préliminaires de Londres.

Tant de fermeté eut l'heureux résultat qu'on devait en attendre. Le gouvernement anglais renonça, non-seulement à la possession de Démérary et de Berbice, mais encore à la franchise de ces établissemens, qu'il avait d'abord substituée à la demande de leur conservation. Enfin les préliminaires de cette paix si ardemment désirée, furent signés à Londres le 1er octobre, entre Otto et lord Hawkesbury. Quoique les conditions en soient généralement connues, nous ne pouvons nous dispenser d'en donner le précis.

Conditions de ce traité.

L'article premier portait la prompte cessation des hostilités sur terre et sur mer, et la restitution de toutes les conquêtes qui seraient

faites par l'une ou l'autre partie, postérieurement au traité.

Les huit principaux qui suivaient, stipulèrent la restitution à la République française et à ses alliés, l'Espagne et la Hollande, de toutes les possessions et colonies occupées ou conquises par les forces anglaises dans le cours de la guerre, à l'exception de l'île de la Trinité, et des possessions hollandaises dans l'île de Ceylan, desquelles S. M. britannique se réservait la pleine et entière souveraineté.

L'ouverture du port du cap de Bonne-Espérance au commerce et à la navigation des deux parties contractantes, qui devaient y jouir des mêmes avantages.

La remise de l'île de Malte et dépendances par les Anglais à l'Ordre de St.-Jean de Jérusalem.

La remise de l'Egypte à la Porte, dont les puissances contractantes garantissaient au reste toutes les possessions.

La garantie des possessions du Portugal.

L'évacuation du royaume de Naples et de l'Etat Romain par les Français, et de Porto-Ferrajo par les Anglais, ainsi que de tous les ports et îles qu'ils occupaient dans la Méditerranée ou dans l'Adriatique.

La reconnaissance de la république des Sept-Iles par la République française.

Les évacuations, cessions et restitutions sti-

pulées par ces articles préliminaires, devaient être exécutées, pour l'Europe, dans le mois; pour le continent et les mers d'Amérique et d'Afrique, dans les trois mois; pour le continent et les mers d'Asie, dans les six mois qui suivraient la ratification du traité définitif.

L'article treize portait, que les pêcheries sur les côtes de Terre-Neuve et des îles adjacentes, et dans le golfe de St.-Laurent, seraient remises sur le même pied où elles étaient avant la guerre, les puissances se réservant de prendre par le traité définitif, des arrangemens réciproquement justes et utiles, pour mettre la pêche des deux nations dans l'état le plus propre à maintenir la paix.

Transports causés par cette paix maritime.

La nouvelle de cet événement répandit une joie universelle en Europe; le commerce si longtemps comprimé allait enfin reprendre son essor. Les neutres ne prirent pas moins de part à l'heureuse pacification, bien qu'elle leur enlevât les chances de leur commerce interlope, ils y entrevoyaient un meilleur avenir et des relations paisibles qui les dédommageaient en quelque sorte des charges que le nouveau droit public des Anglais leur avait imposées. A Londres même l'ivresse fut à son comble; le peuple était dans le délire, comme s'il fût passé des angoisses du désespoir au comble du bonheur. L'aide-de-camp de Bonaparte, porteur de la ratification,

ne vit pas sans étonnement ce peuple ennemi dételer les chevaux de sa voiture, et le traîner en triomphe.

La France apprécia de plus en plus les services rendus par les Consuls. Réconciliée avec tous ses voisins, elle voyait pour elle un long avenir de prospérité, et mesurait sa reconnaissance à l'étendue du bienfait : à la vérité quelques républicains farouches, des royalistes rancuneux, ne partagèrent point l'allégresse générale. Ceux-ci ne voyaient de véritable bonheur que dans le retour complet de l'ancien régime; ceux-là dans les troubles et les agitations d'un gouvernement populaire; mais les hommes sages se prononçaient à l'envi pour un gouvernement qui avait opéré tant de prodiges en si peu de temps. Confians dans la magnanimité de Bonaparte, comment auraient-ils eu la pensée que celui qui venait de sauver la patrie pût un jour s'exposer à la perdre? Ils se rassuraient sur ce qui restait encore de vague et de mobile dans des institutions soumises aux chances d'une élection décennale, par l'espoir que la France n'avait plus rien à redouter des révolutions intérieures, ni des attaques des armées étrangères.

La situation de la république rapportée au chapitre 105, telle que le gouvernement l'avait présentée lui-même au corps législatif, n'offrait réellement rien d'exagéré. Elle n'avait subi de-

puis huit mois d'autres changemens que ceux amenés si heureusement à Hohenlinden et à Lunéville, comme pour vérifier les prédictions que ce tableau renfermait. Le traité de Londres y mit le complément, en ajoutant à toutes les causes de prospérité, les bienfaits du commerce maritime.

Autres transactions politiques.

D'autres transactions non moins importantes avec les principales puissances, venaient chaque jour cimenter la réconciliation de la France avec ses voisins, et poser les bases de relations avantageuses.

Empire germanique

La diète germanique se préparait, mais avec sa lenteur accoutumée, à compléter l'œuvre de la pacification. Ce ne fut que le 2 octobre, qu'elle confia ce soin à une députation de huit membres, investis de pouvoirs illimités pour assurer l'exécution des articles stipulés, de concert avec le gouvernement français. Il y avait cependant encore loin de cette première démarche à l'accomplissement du but qu'on s'était proposé, car si les membres de cette députation se livrèrent aux travaux préparatoires de leur mission, ce ne fut que dix mois après, c'est-à-dire au mois d'août suivant, que la députation fut solennellement installée.

Traité entre la France et la Russie.

Ses opérations furent facilitées par le nouveau traité signé à Paris entre la Russie et la France. Le rapprochement de Paul I[er], en faisant cesser

l'état de guerre, n'avait cependant point été sanctionné par un acte solennel, et la mission de M. de Kalitscheff à Paris, n'avait pas encore été conduite à sa fin, quand la mort vint le surprendre. Le comte de Markoff, envoyé ensuite par l'empereur Alexandre, avait eu l'ordre de poser avec le Consul les bases de ses nouveaux rapports avec plusieurs états alliés de la Russie, et qu'il n'était ni de son intérêt, ni de sa dignité d'abandonner. Un traité fut donc signé le 8 octobre, entre cet ambassadeur et le ministre Talleyrand; il n'offre d'autres particularités que la reconnaissance de la république batave, et le rétablissement des relations commerciales avec la France, sur le même pied qu'avant la guerre. Mais une convention secrète conclue le 11 du même mois, porta que, la France et la Russie arrangeraient de concert les affaires d'Allemagne et d'Italie, que le royaume de Naples serait évacué, et qu'on accorderait une indemnité au roi de Sardaigne, pour l'abandon de ses états du continent.

Les deux puissances reconnurent l'indépendance et la constitution de la république des Sept-Iles, que les troupes russes devaient évacuer; enfin par un article plus important en apparence, que toutes ces stipulations, la Russie et la France promirent *de s'unir pour l'établissement d'un juste équilibre dans les quatre parties du Monde, et pour assurer la liberté des mers.*

Cette clause mérite d'autant plus d'être remarquée, qu'étant de peu de jours postérieure aux préliminaires de Londres, qui venaient de mettre fin à la plus célèbre guerre maritime dont l'histoire fasse mention, on doit croire que les négociations qui la firent stipuler, précédèrent de beaucoup ces préliminaires.

Réconciliation avec la Turquie.

Un autre traité signé avec la Porte Ottomane, rendait à la république un allié qui avait soutenu la monarchie de François Ier sur le bord du précipice, qui plus récemment encore, sous les ministères de Choiseul et de Vergennes, avait été un instrument de la politique française; mais que le Directoire avait eu l'imprudence de jeter dans les bras de ses plus cruels ennemis. La reconnaissance de la république des Sept-Iles, la libre entrée de la mer Noire pour les navires français; la garantie réciproque des possessions des deux puissances, enfin le rétablissement des anciennes liaisons, telles étaient les clauses importantes de cette transaction.

Ratification du traité avec les Etats-Unis.

La convention signée avec les Etats-Unis le 30 septembre 1800, venait d'être ratifiée de part et d'autre avec des restrictions qui en altéraient les avantages pour la France. Mais tout en perdant les préférences que le traité de 1778 lui avait accordées, elle n'en demeura pas moins sur le pied des nations les plus favorisées. S'il en coûta au premier Consul de renoncer aux

avantages acquis sous Louis XVI, sans avoir été en guerre avec les Etats-Unis; il lui parut assez important à l'époque de la convention de Morfontaine, de consacrer des principes en faveur desquels il voyait au même instant se former une ligue générale. Outre cela, la France proclamait les maximes d'une juste réciprocité, et au point où en étaient les prétentions de ses ennemis, c'était un triomphe. D'ailleurs, elle trouva bientôt dans l'élévation de Jefferson à la dignité de président des Etats-Unis, une garantie de plus pour le rétablissement d'une parfaite harmonie entre les deux puissances, car le penchant de ce magistrat pour la France était généralement connu.

Efforts de Bonaparte pour éteindre les partis.

L'intérieur répondait à l'état prospère des rapports avec l'étranger. Tout était mis en œuvre pour éteindre les partis et rallier les Français au gouvernement. Personne, mieux que Bonaparte, ne savait que l'union fait la force, et qu'en étouffant les germes des troubles civils, il reporterait au dehors une plus grande masse de moyens et de puissance nationale. De la même main dont il menaçait de son glaive les ennemis, il présentait l'olivier et le laurier, emblêmes de réconciliation et de gloire. Il s'efforçait de faire disparaître les ruines de la Vendée, de se l'attacher par des bienfaits, tout en sévissant contre ceux qui conservaient la coupable espérance d'y rallu-

mer les torches de la guerre. Cherchant à faire oublier aux anciennes familles tous les maux de la révolution, il leur rendait ce que les lois constitutives de la république lui permettaient d'accorder.

Les arts ne furent pas oubliés par le vainqueur de l'Italie; leur sanctuaire avait été en quelque sorte transporté de Rome et de Florence à Paris. D'un autre côté, une administration éclairée faisait en faveur de l'industrie et du commerce, tout ce que comportaient l'infériorité maritime de l'Etat, et l'étrange système qui avait prévalu à l'égard des neutres.

Nécessité d'un nouveau système religieux.

Pour achever l'entière pacification de la France, il ne restait qu'à relever les autels renversés dans les momens de la plus violente anarchie. Le clergé était dans un schisme complet, depuis sa fameuse constitution civile; les églises étaient désertes et tombaient en ruines. Bonaparte crut devoir rétablir la religion catholique par le même motif qui l'avait fait adopter à Henri IV deux siècles auparavant. Mais s'il importait de rappeler ses ministres, il n'était pas moins urgent de refréner leur ambition. Il fallait fermer l'accès de la république à cette armée sans patrie, marchant sous la bannière d'un chef étranger, qui, pendant dix siècles, pour élever la tiare au-dessus des couronnes, avait substitué l'ignorance, la superstition, le fanatisme et l'in-

tolérance aux admirables préceptes de l'Evangile. En un mot, il fallait rétablir la religion des Fénélon, et non celle des Loyola ou des Mouchy.

Pour atteindre ce double résultat, trois moyens s'offraient au choix du Consul : le premier, de remettre l'Eglise gallicane sous la discipline de la Cour de Rome, en limitant ses droits de manière à ne lui laisser aucune influence dans les affaires de l'Etat. Le second, de secouer entièrement cet importun patronage, et de profiter de l'espèce d'insouciance que la révolution avait donnée pour les matières religieuses, afin de décorer un prélat français du patriarcat, en lui attribuant l'investiture canonique, et laissant d'ailleurs subsister le rite catholique dans toutes ses formes. Enfin, le troisième était de déclarer les cultes catholique et protestant également à la charge de l'Etat, en protégeant l'extension du dernier, déjà répandu dans une partie de la France, sauf à y introduire la hiérarchie. Moyens de le faire avec succès.

Le dernier moyen eût été peut-être plus approprié aux futurs intérêts de la France et à ceux du parti qui avait triomphé dans la révolution. Quelques écrivains ont pensé qu'il aurait pu rallumer l'insurrection de l'Ouest et mécontenter la moitié de la république, qu'il importait précisément de calmer. Sans doute leurs craintes n'eussent pas été dénuées de fondement, si l'on Chances en faveur de la réforme.

eût voulu introduire la réforme par des voies rigoureuses, car, malgré tout son pouvoir, le Consul eût bien pu échouer, là où Henri VIII et Gustave Vasa avaient réussi; les grandes réformes religieuses sont l'ouvrage des circonstances et de l'à-propos; vouloir les forcer, c'est soulever les peuples et faire des martyrs au lieu de prosélytes. Mais loin qu'il fût question d'imposer une loi aux consciences, il suffisait de les diriger avec douceur. Dans l'état où se trouvait alors le catholicisme en France, il est probable qu'on n'eût pas rencontré un obstacle invincible à l'introduction d'un système de tolérance, qui eût placé la première religion d'Henri IV au niveau de celle de Charles IX. Bonaparte lui-même partageait cet avis, lorsqu'il répondit à Fox, au sujet du mariage des prêtres : « *Il me serait plus facile* » *d'établir la confession d'Augsbourg.* »

Bonaparte se décide à traiter avec la Cour de Rome.

Mais le premier Consul voulait, avant tout, la consolidation de son pouvoir; déjà il disait comme Louis XIV : « *l'Etat, c'est moi*; » et dès qu'une mesure, susceptible de produire un grand bien dans l'avenir, était de nature à provoquer une résistance momentanée, il la rejetait comme dangereuse. Dès-lors, le moyen de substituer un patriarche français au St.-Siége dut lui paraître moins sûr encore que celui de protéger la réforme; car si la constitution civile imposée au clergé en 1791 avait causé tant de soulèvemens

en France, pouvait-on espérer que les prêtres du Midi et de l'Ouest consentissent à renoncer à leurs obligations envers le Pape, pour reconnaître un prélat qu'il n'eût pas manqué d'excommunier? N'était-ce pas remettre la paix de ces provinces à la merci d'une bulle qui leur eût interdit l'obéissance? D'ailleurs, l'influence que la France exerçait sur l'Italie et l'Espagne, n'exigeait pas moins de ménagemens envers le St.-Siége. Pour lutter contre l'Angleterre, il fallait absolument le concours de l'Espagne: on sait que le clergé y règne plus que le Souverain; quel moyen aurait-on eu de perpétuer l'alliance entre un état gouverné par le fanatisme monacal et une république frappée des foudres du Vatican? Il valait donc mieux laisser l'Eglise avec le schisme déjà existant, que d'engager alors une lutte aussi délicate. Faire décréter des fonds pour le clergé, pourvoir peu à peu aux siéges vacans sans éclat, et laisser au temps le soin de faire le reste; tel était peut-être le meilleur système à suivre. Toutefois comme cela n'eût pas produit le résultat immédiat qu'on désirait, Bonaparte qui venait d'apprécier en Italie l'influence que la religion catholique est susceptible de donner à un gouvernement, préféra de traiter avec la Cour de Rome, pour rétablir avec elle les choses à peu près sur le pied où elles étaient avant la révolution. Il obtint néanmoins pour l'Eglise gal-

licane plus de franchises qu'elle n'en avait jamais eu, et conserva au gouvernement le pouvoir de s'opposer aux excès du fanatisme religieux et aux dangers des maximes ultramontaines.

Reproches faits à ce concordat.

Cette transaction, non moins honorable pour la modération du cardinal Gonsalvi, que pour le premier Consul, encourut toutefois le blâme des partisans de la république, et même de quelques hommes d'état. « Bonaparte, disaient-ils, s'ap» plique vainement à détruire les restes de la » révolution, et à fermer tout accès aux préten» tions des contre-révolutionnaires, puisque, » par son concordat, il rouvre à ces derniers une » porte assurée, et creuse lui-même la mine qui » ébranlera son ouvrage. »

En ne secouant pas entièrement le joug ultramontain, il donnait effectivement des armes à une réaction; il suffisait de se rappeler combien la religion de Grégoire VIII était différente de celle des premiers évêques de St.-Pierre, pour être autorisé à craindre que le fanatisme ne reprît un jour le dessus. Sous le point de vue philosophique, on ne peut que blâmer son système; mais en l'envisageant sous le rapport de son intérêt du moment envers l'Italie et l'Espagne, il trouvera grâce devant les politiques.

Articles réglémentaires qui le modifient.

Pour atténuer l'opposition que cette démarche pourrait éprouver en France, il sentit la nécessité d'étendre les prérogatives de l'Eglise gal-

licane et de mettre ce nouveau système religieux en harmonie avec l'esprit du siècle, ce qu'il fit par de nombreux articles réglémentaires sur lesquels nous aurons sujet de revenir.

Cependant, au milieu du magnifique horizon qui s'ouvrait devant elle, la France apercevait au loin quelques nuages précurseurs des tempêtes. A peine le traité de Londres était-il signé, que des révolutions survenues en Suisse menacèrent de troubler la tranquillité du continent. Changemens dans les républiques voisines.

L'article du traité de Lunéville, qui assurait l'indépendance aux républiques Batave, Cisalpine, Helvétique et Liguriénne, avec la faculté de se donner les lois quelles jugeraient convenables, n'annonçait que trop le prochain renversement de celles qui existaient. On ignore si l'ambiguïté de ces stipulations fut un calcul machiavélique ou une imprudence des négociateurs, qui rouvrirent la boîte de Pandore au moment où ils étaient appelés à la fermer. S'ils avaient l'intention de reconnaître le gouvernement existant en Suisse, on a droit de s'étonner qu'ils n'en eussent pas fait insérer la clause expresse. Si au contraire ils ne voulaient pas que cet ordre de choses se consolidât, du moins fallait-il prévoir le cas de son renversement, et aviser à une médiation amicale des deux puissances, pour réunir les partis au moyen d'une

transaction dont les bases seraient convenues d'avance.

Soit que le gouvernement consulaire eût aperçu trop tard la faute de son négociateur, soit qu'il l'eût encouragée lui-même à dessein d'en diriger les effets et de les faire tourner à son avantage, il provoqua les républiques dont l'indépendance était reconnue à se donner de nouvelles constitutions.

Ces chartes proclamées postérieurement au traité, semblaient constater en effet la ferme résolution des peuples de ces contrées de ne plus revenir sur la forme de leur gouvernement. Dès-lors il était de l'intérêt de la France qu'elles fussent conformes au voeu du parti qui lui montrait le plus d'attachement, tout en se rapprochant des intérêts de ceux qui s'étaient ralliés à l'Autriche ou à l'Angleterre.

Nouvelle constitution de la Hollande.

Avant la signature des préliminaires de Londres, la Hollande avait déjà donné l'exemple. La révolution qui s'y opéra le 18 septembre 1801 changea les formes de gouvernement, sans nuire d'une manière directe aux intérêts des deux partis. Il n'y avait que des républicains et des Orangistes, et tant qu'il ne s'agissait pas de rétablir le Stathouder, peu importait à la masse des premiers que le gouvernement fût plus ou moins démocratique. Le coup d'état avait été concerté avec Schimmelpenninck, alors ministre de Hol-

lande à Paris. Il assura à la France une part plus directe aux affaires de ce pays, en concentrant le pouvoir dans les mains d'un petit nombre d'hommes qui lui étaient dévoués. Un conseil exécutif de 12 membres et une députation législative de 35, composaient les élémens de cette nouvelle administration. Les départemens eurent des assemblées locales plus rapprochées des anciens états provinciaux.

Germes de réaction en Suisse.

La révolution de Suisse, d'abord aussi pacifique, faillit plus tard avoir des conséquences funestes. Les expressions du traité, vagues d'un côté et malheureusement trop positives de l'autre, donnèrent un nouveau poids aux prétentions de quelques familles ambitieuses. Il était sans doute à désirer que des institutions provisoires, sorties du sein des orages, fussent modifiées par l'expérience et coordonnées à l'intérêt général; que le choix des magistrats fût fait sans égard à l'esprit de parti; mais était-il convenable de substituer à un état passager de malaise, une contre-révolution qui devait tout bouleverser, et amener la guerre civile?

Nécessité d'une fusion des partis.

On a sans cesse répété que deux factions ne peuvent jamais se réconcilier sincèrement; mais ces assertions, produites par des hommes intéressés à les faire valoir, sont démenties par les témoignages les plus imposans de l'histoire. Ce ne fut point en abandonnant les Huguenots à la

Ligue, ni en sacrifiant les ligueurs à leurs ennemis, que Henri IV pacifia la France; et la révolution d'Angleterre ne fut achevée que par les concessions qui confondirent les intérêts de l'aristocratie avec ceux des communes.

La Suisse était livrée, depuis la révolution du 7 janvier 1800, aux intrigues de Dolder, à l'ineptie de Savary, aux sourdes menées des Bernois et de quelques chefs des petits cantons, qui avaient vu avec dépit leur patronage aboli. La journée du 7 août n'avait été qu'un complément de cette première réaction; mais l'état provisoire qui en était résulté, insupportable à tous, devait avoir un terme.

Désignation des fédéralistes et des unitaires.

La Suisse, quoique divisée en factions de différentes nuances, se rangeait néanmoins sous deux bannières; celle des partisans de l'ancien ordre de choses, qu'on désignait sous le nom de *fédéralistes*; et celle des zélateurs du nouveau régime, auxquels on donnait le nom d'*unitaires*, parce qu'on supposait faussement qu'ils voulaient soumettre l'Helvétie à des lois uniformes.

Les fédéralistes comptaient dans leurs rangs les plus exaltés fauteurs de l'oligarchie des anciennes capitales de cantons; de plus les Bernois et Zuricois de la classe moyenne, qui regrettaient ce que le titre de peuple-roi avait de flatteur et de lucratif: *la ville de Berne ou de Zurich avant tout, et la Suisse après*, tel était le principe fon-

damental de leur politique (1). Dans le fait, la révolution leur avait enlevé des priviléges si éten-

---

(1) Une anecdote qui peut définir les intérêts existans en Suisse, ne sera peut-être pas déplacée ici.

L'auteur de cet ouvrage eut en 1815, à Heidelberg, une discussion assez vive avec le duc de Richelieu, qui portait aux nues les avantages et la sagesse de l'oligarchie de Berne. Peu de jours après, le général ayant été logé avec le duc, feignit de lui apporter la nouvelle d'une constitution récemment arrêtée par Bonaparte (c'était vers l'époque du champ de mai). « Bonaparte reconnaissait » que dans les dangers où se trouvait la patrie, il fallait lui rendre » une partie des institutions républicaines auxquelles on attribuait » le déploiement de sa grande vigueur en 1793. Il renonçait donc » à l'Empire, se déclarait Consul à vie, et rétablissait les corps » constitués de l'an 8. Cependant, comme les événemens de 1814 » avaient prouvé que la France entière était dans Paris, et que la » capitale prise, la France succombait; afin d'intéresser les Parisiens » au nouvel ordre de choses, et de stimuler leur patriotisme, il décla- » rait; *que les places de sénateurs, tribuns, législateurs, ministres,* » *généraux, amiraux, préfets, ne pourraient être accordées qu'à* » *des citoyens de Paris, choisis dans une liste de notables qui se-* » *rait incessamment dressée. Les places municipales et celles d'of-* » *ficiers dans l'armée jusqu'au grade de colonel, étaient les seules* » *réservées aux citoyens des départemens, quelles que fussent d'ail-* » *leurs leur naissance, leur fortune et leur éducation.* » Ce prétendu pacte constitutionnel qui ne contenait que sept articles, puisqu'il maintenait d'ailleurs presque toutes les institutions de l'an 8, fit rire aux éclats le duc, qui fut un instant sur le point d'y croire. Il ajouta néanmoins : « *Bonaparte mériterait les petites-* » *maisons, s'il avait fait une mauvaise plaisanterie comme cette* » *charte ; c'est sans doute pour s'amuser à ses dépens qu'on aura* » *fait circuler ce projet.* » Alors, reprit le général, comment M. le duc peut-il trouver si admirable à Berne, ce qui mériterait les petites-maisons à Paris ?

dus, qu'il serait absurde de prétendre qu'ils n'en fussent pas ennemis; mais ils ont eux-mêmes mauvaise grâce lorsqu'ils cherchent à faire croire à l'Europe que leur cause fut celle de la patrie.

Ultra-démocrates des petits cantons.

A côté des oligarques marchaient les ultra-démocrates des petits cantons, alliance bizarre des élémens les plus opposés. Le bon peuple des Alpes suivait aveuglément les conseils de ses prêtres, ennemis déclarés de la révolution, et dévoués à trois ou quatre familles qui les menaient. Les exploits miraculeux de leurs ancêtres avaient entretenu dans ces vallées un fanatisme d'indépendance, toujours respectable quelque application que l'on en fasse. Ces pâtres s'indignaient de ce qu'on prétendît changer les lois des fils de Tell et de Winkelried. La magie des souvenirs électrisait leur imagination, et rien ne pouvait les réconcilier avec un gouvernement qu'ils accusaient d'être imposé par la force. Les ravages de l'expédition de Schawembourg en 1798, ceux de la campagne de Masséna, de l'archiduc Charles et de Souwaroff en 1799, avaient déposé dans l'âme de ces braves montagnards, un fiel que rien ne pouvait détruire; ils en voulaient autant à la France qu'au gouvernement central, auquel ils attribuaient tous leurs maux.

Aloys Reding est leur chef.

Aloys Reding, chef du canton de Schwitz, magistrat d'un caractère noble et énergique, mais passionné, était le principal chef de ce parti. A

ses intérêts de famille qui l'entraînaient malgré lui, se joignait une prévention exagérée contre toute administration centrale; car enfin il n'était pas impossible de laisser aux cantons leur administration particulière, et de donner un acte fédéral vigoureux, capable de les rallier tous pour la défense, la gloire et la prospérité de la commune patrie. Ses adversaires lui reprochaient avec aigreur de tout faire par égoïsme, ainsi que les Muller à Uri et les Vonflue à Unterwald. « Comment, *disaient les sectateurs du gouvernement unitaire*, osent-ils invoquer les intérêts de leurs » peuples, eux qui leur mettent les armes à la » main pour les intérêts de l'aristocratie et du » fanatisme? Comment osent-ils invoquer leur » sainte liberté, lorsque sous le manteau du gouvernement populaire, deux ou trois familles » sont, depuis un siècle, en possession des premières charges de l'Etat? Ils reprochent au » gouvernement central d'être mille fois plus » onéreux que l'ancien régime : abus étrange » de la crédulité publique, puisqu'ils n'ignorent pas que les maux de la guerre ont seuls » amené la pénurie actuelle du trésor par des » dépenses étrangères à la forme du gouvernement. Et s'il est vrai que la nécessité d'entretenir trois ou quatre bataillons de troupes de » ligne soit un surcroît de dépense, n'est-il pas » ridicule de mettre les frais d'une administra-

Reproches que lui font ses adversaires.

» tion de 80 ou de 100 membres, en comparaison
» avec vingt grands et petits conseils des anciens
» cantons, et avec leurs chancelleries qui mon-
» taient à des milliers d'individus, s'il faut en juger
» par le canton de Berne, qui comptait à lui seul
» 4 à 500 sénateurs, conseillers ou intendans em-
» ployés dans la capitale.

» La constitution de 1798 dont ils se plaignent,
» offrait, il est vrai, des rouages compliqués;
» mais il serait absurde d'en inférer qu'un gou-
» vernement central entraîne avec lui la néces-
» sité de ces abus. Ce n'est ni l'économie ni les
» intérêts du peuple qui leur mettent les armes
» à la main, mais bien leur intérêt privé. Pensant
» comme César, *qu'il vaut mieux être le premier*
» *à Preneste que le second à Rome*, ces despotes
» populaires aiment mieux régner sans partage
» sur leurs petites vallées, que de se fondre dans
» l'administration générale de la Suisse, où ils ne
» figureraient qu'au second rang; où leurs voix,
» confondues dans la minorité, ne leur donne-
» raient point la domination à laquelle ils aspi-
» rent, sous le masque du patriotisme et du dé-
» sintéressement. »

Ces reproches n'étaient pas dénués de fondement, toutefois il y avait des exceptions : Reding surtout était au-dessus de ces petites combinaisons, mais on ne saurait se dissimuler qu'il se trouvait entraîné par des intérêts de localités et

par sa position, mobiles si puissans dans les déterminations humaines.

Le parti unitaire se subdivisait en plusieurs branches. Les uns voulaient un gouvernement central unique, avec tous les dangers des élections populaires, en un mot, une démocratie parfaite et uniforme pour toute la Suisse. Quoi qu'on en dise, ils étaient en petit nombre, du moins parmi les hommes éclairés. D'autres désiraient la centralité, mais avec des institutions mitigées. Les troisièmes, plus sages, reconnaissaient l'impossibilité de gouverner les pâtres de Stanz comme les capitalistes de Bâle, et les vignerons du pays de Vaud, comme la bourgeoisie de Berne : fidèles aux principes, ils profitaient du bien de la révolution en rejetant ses abus. Ils désiraient, 1° que les cantons, sans cesser de se gouverner selon leurs antiques mœurs et usages, se ralliassent à un gouvernement central en ce qui concerne la force et l'intérêt national ; 2° que les Vaudois et les Argoviens, peuples éclairés, fussent admis à jouir des droits politiques et de leur indépendance ; 3° que les notables des campagnes de Zurich, Berne, Bâle, Soleure, eussent une représentation quelconque dans leurs conseils cantonaux respectifs, en laissant aux villes une prééminence sanctionnée par le temps et justifiée d'ailleurs par les lumières de leurs habitans.

Division du parti unitaire.

Quelques écrivains français, entraînés par l'es-

Reproches

injustes qu'on leur a faits.

prit de parti ou de cotterie, ont voulu jeter de l'odieux sur tous les Suisses partisans de cette unité. Ils ont oublié que, dans des temps de discorde, la voix de la justice est étouffée, que la considération publique n'existe plus, que deux voix ennemies, également exagérées et injustes, animées par les passions, décernent des couronnes ou vouent à la haine sans discernement; en un mot, que ce qui est pour l'une un titre à la gloire, est pour l'autre un titre de proscription. Mais les hommes d'état conviendront que la centralité était préférable au fédéralisme, que ces écrivains prônent avec tant d'emphase, soit par dépit de voir certaines familles déchues du privilége de régler seules les affaires publiques; soit par un respect aveugle pour les antiques souvenirs auxquels il se rattachait, comme si la gloire des fondateurs de la liberté helvétique, était un motif de sanctionner d'indignes abus introduits deux siècles après leur mort.

Avantages de la centralité sur le fédéralisme.

En admettant même que la Suisse, formée par l'alliance successive de petits états, unis pour résister à des voisins puissans et ambitieux, pût difficilement, à raison de la différence de mœurs et de localités, être régie par une législation uniforme, comme le voulait la constitution d'Ochs en 1798; il n'en est pas moins reconnu que ces diverses nuances de législation ne doivent porter que sur des détails administratifs,

et non sur le pacte fondamental. Le vice d'un gouvernement fédéral, est de diviser et d'affaiblir : l'Empire Germanique, héréditaire sous les Carlovingiens, électif sous leurs successeurs, puis dégénéré par le temps en une véritable fédération, en a fourni de tristes preuves. Si la Hollande déploya de la vigueur, c'est qu'elle eut des chefs tantôt sous le titre de grand-pensionnaire, tantôt sous celui de stathouder; et nonobstant cela, combien son système fédéral n'a-t-il pas nui à sa prospérité depuis sa glorieuse résistance contre Louis XIV? Combien de fois n'a-t-on pas vu la Gueldre et la Frise en opposition avec les états de Hollande, et malgré la puissance du Stathouder et des Etats-généraux, amener de cruelles scissions dans la république?

La prospérité des Etats-Unis d'Amérique, loin de déposer contre cette assertion, lui donne une force nouvelle. Leur gouvernement, sous des formes fédérales, offre dans l'existence permanente du président et du congrès, un centre d'action assez fort pour un peuple qui n'a autour de lui que des colonies situées à deux mille lieues de leurs métropoles. D'ailleurs on a vu à quelle dissidence certaines provinces se sont livrées dans les derniers chocs contre l'Angleterre? Si l'on transportait cette république au centre de l'Europe, elle serait envahie et divisée avant dix ans, à moins qu'elle ne changeât de forme de gouver-

nement. Et, sans aller prendre des exemples si loin, Berne eût-il été en 1798 la proie de deux divisions françaises, si la force armée des treize cantons eût été réunie, et employée à la défense commune, par une autorité nationale reconnue depuis long-temps?

Les hommes qui ont voulu donner à la Suisse des institutions propres à la rendre plus forte chez elle et plus respectable au dehors, ne devaient pas s'attendre à être traités comme des factieux. Ils ont montré plus de véritable patriotisme et de désintéressement que leurs adversaires. Il ne faut pas les confondre avec les démagogues qui ont tout renversé pour mettre à l'épreuve de vaines théories. Si les partisans du fédéralisme ont, de leur côté, déployé quelques vertus civiques, on peut leur reprocher aussi d'avoir été aveuglés par leurs intérêts et leurs préjugés, quand ils ont soulevé les peuples contre tout gouvernement unitaire, et lancé l'anathème sur ses sectateurs.

Qu'importe dans le fait à un Suisse digne de ce nom, que Schwitz préfère l'autorité des Reding à celle d'un préfet délégué du directoire helvétique? Que ce canton soit régi par ceux de ses concitoyens qu'il désignera lui-même, rien de plus juste dans un état démocratique; mais du moins faut-il que ces chefs et leurs administrés reconnaissent à leur tour une suprématie natio-

nale, *un centre commun et permanent*, chargé d'établir les relations avec les puissances voisines, d'organiser l'état militaire, de fixer les contingens en hommes et en argent, et de tout préparer au besoin pour leur assurer une bonne direction par le choix d'un bon état-major soldé. C'est là ce que la Suisse n'a possédé qu'imparfaitement, par un effet du misérable esprit de localité qui y domine. L'acte de médiation de Bonaparte approchait un peu de ce résultat; malheureusement pour ménager plusieurs grands cantons, il avait créé un gouvernement ambulant, qui changeait chaque année de mains et de résidence; erreur grave à laquelle il faut attribuer toutes les bévues de 1813.

Glayre revient de Paris avec une nouvelle constitution

La commission désignée pour travailler aux institutions capables d'assurer la tranquillité et la prospérité de l'Helvétie, avait cherché à satisfaire les différens intérêts et les diverses opinions. Glayre fut envoyé à Paris pour soumettre son travail au premier Consul, sans l'approbation duquel on ne pouvait se promettre de consolider l'ouvrage, nonobstant les assurances du traité de Lunéville. Il en revint bientôt avec un pacte modifié, et, dès le 29 mai, il fut accepté et promulgué, avant d'avoir été soumis à la sanction nationale.

Deux Landammans alternant tous les ans, un sénat de 25 membres, une diète de quatre-vingts,

telles étaient les autorités centrales. Les cantons avaient des administrations particulières à leur choix.

La diète fait des changemens à cette charte.

Cette charte laissait sans doute beaucoup à désirer, bien qu'elle ne fût pas dénuée de mérite. La diète à peine assemblée à Berne le 7 septembre, annonça l'intention d'y faire des modifications qui déplurent au ministre de France Verninac, aussi bien qu'aux fédéralistes. Ce parti, convaincu que l'Autriche s'empresserait de renverser l'ouvrage du Directoire, et de rendre à la Suisse des institutions qui la replaceraient sous son influence, se flatta d'obtenir son appui, et laissa entrevoir qu'il donnait aux expressions du traité de Lunéville, un sens qui n'avait sans doute pas été celui des négociateurs. La division ne tarda pas à éclater dans cette diète constituante. Aloys Reding et Muller, députés des petits cantons, en donnèrent le signal; bientôt 14 autres membres quittèrent violemment l'assemblée, dont ils improuvaient les maximes, et contestaient le mandat. Mais leurs adversaires, débarrassés de cette opposition, n'en poursuivirent pas moins leurs travaux, en rétablissant dans toute sa force le principe d'unité.

Constitution du 23 octob.

La constitution modifiée, venait d'être terminée le 23 octobre. L'autorité centrale différait peu, quant à son organisation, mais elle régissait les cantons par des *préfets* comme le directoire

helvétique, et c'était là un des plus grands griefs des fédéralistes. On n'eut pas même le temps de la promulguer, car un nouveau coup d'état, frappé par Dolder, remit de rechef le sort de la Suisse à un gouvernement provisoire.

Dans la nuit du 28 octobre, une douzaine de conjurés, réunis dans une maison particulière avec Dolder et Savary, y prononcèrent arbitrairement la dissolution du conseil exécutif, celle de la diète, et l'établissement d'un sénat provisoire qu'ils désignèrent eux-mêmes. Ce sénat devait présenter, dans l'intervalle de quelques mois, une troisième constitution. La charge de premier Landamman fut donnée à Aloys Reding. (Coup d'état frappé le 28.)

Ce magistrat justement estimé, mais trop exclusif dans ses vues pour ramener les esprits, sentit l'urgence d'éclaircir la lettre du traité de Lunéville, et se rendit lui-même à Paris près de Bonaparte, tandis qu'il dépêchait le patricien bernois Diespach de Carouge, à l'empereur d'Autriche. (Aloys Reding nommé Landamman, se rend à Paris.)

Le but de cette double mission était évidemment d'intéresser les deux puissances à la réussite des projets réactionnaires qu'on méditait. Mais quoique le Consul eût approuvé la dissolution de la diète qui avait voulu s'ériger en assemblée constituante, il était aisé de prévoir qu'il ne donnerait pas gain de cause aux exagérés d'un parti dont la haine pour la France était si manifeste.

Système du Consul envers la Suisse.

Quoi qu'en disent les écrivains que nous avons déjà signalés, et qui confondent le talent de la déclamation avec la science du gouvernement, il est constant que le premier Consul ne pouvait mieux agir envers la Suisse, qu'en lui appliquant les mesures qu'il mettait en pratique alors avec tant de succès en France ; c'est-à-dire, en s'efforçant de rallier les deux partis. Or, pour arriver à ce but, il fallait en créer un troisième, dont les élémens existaient, mais qui n'était point développé. Agir de la sorte, c'était servir la cause de la justice et de la raison, aussi bien que l'intérêt de la nation suisse.

On a prétendu que Reding fut accueilli aux Tuileries avec une froide réserve; mais s'il faut s'en rapporter à ses propres assertions, il aurait au contraire emporté de Paris l'approbation formelle de ses projets, et la promesse que le gouvernement consulaire se bornerait à une intervention officieuse pour réunir les esprits divisés. Le premier Consul exigea, comme gage de la modération du parti victorieux, qu'on admît dans le sénat six membres pris parmi les plus sages du système opposé. En conséquence, Glayre, Ruttimann, Zimmermann, Koch, Kuhn, furent désignés pour coopérer au travail régénérateur dont la Suisse attendait la cicatrisation de ses plaies.

Quoique les détails de la mission de Diespach

à Vienne soient restés enveloppés d'un voile mystérieux, tout porte à croire que le cabinet autrichien, après l'avoir reçu comme un ancien allié, s'en tint à de vagues promesses. Dans les circonstances, cette mission n'était qu'une fausse démarche, car on savait bien que le cabinet de Vienne verrait avec plaisir le rétablissement de l'oligarchie; mais il était facile de prévoir aussi qu'il ne compromettrait pas la paix de l'Europe pour y concourir, et que c'était dès-lors éveiller en pure perte la méfiance du gouvernement français.

A son retour en Suisse, Reding trouva plusieurs cantons en proie à des troubles sérieux. Zurich, le Léman, l'Argovie, la Linth, étaient surtout agités, mais dans différens sens; et si l'insurrection n'éclata pas, c'est que la présence de la division-Montchoisi, qui n'avait pas cessé depuis trois ans d'occuper l'Helvétie, en imposa aux mécontens.

Quatrième constitution donnée le 27 février 1802.

Cependant, le sénat illégal du 28 octobre, renforcé des six membres les plus marquans parmi les unitaires, promulgua le 27 février, le projet d'une quatrième constitution. Cet essai, moins heureux encore que les précédens, ne satisfit aucun des partis. Il différait essentiellement de celui du 24 octobre, en ce qu'au lieu d'établir des préfets dans les cantons, il rendait à ceux-ci une portion de souveraineté et la latitude de repren-

dre leurs anciennes magistratures, tout en les soumettant à un gouvernement central; c'était trop selon les unitaires, et pas assez pour satisfaire les oligarques. On se demandait si un gouvernement présidé par Reding, devait décevoir ainsi les espérances de ses partisans? Les uns prétendaient que sa nomination à la magistrature la plus éminente de la république, avait ralenti son zèle, d'autres attribuaient aux six membres aggrégés au sénat sur la demande de Bonaparte, ce que cette transaction offrait de contraire aux vues manifestées en tant de rencontres par le Landamman.

Nouveau coup d'état qui la renverse.

Quoi qu'il en soit, des murmures éclatèrent de toutes parts, et ce frêle édifice s'écroula avant d'être achevé; il tomba le 17 avril sous les coups de ce Dolder, dont la destinée fut de paraître servilement docile à tous les partis, sans en servir efficacement aucun, et sans jamais marcher franchement dans une ligne tracée par une bonne politique. Reding étant parti de Berne avec plusieurs sénateurs pour célébrer les fêtes de Pâques, on profita de leur absence pour dissoudre le sénat, recomposer un petit conseil, abolir la constitution, et convoquer à Berne pour le 28 avril, une assemblée de 40 notables désignés dans une liste arrêtée de longue main par les conjurés, et qui devaient être chargés de modifier la constitution rapportée de Paris

Convocation des notables.

par Glayre. Reding, accouru trop tard pour parer ce coup, n'eut d'autre parti à prendre que de donner sa démission de premier Landamman, et Ruttimann le remplaça provisoirement.

Dans l'intervalle, les troubles n'avaient pas cessé dans plusieurs cantons où la crainte de l'ancien régime aigrissait les esprits. L'emploi de la force avait été nécessaire à Zurich pour contenir les mécontens. Dans le canton du Léman surtout, le peuple voyant la tournure des affaires publiques et la probabilité du rétablissement des droits féodaux, courut aux armes contre les détenteurs des titres; partout les parchemins qui les constataient furent livrés aux flammes; et trois mille citoyens rentrèrent paisiblement chez eux après ce philantropique mais injuste auto-da-fé.

Enfin arriva le terme si ardemment désiré de la convocation des notables; cette assemblée se voua avec tant d'empressement à l'important examen qu'on lui avait confié, que le 19 mai elle eut terminé sa mission. Dès le 25, l'acte promulgué par le petit conseil et le Landamman provisoire fut renvoyé à la sanction du peuple. Cette cinquième charte, chef-d'œuvre de toute la fantasmagorie constitutionnelle qui avait agité la Suisse depuis trois ans, méritait, cette fois du moins, l'approbation des hommes sages et modérés, car elle renfermait tous les élémens d'une bonne administration.

Constitution du $\frac{19}{25}$ mai.

Le pouvoir exécutif, concentré entre les mains d'un Landamman et de deux lieutenans, institués pour 9 ans, était assez fort pour ne pas devenir le jouet des intrigues; et sa durée semblait assez longue pour lui laisser le temps de méditer et d'opérer le bien. Un sénat peu nombreux, préparant la loi, et une diète nationale qui la sanctionnait, laissaient peu à désirer aux partisans des théories démocratiques, sans offrir néanmoins des corps aussi onéreux pour le fisc, ni aussi turbulens que deux grands conseils élus directement par le peuple.

Débats pour son acceptation.

Ce nouveau pacte fut aussitôt soumis aux assemblées primaires. Sur 330 mille citoyens ayant droit de voter, 170 mille s'abstinrent de le faire; 92 mille rejetèrent le pacte, et 72 mille l'acceptèrent. Le gouvernement ayant déclaré qu'il considèrerait comme acceptans tous ceux qui n'auraient pas refusé, proclama l'acceptation de la Charte. Bien que cette manière d'interpréter le silence ne fût pas exempte de reproches, il était difficile qu'on en agît autrement; car aucun gouvernement n'eût compté comme dissidens, les hommes qui semblaient se soumettre d'avance par un consentement tacite. La connaissance que nous avons des localités et des intérêts alors aux prises, nous porte à croire qu'à cette époque les voix auraient pu se compter dans la proportion de 2 à 3, c'est-à-dire, de deux cinquièmes

Etat des intérêts alors aux prises en Suisse.

pour la constitution et de trois cinquièmes contre. Les campagnes d'Argovie n'avaient pas eu le temps d'apprécier les avantages de leur nouvelle condition, et n'en sentaient que le poids. Il en était de même d'une partie de celles de Soleure, de Lucerne, et surtout de l'Oberland. Mais les campagnes de Bâle, St.-Gall, la Thurgovie, l'immense majorité de celles de Zurich, tout le canton de Vaud, excepté quelques familles de Lausanne et les montagnards de Ste.-Croix; une partie de Fribourg, les villes de l'Argovie, tous les habitans des bourgs et une foule de bourgeois des anciennes capitales, formaient une masse respectable; et *si les voix doivent plutôt se peser que se compter,* on pouvait trouver dans cette minorité, le plus grand nombre de citoyens capables de motiver un vote.

Les mêmes questions se sont reproduites en 1814, à la suite de l'invasion autrichienne, et tout homme impartial qui a réfléchi sur la résistance que les prétentions exagérées ont éprouvées en Suisse, malgré les menées de M. de Senft-Pilsac (1), appréciera à leur juste valeur les déclamations qu'on affecte de renouveler contre

(1) En 1814, les habitans des campagnes de l'Oberland, de Soleure, de l'Argovie, se sont montrés aussi chauds ennemis de l'oligarchie qu'ils en avaient paru les partisans en 1801, lorsqu'ils n'avaient connu que les charges de la révolution, sans avoir eu le temps d'en juger le bon côté.

ceux qui s'efforçaient de poser des bornes aux prétentions abusives de l'oligarchie et de la démagogie, et qui, non moins jaloux de la tranquillité que de la force de leur patrie, accordaient quelque chose à des intérêts de localité, mais ne voulaient pas tout leur sacrifier.

Cependant, il ne fallait pas compter que la mise en activité du nouveau pacte se fit sans de graves oppositions; nous verrons plus loin qu'il ne tarda pas à tomber sous les coups de ses ennemis; mais l'ordre des événemens nous ramène un moment sur nos pas pour dire ce qui se passait vers le même temps en Italie.

Affaires de la Cisalpine.

Si la conduite de la France envers la Suisse avait été une conséquence toute naturelle du traité de Lunéville, on ne saurait en dire autant de celle qu'elle tint envers la Cisalpine.

Ici, tout aussi bien que dans les Alpes, l'intérêt de la France lui commandait à la vérité de ne pas laisser à la merci de ses adversaires le parti qui s'était déclaré pour elle et dont le sang avait coulé pour sa propre cause. Elle avait même, plus qu'en Suisse, le droit de présider à l'organisation d'un état qui était son ouvrage, mais il fallait influencer ses législateurs sans leur imposer une constitution comme à un peuple conquis.

Assemblée d'une Consulta à Lyon.

Le moyen d'atteindre ce but, sans déroger aux conditions du traité, était de faire concourir la

noblesse et le clergé italiens à un nouveau pacte qui ne leur laissât plus de regrets, tout en ménageant les intérêts du parti républicain. Bonaparte ordonna la réunion à Lyon d'une consulta italienne, prise parmi les notables des trois ordres. La désignation de Lyon était en elle-même une violation du traité; rien en effet n'annonçait moins l'indépendance des délibérations que le choix d'une ville française pour le séjour des législateurs cisalpins. Ensuite, la Consulta érigea *une république italienne*, au lieu de consolider *la cisalpine*, ce qui était bien différent aux yeux de l'observateur, puisque cette dénomination ambitieuse dénotait assez que la république s'étendrait un jour jusqu'au fond de la péninsule.

Organisation de la république italienne.

Enfin, l'élévation de Bonaparte à la dignité de président à vie, avec la faculté de désigner un vice-président, était un étrange moyen d'exécuter une stipulation dont le but manifeste semblait être de soustraire à l'influence de la France, des états qui allaient prendre place dans la nouvelle organisation politique de l'Europe.

Bonaparte en est président à vie.

Cette Consulta, assemblée dès le 26, promulgua le 26 janvier le résultat de ses travaux qui n'étaient au fond qu'un calque de la constitution française de l'an 8, dont il différait seulement par le classement des électeurs en trois colléges, des propriétaires, des savans et des négocians; idée assez heureuse en ce qu'elle

assurait à chaque classe de citoyens notables, une part convenable à la représentation. Les grands propriétaires y trouvaient l'influence due à leur rang; le talent non favorisé de la fortune y trouvait un accès qu'aucune charte ne lui avait assuré jusque-là. On reprochait seulement à celle-ci de ne pas proportionner le nombre des membres que chacun de ces ordres devait fournir à l'assemblée, afin d'assurer la majorité à la classe des propriétaires et des hommes intéressés par leur position au maintien de la paix et au règne des lois. Bonaparte, nommé président par la constitution même, choisit pour vice-président le comte de Melzi, citoyen intègre, magistrat irréprochable, dont les qualités étaient généralement reconnues de tous les partis.

Résultat de cet événement.

La nouvelle de cet événement fut reçue à Milan avec acclamation; car il flattait l'amour-propre des Lombards. Le titre de république italienne ouvrait un vaste champ aux imaginations actives de ce peuple, qui se crut dès-lors appelé à de plus hautes destinées.

L'Autriche dissimula le mécontentement que ces actes lui inspiraient. L'Angleterre se promit de ne point les reconnaître, et elle tint parole, grâces à la rédaction ambiguë du traité d'Amiens dont nous rapporterons la négociation après avoir rendu compte de ce qui se passait à St.-Domingue.

CHAPITRE CXII.

Situation de Saint-Domingue après le départ d'Hédouville. — Guerre entre Toussaint et Rigaud. — Bonaparte rappelle le dernier en France. — Toussaint prend possession de la partie espagnole, rétablit les cultures et la soumission dans les ateliers. — Jaloux d'imiter le premier Consul, il proclame une constitution coloniale, et se fait nommer Président à vie avec le choix de son successeur. — Bonaparte indigné, ordonne une expédition formidable pour le soumettre. — État de la Guadeloupe; l'amiral Lacrosse nommé gouverneur de cette colonie, est forcé de se rembarquer. — Le mulâtre Pelage reste fidèle à la métropole, qui n'en ordonne pas moins une expédition contre lui.

État de St.-Domingue depuis le départ d'Hédouville.

Le canon des Invalides retentissait encore dans Paris pour annoncer l'heureux événement des préliminaires de Londres, que déjà le premier Consul tournait ses regards vers les colonies, qui réclamaient avec tant d'instance les secours de

la métropole, et qu'un événement déplorable venait de livrer à tous les ressentimens de la France (1).

Lutte entre Toussaint et Rigaud.

Nous avons laissé Saint-Domingue au moment où le général Hédouville avait été forcé de se rembarquer (chapitre 80). Ce commissaire du directoire, certain des relations clandestines que Toussaint entretenait avec les Anglais, crut prudent avant son départ d'en donner avis au général Rigaud, en l'engageant à rester fidèle à la république dans la partie du Sud; précaution qui devait amener quelques dissensions sans doute, mais dont l'effet devait naturellement balancer l'influence de Toussaint, et le retenir dans les liens de la métropole.

Une guerre civile, non moins cruelle que celle de 1793, ne tarda pas à éclater entre des hommes si violens. Les animosités de caste sont pires que celles qui résultent d'opinions politiques, et quand elles sont alimentées par des passions africaines, il n'est pas étonnant qu'elles présentent tous les symptômes d'une barbarie sans frein. Les deux partis coururent donc aux armes; les

(1) Nous n'avons point le projet d'offrir ici une histoire de ce qui se passait dans les colonies, après ce qu'en ont dit le général Pamphile Lacroix et le colonel Boyer de Peyreleau dans son Tableau des Antilles. Aussi ne voulons-nous en donner le précis que pour compléter le tableau des évènemens de cette époque.

noirs de Toussaint, avec l'aveugle enthousiasme qu'ils avaient pour un chef presque toujours victorieux, et la haine qu'ils vouaient aux hommes de couleur; ceux-ci avec la rage que leur inspirait la seule idée de passer sous le joug de ces Caffres qu'ils méprisaient et abhorraient.

Opérations des hommes de couleur.

Rigaud débuta par surprendre Léogane, sous prétexte que cette ville devait appartenir à son commandement, et il y fit main-basse sur ses plus acharnés ennemis : s'étant emparé ensuite de Jérémie et des Goave, ses troupes y égorgèrent sans pitié les agens des noirs et des Anglais. Toussaint, non moins indigné de cet événement que de la résistance qu'on opposait à son autorité, concentre ses forces pour accabler son adversaire. Au moment de quitter Port-au-Prince, où les hommes de couleur avaient un parti si puissant, cet homme inconcevable monte en chaire, s'adresse aux auditeurs dont il se méfie le plus, leur annonce son départ, leur prédit la chute de Rigaud et la ruine de leur couleur, puis les apostrophe ainsi : « Je vois au fond de vos » cœurs; vous étiez prêts à vous soulever contre » moi; mais bien que toutes les troupes aillent » incessamment quitter la partie de l'Ouest, j'y » laisse mon œil et mon bras : mon œil qui saura » vous surveiller, mon bras qui saura vous at» teindre. »

Un mouvement habilement combiné par Ri-

gaud, sur les derrières de Toussaint, faillit soulever tout le Nord contre lui et ruiner à jamais les affaires des noirs; mais la défiance et les cruautés exercées par les implacables mulâtres sur les propriétaires blancs des Gonaïves et du Gros-Morne, rattachèrent à Toussaint une foule de colons qui, sûrs de trouver en lui un appui, firent échouer l'entreprise.

Mesures vigoureuses de Toussaint.

Cependant les hommes de couleur favorisés dans leurs projets par la défection de deux officiers noirs attachés à la métropole, marchent déjà tête levée, croyant Toussaint enfermé dans le Port-au-Prince dont ils avaient gagné le commandant Christophe-Mornet. Mais tout-à-coup le chef infatigable des noirs fait rouler dans la poussière, les têtes de ceux qui l'ont trahi; ensuite il se porte, avec la rapidité de l'aigle, du Port-au-Prince vers le Nord, force de nuit le passage du pont de l'Ester, fond sur les hommes de couleur qu'il surprend, délivre les blancs prisonniers dans les quartiers des Gonaïves et du Gros-Morne, puis vient soumettre le môle St.-Nicolas, après avoir échappé à des dangers sans fin et rompu partout les trames de ses ennemis.

Sa clémence.

De retour au Cap, on s'attendait aux plus horribles vengeances, mais quoiqu'il eût débuté par accabler les hommes de couleur de mauvais traitemens, il proclama leur pardon à la suite d'une messe solennelle, au moment où l'on y comptait le moins.

Malgré cet acte de clémence envers des citoyens désarmés, la guerre ne s'en continuait qu'avec plus d'exaspération entre ceux des deux castes qui avaient les armes à la main; la défense de Jacmel par Pétion, la sortie désespérée à la suite de laquelle il se fit jour, et vingt faits d'armes non moins brillans, signalèrent la résistance des hommes de couleur, qui compensaient leur grande infériorité numérique, par des talens supérieurs et un courage à toute épreuve. Cependant à la longue les masses triomphent, et les noirs, malgré vingt échecs sanglans, n'en refoulèrent pas moins Rigaud dans les Cayes où il se vit bientôt investi. Après avoir fait un horrible désert de toute cette contrée pour en interdire l'approche, il s'apprêtait à défendre ses murs en désespéré, comptant que ses partisans de la province du Nord reprendraient le projet formé contre le dictateur africain, et voleraient à son secours.

Il refoule Rigaud aux Cayes.

Toussaint embarrassé d'une entreprise dont il entrevoyait toutes les difficultés, semblait décidé à la suspendre, et toujours adroit quand il s'agissait de donner le change à l'opinion, il força l'agent Roume à prendre un arrêté pour faire occuper la partie espagnole, cédée par le traité de Bâle, mais dont une prudence louable avait fait différer la prise de possession. Le général Agé, chargé de cette tâche, ayant trouvé une op-

Il fait ordonner l'occupation de la partie espagnole.

position à laquelle on ne s'attendait pas, Roume confus révoqua son arrêté, et alla bientôt expier dans l'exil une rétractation qui blessait l'impérieux chef des noirs.

Le colonel Vincent arrive avec des ordres de Bonaparte.

Sur ces entrefaites, le colonel Vincent revint de France, accompagné de deux autres commissaires : il annonçait l'élévation de Bonaparte au consulat, et portait l'ordre à Rigaud de se rendre en France, en laissant le commandement général à son implacable ennemi.

Il rappelle Rigaud.

En effet, à peine le premier Consul eut-il pris le timon des affaires, qu'il songea à s'occuper des moyens de mettre un terme à cette affreuse guerre civile. Il calcula que les hommes de couleur, malgré leur supériorité morale, ne manqueraient pas de succomber; que si l'on persistait dans les vues d'Hédouville et du directoire, qui s'étaient imaginé de balancer les partis l'un par l'autre, on les mécontenterait tous deux; et que la guerre finirait par la destruction des hommes de couleur, dont il était urgent de se ménager l'appui pour le temps où l'on pourrait s'occuper sérieusement de relever l'autorité de la métropole. D'ailleurs l'état permanent de guerre détournant les cultivateurs de leurs travaux, habituerait toute la population au brigandage; chance également désastreuse pour la sûreté politique de la colonie et la richesse de ses produits.

La France n'ayant aucun moyen coercitif, aussi long-temps que durait la guerre maritime, devait renoncer à maintenir une exacte pondération entre deux partis aussi exaltés. Ce motif détermina le premier Consul à s'appuyer sur le plus fort, en accordant toute confiance à Toussaint et à ses noirs.

La situation était délicate, et pour en présenter le tableau, nous ne saurions nous servir de couleurs assez vives, sans les emprunter au premier Consul lui-même : « Le colonel Vincent, » dit-il, était fort avant dans la confiance de Toussaint, dont il était le chargé d'affaires. Il se » trouvait alors à Paris. Le premier Consul le fit » appeler, lui fit connaître sa partialité pour les » noirs, sa confiance entière dans le caractère » de Toussaint, et le renvoya dans la colonie, » porteur, 1° du décret qui nommait Toussaint-» Louverture général en chef de Saint-Domingue; » 2° de la constitution de l'an VIII; 3° d'une pro» clamation aux noirs, où il leur disait : *Braves » noirs, souvenez-vous que la France seule recon» naît votre liberté!* Il joignit au colonel Vincent » deux autres commissaires, et les chargea de » prendre de concert toutes les mesures néces» saires pour rétablir le calme et faire cesser les » hostilités. Cette sage politique eut les plus heu» reux effets. Rigaud repassa en France, les » hommes de couleur posèrent les armes, l'au-

Motifs de cette politique.

» torité des noirs fut reconnue sans contradic-
» tion dans toute la colonie; ils se livrèrent à
» l'agriculture; la colonie parut un moment re-
» naître de ses cendres; les blancs furent proté-
» gés; les hommes de couleur même, garantis
» par l'influence morale de la métropole, respi-
» rèrent et se remirent des pertes qu'ils avaient
» faites. Les années 1800 et 1801 furent deux
» années de prospérité pour la colonie; l'agricul-
» ture, les lois, le commerce refleurirent sous le
» gouvernement de Toussaint-Louverture; l'au-
» torité de la métropole fut reconnue et respec-
» tée, du moins en apparence, car Toussaint
» rendait compte exactement tous les mois au
» ministre de la marine.

» Cependant les vraies dispositions des chefs
» noirs ne purent échapper long-temps au gou-
» vernement français. Toussaint continuait à avoir
» des intelligences secrètes à la Jamaïque et à
» Londres, il se permettait dans son administra-
» tion des irrégularités qui ne pouvaient pas être
» attribuées à l'ignorance. Il avait constamment
» éludé l'ordre réitéré de faire écrire en lettres
» d'or sur les drapeaux ces termes de la procla-
» mation du premier Consul : *Braves noirs, sou-*
» *venez-vous que la France seule reconnaît votre*
» *liberté!*

» Lorsque l'amiral Gantheaume appareilla de
» Brest au commencement de 1801, avec une

» division de troupes sous les ordres du général
» Sahuguet; il embarqua à son bord un bon nom-
» bre de noirs et d'hommes de couleur, de créoles
» destinés pour Saint-Domingue. Toussaint en
» parut vivement inquiet; l'on sut que dès-lors il
» avait résolu de refuser l'entrée aux troupes
» françaises si elles étaient au-dessus de deux
» mille hommes, et d'incendier le Cap si l'armée
» de Sahuguet était assez forte pour qu'il ne pût
» pas défendre la ville; mais l'amiral Gantheaume
» donna dans la Méditerranée; il était destiné
» pour l'Egypte.

» La situation prospère où se trouvait la ré-
» publique dans le courant de 1801, après la paix
» de Lunéville, faisait déjà prévoir le moment
» où l'Angleterre serait obligée de poser les
» armes, et où l'on serait maître d'adopter un
» parti définitif sur Saint-Domingue. Il s'en pré-
» senta alors deux aux méditations du premier
» Consul : le premier de revêtir de l'autorité ci-
» vile et militaire et du titre de gouverneur-géné-
» ral de la colonie, le général Toussaint-Lou-
» verture; de confier les commandemens aux
» généraux noirs; de consolider, de légaliser
» l'ordre de travail établi par Toussaint, qui déjà
» était couronné par d'heureux succès; d'obliger
» les fermiers noirs à payer un cens ou rede-
» vance aux anciens propriétaires français; de
» conserver à la métropole le commerce exclu-

» sif de toute la colonie, en faisant surveiller
» les côtes par de nombreuses croisières. Le
» deuxième parti consistait à reconquérir la co-
» lonie par la force des armes; à rappeler en
» France tous les noirs qui avaient occupé des
» grades supérieurs à celui de chef de bataillon,
» à désarmer les autres en leur assurant la li-
» berté civile, et en restituant les propriétés
» aux colons.

» Ces projets avaient chacun des avantages et
» des inconvéniens. Les avantages du premier
» étaient palpables : la république aurait une ar-
» mée de 25 à 30 mille noirs qui ferait trembler
» toute l'Amérique; ce serait un nouvel élément
» de puissance qui ne lui coûterait aucun sacri-
» fice, ni en hommes, ni en argent. Les anciens
» propriétaires perdraient sans doute les trois
» quarts de leur fortune; mais le commerce fran-
» çais n'y perdrait rien, puisqu'il jouirait tou-
» jours du privilége exclusif. Le deuxième pro-
» jet était plus avantageux aux propriétaires co-
» lons, il était plus conforme à la justice; mais il
» exigeait une guerre qui entraînerait la perte
» de beaucoup d'hommes et d'argent : les pré-
» tentions contradictoires des noirs, des hom-
» mes de couleur, des propriétaires blancs, se-
» raient toujours un objet de discorde, d'em-
» barras pour la métropole; Saint-Domingue
» serait toujours sur un volcan.

» Le premier Consul inclinait donc pour le » premier parti, parce que c'était celui que pa- » raissait lui conseiller la politique, celui qui » donnerait le plus d'influence à son pavillon » dans l'Amérique. Que ne pouvait-il pas entre- » prendre avec une armée de 25 à 30 mille noirs » sur la Jamaïque, les Antilles, le Canada, sur » les Etats-Unis, même sur les colonies espa- » gnoles? Pouvait-on mettre en compensation de » si grands intérêts politiques avec quelques mil- » lions de plus ou de moins qui rentreraient en » France? Mais un pareil projet avait besoin du » concours des noirs; il fallait qu'ils montrassent » de la fidélité à la mère-patrie et à la république » qui leur avait fait tant de bien. Les enfans de » leurs chefs, élevés en France dans les écoles » coloniales établies à cet effet, resserraient tous » les jours davantage les liens de ces insulaires » avec la métropole. »

Tous ces aperçus étaient spécieux; mais il fallait, pour obtenir un résultat de ces derniers calculs, que Toussaint consentît à embarquer ses régimens de noirs, et il était imprudent de s'en flatter. Bonaparte convient lui-même que les relations de ce chef avec la Jamaïque et Londres avaient transpiré, et qu'on avait déjà lieu de s'en méfier.

Accueil fait à son envoyé

Le colonel Vincent débarqué au Cap avec les arrêtés flatteurs des Consuls, reçut de Toussaint

le bon accueil auquel il devait s'attendre. Mais lorsqu'il vint descendre aux Cayes pour y notifier à Rigaud la décision du gouvernement consulaire, il faillit devenir victime de la fureur de ce chef. Il faut l'avouer, un tel arrêt devait paraître injuste à un homme qui avait rejeté avec dédain les offres de l'Angleterre. Rigaud s'abandonna à tous les emportemens du désespoir, et tantôt disposé à immoler Vincent, tantôt prêt à se poignarder lui-même, il fallut que ses officiers l'entraînassent pour le décider à obéir. Il voulut néanmoins rassembler une dernière fois les habitans de la plaine par le tocsin, mais effrayé du petit nombre qui s'en présenta, il s'embarqua enfin avec Pétion pour la France.

Toussaint, maître absolu, s'empare de la partie espagnole.

Toussaint, au comble de ses vœux, et triomphant, n'en resta pas plus long-temps fidèle à la mère-patrie. La cessation de la guerre civile et la concentration de tous les pouvoirs, lui permirent de reprendre aussitôt le projet d'occuper de gré ou de force la partie espagnole, bien qu'il n'en eût aucun ordre du gouvernement français. Santo-Domingo, disait-il, était devenu le refuge des blancs contre-révolutionnaires; c'était là que les violens ennemis des noirs trouvaient un asile, et d'où partaient leurs trames pour troubler la colonie. D'ailleurs il fallait, selon lui, une réparation à l'insulte qu'on avait faite en renvoyant ignominieusement le général Agé.

Dix mille hommes divisés en deux colonnes, l'une au Sud, sous ses ordres immédiats, l'autre au Nord, sous le général Moyse, entrèrent sur le territoire espagnol, en même temps que Toussaint faisait remettre au gouverneur Garcia une lettre où il s'efforçait de lui expliquer le motif de cette aggression. Ce fonctionnaire n'avait pas de forces suffisantes pour s'y opposer. En vain le général français Kerverseau et les délégués de l'agence provoquèrent-ils la résistance; le défaut de moyens força l'autorité espagnole à se soumettre après quelques escarmouches; et Toussaint fit à Santo-Domingo une de ces entrées triomphales auxquelles il avait pris goût depuis celle du Môle Saint-Nicolas. Il affecta dans cette expédition un dévouement extrême pour la république, dont il prétendait que les lois et les traités avaient seuls guidé sa conduite. Au surplus, une discipline sévère parmi les troupes noires, de grandes caresses prodiguées au clergé espagnol, et les avantages réels d'un commerce réciproque, les bienfaits d'une administration plus active et plus éclairée que celle du conseil des Indes, eurent bientôt façonné les colons à leur nouveau joug; et cette invasion redoutée comme une calamité, devint, il faut l'avouer à la honte des Européens, une source de bonheur pour cette contrée.

Toussaint, après s'être promené en triomphe sous un dais, et au bruit du canon, dans toute

la partie espagnole, revint au Cap, où l'attendait enfin la grande décision qui allait séparer pour toujours Saint-Domingue de la France.

Succès et résultats de cette entreprise.

Les heureux résultats que son système de culture et de fermage avait produits, les avantages qui résultèrent de cette réunion du vaste territoire de Santo-Domingo, et les illusions qu'on s'en formait pour l'avenir, avaient réuni enfin la presque totalité des intérêts de la colonie en faveur de Toussaint. Blancs et mulâtres oubliaient leur ancienne haine et leur mépris pour sa couleur; il était impossible de ne pas reconnaître en lui un homme supérieur. S'il manquait d'instruction classique, il rachetait ce défaut par les heureuses inspirations du génie. D'abord on lui rendit justice, puis on reconnut que sans lui la colonie pourrait bien retomber dans la plus affreuse anarchie; de là à l'encenser il n'y avait qu'un pas, et il fut bientôt franchi. L'ex-commissaire Raimond même l'excita, dit-on, à se saisir du pouvoir comme Bonaparte, et à fixer le sort de Saint-Domingue par une constitution: mais bien avant le retour de ce commissaire, Toussaint avait fourni assez de preuves du but auquel il aspirait, pour détruire toute idée qu'il ait cédé en cette occasion à des insinuations étrangères. La mort de son neveu Moyse, qu'il fit condamner et fusiller, parce qu'il avait osé se créer un parti parmi les soldats sous ses ordres,

et soutenir les cultivateurs réfractaires à son système de culture, prouve assez qu'aucun sacrifice ne lui coûterait toutes les fois qu'il serait question d'étendre son autorité.

Après avoir éloigné sous différens prétextes les hommes auxquels il avait feint d'accorder quelque empire sur lui, il assembla les plus exaltés de ses partisans, et se fit présenter solennellement le 1er juillet 1801, au moment où le public y était le moins préparé, une constitution coloniale par laquelle on lui conférait une autorité sans bornes, sous le titre de président et de gouverneur à vie, avec le droit de choisir son successeur.

Il proclame une constitution qui complète l'indépendance.

Le colonel Vincent fut encore désigné pour porter à Paris la nouvelle de cette séparation qui devait être éternelle; car il n'était pas seulement chargé d'un projet, mais d'une constitution imprimée et promulguée qu'on notifiait avec insolence. Il était impossible que cet officier se méprît sur les suites désastreuses d'une telle démarche. Il s'efforça effectivement d'en détourner Toussaint, et de lui persuader que sa constitution était un manifeste de guerre. Voyant enfin que toute sa logique n'aboutissait à rien, il partit sans hésiter, soit qu'il n'osât pas refuser cette mission délicate, soit qu'il se flattât de rendre un dernier service s'il parvenait à retarder l'explosion à laquelle il fallait s'attendre.

Il charge Vincent de la porter à Paris.

Indignation de Bonaparte à cette nouvelle.

Bonaparte instruit de l'occupation de Santo-Domingo, considérait cette mesure arbitraire comme un excès de zèle, et se berçait encore des plus douces illusions sur les fruits du système qu'il avait adopté, lorsque Vincent arriva à Paris, avec la foudroyante nouvelle. Il ne s'agissait pas de se livrer à des regrets superflus, ni de déplorer l'imprudence avec laquelle on avait contribué à l'élévation de l'ambitieux, en faisant tomber les armes des mains de Rigaud : il fallait se résoudre ou à le soumettre par la force, ou à le reconnaître en traitant avec lui et en assurant le commerce exclusif de l'île à la France.

Si en tolérant l'usurpation de Toussaint, on parvenait à gagner du temps et à assurer les avantages du protectorat et du commerce à la république, nul doute que ce dernier parti ne fût matériellement plus convenable. Le colonel Vincent n'hésitait pas à lui donner la préférence; et quoique l'emploi de la force semblât commandé par la dignité nationale, il le signalait comme dangereux et impraticable. Mais l'ardeur avec laquelle cet officier s'était fait à plusieurs reprises l'apologiste de Toussaint, avait inspiré au ministre de la marine une méfiance qui mit en garde contre ses avis.

Il se décide à en tirer vengeance.

Le Consul ne se faisait pas une idée exacte des ravages du climat, ni de la résistance qu'on éprouverait : il s'abusait en mettant une expé-

dition à Saint-Domingue en parallèle avec celle d'Egypte. Le peu de ménagement qu'il avait montré pour Toussaint, en ne répondant point aux lettres particulières qu'il lui adressait, prouvent *que le premier des noirs*, en se proclamant l'égal *du premier des blancs* (1), lui avait inspiré de l'aversion, bien plus que l'estime à laquelle il prétendait. La seule perspective de perdre à jamais une colonie dont les produits, augmentés de la partie espagnole, verseraient annuellement 400 millions dans la balance du commerce français, et qui occuperait plus de deux mille bâtimens avec 30 mille matelots (2), portait l'indignation dans l'esprit du Consul, dont l'idée dominante était à cette époque tournée vers la restauration de sa marine et les moyens de lutter avec l'Angleterre.

Bonaparte n'eut donc pas de peine à partager

---

(1) Toussaint écrivant à Bonaparte, s'était servi de cette apostrophe, où il est à remarquer qu'il se nommait le premier.

(2) Saint-Domingue avant la révolution importait en marchandises d'Europe, la valeur de 250 millions, et donnait une exportation de 460 millions de denrées coloniales, dont la moitié était réexpédiée au dehors : ce qui produisait un mouvement de 700 millions, et occupait 1,600 bâtimens et 27 mille matelots. La réunion de la partie espagnole sous une bonne administration devait en dix ans augmenter considérablement. Mathieu Dumas ne porte le produit qu'à 168 millions, peut-être compte-t-il seulement ce qui restait dans la balance en faveur de la France, ce qui ne donne pas un résultat exact.

les préventions du ministre contre un colonel français qui osait croire Toussaint inattaquable. Celui-ci s'épuisa en vaines observations : il prédit l'inutile sacrifice qu'on ferait des vétérans de Hohenlinden, de Marengo et d'Aboukir, en les envoyant lutter sous le tropique contre la fièvre jaune et des barbares acclimatés, combattant pour leur existence. Ces avis furent reçus comme des conseils intéressés ou pusillanimes, et le colonel du génie, envoyé en Toscane, reçut l'ordre de ne plus s'occuper des affaires de Saint-Domingue.

Quelques recherches que l'on fût tenté de faire pour éclairer les doutes qui règnent sur les véritables intentions de Toussaint envers la France, il serait impossible d'arriver à un résultat satisfaisant. Le caractère impénétrable de cet homme astucieux ne permet pas de croire qu'il ait jamais fait à ce sujet des confidences sincères à aucun des employés qui l'entouraient. D'ailleurs son ambition inextinguible autorise de reste à penser, que le Président à vie n'eût pas gardé long-temps la tutelle volontaire à laquelle il affectait de se soumettre, afin de gagner le temps d'asseoir son autorité. Nul doute que la première hostilité entre la France et l'Angleterre n'eût signalé la proclamation de son entière indépendance, dès que son pouvoir bien affermi dans l'île, lui eût permis de risquer ce pas sans inconvénient.

Partant de là, toutes les suppositions des écrivains qui ont rendu compte de cette expédition, porteraient à faux, puisqu'elles présentent l'attaque dirigée contre lui comme une espèce d'injustice non moins inutile qu'imprudente. Pour mieux juger ces conclusions qui nous semblent par trop exclusives, il faudrait poser la question de la manière suivante.

1° En séparant les intérêts des noirs de l'ambition personnelle de Toussaint, et en y envoyant 15 à 20 mille hommes, la France ne peut-elle pas espérer de voir son autorité entièrement rétablie à Saint-Domingue?

2° Supposant même que la première campagne coûtât ces 20 mille hommes; si l'armée régulière des noirs est domptée et qu'on remplace les pertes essuyées par les troupes européennes, ne peut-on pas compter sur la soumission de l'île par la force?

3° L'envoi de cette force serait-il décidément plus propre à bouleverser, ruiner et émanciper la colonie qu'à la soumettre?

4° Dans ce cas, vaudrait-il mieux attendre l'émancipation de la part du fourbe Toussaint lui-même, que de rien faire qui pût l'accélérer? ou bien n'y a-t-il pas plus d'inconvéniens à lui laisser le choix de l'époque pour le voir proclamer son indépendance lorsqu'on ne pourrait plus l'atteindre?

Le premier Consul croyant les deux premières chances possibles, leur donna la préférence sur

le parti temporiseur, qui ne lui paraissait qu'un acte de faiblesse, et lui montrait la perte de la colonie comme certaine. Si tous les élémens destructeurs conspirèrent la ruine de l'expédition, il n'est pas moins vrai qu'il serait par trop rigoureux de vouloir lui en faire un crime.

La paix maritime lui permet de tenter une expédition.

Les préliminaires de Londres, qui furent signés pour ainsi dire au même instant, augmentèrent l'irritation de Bonaparte, en lui laissant entrevoir un moyen presque certain de venger l'honneur de la France, indignement outragé par un chef de rebelles africains. Ces sentimens qu'on ne saurait blâmer, étouffèrent jusqu'à l'idée d'une mûre délibération, et tous les apprêts d'une expédition formidable furent ordonnés.

Trente vaisseaux de ligne et vingt frégates français et espagnols, appareillèrent au milieu de décembre, de différens ports, avec 20 mille hommes environ. Jamais armement aussi considérable n'avait paru dans les parages américains; et telle est la différence des temps et des obstacles, que cette nouvelle Armada alla échouer contre des bandes d'esclaves révoltés, à quelques lieues des mêmes contrées où Fernand-Cortez, avec un millier d'hommes, avait conquis un empire immense.

Le général Leclerc, beau-frère de Bonaparte, commandait cette entreprise; la flotte fut mise sous les ordres de l'amiral Villaret-Joyeuse.

A l'instant même où ce formidable armement quittait les côtes de France, on recevait à Paris des nouvelles de la Guadeloupe qui confirmèrent le premier Consul dans la résolution qu'il avait prise de soumettre les colonies.

Cette île beaucoup moins étendue et moins peuplée que Saint-Domingue (1), n'avait pas été sujette aux mêmes vicissitudes. L'infatigable Victor Hugues, privé de commerce par les différends survenus entre la France et les Etats-Unis, y suppléa par de nombreux armemens en course, qui dédommagèrent en quelque sorte de l'interruption les relations commerciales. Les noirs et les hommes de couleur satisfaits du régime qui leur donnait toute leur liberté, se montraient également attachés à la métropole. Etat de la Guadeloupe

Cependant toutes les passions et les intérêts qui avaient ébranlé St.-Domingue, agissaient ici avec la même violence; et plusieurs factions

(1) La Guadeloupe compte 100 mille habitans, on sait qu'en 1790 St.-Domingue en avait 700 mille, y compris la partie espagnole. La Guadeloupe est séparée en deux par la rivière Salée qui est un canal plutôt qu'un bras de mer. La partie de l'est plus riche et bien cultivée, se nomme la Grande-Terre; sa capitale est la Pointe-à-Pitre. Celle de l'ouest, couverte de mornes boisés, conserve le nom de Guadeloupe; son chef-lieu est la Basse-Terre, jolie ville à l'extrémité de laquelle est bâti le fort St.-Charles. Le colonel Boyer de Peyreleau en a donné une très-bonne carte dans son ouvrage sur les Antilles.

se disputant l'autorité, menacèrent de troubler l'île. Victor Hugues fut rappelé en France; l'agent-général Desfourneaux qui lui succéda, déporté par un coup de parti, fut remplacé par une commission de trois membres; mais celle-ci bientôt mutilée à son tour par la déportation du même général Lavaux qui s'était illustré par sa belle défense à Saint-Domingue, ne représentait dignement ni la métropole ni les divers partis de la colonie. Son administration parut d'autant plus onéreuse, que la prospérité générale allait en déclinant.

La mésintelligence entre les Etats-Unis et la France s'étant prolongée, et les premiers ayant armé plusieurs bâtimens pour protéger leur commerce, la course ne produisit plus rien; les cultures, péniblement établies par le général Desfourneaux sur le même pied que Toussaint les avait mises à Saint-Domingue, ne reprenaient pas avec autant d'activité, faute d'un chef noir qui eût assez d'ascendant sur les cultivateurs. Nonobstant cela une tranquillité éphémère régnait dans l'île; mais le volcan faiblement recouvert pouvait éclater aussitôt qu'on agiterait des questions qui toucheraient aux intérêts et aux passions de tous.

Les Consuls lui donnent une nouvelle

Les Consuls portant leurs regards vers les Antilles, avaient résolu de donner à la Guadeloupe un régime mitigé. Un gouverneur-général, un

préfet colonial et un grand-juge devaient y exercer les trois branches du gouvernement, le pouvoir militaire, l'administration et la justice. Cette distinction des pouvoirs, quoique clairement spécifiée dans les arrêtés des Consuls, et susceptible d'être modifiée par une déclaration de mise en état de siége, qui pouvait au besoin faire passer l'autorité entière aux mains du capitaine-général, était une faute grave. Dans ces possessions lointaines, entourées d'ennemis entreprenans, obligées de se suffire souvent et long-temps à elles-mêmes, il fallait plus que partout ailleurs éviter de froisser les amours-propres et d'élever des conflits d'autorité; un gouvernement fort et concentré était donc le seul qui leur convînt.

forme de gouvernement.

L'amiral Lacrosse fut désigné pour gouverneur-général de la Guadeloupe. Lescalier eut la place de préfet colonial, et Coster la justice. Le premier prit les devants et arriva le 29 mai 1801 à la Pointe-à-Pitre avec le général Bethencourt, chargé du commandement des troupes. Il y fut d'abord bien accueilli, mais les premiers actes de son autorité ne tardèrent pas à exciter le mécontentement. On le soupçonna d'être ennemi des hommes de couleur; quelques arrestations faites parmi les officiers de cette caste qui avaient le plus concouru à la délivrance de l'île, ne laissèrent plus de doute sur le projet de les éloigner des affaires, et sur le rétablissement suc-

L'amiral Lacrosse est nommé gouverneur.

Il s'y fait de nombreux ennemis.

cessif du système qui avait jadis régi les colonies françaises. Un passe-droit fait au colonel Pelage, mulâtre de mérite qui avait servi d'une manière brillante à la Martinique et à Ste.-Lucie, donna bientôt un chef à ces mécontens (1). La publication de la constitution coloniale de St.-Domingue était faite pour exciter les ambitieux, et il n'en manquait pas à la Guadeloupe.

L'arrestation imprudente de Pelage, cause une révolte.

Toutefois la bonne harmonie n'avait point encore été troublée, lorsqu'un incident dont la cause est peu connue, précipita le moment de l'explosion. A l'instant où Lacrosse se proposait de passer quelques mois à la Basse-Terre, son chef d'état-major ordonna à la Pointe-à-Pitre l'arrestation de plusieurs officiers mulâtres, et notamment celle du colonel Pelage et du capitaine Ignace (21 octobre). Le dernier parvint à s'y soustraire et souleva les troupes casernées au fort de la Victoire. Pelage arrêté un instant, réussit à s'évader, et courut chercher un refuge à ce fort, où il trouva les troupes déjà insurgées à la voix d'Ignace. Elles se portent en vociférant chez le chef d'état-major et le commissaire-général de

(1) Le général Bethencourt qui s'était gagné tous les cœurs par la douceur de ses formes étant mort, le commandement des troupes appartenait à Pelage, qui était arrivé en 1799 avec Lavaux, Janet, etc. L'amiral s'en investit lui-même, et mécontenta ainsi un officier sur lequel on aurait pu compter.

police : l'un et l'autre sont conduits au fort, les papiers saisis chez le dernier, prouvent l'existence de listes de proscription. On y trouve des lettres annonçant que les mulâtres envoyés quelques mois auparavant en France par mesure de sûreté, devaient être déportés à Madagascar : à cette nouvelle la fureur fut portée au comble, déjà on agitait la question du massacre des blancs, et il fallut toute la fermeté et le bon esprit de Pelage pour les sauver.

Lacrosse considérant cet événement comme une révolte instiguée par Pelage, s'était mis à la tête des troupes de la Basse-Terre pour marcher contre lui, en le déclarant hors la loi. Mais bientôt éclairé sur le véritable état des choses et comptant peu sur les soldats dont il était accompagné, il se décida à la demande de Pelage de venir à la Pointe-à-Pitre, dans l'espoir de ramener par sa présence l'ordre et la confiance dans les troupes. Lacrosse voyant le bon accueil qu'on lui faisait, crut pouvoir se montrer sévère, et les menaces qu'il se permit envers Pelage et d'autres officiers, rallumèrent en un clin-d'œil tout le courroux des noirs. Des chasseurs se précipitent sur lui pour le percer de leurs baïonnettes, Pelage le couvre de son corps, et atteint lui-même au visage voit couler son sang pour sauver les jours de son persécuteur. Tous deux se rendent ensuite au fort de la Victoire pour

Lacrosse, marchant contre lui, est abandonné.

haranguer les soldats. Mais déjà Pelage lui-même n'en était plus maître, et le farouche Ignace à la tête des plus exaltés se saisit de l'amiral et le détint, jusqu'à ce que Pelage et les commissaires civils provisoires, nommés par les habitans, eussent obtenu qu'on le renvoyât sain et sauf en France.

L'amiral, jeté à bord d'un bâtiment, se réfugie à la Dominique.

Jeté le 5 novembre, à bord d'un bâtiment danois qui allait mettre à la voile, puis arrêté par les Anglais, et déposé à la Dominique, Lacrosse y reçut bientôt la nouvelle des préliminaires de Londres, et se décida à établir dans cette île anglaise, le siége et le gouvernement régulier de la Guadeloupe, qui se trouva bientôt complété par l'arrivée du commissaire et du préfet colonial.

Pelage assure la France de sa soumission.

Cette scission fut d'autant plus malheureuse que Pelage et les commissaires provisoires s'efforcèrent de leur côté de démontrer à la France qu'ils professaient un attachement sincère pour la métropole, et que l'imprudence seule de Lacrosse ou de ses alentours lui avait attiré ces mauvais traitemens. La fermeté du colonel mulâtre garantit la colonie des horreurs de l'anarchie. Quatre mille soldats noirs indisciplinés et 2000 matelots renforcés d'une foule de vagabonds, menaçaient l'île du sort de Saint-Domingue. Non moins énergique que Toussaint, Pelage fit tout rentrer dans l'ordre; à sa voix les

propriétaires reprennent confiance, des exécutions sévères préviennent l'insurrection, la discipline est rétablie, et la Guadeloupe sauvée. Fort de ces titres, le conseil colonial redouble ses démarches pour obtenir la sanction de la métropole, mais ses députations sont également repoussées à la Dominique et à la Martinique. Aussitôt qu'il apprit l'arrivée de Leclerc à St.-Domingue, le conseil lui députa de même pour lui demander un chef en attendant l'arrivée de celui qui était annoncé, et il envoya en effet Boudet avec 200 grenadiers, ainsi que nous l'avons dit. Mais ce détachement n'arriva pas à temps pour prévenir l'orage.

Bonaparte, trompé, ordonne une expédition.

Les Consuls, informés de ces événemens par les fonctionnaires intéressés à leur déguiser la vérité, ordonnèrent aussitôt une expédition pour soumettre des hommes qu'on leur présentait comme des rebelles (1). Le général Richepanse, qui venait de se couvrir de gloire dans la campagne d'Autriche, eut la tâche pénible de combattre des colons tous dévoués à la France, et victimes des fausses combinaisons d'un parti réactionnaire. Avant de rendre compte de ses

(1) C'est d'après l'opinion du colonel Boyer, qui a commandé dans l'île, et surtout d'après le rôle que joua dès-lors Pelage, que nous croyons que le gouvernement français fut trompé sur la nature de cette révolte.

opérations, nous devons revenir en Europe pour jeter un coup-d'œil sur ce qui s'y passait, puis rapporter celles du général Leclerc à St.-Domingue.

FIN DU TOME QUATORZIÈME DES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE XVII.

CAMPAGNE DE 1800. — SECONDE PÉRIODE.

LIVRE XVIII.

CAMPAGNE DE 1801.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

De l'Imprimerie de DEMONVILLE, rue Christine, n° 2.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

NOUVELLE ÉDITION,

RÉDIGÉE SUR DE NOUVEAUX DOCUMENS, ET AUGMENTÉE D'UN GRAND NOMBRE DE CARTES ET DE PLANS;

PAR LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL JOMINI,

Aide-de-camp général de S. M. L'EMPEREUR DE RUSSIE, grand'croix de plusieurs ordres.

TOME QUINZIÈME.

CAMPAGNES DE 1802—1803.

A PARIS,

CHEZ ANSELIN ET POCHARD,

SUCCESSEURS DE MAGIMEL,

LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE, RUE DAUPHINE, N° 9.

1824.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE XIX.

CAMPAGNES DE 1802, 1803.

SOMMAIRE.

Négociations d'Amiens pour la paix définitive. — Le traité qui en est la suite mécontente les deux partis du parlement anglais. — Publication solennelle du concordat. — Articles réglémentaires qui en modifient l'effet, et indisposent le St.-Siége. — Bonaparte d'abord prorogé au consulat pour dix ans, est nommé Consul à vie. — Charles-Emmanuel, roi de Sardaigne, abdique en faveur du duc d'Aoste, son frère (Victor-Emmanuel IV). — Réunion du Piémont à la France. — Travaux de la députation de l'Empire pour régler les indemnités, et procéder à l'exécution de la paix de Lunéville. — Traités de la France avec la Prusse, la Maison d'Orange, la Bavière et le Wurtemberg. — Fin des opérations de la diète de Ratisbonne pour la fixation des indemnités. —Bouleversement de l'Empire germanique.

Affaires des colonies. — Débarquement de Leclerc à St.-Domingue, les noirs résistent, incendient le Cap et les autres villes maritimes, puis se retirent dans les Mornes.—Après une guerre cruelle de trois mois, leurs chefs se soumettent. — Toussaint est enlevé et conduit en France. — Richepanse soumet la Gua-

deloupe avec l'aide de Pelage. — Lacrosse y rentre et proclame l'ancien système colonial. — Ravage de la fièvre jaune. — Conduite imprudente de Leclerc envers Rigaud. Une nouvelle insurrection éclate à St.-Domingue. — Mort de Leclerc. — Après avoir lutté deux ans contre les ravages de l'épidémie et les masses supérieures des noirs, les Français réduits à un millier d'hommes se rembarquent et sont pris en mer par les Anglais.

Coup-d'œil sur les événemens qui se passent en Suisse. — La constitution du 29 mai 1802 est formellement rejetée par les petits cantons. — Les Français évacuent la Suisse. — Insurrection du parti fédéraliste. — Le siége du gouvernement helvétique est transféré à Lausanne. — Une diète fédérale s'assemble à Schwitz, et donne le commandement au général Bachman. — Les troupes helvétiques accablées près d'Avenches, se retirent sur Lausanne. — Le général Rapp, envoyé par Bonaparte, arrête les hostilités. — La diète et le gouvernement provisoire de Berne, refusant de se dissoudre, le général Ney rentre en Suisse à la tête de 20 mille hommes; les confédérés n'opposent aucune résistance, et se retirent dans leurs foyers. — Envoi de 52 députés à Paris. — Acte de médiation du 19 février 1803.

La réunion du Piémont, l'invasion de la Suisse, et la mission de Sébastiani dans le Levant, servent de prétexte aux Anglais, pour conserver Malte. Cette infraction au dernier traité sème la mésintelligence entre les deux gouvernemens. — Message hostile du roi d'Angleterre au parlement; Bonaparte irrité, fait entrer des troupes en Hollande, prend possession du Hanovre, et occupe de nouveau le royaume de Naples. — Préparatifs immenses faits sur les côtes de la Manche où le Consul rassemble 180 mille hommes. — Attentat commis sur la personne du duc d'Enghien, enlevé en pleine paix sur le territoire germanique, et fusillé dans les fossés de Vincennes. — Réclamations de la Russie contre cette violation du territoire badois, et du droit des gens. — Bonaparte peu satisfait d'être nommé Consul à vie, aspire ouvertement à placer sur sa tête la couronne de Charlemagne et celle des rois Lombards, ce qui rallume une nouvelle guerre continentale. — Conclusion de cet ouvrage.

CHAPITRE CXIII.

Paix définitive d'Amiens. — État de la France. — Promulgation solennelle du concordat, et de ses articles réglémentaires. — Bonaparte est nommé Consul à vie. — Abdication du roi de Sardaigne. — Réunion du Piémont à la France. — Affaires germaniques. — Longs débats de la députation de l'Empire pour le règlement des indemnités. — Médiation de la Russie et de la France. — Recès de la diète qui bouleverse l'Allemagne.

Les Anglais improuvent les conditions de la paix.

Si les préliminaires de Londres excitèrent l'allégresse d'une partie du peuple anglais, ils trouvèrent aussi des censeurs parmi ces patriotes exaltés dont la Grande-Bretagne fourmille.

La communication officielle en ayant été faite le 30 octobre au Parlement, les champions de ce parti exclusif, Grenville et Windham surtout, critiquèrent sans ménagement les conditions du traité, prétendant qu'elles étaient beaucoup plus avantageuses à la France qu'à l'Angleterre : ce dernier déclara : « *Que les ministres ayant signé* » *l'arrêt de mort de la patrie, il ne savait s'il était*

» *convié à une fête ou à des funérailles.* » Selon lui on accordait à la France les moyens de disputer l'empire des mers, puisqu'on lui rendait son commerce, et qu'on lui laissait rétablir sa marine. Il se réservait de prouver à la discussion que la paix n'était ni sûre ni nécessaire. L'opposition, par un motif contraire, approuvait la paix, mais en blâmant ses stipulations, qui, au dire de Shéridan même, entraînaient la dégradation nationale : tristes pronostics pour la durée d'un traité, dans un pays où l'intérêt particulier, indivisible de l'honneur national, est la première des vertus, le plus saint des devoirs! C'était la première fois depuis la guerre, qu'on voyait voter les Fox, les Shéridan, dans le même sens que les appuis constans du ministère. Pitt ajouta à l'étonnement public en se proclamant le défenseur d'un traité qu'il avait mis sa gloire à ne pas signer. Au reste, les débats qui eurent lieu dans la chambre haute, prouvent combien tout ce qui tient à la politique extérieure, offre de nuances diverses selon qu'on l'examine à travers le prisme des passions; ils montrent en même temps l'aptitude des Anglais pour ces sortes de discussions. Les partisans du ministère s'appliquèrent à démontrer l'avantage de l'acquisition des îles de Ceylan et de la Trinité; l'une placée en vedette des vastes possessions de l'Inde, l'autre heureusement située pour observer l'Amérique

méridionale, et servir de point de départ offensif contre les riches provinces espagnoles de Caracas et de Venezuela, ou contre les possessions françaises et hollandaises de la Guyane. La sanction des conquêtes faites sur Tippoo, et l'affranchissement de l'Egypte, n'échappaient pas non plus à ces apologistes.

Lord Spencer attaquait, il est vrai, le traité avec des argumens plus spécieux que solides, mais assez puissans pour soulever l'orgueil national qu'il prétendait offensé. « On n'avait tiré, » disait-il, qu'un faible fruit d'immenses sacri» fices; on rendait à la France et à ses alliés des » établissemens qui avaient coûté de grands ef» forts, et dont on devait la conservation aux » braves qui les avaient conquis, aussi bien qu'à » la sécurité de l'Empire britannique et à ses ga» ranties contre l'agrandissement de la France » sur le continent.

» La protection qu'on prétendait devoir aux » alliés était une excuse dérisoire, puisqu'on avait » laissé arracher Olivenza au Portugal, et qu'on » ne faisait aucune mention de la maison d'O» range qui s'était sacrifiée pour l'Angleterre et » dont le dévouement était récompensé par l'in» gratitude et le silence.

» La cession du Cap et de Cochin, rouvrait la » route de l'Inde; la France acquérait une po» sition redoutable à l'entrée du fleuve des Ama-

» zones et recouvrait les Antilles, tandis que » l'Angleterre s'excluait elle-même de la Médi» terranée en rendant Malte. »

A l'exagération de ces reproches, lord Spencer ajoutait le regret de voir consolider par cette paix les principes de la révolution française, au moment où Bonaparte leur portait les derniers coups. Ce n'était pas la seule erreur qu'on pût lui reprocher. Les possessions menaçantes qu'il voyait à l'embouchure du fleuve des Amazones, ne pouvaient être que le territoire désert de la Guyane jusqu'au Cap-Nord et à la rivière d'Arowary, dont les préliminaires ne faisaient pas mention; on savait seulement que le Portugal l'avait cédé à la France par le traité de Madrid. Quant à Cochin et au cap de Bonne-Espérance déclaré port franc, ce n'étaient pas des possessions capables d'inspirer à l'Angleterre des inquiétudes sérieuses sur le commerce de l'Inde.

Lord Cornwallis est envoyé à Amiens.

Malgré tant de clameurs, les nouveaux ministres persistèrent à suivre le sytème qui les avait déterminés à cette négociation; et lord Cornwallis fut désigné pour se rendre au congrès d'Amiens, où il devait mettre le sceau à la paix définitive, de concert avec Joseph Bonaparte, le chevalier d'Azara et Schimmelpenninck, chargés de stipuler, le second au nom de l'Espagne, le troisième pour la Hollande. Le négociateur anglais reçut à Paris l'accueil le plus distingué, et on

poussa la prévenance jusqu'à lui accorder des honneurs inusités. Quoique ses compatriotes se montrassent sensibles à ces attentions, et que les préliminaires eussent posé les bases d'une manière assez précise pour qu'on pût se flatter d'amener les négociations promptement à leur fin, on s'aperçut à l'ouverture des conférences d'Amiens, que l'ancienne jalousie et une méfiance invétérée présidaient aux moindres pensées des deux cabinets.

Débats relatifs à Malte.

Malte se présenta d'abord comme la pierre d'achoppement; les précautions minutieuses pour la remise et le sort futur de cette île, attestent mieux qu'aucune dissertation militaire, le prix que chacune des puissances attachait à ce que ce poste fût mis hors de l'atteinte de sa rivale. L'Ordre de St.-Jean de Jérusalem auquel on devait le restituer, alors dispersé, et en état de schisme, n'était qu'un gardien suspect ou insuffisant aux yeux de l'Angleterre, qui en était exclue par sa religion. Lord Cornwallis observa d'abord, que si l'établissement d'une langue anglaise était incompatible avec les statuts de l'Ordre, il fallait par réciprocité qu'il n'y eût pas de langue française. On tomba d'autant plus facilement d'accord sur ce point, que cet ordre de chevalerie était en effet incompatible avec les institutions de la république. Il n'en fut pas de même sur le fond; Bonaparte proposa de raser les

fortifications de Malte, d'en faire un lazareth commun à toutes les nations, et de rendre l'Ordre à ses fonctions primitives, en transformant les chevaliers en simples hospitaliers. L'Angleterre s'y opposa, sans doute dans l'espoir de se ressaisir un jour de ce formidable boulevard. Le Consul proposa alors de mettre l'île sous la suzeraineté du roi de Naples, mais sous la garantie de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse, de l'Espagne, de l'Angleterre et de la France. Si les troupes de l'Ordre étaient insuffisantes pour sa garde, chacune des six grandes puissances aurait fourni son contingent. Malte eût été respecté en temps de guerre et aurait servi de lazareth à tous les partis.

L'Angleterre adhéra à cette proposition avec quelques modifications; elle voulait que la garnison, au défaut de troupes maltaises, fût composée de Napolitains. Le palais des rois de Naples se trouvant sous le canon des flottes britanniques, il eût été facile à celles-ci, en cas de guerre, d'entraîner le gouvernement des Deux-Siciles dans les intérêts du cabinet de St.-James, et d'en obtenir, sinon la remise, du moins la libre entrée à Malte pour ses escadres. Bonaparte déclina une partie de ses prétentions, et afin que l'Ordre demeurât indépendant, il proposa de mettre à Malte une garnison suisse jusqu'à ce qu'il pût se défendre par lui-même. On a dit qu'il traîna ces débats en longueur, pour avoir le temps

de terminer l'organisation de la république italienne, dont la Consulta, assemblée alors à Lyon, lui déférait la présidence. En effet, il n'était point indifférent pour lui de donner lieu à une réclamation, avant ou après la signature du traité; ce n'est pas qu'il importât au Consul que le traité le reconnût formellement comme président de la République, mais il tenait à ce qu'il fût postérieur à cet acte, afin qu'il pût s'en prévaloir en cas de rupture, comme ayant acquis force de chose jugée.

Signature de la paix définitive.

Enfin l'inflexibilité du cabinet de St.-James, triompha de ces obstacles; il fut arrêté que le roi de Naples fournirait à Malte une garnison de deux mille hommes pendant un an, à dater de la remise des forts, et que, si l'Ordre n'avait pas levé à cette époque des forces estimées suffisantes pour garder l'île et ses dépendances, les troupes napolitaines y resteraient jusqu'à ce qu'elles y fussent remplacées par un nombre de troupes convenu entre les puissances garantes.

Après quelques autres débats sur une extension de territoire réclamée par la France autour de Pondichéry, et sur les pêcheries de Terre-Neuve, les plénipotentiaires ayant écarté la question de la reconnaissance des nouveaux états d'Italie par le gouvernement anglais, la paix fut enfin signée le 27 mars.

Lacunes qu'elle présente.

On a élevé des doutes sur la bonne foi des deux parties contractantes. De grandes lacunes

rendaient le traité incomplet, et devaient nécessairement susciter sous peu des démêlés sérieux entre elles. La position personnelle de Bonaparte lui faisait attacher un grand prix à cette paix, qui l'élevait, dans l'opinion, au plus haut degré de gloire: en donnant une impulsion à la prospérité intérieure de la France, elle lui facilitait les moyens de franchir l'espace qui le séparait du trône, auquel tout porte à croire qu'il aspirait déjà. Sa sincérité ne saurait donc être mise en doute, du moins à l'époque où il stipula; car toutes les lacunes signalées étaient en sa faveur, et il lui suffisait pour en profiter de laisser subsister les choses dans l'état où le traité les plaçait.

Il n'en était pas de même du gouvernement anglais. En écartant toute discussion sur la Toscane et sur le Piémont, dont les princes dépossédés étaient naguère encore ses alliés, on doit croire que le cabinet de St.-James se ménageait des prétextes de rupture. A ne considérer la chose que sous le rapport des formalités politiques, le royaume d'Etrurie pouvait exister sans être reconnu à Londres, et certes la paix maritime n'eût pas été troublée d'un siècle; mais comment le port de Livourne pouvait-il s'ouvrir au commerce anglais, si le ministère refusait de reconnaître le prince qui y régnait? La question du Piémont était bien plus sérieuse encore: postérieurement au traité de Lunéville, ce pays avait

été divisé en six départemens. Ce n'était pas une réunion formelle, à la vérité, mais le général Jourdan les administrait au nom de la France, et la dénomination de 27ᵉ division territoriale donnée à cette vaste principauté, était un présage du sort qui lui était réservé. L'Angleterre ne put, sans arrière-pensée, se taire sur une circonstance aussi grave; car, en supposant même que le gouvernement français différât long-temps cette réunion, il n'en était pas moins vrai qu'il administrait ce pays pour son compte, qu'il disposait de ses revenus, de ses troupes et de ses places de guerre; enfin qu'il l'habituait à son autorité, par des transitions insensibles.

La Suisse avait été l'objet d'un silence non moins extraordinaire; et bien que les comptoirs ou les flottes britanniques n'eussent rien à démêler avec les habitans des rochers du St.-Gothard, le sort d'un état lié à la France, par tant de rapports politiques, commerciaux et militaires, devait importer beaucoup au ministère de Georges III.

On ne tarda pas, ainsi qu'on le verra plus loin, à juger l'importance de ces omissions, dont on ne saurait imputer la faute qu'à la partie intéressée à régler ces différens objets. Quoi qu'il en soit, ce traité différait peu des préliminaires. La seule différence notable, était relative à la maison d'Orange pour laquelle les observations

de lord Spencer ne furent pas perdues, et en faveur de laquelle on stipula une indemnité; d'un autre côté, les cessions faites par le Portugal, dans la Guyane au moment du traité, furent sanctionnées, et le sort de Malte réglé.

Elle est moins bien reçue à Londres que les préliminaires.

Ces modifications n'étaient point de nature à mériter, au traité définitif, un meilleur accueil qu'aux préliminaires. Le commerce anglais, qui avait vu avec quelque inquiétude l'armement français parti pour les Antilles, et la soumission prochaine de St.-Domingue, se montra moins satisfait de cette paix qu'il ne l'avait paru d'abord. L'aristocratie s'indignait de voir qu'une souche démocratique et républicaine pût porter de bons fruits. On eût dit que les premiers actes d'un gouvernement habile et vigoureux lui faisaient pressentir toutes les difficultés qu'elle aurait à surmonter et les obstacles qu'opposerait Bonaparte à ses entreprises. Les partis opposés s'étant appliqués à dénigrer les préliminaires, il n'était pas étonnant que le traité définitif fût reçu par la multitude avec une froideur qui contrastait d'une manière frappante avec l'enthousiasme qu'on avait montré pour le premier.

Les mêmes objections furent reproduites dans les deux chambres, à la lecture du traité d'Amiens; lord Grenville les attaqua avec sa logique forte et concise; il s'appliqua à démontrer que le ministère, en rendant à la France toutes ses colo-

nies, n'avait rien fait pour diminuer sa prépondérance sur le continent. Depuis les préliminaires, la Consulta de Lyon avait doublé l'influence de Bonaparte sur l'Italie : le bruit de la cession de la Louisiane à la France, tenue secrète depuis deux ans, commençait à répandre l'alarme en Amérique, aussi bien qu'en Angleterre : enfin la mort du duc de Parme faisait tomber ce duché entre les mains de Bonaparte, à qui l'île d'Elbe était déjà assurée.

Tous les partis se réunirent, et l'animosité fut poussée si loin, que Windham reprocha même au ministère d'avoir pris des mesures dérisoires pour garantir l'indépendance de Malte, en la plaçant sous la sauve-garde d'une puissance dont les Français occupaient les rades et bloquaient en quelque sorte la capitale.

Le ministre Hawkesbury répliqua que l'influence acquise par la France sur un des états secondaires du continent, n'intéressait l'Angleterre qu'indirectement, et qu'excepté un petit nombre de cas, on ne pouvait admettre qu'une raison de cette nature suffît pour s'engager dans une guerre interminable. Il observa en outre que l'état continental sanctionné par la paix de Lunéville, autorisait d'autant moins une rupture, que la Russie et la Prusse avaient reconnu les changemens survenus en Italie. Cet argument n'était que spécieux, car aucune transaction pu-

blique ne sanctionnait l'abandon du Piémont ni de la Suisse, et la réunion de l'île d'Elbe à la France.

Cependant les clameurs de la double opposition n'empêchèrent pas le ministère de ratifier le traité, et les chambres de voter à une très-grande majorité les remercîmens d'usage au Roi. Les relations se rétablirent aussitôt entre les deux gouvernemens. Lord Cornwallis fut nommé à l'ambassade de Paris, et le général Andréossy, officier d'artillerie distingué, fut désigné par Bonaparte pour remplir celle de Londres.

Cette paix d'Amiens est mieux accueillie en France.

Le traité avait été mieux reçu en France, où l'on fut scandalisé des déclamations de l'oligarchie anglaise contre le triomphe des principes révolutionnaires dont on voyait chaque jour disparaître en France les derniers vestiges.

Publication solennelle du concordat.

Le concordat avec le Pape avait été tenu secret pendant huit mois, pour deux raisons, la première afin d'obtenir la démission des évêques titulaires émigrés, qui paraissaient déterminés à repousser les nouveaux arrangemens; la seconde pour discuter à loisir dans le conseil d'état les articles réglémentaires qui devaient coordonner le système religieux de l'état avec les lumières et les besoins de la nation. On avait préludé à ces différentes mesures en établissant un ministère spécial pour les cultes, dont Portalis prit le porte-feuille.

Bonaparte profita de la publication de la paix définitive pour proclamer en même temps ce grand acte de morale et de politique. C'était, aux yeux des républicains et de l'armée, un des points les plus délicats à traiter; car si chacun appréciait la morale de l'évangile, une foule de citoyens n'en conservaient pas moins de répugnance pour ceux de ses ministres, à l'intrigue et aux cabales desquels ils attribuaient une partie des malheurs de la révolution. Il ne fallut rien moins que les soixante-dix-sept articles réglémentaires pour que le concordat dissipât les craintes qu'inspirait le retour du clergé dans la république. Ces articles, gages d'une sage tolérance, réglaient les rapports des diverses confessions protestantes, et consacraient ainsi des cultes jadis frappés d'anathème; ils enlevaient aux catholiques romains tout sujet de disputes religieuses, et mettaient le concordat en harmonie avec l'esprit du siècle; mais la cour de Rome, dont ces innovations semblaient braver les dogmes et limiter l'influence, ne tarda pas à les miner sourdement.

Le concordat ainsi modifié fut promulgué le 18 avril, après avoir été soumis à la sanction du corps législatif. La cérémonie qui eut lieu à cette occasion à Notre-Dame, ordonnée avec une pompe toute nouvelle, offrit aux Parisiens étonnés un contraste frappant avec le cynisme af-

fecté des gouvernans de 1793. Depuis les fêtes de la naissance du dauphin et la célèbre fédération du Champ de Mars, nulle cérémonie n'avait frappé leurs yeux comme celle-ci. Le cortége, composé de la garde et d'un détachement des différens corps de l'armée qui accompagnaient les Consuls, le légat du Pape, les ministres et les députations du sénat à la cathédrale, effaçait certainement tout ce que l'éclat de la maison du Roi avait laissé d'impression dans les esprits. La solennité affectée de cette cérémonie politico-religieuse fut d'un sinistre augure pour les partisans de la république, dont elle excita les murmures: ils dirent hautement qu'elle n'existait plus que dans le nom des magistratures. Des généraux (1) encoururent, pour leur désapprobation, une disgrâce dont ils ne se relevèrent qu'en offrant leurs services à Bonaparte, dans un moment où ils jugèrent que le salut de leur patrie se rattachait à celui de sa personne.

Résultats de cette mesure.

Grâces à ses articles organiques, le concordat ne produisit d'abord que d'heureux résultats, car il rallia au gouvernement des millions d'habitans des campagnes qui gémissaient depuis neuf ans du renversement des autels. Mais au retour de la guerre, Bonaparte vit qu'il s'était fait illusion sur l'influence qu'il espérait exercer

(1) Lecourbe, Delmas et plusieurs autres.

sur la cour de Rome, et par elle sur les peuples soumis à son autorité religieuse. Il retrouva le Pape comme prince temporel dans les rangs des ennemis de la France; entraîné par l'ambition des choses de ce monde, on le vit ranimer toutes les querelles religieuses et même présenter les sages modifications apportées à ce concordat comme des actes arbitraires. La lutte engagée par suite de l'occupation d'Ancône et des possessions maritimes du St.-Siége, prit de jour en jour plus d'aigreur, jusqu'à l'instant où des intérêts plus puissans encore poussant les deux partis aux extrémités, donnèrent à Bonaparte l'idée de transférer le St.-Siége dans la capitale de son empire (1). Mais c'est trop anticiper sur les événemens, revenons à la situation actuelle de la France.

Bonaparte, consul à vie.

Cet empire jouissait depuis plusieurs mois des bienfaits de la paix maritime; les étrangers affluant de toutes parts, y ranimaient le commerce intérieur et l'industrie; les ports avaient repris toute leur activité, et faisaient de nombreuses expéditions dans le Nord et les colonies; la religion était relevée; l'éducation publique reposait sur des bases admirables; les haines étaient amorties : aux exactions et aux fureurs révolution-

(1) Voyez le premier volume des Mémoires de Ste.-Hélène, publiés par le comte Montholon.

naires, succédaient l'ordre, le crédit et la justice. La liste des émigrés allait être annulée, et ces illustres proscrits rappelés en France, à l'exception de mille qui s'étaient le plus affichés dans les rangs ennemis ou qui avaient dirigé les mouvemens de la contre-révolution. Un nouvel ordre de chevalerie, la Légion d'honneur, institué peu de temps après sur des principes généreux, ferma le gouffre du nivellement des rangs. C'était un premier pas vers le rétablissement des prééminences sociales et des notabilités fondées, non sur des vieux parchemins, mais sur le mérite personnel et les services réels rendus à la France.

La renommée n'avait pas assez de ses cent bouches pour proclamer la reconnaissance publique. Bonaparte à qui cette gloire ne suffisait plus, songea à recueillir d'autres fruits de ses travaux. Il faisait insinuer à ses partisans, dans le tribunal et le corps législatif, que pour le salut de tous, il fallait assurer la durée de tant de prospérités. Les principes qu'il avait manifestés dans les débats sur la constitution de l'an VIII, faisaient pressentir qu'il ne s'arrêterait pas à cet essai. La France réclamait des institutions stables. Une magistrature élective tous les dix ans, et plus dangereuse par cela même que le gouvernement qui avait causé tous les désordres de la Pologne, ne convenait ni aux intérêts d'une grande na-

tion, ni aux mœurs du siècle. Ce renouvellement décennal qui aurait amené des crises politiques à des termes fixes et prévus long-temps d'avance, fit place à une institution viagère. Le consulat fut d'abord prolongé pour dix autres années, par un sénatus-consulte du 6 mai 1802, puis converti en *Magistrature à vie*, par deux autres décrets des 2 et 4 août.

Si ces dispositions n'étaient pas encore celles que réclamait l'avenir de la France, on ne saurait du moins leur refuser une grande supériorité de prévoyance sur celles qu'elles remplaçaient. Grâce à ces heureux changemens, le chef de l'état, sûr de tenir le timon des affaires jusqu'au terme de sa carrière, devait être plus inaccessible à l'esprit de faction, à l'influence étrangère et à l'intérêt particulier. L'intrigue pouvait moins facilement s'agiter pour entraver son administration, et troubler l'Etat à l'époque de son remplacement qui demeurait indéterminée.

Le roi de Sardaigne abdique en faveur du duc d'Aoste.

Dans le temps où Bonaparte marchait à si grands pas vers le pouvoir suprême, un prince dégoûté du trône, en descendait volontairement. Le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel, avait abdiqué le 4 juin, en faveur du duc d'Aoste, son frère, qui régna depuis sous le nom de Victor-Emmanuel IV. Ce prince, dont les sentimens d'inimitié envers la France républicaine, étaient assez connus, retiré dans son île, vit avec une appa-

rente philosophie, le démembrement de ses états de terre ferme.

Réunion formelle du Piémont.

Le premier Consul qui avait tout osé depuis la consulta de Lyon, ne crut pas nécessaire de dissimuler plus long-temps, et fit décréter le 11 septembre, la réunion du Piémont à la république française. Cette démarche audacieuse étonna si fort l'Europe, qu'elle n'y apporta pas le moindre obstacle. Telle était la disposition des esprits, que la réunion d'un royaume qui dix ans plus tôt eût occasioné une guerre à outrance, n'excita, pour l'instant, aucune récrimination. La Russie, à la vérité, avait stipulé le 11 octobre 1801, qu'on assurerait des indemnités au roi de Sardaigne ; et l'on supposait que ces expressions étaient relatives à ses états d'Italie, plutôt qu'à ceux de Savoie et de Nice, en sorte que l'assentiment de cette puissance à la réunion, ne fut point mis en doute.

L'Autriche, en n'armant pas pour la défense du Piémont, laissa croire que des conventions secrètes avaient prononcé à Lunéville sur le sort de cet état. Aucun esprit sage ne pouvait imaginer que le Consul, qui montrait tant d'habileté et de profondeur dans ses vues politiques et discutait avec tant de méthode ses propres intérêts, eût assez méconnu les lois de la diplomatie pour se permettre de violer ainsi les traités, aussitôt après leur conclusion.

Mission de Sébastiani dans le Levant.

Le mois de septembre fut signalé par un autre événement qui ne donna pas moins d'ombrage aux Anglais. Le colonel Sébastiani, officier distingué par son instruction, et propre aux missions diplomatiques, aussi bien qu'à la guerre, avait été chargé d'une tournée dans le Levant, dont le but apparent était de veiller à l'évacuation de l'Egypte, de rétablir les anciennes relations avec les puissances barbaresques et la côte de Syrie. Cette mission n'avait rien d'hostile en elle-même, bien qu'elle pût cacher des desseins éloignés; mais en la combinant avec d'autres circonstances, le cabinet de St.-James demeura persuadé que le premier Consul nourrissait encore de secrètes espérances sur l'Egypte. Du moins feignit-il d'en être alarmé, et ses agens s'efforcèrent de tous côtés de trouver la clef d'un mystère qui n'existait peut-être pas. Le rapport de Sébastiani, publié à Paris le 30 janvier 1803, loin de calmer les craintes des Anglais, ne fit que les redoubler. Si cette mission avait été dictée par le projet d'une seconde expédition en Egypte, il eût été imprudent, pour ne pas dire ridicule, de la rendre publique par des journaux officiels, et cette publicité atteste en quelque sorte toute l'innocence de la démarche. Dans le fait, c'était une reconnaissance toute simple de l'état de choses, un rapport militaire; mais il exprimait avec affectation l'intérêt qu'on portait

encore dans toute l'Egypte au premier Consul, et il contenait en outre des imputations graves contre le général Stuart. Toutefois, il n'y avait rien là d'offensif, car cet écrit était modéré en comparaison des pamphlets qui sortaient des presses anglaises, contre un personnage plus éminent.

Lord Withworth est envoyé à Paris.

Le cabinet de Londres d'ailleurs n'avait pas attendu de connaître ces particularités, pour montrer peu de dispositions pacifiques : le choix de lord Withworth, qui prit le 9 décembre l'ambassade de Paris, n'était pas d'un bon augure pour les amis de la tranquillité. Lord Hawkesbury porta bientôt des plaintes graves contre les expressions du rapport qu'il accusait d'être injurieux pour les agens et les généraux britanniques. Andréossi répliqua que la publicité de ce document était une réparation due à l'armée française pour les calomnies insérées dans l'ouvrage du colonel Wilson, puis il ajouta : « A son » arrivée en Egypte, le colonel Sébastiani, à son » grand étonnement, a trouvé l'armée anglaise » qui devait déjà avoir évacué ce pays : il a trouvé » les Turcs extraordinairement alarmés de la » prolongation de son séjour, ainsi que de ses » liaisons avec les rebelles du pays, en révolte » ouverte contre la Sublime Porte. Il a dû concevoir que les traités qui nous lient à la Porte, » et par lesquels nous lui avons garanti l'intégrité » de ses possessions, nous obligeraient à nous

» joindre à elle; puisqu'il était simple de penser » que l'Angleterre voulait déclarer la guerre, dès » l'instant où elle ne voulait pas exécuter les ar» ticles du traité; car enfin, la France n'est pas » réduite à un tel état d'abaissement, que l'on » puisse exécuter ou non les traités conclus avec » elle. De là, les recherches que cet officier a » faites sur les forces qui se trouvaient en » Egypte, et sur la position qu'occupait l'armée » anglaise. » Le même ton d'aigreur régna dans toutes les communications des deux gouvernemens jusqu'au mois de mars 1803, que leur rupture devint imminente.

Affaires de l'Empire germanique

Pendant que ces choses se passaient, la diète germanique avait continué à Ratisbonne le long et pénible travail des indemnités. Il ne s'agissait de rien moins que du bouleversement total de l'Empire. Cependant la sécularisation des souverainetés spirituelles permettant de distribuer une foule de petits états, donna les moyens de satisfaire les principales puissances, en leur partageant ce qui restait sur la rive droite du Rhin, des archevêchés de Mayence, Trèves, Cologne, et en disposant des évêchés de Salzbourg, Trente, Brixen, Munster, Hildesheim, Paderborn, Osnabruck, et de vingt autres qu'il serait trop long d'énumérer. Mais les petits princes des cercles du Rhin et de Souabe qui avaient perdu à la cession de la rive gauche, ou dont on voulait médiatiser

les apanages pour arrondir les lots de plus puissans, nécessitèrent un travail qui semblait interminable.

[illegible]

Dès le mois de mai, la Bavière qui venait d'apprécier à ses dépens le prix de l'alliance Anglo-autrichienne, se livra toute entière à ses anciens sentimens envers la France. Des motifs puissans devaient la déterminer à ce parti : l'Autriche en transportant le grand-duc de Toscane au cœur de l'Allemagne, augmentait sa prépondérance dans l'Empire : dès-lors la Bavière demeurait la plus exposée, non-seulement à la domination de cette puissance, mais encore à ce qu'on indemnisât le grand-duc à ses dépens. Différens propos que l'Autriche faisait déjà circuler annonçaient l'intention de demander l'échange du territoire situé entre l'Inn et l'Iser, contre des possessions en Souabe, ce qui eût fait de la capitale de l'électorat, une enclave autrichienne. Malgré la précaution d'assurer à la ville de Munich un rayon de deux ou trois lieues sur la rive droite de l'Iser, cet arrangement ne convenait point à la Bavière, et il était tout simple qu'elle eût recours à ses alliés naturels pour s'y opposer. Indépendamment de ces motifs, l'électeur n'avait pas seulement fait la guerre comme membre de l'empire, mais comme auxiliaire des Anglais; il avait de plus de nombreuses indemnités à réclamer, soit pour son apanage

personnel du duché de Deux-Ponts, soit pour le Palatinat du Rhin, et le duché de Juliers. Il lui importait donc de s'assurer un lot convenable, et c'était aux puissances intéressées à maintenir l'équilibre des grands états, qu'il devait s'adresser.

Traité particulier entre la France et l'Electeur.

Une convention conclue dès le 25 août 1801, entre le baron de Cetto, et le ministre Caillard, procura à la France une confirmation authentique des cessions faites par le traité de Lunéville sur la rive gauche du Rhin. La république garantit en retour à la Bavière, l'intégrité de ses états de la rive droite, tels qu'ils étaient à la paix de Teschen, en 1779, et des indemnités non-seulement équivalentes à ses pertes, mais encore situées à sa bienséance. Ce traité particulier n'était point une innovation; car l'empire d'Allemagne, électif, mais uni depuis le 10e siècle, s'était changé par la suite des temps et des abus, en fédération d'états indépendans, auxquels le traité de Westphalie reconnut le droit de faire avec les puissances voisines toutes les transactions qu'ils jugeraient convenables, moyennant qu'elles ne fussent pas dirigées contre le chef électif de l'Empire.

Traité de Paris avec la Prusse.

Le cabinet prussien avait aussi des motifs pour suivre le même système que celui de Munich; car il avait à stipuler pour les possessions de Gueldre et de Clèves, ainsi que pour la maison

d'Orange. Un double traité, conclu le 24 mai 1802, régla ces importans intérêts. Il fut tenu secret pour ce qui concerne la Prusse : quant à la maison d'Orange, elle renonça au Stathoudérat et reconnut la république batave, à charge par celle-ci, de conserver à son ancien chef les bénéfices de la dignité qu'il résignait, et en échange de laquelle on lui assura les évêchés de Fulde et de Corwey. Les deux puissances avaient la faculté de se mettre en possession immédiate des cessions qui leur étaient faites. Un traité de même date fixa les indemnités de la Bavière; inconnu jusqu'à ce jour, il est probable qu'il différait peu du recès de la diète que nous rapporterons plus loin.

Le duc de Wurtemberg eut recours au même moyen pour s'assurer une ample indemnité. Comme il cédait à la France la principauté de Montbelliard, et plusieurs fiefs en Alsace, il se crut fondé à faire un traité particulier avec elle pour obtenir les mêmes avantages que la cour de Munich.

Médiation concertée entre la Russie et la France.

Toutes ces négociations, entamées à Paris dès le commencement de 1802, étaient de nature à éveiller l'attention de l'Europe. La Russie surtout, garante du traité de Teschen, ne devait pas rester étrangère aux transactions qui allaient bouleverser l'Empire germanique. D'ailleurs, la convention sécrète du 11 octobre 1801, ayant

déjà reconnu le principe d'un commun accord entre le cabinet de St.-Pétersbourg et celui des Tuileries, le plus sûr moyen d'atteindre ce but, était d'amener les différens états de l'empire à s'accorder sur tant d'échanges et de cessions réciproques. Sans cette précaution, il était à craindre qu'une foule de résistances partielles n'apportassent des entraves à l'accomplissement de la paix. Une convention signée par le comte Markoff, le 4 juin 1802, stipula donc que les deux puissances agiraient de concert, et l'empereur Alexandre en la ratifiant, réserva des indemnités pour le roi de Sardaigne et pour le duc de Holstein-Oldenbourg, auquel, dans le nouvel état de choses, on demandait la cession d'un péage.

Cet accord entre les deux grandes puissances, parut d'autant plus nécessaire, que l'opération semblait près de s'embrouiller. Les vues de l'Autriche sur une partie du territoire bavarois, ne convenaient ni à la France, ni à la Russie. Elles jugèrent que ce serait une faute de laisser dépouiller la maison palatine de ses états, au moment où, par les indemnités qu'obtenait le duc de Toscane en Allemagne, l'Autriche allait y augmenter considérablement sa prépondérance. L'équilibre intérieur qu'il était nécessaire de maintenir entre les différens états de l'Empire, étant visiblement menacé par les prétentions de cette Cour, la Prusse, moins encore que les deux

puissances médiatrices, n'était disposée à y donner les mains. On s'éleva donc avec force contre le projet présenté par le cabinet de Vienne; on représenta que l'Autriche attentait à l'indépendance du corps germanique, en cherchant à s'étendre jusqu'au Lech; et si les traités particuliers dont nous avons parlé ne furent pas les conséquences de ces énergiques représentations, du moins éveillèrent-elles l'attention des petits états intéressés à s'opposer aux vues ambitieuses de la maison qui les avait entraînés à la guerre, et qui cherchait à en faire retomber sur eux toutes les pertes.

Prise de possession des indemnités.

Sur les entrefaites, les puissances prépondérantes se hâtèrent de prendre possession des provinces qui devaient leur échoir par ces transactions. Le roi de Prusse donne le signal en publiant, le 6 juin, un édit qui fut suivi dans les premiers jours d'août, de l'occupation militaire des pays qui lui étaient dévolus à titre d'indemnités. Les Bavarois s'emparèrent le 16 juillet des possessions de la rive gauche du Lech; le mois suivant ils pénétrèrent dans l'évêché de Passau, et se disposaient à mettre garnison dans le chef-lieu, lorsque l'empereur qui considère cette ville comme une des clefs de ses états, et la réclamait pour le grand-duc de Toscane, la fit occuper par ses troupes, ainsi que l'évêché de Salzbourg.

L'Autriche.

Le cabinet de Vienne n'avait pu voir sans dé-

pit deux puissances, en quelque sorte étrangères à l'Empire, disposer de son territoire sans même appeler son chef naturel aux négociations. Il montra à la fois de la fermeté et de la modération, en ordonnant, de son côté, l'occupation de Passau, et en déclarant qu'il espérait que la médiation serait subordonnée aux lois ordinaires de l'Empire, et que rien ne serait fait que d'un commun accord avec la diète.

fait occuper Passau dévolu à la Bavière.

Dans cette conviction, l'Empereur hâta l'ouverture des séances de la députation chargée de cet important travail. La Prusse déclara que l'occupation dont elle avait donné l'exemple, n'était que provisoire, et qu'elle ne regarderait ces provinces comme définitivement dévolues à sa couronne, qu'après que la députation aurait sanctionné ces mesures. Mais comme l'occupation de Passau était contraire aux projets des médiateurs, qui réservaient cette ville à la Bavière, les cabinets des Tuileries, de Berlin et de Munich signèrent une déclaration, portant qu'ils réuniraient au besoin leurs forces pour assurer à la Bavière l'entière possession de ce qui lui était dévolu. Des prétentions si contradictoires étaient difficiles à concilier; car si l'on jugeait nécessaire d'agrandir la Bavière, il était juste aussi d'indemniser le grand-duc de Toscane, comme on l'avait promis. Or, l'un ou l'autre de ces résultats était impossible à obtenir.

Premier projet des médiateurs à la députation.

La députation de la diète, enfin installée le 24 août, avait reçu, dès le 18, du baron de Buhler et du ministre Laforest, le projet proposé par les puissances médiatrices, avec invitation de prononcer dans le délai de deux mois sur son contenu. Cette forme impérieuse, si contraire au titre d'avis amical dont le ministre Talleyrand l'avait décoré, démontrait assez qu'il serait difficile de le rejeter.

L'Autriche proteste.

Cependant l'Autriche ne manqua pas de s'élever contre un projet, qui assurait à peine au grand-duc le quart de ce qu'il avait perdu, tandis que des princes, dont il n'était pas même question dans le traité de Lunéville, entr'autres ceux de la maison d'Orange, recevaient des provinces entières. Le baron de Hugel, délégué impérial, déposa un contre-projet, qui demandait pour le grand-duc de Toscane, indépendamment de Salzbourg, Berchtolsgaden et Passau, les villes d'Ulm, Augsbourg, Memmingen, Kempten et une partie de la Haute-Souabe, jusqu'à Lindau, formant une augmentation de 350 mille habitans. Dans la même séance, le cabinet de Vienne fit remettre une note explicative des échanges projetés entre l'électeur de Bavière et le grand-duc de Toscane. Il déclarait que ces échanges proposés à l'amiable ne devaient recevoir leur exécution que dans le cas où ils obtiendraient l'assentiment complet de la maison palatine, à

laquelle un entier équivalent serait offert en Souabe.

En conséquence un nouveau plan fut présenté le 9 octobre, par les ministres des puissances médiatrices ; il variait dans une foule de détails qui le rendaient plus précis, mais il n'accordait aucune satisfaction à l'Autriche, qui se plaignit même avec fondement qu'on disposait, sans son aveu, de plusieurs petites possessions sur lesquelles elle avait des droits ; ou qui lui appartenaient en toute souveraineté.

Second projet des médiateurs.

Le mois de novembre se passa ainsi en discussions de détail ; la seule circonstance remarquable, fut une sortie du ministre de Suède, subdélégué de Poméranie, qui s'éleva contre la médiation des puissances dont le but était, selon lui, de dicter des lois à l'Empire, contre ses constitutions. L'Autriche persistait à protester contre tous les *conclusums* qui tendaient à adopter provisoirement les projets des médiateurs ; elle fit déclarer néanmoins qu'elle se contenterait, si les indemnités du grand-duc de Toscane étaient portées à la moitié de ses pertes, pourvu qu'on lui assurât voix électorale.

Pour parvenir à cette fin, elle transporta le lieu des négociations de Ratisbonne à Paris ; mais elle ne gagna, par cette ruse, que l'évêché d'Eichstatt, dont la population comptait à peine 50 mille âmes. Enfin, une convention, signée le

L'Autriche négocie à Paris.

9 décembre 1802, entre Talleyrand et le comte de Cobenzel, aplanit les difficultés; et cette circonstance fut d'autant plus remarquable, qu'au même instant les troupes françaises venaient d'entrer de nouveau en Suisse.

Cette convention de Paris, rédigée avec finesse par le diplomate allemand, laissait à l'Empereur la faculté de refuser sa sanction à tous les articles du recès qui blesseraient ses droits, comme monarque et chef de l'Empire, sans que pourtant il en résultât rien de contraire aux stipulations convenues.

Recès définitif de la diète pour les indemnités.

L'Autriche étant satisfaite, rien ne s'opposait désormais à l'accomplissement du grand œuvre; et toutes les opérations de la députation, ainsi que les conclusums provisoires, furent convertis en un recès général le 25 février 1803.

Par cette importante transaction, l'Empire germanique reçut, pour ainsi dire, une forme toute nouvelle; et un coup si violent porté à ce squelette politique, devait être bientôt suivi de sa dissolution. Ce recès, que l'on peut considérer comme le complément des traités qui signalèrent cette mémorable guerre, donnait:

Indemnités de la maison d'Autriche.

1° A l'Autriche, les évêchés de Trente et Brixen, en échange de l'Ortenau, qu'elle cédait au duc de Modène;

Au grand-duc de Toscane, l'archevêché de Salzbourg, la prévôté de Berchtolsgaden, la par-

tie de l'évêché de Passau, située au-delà de l'Inn et de l'Ilz du côté de l'Autriche, à l'exception des deux villes de Passau dites Instadt et Ilzstadt, et d'un rayon de 500 toises françaises, à partir de l'extrémité des faubourgs; l'évêché d'Eichstedt, à l'exception de cinq bailliages, et sous réserve de n'élever aucune fortification dans cet évêché. Ainsi, au lieu de la Toscane peuplée de 1200 mille âmes, ce prince n'en recevait pas 300 mille.

Le Brisgau et l'Ortenau étaient assurés au duc de Modène, pour l'indemniser de ses états cédés à la Cisalpine; ce qui ne formait pas la moitié de l'équivalent.

De l'électeur de Bavière.

2° La maison Palatine avait cédé le Palatinat du Rhin, le duché de Deux-Ponts, Simmern et Juliers; les principautés de Lautern, de Veldenz, le marquisat de Berg-op-Zoom, la seigneurie de Ravenstein et ses possessions en Alsace; ce qui portait ses pertes à 600 mille habitans. On lui assigna pour compensation, les évêchés de Wurtzbourg, de Bamberg, de Freysing, d'Augsbourg et de Passau, y compris la ville et les faubourgs, sauf quelques réserves; plus la prévôté de Kempten, différentes abbayes de Souabe et du Haut-Palatinat; enfin plusieurs villes impériales, entre autres Ulm, Memmingen, Kempten, Ravensbourg, Nordlingen : le tout évalué à 850 mille âmes.

Du roi de Prusse.

3° Le roi de Prusse était encore mieux traité; au lieu de la Gueldre, Clèves et autres possessions de la rive gauche du Rhin qui comptaient 137 mille habitans, on lui allouait: les évêchés de Hildesheim et Paderborn, le territoire d'Erfurt, l'Eichsfeld, une partie de l'évêché de Munster et les villes impériales de Mulhausen, Nordhausen, et Gosslar, dont la population s'élevait à 526 mille âmes.

De la maison de Brunswick.

4° La maison de Brunswick-Lunebourg, en échange de quelques minces possessions allouées à d'autres par le recès, fut richement dédommagée par l'évêché d'Osnabruck qui ne comptait pas moins de 125 mille habitans.

Du margrave de Baden.

5° Le margrave de Baden, dont l'empereur Alexandre avait épousé la fille, avait perdu le comté de Sponheim et quelques terres en Alsace et dans le Luxembourg : il obtint une indemnité décuple, mais morcelée, savoir; l'évêché de Constance, non compris la ville; la partie de l'évêché de Spire située à la droite du Rhin (Bruchsal, Philipsbourg); les restes des évêchés de Strasbourg et de Bâle; la superbe partie du Palatinat du Rhin, cédée par la maison de Bavière, qui comprenait les villes de Manheim et d'Heidelberg; outre la seigneurie de Lahr, appartenant à Nassau-Usingen. Les bailliages hessois de Lichtenau et Wilstett; onze riches abbayes, entr'autres celle de Reichenau, dans une île du

lac de Constance : enfin plusieurs villes impériales dont Biberach était la plus remarquable. Le tout estimé à 237 mille habitans, au lieu de 25 mille cédés. Ce fut sans doute à ses liens de famille et à la puissante protection de la Russie, que le Margrave fut redevable de cette riche indemnité.

6° Le duc de Würtemberg, pour la principauté de Montbelliard et ses possessions en Alsace, évalués à 15 mille habitans, reçut la prévôté d'Ellwangen, plusieurs chapitres et abbayes, et neuf villes impériales qui en comptaient 120 mille. Du Wurtemberg.

7° La maison de Hesse-Cassel avait cédé la forteresse de Rhinfels et la ville de St.-Goar; elle eut en échange les bailliages et chapitres mayençais de Fritzlar et Amenenbourg, outre la ville de Gelnhausen. De la maison de Hesse.

La branche de Hesse-Darmstadt avait perdu la seigneurie de Lichtenberg en Alsace, les bailliages du Brisgau donnés au margrave de Baden, ceux du pays de Nassau donnés à la branche d'Usingen, et ses droits sur Wetzlar. Elle obtint en retour douze bailliages de Mayence, cinq du Palatinat, le duché de Westphalie, l'évêché de Worms, la ville de Friedberg près de Francfort, et plusieurs abbayes.

Le titre 12 réglait les intérêts des différentes branches de la maison de Nassau. Celle d'Usingen avait perdu Saarbrück, Saarverden et ses posses- Indemnités des trois branches de Nassau et Orange.

sions de l'Ortenau (Lahr); on lui assigna les bailliages mayençais de Kœnigstein, Hœchst, Ober-Lahnstein, Rudesheim, Cassel, le bailliage palatin de Caub, le comté de Sayn-Altenkirchen, et plusieurs chapitres et abbayes de la Wettéravie, que le tableau portait à 90 mille habitans.

La branche de Weilbourg reçut, pour le tiers de Saarwerden et Kircheimpoland, les restes de l'électorat de Trèves et trois abbayes.

Enfin la branche de Nassau-Dillembourg-Orange, qui avait perdu le stathoudérat et ses domaines dans les Provinces-Unies, eut en retour les évêchés de Fulde et Corwey, la ville de Dortmund, outre différens chapitres et abbayes. Le tout formant une modeste indemnité de 126 mille habitans, avec un revenu de deux millions et demi, qui était loin de compenser l'importance du stathoudérat, bien que cette dignité éphémère ne fût pas une souveraineté absolue, ni même une propriété comme celle acquise par ce traité.

Nous bornerons là nos citations; il serait trop fastidieux d'énumérer les échanges et cessions faites à divers petits princes de l'Empire, dont l'existence ne se fait remarquer qu'à l'époque de ces grands partages, où ils viennent réclamer des indemnités.

Telles furent les principales dispositions de cet acte célèbre qui élimina plusieurs électeurs

du tableau des princes souverains de l'Empire, qui en agrandit plusieurs autres, et prépara l'érection de ces royaumes de la confédération Rhénane, qui remplaça, peu d'années après, l'édifice politique élevé par les Othons.

CHAPITRE CXIV.

L'expédition de St.-Domingue arrive dans la baie de Samana. — Toussaint, agité, vole sur ce point, puis retourne au Cap. — Débarquement de Leclerc, les noirs incendient les villes et se retirent dans les Mornes; mais après une campagne meurtrière de trois mois, ils feignent de se soumettre. — Toussaint abandonné se retire dans ses terres. — Ravages de la fièvre jaune. — Leclerc force Rigaud à se rembarquer pour l'Europe, et fait enlever et transporter Toussaint en France, au moment où il méditait une révolte. — Conduite des autres chefs de noirs. — Richepanse débarque à la Guadeloupe, et soumet l'île à l'aide de Pelage; mais Lacrosse y rentre pour commettre de nouvelles fautes. — Une insurrection générale éclate à St.-Domingue. — Mort du général Leclerc. — Rochambeau lui succède, et son embarras redouble par l'insurrection du Sud. — L'armée française, quoique renforcée de 10 mille hommes, est hors d'état de tenir la campagne à cause des ravages de l'épidémie : ses débris, forcés de se rembarquer, tombent au pouvoir des Anglais, ou sont engloutis dans les flots. — Résultats de cette funeste expédition.

ETAT GÉNÉRA[illegible] expédition de Saint-Domin[illegible]l Leclerc.

ESCADRES SUR LESQUELS LES TROU[illegible]	OBSERVATIONS.
FLOTTE DE BREST, *Franco-Espagnole*, Amiral Villaret-Joyeus[illegible]	
ESCADRE DE L'ORIEN[illegible]	1er débarquement, le 3 février 1802.
ESCADRE DE ROCHEFO[illegible] Contre-Amiral Latouche-Tréville.	
ESCADRE DE TOULON Contre-Amiral Gantheaume.	2e débarquement, le 14 février.
ESCADRE DE CADIX, Contre-Amiral Linois.	3e débarquement, le 17 février.
2e ESCADRE DE BREST	29 mars.
ESCADRE DU HAVRE.	

Les préparatifs de l'expédition de St.-Domingue, ordonnés d'abord avec tout le secret possible, de peur d'éveiller l'attention des Anglais, furent poussés avec plus d'activité aussitôt que la signature des préliminaires de Londres eut aplani les obstacles qui s'opposaient à la sortie des escadres.

Départ de l'expédition

Dès la mi-décembre, le général Leclerc et l'amiral Villaret-Joyeuse appareillèrent de Brest avec le gros de l'expédition. Une division partie de Lorient, devait se joindre à eux. L'amiral Latouche, sorti de Rochefort avec la division Boudet, destinée pour le Port-au-Prince, avait pris à son bord tous les individus des administrations qui appartenaient aux départemens de l'Ouest et du Sud. Une quatrième division sous Gantheaume devait sortir de Toulon; enfin Linois était chargé de la conduite des bâtimens restés à Cadix depuis le combat d'Algésiras : la totalité des forces embarquées s'élevait à environ 20 mille hommes. (*Voyez le tableau ci-joint.*)

Les généraux de division Hardy, Rochambeau, Debelle, Desfournaux, Boudet, commandèrent les premières troupes de débarquement. Ils furent suivis plus tard de Clausel, Watrin, Brunet, Desbureaux et Lapoype. Le général Dugua remplissait les fonctions de chef d'état-major. Le colonel du génie Bachelu, qui s'était illustré en

Egypte, commandait cette arme; l'ordonnateur Daure, également venu de l'armée d'Orient, dirigeait l'administration de l'armée. Le conseiller d'état Bénézech était chargé de celle de la colonie en qualité de préfet.

Ralliement des différentes escadres.

La difficulté de réunir des escadres partant de points si éloignés, leur fit donner plusieurs ralliemens, d'abord à Belle-Ile, puis aux Canaries, enfin au cap Samana à la pointe est de St.-Domingue, où devait s'effectuer la réunion définitive. Ces précautions, très-sages en cas de guerre maritime, ont été critiquées sévèrement; on a prétendu que les escadres de Rochefort et de Brest ne devant pas effectuer leur débarquement sur le même point, on eût pu se dispenser de les faire naviguer ensemble : chacune pouvait sans crainte se rendre à sa destination, puisqu'il n'y avait pas de combat naval à redouter. On a aussi reproché au projet, d'indiquer le rassemblement sur la côte même de l'île, où il importait d'arriver à l'improviste; il semblait en effet tout aussi naturel de se réunir à la Guadeloupe, pour cingler ensuite de concert sur les différens points de la colonie où l'on voulait descendre, sans assigner de rendez-vous secondaires, propres seulement à retarder la marche.

Cependant il n'était pas probable qu'on prît le méfiant Toussaint au dépourvu, car l'armement n'avait pu se faire sans qu'il en transpirât quel-

que chose; et les noirs n'auraient eu que les officieux avis des Anglais et des Américains, qu'il eût été absurde de fonder le succès de l'expédition sur la chance d'une surprise.

Quoi qu'il en soit, la réunion eut lieu au cap Samana avec assez de lenteur; l'escadre y arriva en plusieurs détachemens à de longs intervalles, en sorte qu'elle mit plus de quinze jours à cette opération. Latouche-Tréville y jeta l'ancre le premier, avec l'escadre de Rochefort. Villaret qui avait perdu plusieurs jours à attendre la division de Lorient à la hauteur de Belle-Ile, après être ainsi tombé dans une série de mauvais temps sans pouvoir la rallier, fut obligé de continuer seul sa navigation; incident d'autant plus fâcheux, que l'escadre attendue ne portant pas mille hommes, ce n'était pas la peine de retarder l'expédition pour obtenir son concours.

Toussaint court à Samana pour les observer.

Toussaint, au premier avis qu'il reçut par un navire américain de l'apparition d'une flotte si considérable dans les eaux de Samana, vola sur ce point où se trouvait la première demi-brigade des noirs. Depuis le départ du colonel Vincent, son âme avait été vivement agitée, mais paraissait enfin fixée; il disait, avec une sorte de noblesse :

« Un enfant bien né doit de la soumission et
» de l'obéissance à sa mère; mais dans le cas où
» cette mère serait assez dénaturée pour cher-

» cher la destruction de son enfant, il faut que » celui-ci remette sa vengeance entre les mains » de Dieu. Si je dois mourir, je mourrai en brave » soldat, en homme d'honneur : je ne crains » personne. »

Son parti semblait d'autant plus irrévocable, que par une de ces sorties trop fréquentes à la tribune publique, on avait donné l'éveil aux intérêts de sa caste, en annonçant le rétablissement de l'esclavage à la Martinique et à Cayenne : les mêmes discours assuraient qu'à St.-Domingue et à la Guadeloupe, un gouvernement juste et fort soumettrait bientôt tout à la volonté de la France; ce qui semblait indiquer que l'esclavage serait rétabli comme dans les autres possessions. Retirer des droits accordés depuis dix ans, et qui avaient fait le bonheur de toute la population noire des Antilles, c'était placer ces colonies sur une mine et y mettre le feu. Cette prétention semblait même hors des choses possibles, et toute la logique des Mémoires de Ste.-Hélène, n'a pu dissiper les préventions défavorables élevées contre ce projet.

Son alliance avec les Anglais est annulée par la paix.

Loin de se dissimuler les suites qu'entraînerait la démarche hardie et décisive par laquelle il s'était élevé de lui-même à la présidence, sans égard pour l'autorité de la métropole, Toussaint avait signé avec le général anglais Nugent, gou-

verneur de la Jamaïque, *une convention d'assistance réciproque.* Mais la nouvelle des préliminaires de Londres qui suivit de près, rendant nul le secours sur lequel ce nouveau Spartacus avait compté, le laissait en butte à tous les coups de la France; et malgré la vigueur de son caractère, il n'était pas étonnant qu'il fût ébranlé, lorsqu'il arriva à Samana.

Agitation de son esprit, il revient au Cap.

L'aspect d'une flotte si supérieure à tout ce qui avait paru dans ces contrées, fit une impression d'autant plus profonde sur Toussaint, qu'il se voyait seul pour combattre l'armée qui voulait débarquer. Le chef des noirs balança un moment sur le parti qu'il prendrait, puis s'abandonnant au désespoir : « Il faut mourir ! s'écria-il, » la France entière vient à St.-Domingue ! on l'a » trompée, elle vient pour se venger et asservir » les noirs ! » Cependant il hésita à donner l'ordre de la résistance, et avant d'arborer l'étendard de la révolte, il retourna au Cap.

Leclerc se dispose enfin à débarquer.

L'escadre se trouvant enfin au nombre de 38 vaisseaux ou frégates, avec 13 mille combattans à bord, y compris 2,500 canonniers gardes-côtes, le général Leclerc et l'amiral se préparèrent à débarquer. Leurs instructions portaient d'envoyer la division Boudet à Port-au-Prince; Rochambeau avec 2 mille hommes au fort Dauphin, et la division Hardy, de 4,500 hommes, au Cap. Outre cela, le général Kerverseau, à la tête d'un

millier d'hommes, avait ordre de se porter à Santo-Domingo.

La multiplicité de ces attaques, qui eût été une faute si on eût employé pareil système contre une force régulière, était convenable pour une prise de possession, dans laquelle il s'agissait de prévenir partout une insurrection, et de neutraliser au même instant tous les élémens de force que les noirs pouvaient retirer des différentes provinces.

Boudet étant arrivé plusieurs jours avant les autres, eût été en mesure de débarquer le premier au Cap; même à l'arrivée de l'escadre de Brest, il aurait pu encore faire voile de suite pour y entrer. Leclerc qui en eut un moment le projet, donna l'ordre de débarquer le 1er février au matin. On croit que cette opération eût prévenu le désastre de cette ville, où Christophe, dit-on, se préparait à accueillir favorablement les Français, avant que Toussaint revint de Samana (1). Mais l'amiral Villaret non content de faire observer que ce projet était contraire aux instructions du gouvernement qui avait fait embarquer avec cette division tout ce qui était destiné pour

(1) Christophe était de tous les noirs celui dont l'extérieur imposait le plus. Il avait de la dignité et de l'aménité dans ses manières. Son esprit était moins vaste que celui de Toussaint, mais peut-être plus cultivé.

le Port-au-Prince, s'opposa à un changement qui laissait peser sur lui une trop grande responsabilité. Latouche et Boudet reçurent donc l'ordre de continuer leur marche vers l'Ouest, au moment où ils allaient donner dans la passe du Cap, et ce temps perdu empêcha la division Hardy d'entrer le soir même dans cette capitale, où l'on prétend qu'elle eût été bien reçue, si la nouvelle du retour de Toussaint n'eût changé la face des affaires dans la nuit même.

Christophe s'apprête à la défense.

On ne saurait apprécier au juste la valeur des conjectures formées sur ce changement subit dans les intentions de Christophe; car si Toussaint n'eût pas été décidé depuis long-temps à la résistance, la vue d'une immense flotte était bien plus propre à le détourner de cette résolution, qu'à lui en suggérer l'idée; et ses mesures étaient sans doute prises de longue main pour ne recevoir dans la colonie aucune force capable de la subjuguer; ce qui se passa au Port-au-Prince justifierait du moins cette opinion. Mais si les deux jours perdus par la minutieuse docilité de Villaret-Joyeuse n'eussent pas empêché la guerre d'éclater plus tard, toutefois est-il probable qu'ils auraient sauvé le Cap, et c'était beaucoup. Quoiqu'il en soit, l'aide-de-camp Lebrun, envoyé par le capitaine-général pour annoncer son arrivée, fut reçu de manière à prouver qu'il faudrait tirer l'épée du fourreau pour entrer au Cap. Le

Accueil qu'il fait au capitaine Lebrun.

fort Picolet tira à boulet rouge sur le cutter qui portait cet officier (1). Christophe déclara qu'il ne laisserait pas mouiller l'escadre sans un ordre de Toussaint; et la municipalité l'ayant supplié de ne pas causer la ruine de la ville par une folle résistance, il consentit, uniquement pour gagner du temps, à ce qu'une députation se rendît à bord de l'amiral pour solliciter une suspension d'armes jusqu'à la réponse de Toussaint.

Premier projet de débarquement.

L'accueil hostile fait au cutter autorisait à attaquer de suite le fort Picolet, qu'on avait projeté d'accabler du feu de quelques vaisseaux embossés à cet effet; ensuite l'escadre eût donné dans la passe et jeté ses troupes au sud du Cap; mais les bâtimens avaient déjà dérivé au point de rendre l'opération impossible ce jour-là. La députation, précédée par le noir Thélémaque, ancien député au conseil des Cinq-cents, et très-attaché à la France, reçut le meilleur accueil et rapporta au Cap les proclamations du premier Consul et du capitaine-général. Toutefois Leclerc insistait sur ce qu'on remît les forts le 5 février, menaçant, en cas de refus, de descendre avec 15 mille hommes pour les enlever.

---

(1) Le général Pamphile-Lacroix, et les Victoires et Conquêtes le font aborder sur une barge de noirs : nous suivrons la version de Mathieu Dumas, qui n'implique pas une contradiction absolue; car Lebrun put passer du cutter à bord de cette barge.

Toussaint était arrivé sur les entrefaites, ou du moins des ordres positifs l'avaient devancé: car Christophe employa les journées du 3 et du 4 à se mettre en état de défense. De son côté, la flotte française manquant de pilotes expérimentés dans ces parages, éprouvait de grandes difficultés à débarquer les troupes de terre. Cette circonstance et les menaces de Christophe de brûler la ville si on l'attaquait, décidèrent les deux généraux à renoncer à l'idée de forcer la passe. Ils résolurent de descendre plus à l'ouest et de tourner le Haut-Cap par le beau quartier de l'Acul; un calme subit les força de mettre les troupes à terre à la pointe du Limbé, sous la protection d'une vive canonnade. La division Hardy se porta aussitôt sur le Morne-aux-Anglais et le Haut-Cap; Rochambeau, de son côté, déjà descendu depuis deux jours dans l'Est, s'y était rendu maître du fort Dauphin.

Arrivée de Toussaint.

Descente de la division Hardy et de Rochambeau.

Christophe, en même temps qu'il rassemblait les troupes et les gardes nationales, prescrivit aux habitans de quitter leurs maisons, et de se réunir avec la municipalité au bourg du Haut-Cap. Aussitôt qu'il fut instruit de la prise du fort Dauphin à sa droite, et du débarquement opéré contre sa gauche, il jugea qu'il était temps de quitter la ville; il donna à la fois l'ordre de la retraite et de la destruction pour laquelle tout était disposé. Il mit ensuite le feu à la ville, et laissa

Christophe évacue le Cap, et y met le feu.

une arrière-garde, autant pour couvrir sa marche rétrograde que pour entretenir l'incendie.

Cette cité à peine relevée de ses ruines, devint presqu'en entier la proie des flammes; et les établissemens publics surtout furent beaucoup plus endommagés qu'en 1793. Les soldats de Christophe et les esclaves libérés saccagèrent les maisons sans distinction, et massacrèrent plusieurs habitans. Le reste de la population blanche, témoin de ce désastre, avait eu le bon esprit de se jeter dans les Mornes de la Vigie, avec la municipalité conduite par le brave Thélémaque; elle parvint ainsi à échapper au cruel traitement que lui préparait Christophe. Le projet des noirs était d'entraîner tous les Européens dans les Mornes, autant pour en faire des ôtages que pour prouver aux Français la résolution où ils étaient de se défendre à outrance. L'ordre réitéré de se rendre au Haut-Cap, éludé par Thélémaque pour le bonheur de tous, atteste de reste le sort qui l'attendait s'il l'eût exécuté. Cependant cette heureuse désobéissance aurait eu un terme si la tête de colonne de Hardy n'eût délivré les blancs d'une plus longue agonie, en couronnant les hauteurs du Haut-Cap, d'où elle culbuta sans peine l'arrière-garde de Christophe.

L'escadre entre dans la passe, et pénètre dans le port.

Enfin l'escadre se présenta dans la passe, et trouva les premiers forts abandonnés. Celui de Bel-Air lâcha quelques coups de canon, ce qui

n'empêcha pas Humbert de mettre ses troupes à terre, de s'en emparer, et d'opérer sa jonction avec le général en chef. L'activité que les Français mirent dans cette double opération, sauva les quartiers du Limbé et de l'Acul, de la destruction à laquelle l'ennemi les avait voués.

Suites de l'incendie du Cap.

L'incendie du Cap était d'un sinistre présage pour le succès de l'expédition, et elle eut sans contredit une funeste influence sur son résultat; soixante ou quatre-vingts maisons seulement échappèrent au feu dévorant, près de huit cents furent consumées. La population blanche, rentrée en foule après la retraite de Christophe pour chercher à sauver quelque lambeau de ses propriétés, entassée sans abri avec les troupes au milieu de ces décombres, manquant de tout, fut trop heureuse de trouver un soulagement momentané dans deux navires américains chargés de farine, et dans les secours de l'escadre dont il fallut consommer les provisions pour alimenter l'armée, et donner les secours les plus urgens aux habitans. La destruction de tous les magasins priva aussi d'une infinité de ressources, et le spectacle terrible de cet incendie donna aux troupes la mesure de la résistance que feraient les noirs, après avoir signalé de la sorte les premières hostilités.

Humbert, descendu au Port-de-Paix, est repoussé au Gros-Morne

Le 9 février, le général Humbert fut détaché avec deux vaisseaux pour s'emparer du Port-de-Paix, poste essentiel de la côte du nord, que

commandait le noir Maurepas. Un autre détachement dut sommer le Môle St.-Nicolas, place dont nous avons plus d'une fois signalé l'importance, et que le commandant rendit à l'apparition d'une frégate. Les Français éprouvèrent plus de difficultés au Port-de-Paix : Maurepas, hors d'état de défendre la ville, y mit le feu et se replia dans les montagnes des Trois-Rivières. Humbert eut l'ordre de l'y poursuivre pour le rejeter sur les Gonaïves et l'investir de concert avec la division Boudet, chargée, comme on sait, de l'occupation du Port-au-Prince. Le général français, trop ardent à la poursuite, harcelé dans le terrain fourré des mornes par une multitude de noirs armés, fut repoussé dans l'attaque de la position redoutable du Gros-Morne, où son adversaire avait concentré ses troupes.

Succès de Boudet et de Latouche Tréville au Port-au-Prince.

Boudet, au contraire, réussit complètement dans l'opération contre Port-au-Prince. Elle était d'autant plus scabreuse, qu'on avait eu affaire à Dessalines, dont les forces, s'il faut s'en rapporter à l'état de situation qu'on vient de voir, ne s'élevaient pas à moins de 11 mille hommes. A la vérité il n'y en avait pas 2 mille au Port-au-Prince. Le général blanc Agé, quoique chef de l'état-major de Toussaint, commandait dans cette seconde capitale de l'île. Il n'était pas éloigné d'accueillir les propositions de Latouche et de Boudet; mais les noirs instigués par l'audacieux

Lamartinière, méconnurent son autorité, s'insurgèrent, destituèrent les employés français, et retinrent l'officier parlementaire. Toutefois, dans l'espoir de gagner du temps, ils en envoyèrent un autre pour demander qu'on suspendît l'attaque jusqu'à la réception des ordres de Dessalines qui commandait la division de l'Ouest, et se trouvait à St.-Marc; ils menaçaient, en cas de refus, de mettre tout à feu et à sang si l'on persistait à descendre.

Latouche et Boudet n'étaient pas hommes à reculer; l'escadre, contrariée par les vents, avait mouillé à une lieue de la ville; deux vaisseaux s'embossèrent sous le fort Bizoton, et autant de frégates se disposèrent à balayer la plage où Boudet effectua son débarquement le 6 février à la pointe du jour, à l'aide de deux radeaux construits dans la nuit et armés de canon.

La présence d'esprit du général Boudet entraîna le chef de bataillon Bardet, commandant du fort, sous les drapeaux républicains. Cet événement sauva Port-au-Prince où Boudet put se diriger en même temps que l'escadre vint s'embosser devant le quai. Les noirs commandés par Lamartinière n'en firent pas moins plusieurs décharges, dans lesquelles le général Pamphile-Lacroix, quelques officiers de la suite de Boudet et 200 hommes, furent mis hors de combat. Les grenadiers français indignés de cette audace,

s'élancent alors sur les retranchemens, y pénètrent, et poussent les noirs avec tant d'impétuosité, qu'ils entrent pêle-mêle avec eux dans le fort St.-Joseph. A sept heures du soir, les Français se trouvèrent maîtres de la ville, qui fut ainsi sauvée de la dévastation et de l'incendie.

Dessalines, arrivé trop tard au secours, se replie.

Dessalines, instruit à St.-Marc de l'approche des Français, y avait réuni de force tous les blancs, pour marcher avec ses Caffres au secours du Port-au-Prince. La nouvelle inattendue du succès de Boudet, qu'il reçut en chemin, le mit hors de lui. Il rallia les débris de Lamartinière, et se replia par les Vérettes et l'Artibonite sur la Petite-Rivière, brûlant toutes les habitations, et massacrant, sans distinction d'âge ni de sexe, les blancs qui tombaient dans ses mains : ainsi le beau quartier de l'Arcahaye fut changé en désert.

Le général Laplume sauve le Sud.

Le quartier du Sud fut sauvé par la soumission du général Laplume, dont le caractère, plein d'honneur et de modération, contrastait avec celui de son féroce collègue. Un officier de couleur envoyé aux Cayes pour lui porter les proclamations des Consuls, y reçut un fort bon accueil ; Jérémie et le grand Goave en agirent de même à l'apparition d'un vaisseau détaché par Latouche ; et tout le Sud échappé au carnage et à l'incendie par la belle conduite de son commandant, se hâta de prendre des mesures défensives du côté de la frontière de l'Ouest, contre les entreprises de Toussaint.

Le général Kerverseau n'avait pas été moins heureux à Santo-Domingo que Boudet dans l'Ouest. A la vérité, il avait d'abord été repoussé par Paul Louverture; mais Clervaux, qui commandait en chef la division de l'Est, ayant été entraîné par l'évêque Mauvielle, reconnut sans balancer l'autorité du capitaine-général, et Paul Louverture, imitant cet exemple, reçut les troupes de Kerverseau au moment où elles allaient renoncer à leur entreprise.

Clervaux se soumet à Santyago.

En reportant son attention sur les événemens dont nous venons de rendre compte, et jetant les yeux sur la configuration de l'île de St.-Domingue, on voit que les mesures défensives de Toussaint étaient préparées d'avance. La résolution simultanée de Maurepas, de Christophe et de Dessalines, de brûler toutes les villes et postes de la côte, dénote suffisamment qu'il avait reconnu l'impossibilité de conserver tant de points en butte aux efforts maritimes. Ruiner les grands établissemens européens sur la côte, c'était à la fois dégoûter les Français de l'invasion, leur enlever les moyens de se soutenir, et permettre aux noirs de concentrer leur défense dans les hautes montagnes qui forment le nœud de l'île et dominent les provinces du Sud, de l'Ouest, du Nord, qu'elles séparent de la partie espagnole. Ce quartier central, assez justement nommé le *Grand-Chaos*, offrait un refuge assuré à la fru-

Observations sur le système de défense de Toussaint.

gale et robuste population noire; le fort de la Crête-à-Pierrot, construit au pied du versant occidental de l'Artibonite, formait, avec les postes de la Marmelade, du Dondon et du Gros-Morne, les clefs de ces positions intérieures.

Difficultés des Mornes.

Il faut connaître ces âpres montagnes et l'intempérie de ce climat, pour avoir une idée de ce qu'une troupe européenne y éprouve de difficultés. Les Alpes n'offrent rien d'aussi redoutable que ces mornes, couverts d'immenses forêts impénétrables au chasseur le plus intrépide. Dans les grandes chaînes européennes, les hautes sommités couronnées de glaces éternelles, et quelques parties de roches escarpées, sont seules inaccessibles; partout ailleurs, une montagne offre sur ses flancs des sentiers que l'infanterie peut gravir; mais dans les mornes de St.-Domingue, s'élèvent des forêts antiques, dont les broussailles épineuses, semblables aux bois les plus touffus de notre hémisphère, ferment tout accès aux troupes. Indépendamment des savanes, dans la plaine même, les habitations offrent un terrain fourré très-favorable à la guerre de chicanes : marcher toute une journée par des chaleurs excessives, pour avancer tout au plus de quelques lieues; rester exposé à une fusillade perpétuelle, sans voir d'où elle part; ne trouver aucun gîte; ne découvrir aucune trace d'un ennemi qui, familiarisé avec les moindres secrets de ces lieux,

disparaît sans qu'il soit possible de le suivre; souffrir les fatigues, la faim, la soif, la chaleur du jour, la fraîcheur des nuits; tomber sans gloire sous le plomb meurtrier d'un adversaire qu'on ne peut aborder : tel est le sort de l'infanterie européenne engagée sur ce théâtre.

Plan auquel Toussaint s'arrête.

Bien qu'il comptât sur le refuge des mornes, Toussaint n'avait pas imaginé d'y réunir ses forces en une seule masse pour agir comme aurait pu le faire un général consommé, et accabler, par des manœuvres savantes, les colonnes isolées qui voudraient l'y attaquer. Loin de s'exposer ainsi à une action générale et peut-être décisive, il comptait y faire une guerre de détail opiniâtre, en jetant à propos des partis dans les différentes vallées et jusque sur la côte pour inquiéter les derrières des Français. Il espérait ainsi obtenir des succès partiels, en attendant la saison des chaleurs et les pluies d'automne, qui détruiraient les régimens français bien plus sûrement encore que le feu de ses noirs.

Positions de ses différens corps.

Christophe s'était replié sur la position d'Ennery, où étaient situées l'habitation et les propriétés de Toussaint. Maurepas tenait ferme au Gros-Morne. Le président rassemblait 2,500 hommes d'élite et ses gardes, à la Ravine-à-Couleuvre, où il fut joint par plusieurs milliers de noirs armés. Dessalines, arrivé à la Croix-des-Bouquets, après avoir feint de gagner la montagne des

Grands-Bois et le Haut-Artibonite, donna le change à Boudet, et se rejeta vers le Sud, dans l'intention d'y venger la défection de Laplume, et de soulever cette province. Déjà ses troupes s'étaient portées par une marche forcée au morne de la Charbonnière, lorsqu'elles furent prévenues par celles de Boudet. Trompé dans son espoir, Dessalines courut de sa personne à Léogane, dont il ordonna l'incendie, et emmena la garnison. Désespérant néanmoins de réussir à soulever le Sud, il revint sur ses pas après y avoir répandu la terreur; ses troupes, forcées à la Charbonnière, regagnèrent avec lui le quartier de l'Artibonite.

Leclerc combine une attaque générale.

Le général Leclerc voyant l'ennemi se replier de toutes parts devant ses colonnes, apprit avec peine le succès obtenu par Maurepas contre celle de Humbert. Un tel événement étant de nature à relever le courage des noirs, il chargea le général Debelle d'enlever le poste de Maurepas, avec un renfort de 1,200 hommes, en même temps que les divisions Rochambeau et Hardy se concentreraient pour attaquer le corps principal des noirs.

Il renvoie auparavant les enfans de Toussaint pour l'ébranler.

Cependant, avant de tenter cette opération décisive, il envoya à Toussaint ses deux fils, qu'il avait ramenés de France; ils étaient accompagnés par leur instituteur Coisnon, auquel Leclerc avait remis la lettre du premier Consul.

On a reproché à Leclerc de n'avoir pas envoyé cette lettre avant le débarquement, ou du moins le jour même qu'il l'effectua. Il est permis de douter que cette circonstance eût changé la tournure des affaires. Toussaint était trop défiant pour croire aux promesses de Bonaparte. Il voulait régner, et le rôle de lieutenant de Leclerc ne lui convenait pas plus que celui de lieutenant d'Hédouville et de collègue de Rigaud. Outre cela, en se proclamant président à vie, il avait donné le droit au premier Consul de le considérer comme en état de rébellion envers la France; et après un tel pas, un homme de sa trempe ne pouvait rentrer dans une condition privée, supposé même que la France eût borné ses prétentions à un protectorat pur et simple.

Réponse de Toussaint à la lettre du premier Consul.

Quoi qu'il en soit, au retour d'une inspection dans les postes qu'il avait résolu de défendre, il trouva chez lui ses enfans et la lettre de Bonaparte. Cette lettre, pleine de modération et de dignité, reconnaissait les services qu'il avait rendus à la patrie, et lui en promettait la récompense. En excusant les motifs qui l'avaient entraîné à proclamer une constitution coloniale, le premier Consul démontrait à Toussaint que l'intérêt et l'honneur de la France exigeaient qu'on y fît plusieurs changemens; ce qui n'était pas absolument incompatible avec le rôle qu'il aspirait

à jouer. Toussaint parut un moment ébranlé de cette double démarche; mais après les premières effusions de tendresse paternelle, il reprit son air calme et impénétrable : « C'est bien tard, » dit-il, la guerre est allumée de toutes parts; » je répondrai au général Leclerc. » Ses deux fils embrassant ses genoux, lui confirment en vain les expressions bienveillantes du premier Consul, et M. Coisnon, joignant ses instances aux leurs, lui représente tous les avantages de la paix: Toussaint fut inébranlable, rendit ses fils à leur instituteur, et s'éloigna. La réponse qu'il fit à Leclerc était évasive; il demandait du temps, et proposait un armistice. Il lui fallait le secours des chaleurs et des maladies, et c'était ces auxiliaires qu'il voulait attendre, en témoignant l'intention de traiter. Leclerc lui accorda quatre jours et lui renvoya encore ses enfans. Cette fois Toussaint les garda, et ne répondit plus. Alors le capitaine-général le déclara rebelle, et le mit hors la loi.

Arrivée des renforts de Toulon et Cadix.

Dans l'intervalle, l'escadre de Toulon sous Gantheaume, et celle de Cadix sous Dumanoir et Linois, ayant mouillé dans la rade du Cap, les renforts qu'elles portaient, élevèrent à 15 mille le nombre des combattans disponibles.

Dispositions pour une attaque concentrique.

Il ne restait plus dès-lors qu'à exécuter le plan d'attaque concentrique sur les mornes. Le capitaine-général mit son corps de bataille en

mouvement le 17 février. Desfourneaux, avec la droite, s'avança à travers un tiraillement continuel, du Limbé sur Plaisance, qui lui fut remis en bon état par le nègre Dumesnil. Au centre, le général Hardy se dirigea sur la Grande-Rivière, tandis que Rochambeau, parti du fort Dauphin à la gauche, eut l'ordre de gagner le revers des hauts mornes de St.-Raphaël. On se rappelle que les généraux Humbert et Debelle étaient destinés, avec une division détachée, à l'attaque du corps de Maurepas, tandis que Boudet, à qui Dessalines venait d'échapper, se porterait au Mirebalais pour prendre l'ennemi à dos.

Succès divers au centre et à la droite.

Le résultat de ces mouvemens combinés devait être de refouler les noirs dans le bassin des Gonaïves où ils eussent été enveloppés. En considérant les forces employées à son exécution, ce plan devait, selon toute apparence, être couronné de succès, lors même qu'il n'amènerait pas l'entier investissement des noirs. C'est ce qui arriva. Les deux colonnes formées par Debelle et Humbert ne s'étant pas présentées ensemble contre le Gros-Morne, furent de nouveau repoussées par Maurepas. En échange, Christophe délogé de Marmelade, fut battu près d'Ennery et poussé sur l'Ester par la colonne de Hardy. La division Desfourneaux avait pris la direction des Gonaïves, par la Coupe-à-Pintade, elle culbuta les noirs avec perte, mais ne put les empêcher

d'incendier la ville. De toutes parts ils se retirèrent sur l'Ester.

Toussaint est battu par Rochambeau.

Rochambeau de son côté vint prendre poste devant Toussaint, à la Ravine-à-Couleuvre. Ici, le chef des noirs avait concentré 2,700 hommes d'élite et sa garde, qu'il fit soutenir par près de 2 mille nègres cultivateurs, répandus en tirailleurs dans les mornes : la position était retranchée et les avenues garnies de forts abattis. Rien ne résista à l'impétuosité des soldats de Rochambeau : malgré une défense opiniâtre, ils pénétrèrent dans les retranchemens où l'on se battit corps à corps : les noirs les abandonnèrent enfin en y laissant 6 à 700 des leurs, et regagnèrent avec précipitation le bourg de la Petite-Rivière.

Maurepas, menacé d'être investi, se soumet.

Grâces à ce brillant succès, la situation du corps de Maurepas, victorieux au Gros-Morne, n'en devint que plus épineuse. Aussitôt que Leclerc, arrivé aux Gonaïves, eut connaissance de l'opiniâtre résistance de ce général noir, il ordonna à Desfourneaux de se rabattre sur lui pour l'attaquer à droite, tandis que Hardy marcherait à la tête de ses grenadiers pour le tourner, et que Debelle s'avancerait de nouveau contre son front. Tout était calculé pour attaquer le 28 février au point du jour, lorsque Maurepas voyant sa perte assurée, se hâta de la prévenir en se soumettant. Deux mille hommes de bonnes troupes

au nom desquels il transigea, furent amalgamés dans les différentes divisions, et lui-même renvoyé au Port-de-Paix pour y commander.

Opérations de Boudet sur St.-Marc

Boudet qui avait vainement fait chercher Dessalines à la Croix-aux-Bouquets, tandis que celui-ci filait vers le Sud par une contre-marche de vingt lieues, exécutée en deux jours à travers des hautes montagnes, rabattit la moitié de sa division à sa poursuite : il crut devoir rester de sa personne pour couvrir l'important poste de Port-au-Prince, dont Toussaint avait recommandé de tenter l'incendie, par ruse ou par force.

Rassuré toutefois sur le mouvement de Dessalines contre le Sud, et jaloux de faciliter les opérations du général Leclerc sur les Gonaïves, Boudet se mit en marche vers St.-Marc, afin de le seconder et d'établir ses communications avec lui. Dessalines renonçant à ses espérances sur le Sud, ou rappelé peut-être par Toussaint, était déjà revenu dans les environs de cette ville. Une partie de ses troupes tenait les montagnes derrière Montroui, où Boudet se dirigea par mer, tandis qu'une colonne y filait par terre de l'Arcahaye. A la suite d'un combat assez vif, la division approchait de St.-Marc, lorsqu'un affreux incendie enveloppa cette ville et la plaine environnante. Armé lui-même d'une torche, Dessalines incendia sa propre maison, et tous ses officiers prompts à imiter son exemple, se répandant

dans les rues à la tête de plusieurs détachemens, livrèrent au fer et aux flammes cette ville florissante, qui en peu d'heures ne présenta plus qu'un monceau de ruines. Nulle plantation de ce quartier ne fut épargnée, et les blancs qui échappèrent au massacre, furent impitoyablement traînés dans les mornes, exposés à chaque pas à des traitemens pires que la mort.

Dessalines veut surprendre Port-au-Prince.

Après avoir présenté Dessalines sous les hideuses couleurs d'un cannibale, il faut rendre justice à sa résolution et à son activité. A peine Boudet se montrait-il devant St.-Marc, que le chef noir conçut le projet hardi de se dérober de nouveau par une contre-marche, et de tomber sur Port-au-Prince qu'il savait être dégarni. Il s'y fit précéder par la 8e demi-brigade coloniale, partie de la Grande-Rivière. Mais Pamphile-Lacroix qui y était resté blessé avec 600 hommes, secondé par deux chefs de noirs marrons, lui opposa des dispositions si bien prises, qu'il enleva en entier ce corps, fort de mille combattans, et l'envoya prisonnier à bord de l'escadre de Latouche. Dessalines se présentant à son tour devant la ville qu'il croyait surprendre, y fut reçu à coups de canon, et le brave Latouche-Tréville, débarquant avec la moitié de ses matelots, acheva de mettre cette place à l'abri de tout danger. Boudet n'arriva que pour être témoin de la victoire de son lieutenant.

Leclerc, que la soumission inopinée de Maurepas débarrassait du seul ennemi qui eût remporté quelque avantage contre ses troupes, revint aux Gonaïves pour concerter l'attaque de Christophe et de Toussaint. Il arrêta les dispositions suivantes pour assaillir les Vérettes : Rochambeau reçut ordre de s'y porter par le Petit-Fond et le Haut-Ester; Debelle, d'y marcher par le rivage et le Bas-Ester; tandis que Hardy s'avancerait au centre par le revers occidental des montagnes. Pour assurer le concours de la division Boudet, le général en chef s'embarqua aux Gonaïves, et vint descendre au Port-au-Prince, afin de rejoindre ensuite cette division qu'il voulait conduire lui-même à l'attaque des Vérettes. Projet d'attaque générale sur les Vérettes.

Desfournaux établi en observation à Plaisance, eut la mission de couvrir toute la province du Nord, et la communication du corps agissant avec le Cap. On attachait d'autant plus de prix au succès de l'entreprise, que Dessalines rappelé sans doute par Toussaint, était revenu sur ses pas, et s'était réuni vers la Petite-Rivière, et le fort de la Crête-à-Pierrot, de sorte qu'on comptait avoir affaire à la majeure partie de l'armée des noirs (1).

---

(1) Il y a obscurité dans les mouvemens attribués à Dessalines, les uns l'ont fait positivement marcher sur le sud après la chute du

Les mouvemens prescrits eurent tout le succès qu'on pouvait s'en promettre, d'après la nature des obstacles qu'on devait rencontrer. La colonne de Rochambeau donnant contre les débris du corps de Toussaint, les poussa vivement devant elle. Mais il paraît que le général noir lui-même ne s'y trouvait pas, et que se jetant sur l'extrême gauche des Français, il chercha à ranimer par sa présence la population noire de la province du Nord. Christophe échappa de même à la marche des colonnes républicaines, et reparut plus tard dans les environs du Cap.

Debelle pousse Dessalines, mais échoue contre la Crête-à-Pierrot.

La division Debelle, qui cheminait vers la Petite-Rivière, y donna sur le corps de Dessalines, qu'elle rejeta et poursuivit avec vigueur jusque sous le canon de la Crête-à-Pierrot. Ce fort en maçonnerie, construit par les Anglais, lorsqu'ils étaient maîtres de l'Ouest, permit aux noirs de se rallier. Malgré le feu du fort, le général Debelle n'hésita pas une minute à les charger; cet excès d'ardeur lui devint funeste; les noirs enfoncés se jetèrent dans les fossés pour démasquer les batteries du fort, qui vomirent

Port-au-Prince, tandis que d'autres le font replier sur l'Artibonite. Il paraît constant qu'il fit du 10 au 28 février, des marches très-rapides, et déploya beaucoup d'activité, puisqu'on le fait aller de St.-Marc à la Croix-des-Bouquets, ensuite de la montagne des Grands-Bois à Léogane et à Jacmel; de là à St.-Marc, puis au Port-au-Prince, enfin aux Vérettes.

la mitraille et la mort sur les assaillans. Les généraux Debelle et Devaux qui les conduisaient, furent mis hors de combat avec plus de 200 hommes. Dugua vint prendre le commandement de la division qu'il établit à quelque distance du fort, en attendant que les autres colonnes pussent la seconder. Dessalines rallia alors, sous la protection du fort, les réserves qui avaient échappé à Rochambeau. Toussaint lui-même vint inspecter les préparatifs de défense de la Crête-à-Pierrot, et aviser sans doute aux moyens de lui porter secours (1).

La division Boudet, de son côté, avait enlevé le 3 mars, avec une rare valeur, le poste retranché du Trianon, et s'était portée au Mirebalais, d'où elle déboucha le 9 sur les Vérettes. Elle trouva ces deux bourgs détruits et entourés de 1,100 cadavres blancs de tout sexe, égorgés par Dessalines, avec une barbarie dont les annales même des conquérans du Nouveau-Monde, n'offrent pas d'exemple. Opérations de Boudet. Champ de carnage.

Ce hideux spectacle, loin d'effrayer les soldats français, exalta tellement leur courage, qu'oubliant le danger et les fatigues, ils se précipitaient en furieux sur tous les détachemens noirs qui se présentaient. Le général en chef qui marchait

(1) On ne parle des opérations de Toussaint que sur des rapports fort incomplets qui ont beaucoup de lacunes.

Seconde attaque de la Crête-à-Pierrot.

avec la division Boudet, se flattant de forcer leur dernier refuge sans attendre les colonnes de Hardy et de Rochambeau dont on n'avait aucune nouvelle, fit attaquer Dessalines dans ses retranchemens, le 11 mars, par les troupes de Boudet et de Dugua.

Malgré les obstacles du terrain et les abattis qui protégeaient les noirs, Boudet arrivé le premier, les rejeta dans le fort. Alors se renouvela la scène qui avait coûté si cher à Debelle. A une fusillade meurtrière succédèrent bientôt des décharges à mitraille qui forcèrent la division à chercher un asile hors de portée du fort : Dugua n'arriva ensuite que pour éprouver le même traitement. Les Français après avoir perdu sans utilité 5 à 600 tués ou blessés, au nombre desquels se trouvaient les généraux Boudet, Dugua et Leclerc lui-même, jugèrent qu'il serait impossible de s'emparer de ce poste, autrement que par une attaque régulière.

La nécessité d'attendre du canon pour ce siége, ainsi que des nouvelles des divisions Hardy et Rochambeau, détermina le capitaine-général à revenir à St.-Marc avec une partie de la division Dugua. Celle de Boudet commandée alors par Pamphile-Lacroix et renforcée du reste de la division Dugua, resta en observation devant le fort.

Diversion des noirs sur le Nord.

Sur ces entrefaites, Toussaint qui faisait annoncer sa présence sur tous les points, mais qui

se gardait bien de se commettre contre des forces supérieures, avait quitté la Crête-à-Pierrot, pour se diriger vers le Nord, et porté un détachement sur Plaisance, afin d'attaquer de concert avec Christophe les troupes du général Desfourneaux, qui couvraient le Cap et les communications de l'armée. Après avoir échoué dans ce projet, il vint prendre poste au Dondon, où il interceptait en effet la communication entre le Nord et l'Ouest, et donnait ainsi de vives inquiétudes aux troupes de l'expédition.

Les Français se concentrent devant la Crête-à-Pierrot.

La division Rochambeau qui l'avait battu à la Ravine, croyait pousser ses débris dans la direction du Haut-Artibonite, ignorant que ce chef lui eût échappé, et qu'on ne suivît qu'un de ses détachemens. La division, après avoir franchi avec des peines inouïes toute la chaîne des Chaos, déboucha sur Mirebalais, et se présenta le 21 mars, devant la Crête-à-Pierrot, par la rive droite de l'Artibonite.

Le général Hardy prenait la même direction sur le versant opposé de la chaîne, lorsqu'il rencontra Dessalines qui, sorti pendant la nuit de la Crête-à-Pierrot, pour un but inconnu, se trouva coupé du fort, et gagna avec peine les Hauts-Mornes pour se concerter sans doute avec Toussaint.

Tels sont du moins les renseignemens les plus précis que nous avons pu recueillir sur l'exécu-

tion de ces entreprises dans l'intervalle du 2 au 21 mars. Les écrivains militaires qui en ont rendu compte, donnent des versions différentes, ou ont des lacunes que les recherches les plus minutieuses et le coup-d'œil le plus exercé, ne sauraient suppléer (1). On peut en conclure, que Leclerc employa ses 12 mille hommes à courir après des bandes qui lui échappèrent, et que loin de refouler les noirs sur la Crête-à-Pierrot, ils parvinrent par la connaissance des localités à se réunir loin de lui pour harceler ses corps détachés.

Attaque régulière de la Crête-à-Pierrot.

Enfin les divisions et l'artillerie attendues étant également arrivées le 21 mars, Leclerc rejoignit au Bac-d'en-Bas la division Pamphile-Lacroix avec la réserve sous le chef de brigade Bourke. Les divisions Rochambeau et Hardy furent dirigées sur la Crête-à-Pierrot, celle de Lacroix (Boudet) s'établit devant le fort après avoir culbuté les noirs; les autres vinrent se lier à lui, formant autour du fort une sorte de demi-

---

(1) Mathieu Dumas dit positivement que Rochambeau et Hardy étaient aux Vérettes dès le 6 mars, Pamphile-Lacroix qui remplaça Boudet, témoin oculaire, assure qu'il resta seul en observation devant la Crête-à-Pierrot du 11 au 21 mars, en attendant ces deux divisions dont on n'avait pas de nouvelles, et qui n'arrivèrent que le 21 mars. On ne sait si dans l'intervalle du 10 au 21, on leur prescrivit quelques entreprises dont aucun de ces auteurs ne fait mention, ou bien si Mathieu Dumas a commis une erreur de date.

cercle appuyé des deux côtés à l'Artibonite, dont le cours sinueux forme en ce point une grande anse. La petite réserve de Bourke demeura seule sur la rive gauche, en face d'un rentrant étroit, où elle n'avait ainsi qu'un court espace à observer pour compléter l'investissement.

Echauffourée de la division Rochambeau.

Depuis le départ de Dessalines, le fort était commandé par le même Lamartinière qui avait insurgé les troupes du Port-au-Prince, et cherché à s'y défendre contre Boudet. C'était un homme violent et courageux dont on ne s'attendait pas à avoir bon marché; la garnison consistant en 13 ou 1,400 soldats éprouvés, avait construit une redoute sur les hauteurs qui dominent la Crête-à-Pierrot.

Rochambeau, dont le mépris pour les noirs, égalait la haine qu'il leur portait, encouragé par le brillant succès de la Ravine-à-Couleuvre, crut pouvoir s'emparer de vive force de cet ouvrage. Il en tenta l'escalade; mais sa colonne, arrêtée par un fossé de dix pieds fortement palissadé, et saluée d'une décharge meurtrière, échoua complètement, et revint avec une perte de 2 à 300 hommes. Ainsi dans trois échauffourées successives l'armée expéditionnaire avait eu près de 1,500 hommes hors de combat, devant un petit fort qui n'en renfermait pas un plus grand nombre. Enfin les batteries disposées dans la nuit du 22 mars, par le chef de génie Bachelu, commencèrent à jouer vivement, la matinée suivante.

Toussaint essaie de délivrer le fort.

Toussaint dont on croyait le corps dispersé et détruit, avait formé, à ce qu'il paraît, le projet de débloquer le fort, ou de sauver du moins la garnison. Le 23 mars avant le jour, un détachement envoyé par lui, se montra sur les derrières de la division Pamphile-Lacroix, qui avait eu la sage précaution de se couvrir d'abattis. En vain la garnison fit de son côté une attaque concertée; les noirs, partout repoussés avec perte, renoncèrent à leur projet. La bande de Dessalines avait inquiété aussi la division Rochambeau, sans obtenir de meilleurs résultats. Les noirs de Maurepas, contribuèrent à ces succès en rivalisant de courage avec les troupes françaises, auxquelles ils tenaient à honneur de ne pas le céder.

Lamartinière qui y commande se fait jour.

Lamartinière voyant qu'il n'avait plus de secours à espérer, ne prit conseil que de sa valeur; il résolut de se faire jour à travers le corps de siége. Il se jeta sur l'extrême gauche de la division Rochambeau, au point où elle s'appuyait à l'Artibonite, passa sur le ventre de ses postes, et se précipita dans le lit de cette rivière, qu'il franchit sans obstacle, entre les troupes ébahies de cette division, et la réserve de Bourke. Les républicains qui ne s'attendaient point à ce trait d'audace, n'eurent que le temps de couper ses derniers pelotons. Ainsi cette opération qui avait coûté plus de monde à Leclerc que la garnison n'était forte, ne lui procura que des retranche-

mens informes, armés de 15 pièces de gros calibre, avec quelques milliers de fusils.

Après cette chétive conquête, le capitaine-général prescrivit à la division Lacroix de déloger Charles Belair de la hauteur des Matheux, qui sépare St.-Marc de l'Artibonite, et de rentrer au Port-au-Prince, où les faux bruits que faisait répandre Toussaint, causaient déjà une sourde agitation.

Dispositions de Leclerc après cette prise.

Rochambeau dut se rabattre sur les Gonaïves pour rétablir les communications avec Desfourneaux; la division Hardy se dirigea sur le Cap par la Marmelade et le Dondon.

L'attaque contre Belair n'était pas aisée; le chemin des Matheux offrait tant d'obstacles, que Pamphile-Lacroix, qui avait assisté aux fameux passages du Splugen, du St.-Bernard et du fort de Bard, n'hésite pas à placer ces difficultés au-dessus de toutes celles qu'on rencontra dans ces mémorables entreprises. Heureusement Belair ne défendit pas ce poste inexpugnable; il était parti la veille pour se jeter dans les montagnes du Grand-Chaos et se rallier à Dessalines. La division rentra donc triomphante au Port-au-Prince, se félicitant d'en être quitte pour des fatigues excessives. Le général Hardy éprouva plus d'obstacles vers le nord; il fut vivement inquiété par les bandes que Christophe et Toussaint avaient jetées sur les derrières du corps de

Belair évacue les Matheux.

La division Hardy revient au Cap.

bataille. Christophe même s'était avancé depuis 15 jours jusqu'aux portes du Cap, quand le débarquement de 2 mille hommes, amenés par l'escadre du Hâvre, et le retour de Hardy, le contraignirent à regagner à la hâte la position du Dondon.

Tentative inutile sur le Dondon.

Hardy, renforcé de ces troupes fraîches et d'un nombre pareil amené par l'escadre hollandaise, résolut de déloger Christophe, mais il ne put y réussir. Ces combats et ces marches continuelles, exécutés au milieu d'une population exaspérée, soutenue de compagnies soldées, donnait lieu à un tiraillement perpétuel qui fatiguait les colonnes et leur coûtait les plus braves soldats, sans faire grand mal à l'ennemi. Cette guerre de chicane, dégoûtait d'autant plus les Français, que tous ceux qui avaient le malheur de tomber dans les mains des insurgés, périssaient victimes des plus horribles traitemens.

Les chefs noirs se soumettent.

Malgré ces contre-temps, les affaires prenaient un meilleur aspect; les deux tiers des régimens coloniaux étaient soumis, pris ou tués, les cultivateurs dispersés. Leurs chefs voyaient, en frémissant, le courage et la tactique des Européens triompher de tous leurs moyens. Ils regrettaient les grades, les honneurs et les richesses dont on leur avait promis la conservation; et, n'entrevoyant dans la prolongation de la lutte qu'une

vie errante et misérable ou une fin ignominieuse, ils penchaient pour une soumission dont Maurepas, Clervaux et Paul Louverture lui-même, goûtaient déjà les fruits. Peut-être aussi pensaient-ils qu'en laissant au climat le soin de réduire les troupes européennes, il leur serait plus facile d'en venir ensuite à bout.

Leclerc, de son côté, entouré de ruines, soupirait après une pacification qui pouvait seule relever une colonie qu'il était venu pour sauver. Ses succès lui avaient coûté cher, l'armée abîmée de fatigues et de privations, se fondait avec une rapidité désespérante; les caisses étaient vides, et l'absence de l'ordre, éloignant le commerce, ne permettait pas de les remplir. La misère allait faire ce que les insurgés désespéraient d'exécuter.

De cet état des choses, résulta un rapprochement que les uns ont attribué à la perfidie des chefs noirs, et d'autres à la force des circonstances. Quoi qu'il en soit, Christophe et Dessalines firent leur soumission, trop heureux de conserver des grades et des commandemens auxquels ils ne pouvaient plus se flatter d'avoir le moindre droit. Le capitaine-général investi de la confiance de Bonaparte, n'hésita point à leur accorder la sienne sans réserve.

Toussaint, abandonné, en fait autant.

Soit que Toussaint eût tracé lui-même à ses lieutenans la conduite qu'ils avaient à suivre,

soit qu'il eût perdu par ses revers l'ascendant que ses services lui avaient acquis, il imita, bientôt après, l'exemple de ses généraux; mais, en subissant le joug de la nécessité, il sut conserver de la dignité : en déposant les armes, il préféra rentrer dans la vie privée, à accepter un commandement sous le capitaine-général envoyé par le premier Consul.

Ravages de la fièvre jaune.

Ces événemens arrivèrent d'autant plus à propos, que la fièvre jaune commençait à doubler ses ravages. Cette cruelle maladie, un des plus funestes présens que le Nouveau-Monde ait fait à l'ancien, plus violente encore cette année qu'elle ne l'est ordinairement aux Antilles, moissonnait déjà une foule de braves. Les généraux Debelle, Ledoyen et Hardy furent du nombre de ses premières victimes, et leur mort, presque simultanée, sema la désolation dans une armée dont ils avaient également mérité l'admiration et l'attachement. Les mois de mai, juin et juillet se passèrent ainsi dans une cruelle anxiété, et l'épidémie augmentant avec les chaleurs, menaçait d'engloutir bientôt les vainqueurs.

Etat de St.-Domingue.

Toutefois, à la nouvelle de la pacification, les navires américains et français affluèrent dans les ports, où ils ramenèrent l'abondance; le commerce parut renaître sur les décombres encore fumans du Cap; le Port-au-Prince florissait; les maisons et les édifices de la capitale se

relevaient ; enfin, la confiance ranimait les planteurs et les habitans des villes.

Conseil colonial.

Le capitaine-général, à qui les premiers événemens de la guerre n'avaient pas donné l'espoir d'un si prompt et si heureux dénouement, ne perdait pas un instant pour en profiter. Un conseil colonial, présidé par le préfet Bénézech et composé de tout ce que la colonie avait conservé d'hommes versés dans le gouvernement, fut institué pour aviser aux moyens de ramener l'ordre, la justice, et créer une bonne administration. Leclerc appréciait toutes les difficultés qui lui restaient à vaincre, et les dangers de la confiance qu'il accordait aux noirs; mais il fallait se résoudre à les gagner, ou les poursuivre à outrance jusqu'à la destruction de leurs cadres : or, pour atteindre ce résultat, il eût été indispensable de disséminer ses troupes affaiblies, et de lancer cent petits détachemens après des hommes acclimatés, vivant de rien dans leurs montagnes, et beaucoup plus rompus à la fatigue que les soldats européens.

Instructions du premier Consul.

Les instructions des Consuls prescrivaient de profiter de la première occasion pour faire passer en Europe tous les chefs noirs, avec promesse d'y être employés selon leurs grades. Les places d'officiers subalternes devaient être accordées dans les corps, par tiers, aux blancs, aux mulâtres et aux noirs. On se flattait ainsi que le

déplacement de quelques ambitieux ôterait toute influence aux noirs, qu'on rassurerait d'ailleurs sur leur condition future, en leur laissant tous les emplois qui ne donnaient pas un commandement dangereux, et en leur conservant les droits politiques qu'ils avaient aquis par les lois antérieures. On avait recommandé en outre au capitaine-général de se rattacher les hommes de couleur par tous les moyens possibles, en rendant aux créatures de Rigaud l'appui qu'on leur avait si malheureusement enlevé.

Leclerc craint de les exécuter.

Quelque efficaces que dussent être ces mesures pour rétablir l'autorité de la métropole, Leclerc ne jugea pas prudent de les risquer : il craignit que l'arrestation des chefs ne rallumât une insurrection générale, et crut qu'en les traitant au contraire avec égards, on parviendrait plutôt à leur inspirer de l'attachement pour la France; cette erreur, qui fait honneur à son caractère, porte avec elle son excuse. Bonaparte a cependant reproché à son beau-frère de s'être écarté de la ligne qui lui avait été tracée; mais il est difficile d'apprécier au juste l'influence qu'aurait pu avoir une mesure qui ne fut jamais exécutée.

La conduite de Christophe, de Maurepas et de Dessalines, justifia d'abord la confiance du général en chef; ils mirent un soin tout particulier à éloigner d'eux jusqu'à l'apparence d'une arrière-pensée : ils fusillaient sans pitié tous ceux de leur

caste qui refusaient de déposer les armes; ils déployèrent même à cette occasion une sévérité dont l'excès aurait détruit les soupçons du plus défiant. Leclerc fut-il dupe de ces démonstrations, ou eut-il d'autres motifs de ne pas exécuter à la lettre les ordres du gouvernement? C'est ce que nous ignorons; mais il n'est que trop vrai qu'il eut lieu de se repentir de ses ménagemens.

Toussaint vivait retiré depuis deux mois dans sa terre près d'Ennery, lorsqu'on intercepta quelques-unes de ses lettres qui dévoilèrent toute sa pensée. Cette découverte décida le général en chef à le faire arrêter, ainsi que le colonel Fontaine, son aide-de-camp, avec lequel il entretenait cette criminelle correspondance. La fièvre jaune atteignait alors son plus haut degré d'intensité; ses progrès étaient si effrayans, que chaque jour signalait la disparition de plusieurs centaines de braves, et que pour diminuer les chances de ce fléau, Leclerc avait jugé indispensable de transférer son quartier-général à l'île de la Tortue. Toussaint se réjouissait de ces désastres en termes mystérieux, à la vérité, mais dont il était difficile de se dissimuler le vrai sens. Il se félicitait *de ce que la Providence venait enfin à son secours* (la Providence était le nom du grand hôpital du Cap, où les malades mouraient en quantité, et dont il faisait ainsi le sujet d'un atroce jeu de mots). En réfléchissant à la carrière de ce chef

Toussaint, compromis, est conduit en France.

vindicatif et astucieux, on ne pouvait se méprendre sur ses intentions; d'ailleurs, on l'avait surveillé d'assez près pour être à même de recueillir une foule d'indices, sur le projet qu'il déguisait mal de reprendre les armes.

Le général Brunet reçut donc l'ordre de l'attirer dans une conférence, sous prétexte d'un arrangement relatif au cantonnement des troupes, et de se saisir de sa personne, ainsi que de l'escorte sans laquelle il ne marchait jamais. Brunet s'acquitta de cette tâche avec autant d'adresse que de vigueur; le président héréditaire de St.-Domingue se vit enlevé, conduit aux Gonaïves, embarqué pour la France, et enfermé au château de Joux dans le Jura, où il mourut un an après, dévoré de regrets et de chagrin. Son aide-de-camp Fontaine, arrêté en même temps, fut jugé comme espion, et passé par les armes.

Leclerc n'ose arrêter les autres chefs.

On ne saurait dire pourquoi Leclerc n'employa pas cette mesure décisive, à la même heure, contre tous les officiers supérieurs noirs, ainsi qu'il en avait l'ordre. On doit supposer qu'il reconnut du danger à exécuter ses instructions, pendant que ces chefs se trouvaient à la tête de soldats qui leur obéissaient aveuglément. La révolte de la Guadeloupe, motivée sur l'arrestation imprudente de deux ou trois subalternes, bien moins influens que ceux de St.-Domingue,

donnerait quelque poids à cette supposition. Toutefois, s'il parut possible d'arrêter Toussaint, comment put-on hésiter de se saisir d'une trentaine d'autres chefs, lorsque le gouvernement avait ordonné cette mesure, et que ces individus avaient bien moins de crédit sur la population noire que Toussaint? Ces mêmes soldats, dont on redoutait l'opposition, n'avaient-ils pas arrêté et fusillé Moyse; balancèrent-ils, quand il fallut exécuter Charles Belair? Ne pouvait-on pas charger du soin de cette arrestation Clervaux, Péthion, Boyer, et les autres chefs mulâtres, en leur promettant de l'avancement ou des commandemens de choix?

Cette faute ne fut pas la seule que commit Leclerc : loin de gagner les hommes de couleur, et de rendre à Rigaud une partie de son ancienne influence, il fit tout pour s'aliéner cette caste. Le capitaine-général avait reçu à cette époque la demande d'un chef pour la Guadeloupe, où l'esprit de révolte donnait des inquiétudes; il y envoya Boudet, qui avait servi autrefois avec distinction dans cette île. La mesure était sage en elle-même; mais on désigna malheureusement pour le remplacer dans la partie du Sud, Rochambeau, qui s'y était fait une multitude d'ennemis. Quand la méfiance s'empare des cœurs, elle y fait de rapides progrès, surtout chez les mulâtres. Ceux du Sud et de l'Ouest la témoignèrent sans détour;

Il s'aliène les hommes de couleur.

et Rochambeau, ombrageux, ne fit que l'accroître par des mesures dont la rigueur ralluma toutes les haines.

Rigaud est forcé de se rembarquer

Pour surcroît de malheur, Rigaud, à peine débarqué au Port-au-Prince, fut dénoncé comme un homme dangereux, et Leclerc trompé sur son compte, eut la faiblesse d'ordonner qu'on le fît rembarquer sur-le-champ pour la France. Dès ce moment, toute sa caste indignée, ne douta plus qu'on n'eût formé le projet de lui ravir tout ce qu'elle avait obtenu de la révolution; elle partagea les craintes, les espérances et les projets des noirs. Avant de rendre compte des funestes effets de cette disposition des esprits, il est nécessaire de porter un moment notre attention vers la Guadeloupe, où se préparait la commotion qui devait de nouveau bouleverser les Antilles.

Richepanse arrive sans obstacle à la Pointe-à-Pitre.

On se rappelle que Richepanse avait été embarqué à Brest avec 3,400 hommes, à bord de l'escadre du contre-amiral Bouvet. Il descendit le 7 mai au Gozier et à Pointe-à-Pitre, sans résistance. Pelage se présenta aussitôt à lui pour recevoir ses ordres; mais Ignace ne céda le fort de la Victoire qu'à la force, et se jeta avec les 200 hommes qui formaient la garnison dans les

Il éprouve de la résistance à la Basse-Terre

mornes, pour gagner la Basse-Terre. Richepanse se rendit ensuite avec 2 mille hommes, par mer, devant cette ville; mais loin d'y recevoir

le même accueil, il fut obligé de débarquer sous le feu des batteries, et d'attaquer ensuite, le 10 mai, les noirs retranchés sur la rivière des Pères : ici le combat se prolongea jusqu'à la nuit avec un acharnement dont la valeur des soldats républicains ne triompha qu'avec peine.

Belle conduite de Pelage.

Delgresse, mulâtre, et ancien aide-de-camp de Lacrosse, commandait ces réfractaires à côté de ce même Ignace, qui l'avait arrêté peu de semaines auparavant. Pelage, au contraire, donna, dans les rangs français, des preuves de la plus éclatante bravoure : circonstance bizarre, qui prouve à quel point il est difficile d'expliquer les intérêts qui agitèrent ces malheureuses contrées, et la part que les passions individuelles eurent à ces bouleversemens.

Défense des noirs au fort St.-Charles.

Le lendemain, 11 mai, les Français forcèrent la position retranchée des insurgés sur la rivière, et pénétrèrent dans la Basse-Terre, sans donner aux noirs étonnés le temps de saccager la ville, comme ils en avaient le projet. Le fort St.-Charles, bâti sur le versant des mornes qui dominent cette ville, servit de refuge à ceux des vaincus qui ne s'étaient pas dispersés dans les montagnes, et on se disposa aussitôt à l'attaquer en forme. La tranchée fut ouverte le 25 mai, et on arma deux jours après les batteries de pièces de gros calibre, qu'on fut forcé de traîner à bras dans les mornes sur des affûts marins, avec des peines

inouïes. Le lendemain, les noirs cherchèrent à s'emparer du parc de siége, à la faveur d'une sortie vigoureuse; mais on les fit rentrer dans le fort, avec perte de 200 hommes.

Les batteries de siége ayant été démasquées le dernier jour de mai, trente pièces foudroyèrent le fort, qui répondit d'abord avec assez de vigueur; cependant, dès le 3 juin, la majeure partie de son artillerie se trouva démontée sur les remparts, et Delgresse craignant les suites de l'assaut, évacua la place de nuit, pour se jeter dans les mornes de Matoubas. Ignace prit le chemin de Capesterre, et quoique serré de près par le général Gobert, il mit tout à feu et à sang sur son passage. Ce barbare ayant été joint par un millier de nègres armés, osa forcer le passage de la rivière Salée, reparaître dans la Grande-Terre, et menacer même la Pointe-à-Pitre.

Ignace se jette sur la Pointe-à-Pitre.

Gobert instruit au Petit-Bourg de cet événement, se hâta d'envoyer Pelage à la Pointe-à-Pitre, résolu de le soutenir aussitôt que ses troupes auraient pris quelque repos. Pelage arrivé seul ramena bientôt la confiance dans les esprits, et, ralliant ce qu'il put d'Européens avec la garde nationale, il contraignit les insurgés de se retirer sur la redoute de Baimbridge. Peu content d'avoir sauvé la ville, Pelage se disposait encore à enlever de vive force cet ouvrage informe, quand Ignace se mit en devoir de se faire jour. Gobert

Pelage sauve cette ville.

débouchant sur ces entrefaites à la tête des troupes venues du Petit-Bourg, le battit de revers et sema la mort dans ses bandes indisciplinées. La redoute fut forcée après une canonnade de quelques heures : on fit main-basse sur tout ce qui restait : 675 morts et 275 prisonniers, qu'on fusilla à la Pointe-à-Pitre, formaient toute cette bande, dont il ne resta pas un seul homme; Ignace, son chef, ne voulut pas survivre à sa défaite, et périt dans l'action. La bande d'Ignace est détruire.

Gobert et Pelage étant revenus à la Basse-Terre, Richepanse songea à profiter de ce rassemblement de forces pour attaquer Delgresse dans sa position formidable du Matoubas, couverte de retranchemens, et dont deux torrens qui coulent dans des lits taillés à pic à une grande profondeur, rendent l'abord presque inaccessible. Une colonne gravit les mornes et gagna le Presbytère pour couper la retraite aux noirs; deux autres les attaquèrent simultanément sur les flancs. Malgré les difficultés extrême du terrain, l'accord le plus parfait régna dans cette attaque, et en prépara le succès. Forcés dans les retranchemens de Matoubas, Delgresse, et 300 des plus braves, se sauvèrent dans la ferme d'Anglemont, où ils se firent sauter. Une autre partie se dispersa pour gagner les mornes; mais atteints dans leur fuite, ils furent taillés en pièces. Richepanse force Delgresse à Matoubas. Ce chef se fait sauter avec ses débris.

Retour de Lacrosse.

Cette opération mit fin aux hostilités, Richepanse put s'occuper à loisir du rétablissement de l'ordre et des cultures; il fit désarmer tous les noirs qui avaient été enrégimentés, en jeta 2 mille sur la côte de Terre-Ferme, en envoya mille à Brest, ainsi qu'une trentaine d'officiers de couleur. Les membres du conseil provisoire demandèrent eux-mêmes d'être conduits en France; mais à peine y furent-ils arrivés qu'on les jeta dans les prisons, sans en excepter Pelage (1). Quoique Richepanse prît le titre de capitaine-général, il fut forcé de se dépouiller un moment de son autorité; Bonaparte avait exigé, en réparation de l'outrage fait à son délégué, que l'amiral Lacrosse reprît ses fonctions pendant un mois. L'amiral fit son entrée solennelle le 5 août, et signala son retour par un arrêté qui rétablissait l'ancien régime colonial, appuyant cet acte arbitraire, sur une loi qui n'était applicable qu'à la Martinique et aux colonies rendues par l'Angleterre. Cette mesure fit des mécontens; mais tous les hommes en état de s'y opposer étaient déportés : quelques assas-

(1) Après une détention de seize mois, ils furent mis en liberté, parce qu'*il n'y avait pas lieu à accusation !* Pelage servit dans son grade à l'armée d'Espagne, et mourut par suite de blessures reçues à la bataille de Vittoria. L'issue de cette expédition est la critique la plus amère qu'on puisse faire de la conduite de Lacrosse.

sinats alarmèrent Lacrosse, qui redoubla ses proscriptions ; on dressa des bûchers, et le supplice horrible des cages de fer, usité par les Anglais contre les nègres marrons, fut appliqué à des blancs qu'on accusa de complicité avec les rebelles.

Mort de Richepanse.

Richepanse ne fut pas long-temps complice de ces actes d'un despotisme ombrageux : atteint de la contagion, il rendit le dernier soupir le 3 septembre 1802, laissant ses troupes, aussi bien que les habitans, dans la douleur et la consternation. Le général Ernouf, ancien chef d'état-major de Jourdan, succéda quelques mois après à l'amiral. Mais quoique celui-ci fût disposé à gouverner avec modération, il ne put ramener la confiance ni l'attachement des noirs pour la métropole.

Situation de St.-Domingue.

Le rétablissement de l'ancien régime à la Guadeloupe se fit sentir par contre-coup à St.-Domingue (1). Bien que Bonaparte affirme qu'il ne fut qu'un prétexte, et que la révolte des noirs ait été préméditée long-temps auparavant, il y a lieu de croire, qu'il y ralluma la guerre, ou du moins qu'il en fut une des principales causes.

---

(1) Les Mémoires de Ste.-Hélène prétendent que le décret des Consuls, qui ordonnait le maintien de l'esclavage dans les colonies. rendues par l'Angleterre, était exceptionnel; mais si l'arrêté de Lacrosse qui rétablissait l'ancien système colonial à la Guadeloupe, était contraire à ses instructions, comment resta-t-il impuni ?

Difficultés du désarmement des cultivateurs.

En effet, malgré l'enlèvement de Toussaint, St.-Domingue jouissait encore du calme trompeur qui précède les tempêtes. Le désarmement des cultivateurs, prescrit dans toute la colonie, rencontrait, il est vrai, quelques difficultés. Des affranchis considérèrent le port d'armes comme un droit de leur nouvelle qualité; d'ailleurs, tous les individus qui, depuis 1793 avaient vécu de brigandage sous différens chefs, préféraient se réfugier dans les savanes, et reparaître ensuite tantôt sur un point, tantôt sur l'autre, pour se livrer à leurs excès ordinaires. Cependant, grâce au feint empressement des généraux noirs, près de 30 mille fusils, dont les deux tiers furent reconnus pour être de fabrique étrangère, avaient été réunis; mais les bandes de Sans-Souci, de Rances, de Sylla et plusieurs autres, se grossirent par suite des mesures violentes que cette opération nécessita.

Nouveaux symptômes d'insurrection.

Le mécontentement avait passé des noirs dans les rangs des hommes de couleur, par les motifs déjà indiqués : ce qui était arrivé au mois d'août à la Guadeloupe, bientôt ébruité à St.-Domingue, devint le signal de plusieurs insurrections.

Ravages de l'épidémie. Triste situation de l'armée.

La position du capitaine-général empirait ainsi de jour en jour : dix généraux et plus de 12 mille hommes avaient déjà succombé sous la fièvre dévastatrice. C'était le temps le plus fatal pour mettre les troupes en campagne; et puis, com-

ment disperser le peu qui restait en colonnes mobiles, et garder en même temps les points essentiels des mornes et de la côte?

La défection de Charles Belair, en signalant au général Leclerc de nouveaux dangers, redoubla son embarras. Il n'entrevit d'autre moyen d'en sortir qu'en faisant un appel à la fidélité plus que suspecte des chefs de troupes coloniales, qui feignirent d'y répondre avec empressement. Ce Charles Belair, neveu de Toussaint, et celui de ses officiers qui s'était montré le plus attaché à sa cause, prétextant la disparition de Lamartinière, et le supplice de quelques femmes, avait soulevé la septième demi-brigade, et les noirs de l'Artibonite, avec lesquels il gagna le Chaos. Dessalines qui commandait à St.-Marc, se mit aussitôt en campagne contre lui, et soit qu'il ne fût pas en mesure de joindre ses troupes aux siennes, soit qu'il fût bien aise de se débarrasser d'un rival qui pourrait se prévaloir de sa parenté avec Toussaint, pour lui succéder un jour, il l'attira dans un piége, le fit arrêter, et conduire chargé de fers au Cap. Traduit devant une commission militaire, composée d'hommes de couleur, et présidée par Clervaux, Charles Belair fut condamné et fusillé : les troupes coloniales exécutèrent ce jugement sans laisser échapper les moindres marques de regret. Dessalines ne s'en tint pas là, plus de 300 noirs fusillés sur l'Ar-

Défection de Belair.

Il est pris par Dessalines, jugé et fusillé.

tibonite, attestaient la soif de sang de ce tigre, et le cas qu'il faisait des siens, quand il s'agissait d'inspirer aux généraux français une aveugle et déplorable confiance.

Défection de Clervaux et de Péthion.

Son hypocrisie ne tarda pas à se démasquer, non plus que celle de ses collègues. Clervaux, tout couvert du sang de Charles Belair, leva l'étendard de l'insurrection, le 13 septembre, avec trois demi-brigades, Péthion qui l'avait instigué, suivit son exemple; et peu s'en fallut qu'ils n'entrassent en vainqueurs au Cap, le 16.

Ils attaquent le Cap, et sont repoussés.

Leclerc s'y trouvait avec un millier d'hommes de couleur, et à peine 400 soldats européens : il eût été perdu si Clervaux ne lui eût pas donné ces trois jours pour se reconnaître, désarmer et conduire à bord de l'escadre les troupes coloniales. Le 16 septembre, Clervaux et Péthion se présentèrent pour enlever la place de vive force, mais en s'acharnant sur le fort Jeantot, ils perdirent un temps précieux, et furent vigoureusement repoussés. Cet accueil les déconcerta et sauva le Cap, ils se retirèrent en abandonnant 5 à 600 morts. La garde nationale de cette ville, au nombre d'environ mille hommes, se distingua dans cette occasion, où il allait, à la vérité, de son existence.

Noyade de 1200 noirs.

Les premiers succès obtenus par les colones d'insurgés, que l'on voyait de tous côtés se diriger vers la ville, avaient semé l'alarme dans l'es-

cadre, dont les équipages, également victimes de la fièvre jaune, n'étaient guère moins réduits que les troupes de terre. Les chefs de la marine tremblant que les hommes de couleur détenus à bord, n'égorgeassent les équipages, et ne s'emparassent des vaisseaux, se décidèrent à employer une mesure que ne justifiera jamais le péril où ils se trouvaient. Douze cents noirs furent inhumainement précipités dans les flots; on a dit que c'était les représailles des massacres ordonnés par Dessalines à l'époque du débarquement de l'armée, mais l'humanité n'admettra jamais de semblables excuses. Les blancs en furent les premières victimes, car la nouvelle de cette épouvantable exécution, répandue dans l'île, y redoubla l'animosité des noirs, et servit de prétexte à des actes de barbarie qui font dresser les cheveux. Dès-lors, le massacre entre les différentes couleurs, reprit le caractère de férocité qu'il avait eu en 1793: les noirs recommencèrent à arracher les yeux à leurs prisonniers, et à les scier vifs entre deux planches.

Christophe passe aux insurgés, ainsi que Dessalines.

Christophe, demeura neutre pendant l'attaque du Cap, mais partit dans la nuit suivante pour joindre les insurgés, et on pense bien que Dessalines ne tarda pas à en faire autant dans l'Ouest, avec le reste des troupes noires. C'est une circonstance assez remarquable, que l'étendard de la révolte ait été levé par deux mulâtres, Clervaux

et Péthion, et que les chefs noirs ne les aient imités qu'après les noyades. Nous ne voulons pas en conclure qu'il eût été plus sage de se fier à eux qu'aux hommes de couleur; nous rapprochons seulement des faits.

Horrible situation de Leclerc.

Cette levée universelle de boucliers, plongea le capitaine-général dans la consternation. Pour bien juger l'horreur des circonstances dans lesquelles Leclerc se trouva, dit Pamphile-Lacroix, il faudrait faire connaître chaque jour la situation périclitante de son armée. De 34 mille hommes débarqués, 24 mille étaient morts, 7 mille gissaient dans les hôpitaux, 3 mille combattans restaient seuls sur la surface immense de St.-Domingue. La garde nationale qui avait rendu tant de services, n'étant plus composée que de propriétaires, se trouvait insuffisante pour protéger les campagnes : on s'estima heureux encore de pouvoir compter sur celle des villes pour soulager le pénible service de leurs garnisons.

Il concentre ses forces, réduites à 3 mille hommes.

Le capitaine-général aurait commis une faute inexcusable en laissant ce peu de troupes éparpillé dans toute la colonie, avec l'espoir chimérique de la conserver; il fallut donc se décider à en abandonner la majeure partie aux insurgés pour garder quelques points essentiels. La concentration du peu de troupes qui restait, devenait scabreuse au milieu de forces quintuples, soutenues encore d'une foule de cultivateurs armés.

Pamphile-Lacroix chargé d'évacuer l'Est, sauva par sa présence d'esprit les troupes qu'il emmenait de Fort-Dauphin, et les dépôts considérables qui se trouvaient au fort Dampierre.

Le général Brunet s'étant assuré de la personne de Maurepas, au Port-de-Paix, l'envoya avec ses troupes au Cap, où il fut noyé. Les restes de cette division se concentrèrent pour la défense du môle St.-Nicolas. Rochambeau réunit les débris de la sienne pour défendre Port-au-Prince et St.-Marc. Cette concentration livrait à la merci des insurgés toute l'île où depuis longtemps l'autorité coloniale était méconnue. La mort du préfet Bénézech, avait fait passer l'administration à l'habile ordonnateur Daure; mais un conseil, sans crédit et sans action hors de l'enceinte des villes occupées, ne pouvait rien pour le retour de l'ordre, et l'évacuation de l'intérieur lui ôta sans retour le peu d'influence qu'il avait eu.

Il détache Pamphile-Lacroix dans l'Est.

Cependant l'arrivée du général Watrin avec un léger renfort, et la disparition de Clervaux et de Christophe de devant le Cap, ranimèrent l'énergie de Leclerc. Dans la crainte que ces derniers ne se fussent dirigés sur Santiago, il envoya le général Pamphile-Lacroix, avec une centaine d'hommes et des armes, dans la vallée de Montechrist et du Cibao, où il s'était fait de nombreux partisans pendant son séjour dans l'Est.

Cet officier parvint, en effet, à y lever en peu de jours un corps de deux mille hommes, avec lesquels il tint en échec de nombreuses bandes d'insurgés.

Nouvelle attaque du Cap; mort de Leclerc.

Au milieu de ces soucis, le général Leclerc fut atteint de la fièvre jaune. A cette nouvelle, Clervaux et Christophe s'avancèrent de nouveau sur le Cap, dont ils tentèrent une seconde attaque. Le général Clausel, hors d'état de leur disputer le Haut-Cap et le fort Jeantot, fut ramené dans la ville, qu'il ne put même défendre qu'avec peine. Quoique Leclerc affectât beaucoup de calme dans ce pressant danger, ces événemens hâtèrent les progrès de sa maladie, qui ne s'était pas d'abord montrée sous un aspect dangereux : il succomba enfin dans la nuit du 1er novembre.

Rochambeau lui succède.

Rochambeau vint du Port-au-Prince au Cap, prendre le commandement en chef. Cette circonstance n'était pas une chance de succès. Brave, mais violent, ce général était abhorré des hommes de couleur, et sa nomination devait étendre au Sud l'insurrection, qui n'avait jusque-là désolé que le Nord et l'Ouest. Dès son arrivée au Cap, il déploya toute son activité pour en éloigner Christophe et Clervaux; le débarquement de quelques bataillons frais, lui inspira même la pensée de reprendre le fort Dauphin et le Port-de-Paix, persuadé que Leclerc avait favorisé le

développement de l'insurrection en se renfermant dans la capitale. Mais le Sud, jusqu'alors si tranquille, attira bientôt toute son attention.

L'imprudente exécution du mulâtre Bardet, qui avait favorisé l'entrée de Boudet au Port-au-Prince, devint le signal de l'explosion, qui s'étendit en peu de jours jusqu'aux Cayes. Le mulâtre Ferou, l'un des plus attachés à la France, tant qu'elle donna protection à Rigaud et aux hommes de couleur, prouva en se mettant à la tête de ce mouvement, les fautes graves qu'on venait de commettre de nouveau envers sa caste. Les hostilités auxquelles il se livra, aigrirent à leur tour les Français; des exécutions injustes et arbitraires succédaient aux insurrections, et leur donnaient plus d'intensité en cherchant à les étouffer; chaque parti comptant de nombreuses victimes, voulait à son tour exercer des vengeances: on s'égorgea d'un bout de l'île à l'autre. Insurrection du Sud.

Laplume, resté seul fidèle à la métropole, réclama de prompts secours, et Rochambeau laissant à Clausel le soin de garder le Cap, s'embarqua avec 1,200 hommes pour le Port-au-Prince, d'où il envoya quelques bataillons à Tiburon pour renforcer Laplume. Après une vaine attaque sur Petit-Goave, Rochambeau se vit à son tour menacé dans Port-au-Prince.

Cependant le premier Consul instruit de la défection des chefs noirs, du renouvellement de Les renforts arrivés de France sont

dévorés par la fièvre jaune.

la guerre générale, et des pertes cruelles que l'armée éprouvait chaque jour, avait ordonné l'envoi de 10 à 12 mille hommes pour la renforcer. Ces troupes qui arrivèrent par transports successifs de deux ou trois bataillons, bientôt dévorées elles-mêmes par l'épidémie, et les pertes des combats, n'amélioraient en rien l'état des affaires, sur un théâtre aussi vaste, où tout conspirait contre elles. Leur apparition ne donnait que la faculté momentanée d'occuper quelques arrondissemens qu'il fallait bientôt quitter.

Expédition manquée sur le Sud.

Enfin un dernier renfort de 2 mille hommes amenés d'Europe par l'amiral Bédout, procura à Rochambeau les moyens de tenter une expédition pour débarrasser le Sud. L'escadre reçut l'ordre de descendre ces troupes à Jérémie, et le général Brunet, rappelé par mer du môle St.-Nicolas, où il se trouvait, vint en prendre le commandement.

Un mouvement concerté devait avoir lieu pour débusquer les insurgés des mornes de la Hotte, et de leurs versans sur les Cayes. Une colonne partie de Jérémie, eut la tâche de franchir ces montagnes. Une autre débarquée à Tiburon, se dirigea sur Torbec par le rivage, afin de se joindre aux troupes de Laplume. Cette triple attaque échoua. Férou se jeta sur les Polonais qui composaient la colonne de Tiburon; ces braves soldats, assaillis par une multitude de tirailleurs,

embusqués dans les montagnes qui flanquent la route, furent abîmés vers *les Coteaux*, où leurs débris se rembarquèrent. La colonne partie de Jérémie n'eut pas plus de succès et y rentra maltraitée. Celle que Laplume avait lancée sur Torbec pour assurer la jonction, ne put échapper à Férou qu'en se hâtant de rentrer aux Cayes, de concert avec les troupes détachées pour la recueillir. Laplume resserré dans cette ville, et prévoyant la ruine du petit nombre d'Européens qui restait, s'embarqua pour Port-au-Prince, ensuite pour l'Espagne, où il mourut digne d'un meilleur sort. Le peu de troupes resté aux Cayes, descendit à Jérémie, et Fressinet en prit le commandement. Quelques renforts venus de France permirent néanmoins de conserver ces deux places encore quelques mois.

Rochambeau ayant reçu de Paris l'ordre d'évacuer le Port-au-Prince et de concentrer sa défense au Cap, se rendit dans cette capitale. Toutefois la crainte d'abandonner une ville si florissante à la vindicte des noirs, le détermina à laisser le général Sarrazin au Port-au-Prince avec quelques centaines d'hommes. Mais l'espoir de garder pied à St.-Domingue, ne tarda pas à s'évanouir. La mésintelligence entre l'Angleterre et la France, qui se manifestait déjà depuis longtemps, parut à découvert dans les Antilles, avant même que la mission de lord Withworth ne la signalât à Paris.

La guerre maritime achève de ruiner les affaires.

La nécessité d'occuper les ports indispensables au commerce et à la conservation des communications avec la métropole, celle de garder quelques riches quartiers de culture, pour alimenter la population et l'armée, forçait les Français à se disséminer en cent postes. Déjà depuis six mois ils n'avaient pour communiquer entr'eux d'autre moyen que la mer. Quoique le départ des flottes de Villaret-Joyeuse et de Gantheaume pour l'Europe eût réduit à quelques bâtimens les forces navales de l'expédition, cet état de choses était encore supportable tant que la paix maritime leur assurait l'empire du littoral : mais à cette époque, la rupture avec les Anglais vint leur enlever cette dernière ressource et jusqu'au moindre espoir de retraite. Des corsaires, armés par les noirs et protégés par les navires anglais, infestèrent le canal de St.-Marc, celui de Gonave et la baie du Port-au-Prince qui se trouva dès-lors étroitement serrée : l'amiral Latouche, après avoir fait d'inutiles efforts pour purger la côte de ces flibustiers, se trouva bientôt par la rupture avec l'Angleterre, hors d'état lui-même de tenir la mer; et son départ exposa les derniers débris de l'expédition à une destruction inévitable. Brunet investi aux Cayes, s'estima trop heureux de se rendre au commodore Cumberland. Fressinet voulant évacuer Jérémie sans capituler, fut pris en mer et conduit à la Jamaïque.

Reddition successive de tous les postes de l'Ouest et du Sud.

Dessalines investissait Port-au-Prince depuis deux mois. Cette malheureuse cité présentait le spectacle de la désolation et de la mort. Plus que toute autre, elle devait craindre la vengeance des noirs; et le sort dont elle était menacée n'échappait pas aux plus confians. Sarrazin qui y commandait, s'enfuit à Cuba, laissant au général Lavalette le soin de s'en tirer comme il pourrait. Celui-ci n'eut d'autre ressource que de capituler avec Dessalines le 5 octobre 1803, et de s'embarquer le lendemain pour la Havane, où il parvint heureusement avec l'état-major et le gros de ses troupes. La fortune lui réservait une autre épreuve, son bâtiment périt en voulant plus tard gagner Santo-Domingo, afin de rejoindre le général Ferrand.

Rochambeau est pris par les Anglais en évacuant le Cap.

Rochambeau que l'armée accusait d'avoir doublé ses malheurs, par l'insurrection du Sud, et par la haine de tous les sangs mêlés qu'il s'était attirée, tint quelques semaines de plus au Cap, bravant les horreurs de la famine, de la peste, et tous les fléaux conjurés. Cependant tout a un terme, et il fallut enfin opter entre les pontons anglais, ou les supplices des barbares; on assure que la marine britannique s'entacha en cette occasion, en forçant Rochambeau à traiter avec le plus féroce des noirs. Le Cap fut donc rendu à Dessalines, les débris de sa garnison et le peu de malheureux colons qui trouvèrent moyen de

s'embarquer avec elle, sortirent du port par suite de cette convention; mais pour baisser pavillon et se rendre à la croisière anglaise.

Belle action du général Noailles, qui gagne Cuba.

Il ne restait plus aux Français que le môle St.-Nicolas, où commandait le général de Noailles. Cette place éloignée du foyer de l'insurrection et mieux fortifiée que les autres, devait tomber à son tour faute de vivres, de munitions et de défenseurs. Le brave Noailles, hors d'état d'y tenir plus long-temps, résolut de se faire jour à travers les escadres ennemies et d'aller se réfugier dans l'île de Cuba. Rencontré en mer par une corvette qui s'était mise à sa poursuite, il cacha son équipage, arbora le pavillon britannique et chemina de concert avec elle jusqu'à la chute du jour. Certain alors de pouvoir l'aborder à la faveur des ténèbres, il s'en approche, jette sur elle les grapins d'abordage et l'enlève après un combat dans lequel il reçut malheureusement une blessure mortelle. Le brick qu'il montait, arrivé avec sa prise dans l'île où il cherchait un refuge, y joignit le détachement de Lavalette. Celui-ci jaloux d'utiliser le petit nombre de braves qui lui restait, voulut faire voile pour Santo-Domingo, afin de s'y réunir au général Ferrand; mais son bâtiment battu par la tempête s'engloutit à la vue des côtes; comme si la fatalité se fût acharnée à la destruction des derniers débris de cette malheureuse armée.

Le général Ferrand conserva durant plusieurs années la partie espagnole, à l'aide des milices de ce pays, qui, ennemies des noirs, secondèrent les Français de tout leur pouvoir. Ce fut en 1810 seulement, que bloqué dans Santo-Domingo, ce général, dénué de tous moyens, se vit contraint d'en faire la remise aux troupes de Christophe.

Défense du général Ferrand de la partie espagnole.

Ainsi finit cette fatale expédition, qui coûta à la France, non-seulement plus de 40 mille hommes d'excellentes troupes, mais encore ses meilleurs équipages de vaisseaux. Elle coupa le dernier fil de ses relations avec cette riche colonie; source inépuisable de regrets, qui offre à l'observateur de grands sujets de méditation.

Résultats de cette funeste expédition.

Les historiens de cette époque n'ont pas épargné les traits de la critique, sur les conseils et les conducteurs de cette expédition. Leclerc et Rochambeau se laissèrent, dit-on, circonvenir par des blancs, anciens propriétaires, dont les rapports intéressés faussèrent leur jugement. Bonaparte trompé lui-même, s'il faut en croire plusieurs écrivains, voulut diriger de Paris les opérations nautiques et militaires à l'insu de ses ministres. Il crut aveuglément celui de la marine, quand il fut question de disgracier le colonel Vincent; mais il ne s'en rapporta plus à ses lumières lorsqu'il fallut tracer des instruc-

Observations sur les causes qui la firent échouer.

tions à l'amiral Villaret-Joyeuse et au capitaine-général.

C'est chercher dans des faits secondaires le résultat des causes principales. Bonaparte a d'ailleurs pris soin de détruire lui-même les bruits répandus à ce sujet. La flotte serait arrivée ensemble devant le Cap, que Toussaint n'en eût pas moins été en mesure de rassembler ses 13 demi-brigades dans les mornes, dès que son parti était pris de combattre. En supposant même qu'il se fût soumis, on ne peut croire que cela se fût prolongé au-delà du terme où la fièvre jaune aurait mis l'armée hors d'état de résister au soulèvement général.

Par les mêmes motifs, on ne saurait affirmer que le succès de l'expédition dépendît, comme le prétend Bonaparte, de l'inexactitude de Leclerc à suivre ses instructions. Il est douteux que le renvoi en France de Dessalines, Christophe, Maurepas, Belair et de vingt autres noirs marquans, eût fait changer le cours des événemens, lors même qu'on eût accordé toute confiance aux hommes de couleur. Quand on pense que le mulâtre Péthion, un des plus dévoués à la France, fut l'instigateur de la défection de Clervaux, et que leur révolte précéda celle de Dessalines et de Christophe, il n'est plus possible de raisonner, et l'on peut supposer avec raison que l'ambition

personnelle s'affubla du masque du bien public, pour assouvir la soif de puissance qui dévorait quelques individus.

Cependant il est juste de convenir que le renvoi impolitique de Rigaud, les événemens de la Guadeloupe et les actes odieux commis envers les mulâtres, suffisaient pour exciter à la révolte ces hommes impétueux, *placés entre l'ignominie des anciens préjugés et l'avenir brillant que leur promettait l'émancipation ;* c'était soumettre les hommes à une trop rude épreuve que de leur présenter cette alternative, et peut-être Péthion serait-il resté fidèle à la France sans les justes alarmes qu'on inspira à son parti. Gagner cette caste valeureuse, en nommant Rigaud, Boyer et Péthion lieutenans du capitaine-général, à la place des noirs qu'on eût renvoyés en France, pour y être employés dans leur grade, tel eût été peut-être le moyen de conserver la colonie, non qu'il fût exempt de danger. C'était remettre, je le sais, les intérêts de la métropole à des agens suspects ; mais ils étaient moins nombreux que les noirs, et ils avaient encore trop besoin de la France, pour s'en détacher.

Toutefois ce ne sont que des probabilités plus ou moins fondées. En jugeant d'après les événemens, et surtout d'après le rôle que Péthion et Boyer ont joué depuis, on serait autorisé à croire que ces deux chefs eussent hérité de l'ambition

de Toussaint en héritant de sa puissance, et que la guerre maritime qui se ralluma à cette époque, eût tôt ou tard provoqué la déclaration de leur indépendance. La conduite modérée de Péthion, lorsqu'il parvint dans la suite au pouvoir, et le dédain qu'à l'exemple de Washington, il affecta pour l'autorité suprême, ne prouvent rien contre ces assertions; on peut dédaigner la couronne et vouloir affranchir sa patrie. Si les riches créoles, d'origine européenne, tiennent faiblement à la métropole, quand ils entrevoient un avantage dans l'émancipation, quelle raison d'attendre un attachement plus religieux, plus filial, d'hommes qui ne connaissaient la France qu'indirectement, et ne se considéraient pas même comme Français? La conduite des Anglo-Américains en 1770, et les derniers événemens de l'Amérique espagnole, ne prouvent-ils pas assez que la perte de St.-Domingue était inévitable, dès que des intérêts si opposés y étaient aux prises, et qu'il y avait impossibilité d'y entretenir des forces françaises capables de les faire taire devant celui de la métropole?

A la vérité, la conduite de Pelage à la Guadeloupe, celle de Laplume à St.-Domingue, les services essentiels que rendirent Maurepas et ses noirs, lorsqu'ils combattirent dans les rangs français, sont autant de circonstances qui militent en faveur du système qu'avait adopté

Bonaparte; mais Leclerc compromit l'expédition, en déviant de cette marche. Au reste, c'est trop s'aventurer dans le champ des conjectures; nos lecteurs sauront trouver dans les passions individuelles, les perfides suggestions de l'étranger et les intérêts des masses, la clef de tous ces événemens, sur lesquels nous nous sommes déjà plus appesanti que les bornes de cet ouvrage ne le comportent.

On sait que dès-lors, St.-Domingue fut perdu pour la France. La partie du Nord se trouva soumise à l'empereur Dessalines jusqu'en 1806, que ce tigre à figure humaine, tomba sous les coups de Christophe et de Péthion. Le premier lui succéda sous le titre modéré de chef du gouvernement d'Haïty; mais la manie d'imiter est aussi la passion de ces petits ambitieux. Toussaint avait cru égaler Bonaparte en se proclamant président à vie : Dessalines prit comme lui le titre d'empereur; Christophe, à leur exemple, voulut un trône, et se fit bientôt couronner roi, sous le nom d'Henri Ier. La partie du Sud, au contraire, formée en république par Péthion, puis soumise à sa mort, en 1818, au président Boyer, lutta pendant plusieurs années avec peine contre l'empire noir, dont elle triompha néanmoins en 1820, par la révolte de la propre armée de Christophe qui, sur le point de tomber au pouvoir de son adversaire, se brûla la cervelle. Événemens arrivés depuis à St.-Domingue.

Ainsi, la totalité de l'île réunie aujourd'hui sous la direction d'un homme de couleur, semble confirmer tout ce qu'on a déjà dit sur la supériorité de cette caste, et sur les moyens qui eussent pu fournir un point d'appui à la métropole, pour soumettre de nouveau St.-Domingue (1). Un jour peut-être, le temps opèrera cette révolution, mais alors les situations respectives seront bien changées, et la colonie ne rendra plus jamais à la France, ce qu'elle lui rapportait en 1789.

La Guadeloupe resta sous le gouvernement du général Ernouf, jusqu'en 1810, époque à laquelle elle tomba au pouvoir des Anglais, à la suite d'une faible résistance. Ils la conservèrent jusqu'en 1814, que le traité de Paris la rendit à la France.

---

(1) Brave, instruit, actif, Boyer a toujours montré un grand attachement pour les Français. Il est hors de doute qu'il eût consenti en 1802, à être l'appui de leur puissance à St.-Domingue, si Leclerc s'y fût mieux pris : aujourd'hui que son pouvoir s'étend sur l'île entière, il serait difficile de le croire dans les mêmes dispositions.

CHAPITRE CXV.

Troisième constitution donnée à la Suisse. — Les Français évacuent ce pays. — Insurrection des fédéralistes contre le gouvernement helvétique. — Médiation de la France. — Le général Ney entre en Suisse, et dissout la diète. — Acte de médiation. — Conclusion de cet ouvrage.

Nous avons laissé la Suisse au milieu de l'embarras du choix d'une constitution; il était moins difficile de poser les bases d'une administration appropriée à ses besoins, que de satisfaire les intérêts divergens et parfois opposés de ses cantons. Un des effets les plus déplorables de la charte promulguée le 25 mai 1802, avait été de porter Dolder à la dignité de premier Landamman, car il ne possédait l'estime de personne. D'ailleurs le système de fédéralisme absolu avait tourné la tête à tous les partisans de l'ancien régime, et le peuple imputait aux formes unitaires, même les plus mitigées, tous les maux qu'il eût été plus juste de rejeter sur l'agression française, et sur la double invasion qui en fut le résultat.

Nos lecteurs ne pourront sans doute pas se défendre d'un sentiment pénible, en remarquant à quel point les passions égarent les hommes, puisque tant de braves Helvétiens étaient prêts à s'entre-déchirer pour une modification dans les formes constitutionnelles de leur pays. Les différens pactes successivement présentés depuis deux ans, ne variaient en effet que sur des accessoires presqu'imperceptibles pour l'étranger qui n'eût pas été à même d'observer de près la nature des passions aux prises dans cette malheureuse lutte.

Difficulté de satisfaire les partis.

Il faut néanmoins l'avouer, ces nuances dans les formes n'étaient que des prétextes dont les fauteurs de discorde se servaient pour renverser ce qui existait. Si toute la question qui divisait les partis, se fût réduite à décider, que le gouvernement central ne se mêlerait point de l'administration intérieure des cantons, et les laisserait se régir eux-mêmes, le rapprochement eût été facile à opérer; aucun Suisse n'eût refusé quelques concessions, et la dernière charte eût aisément satisfait à tous les besoins. Mais il s'agissait de statuer à la fois sur les principes, les causes et les résultats de la révolution: c'est-à-dire qu'il fallait rendre aux Bernois ceux de leurs anciens sujets qui désiraient rentrer sous leur domination; reconnaître l'indépendance du canton de Vaud; statuer sur le sort de

l'Argovie; accorder une part aux anciens sujets des cantons, et surtout à ceux de Zurich, Bâle, Fribourg, Thurgovie et St.-Gall : or, c'était sur ces points capitaux que les avis différaient principalement, *et à moins d'une intervention puissante, il n'y avait que le temps ou la force qui pussent en décider.*

Les événemens ne tardèrent pas à prouver cette vérité. Les petits cantons, instigués, déclarèrent ouvertement dès le 6 juillet, qu'ils ne reconnaîtraient jamais cette constitution qui les soumettait aux lois odieuses d'un gouvernement unitaire. Ils ne voulaient, disaient-ils, que la liberté conquise par leurs ancêtres, vouant haine éternelle à tout ce qui semblait y porter atteinte. Protestation des petits cantons.

Le Landamman et le Sénat, trop faibles pour les contraindre, assemblèrent néanmoins quelques troupes à Lucerne, et nommèrent des commissaires pour aller porter chez les réfractaires des paroles de paix, tout en les menaçant de l'emploi de la force. Les deux partis restèrent ainsi en présence, cherchant à démêler la part que prendraient la France, l'Autriche et l'Angleterre à leur conflit. Le sénat envoie Andermat avec des troupes à Lucerne.

L'embarras de ses finances ayant mis le gouvernement helvétique hors d'état de lever les milices sur lesquelles il croyait pouvoir compter, la France avait jugé nécessaire de laisser la divi-

sion Montchoisi en Suisse, jusqu'au milieu de 1802. Cette mesure, contraire au traité de Lunéville, ne donnait pas seulement des griefs à l'Autriche et à l'Angleterre; l'empereur Alexandre même, intercédait près du premier Consul, en faveur de ce pays : dès-lors il était facile de prévoir que l'occupation aurait un terme, et que les deux partis en viendraient bientôt aux mains. Le seul moyen de prévenir ce mal eût été, comme nous l'avons dit, de reconnaître à Lunéville les bases du gouvernement existant; mais l'oubli de cette précaution ne laissait guère entrevoir la possibilité d'y remédier, à moins d'une nouvelle réunion de plénipotentiaires, qui eût remis en question tout ce qu'on croyait avoir réglé à la paix définitive.

S'il était délicat pour la France ou l'Autriche, de proposer un tel amendement; c'était au contraire un devoir pour le gouvernement helvétique de le provoquer de tous ses moyens, en démontrant aux cabinets les conséquences probables d'un nouveau conflit, qui troublerait le repos des cantons, et par contre-coup celui de l'Europe. Le rétablissement de la neutralité de la Suisse, détruite par le traité d'alliance de Paris, du 11 septembre 1798, était à désirer par tous les partis, et devait être le résultat d'une médiation officieuse. Pour obtenir l'abolition de ce traité, l'Autriche eût aisément reconnu la

charte, que le premier Consul avait proposée à Glayre, et les réactionnaires n'eussent pas osé renverser des institutions solennellement reconnues par toute l'Europe.

Les Français évacuent la Suisse.

Rien de tout cela n'ayant été prévu, le premier Consul ne crut pas devoir retarder plus longtemps l'exécution du traité de Lunéville, et ordonna au général Montchoisi d'évacuer la Suisse, au milieu de juillet, sans prendre aucun arrangement préalable avec l'autorité helvétique, qu'on estima assez forte pour comprimer les réfractaires. Ce départ des troupes françaises, à l'instant même où la dissidence des petits cantons aurait rendu leur présence plus nécessaire, fut regardée par les deux partis comme une preuve manifeste de l'abandon volontaire ou forcé de la France : les fédéralistes l'attribuant à l'influence de l'Autriche et de l'Angleterre, n'en devinrent que plus hardis dans leurs machinations.

Résultat de cette brusque résolution.

Le gouvernement helvétique, informé de cet événement, le 12 juillet, par le général Montchoisi, en fut aussi déconcerté que s'il n'avait pas dû s'y attendre depuis un an. A la vérité, il n'en avait reçu aucune communication officielle, ni de Paris, ni de l'ambassade de France, ce qui le détermina à charger le ministre Stapfer d'en témoigner son étonnement au ministre des relations extérieures, et de réclamer en même temps

la suspension d'une mesure qui le jetait dans le plus grand embarras.

Cette démarche, dont on lui a fait de si durs reproches, était néanmoins très-naturelle : le gouvernement helvétique, sans rien préjuger sur le fonds, devait se formaliser qu'on se bornât à une simple notification par l'autorité militaire, au moment même de l'évacuation; tandis qu'en allié fidèle, il avait droit de s'attendre à ce qu'on le consultât sur l'opportunité de la démarche, ou du moins à ce qu'on l'en prévînt à temps par son ministre à Paris, pour qu'il pût aviser aux mesures qu'elle nécessiterait.

Les remontrances du Landamman et du Sénat, se croisèrent en route avec le message de Stapfer, et la note du ministre Talleyrand qui confirmait la nouvelle donnée par Montchoisi; dès-lors il fallut prendre franchement un parti. Sans doute, l'évacuation du sol national par une force étrangère, est un événement toujours désirable, et le patronage de baïonnettes alliées fut de tout temps une triste et dangereuse ressource pour les gouvernemens faibles. Si jamais ces vérités furent susceptibles d'exceptions, certes les chefs de l'administration helvétique avaient droit de la réclamer en leur faveur. L'occupation ne provenait point de leur fait : résultat des projets de Reubel, elle succédait à une guerre ruineuse qui ôtait au gouvernement la faculté d'entre-

tenir la force nécessaire pour comprimer ses ennemis.

Le temps seul pouvait consolider la paix, et ramener l'union; et le moyen d'atteindre ce but n'était pas plus de rétablir l'oligarchie que d'encourager la démagogie, mais bien d'opérer une fusion successive des intérêts nouveaux avec les anciens. En diminuant peu à peu la force de la division française, on pouvait éviter une guerre civile odieuse; mais outre ce qu'une telle demande aurait eu de contraire aux stipulations de Lunéville, personne ne se dissimulait que, présentée comme un attentat à l'indépendance nationale, elle soulèverait tous les esprits. Le Landamman et le Sénat crurent donc qu'il suffirait que le premier Consul manifestât par une déclaration formelle, le prix qu'il attachait au maintien de l'ordre de choses établi. Cette demi-mesure était insuffisante et basée sur des calculs erronés, puisqu'elle imposait au gouvernement français une responsabilité toute onéreuse pour lui, sans ôter aux fédéralistes l'espoir d'être secondés par l'Autriche.

Le Sénat demande les demi-brigades helvétiques.

Dolder et ses collègues ne comptant que faiblement sur le succès de cette démarche, cherchèrent ensuite à remplacer les troupes françaises, sans détruire le prestige de l'indépendance : ils demandèrent qu'on mît en échange à leur disposition les demi-brigades helvétiques au

service de France ; terme moyen qui semblait en effet propre à consolider l'administration existante, sans blesser les convenances et l'amour-propre national. Cette proposition qu'on a censurée avec tant d'amertume, était néanmoins la seule convenable, et de tous les actes de ce gouvernement, c'est celui qui prête le moins à la critique.

Insurrection des petits cantons.

Cependant, la nouvelle du départ des troupes françaises, répandue avec la rapidité de l'éclair, donna bientôt lieu à des troubles sérieux. Les petits cantons non contens de repousser la constitution imposée, disaient-ils, par l'astuce et la force, coururent aux armes pour soutenir leur protestation. Le Sénat helvétique délégua le préfet de Lucerne Keller, avec de pleins pouvoirs, pour s'entendre avec eux. Le 1er août, sous les yeux même de ce commissaire, l'assemblée générale de Schwitz rétablit les anciens conseils, et plaça à leur tête le Landamman Reding. La même chose eut lieu à Stanz et à Sarnen, où Wursch et Deflue furent nommés Landamman de l'Unterwald. Uri balança un moment, et finit par suivre cet exemple.

Les trois petits cantons confédérés, ouvrirent le 17 août, une diète à Schwitz, et par une bizarrerie assez remarquable, leur premier soin fut d'abolir tous les priviléges, au moment où leurs alliés de Berne et de Zurich conspiraient

pour les rétablir!! L'abolition des priviléges par des paysans-souverains, qui semble au premier aspect un contre-sens, n'en était pourtant pas un; car il y avait aussi des exclusifs et des sujets dans ces petits cantons (1). Cette démarche, plus politique peut-être que sincère, devait en effet leur attacher ceux qui, sous la dénomination d'anciens sujets, pouvaient avoir des intérêts divergens; ils envoyèrent ensuite des agens à Glaris, Appenzell, dans les Grisons et à Lucerne, en un mot, à tous les cantons limitrophes, pour s'allier avec eux, *à l'effet de rétablir l'antique liberté;* mais ces mots avaient, comme on sait, une acception bien différente selon les convenances des partis.

De leur côté, les Bernois ne perdaient pas leur temps; une société secrète, formée par Aloys Reding et Rodolphe d'Erlach, avait étendu depuis un an ses ramifications sur toute la Suisse; ses émissaires préparaient les campagnes au retour de l'ancien régime, et ses chefs assemblés tantôt aux bains Schintznacht, tantôt à Gersau, y combinaient l'ensemble de leurs opérations. Un comité central établi à Berne, correspondait ouvertement avec des clubs établis à Zurich, Soleure et Thun; celui-ci communiquait direc- Préparatifs des Bernois.

(1) Ces petits cantons avaient leur part des bailliages italiens, et des pays mixtes.

tement par le Brunig, avec Stanz et les petits cantons. « Le traité de Lunéville nous laisse le » choix de nos institutions, il nous est donc » permis de renverser celles qu'on nous a im» posées, » disaient-ils, pour justifier ces menées qu'ils ne prenaient plus la peine de cacher. Dans les Grisons, les Salis ne déployaient pas moins d'activité, et partout l'orage s'amoncelait sur un gouvernement qui, loin d'être oppresseur, semblait sans énergie et sans dignité.

Chances de succès pour eux.

Il n'était point difficile d'organiser dans ces contrées populeuses, une masse de 10 à 12 mille insurgés, car les cadres des anciennes milices étaient tout formés. Le gouvernement helvétique n'avait à leur opposer que 2 mille hommes de milices, et trois bataillons soldés, dispersés dans vingt postes éloignés, et dont plusieurs chefs mêmes étaient suspects. Il est vrai qu'il aurait pu lever en outre 8 mille hommes dans les cantons de Vaud, de Bâle, dans les environs de Zurich, de Thurgovie, et de Fribourg. Mais cette mesure répugnait à des magistrats pusillanimes, habitués à confondre la faiblesse avec la modération. D'ailleurs, le pitoyable état des finances, ne permettait pas de soudoyer des forces si considérables sur de simples soupçons : il fallait donc attendre une révolte formelle avant de se mettre en mesure, et les fédéralistes prenant l'initiative pouvaient l'effectuer avec assez de ra-

pidité, pour arriver devant Berne avant que le Sénat eût songé à réunir les troupes nécessaires à sa défense.

Cependant, l'association secrète et le comité d'insurrection poursuivaient leurs travaux avec autant d'activité que d'audace. Soit que les meneurs de cette entreprise eussent reçu des encouragemens de l'Autriche et de l'Angleterre, soit qu'ils les eussent pris dans le texte même du traité de Lunéville, tout leur faisait espérer que la France n'oserait pas se mêler de la querelle, de peur de rallumer la guerre continentale; dès-lors ils se persuadèrent que, le premier Consul restant neutre, la réussite de leur projet dépendrait uniquement d'eux, c'est-à-dire du secret, et de la promptitude avec laquelle ils l'exécuteraient.

Il faut l'avouer, la conduite équivoque des agens français autorisait doublement leurs espérances; le général Montchoisi avait encouragé le mouvement du 28 octobre, et Verninac même était loin d'y être resté étranger. L'un et l'autre avaient concouru, il est vrai, à la réaction du 17 avril 1802; mais on se flattait avec quelque raison de les faire pencher pour le fédéralisme.

Les petits cantons commencent les hostilités.

Pendant que tout se préparait en silence pour ce mouvement, et que les conjurés augmentaient de jour en jour leur nombre, les cinq petits

cantons sentant la nécessité de soutenir leurs démarches par la force, se hâtaient d'armer tout ce qu'ils pouvaient réunir d'hommes éprouvés. Le général Andermatt fut chargé, avec deux bataillons de ligne helvétique, de les réduire par la force, si le commissaire Keller ne parvenait à les ramener par la raison. Les postes étaient déjà en présence, au pied du Mont-Pilate; les soldats d'Andermatt, cantonnés paisiblement sous la sauve-garde du droit des gens, laissèrent surprendre celui du défilé de Rengg; et la mort d'une dixaine d'hommes égorgés le 28 août par les paysans d'Unterwald, devint le signal de la guerre civile.

Zurich en fait autant.

Ce signal retentit d'abord à Zurich, que les troupes helvétiques venaient de quitter pour se concentrer à Lucerne. Une compagnie de gardes urbaines, soldées jadis par le canton souverain, était restée en activité sous les ordres du préfet. Celui-ci était absent, et allait être d'ailleurs remplacé par les nouvelles autorités cantonales: la municipalité appréciant l'utilité de ce petit noyau de force, s'en arrogea le commandement, qui appartenait de fait au gouvernement, jusqu'à ce que la nouvelle constitution cantonale fût mise en activité. Le Landamman improuva sa conduite, et donna ordre de renvoyer quelques compagnies soldées à Zurich : la municipalité protesta contre ces mesures, ferma ses portes

aux soldats helvétiques, appela à son secours tous les bourgeois de la ville partisans de ses priviléges, et fit même entrer dans ses murs des milices du district de Regensberg, le seul de ce canton attaché à l'ancien régime. Au premier avis de cette résistance, Andermatt avait dû renvoyer à Zurich quelques compagnies de troupes de ligne; elles cherchèrent à y entrer par surprise, mais elles trouvèrent les ponts levés.

Andermatt marche contre cette ville.

Un tel acte d'autorité demandait une prompte répression, ou il ne restait plus au gouvernement qu'à se dissoudre. Andermatt reçut l'ordre de soumettre la ville rebelle : il venait de sommer la veille les petits cantons de mettre bas les armes; et, dans l'impossibilité de remplir à la fois cette double mission, le général ne trouva d'autre moyen de sortir d'embarras, qu'en signant le 8 septembre un armistice qui dévoilait toute sa faiblesse. Il dirigea ensuite ses deux bataillons avec 6 pièces de canon de Lucerne sur Zurich, dont on lui refusa l'entrée. Andermatt fit mine de bombarder la ville qui, ayant 60 pièces de canon dans son arsenal, ou sur ses remparts, des munitions et une population virile plus nombreuse que son détachement, se moqua de ce simulacre impuissant.

Cependant, des commissaires nommés par le Landamman, furent chargés de ramener Zurich par les voies de la persuasion, et investis du

pouvoir nécessaire pour lever les milices des environs, toutes dévouées au nouveau système. Les Zuricois persistèrent dans leur résistance, ce qui détermina Andermatt à lancer le 13, quelques obus sur la ville. Déjà les milices des bords du lac accouraient à son camp, et des scènes sanglantes se préparaient de part et d'autre, lorsqu'un commissaire muni de nouvelles instructions, signa le 15, avec la ville, une convention qui la dispensait de recevoir garnison : acte de faiblesse qui devait tout perdre, et qu'il faut sans doute attribuer à la levée de boucliers des Bernois dans l'Argovie et à Baden.

Le gouvernement tombait ainsi d'un précipice dans l'autre. Il attendait avec anxiété le secours des demi-brigades helvétiques dont il avait sollicité le renvoi; mais le premier Consul, avant de se décider à un pas qui pouvait l'entraîner à des explications désagréables avec l'Autriche et l'Angleterre, avait voulu s'assurer que les anciennes capitulations donnassent aux cantons le droit de retirer leurs régimens de France, lorsqu'il s'agissait de leur propre sûreté; il consentit enfin au renvoi, pourvu qu'on en fît une demande authentique et formelle, motivée sur cet ancien usage. Le gouvernement helvétique avait prévenu ce désir, en réclamant le 2 septembre, par une note à l'ambassadeur Verninac, la médiation de la France.

Toutes ces formalités avaient exigé un temps que les fédéralistes surent mettre à profit. Ils formèrent le projet de rassembler 3 à 4 mille paysans, d'enlever le gouvernement aventuré au milieu d'eux avec une faible garde, et d'arrêter une douzaine de sénateurs du parti unitaire, jusqu'à ce qu'ils eussent le temps d'organiser la Suisse selon leurs vues, ce qui ne devait pas être long.

Projet formé par les Bernois.

La réunion des faibles moyens du gouvernement contre les remparts de Zurich et au pied des montagnes d'Unterwald, laissant l'intérieur de la Suisse entièrement dégarni et sans défense, les Bernois se hâtèrent de frapper un coup aussi facile que décisif. Au signal donné, les affiliés du comité insurrecteur se répandent dans les arrondissemens où ils ont leurs partisans; d'Erlach et May en Argovie, Watteville à Berne et dans l'Oberland, réunissent quelques centaines d'anciens soldats des légions émigrées de Bachman et de Rovéréa, licenciées depuis la paix (1). Ce noyau se grossit bientôt d'un certain nombre de mécontens. Alors des proclamations sont lan-

Ils soulèvent l'Argovie.

(1) M. R* R* porte la force des insurgés à 20 mille hommes, *la plupart soldats de Rovéréa;* les émigrés suisses ne s'élevèrent jamais à plus de 4 mille, et la moitié était alors en Egypte ou dans la Méditerranée à la solde anglaise. D'Erlach n'avait pas plus de 2 mille insurgés, quand il marcha sur Soleure. C'est ainsi que les hommes de parti écrivent l'histoire.

cées, l'insurrection est régularisée, les anciennes milices rétablies et sommées de marcher à la voix de leurs chefs. Ceux-ci eurent le bon esprit de promener rapidement leurs colonnes mobiles dans le canton, pour entraîner les indécis, et en imposer aux autres.

Progrès de l'insurrection.

La population des campagnes ne se montra pas d'abord fort exaltée en faveur de ces prétendus vengeurs de leur pays. Mais dès que leurs pelotons, grossis dans leur marche, eurent acquis la force d'un millier d'hommes, partout la foule les suivit. Alors seulement, les paysans regardèrent leurs succès comme certains, car l'empire des vieilles habitudes n'avait pu s'effacer dans un court interrègne de trois ans. L'insurrection prit surtout de la consistance, lorsqu'elle put agir au nom de l'ancien gouvernement de Berne, et que chacun crut remplir un devoir en s'y soumettant.

Fâcheux résultats de ces entreprises.

Cependant cette révolution, loin d'être l'ouvrage du patriotisme, comme les écrivains du parti oligarchique ont voulu le faire croire, tendait à rallumer une guerre générale et à ramener toutes les armées de l'Europe en Suisse. Si la France avait consenti à ce que ce pays se donnât des lois, il était entendu que cela devait avoir lieu par des voies légales et pacifiques; le premier Consul n'était pas d'humeur à souffrir qu'une faction ennemie en dictât par la force

au gouvernement alors établi et reconnu. Tout portait donc à croire qu'il interviendrait de manière ou d'autre, et que l'Autriche ferait des réclamations : en admettant que la France fût disposée à faire droit à ses demandes, une médiation des deux cabinets était le résultat le moins fâcheux qu'on dût prévoir, et la Suisse recevrait ainsi ses constitutions de voisins peu intéressés à sa prospérité. S'ils ne tombaient pas d'accord, elle était condamnée de nouveau à fournir le champ de bataille aux deux puissances, qui se disputeraient l'avantage de les lui donner.

Les hommes qui plongeaient d'un œil sec leur patrie dans une situation aussi délicate, étaient-ils moins coupables que ceux qui, fondés sur les anciens traités, avaient réclamé en 1798 des droits imprescriptibles? Peut-on alléguer que leurs motifs fussent plus généreux, puisque les derniers ne se révoltèrent que pour se soustraire à l'humiliante condition de Parias, tandis que les autres précipitaient la Suisse dans l'abîme, pour leur intérêt exclusif? Dans les discordes civiles, les passions dénaturent tout : elles aveuglèrent ces hommes doués d'ailleurs de quelques vertus domestiques, qui avaient à se plaindre il est vrai, mais qui devaient attendre de la justice et du temps le redressement de leurs griefs.

Quoique peu enclins à partager l'admiration que tant d'écrivains passionnés ont affecté pour Sages mesures des Bernois.

cette insurrection, nous nous faisons un devoir de rendre justice aux Bernois. De tout temps ils ont montré du courage et de l'énergie : en cette occasion ils y joignirent de l'habileté. Après avoir donné le change à Andermatt sur la direction de leurs premiers rassemblemens, et avoir même menacé de lui couper sa retraite par Mellingen et l'Albis, d'Erlach et May se rabattirent sur les vallées de l'Aar et de l'Emmen : le premier remonta jusqu'à Soleure, entraîna les mécontens de ce canton dans son parti, puis se réunit aux insurgés de Buren et d'Arberg. Le second se porta par Lenzbourg sur la grande route de Zurich à Berne pour intercepter la communication directe d'Andermatt avec le gouvernement.

Un événement assez bizarre parut combiné à dessein de favoriser ces entreprises; on imagina d'enlever le Landamman Dolder dans son hôtel, et de le conduire dans une campagne à quelques lieues de Berne. Il disparut en effet dans la journée du 13 septembre, à l'instant même où d'Erlach levait l'étendard de l'insurrection à Baden. Mais, soit qu'on reconnût bientôt l'inutilité de cet enlèvement, ou qu'on fût content d'avoir paralysé l'action exécutive dans cette journée, on le ramena à Berne où il reprit ses fonctions. Diverses conjectures ont été faites sur cet événement, attribué par les uns à Dolder lui-même, et par d'autres au parti unitaire; mais, dans le fait, il n'aboutit à rien.

A la nouvelle de l'orage qui le menaçait, le Sénat helvétique avait prescrit à Andermatt de quitter Zurich pour accourir à Berne. Prévenu par les insurgés, ce général trouva May en position avec 800 hommes, au pont de l'Emmen : Andermatt avec 1,500 vieux soldats éprouvés, au lieu de l'attaquer et de disperser sa bande, traita avec lui, et chacun continua sa marche vers sa destination sans commettre d'hostilités. Marche d'Andermatt.

Cette convention, nouvelle dans les annales des troubles civils, ne sauva point Berne. D'Erlach, renforcé de quelques centaines de Soleurois, poussa son avant-garde sur cette capitale, où il se flattait que sa présence jetterait le trouble et ferait éclater une insurrection; il la suivit de près avec son corps : Watteville de son côté avait réuni près de 2 mille hommes dans l'Oberland et les districts voisins : en même temps les habitans des petits cantons, rassemblaient, sous la conduite d'Auf-der-Maur, quelques centaines d'hommes résolus sur le Brunig, pour descendre dans la vallée de Meyringen, donner la main aux insurgés de l'Oberland, puis en longeant ensuite l'Aar, se diriger également sur la capitale.

Le gouvernement helvétique n'avait à opposer à tous ces ennemis qu'un bataillon, trop faible pour garnir les remparts et comprimer les mécontens de la ville. Position critique du Sénat helvétique.

Dolder avait perdu la tête, et le seul parti qui lui restât, était ou de combattre à outrance jusqu'à l'arrivée d'Andermatt, ou de conclure une convention pour se retirer à Lausanne. Il préféra ce dernier moyen comme le moins chanceux. On vit dès-lors que l'ancien gouvernement légalement rétabli à Berne, donnerait à l'insurrection des forces contre lesquelles il ne serait plus possible au nouveau de lutter.

Dolder rend Berne et se retire à Lausanne.

Le 19 septembre, Dolder, suivi d'une douzaine de sénateurs et des membres du tribunal suprême des cantons non insurgés, prit le chemin de Lausanne; le ministre de France Verninac, qui avait provoqué cette détermination en apportant la veille au sein du Sénat un boulet qu'il prétendait être tombé dans la cour de son hôtel, suivit ce cortége comme l'ordonnateur intéressé d'une pompe funèbre. On espérait à peine que les milices vaudoises voulussent prendre la cause d'une administration accusée, par les uns d'être révolutionnaire, et par les autres d'avoir amené la contre-révolution.

Le canton de Vaud s'arme contre ses griefs.

Toutefois le canton, électrisé par son préfet Monnod, déploya pour sauver son indépendance, autant de dévouement qu'il avait montré d'aversion pour les individus et les principes qui dirigeaient l'administration depuis deux ans. Plusieurs bataillons coururent aux armes pour garnir la frontière, entre le lac de Morat et Fri-

bourg. Andermatt, après avoir traversé Berne, plutôt en allié des fédéralistes qu'en général ennemi, vint prendre la même position, où un armistice de huit jours lui donna le temps de s'établir.

Les Bernois de leur côté mirent ce délai à profit pour augmenter leurs levées et les munir de tout ce qui était nécessaire à la continuation de leur entreprise. Ils n'auraient eu qu'un parti à prendre pour couronner ces premiers succès; c'était de proclamer sans retard: Faute des Bernois.

1° Que les cantons d'Argovie et d'Oberland seraient de nouveau réunis à celui de Berne, mais avec le droit d'envoyer des représentans dans le grand conseil et le sénat.

2° Qu'en attendant ils enverraient des députés au gouvernement provisoire, pris parmi les magistrats éclairés des deux partis.

3° Que si le canton de Vaud refusait de s'agréger aux mêmes conditions, et persistait à se constituer séparément, on s'en remettrait à la médiation du premier Consul, garant par le fait des anciens traités avec les ducs de Savoie.

4° Que tous les liens d'amitié avec la France, seraient rétablis comme auparavant.

Au lieu d'en agir ainsi, on éleva des prétentions sans mesure en voulant pousser jusqu'à Genève, et détruisant ainsi jusqu'à la moindre chance d'accommodement.

Réaction à Lucerne.

La contre-révolution ne s'était faite à Lucerne que plus tard et d'une manière fort incomplète; sur soixante-cinq communes dix-huit seulement y avaient pris part, en envoyant le 22 septembre 3 à 400 paysans mal armés dans la ville, où ils se réunirent à quelques mécontens, pour imposer la loi à une population paisible, justement indignée de leur brutalité. Et, chose bizarre, pour obtenir l'assentiment des campagnes à ces actes du comité insurrecteur, il fallut que celui-ci promît d'étendre les droits démocratiques des paysans, qu'on voulait au contraire remettre sous le joug de l'oligarchie, tant on abusait de la crédulité du peuple!

Congrès fédéral à Schwitz.

Cependant les fédéralistes, sûrs désormais de leurs succès, se hâtèrent de donner de l'ensemble à leurs mesures en formant une nouvelle confédération Suisse, et réunissant leurs députés en congrès à Schwitz, pour y diriger les affaires générales. Cette nouvelle diète à laquelle outre les cinq petits cantons, ceux de Zurich, de Berne, de Soleure, de Lucerne, de Schaffhouse, les Grisons, plus tard Bâle et Fribourg, envoyèrent leurs représentans, imprima à ce mouvement un caractère de légalité qui en doublait la force.

Le congrès ouvrit ses séances le 27 septembre, et annonça son installation à toutes les puissances qui pouvaient s'intéresser au sort de la Suisse. Le général Bachman qui avait fait avec

Bachman

distinction la guerre de Piémont, et surtout la campagne de 1800, à la tête des légions d'émigrés Suisses, auxiliaires de l'Autriche, fut nommé commandant en chef des forces confédérées. nommé général en chef.

Tentatives de Watteville sur Fribourg

Dans ces entrefaites, le général Emmanuel de Watteville, après avoir tiré de l'arsenal de Berne toutes les armes, les munitions et l'artillerie qu'il put mobiliser, avait profité de l'armistice pour organiser sa petite armée. Dès que les huit jours convenus furent expirés les hostilités recommencèrent, mais sans prendre de caractère, parce qu'on manquait de troupes; mais dès que les contingens des cantons eurent rejoint l'armée, le général Bachman reprit l'offensive. Quatre mille Vaudois ou soldats helvétiques, répartis depuis le lac de Morat jusqu'à Fribourg, ne pouvaient résister à 10 mille hommes mieux commandés. Bachman en s'emparant de cette place que les troupes unitaires n'étaient pas en état de défendre aurait menacé la droite de cette ligne, et peut être culbuté dans le lac, les troupes qui auraient voulu la défendre en exécutant un mouvement absolument semblable à celui qui, en 1476, avait causé la ruine totale de Charles-le-Téméraire. Le 3 octobre, l'armée fédérale s'ébranla sur quatre colonnes; après quelques coups de canon, le corps unitaire se replia en arrière de Moudon dans le plus grand désordre. Les milices se dispersèrent, et par leur déban-

Combat d'Avenches.

Retraite des troupes helvétiques sur Moudon

dement accrurent l'audace de l'ennemi. Fribourg lui ouvrit ses portes; Payerne fut abandonné à sa merci, et à peine resta-t-il 2 mille combattans pour couvrir le fantôme de gouvernement qui était allé chercher un refuge à Lausanne dans sa détresse.

La France accepte la médiation demandée.

Mais la partie était trop inégale pour qu'on pût se flatter de défendre un seul jour cette ville, et le gouvernement helvétique était à la veille d'en partir pour chercher un asile en France, lorsqu'un coup de foudre anéantit toutes les espérances des contre-révolutionnaires.

Le premier Consul, convaincu que l'intérêt de la France exigeait de ne pas laisser triompher un parti toujours prêt à chercher un appui dans les rangs de ses ennemis, venait d'accepter la médiation qui lui avait été proposée. Son aide-de-camp Rapp, arrivé le 4 octobre à Lausanne, avec une proclamation des Consuls, du 30 septembre, se hâta d'en envoyer des exemplaires aux avant-postes sur le Jura, pour y arrêter toute effusion de sang.

Sa proclamation.

« Habitans de l'Helvétie, disait cette proclamation, vous offrez depuis deux ans un spectacle affligeant. Des factions opposées se sont successivement emparées du pouvoir; elles ont signalé leur empire passager par un système de partialité qui accusait leur faiblesse et leur inhabileté.

» Vous vous êtes disputés trois ans sans vous
» entendre. Si l'on vous abandonne plus long-
» temps à vous-mêmes, vous vous tuerez trois
» ans sans vous entendre davantage. Il est vrai
» que j'avais pris le parti de ne me mêler en rien
» de vos affaires; j'avais vu constamment vos
» divers gouvernemens me demander des con-
» seils et ne pas les suivre, et quelquefois abuser
» de mon nom, selon leurs intérêts ou leurs
» passions. Mais je ne puis ni ne dois rester in-
» sensible au malheur auquel vous êtes en proie;
» je reviens sur ma résolution, je serai le média-
» teur de vos différends; mais ma médiation sera
» efficace, telle qu'il convient au grand peuple
» au nom duquel je parle.

» Cinq jours après la notification de la pré-
» sente proclamation, le sénat se réunira à Berne.
» Toute magistrature qui se serait formée à Berne,
» depuis la capitulation, sera dissoute, et ces-
» sera de se réunir et d'exercer aucune autorité.
» Les préfets se rendront à leurs postes. Toutes
» les autorités qui auraient été formées, cesseront
» de se réunir. Les rassemblemens armés se dis-
» siperont. Les 1re et 2e demi-brigades helvétiques
» formeront la garnison de Berne. Les troupes
» qui étaient sur pied depuis six mois pourront
» seules rester en corps de troupes. Enfin, tous
» les individus licenciés des armées belligérantes.
» et qui sont aujourd'hui armés, déposeront leurs

» armes à la municipalité de la commune où » ils sont nés.

» Le sénat enverra trois députés à Paris. Chaque » canton pourra également en envoyer. Tous les » citoyens qui, depuis trois ans, ont été landam» man, sénateurs, et ont successivement oc» cupé des places dans l'autorité centrale, pour» ront se rendre à Paris, pour faire connaître les » moyens de ramener l'union et la tranquillité, » et de concilier tous les partis. »

Armistice.

Bachman suspendit en effet sa marche, bien qu'il eût l'ordre de pousser jusqu'à Lausanne; mais Rapp ayant déclaré que les troupes françaises rassemblées sur la frontière du Jura, sous les ordres du général Ney, entreraient en Suisse, s'il faisait un pas de plus, il se détermina à conclure un armistice, et à attendre de nouveaux ordres. Rapp se rendit le 6 octobre à Berne pour remettre la proclamation à la commission temporaire.

Énergie des députés au congrès.

On doit dire à la louange des chefs fédéralistes, qu'ils soutinrent leur caractère lorsque cette nouvelle accablante vint dissiper leurs illusions. La commission bernoise en référa à la diète, de qui devait émaner toute résolution générale; elle désigna deux députés pour porter à Schwitz la proclamation du Consul et la médiation proposée. Après une mûre délibération, ces chefs, voyant toutes leurs espérances détruites, ima-

ginèrent de se sauver par un dernier acte de vigueur : ils décidèrent d'une voix unanime que Bachman recevrait l'ordre de pousser jusqu'à Lausanne; qu'un commissaire fédéral irait à son camp pour imprimer à ses opérations le sceau de la volonté nationale; qu'une députation de deux membres irait porter à Rapp la réponse du congrès, en même temps que le comte d'Affry de Fribourg, essaierait à Paris de ramener, en faveur de ses collègues la bienveillance du premier Consul, auquel on adresserait une dépêche apologétique des opérations de la commission. Enfin, à l'aide de ces délais, l'envoyé suisse à Vienne eut l'ordre de réclamer l'intervention du cabinet autrichien pour la garantie du traité de Lunéville, touchant le libre arbitre de l'Helvétie sur le choix de ses institutions.

Tous ces actes, inspirés par un esprit de vigueur et de dignité, ne méritent qu'un reproche, celui de présenter comme l'opinion de la nation Suisse, ce qui n'était évidemment que le vœu d'une faction et les intérêts privés de ses meneurs. L'ordre donné à Bachman de pousser jusqu'à Lausanne, prouva que les Bernois s'inquiétaient moins de la restauration d'un système fédéral que du rétablissement des patriciens et de la soumission des cantons de Vaud et d'Argovie. Ils espéraient, après avoir frappé ces deux coups décisifs et s'être reconstitués dans toute leur

ancienne souveraineté, fléchir le Consul en lui proposant de renouer les liens d'amitié qui existaient depuis si long-temps entre les deux peuples. Mais c'était finir par où l'on aurait dû commencer, et, après avoir mis le Consul dans l'impossibilité d'y consentir. L'armistice conclu par Bachman dérangea d'ailleurs ce projet, et dès-lors la diète dut borner sa résistance à des protestations et à des démarches diplomatiques près des gouvernemens qu'elle jugeait disposés à prendre part à son sort.

Ney entre en Suisse avec 20 mille hommes.

Cependant, pour satisfaire à la proclamation du Consul, il fallait dissoudre la diète, ainsi que les gouvernemens provisoires des grands cantons; et tous répugnaient naturellement à un tel acte de faiblesse. Les démarches de Rapp n'ayant pas obtenu ce résultat, le général Ney, qui commandait un corps de 20 mille hommes en Alsace, entra rapidement dans le pays, et occupa Soleure, Arau et Zurich. Berne aussi reçut ses troupes sans hésiter, et la diète, hors d'état d'engager une lutte inégale, ordonna à Bachman de se replier sur la Reuss, et de recevoir partout les Français en amis.

Dolder revient à Berne.

Le 18 octobre, Dolder eut le courage de rentrer à Berne avec les débris du gouvernement helvétique, dont il avait si souvent compromis la dignité. La diète, par une conduite plus noble que la sienne, songea à se séparer d'une manière

honorable. Le député Hirzel, envoyé au général Ney pour lui notifier cette séparation, lui déclara de sa part, qu'en se soumettant ainsi à la nécessité, elle sacrifiait au salut de l'Helvétie les sentimens personnels de ses membres.

Protestation des députés.

« Les députés des Cantons-unis se sont déterminés à déposer leurs pouvoirs entre les mains » de leurs commettans, en tant que la puissance » des armes étrangères s'oppose au légitime accomplissement de leurs devoirs. Mais, dans cette » nécessité même, ils conjurent instamment leurs » compatriotes de ne pas croire qu'elle puisse » porter la moindre atteinte au droit de la nation, » de se constituer elle-même; droit hérité de ses » vertueux ancêtres; droit garanti de nouveau » par le traité de Lunéville. A cette fin, tout en » cédant à la force, ils n'entendent préjudicier » en aucune manière à cet héritage sacré des » générations futures, ou approuver en aucune » façon ce que d'autres habitans de la Suisse, » acceptant pour eux-mêmes une pareille aliénation, pourraient entreprendre dans ce sens. »

Arrestation arbitraire des plus prononcés.

Le gouvernement français qui, dans ces circonstances, ne se montra pas indigne du rôle de médiateur, l'entacha néanmoins de quelques actes de rigueur et de fiscalité. Il fit arrêter les deux Reding; Hirzel et Rheinhardt, députés de Zurich; Zellweger d'Appenzel; Auf-der-Maur,

et plusieurs autres, qu'il fit conduire à Arbourg, pour garantir le maintien de la tranquillité.

Le désir de prévenir une guerre civile susceptible de rallumer un incendie général sur le continent, ne saurait légitimer cet abus d'autorité. On ajouta à cette faute celle d'imposer une contribution extraordinaire de 600 mille francs pour l'entretien des troupes françaises : il eût été plus généreux et plus conforme aux vues et aux intérêts de la France de ne rien réclamer; car cette somme était bien modique pour elle, et la Suisse ne pouvait la considérer que comme une nouvelle spoliation.

Députés réunis à Paris.

L'occupation entière consommée, il s'agissait de procéder au but de la médiation. Cinquante-six députés notables se rendirent au commencement de décembre à Paris : dans ce nombre, on comptait trente-deux unitaires et quinze fédéralistes seulement. Mais tous étaient des hommes distingués par leurs lumières et leur caractère; jamais on n'eût imaginé, en voyant une réunion de magistrats aussi respectables, qu'une inimitié enracinée dût diviser des hommes si bien faits pour s'apprécier, si l'esprit de parti et l'intérêt des factions ne dénaturait pas les sentimens les plus nobles.

Le premier Consul désigna, parmi les hommes d'état qui l'entouraient, quatre commissaires

pour conférer avec les députés suisses, et l'éclairer ensuite dans ses résolutions. Le choix du sénateur Barthélemy qui, dans son ambassade, avait traversé les phases les plus orageuses de la révolution française, en gagnant les suffrages des différens partis, et qui avait emporté les regrets de toute l'Helvétie, parut d'un heureux présage aux vrais amis de leur pays. Rœderer, Desmeuniers et Fouché, lui furent adjoints dans ce pénible travail.

Habileté des mesures prises par Bonaparte.

La sagesse des mesures prises par Bonaparte, dans ces circonstances délicates fut amplement démontrée par la peine qu'on eut à amener les deux partis à un accommodement. On resta convaincu alors qu'on n'aurait jamais pu opérer leur fusion en Suisse, même par la force des armes, qu'à la suite de longues années. Ce n'était pas une mince tâche que de démontrer à 500 mille habitans des campagnes de Zurich, Bâle, Fribourg et Thurgovie, qu'ils devaient reconnaître la suprématie des bourgeois de leurs villes capitales; à 200 mille Vaudois qu'ils devaient renoncer à la démocratie absolue; à ceux de Schwitz, au contraire, qu'ils pouvaient conserver leurs institutions populaires, mais sans prétendre dominer en petits despotes sur leurs voisins des pays mixtes: enfin, de prouver aux patriciens des anciennes capitales, qu'il était juste d'admettre dans leur sénat quelques députés des campagnes; et aux

Bernois, qu'il fallait encore reconnaître l'indépendance des cantons de Vaud et d'Argovie. De tels résultats ne sont pas du nombre de ceux qu'on peut atteindre par des discussions; il fallait une force supérieure qui imposât des sacrifices à tous, protégeât les nouvelles institutions, et pût les mettre à l'abri des attaques de l'égoïsme, jusqu'à ce que le temps les eût consolidées.

Embarras du parti à prendre pour régler la médiation

Dès que la médiation officieuse et la persuasion ne pouvaient rien obtenir, et que le médiateur avait des concessions réciproques à imposer par une volonté ferme, sa tâche devenait pénible. L'idée de donner entièrement gain de cause à l'un des partis était inadmissible; car loin de produire la fusion désirée, c'eût été perpétuer les germes de révolution et de guerre civile: dès-lors il ne s'agissait plus que de décider de quel côté on exigerait les plus grands sacrifices. S'appliquerait-on à consolider les intérêts nés de la révolution, ou bien chercherait-on à se rattacher le cœur des anciens patriciens, en faisant droit à la majeure partie de leurs prétentions?

Rétablir le fédéralisme, et donner plus de poids aux anciennes familles dans les grands cantons, en rétablissant le gouvernement de la multitude dans les petits, c'était faire un pas salutaire, mais ce n'était pas celui sur lequel les patriciens insistaient le plus; dès qu'on émancipait leurs anciens sujets, ils se croyaient lésés, et ne

considéraient l'acte que comme un attentat à leurs droits de souveraineté.

Chances offertes aux Bernois.

En rendant aux Bernois les cantons de Vaud et d'Argovie, mais donnant à ceux-ci une part aux magistratures cantonales, et des droits qui les relevassent de l'incapacité politique prononcée contre eux par suite de vieilles usurpations, on eût probablement satisfait l'oligarchie : mais pour se faire des amis incertains, on eût sacrifié les partisans les plus chauds de la France, et c'était trop exiger d'elle.

On pense que les Bernois eussent volontiers renoncé à la souveraineté du canton de Vaud, pour l'assurer plus fortement sur l'Oberland et l'Argovie, à laquelle ils auraient accordé une part dans les magistratures cantonales. Bien des publicistes sont d'avis que Bonaparte eût agi avec plus d'impartialité s'il se fût arrêté à ce moyen qui lui aurait gagné l'affection du parti le plus puissant. A cette époque, les paysans de l'Argovie étaient très-prononcés pour Berne (1), leur langage, leurs habitudes, leurs mœurs, leurs convenances les en rapprochaient plus que les Vaudois, et quatre villes seulement réclamaient l'indépendance de ce canton. Mais le Consul fut en-

(1) Ce fut tout différent en 1814, quand ces peuples eurent eu le temps de connaître les avantages de leur séparation.

traîné par l'envie d'adopter un système uniforme, basé sur un principe ; il ne se crut pas en droit de prononcer en faveur de Vaud, ce qu'il refuserait à l'Argovie. D'ailleurs il craignait avec quelque raison, qu'en ne contentant qu'à demi les Bernois, ils restassent attachés à l'Autriche et à l'Angleterre, dans les rangs desquelles un bon nombre combattaient encore, et il jugea dangereux d'accroître leur puissance aux dépens du parti sur lequel il avait plus droit de compter. Sa résolution trouva des détracteurs à Berne; mais on sera toujours étonné qu'elle en ait rencontré de plus ardens encore parmi des publicistes français.

Lettre de Bonaparte aux députés, sur l'acte fédéral.

Dès le 10 décembre, les députés suisses réunis avec les délégués du Consul, reçurent de sa part une lettre qui leur développait tous ses principes de fusion : une commission de cinq membres fut nommée pour conférer avec lui le 12. Bonaparte se prononça pour les formes fédérales, mais insista pour la consolidation des intérêts créés par la révolution; et comme les actes d'une sage modération froissent toujours les opinions exaltées, le Consul mécontenta d'abord les unitaires, aussi bien que les partisans de l'ancien régime.

Débats relatifs aux arrange-

Cependant, il fallut souscrire aux concessions demandées, et les patriciens espérèrent se dé-

dommager dans les institutions cantonales, du tort que les bases générales portaient à leurs intérêts. Ces constitutions particulières furent débattues par les deux partis avec la plus grande vivacité. Après avoir écouté durant tout le mois de janvier, les projets des différens députés, et balancé les intérêts réciproques des divers cantons, Bonaparte engagea la consulte à lui désigner le 24 janvier, une commission prise dans les deux partis, pour recevoir de lui un projet de médiation. Enfin, à la suite de nouveaux débats, l'acte définitivement modifié et accepté, fut promulgué le 19 février. mens cantonaux.

Acte définitif de médiation.

Dix-neuf chapitres étaient consacrés à autant de constitutions cantonales, dont il parut indispensable de fixer les détails pour éviter le nouveau choc des partis. Le vingtième renfermait l'acte fédéral. Il établissait l'organisation en dix-neuf cantons, rendant aux Petits leur existence particulière, restituant l'Oberland à Berne, mais maintenant les nouveaux cantons de Vaud, d'Argovie, de Thurgovie, de St.-Gall et du Tessin, formés d'anciens sujets.

Il y avait six cantons directeurs, où la diète devait siéger alternativement chaque année, savoir, Fribourg, Berne, Soleure, Bâle, Zurich et Lucerne; le bourguemestre ou avoyer du canton directeur, était Landamman de la Suisse.

Le contingent fédéral se trouvait fixé à 15,203

hommes de milices et 490,507 francs en argent (1).

Toute alliance d'un canton à l'autre, ou d'un membre de la fédération avec une puissance étrangère, était interdite.

Il n'y avait plus en Suisse, ni pays sujets, ni priviléges de lieux et de naissance, en sorte qu'un Suisse pouvait exercer partout son industrie, en se conformant aux lois du canton où il allait s'établir.

Chaque canton envoyait un député à la diète; ceux de Berne, Zurich, Vaud, Argovie, St.-Gall et Grisons, avaient deux voix. Elle siégeait durant un mois seulement : ses principales attributions étaient : 1° Les déclarations de guerre, ou les traités de paix et d'alliance, qui ne seraient prononcées qu'à la majorité des trois quarts des cantons; 2° les traités de commerce, les capitulations pour le service étranger, le recrutement; 3° la nomination et l'envoi d'ambassadeurs extraordinaires; 4° la levée des con-

(1) Voici ce contingent de milices.

	hommes.		hommes.		hommes.
Berne	2,292	Lucerne	867	Glaris	241
Zurich	1,929	Thurgovie	835	Schaffhouse	233
Vaud	1,482	Fribourg	620	Unterwald	191
St.-Gall	1,315	Appenzell	486	Zug	125
Argovie	1,205	Soleure	452	Ury	118
Grisons	1,200	Bâle	409		
Tessin	902	Schwitz	301	Total	15,203

tingens et la nomination du général qui les commanderait; 5° les mesures pour la sûreté extérieure; 6° la décision des différends entre cantons.

Louis d'Affry, ancien colonel des gardes suisses, échappé au 10 août, fut nommé Landamman, et Fribourg devint le canton directeur. Des commissions, composées de sept notables désignés, étaient chargées dans chaque canton de la mise en activité de la nouvelle constitution. Enfin, cet acte de médiation se terminait par ces mots remarquables :

« Le présent acte, résultat de longues con» férences entre des esprits sages et amis » du bien, nous a paru contenir les disposi» tions les plus propres à assurer la pacifica» tion et le bonheur des Suisses. Aussitôt qu'elles » seront exécutées, les troupes françaises se» ront retirées.

» Nous reconnaissons l'Helvétie, constituée » conformément au présent acte, comme puis» sance indépendante.

» Nous garantissons la constitution fédérale » et celle de chaque canton en particulier, » contre les ennemis de la tranquillité de l'Hel» vétie, quels qu'ils puissent être, et nous pro» mettons de continuer les relations de bien» veillance qui depuis plusieurs siècles ont uni » les deux nations. »

Le Valais est séparé de la Suisse.

Le Valais qui n'en faisait plus partie, s'était constitué en état indépendant, et fut ensuite réuni à l'empire français. Cette perte était compensée par la libération des charges pesant sur la Suisse depuis l'alliance de Paris, du 19 août 1798, qui lui imposait une double route militaire par Schaffhouse et le Simplon.

Rien n'était fixé dans l'acte fédéral sur les nouveaux rapports entre la France et la Suisse; mais des négociations furent entamées à cet effet, par le général Ney, qui cumulait les fonctions de plénipotentiaire avec celles de général en chef. Des dispositions bienveillantes annoncèrent que le nouveau traité serait aussi favorable à l'Helvétie, que le précédent lui avait été onéreux. Bonaparte satisfait que l'émancipation du Valais lui permit de réaliser son projet de route par le Simplon, renonça à l'alliance offensive et défensive, ainsi qu'à l'établissement des routes militaires qui devaient faire de la Suisse un théâtre perpétuel de guerre et de désolation; enfin le contingent forcé de 25 mille hommes que devait fournir la Suisse à la France, fut remplacé par une levée volontaire de 16 bataillons, aux frais et à la solde de la république, à peu près sur le pied des anciens régimens.

Observations sur ces événemens.

L'esprit de parti, qui dénature tout, a attaqué les principes de cette médiation; mais on ne peut lui reprocher avec justice que des vices de

détail. La perte du Valais, et les sacrifices imposés plus tard, furent des griefs mieux fondés, qu'il ne faut pas confondre avec le pacte fédéral. Cependant les démocrates, tout en rendant justice aux pensées fondamentales, trouvèrent qu'il faisait trop de concessions à une oligarchie ennemie; d'autres, qu'il eût été convenable de traiter plus largement celle de Berne, afin de rendre le centre de la confédération plus fort, et de faire revenir ses habitans des sentimens d'inimitié qu'ils conservaient pour la France.

Quoique nous soyions bien éloigné d'approuver les idées exclusives qui ont précipité les Bernois dans une fausse route, nous leur rendons assez de justice pour incliner en faveur de cette dernière opinion. L'acte de médiation fut trop onéreux pour eux, car ils perdirent l'avantage d'être le chef-lieu permanent du gouvernement, sans obtenir de dédommagemens de leurs anciens priviléges. Nous reprocherons donc à Bonaparte de s'être laissé influencer par l'esprit de localité, et d'avoir cédé aux insinuations de ces malheureuses coteries dont la Suisse sera encore long-temps affligée. Il était bon d'établir le principe du fédéralisme pour l'administration locale, mais il ne fallait pas désigner six capitales pour une petite république dont le gouvernement, ambulant comme un camp de Tartares, ne pouvait avoir ni suite dans son sys-

tème, ni force, ni dignité. Le chef-lieu naturel était Berne, où les autorités fédérales moins amovibles, auraient acquis comme dans les Etats-Unis d'Amérique, un peu plus de fixité.

Peut-être Bonaparte redouta-t-il précisément cette stabilité et cette force, dans un gouvernement sur lequel il comptait exercer une grande influence; toutefois, sa conduite ultérieure envers la Suisse, autorise à croire que satisfait de sa neutralité, il ne demandait qu'à la voir assurée: dès-lors plus il lui eût donné de force intérieure, plus il aurait eu de garantie contre une agression étrangère. Bien des personnes ont cru démêler dans le titre de médiateur qu'il ajouta par la suite à ceux dont il était déjà revêtu, et dans quelques expressions qui lui échappèrent, l'idée de se ménager l'occasion de prendre une part plus directe à l'administration de la Suisse, et de la décider plus tard à une agrégation conditionnelle à son empire. Dans ce cas, on serait moins étonné que l'acte de médiation évitât tout ce qui concourrait à lui donner plus de stabilité.

Quoi qu'il en soit, ce pacte, avec tous ses défauts calculés ou inaperçus, mérita pour l'instant à Bonaparte, la reconnaissance des hommes bien pensans. Au 1er juillet suivant, la diète s'ouvrit à Fribourg, et l'on y vit siéger avec satisfaction ce même Reding dont la détention

arbitraire semblait devoir faire un ennemi irréconciliable de la France. Ses adversaires eurent assez de modération et de confiance dans ses vertus patriotiques, pour se réjouir d'un choix qui était un premier pas *vers la réunion et l'oubli.*

Puissent mes concitoyens persister dans ce sage système, et se défier de ces imprudens apologistes des factions, qui, sous les dehors d'une feinte impartialité, et pour le plaisir de faire étalage d'une éloquence trompeuse, jettent parmi eux de nouveaux brandons de discorde! En n'attribuant les causes de la révolution qu'à des personnalités et des ambitions individuelles, ils oublient que, dans le canton de Vaud particulièrement, elle émana des intérêts d'un peuple entier et de ses classes les plus notables. A part toute théorie sur les formes de gouvernement, l'historien et l'homme d'état reconnaîtront qu'un peuple éclairé ne saurait être la propriété des bourgeois d'une seule ville, et que rien ne ressemble moins à la démagogie que les réclamations primitives du canton de Vaud. On a erré sans doute dans l'application qu'on a faite des droits réclamés d'ailleurs avec tant de justice. Le peuple une fois mis en mouvement pour les défendre, a peut-être souvent confondu les intérêts des prolétaires avec ceux des classes moyennes, d'où il est résulté une législation défectueuse. Mais aujour-

d'hui, la plupart des intérêts sont satisfaits, les formes existantes peuvent, avec le temps, assurer la prospérité de ce pays. Les Bernois ont retrouvé dans Bienne et l'évêché de Bâle une indemnité de l'Argovie ; ils ont repris la première place dans la confédération, et obtenu pour eux-mêmes des institutions convenables ; ils reviennent peu à peu de leurs préventions, et, en adversaires généreux, nous ne devons plus reconnaître en eux que des frères.

Faisons des vœux pour qu'il en soit de même dans chaque canton. Que les Vaudois qui trouvent des amis à Berne ne voient plus d'ennemis dans certaine rue de Lausanne ! que la morgue des uns et la défiance des autres disparaissent du sein de notre petite famille politique; enfin, que la propriété, la notabilité des talens et le patriotisme, soient les seuls titres à l'estime et au choix de ses concitoyens ; alors nous donnerons un démenti aux déclamations de nos détracteurs, en démontrant par le noble usage que nous ferons de nos droits que nous étions dignes de les revendiquer les armes à la main.

Prouvons aussi que les Suisses sont plus *unitaires* qu'on ne le pense, et que si nous différons de mœurs et de lois cantonales, nous saurons s'il faut nous rallier vers un centre, pour soutenir l'honneur et l'indépendance de la nation. Victimes d'une fausse application des théories

fédéralistes, cherchons dans un juste milieu une garantie pour notre prospérité future (1). Il est temps au reste de quitter ces digressions étrangères au but que nous nous sommes proposé en écrivant cette histoire; revenons à la France.

Suite de la paix d'Amiens.

Le traité d'Amiens avait achevé de réconcilier la France avec l'Europe. La vigueur, les talens et la gloire de Bonaparte avaient élevé la nation au premier rang des puissances continentales; mais il n'avait pas encore dépendu de lui de relever sa considération et sa force maritime, ni de lui rendre ses colonies, sans lesquelles il est difficile qu'une grande marine prospère.

Griefs des Anglais et de Bonaparte. Rupture.

La durée de cette paix ne fut pas longue, et les passions haineuses l'emportèrent bientôt sur l'intérêt de l'humanité. Le refus des Anglais, de remettre Malte, et les pamphlets multipliés chaque jour contre le premier Consul, l'irritèrent avec raison. D'un autre côté, la réunion formelle du Piémont et de l'Ile-d'Elbe, la cession de Parme, enfin l'invasion de la Suisse à la fin de 1802, fournirent à l'Angleterre quelques griefs contre la politique de la France. La

(1) On pardonnera à l'auteur ces invocations patriotiques, puisqu'il touche au terme de son entreprise. La médiation de la Suisse fut en effet le dernier acte de ces guerres de la révolution, dont il a esquissé l'histoire militaire, et à laquelle la paix d'Amiens mit un terme.

mission de Sébastiani sur la côte d'Afrique, signalée comme la reprise du projet sur l'Egypte, fournit au cabinet de Saint-James un prétexte pour justifier l'usurpation de Malte.

Bonaparte se plaignit des injures qu'on lui prodiguait, et demanda le renvoi des émigrés qui les provoquaient; l'Angleterre s'y refusa avec raison, parce que tout gouvernement doit respecter l'asile accordé au malheur, et que tout ce qu'on pouvait exiger de son ministère était d'appliquer les lois anglaises aux auteurs des pamphlets incriminés. On s'aigrit ainsi de part et d'autre jusqu'à en venir à des armemens, et il faut avouer que ce fut l'Angleterre qui en donna le signal. Le roi, à l'ouverture du parlement, prononça un discours équivalant à une déclaration de guerre. Aussitôt que les flottes françaises furent rentrées, Bonaparte se décida à des représailles, mais il ne lui suffit pas de se saisir du Hanovre; il fit réoccuper la Hollande et le royaume de Naples comme des points indispensables à la reprise de son système maritime, et ces envahissemens lui suscitèrent de nouveaux ennemis sur le continent.

Bonaparte occupe de nouveau Naples et le Hanovre.

Le consulat à vie ne suffit pas à Bonaparte.

Supérieur à Washington comme général et législateur, il ne manquait à la gloire de Bonaparte que de l'égaler comme philosophe; mais l'amour du pouvoir contracté dans les camps, allumant en lui une soif inextinguible de puis-

sance, lui fit abuser bientôt de celle qu'il aurait dû consacrer au bonheur de la France et au repos du monde.

Le consulat à vie, quoique moins dangereux qu'une autorité passagère, n'offrait point encore l'ordre et la stabilité d'un gouvernement héréditaire. Bonaparte et le petit nombre d'hommes d'état dont il s'était entouré, bien pénétrés de ces vérités, ne se dissimulaient point les vices de la constitution de l'an 8. Le moyen le plus simple d'y porter remède et de mettre un terme aux divisions intestines, semblait être de rappeler la maison de Bourbon, dont l'éloignement laissait toujours un germe de déchiremens, qui favorisait les projets des ambitieux et des mécontens de l'intérieur, ainsi que les sourdes menées des puissances intéressées à affaiblir la France. Mais autant le retour de ces princes était désirable, autant les plus sages redoutaient le cortége avec lequel ils devaient rentrer. On craignait que leur rappel n'entraînât le triomphe des royalistes exclusifs, qui avaient tant de haines à venger, d'intérêts à satisfaire et de priviléges à ressaisir. Un million de Français, compromis par la révolution, repoussaient encore à cette époque une restauration dont ils n'entrevoyaient que les suites fâcheuses pour eux-mêmes, sans apprécier le bien qu'elle pourrait opérer dans l'avenir : les plus hardis

n'auraient osé la proposer; et le sang du duc d'Enghien, tout récemment versé par l'esprit de parti en délire, semblait encore élever une digue insurmontable au retour de l'ancienne dynastie que les hommes de la révolution regardaient comme un torrent destructeur.

Il se fait nommer Empereur héréditaire.

Bonaparte, trop ambitieux pour se contenter du rôle de Monck, profita de cet état de choses pour se saisir de la couronne. Il releva le trône de Charlemagne, et ceignit son front du bandeau impérial. Il chargea bientôt sa tête de la couronne des rois Lombards, et ces empiétemens, non moins contraires aux stipulations de Lunéville que l'occupation du royaume de Naples et de la Hollande, renouèrent entre la Russie, l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse, les coalitions de 1805 et 1806, dont le résultat fut de reculer les bornes de la puissance française jusqu'au Niémen, de provoquer la fatale guerre d'Espagne et les efforts inouïs de l'Autriche en 1809.

Il ceint la couronne des rois Lombards.

Conclusion de cet ouvrage.

Durant dix ans, l'heureux conquérant promena ses aigles victorieuses des bords du Tage jusqu'à ceux du Niémen et au fond de la Panonie; les lauriers dont il couvrit ses couronnes, auraient fait oublier leur usurpation, si un profond mépris des hommes et une ambition démesurée ne l'avaient entraîné au-delà de toutes les bornes.

Le vaste et imposant tableau de cette période, moins pénible à tracer peut-être que celui que nous venons d'esquisser, exige un genre de talent que nous ne nous flattons point de posséder. Tout y est grandiose, les combinaisons comme les résultats, et pour les présenter d'une manière convenable, il faut un pinceau vigoureux et exercé.

Si le nôtre n'a pas toujours été à la hauteur de la tâche que nous avons entreprise, nous nous flattons du moins que l'impartialité et la justesse des principaux points de vue militaires et politiques y auront suppléé. Heureux si pour prix de nos travaux nous sommes parvenus à inculquer aux jeunes officiers les principes généraux de l'art de la guerre, développés dans notre Traité des grandes Opérations!

